

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

2018



IMERYS
TRANSFORM TO PERFORM

Sommaire

1	Présentation du Groupe	3	6	États financiers	179
1.1	Chiffres clés	4	6.1	États financiers consolidés	180
1.2	Profil du Groupe	9	6.2	États financiers sociaux	262
1.3	Organisation générale	11	7	Informations sur la Société et le capital	281
1.4	Modèle économique	17	7.1	Renseignements concernant Imerys	282
1.5	Branches d'activité	22	7.2	Renseignements sur le capital social	285
1.6	Réserves et ressources minérales	36	7.3	Actionnariat	291
2	Rapports sur l'exercice 2018	41	7.4	Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique	294
2.1	Rapport de gestion du Conseil d'Administration	42	7.5	Marché des titres Imerys	294
2.2	Rapport sur le Gouvernement d'Entreprise	54	7.6	Dividendes	296
2.3	Rapports des Commissaires aux comptes	55	7.7	Relations avec les actionnaires	296
3	Gouvernement d'Entreprise	67	7.8	Organisation mère/filiales	297
3.1	Conseil d'Administration	69	8	Assemblée Générale Mixte du 10 mai 2019	299
3.2	Direction Générale	102	8.1	Présentation des résolutions par le Conseil d'Administration	300
3.3	Rémunérations	104	8.2	Rapports des Commissaires aux comptes	311
3.4	Plans de rémunération long terme des dirigeants mandataires sociaux	113	8.3	Ordre du jour	315
3.5	Transactions des mandataires sociaux sur les titres de la Société	117	8.4	Projets de résolution	316
4	Facteurs de risques et contrôle interne	119	9	Informations complémentaires du Document de Référence	327
4.1	Facteurs de risques	120	9.1	Responsable du Document de Référence	328
4.2	Contrôle interne	128	9.2	Attestation du responsable du Document de Référence	328
5	Responsabilité sociétale de l'entreprise	135	9.3	Commissaires aux comptes	329
5.1	Vision et ambition	136	9.4	Informations incluses par référence dans le Document de Référence	329
5.2	Implication des parties prenantes	138	9.5	Responsable de l'information financière	329
5.3	Matérialité RSE	139	9.6	Table de concordance	330
5.4	Principaux objectifs et performances	141	9.7	Table de réconciliation avec le Rapport Financier Annuel	334
5.5	Valoriser nos équipes	141			
5.6	Préserver notre planète	152			
5.7	Préparer l'avenir	162			
5.8	Méthodologies de reporting	168			
5.9	Attestation et tableaux de correspondance	173			



2018

Document de Référence

incluant le Rapport Financier Annuel

Leader mondial des spécialités minérales pour l'industrie, Imerys offre des solutions fonctionnelles à haute valeur ajoutée pour un grand nombre de secteurs, depuis les industries de procédés jusqu'aux biens de consommation. Le Groupe mobilise sa connaissance des applications, son expertise technologique et sa maîtrise des sciences des matériaux pour proposer des solutions basées sur la valorisation de ses ressources minérales, des minéraux de synthèse et des formulations. Imerys apporte ainsi des propriétés essentielles aux produits de ses clients et à leurs performances, comme par exemple réfractarité, dureté, conductivité, opacité, durabilité, pureté, légèreté, filtration, adsorption, ou hydrophobie. Imerys respecte des critères ambitieux de développement responsable, que ce soit au plan social, en ce qui concerne l'environnement ou bien la gouvernance du Groupe.



Le présent Document de Référence a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2019 conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité des signataires. Il contient l'ensemble des informations relatives au Rapport Financier Annuel.



1

PRÉSENTATION DU GROUPE

1.1 CHIFFRES CLÉS	4	1.4 MODÈLE ÉCONOMIQUE	17
1.1.1 Présence mondiale	5	1.4.1 Modèle de création de valeur	17
1.1.2 Rentabilité, cash flow et structure financière	6	1.4.2 Stratégie de développement	20
		1.4.3 Facteurs de risques	21
1.2 PROFIL DU GROUPE	9	1.5 BRANCHES D'ACTIVITÉ	22
1.2.1 Solutions de spécialités	9	1.5.1 Solutions pour l'Énergie & Spécialités	22
1.2.2 Applications et marchés servis	9	1.5.2 Filtration & Additifs de Performance	26
		1.5.3 Matériaux Céramiques	30
1.3 ORGANISATION GÉNÉRALE	11	1.5.4 Minéraux de Haute Résistance	33
1.3.1 Organisation du Groupe	11		
1.3.2 Gouvernance du Groupe	12	1.6 RÉSERVES ET RESSOURCES MINÉRALES	36
1.3.3 Responsabilité sociétale de l'entreprise	16	1.6.1 Principes de reporting	36
		1.6.2 Principaux minéraux	37
		1.6.3 Réserves et ressources minérales	37

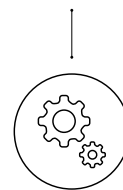
1.1 CHIFFRES CLÉS

4,6 Mds€
CHIFFRE D'AFFAIRES

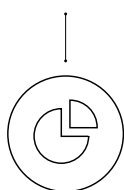


17 769
SALARIÉS

12,2 %
MARGE
OPÉRATIONNELLE

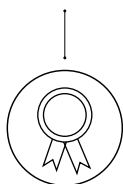


562 M€
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL
COURANT



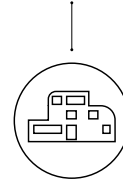
4,0 Mds€
CAPITALISATION
BOURSIÈRE

#1 ou #2
SUR LA PLUPART
DE NOS MARCHÉS



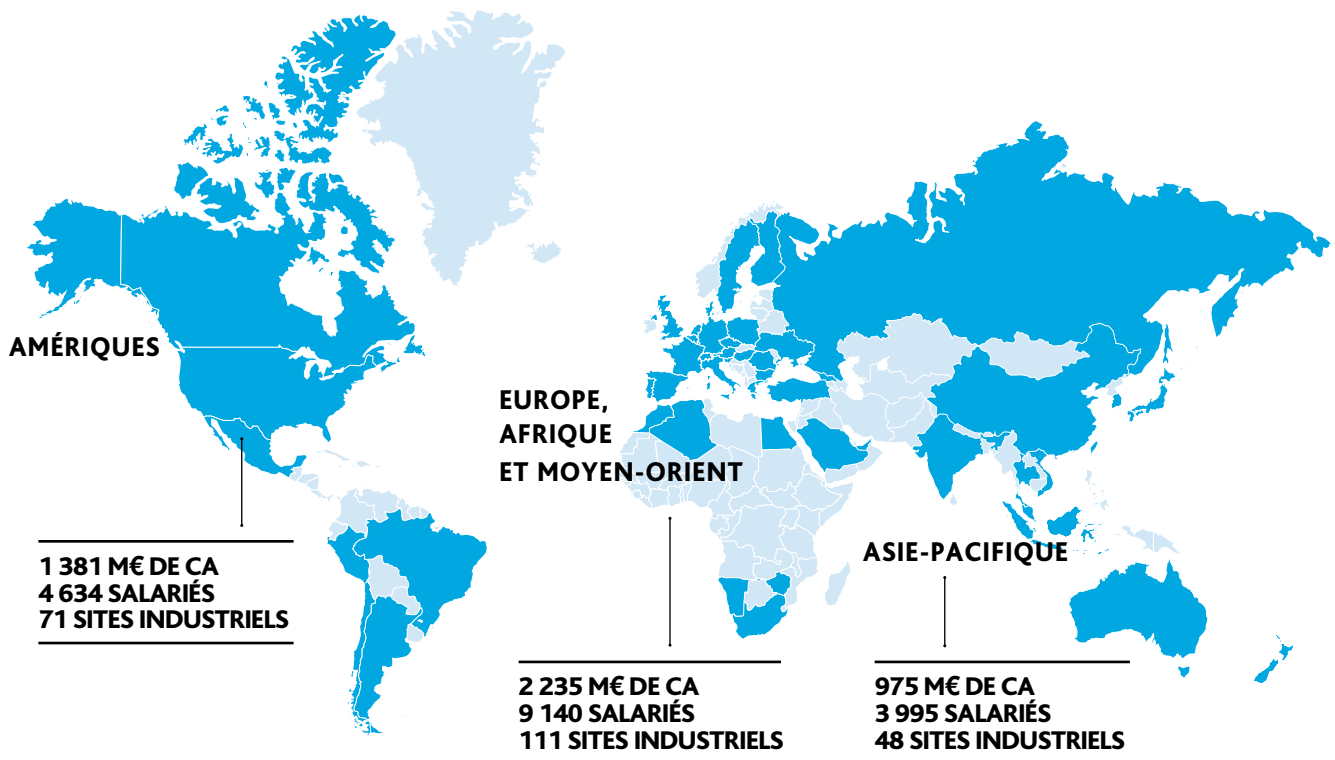
50
PAYS

230
SITES
INDUSTRIELS

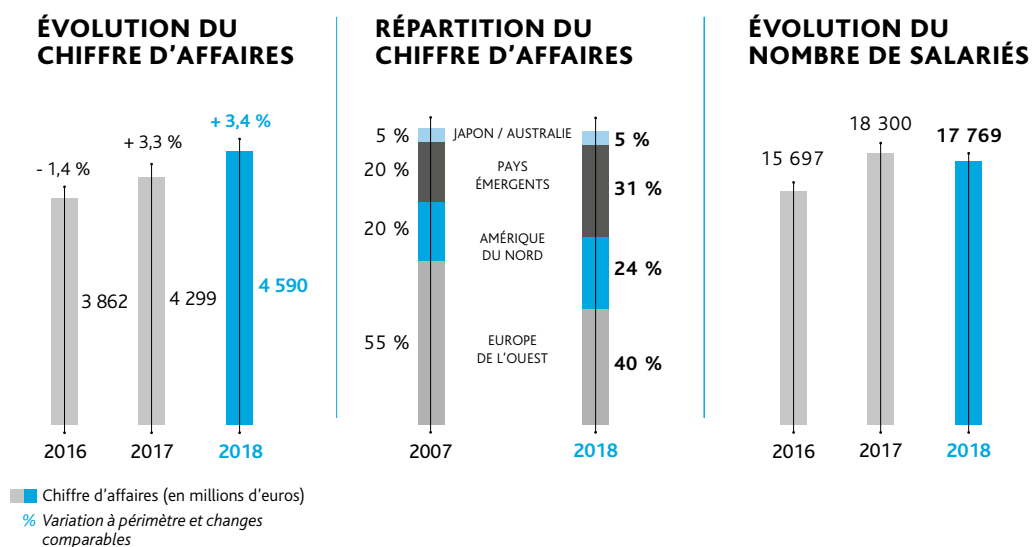


1.1.1 PRÉSENCE MONDIALE

CARTE DES IMPLANTATIONS DU GROUPE (SITES INDUSTRIELS, EFFECTIFS ET CA)

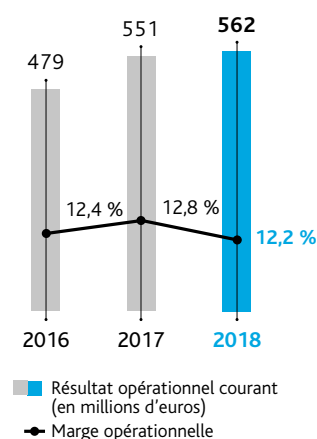
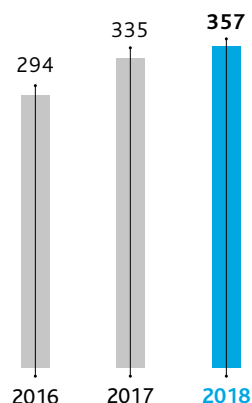


Les chiffres clés 2016 et 2017 présentés ci-après ont été retraités suite à la cession de l'activité Toiture en octobre 2018, sauf mention contraire.

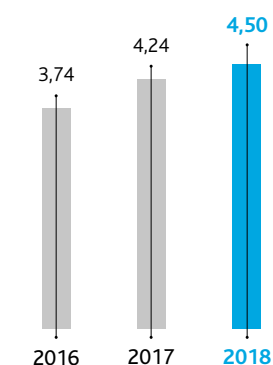
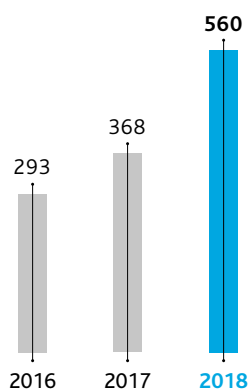
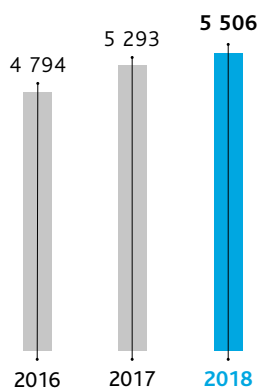
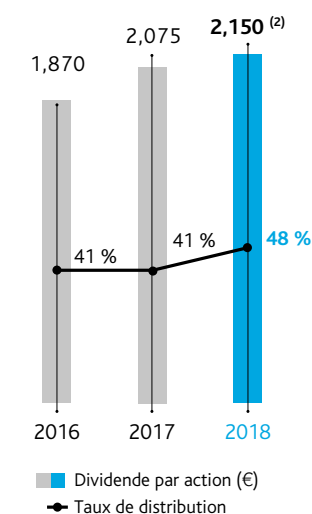


1.1.2 RENTABILITÉ, CASH FLOW ET STRUCTURE FINANCIÈRE

■ RÉSULTATS ET RENTABILITÉ

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL
COURANT ET MARGE
OPÉRATIONNELLE ⁽¹⁾RÉSULTAT
COURANT NET
(en millions d'euros)

■ DONNÉES PAR ACTION

RÉSULTAT COURANT
NET PAR ACTION
(€)RÉSULTAT NET,
PART DU GROUPE
(en millions d'euros)CAPITAUX INVESTIS
(en millions d'euros)DIVIDENDE
PAR ACTION ⁽²⁾

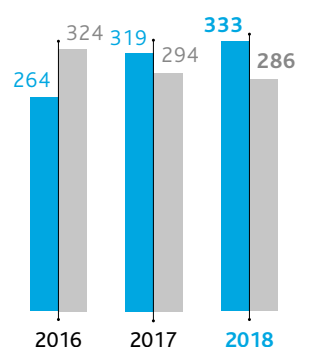
(1) Le résultat opérationnel tel que présenté dans les états financiers du Groupe, incluant les autres produits et charges opérationnels et excluant le résultat des activités abandonnées, s'élève à 401 millions d'euros en 2016, 499 millions d'euros en 2017 et - 89 millions d'euros en 2018.

(2) Proposition du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale du 10 mai 2019.

■ BILAN ET CAPACITÉ DE FINANCEMENT

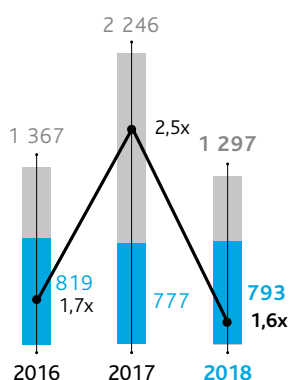
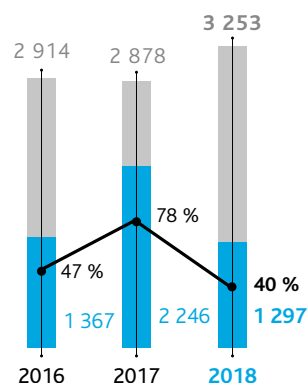
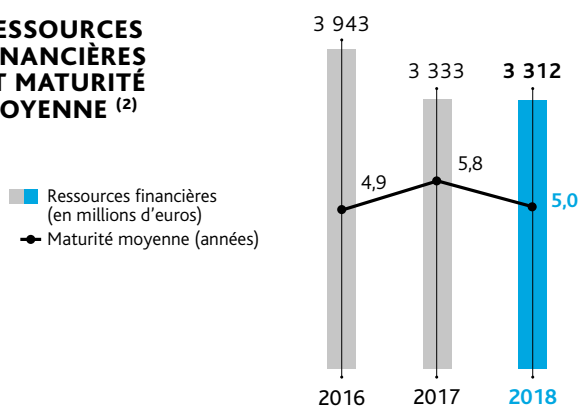
**CASH FLOW LIBRE
OPÉRATIONNEL
COURANT NET ET
INVESTISSEMENTS ⁽¹⁾**

(en millions d'euros)



■ Investissements

■ Cash flow libre opérationnel courant net

**DETTE FINANCIÈRE
NETTE ET EBITDA
COURANT**■ EBITDA courant
(en millions d'euros)■ Dette financière nette
(en millions d'euros)● Dette financière nette/
EBITDA courant**DETTE FINANCIÈRE
NETTE ET CAPITAUX
PROPRES**■ Dette financière nette
(en millions d'euros)■ Capitaux propres
(en millions d'euros)● Dette financière nette/
fonds propres**RESSOURCES
FINANCIÈRES
ET MATURITÉ
MOYENNE ⁽²⁾**■ Ressources financières
(en millions d'euros)

● Maturité moyenne (années)

MOODY'S

Notation Moody's : Baa2,
perspective stable

S&P Global

Notation S&P : BBB,
perspective stable

✓ Pour plus d'informations sur les comptes consolidés 2018 du Groupe, voir chapitre 6 du Document de Référence.

(1) Investissements payés, nets de cessions et subventions.

(2) Les ressources financières sont composées des lignes de financement bancaires confirmées et des financements de type obligataires contractés par Imerys SA.

1.1.3 DONNÉES EXTRA-FINANCIÈRES

■ OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



■ CHANGEMENT CLIMATIQUE

ÉMISSIONS DE CO₂ RAPPORTÉES AU CHIFFRE D'AFFAIRES
(tonnes équivalent CO₂/M€)

741,8 ——— - 6 % ⁽¹⁾ depuis 2014

CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE RAPPORTÉE AU CHIFFRE D'AFFAIRES
(MJoules/M€)

8,50 ——— - 5 % ⁽¹⁾ depuis 2014

■ GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

42 %
de taux de recyclage des déchets industriels non dangereux en 2018 ⁽⁴⁾

44 %
des sites du Groupe sont certifiés ISO 14001 ou EMAS ⁽⁵⁾ en 2018

■ RESSOURCES HUMAINES, SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

1,36
accident avec arrêt de travail par million d'heures travaillées en 2018 ⁽²⁾

75 %
Note de fidélité – Sondage sur l'engagement des employés ⁽³⁾

■ GESTION DES PRODUITS

14
nouvelles analyses de cycle de vie réalisées

✓ Pour plus d'informations sur les indicateurs extra-financiers du Groupe, voir chapitre 5 du Document de Référence.

(1) À périmètre constant.

(2) Taux d'accidents avec arrêt de travail : (nombre d'accidents avec arrêt de travail x 1 000 000) / nombre d'heures travaillées.

(3) Le score de fidélité est la somme des réponses sur la confiance, la responsabilisation et le développement dans le sondage d'engagement du personnel effectué en 2017.

(4) Les déchets industriels non dangereux ont représenté 97,8% des déchets industriels totaux du Groupe. Ils comprennent essentiellement les produits d'opérations de découverte et les minéraux solides non utilisés.

(5) Eco-Management and Audit Scheme.

1.2 PROFIL DU GROUPE

Leader mondial des spécialités minérales pour l'industrie, Imerys offre des solutions fonctionnelles à haute valeur ajoutée pour un grand nombre de secteurs, des industries de procédés jusqu'aux biens de consommation. Le Groupe mobilise sa connaissance des applications, son expertise technologique et sa maîtrise des sciences des matériaux pour proposer des solutions basées sur la valorisation de ses ressources minérales, de minéraux de synthèse et de formulations.

Imerys apporte ainsi des propriétés essentielles aux performances des produits de ses clients : conductivité, dureté, opacité, durabilité, pureté, légèreté, filtration, adsorption, hydrophobie, réfractarité, etc.

Par ailleurs, le Groupe respecte des critères ambitieux de développement responsable, que ce soit au plan social, environnemental, ou encore d'éthique des affaires et de la gouvernance.

1.2.1 SOLUTIONS DE SPÉCIALITÉS

Imerys offre des solutions à valeur ajoutée qui sont formulées pour répondre aux spécifications techniques de chaque client. Leurs prix de vente sont ainsi négociés annuellement de manière bilatérale, sur la base des fonctionnalités et des services apportés aux utilisateurs.

Les solutions d'Imerys contribuent aux performances d'un très grand nombre d'applications. Elles peuvent être classées en trois catégories :

- **additifs fonctionnels** : incorporés à la formulation des produits des clients pour en améliorer les propriétés, mais représentent une part mineure du coût de fabrication du produit fini (à titre d'exemple, le talc améliore la rigidité des polymères dans

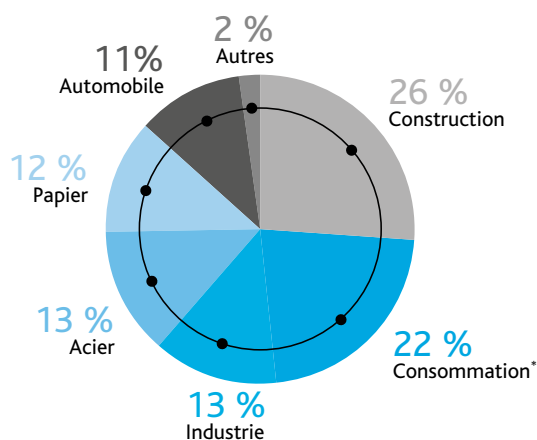
l'automobile, le carbonate de calcium rend les films plastiques alimentaires perméables à l'air, les aluminates de calcium permettent l'auto nivellement et le séchage rapide des chapes de sol en ciment) :

- **composants minéraux** : constituant un élément essentiel dans la formulation du produit du client (à titre d'exemple, la zircone dans les sondes à oxygène pour gérer la combustion des moteurs ou l'alumine fondue dans les abrasifs pour l'industrie) ;
- **agents pour les procédés de fabrication** : utilisés dans les procédés de production des clients, ils ne se retrouvent cependant pas dans le produit final (à titre d'exemple, la diatomite permet de filtrer les liquides alimentaires ou d'extraire les protéines du plasma sanguin par fractionnement).

1.2.2 APPLICATIONS ET MARCHÉS SERVIS

1.2.2.1 DES MARCHÉS DIVERSIFIÉS

Imerys est au service de nombreuses industries : des matériaux de construction à l'énergie mobile, de la sidérurgie à l'agroalimentaire, ou de l'automobile aux cosmétiques.



* Dont boissons et alimentation, santé et cosmétique.

Source : estimations Imerys chiffre d'affaires 2018.

Au sein de ces marchés finaux, les spécialités minérales d'Imerys sont utilisées dans un très grand nombre d'applications, principalement dans deux domaines :

- **Minéraux de Performance** :
 - additifs pour les peintures et les revêtements,
 - composants pour les céramiques techniques (porcelaine électrique) ou traditionnelles (carrelage de sol et de mur, sanitaire, vaisselle),
 - additifs pour les plastiques et les polymères, notamment dans l'automobile,
 - agents de charge et de couchage pour papier d'impression et d'écriture, ainsi que pour cartons et emballages,
 - agents de filtration pour les liquides alimentaires et le plasma sanguin,
 - graphites de spécialité pour l'énergie mobile et les industries de précision (batteries lithium-ion pour véhicules électriques, plaquettes de frein).
- **Matériaux et Solutions de Haute Température** :
 - minéraux et solutions réfractaires pour les procédés industriels de haute température (revêtements et isolations réfractaires pour la protection des fours, chaudières),
 - bentonite pour moules de fonderie,
 - poudres de corindon pour les abrasifs (disques de coupe ou de ponçage pour l'industrie),
 - et liants de haute performance pour les chapes de sols dans la construction.

Le tableau ci-dessous présente la correspondance entre ces différentes applications et les marchés finaux auxquels elles sont destinées.

		Principales applications									
		Minéraux de Performance						Matériaux et Solutions de Haute Température			
		Papier et carton	Peinture et revêtements	Polymères et caoutchouc	Céramique	Filtration et Sciences de la vie	Énergie renouvelable	Industrie réfractaire	Abrasifs	Fonderie	Construction et génie civil
Marchés finaux	Construction										
	Consommation										
	Industrie										
	Acier										
	Papier										
	Automobile										

1.2.2.2 DES APPLICATIONS EN PHASE AVEC LES TENDANCES DE MARCHÉ

Imerys offre des solutions pour anticiper les besoins et accompagner des marchés en profonde mutation :

- nouveaux modes de vie (urbanisation, vieillissement de la population, santé et bien-être, mobilité, recyclage, etc.) ;
- nouveaux modèles économiques (économie collaborative, du partage, industrie 4.0, etc.) ;
- progrès technologiques (Internet des objets, énergies renouvelables, impression 3D, etc.) ;
- évolution des attentes des parties prenantes (développement durable, transparence et éthique, etc.).

CROISSANCE DE LA POPULATION 10 Mds en 2050	URBANISATION 70% de la population mondiale concentrée dans les villes en 2030	CHANGEMENT CLIMATIQUE Réduction de 40% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2040
Défis et Opportunités	Défis et Opportunités	Défis et Opportunités
<ul style="list-style-type: none"> • Allongement de la durée de vie • Développement de solutions pour les biotechnologies • Agriculture durable 	<ul style="list-style-type: none"> • Densification des grandes villes • Complexification des flux et des réseaux • Nouvelles techniques de construction • Solutions destinées à la rénovation plus durables et performantes 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction de l'utilisation des énergies fossiles et processus de production moins énergivores • Lutte contre le réchauffement climatique • Développement des énergies renouvelables • Allègement des véhicules
ACCÉLÉRATION TECHNOLOGIQUE 35 Mds d'appareils connectés en 2030	GLOBALISATION ET MARCHÉS FUTURS Plus de 30% du PIB mondial sera réalisé dans les BRIC en 2030	RARÉFACTION DES RESSOURCES et RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE 65% de la biodiversité en danger
Défis et Opportunités	Défis et Opportunités	Défis et Opportunités
<ul style="list-style-type: none"> • Électrification des véhicules et besoins croissants en énergie mobile • Développement du e-commerce et recul du papier 	<ul style="list-style-type: none"> • Poids croissant des économies émergentes, notamment en Asie (Chine et Inde) 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction de l'empreinte environnementale • Solutions pour améliorer le recyclage des plastiques et des déchets • Produits d'hygiène et cosmétiques respectueux de l'environnement • Solutions d'emballage efficaces

1.3 ORGANISATION GÉNÉRALE

1.3.1 ORGANISATION DU GROUPE

À l'issue d'une revue stratégique approfondie, Imerys a récemment fait évoluer son organisation managériale, afin de se concentrer davantage sur les besoins du marché et d'accompagner le repositionnement réussi du Groupe sur les spécialités minérales pour l'industrie.

La nouvelle organisation, qui a pris effet à compter du 1^{er} décembre 2018 et sert de base à l'information sectorielle du Groupe depuis 2019, est organisée autour de deux segments, regroupant cinq domaines d'activité nouvellement créés autour de nos principaux marchés.

- Le segment **Minéraux de Performance** rassemble trois domaines d'activité géographiques – Europe, Moyen-Orient et Afrique (EMEA), Amérique et Asie-Pacifique (APAC) – et sert les industries du plastique, de la peinture et des revêtements, de la filtration, des matériaux céramiques, des énergies renouvelables, du papier et du carton. Les Minéraux de Performance comprennent les anciennes divisions Additifs de Performance, Filtration, Carbonates, Céramique, Kaolin et Graphite & Carbone ainsi

que l'unité Bentonite & Perlite Intermediaire (qui faisait partie de l'ancienne division Métallurgie).

- Le segment **Matériaux et Solutions de Haute Température** rassemble deux domaines d'activité – Solutions de Haute Température, et Réfractaires, Abrasifs & Construction – et sert les marchés des réfractaires, de la fonderie, des métaux, des abrasifs et de la chimie du bâtiment. Les Matériaux et Solutions de Haute Température comprennent les anciennes divisions Réfractaires Monolithiques, Aluminate, Minéraux Fondus ainsi que les unités Metalcasting & Absorbents et Steel Casting Fluxes (qui faisaient partie de l'ancienne division Métallurgie).

Cette organisation simplifiée, avec moins de niveaux hiérarchiques, rapproche le Groupe de ses clients et lui permet de répondre plus efficacement à leurs besoins. Les directeurs généraux des cinq domaines d'activité nouvellement créés rapportent directement au directeur général. Les fonctions support (Finance, Informatique, Ressources Humaines, Communication et Juridique) sont dirigées au niveau du Groupe et sont au service des différents domaines d'activité, tandis que l'innovation et les opérations relèvent des domaines d'activité.

Segments	Minéraux de Performance			Matériaux et Solutions de Haute Température	
Domaines d'activité	Minéraux de Performance Europe, Moyen-Orient, Afrique	Minéraux de Performance Amériques	Minéraux de Performance Asie-Pacifique	Solutions de Haute Température	Réfractaires, Abrasifs et Construction
Principaux marchés adressés	<ul style="list-style-type: none"> ■ Plastique ■ Peinture & Revêtement ■ Filtration ■ Céramique ■ Énergies Renouvelables ■ Papier & Carton 			<ul style="list-style-type: none"> ■ Solutions Réfractaires ■ Fonderie ■ Métallurgie 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Matériaux Réfractaires ■ Abrasifs ■ Chimie du Bâtiment
Chiffre d'affaires 2018 (en milliard d'euros)	1,1	1,1	0,5	0,7	1,2
Anciennement	Kaolin, Additifs de Performance, Carbonates, Céramique, Filtration, Bentonite & Perlite, Graphite & Carbone			Réfractaires Monolithiques, Steel Casting Fluxes, Fonderie	Aluminates, Minéraux Fondus, Bauxite
Fonctions centralisées	Finance, Systèmes d'information, Ressources Humaines, Communication et Juridique				
Fonctions rattachées aux domaines d'activité	Innovation et Opérations				

✓ Pour plus d'informations sur les résultats 2018, [voir les commentaires par branche d'activité en section 2.1.3 du chapitre 2 et l'information sectorielle communiquée dans les états financiers consolidés au chapitre 6 du Document de Référence.](#)

1.3.2 GOUVERNANCE DU GROUPE

Imerys est organisée en Société Anonyme à Conseil d'Administration, avec un Président du Conseil et un Directeur Général.

Une nouvelle structure de gouvernance dissociée

À compter du 4 mai 2018, et après avoir été Directeur Général Délégué depuis mars 2018, Conrad Keijzer est Directeur Général du Groupe, en remplacement de Gilles Michel qui a conservé la Présidence du Conseil d'Administration.

Cette nouvelle structure de gouvernance dissociée est apparue la plus appropriée au regard de l'évolution du Groupe. Elle permet d'assurer le fonctionnement efficace des instances de gouvernance du Groupe ainsi qu'une transition fluide au sein de la Direction Générale et offre une complémentarité des compétences et expériences. Couplée avec le resserrement de la composition du Conseil intervenue en 2018, cette structure a encore accru l'agilité du Conseil et l'efficacité de ses travaux.

1.3.2.1 DIRECTION GÉNÉRALE ET COMITÉ EXÉCUTIF

La Direction Générale du Groupe est assurée par Conrad Keijzer, Directeur Général, assisté d'un Comité Exécutif.

■ COMITÉ EXÉCUTIF

Le Comité Exécutif regroupe, outre le Directeur Général, les directeurs fonctionnels et opérationnels des cinq domaines d'activité du Groupe. Il a pour mission de mettre en œuvre les orientations stratégiques déterminées en Conseil d'Administration et veille à ce que les objectifs de création de valeur soient atteints. Le Comité Exécutif est collectivement responsable de la performance globale et défend les intérêts du Groupe.

Nouvelle composition du Comité d'Exécutif

À compter du 26 novembre 2018, un nouveau Comité Exécutif a été nommé en vue d'accompagner au mieux la simplification de l'organisation du Groupe, organisée autour des deux segments regroupant cinq domaines d'activité. Cette simplification s'est accompagnée de la suppression d'un niveau de management (*Executive Vice President*) et corrélativement du départ de certains membres du Comité Exécutif.

À ce jour, le Comité Exécutif est composé comme suit :

Frédérique Berthier-Raymond Directrice Juridique Groupe <i>Au sein du Groupe depuis 2008 et au sein du Comité Exécutif depuis 2018</i>	Philippe Bourg Vice-Président Réfractaires, Abrasifs & Construction <i>Au sein du Groupe depuis 1996 et au sein du Comité Exécutif depuis 2018</i>	Jean-François Claver Directeur Industriel <i>Au sein du Groupe depuis 2015 et au sein du Comité Exécutif depuis 2016</i>
Michel Cornelissen Vice-Président Solutions de Haute Température <i>Au sein du Groupe depuis 1991 et au sein du Comité Exécutif depuis 2018</i>	Guillaume Delacroix Vice-Président Minéraux de Performance EMEA <i>Au sein du Groupe depuis 2004 et au sein du Comité Exécutif depuis 2018</i>	Cyril Giraud Vice-Président Minéraux de Performance APAC <i>Au sein du Groupe depuis 1998 et au sein du Comité Exécutif depuis 2018</i>
Olivier Hautin Directeur Stratégie <i>Au sein du Groupe depuis 1995 et au sein du Comité Exécutif depuis 2008</i>	Conrad Keijzer Directeur Général <i>Au sein du Groupe et du Comité Exécutif depuis 2018</i>	Vincent Lecerf Directeur des Ressources Humaines <i>Au sein du Groupe et du Comité Exécutif depuis 2017</i>
Thierry Materne Directeur de l'Innovation <i>Au sein du Groupe et du Comité Exécutif depuis 2016</i>	Jim Murberger Vice-Président Minéraux de Performance Amérique <i>Au sein du Groupe depuis 1996 et au sein du Comité Exécutif depuis 2018</i>	Olivier Pirotte Directeur Financier <i>Au sein du Groupe et du Comité Exécutif depuis 2015</i>

4 nationalités



10 réunions en 2018



98 % assiduité



■ UN DIALOGUE RÉGULIER ENTRE LA DIRECTION GÉNÉRALE, LE COMITÉ EXÉCUTIF ET LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le dialogue régulier entre le Directeur Général, le Comité Exécutif et le Conseil d'Administration joue un rôle décisif dans la définition de la stratégie du Groupe et sa mise en œuvre. L'efficacité et l'apport de ces échanges au plus haut niveau est notamment favorisé par :

- La présence simultanée de Conrad Keijzer au Comité Exécutif et au Conseil d'administration ;
- Des présentations régulières des domaines d'activité du Groupe et des projets clés par les membres du Comité Exécutif au Conseil ou à ses Comités ;
- L'accès permanent des membres du Conseil à toutes les informations nécessaires et utiles à l'exercice de leur mission.

■ UNE RÉMUNÉRATION ALIGNÉE SUR LES OBJECTIFS DU GROUPE

La politique de rémunération du Groupe associe ses dirigeants, et la plupart de ses collaborateurs, aux performances et à la création de valeur à court et à long terme.

Les éléments de rémunération des membres du Comité Exécutif sont alignés sur les objectifs du Groupe et comprennent une part fixe et une part variable basée sur des critères de performance financiers et extra-financiers (sur une base collective concernant la sécurité et individuelle en fonction de leurs objectifs personnels liés à leur fonction au sein du Groupe) comme suit :

Éléments de rémunération sous condition de performance				
Variable court terme			Variable long terme	
Conditions de performance	Quantitatif (économique)	Résultat courant net	Quantitatif (économique)	Résultat courant net par action
		Cash flow libre opérationnel		
		Retour sur capitaux employés		
	Qualitatif	Objectifs individuels		Retour sur capitaux employés
	Sécurité	Taux de fréquence des accidents du travail*		
Période d'appréciation de la performance		Annuel	Trois ans	
Support		Numéraire	Actions de performance	

* √ Pour plus d'informations sur le taux de fréquence, voir paragraphe 5.5.1 du chapitre 5 du Document de Référence.

√ Pour plus d'informations sur la Direction Générale, le Comité Exécutif et la rémunération des mandataires sociaux du Groupe, voir sections 3.2 et 3.3 du chapitre 3 du Document de Référence.

√ Pour plus d'informations sur les missions et les travaux du Conseil d'Administration, voir section 3.1 du chapitre 3 du Document de Référence.

1.3.2.2 CONSEIL D'ADMINISTRATION

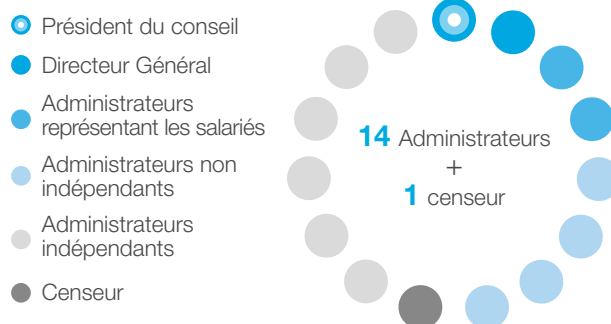
Le Conseil d'Administration d'Imerys est présidé par Gilles Michel, ancien Président-Directeur Général et Président du Conseil depuis le 4 mai 2018.

Missions du Conseil d'Administration

Avec l'assistance de ses Comités, le Conseil d'Administration exerce un contrôle permanent de la gestion du Groupe et approuve ses orientations stratégiques, ainsi que les grands axes de sa politique de responsabilité sociale et environnementale. Le Conseil autorise également les opérations majeures engageant l'avenir du Groupe et veille à ce qu'il dispose d'un dispositif de gouvernance solide.



Composition du Conseil d'Administration



Une instance internationale, diversifiée et équilibrée

Le Conseil d'Administration est composé de ⁽¹⁾ :




- 14 membres, dont 2 administrateurs représentant les salariés ;
- 5 Administrateurs femmes (soit 41,7 %, hors administrateurs représentant les salariés) ;
- 6 Administrateurs indépendants (soit 50 %, hors administrateurs représentant les salariés) ;
- 7 nationalités.

Le Conseil a également désigné le 4 mai 2018 un Censeur pour l'accompagner dans l'exécution de ses missions et participer, avec voix consultative, à ses délibérations.

(1) Sous réserve du renouvellement par l'Assemblée Générale du 10 mai 2019 des mandats d'Odile Desforges, Ian Gallienne et Lucile Ribot.

Des administrateurs expérimentés et assidus

La composition du Conseil d'Administration permet au Groupe de bénéficier des sensibilités et expériences professionnelles diversifiées (en termes tant d'expertise que de secteur) et internationales de chacun de ses membres.

 Ancienneté moyenne au sein du Conseil	 Réunions en 2018	 Assiduité
4,6 ans	7	95,91 %
Âge moyen des administrateurs		
57 ans		

✓ Pour plus d'informations sur la composition, les missions et le fonctionnement du Conseil d'Administration, [voir section 3.1 du chapitre 3 du Document de Référence](#).

Comités du Conseil d'Administration

Placés sous la responsabilité du Conseil d'Administration, les Comités spécialisés ont un rôle consultatif. Ils font bénéficier le Conseil de leurs avis et recommandations dans la préparation de ses décisions.

Comité Stratégique

Participe à l'élaboration des orientations, la mise en œuvre et au suivi de la stratégie du Groupe

 Président	 Indépendance	 Réunions en 2018	 Assiduité
Ian Gallienne	38 %	7	94,64 %

Comité d'Audit

Contrôle la gestion, vérifie la qualité de l'information comptable et financière et assure le suivi de l'efficacité du contrôle interne, et des risques

 Président	 Indépendance	 Réunions en 2018	 Assiduité
Aldo Cardoso	50 %	7	100 %




Comité des Rémunérations

Étudie et propose les éléments de rémunération des dirigeants mandataires sociaux, en considération des objectifs fixés, des risques et des exigences réglementaires

 Président	 Indépendance	 Réunions en 2018	 Assiduité
Paul Desmarais III	60 %	5	96,66 %

Comité des Nominations

Sélectionne les meilleures compétences pour le Conseil et la Direction Générale et assure la mise en place de plans de succession

 Président	 Indépendance	 Réunions en 2018	 Assiduité
Paul Desmarais III	60 %	6	96,66 %

✓ Pour plus d'informations sur la composition, les missions et le fonctionnement des Comités spécialisés, [voir section 3.1 du chapitre 3 du Document de Référence](#).

1.3.3 RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DE L'ENTREPRISE

Imerys respecte le monde dans lequel il exerce ses activités. En s'engageant à jouer un rôle dans la société, à répondre à ses obligations envers les pays et les communautés où il est implanté, et à adopter une gestion responsable de l'environnement, le Groupe entend contribuer au développement durable.

L'organisation du Groupe en matière de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE) fixe et met en œuvre des ambitions destinées à accompagner la stratégie de croissance d'Imerys, en adéquation avec les enjeux et attentes des principales parties prenantes dans ce domaine.

Le Groupe s'aligne avec les grands cadres d'action internationaux : le *Global Compact* et les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, les principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme, les principes directeurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à l'intention des entreprises multinationales,

et les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT). Le Groupe est également signataire du *French Business Climate Pledge* pour la lutte contre le réchauffement climatique et d'*act4nature* pour la préservation de la biodiversité, deux engagements avec d'autres grandes entreprises françaises.

Le Comité de Pilotage RSE du Groupe fixe les ambitions et valide le programme RSE, pilote et suit la mise en œuvre des plans d'actions associés.







Ce Comité de Pilotage est présidé par le Directeur Général et regroupe autour de lui six membres du Comité Exécutif (la Directrice Juridique, le Directeur des Ressources Humaines, le Directeur Industriel, le Directeur de l'Innovation et deux Directeurs Opérationnels) et trois autres hauts responsables fonctionnels et opérationnels du Groupe.

Le Conseil d'administration revoit, chaque année, la performance et les progrès du Groupe en matière de RSE.

Un nouveau programme RSE dénommé "SustainAgility" a été mis en place en 2018. Il a été développé en prenant en compte les contributions d'un large éventail de parties prenantes internes et externes (comités d'experts, associations professionnelles, responsables de l'audit interne et de la conformité, forums locaux, clients...). Les objectifs annuels visent une amélioration continue de la performance articulée autour de trois axes :

Valoriser nos équipes	S'assurer que nos collaborateurs restent en bonne santé et en sécurité, développer leurs compétences, promouvoir la diversité et l'inclusion, favoriser le dialogue social et garantir les droits de l'Homme
Préserver notre planète	Protéger l'environnement, promouvoir l'efficacité des ressources non énergétiques, respecter la biodiversité et agir sur le changement climatique
Préparer l'avenir	Adopter un comportement éthique, opérer de manière équitable, garantir une chaîne d'approvisionnement responsable, s'engager auprès des communautés et promouvoir des produits et technologies durables

Ce programme repose sur six piliers :

 Sécurité & Santé	 Capital Humain	 Gestion environnementale	 Changement climatique	 Conduite des affaires	 Gestion de produits
Sécurité au travail	Droits de l'Homme et droit du travail	Maîtrise des impacts environnementaux	Stratégie de lutte contre le changement climatique	Gouvernement d'entreprise	Impacts environnementaux, sociaux et économiques des produits
Santé au travail	Gestion des talents et des compétences	Optimisation des ressources non énergétiques	Solutions pour le climat	Conduite des affaires et gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement	Technologies durables
	Dialogue social	Biodiversité et réhabilitation des sites		Engagement auprès des communautés locales	
	Diversité et inclusion				

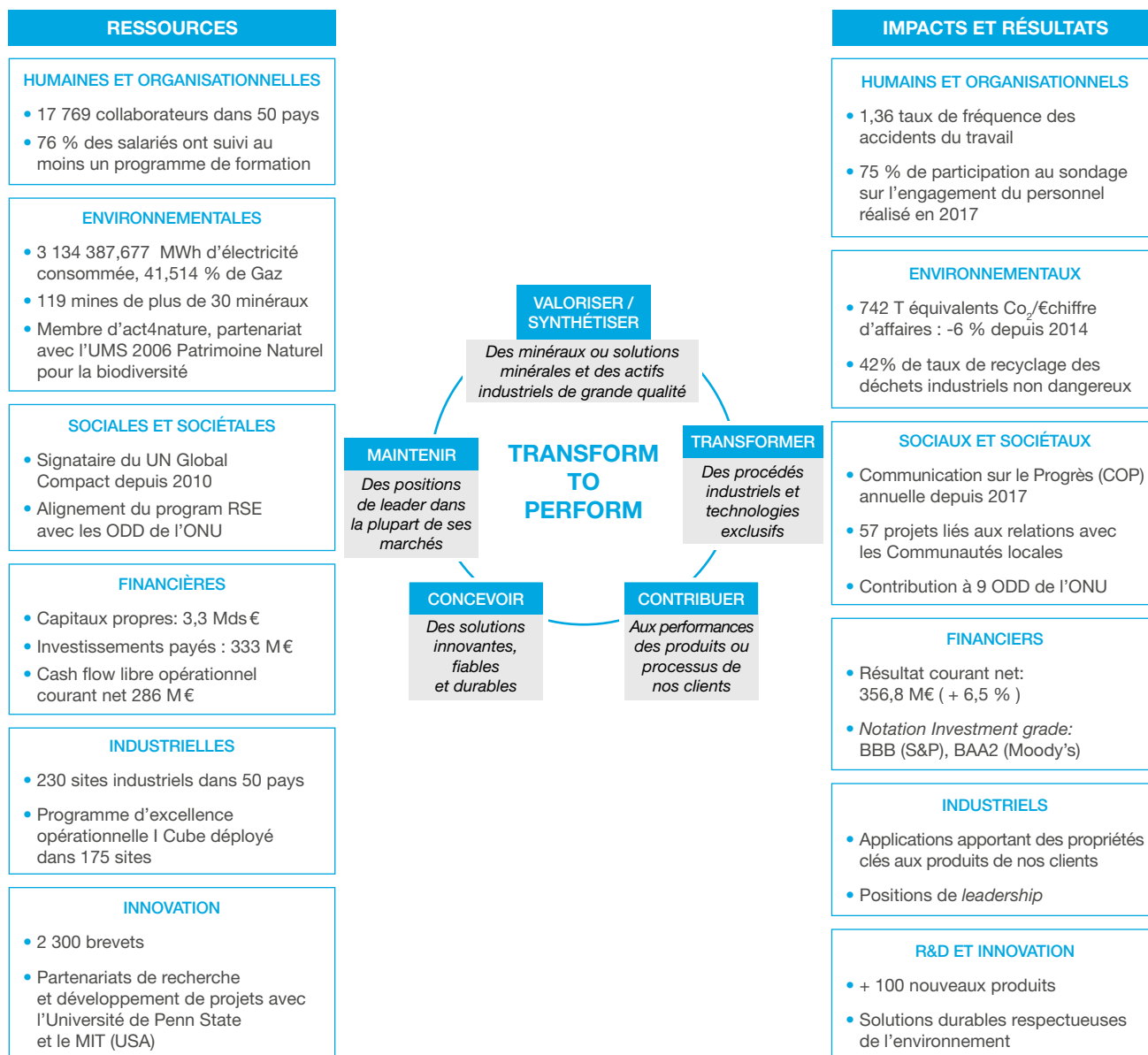
✓ Pour plus d'informations sur la RSE, [voir chapitre 5 du Document de Référence](#).

1.4 MODÈLE ÉCONOMIQUE

1.4.1 MODÈLE DE CRÉATION DE VALEUR

L'ambition d'Imerys est de renforcer sa position de leader mondial des spécialités minérales, avec des opérations de premier ordre, reposant sur l'excellence commerciale et l'innovation tournée vers le marché.

Fort d'une nouvelle organisation bâtie autour de ses marchés clés, d'actifs miniers et industriels de grande qualité, de procédés industriels et technologiques exclusifs, de solutions innovantes et de positions de leader sur la plupart de ses marchés, Imerys dispose d'atouts qui assurent une création de valeur dans la durée pour ses principales parties prenantes.



* Toutes les données portent sur 2018.

■ UNE NOUVELLE ORGANISATION BÂTIE AUTOUR DE NOS MARCHÉS CLÉS

Cette nouvelle organisation, construite autour des marchés clés et plus proche des clients, doit permettre à Imerys d'atteindre son plein potentiel en matière de croissance organique et d'améliorer encore sa compétitivité pour créer durablement de la valeur.

Dans un environnement concurrentiel, cette organisation avec moins de niveaux de management permettra d'être plus proche des clients et de répondre plus efficacement à leurs besoins, tout en réalisant des économies sur les coûts de fonctionnement.

Afin d'accompagner cette nouvelle structure, un nouveau Comité Exécutif a été nommé fin 2018 et un plan de mise en œuvre est en cours de déploiement.

Alignement sur les besoins du marché	Une organisation construite autour des marchés plutôt que des produits pour mieux comprendre et répondre aux besoins des clients.
Collaboration	Une organisation qui facilite le partage des idées et des meilleures pratiques pertinentes dans chaque domaine d'activité.
Efficacité	Le regroupement de nos activités autour des domaines d'activité évite les doubles emplois et favorise les synergies de revenus.
Axé sur les compétences clés	L'objectif est de devenir des experts pour chacun des marchés et des segments de clients.

■ DES MINÉRAUX ET DES ACTIFS INDUSTRIELS DE GRANDE QUALITÉ

Imerys détient une gamme étendue de ressources minérales lui permettant de sécuriser une grande partie de ses approvisionnements et de ses coûts de production, ainsi que des actifs industriels performants, utilisant une large palette de technologies et de procédés exclusifs de transformation.

Imerys exploite plus d'une centaine de gisements à travers le monde et poursuit le renouvellement et le développement de ses

réserves et de ses ressources minérales pour s'assurer de détenir en moyenne 20 ans de réserves. Le Groupe extrait et transforme plus de 30 minéraux différents.

Les minéraux provenant des mines du Groupe ou achetés à l'extérieur sont systématiquement transformés ou synthétisés en solutions minérales à travers une large palette de procédés industriels et de technologies exclusifs qui permettent de développer les propriétés recherchées dans les applications finales et répondre ainsi aux spécifications de ses clients industriels.

✓ Pour plus d'informations sur les minéraux, voir section 1.6 du chapitre 1 du Document de Référence.

■ DES PROCÉDÉS INDUSTRIELS ET DES TECHNOLOGIES EXCLUSIFS

Le Groupe maîtrise notamment les procédés de transformation suivants pour apporter des propriétés clés aux produits ou aux procédés de production de ses clients :

- les traitements mécaniques : purification, raffinage, micronisation par le biais de broyage et tamisage, séchage, façonnage, cyclonage, élutriation, classification, flottation, malaxage... ;
- les traitements thermiques : calcination à très haute température, fusion, frittage... ;
- et les traitements chimiques : synthèse, cristallisation, précipitation...

Les solutions minérales commercialisées par le Groupe représentent une part peu significative des coûts de production de ses clients, mais elles confèrent des propriétés clés pour leurs produits, telles que la pureté, la structure cristalline, la taille et la distribution des particules, la forme et la surface spécifique, ou améliorent leurs procédés industriels en permettant de réduire la consommation énergétique ou d'accélérer leurs processus de production.

Les solutions sont vendues sous forme de poudres, de grains, de granulés, de mélanges, de pâtes ou de dispersions aqueuses. Selon les produits, le cycle de production dure de quelques jours à plusieurs semaines.

À la recherche permanente de l'excellence, pour ses produits, ses moyens de production, ses collaborateurs et leur sécurité, Imerys a développé, depuis 2014, un programme d'amélioration continue de ses procédés industriels et de sa performance, "I-Cube", Imerys Industrial Improvement. La définition de standards et d'indicateurs communs, le développement et le partage de bonnes pratiques visent à optimiser la production industrielle (efficacité énergétique, gestion des ressources et des déchets/rejets, sécurité, etc.) ainsi que la responsabilisation des collaborateurs. En 2018, ce programme a été déployé sur 39 sites supplémentaires du Groupe, portant leur nombre total à 175.

■ DES SOLUTIONS INNOVANTES, FIABLES ET DURABLES Tournées vers le marché

La politique d'innovation d'Imerys repose sur sa capacité à associer minéraux et fonctionnalités pour apporter à ses clients des améliorations significatives des caractéristiques de leurs produits, en termes notamment de performances et d'efficacité énergétique, en limitant les rejets et l'impact sur l'environnement. Cette expertise est un atout pour relever les défis technologiques majeurs auxquels tous les opérateurs industriels sont confrontés pour leur avenir et maintenir son leadership.

Les nouveaux produits proviennent d'innovations de continuité, issues de l'amélioration de la gamme existante, mais aussi des innovations de rupture, fondées sur le développement de concepts inédits.

En 2018, plus de 100 nouveaux produits ont été lancés. Ces dernières années, Imerys a accéléré ses efforts d'innovation pour répondre aux besoins de ses marchés. Les compétences techniques des équipes et la présence multi-marché du Groupe constituent autant de leviers pour accélérer son développement.

Imerys protège ses innovations grâce à sa politique active de propriété intellectuelle : 2 300 brevets, et plus de 85 modèles industriels et de fonctionnalités enregistrés à fin 2018. Signe de son engagement envers l'innovation, le Groupe a augmenté ses dépôts de nouveaux brevets de plus de 30 % depuis 2010. Par ailleurs, au 31 décembre 2018, le Groupe compte environ 4 000 marques pour protéger sa gamme étendue de produits, y compris la marque "Imerys" déposée dans 100 pays.

Quelques exemples de nouveaux produits :

Marché	Applications
Véhicule électrique	Performance des batteries lithium ion pour véhicules électriques Réduction des émissions de CO ₂
Santé & Beauté	Solution minérale naturelle dans les produits cosmétiques Respect de l'environnement
Équipement industriel	Alumine ultra-fine pour les abrasifs de haute performance Amélioration de la résistance des abrasifs
Recyclage	Compatibilisation des plastiques usagés Recyclage
Industrie	Additifs pour isolation cryogénique : stockage de gaz liquéfié Efficacité énergétique
Automobile	Rigidité des plastiques automobiles Allègement des véhicules
Réfractaires pour industries de haute température	Andalousite de haute pureté Résistance thermique et mécanique
Fonderie	Liant à base de bentonite Amélioration de la précision du moulage et du rendement

■ DES POSITIONS DE LEADER DANS LA PLUPART DE SES MARCHÉS

Imerys détient des positions de leader assurées non seulement par sa capacité d'innovation, mais par une large couverture géographique et la diversité des industries servies, permettant également de réduire son exposition aux cycles économiques.

Le Groupe est leader sur la plupart de ses marchés :

- minéraux pour films polymères à porosité contrôlée ;
- réfractaires monolithiques silico-alumineux ;
- graphite pour les piles alcalines ;
- aluminates de calcium pour la chimie de la construction ;
- additifs conducteurs pour batteries Li-ion ;
- fondants pour la coulée continue ;
- perlite pour la construction ;
- solutions minérales pour la filtration, le papier, les matières plastiques, les peintures, le papier, les céramiques, l'hygiène, les cosmétiques...

1.4.2 STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT

La stratégie d'Imerys vise à assurer une croissance régulière des résultats du Groupe, créatrice de valeur sur le long terme. Elle repose sur des investissements de développement et des acquisitions ciblées, mais également la gestion d'un portefeuille d'activité concentré sur les minéraux de spécialités.

■ INVESTISSEMENTS DE DÉVELOPPEMENT

En 2018, le Groupe a poursuivi l'exécution de son programme d'investissements (R&D, capacités industrielles, ressources minières, extension géographique) et a maintenu un niveau élevé d'investissement et de développement.

Quelques exemples de projets de développement récents :

Marchés	Description du projet	Pays
Automobile	Capacité de production de talc pour polymères	États-Unis, France
Énergie mobile	Capacité de production de noir de carbone Nouvelle unité de production de graphite synthétique	Belgique, Suisse
Santé	Capacité de production de diatomite pour le fractionnement du plasma sanguin	États-Unis
Papier	Nouvelles usines FiberLean® : technologie à base de microfibrille de cellulose	États-Unis, Inde
Agroalimentaire et hygiène	Capacité de production de carbonates pour films plastiques	Chine
Cosmétiques	Capacité de production de perlite expansée	Espagne

✓ Pour plus d'informations, voir section 2.1 du chapitre 2 du Document de Référence.

■ DES ACQUISITIONS CIBLÉES ET UNE GESTION DE PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉ CONCENTRÉE SUR LES MINÉRAUX DE SPÉCIALITÉ

Les différentes opérations de croissance externe réalisées au cours de ces dernières années ont permis à Imerys de devenir le leader mondial des solutions minérales pour l'industrie. Elles contribuent à élargir le portefeuille d'activités du Groupe et lui donnent accès à de nouvelles plateformes technologiques, zones géographiques, minéraux ou produits.

Imerys gère également son portefeuille d'activité par des cessions plus ou moins significatives pour construire un Groupe industriel cohérent, concentré sur les minéraux de spécialité. Ainsi, l'année 2018 a été marquée par la cession de la division produisant les derniers matériaux de construction du Groupe, l'activité Toiture, pour une valeur d'entreprise de 1,0 milliard d'euros, qui correspond à un multiple de valorisation de neuf fois l'EBITDA 2017.

Imerys Toiture, qui servait principalement le marché de la construction en France, avait réalisé en 2017, un chiffre d'affaires de 300 millions d'euros, un EBITDA de 113 millions d'euros et un résultat opérationnel courant de 96 millions d'euros, avec environ 1 000 employés et 14 usines situées en France.

Cette transaction permet à Imerys d'améliorer son profil de croissance par une plus grande exposition à des marchés et zones géographiques dynamiques, tout en renforçant sa structure bilancielle, avec la génération d'un flux de trésorerie de 823 millions d'euros nets, et une plus-value de cession nette de 740 millions d'euros.

Le tableau ci-dessous présente les acquisitions et désinvestissements récents ayant un impact sur le périmètre de consolidation du Groupe en 2018.

Nom	Opération	Date	CA annuel	Activité	Pays
Damolin	Acquisition	01/01/2017	≈ 50 M€	Absorbants pour usages industriels	Danemark
Alteo	Acquisition	01/01/2017	≈ 50 M€	Alumines de spécialités pour abrasifs	France
NG Johnson	Acquisition	01/02/2017	≈ 10 M€	Installation de réfractaires monolithiques	Royaume-Uni
Nippon Power Graphite	Acquisition	01/02/2017	ns	Graphite pour les anodes des batteries Li-ion	Japon
Set Linings	Acquisition	31/03/2017	≈ 5 M€	Installation de réfractaires monolithiques	Allemagne
Kerneos	Acquisition	18/07/2017	≈ 400 M€	Liants de performance à base d'aluminates	France
Zhejiang	Acquisition	01/08/2017	≈ 30 M€	Dérivés du zirconium pour applications de spécialités	Chine
Regain Polymers	Acquisition	06/09/2017	≈ 30 M€	Recyclage des plastiques	Royaume-Uni
Micron-ita	Acquisition	25/11/2017	≈ 10 M€	Carbonates de calcium naturel pour polymères	Brésil
Vimal Microns	Acquisition	31/01/2018	≈ 10 M€	Carbonates de calcium naturel pour polymères	Inde
Imerys Toiture	Cession	11/10/2018	≈ 300 M€	Tuiles en terre cuite	France

✓ Pour plus d'informations sur les faits marquants de 2018, voir paragraphe 2.1.1 du chapitre 2 du Document de Référence. Pour plus d'informations sur l'historique du Groupe, voir paragraphe 7.1 du chapitre 7 du Document de Référence.

1.4.3 FACTEURS DE RISQUES

Le Groupe Imerys opère dans une économie mondialisée et de ce fait, dans un contexte économique et politique en constante évolution. Les enjeux liés aux principales mutations mondiales, démographiques, énergétiques, technologiques, environnementales, ainsi qu'à la globalisation des marchés, viennent tout autant multiplier les risques que créer de nouvelles opportunités pour Imerys.

Pour créer de la valeur à court, moyen et long terme, Imerys doit anticiper les risques susceptibles d'impacter son développement comme ses parties prenantes, et saisir les opportunités liées aux grands défis mondiaux.

Afin d'anticiper, de piloter et d'améliorer la gestion de ses risques, Imerys a mis en place un dispositif resserré qui garantit à la fois une circulation efficace de l'information et une transparence et traçabilité des décisions, tout en préservant les principes de subsidiarité et de décentralisation, essentiels à la gestion optimale de ses activités.

■ GESTION DES RISQUES

Acteur	Rôle
Comité d'Audit du Conseil d'Administration	<ul style="list-style-type: none"> ■ Revue annuelle des principaux risques ■ Suivi et analyse de l'efficacité du système de gestion des risques
Comité Exécutif	<ul style="list-style-type: none"> ■ Définition des orientations pour la gestion des risques du Groupe ■ Revue périodique des risques
Directions opérationnelles	<ul style="list-style-type: none"> ■ Identification et évaluation continue des risques ■ Mise en œuvre des actions à entreprendre pour gérer les risques
Directions fonctionnelles	<ul style="list-style-type: none"> ■ Apport d'expertise sur la gestion des risques dans leur domaine respectif
Comité des Risques	<ul style="list-style-type: none"> ■ Développement d'une vision consolidée des principaux risques du Groupe
Responsable des Risques du Groupe	<ul style="list-style-type: none"> ■ Développement d'une méthodologie de gestion des risques ■ Suivi de la bonne mise en œuvre des plans d'action

■ PRINCIPAUX RISQUES IDENTIFIÉS

Les principaux risques identifiés font l'objet d'une notation selon une grille d'évaluation prenant en compte leur impact potentiel et le niveau de maîtrise associé.

Risques stratégiques	Risques opérationnels	Risques juridiques	Risques relatifs aux marchés financiers
<ul style="list-style-type: none"> ■ Transformation digitale et d'efficacité interne ■ Opérations de croissance externe ■ Volatilité et érosion de marchés servis ■ Pays ■ Innovation 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Santé et sécurité ■ Environnement et changement climatique ■ Cybersécurité et défaillance des systèmes d'information ■ Dommages aux actifs industriels ■ Talents et compétences ■ Réserves et ressources minérales 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Litiges ■ Respect et/ou changement des lois et réglementations 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Change ■ Taux d'intérêt

✓ Pour plus d'informations sur les facteurs de risque, voir chapitre 4 du Document de Référence.

1.5 BRANCHES D'ACTIVITÉ

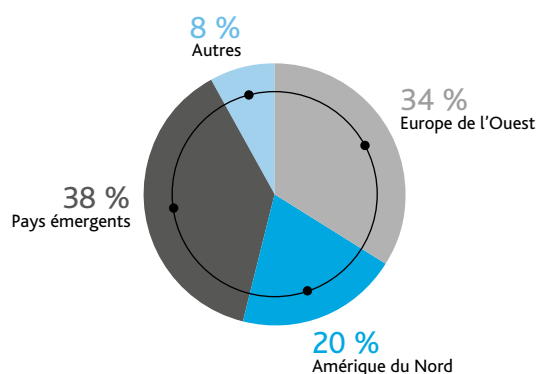
Les branches d'activité du Groupe sont présentées selon l'information sectorielle en vigueur pour l'arrêté des comptes 2018, c'est-à-dire celle utilisée par la Direction Générale pour prendre des décisions concernant les ressources à allouer aux secteurs et évaluer leur performance. Celle-ci a été modifiée à compter des résultats 2019.

1.5.1 SOLUTIONS POUR L'ÉNERGIE & SPÉCIALITÉS

La branche Solutions pour l'Énergie & Spécialités regroupe les divisions Carbonates, Réfractaires Monolithiques (Calderys), Graphite & Carbone et Solutions pour l'Exploitation Pétrolière. Le Groupe a décidé de se séparer de cette dernière activité. Les divisions de cette branche servent une grande variété de marchés finaux : papier, acier, construction, consommation courante et énergie.

- Chiffre d'affaires de 1 295 millions d'euros, soit 28 % du Groupe.
- Résultat opérationnel courant de 123 millions d'euros, soit une marge de 9,5 % sur le chiffre d'affaires.
- 71 sites industriels dans 26 pays.

Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique



✓ Pour plus d'informations sur les faits marquants 2018 de la branche, [voir section 2.1.3 du chapitre 2 du Document de Référence](#).

Divisions	Produits	Industries servies	Principales applications	Positions concurrentielles ⁽¹⁾
CARBONATES	Carbonate de calcium naturel (GCC) Carbonate de calcium précipité (PCC)	Agriculture Alimentation Automobile Carton & Emballage Construction Environnement Équipement industriel Papier Produits de consommation courante Produits d'Hygiène, Santé & Beauté	Produits de charge et de couchage (additifs fonctionnels) et aides aux procédés Additifs fonctionnels pour : Adhésifs Caoutchoucs Hygiène, Santé & Beauté Joints Papier Peintures Plastiques Polymères & Films Revêtements & Matériaux de construction Substrats catalytiques	N° 1 mondial des minéraux pour films polymères à porosité contrôlée N° 2 mondial carbonate de calcium broyé
RÉFRACTAIRES MONOLITHIQUES (CALDERYS)	Réfractaires monolithiques Bétons coulés / vibrés Bétons coulés QD™ Formes préfabriquées Masses à damer Masses de bouchage Pisés secs Produits de projection Prestation de service complète pour l'industrie réfractaire	Aluminium Ciment Construction et réparation de fours industriels Fonderie Production d'énergie Pétrochimie Sidérurgie Valorisation énergétique des déchets	Réfractaires monolithiques (aides aux procédés) Formes préfabriquées	N° 1 mondial des réfractaires monolithiques silico-alumineux
GRAPHITE & CARBONE	Carbure de silicium Cokes Graphites naturels Graphites synthétiques Noir de carbone	Appareils électroniques et électriques Automobile & Transport Énergie mobile Équipement industriel Pétrole & Gaz Sidérurgie	Additifs fonctionnels pour : Batteries (Li-ion, alcalines, etc.) Câbles haute tension Composés conducteurs Crayons Feuilles isolantes et conductrices Matériaux réfractaires Pinceaux en carbone Plaquettes de frein Poudres pour la métallurgie	N° 1 mondial du graphite pour piles alcalines N° 1 mondial des additifs conducteurs pour batteries Li-ion N° 1 mondial du graphite lamellaire naturel
SOLUTIONS POUR L'EXPLOITATION PÉTROLIÈRE ⁽²⁾	Proppants céramiques Solutions minérales à base de : Bentonite Carbonate de calcium Diatomite Graphite Métakaolin Mica Perlite	Exploitation de pétrole et de gaz non conventionnels	Stimulation de puits de forage Boues de forage pour gisements pétroliers	

(1) Estimations Imerys.

(2) Cession prévue en 2019.

CARBONATES

La division Carbonates produit du carbonate de calcium naturel (GCC) à partir de craie, calcaire ou marbre et des minéraux synthétiques comme le carbonate de calcium précipité (PCC) ou le citrate de calcium, pour servir les industries du papier et de l'emballage ainsi que les applications de minéraux de performance (adhésifs, polymères, caoutchoucs, produits d'hygiène, de santé et de beauté, et matériaux de construction).

Produits

La division Carbonates propose une large gamme de carbonates de calcium naturels ou précipités, utilisés comme additifs fonctionnels dans les applications de charge et de couchage, ou comme aides aux procédés.

- Le carbonate de calcium naturel (GCC) est obtenu par broyage des carbonates. Une fois transformé, il est utilisé dans les applications de minéraux de performance telles que les peintures et les revêtements de surface, les plastiques et les joints, ainsi que dans des produits liés à la purification de l'air et à l'environnement. Apprécié pour sa blancheur et ses propriétés alcalines, le GCC est largement employé comme produit de charge ou de couchage dans l'industrie papetière.
- Le carbonate de calcium précipité (PCC) est produit par hydratation de la chaux puis précipitation au contact du gaz carbonique. Il est utilisé comme additif fonctionnel dans les industries de l'automobile, de la construction et des biens de consommation. Il entre ainsi dans la composition de produits tels que les peintures, les adhésifs, les enduits ou les plastiques et est également utilisé comme produit de charge ou de couchage dans l'industrie du papier et du carton. La production de citrate de calcium suit un procédé similaire et est destinée essentiellement à l'industrie agro-alimentaire.

Implantations industrielles

La division Carbonates compte 45 sites industriels, dont 23 certifiés ISO 9001, répartis dans 18 pays.

Nombre d'implantations	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Afrique & Moyen-Orient
Sites industriels	11	16	18	0

Principaux concurrents

- GCC : Omya (Suisse) et divers concurrents locaux.
- PCC : Schaefer Kalk (Allemagne) ; Cales de Llerca (Espagne) ; Minerals Technologies (États-Unis) et Omya (Suisse).

RÉFRACTAIRES MONOLITHIQUES

Sous la marque Caldeys, la division Réfractaires Monolithiques développe et commercialise des réfractaires monolithiques essentiellement en Europe, en Inde, en Asie Pacifique et, depuis peu, en Amérique du Nord. Elle fournit des solutions réfractaires intégrées pour une large gamme d'équipements industriels développées et mises en œuvre par ses équipes d'ingénieurs et de techniciens. Ces solutions et services sont utilisés pour la construction et la réparation de revêtements réfractaires soumis à des températures élevées et des conditions de sollicitation intenses. Les réfractaires monolithiques représentent 45 % du marché total des réfractaires dans les économies développées, en raison de leurs avantages intrinsèques : facilité et rapidité d'installation, pose sans joint, adaptabilité à toutes les formes de fours, même les plus complexes.

Applications

Valorisés et commercialisés dans le monde entier, les carbonates sont intégrés dans les produits intermédiaires ou finis, pour en améliorer les performances ou en faciliter la transformation ; ils permettent de réduire le coût global de la matière première.

Les applications sont principalement les suivantes :

- adhésifs et joints : le carbonate de calcium modifie les propriétés rhéologiques et réduit l'usage de composants volatils ;
- caoutchoucs : les carbonates de calcium facilitent leur transformation et apportent perméabilité, résistance aux agressions chimiques, effets barrière ainsi que blancheur et propriétés mécaniques ;
- hygiène, santé & beauté : les carbonates de calcium sont présents dans une large gamme de produits de soins comme le dentifrice ;
- industrie agro-alimentaire : le carbonate et le citrate de calcium sont utilisés comme apporteurs de calcium ainsi que pour ajuster le pH des boissons ;
- peintures & enduits : les carbonates de calcium servent de charge fonctionnelle pour en améliorer la qualité, notamment l'opacité, la matité, les propriétés anti-fissures et anti corrosion ;
- plastiques, films et emballages polymères : les carbonates de calcium leur apportent des propriétés toujours plus techniques (opacité, propriétés mécaniques, conductivité thermique) ;
- papier et emballages cartons : les carbonates de calcium sont ajoutés soit en tant que produits de charge à la fibre de cellulose, soit comme produits de couchage, en combinaison avec différents pigments, agents liants et composants chimiques.

Produits et services

Les produits de la division Réfractaires Monolithiques sont constitués de matières premières minérales, naturelles ou synthétiques, comme les chamottes, l'andalousite, la mullite, la bauxite, l'alumine tabulaire ou fondue (monolithiques silico-alumineux ou "monolithiques acides"), les spinelles, la magnésie, la dolomite ("monolithiques basiques") auxquelles sont incorporés des liants (ciments réfractaires, argiles ou additifs). Les monolithiques sont posés en utilisant différentes techniques, dont le coulage, la projection ou le bouchage. La division propose aussi des solutions préfabriquées qui s'adaptent aux besoins des clients tout en réduisant la durée de placement. De fait, elle peut prendre en charge l'ensemble de l'installation d'un projet réfractaire, de la conception à la mise en œuvre sur le terrain.

Applications

Les réfractaires monolithiques sont des spécialités utilisées dans toutes les industries nécessitant des hautes températures : la sidérurgie, les fonderies de métaux ferreux et non ferreux (y compris l'aluminium), les centrales électriques, les incinérateurs, les chaudières à biomasse, ainsi que l'industrie du ciment et les usines pétrochimiques.

La division est particulièrement bien positionnée pour fournir des solutions tout au long des étapes sensibles du processus de production : sur les hauts fourneaux et leurs rigoles dans la sidérurgie, sur les cyclones et les zones de combustion dans les cimenteries ou sur les unités de récupération de soufre dans la pétrochimie, ainsi que sur des marchés en croissance comme celui de la valorisation énergétique des déchets. En complément des réfractaires monolithiques fabriqués par Calderys, la gamme de produits comprend des formes prêtes à l'emploi, des isolants, des systèmes d'ancrage et autres accessoires.

Implantations industrielles

La division Réfractaires Monolithiques compte 18 sites industriels, dont 16 certifiés ISO 9001, répartis dans 15 pays.

Nombre d'implantations	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Afrique & Moyen-Orient
Sites industriels	8	1	8	1

Principaux concurrents

RHI Magnesita (Autriche/Brésil), Krosaki Harima (Japon), Vesuvius (Royaume-Uni), Refratechnik (Allemagne), Harbison Walker et Allied Mineral Products (États-Unis) et divers concurrents régionaux ou locaux.

■ GRAPHITE & CARBONE

La division Graphite & Carbone d'Imerys est le leader mondial des applications techniques du graphite et du noir de carbone de haute performance. Bénéficiant d'une présence géographique mondiale (Amérique du Nord, Europe, Asie et Afrique), la division produit et commercialise une large variété de poudres de graphite synthétique et de noirs de carbone conducteurs. Elle bénéficie de réserves de graphite naturel de grande qualité au Canada, associées à un processus de fabrication à la pointe de la technologie (synthèse, cristallisation). Le développement et la combinaison des propriétés physiques obtenues telles que la pureté, la structure cristalline, la taille des particules, la forme et la surface spécifique permettent d'élargir la gamme des spécialités.

Produits

Les principales familles de produits de la division Graphite & Carbone sont les suivantes :

- le graphite naturel transformé, vendu sous forme d'additifs, de poudres, de mélanges et de dispersions aqueuses ;
- le graphite synthétique, produit en Suisse, issu d'un procédé complexe de cuisson de coke de pétrole à très haute température ;
- le noir de carbone conducteur, vendu sous forme de poudres ou de granulés ;
- les paillettes de graphite naturel sont produites à Lac-des-Îles (Province du Québec, Canada), la plus importante mine de graphite d'Amérique du Nord ;
- le carbure de silicium, coproduit issu de la production de graphite.

Applications

Les produits de la division Graphite & Carbone sont adaptés aux besoins de chaque client, et se répartissent en quatre domaines d'applications :

- énergie mobile : grâce à la variété de ses additifs fonctionnels, la division est le leader mondial du marché des carbones et graphites pour l'énergie mobile. Le graphite est utilisé dans les piles alcalines, les piles Zn-C, les batteries rechargeables lithium-ion (pour équipements électroniques mobiles et véhicules électriques et hybrides), les piles à combustibles (systèmes de conversion d'hydrogène en électricité), les super conducteurs ou les revêtements pour boîtiers de piles. Le graphite, tout comme le noir de carbone, est utilisé comme additif conducteur dans les cathodes des piles lithium-ion. Il est également utilisé comme matériau actif dans les anodes ;
- additifs pour polymères : avec les gammes de produits de noir de carbone hautement conducteurs et de graphites synthétiques, la division s'adresse au marché en forte croissance des polymères conducteurs. Les applications comprennent les revêtements conducteurs, les résines et les plastiques (utilisés dans des boîtiers électroniques, ou pour des applications liées à la sécurité, à l'automobile et à la fourniture d'énergie) ;
- produits d'ingénierie : en combinant ses graphites naturels et synthétiques, la division propose des produits sur mesure répondant aux spécifications physiques et chimiques de diverses industries. Dans l'industrie automobile, ces produits sont des constituants destinés aux plaquettes de frein, aux revêtements d'embrayage, aux joints d'étanchéité, aux poudres de fer métallurgiques et aux balais de carbone. Les produits s'adressent également à des applications telles que les feuilles de carbone pour écrans plats (échange de chaleur), les céramiques poreuses, la métallurgie des poudres, les mines de crayons, les poudres pour lubrifiants, les catalyseurs et les diamants synthétiques ;
- réfractaires et produits pour la métallurgie : ils constituent des applications significatives en volume pour la division Graphite & Carbone, notamment les briques, les monolithiques, les additifs carbonés et les revêtements de couverture des métaux.

Implantations industrielles

La division Graphite & Carbone compte six sites industriels, dont cinq certifiés ISO 9001, répartis dans cinq pays.

Nombre d'implantations	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Afrique & Moyen-Orient
Sites industriels	2	2	1	1

Principaux concurrents

Kropfmühl, Orion (Allemagne) ; Cabot (Belgique) ; Nacional de Grafite (Brésil) ; Asbury, Superior Graphite (États-Unis) ; Chuetsu, Denka, KBIC et Nippon Kokuen (Japon) et de nombreux producteurs chinois.

■ SOLUTIONS POUR L'EXPLOITATION PÉTROLIÈRE

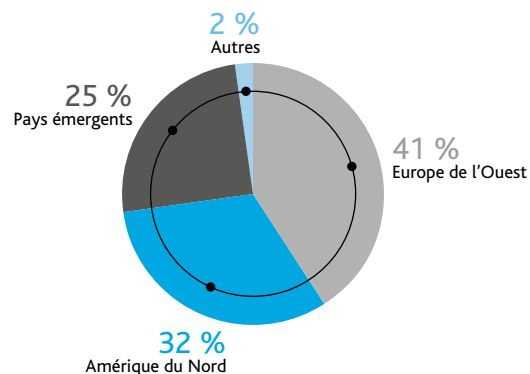
Le Groupe a pris la décision de se séparer de sa division Solutions pour l'Exploitation Pétrolière qui, à partir de ses deux implantations industrielles situées en Géorgie (États-Unis) sert le marché des proppants céramiques et des additifs minéraux de forage principalement, pour l'extraction de pétrole et de gaz de schiste en Amérique du Nord.

1.5.2 FILTRATION & ADDITIFS DE PERFORMANCE

La branche Filtration & Additifs de Performance regroupe les divisions Additifs de Performance, Filtration et Métallurgie. Elle sert principalement les marchés finaux de la consommation courante, de l'automobile et de la construction.

- Chiffre d'affaires de 1 298 millions d'euros, soit 28 % du Groupe.
- Résultat opérationnel courant de 240 millions d'euros, soit une marge de 18,5 % sur le chiffre d'affaires.
- 77 sites industriels dans 23 pays.

Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique



✓ Pour plus d'informations sur les faits marquants 2018 de la branche, voir [paragraphe 2.1.3 du chapitre 2 du Document de Référence](#).

Divisions	Produits	Industries servies	Principales applications	Positions concurrentielles ⁽¹⁾
ADDITIFS DE PERFORMANCE	Mica Talc Wollastonite Solutions pour le recyclage des plastiques	Agriculture Alimentation Automobile Construction Emballages Équipement industriel Hygiène & Santé Papier & Emballage Produits de consommation courante Électronique	Additifs fonctionnels pour : Agriculture Céramiques Enduits & Adhésifs Hygiène & Cosmétiques Isolation phonique Matériaux de construction Papier & carton Peintures & Revêtements Polymères & Caoutchoucs Réfractaires Revêtements de freins Substrats catalytiques	N° 1 mondial du talc pour plastiques, peintures, papier, céramiques, santé et beauté N° 1 mondial du mica pour les plastiques et revêtements de haute performance N° 1 mondial de la wollastonite pour les plastiques transformés, céramiques, peintures et revêtements
			Aide aux procédés de purification par séparation solide-liquide pour : Alimentation Biodiesel Boissons (Vin, Bière, Jus) Eau Édulcorants Huiles alimentaires Plasma sanguin Produits chimiques industriels Produits pharmaceutiques Additifs fonctionnels pour : Films plastiques Hygiène & Cosmétiques Isolation cryogénique Peintures	N° 1 mondial des produits à base de diatomite et de perlite pour filtration et additifs fonctionnels
FILTRATION	Diatomite Perlite & Perlite expansée Produits silico-alumineux	Agriculture Alimentation Boissons Construction Produits pharmaceutiques et chimiques	Coulée continue de l'acier Isolation des lingotières et poches de coulée Liants pour les moules de sable de fonderie Minéraux pour : Absorbants pour hydrocarbures et liquides chimiques Absorbants pour litière pour animaux domestiques Additifs pour la nutrition animale Additifs pour mortier et plâtre Additifs rhéologiques pour le génie civil et le forage Composants isolants pour plafonds Fertilisants pour l'horticulture Granulation de minerai Systèmes de moulage de l'acier	N° 1 mondial Fondants pour la coulée continue N° 1 mondial de la perlite pour la construction N° 2 mondial de la bentonite pour la fonderie
MÉTALLURGIE	Bauxite Bentonite Fondants Moler Perlite Zéolite	Agriculture Alimentation animale Construction Génie civil Horticulture Papier Sidérurgie		

(1) Estimations Imerys.

■ ADDITIFS DE PERFORMANCE

Les minéraux de la division Additifs de Performance sont indispensables à une gamme étendue d'applications, dont l'agro-alimentaire et un grand nombre d'industries comprenant l'automobile, la construction, ainsi que des biens intermédiaires (peinture, caoutchouc, catalyse, papier, hygiène, santé, beauté).

Produits

La division Additifs de Performance propose de nombreux additifs fonctionnels principalement à base de mica, de talc et de wollastonite. La composition chimique, la forme et la distribution des particules diffèrent d'une solution à l'autre, apportant des propriétés supplémentaires aux produits finaux comme une blancheur exceptionnelle, une forte résistance mécanique ou encore une excellente rhéologie. Ils sont intégrés dans les produits intermédiaires ou finis, pour en améliorer les performances, en faciliter la transformation et réduire le coût total de la fabrication des produits dans lesquels ils sont présents.

Applications

Les principales applications de la division Additifs de Performance sont :

- Caoutchoucs : le talc sert de nombreuses applications destinées à l'industrie du caoutchouc (joints, tuyaux, membranes, câbles, pneus, etc.) en apportant résistance aux agressions chimiques, effets barrière, blancheur et propriétés mécaniques ;
- Céramiques : la division propose également différentes gammes de talcs destinés aux céramiques techniques, comme les supports alvéolaires en cordierite, un élément essentiel dans la technologie céramique désormais utilisée dans le monde entier comme support de catalyse des pots d'échappement de véhicules, ainsi que des références spécifiques pour la production de carrelage ou de pièces sanitaires ;

Implantations industrielles

La division Additifs de Performance compte 21 sites industriels, dont 18 certifiés ISO 9001, répartis dans 11 pays.

Nombre d'implantations	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Afrique & Moyen-Orient
Sites industriels	7	11	3	0

Principaux concurrents

American Talc ; RT Vanderbilt ; GIM et Minerals Technologies (États-Unis) ; Nordkalk (Finlande) ; Wolkem (Inde) ; IMI Fabi (Italie) ; Elementis (Royaume-Uni) et LKAB (Suède).

■ FILTRATION

La division Filtration est le premier fournisseur mondial de diatomite et de produits à base de perlite expansée destinés à la filtration.

Produits

La division fournit également d'autres produits à base de silicate de calcium et de silicate de magnésium, destinés à des applications de spécialité. La diatomite et la perlite sont deux minéraux naturels bénéficiant de propriétés uniques : faible densité, inertie chimique, surface spécifique élevée et grande porosité. Ils sont recherchés dans de nombreuses applications, en particulier comme substrat de filtration ou additifs fonctionnels.

- Hygiène, santé & beauté : ajouté aux poudres corporelles, le talc confère un aspect soyeux au maquillage et augmente la douceur des savons tout en réduisant le coût de leurs formulations ; il sert également d'agent d'enrobage dans les comprimés et intervient dans d'autres applications pharmaceutiques ;
- Papier & emballage : utilisé comme agent de charge et mélangé à de la bentonite, le talc agit comme aide au procédé pour l'absorption d'impuretés organiques dans le papier afin d'en améliorer la qualité et la blancheur. Ce minéral est également une alternative aux solutions chimiques pour une fabrication du papier respectueuse de l'environnement ;
- Peintures, enduits et matériaux de construction : dans ces applications, les micas et le talc sont utilisés comme additifs fonctionnels pour en améliorer la qualité et les propriétés. La wollastonite est utilisée comme additif de performance dans un large éventail de peintures et de matériaux de construction, dont les bétons et les adhésifs ;
- Plastiques, films et emballages : la division offre une gamme étendue de micas, de talcs et de wollastonites de haute qualité qui améliore la rigidité, la résistance aux chocs, la stabilité dimensionnelle des pièces automobiles thermoplastiques et des plastiques utilisés dans les biens de consommation (appareils ménagers, emballages souples et rigides). Les polymères renforcés à base de talc, de mica et de wollastonite sont de plus en plus utilisés par l'industrie automobile, car ils contribuent aussi à la réduction du poids des véhicules ;
- Recyclage des plastiques : la division propose également des solutions qui permettent de faciliter le recyclage des plastiques ;
- Dans d'autres applications de niche, les minéraux proposés améliorent les performances de produits utilisés quotidiennement dans la construction, l'aménagement du paysage, les boues de forage et l'hygiène corporelle.

Applications

Les principales applications de la division Filtration incluent :

- Filtration de produits alimentaires et boissons : la diatomite et la perlite expansée bénéficient d'une taille et d'une forme de particules, d'une structure et d'une densité idéales pour être utilisées comme aide au procédé pour la filtration de la bière, des édulcorants, de l'eau, du vin, du thé et des huiles alimentaires ;
- Pharmacie, cosmétique et industrie chimique : dans ces secteurs, la diatomite est à la fois un additif fonctionnel et une aide au procédé ; elle peut être utilisée dans le processus de fractionnement du sang. La perlite sert de charge fonctionnelle et abrasive dans les applications dentaires. La diatomite et la perlite expansée sont aussi utilisées comme substrat de raffinage du biodiesel ;

- Matériaux de construction : utilisés comme additifs fonctionnels, les produits à base de perlite et de perlite expansée contribuent à l'efficacité des applications d'isolation thermique et cryogénique, d'insonorisation, ainsi que dans les matériaux de construction, les revêtements de surface et la toiture ;

- Dans d'autres applications de niche, la diatomite intervient comme additif fonctionnel dans les secteurs de la peinture et des films en plastique, de l'agriculture, des vernis et des caoutchoucs. La perlite et la perlite expansée peuvent être utilisées dans des applications telles que l'horticulture, les insecticides mécaniques et les réfractaires légers. Les produits à base de silicate de calcium et de silicate de magnésium entrent dans la composition de caoutchoucs techniques et dans la formulation de pesticides.

Implantations industrielles

La division Filtration compte 28 sites industriels, dont 18 certifiés ISO 9001, répartis dans 11 pays.

Nombre d'implantations	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Afrique & Moyen-Orient
Sites industriels	7	18	3	1

Principaux concurrents

US Silica et Grefco Mineral Technologies Inc. (États-Unis) ; Groupe Kuraray (Europe) et Showa (Japon).

MÉTALLURGIE

La division Métallurgie sert la fonderie, la sidérurgie ainsi qu'un grand nombre d'industries intermédiaires dont le bâtiment, le génie civil et le forage pétrolier. La division est également le premier fournisseur de perlite dans le monde, servant de nombreuses applications, comme l'agriculture ou les litières animales.

Produits

La division dispose d'une large gamme de produits :

- des mélanges d'alcalins à base de silice, de graphite ou d'autres sources de carbone utilisés comme additifs fonctionnels pour la coulée continue. Ces produits sont formulés de façon spécifique pour chaque client et adaptés en fonction de leurs paramètres de production et de la qualité attendue de l'acier, afin d'optimiser leur production ;
- la bentonite, argile sédimentaire silico-alumineuse avec des propriétés uniques, telles que l'expansion, l'absorption, la viscosité et la thixotropie, est transformée dans les usines du Groupe, puis commercialisée sous forme de solutions sur mesure, pour diverses applications : systèmes de moulage en sable, boues de forage, la granulation des minerais de fer, génie civil et litières pour animaux de compagnie ;
- le moler, roche sédimentaire, est un mélange naturel de diatomées et d'argiles. Très léger et doté de fortes propriétés d'absorption, le moler est utilisé comme absorbant d'hydrocarbures et de produits chimiques, pour l'amendement des sols ainsi que dans la nutrition animale ;

- la perlite, minéral de faible densité qui offre une grande surface spécifique lorsqu'il est expansé à des hautes températures, est utilisée pour diverses applications dont la construction, l'agriculture et l'horticulture ;
- la bauxite, minéral caractérisé par sa forte teneur en alumine et en oxydes de fer. Elle constitue le principal minerai permettant la production d'aluminium, mais est également utilisée dans la production de ciments alumineux, de fer, de fibres minérales ou d'abrasifs.

Applications

Les principales applications de la division Métallurgie sont les suivantes :

- Fondants pour coulée continue de l'acier qui jouent un rôle essentiel en assurant la fiabilité du processus, la qualité des produits coulés et du produit final en acier ;
- Liants à base de bentonite pour les moules de sable utilisés dans la fonderie ;
- Autres applications, telles que la construction, les isolants pour plafonds, la granulation des minerais de fer, les fertilisants pour l'agriculture et l'horticulture et les absorbants pour litières pour animaux domestiques.

Implantations industrielles

La division Métallurgie compte 28 sites industriels, tous certifiés ISO 9001, répartis dans 12 pays.

Nombre d'implantations	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Afrique & Moyen-Orient
Sites industriels	17	7	2	2

Principaux concurrents

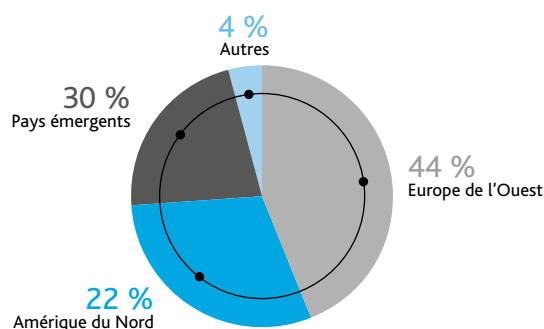
Clariant, Intocast (Allemagne) ; Bentonite Performance Minerals, Grefco Mineral Technologies Inc., Minerals Technologies et Shinagawa Advanced Materials America (États-Unis) ; Ashapura (Inde) ; Prosimet (Italie) ; Showa (Japon) ; Vesuvius (Royaume-Uni) ; Iperlit (Turquie) et divers producteurs (Afrique, Chine et Turquie).

1.5.3 MATÉRIAUX CÉRAMIQUES

La branche Matériaux Céramiques regroupe les divisions Kaolin et Céramiques. Elle sert principalement les marchés de la rénovation, de la construction neuve, du papier et de l'industrie de la céramique.

- Chiffre d'affaires de 854 millions d'euros, soit 19 % du Groupe ;
- Résultat opérationnel courant de 103 millions d'euros, soit une marge de 12,0 % sur le chiffre d'affaires ;
- 47 sites industriels dans 20 pays.

Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique



✓ Pour plus d'informations sur les faits marquants 2018 de la branche, [voir paragraphe 2.1.3 du chapitre 2 du Document de Référence](#).

Divisions	Produits	Industries servies	Principales applications	Positions concurrentielles ⁽¹⁾
KAOLIN	Kaolin	Câbles Construction Emballages Papier Revêtements décoratifs et industriels	Additifs fonctionnels et aides aux procédés pour : Câbles & Gains isolantes Joints & Adhésifs Papier graphique Papier de spécialité Emballage Peinture & Revêtements Plastiques & Caoutchoucs	N° 1 mondial du kaolin pour papier
CÉRAMIQUES	Argile Chamotte Engobes pour tuiles Feldspath Halloysite Kaolin Mica Pâtes céramiques et émaux Pegmatite Quartz Supports de cuisson et éléments constitutifs de fours Talc	Appareils électroniques et électriques Automobile Construction Électrometallurgie Énergie Semi-conducteurs Vaisselle	Composants minéraux pour : Agrégats & Isolation thermique Aménagements paysagers Applications thermiques Barrières d'étanchéité et de confinement Carrelages pour murs et sols Céramiques techniques Ciment Construction de fours Fibre de verre de renforcement Porcelaine électrique Sanitaire Supports catalytiques automobiles Tuiles Vaisselle Verre plat et creux	N° 1 mondial des matières premières et pâtes céramiques pour sanitaire des supports de cuisson pour tuiles N° 2 mondial des kaolins pour fibres de verre N° 2 mondial des supports de cuisson pour vaisselle N° 1 européen des matières premières et pâtes céramiques pour porcelaine de table

(1) Estimations Imerys.

■ KAOLIN

La division Kaolin conçoit et commercialise des solutions innovantes pour de nombreuses industries à partir d'un kaolin de haute qualité extrait de ses vastes réserves situées en Australie, au Brésil, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Produits

Le kaolin extrait est purifié et raffiné pour atteindre les spécifications nécessaires à l'application finale. Les propriétés visées sont en particulier la blancheur, l'opacité, la brillance, la distribution granulométrique et la forme des particules, la viscosité et les propriétés mécaniques ainsi que la qualité de surface et d'impression. Premier producteur mondial de kaolin pour papier, la division exploite ses propres gisements. Chaque site présentant des caractéristiques géologiques uniques, et grâce à des réserves, abondantes et de grande qualité, la division peut concevoir des solutions sur mesure, pour répondre aux besoins de chaque client.

Applications

Le kaolin est un additif fonctionnel entrant dans de nombreuses applications industrielles :

- **Caoutchoucs** : le kaolin facilite la transformation, améliore la résistance électrique, apporte résistance aux agressions chimiques, effets barrière, blancheur et propriétés mécaniques. Il est utilisé pour les câbles et gaines isolantes, les revêtements de sol, les caoutchoucs pharmaceutiques, les joints et les pneus ;
- **Céramiques** : le kaolin est un élément essentiel de la formulation céramique, sanitaire et vaisselle en particulier ; pour le carrelage émaillé, le kaolin joue le rôle d'additif fonctionnel. Source d'alumine, le kaolin est également largement utilisé pour la production de fibre de verre ;

Implantations industrielles

La division Kaolin compte 6 sites industriels, tous certifiés ISO 9001, répartis dans six pays.

Nombre d'implantations	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Afrique & Moyen-Orient
Sites industriels	4	2	-	-

Principaux concurrents

AKW et Dorfner (Allemagne) ; BASF, Burgess, KaMin et Thiele (États-Unis) ; Lasselsberger et Sedleky Kaolin (République tchèque) ; Sibelco (Belgique) et Proscio (Ukraine).

■ CÉRAMIQUES

La division Céramiques est un fournisseur mondial de minéraux et pâtes céramiques pour les marchés des sanitaires, de la vaisselle et des carrelages. La division offre également une large palette de solutions pour les céramiques techniques et pour l'industrie du verre, principalement la fibre de verre, mais aussi pour l'électrometallurgie, l'énergie et certaines applications liées à la construction, ainsi que des supports de cuisson destinés aux marchés céramiques.

- **Joints & adhésifs** : le kaolin confère des effets de protection et de contrôle rhéologique aux joints et adhésifs. Il est également efficace comme additif fonctionnel ;
- **Papier & emballage** : le kaolin est utilisé comme additif fonctionnel dans les applications de charge et de couchage. Grâce à sa composition chimique, sa distribution granulométrique, sa blancheur et sa viscosité, il contribue à optimiser les processus de production des fabricants de papier et de carton. Les applications sont le papier graphique (impressions commerciales de qualité comme les brochures de sociétés), le papier de spécialité et les cartons d'emballage ;
- **Peintures & revêtements** : le kaolin est également utilisé comme charge fonctionnelle pour améliorer la qualité de la peinture et des revêtements, notamment l'opacité, l'aspect mat, la résistance aux fissures et à la corrosion. Les applications incluent les peintures et les apprêts décoratifs à base aqueuse ou de solvant, ainsi que les apprêts et finitions pour métal, bois et revêtements laqués ;
- **Plastiques, films et emballages polymères** : le développement d'applications plus sophistiquées traduit l'augmentation des exigences attendues en matière d'additifs et de propriétés spécifiques. Le kaolin calciné, qui peut faire l'objet d'un traitement de surface, contribue à l'amélioration des propriétés mécaniques, de l'effet barrière, des propriétés thermiques et électriques (isolation). Il aide aussi parfois au procédé de production des produits plastiques. Les applications intègrent les feuilles, les câbles et les sols de pvc, les tubes, les profilés, les films en polyoléfines et les pièces préfabriquées en polymères thermoplastiques.

Produits

La division Céramiques propose une large gamme de spécialités minérales, pour les industries céramiques dans le monde entier, à base d'argile, de feldspath, de kaolin, d'halloysite, de talc, de mica, de pegmatite ou de quartz. Elle vend également des solutions minérales sous différentes formes adaptées aux besoins de ses clients : granules, barbotines, pâtes destinées à la vaisselle ou aux sanitaires, engobes prémélangés, pâtes de stéatite ou de cordiélite, pâtes d'alumine, alumine micronisée, formulations d'émaux. La division commercialise aussi des supports de cuisson en cordiélite, pâte d'alumine, mullite et carbure de silicium. Cette gamme de solutions sur mesure lui permet de répondre aux spécificités de forme et de conditions d'utilisation requises par les clients.

Applications

La division Céramiques commercialise des matières premières, des pâtes céramiques de qualité supérieure et des supports de cuisson pour de nombreuses applications :

- Céramiques traditionnelles :
 - Carrelage de sol et de mur : gamme étendue de minéraux de première qualité utilisés dans la fabrication de la masse, des frites ⁽¹⁾, des émaux et des engobes pour le carrelage de sol et de murs ;
 - Sanitaire : leader mondial des minéraux pour la fabrication de sanitaires. La gamme comprend des solutions pour la porcelaine sanitaire traditionnelle (vitreous china), mais également pour les produits en grès fin ;
 - Vaisselle : minéraux, pâtes céramiques et émaux adaptés à tous types de céramique fine de haute qualité. La division est le leader mondial des matières premières pour vaisselle haut de gamme, notamment grâce à l'halloysite utilisée pour la porcelaine fine, et le leader européen des pâtes prêtes à l'emploi pour porcelaine de table.

• Céramiques techniques :

- Céramiques avancées : pâtes céramiques, stéatite, cordiérite et alumine ;
- Industrie automobile : kaolins et talcs pour les marchés mondiaux des supports catalytiques automobiles et filtres de particules diesel en céramique ;
- Porcelaine électrique : solutions minérales, spécifiquement adaptées aux besoins des fabricants d'isolants en porcelaine électrique, une industrie particulièrement exigeante en termes de technicité ;
- Supports de cuisson : leader des supports de cuisson destinés à la production de vaisselle, de pièces sanitaires, de céramiques techniques et de tuiles. Fabrication et commercialisation de superstructures et d'éléments de construction, flexibles et allégés, destinés aux wagons de cuisson.

Les autres marchés servis sont l'aménagement paysager, la construction, l'électrometallurgie, le verre et la fibre de verre de renforcement. Imerys fournit également des additifs pour chaudières et centrales thermiques.

Implantations industrielles

La division Céramiques compte 41 sites industriels, dont 14 certifiés ISO 9001, répartis dans 17 pays.

Nombre d'implantations	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Afrique & Moyen-Orient
Sites industriels	25	7	7	2

Principaux concurrents

Quarzwerte, Stephan Schmidt et Refratechnik (Allemagne) ; Sibelco (Belgique) ; Beijing Trend (Chine) ; Active Minerals, Covia, Old Hickory and Spinks (États-Unis) ; Saint-Gobain, Soka (France) ; HK Ceram (Hongrie) ; Icra (Italie) ; Mota (Portugal) ; Lasselsberger et Sedleky Kaolin (République tchèque).

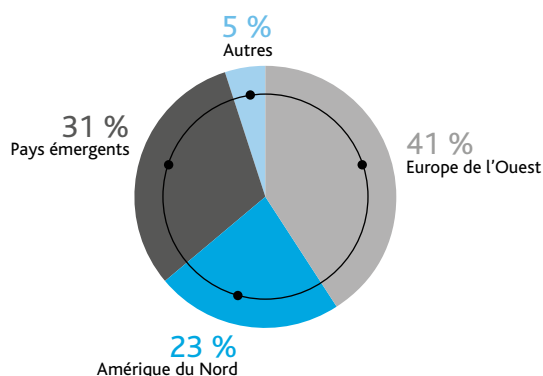
(1) Frites : fondants généralement à base de verre qui entrent dans la fabrication de certains émaux.

1.5.4 MINÉRAUX DE HAUTE RÉSISTANCE

La branche Minéraux de Haute Résistance regroupe les divisions Minéraux Fondus et Aluminates. Elle sert principalement les marchés de l'acier, de l'équipement industriel, de l'automobile et de la construction.

- Chiffre d'affaires de 1 237 millions d'euros, soit 26 % du Groupe ;
- Résultat opérationnel courant de 152 millions d'euros, soit une marge de 12,3 % sur le chiffre d'affaires ;
- 35 sites industriels dans 12 pays.

Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique



✓ Pour plus d'informations sur les faits marquants 2018 de la branche, voir paragraphe 2.1.3 du chapitre 2 du Document de Référence.

Divisions	Produits	Industries servies	Principales applications	Positions concurrentielles ⁽¹⁾
MINÉRAUX FONDUS	Alumines fondues Alumine tabulaire Carbure de silicium Magnésie fondue Mullite électro-fondue Produits chimiques à base de zircon Silice fondue Zircon électro-fondue	Aéronautique Appareils électroniques et électriques Automobile Construction Énergie Fonderie Sidérurgie	Composants minéraux pour : Abrasifs Céramiques Céramiques techniques Éléments de chauffage Fonderie Plaquettes de freins Traitement de surface Réfractaires Sablage	N° 1 mondial des minéraux fondus pour abrasifs N° 1 mondial de la zircon fondue
	Liants à base d'aluminates de calcium Andalousite Argile Chamotte Métakaolin Mullite	Technologies de la construction Génie civil Réfractaires Sidérurgie Aéronautique Aluminium Automobile Ciment Verre	Liants et additifs pour : Chapes auto-nivelantes Colles et joints de carrelage Mortiers de préparation de sol techniques Liants hydrauliques spéciaux pour : Bétons réfractaires monolithiques Mortiers de protection et réparation des réseaux d'assainissement Aides aux procédés : Flux à base d'aluminate de calcium Fonderie Fonderie de précision Composants minéraux pour : Revêtements (briques et bétons), Isolants et Liants réfractaires	N° 1 mondial des liants de performance à base d'aluminates de calcium pour la construction N° 1 mondial des liants de performance à base d'aluminates de calcium pour les réfractaires N° 1 mondial des minéraux silico-alumineux pour réfractaires
ALUMINATES				

(1) Estimations Imerys.

■ MINÉRAUX FONDUS

La division Minéraux Fondus est le leader mondial des applications de spécialités destinées aux marchés des abrasifs, des réfractaires, des céramiques techniques, des équipements de chauffage pour la sidérurgie, l'automobile, l'équipement industriel et la construction. La division Minéraux Fondus comprend la production d'alumine fondue, d'alumine tabulaire et de zircone.

Produits

Les minéraux tels que la bauxite, l'alumine, le sable de zircon sont achetés à l'extérieur du Groupe. Ils sont fondus dans des fours à arcs électriques et transformés en différentes familles de produits :

- les grains d'oxyde d'alumine fondue, également appelés corindons, sont produits par fusion de l'alumine ou de bauxite calcinée, et vendus sous forme de macro ou micrograins en tant que minéraux abrasifs ou réfractaires grâce à leur grande dureté, leur résistance mécanique et chimique ainsi que leur stabilité thermique ;
- l'alumine tabulaire est une alumine calcinée frittée. Grâce à sa pureté, sa haute densité, sa faible porosité et sa résistance exceptionnelle au choc thermique, l'alumine tabulaire est utilisée comme matière première réfractaire pour les revêtements de fours et les fours à haute température ;
- la silice électro-fondue, un sable de quartz qui a été fondu pour former du verre. Une faible expansion volumétrique et une grande pureté font de la silice fondue un matériau polyvalent pour les applications réfractaires et la fonderie de précision.
- la zircone fondue est vendue sous forme de grains et de poudres calibrés avec précision (inférieurs à 1 µm) et est largement utilisée dans sa forme la plus fine dans l'industrie automobile (plaquettes de freins) ou les céramiques techniques (sondes à oxygène). Elle possède une excellente résistance aux chocs thermiques et est couramment utilisée en tant que minéral réfractaire ;
- les produits chimiques à base de zirconium sont fabriqués uniquement en Chine par un processus chimique complexe. Ils sont utilisés dans différentes industries, tels que le papier, les peintures et les cosmétiques.

Applications

La division Minéraux Fondus offre à ses clients des produits de grande qualité pour des applications variées :

- Abrasifs : grâce à leurs capacités de résistance et leurs propriétés thermiques, les oxydes d'alumine fondue sont largement utilisés comme abrasifs, principalement sous forme de roues ou meules (les particules abrasives de grosseur déterminée sont liées entre elles par un agglomérant de différentes natures : argile, céramique, résines, formant ainsi un disque de coupe ou de ponçage, une pierre d'affûtage) ou sous forme de bandes (les produits tels que le papier de verre) ;
- Céramiques techniques : dans ces applications industrielles, les particules les plus fines d'alumine fondue et de zircone sont utilisées en tant que composants céramiques en raison de leur structure cristalline et de leur résistance mécanique. Ces produits s'adressent à des marchés et des applications à haute valeur ajoutée comme les sondes à oxygène et les piles à combustible à oxyde solide ;
- Composants de friction : la zircone en grains d'un micron environ et la magnésie sont utilisées comme additifs pour les plaquettes de freins dans l'industrie automobile, dont elles réduisent l'usure en modifiant les caractéristiques de friction ;
- Éléments de chauffage : du fait de ses propriétés électriques et thermiques, la magnésie électro-fondue est communément utilisée pour les appareils électroménagers (cuisinières, lave-vaisselle) ou électriques industriels (équipement de cuisines collectives, chauffage ferroviaire, chaudières industrielles) comme composant essentiel des résistances chauffantes ;
- Réfractaires : divers types de produits réfractaires, résistants à des températures extrêmes (> 1 800 °C) sous des conditions physiques et chimiques difficiles, sont fabriqués à partir d'alumine ou de zircone ayant une forte résistance thermique et une inertie chimique. Ces minéraux de spécialités sont utilisés dans les revêtements de fours dans les industries de l'acier, du verre et de l'aluminium, ainsi que dans la coulée de précision ;
- Autres industries : des produits chimiques à base de carbonate de zirconium ont été développés pour être utilisés comme matière première dans différentes applications comme les anti-transpirants, les agents de séchage pour peintures, les enrobages et les catalyseurs.

Implantations industrielles

La division Minéraux Fondus compte 15 sites industriels, tous certifiés ISO 9001, dans 10 pays.

Nombre d'implantations	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Afrique & Moyen-Orient
Sites industriels	8	3	3	1

Principaux concurrents

- Oxyde d'alumine fondue (alumine, bauxite et magnésie fondues) : 3M, Washington Mills (États-Unis) ; Motim (Hongrie) ; CUMI (Inde) ; Tateho (Japon) ; Penoles (Mexique) ; Boxitogorsk (Russie) et divers producteurs chinois.
- Silice électro-fondue : Minco (États-Unis).
- Zircone fondue et produits à base de zircone : Foskor (Afrique du Sud) ; Doral (Australie) ; Asia Zirconium (Chine) ; MEL (États-Unis) ; Saint-Gobain (France) ; Tosoh (Japon) et divers producteurs chinois.

■ ALUMINATES

La division Aluminates, issue du regroupement de la division Minéraux Réfractaires et de Kerneos, est le leader mondial des liants de performance à base d'aluminates de calcium destinés principalement aux industries des réfractaires, de la chimie du bâtiment, du génie civil, des mines, et des réseaux d'assainissement. Cette division bénéficie aussi d'une position unique dans la production de minéraux pour solutions réfractaires silico-alumineuses utilisées dans des environnements acides ou neutres, et de haute température. L'étendue de la gamme permet de proposer des produits dont les différentes propriétés fonctionnelles répondent au besoin d'amélioration continue de la performance des industriels du secteur.

Produits

Experte de la technologie des aluminates de calcium, la division Aluminates propose des liants de haute performance innovants et de grande qualité qui apportent des propriétés clés (fluidité contrôlée, durcissement rapide, auto-nivellement, étanchéité, résistance à l'usure, à l'abrasion, à la chaleur), aux solutions de ses clients :

- liants d'aluminates de calcium à caractéristiques contrôlées (réactivité, chimie, couleur), spécifiquement adaptés aux besoins des formulations complexes pour les applications de la chimie du bâtiment et de la construction ;
- liants d'aluminates de calcium, granulats synthétiques et mortiers pour les applications des bétons techniques ;
- liants d'aluminates de calcium et mortiers anticorrosion et anti-abrasion, spécialement adaptés pour la protection des tuyaux et ouvrages des réseaux d'assainissement ;
- liants et agrégats de haute technologie, spécialement conçus pour les bétons réfractaires ;
- flux à base d'aluminate de calcium destinés à l'industrie de la métallurgie secondaire, utilisés pour améliorer la qualité de l'acier, la productivité et réduire les coûts. Ils contribuent au respect de l'environnement.

Implantations industrielles

La division Aluminates compte 20 sites industriels, dont 18 certifiés ISO 9001, répartis dans 7 pays.

Nombre d'implantations	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Afrique & Moyen-Orient
Sites industriels	8	2	3	7

Principaux concurrents

Almatis (États-Unis), Calcem (Croatie), Gorka (Pologne), Molins (Espagne), Andalusite Resources (Afrique du Sud), Kaolin AD (Bulgarie), Minerals Manufacturing (États-Unis), Andalusita (Pérou), Cluz (République tchèque), divers producteurs chinois et des concurrents locaux dans toutes les zones géographiques.

Elle transforme également un certain nombre de minéraux qui sont utilisés pour leur résistance mécanique et chimique, leur résistance à la déformation et à la corrosion, et pour leurs propriétés thermiques par diverses industries d'applications et de procédés de haute température :

- l'andalousite, un minéral silico-alumineux présent dans les roches métamorphiques. Dans les applications réfractaires, l'andalousite apporte la stabilité de volume et une haute résistance aux chocs thermiques et chimiques ;
- les argiles et métakaolins, utilisés comme liants pour la production de briques réfractaires ou comme additifs pour améliorer le comportement rhéologique ;
- la chamotte, une argile calcinée inerte à l'étape de la cuisson, agissant comme une armature, pour prévenir toute déformation lors de la production de pièces sanitaires et réfractaires ;
- la Molochite™, un silicate d'aluminium produit par la calcination de kaolin, opération qui lui confère une excellente résistance aux chocs thermiques ;
- la mullite frittée, produite à partir d'argiles, dont la calcination à très haute température augmente les propriétés réfractaires ; référence sur le marché, elle est commercialisée sous la marque Mulcoa® ;

Applications

Les principales applications de la division Aluminates sont les suivantes :

- chimie du bâtiment (mortiers industriels prêts à l'emploi) et génie civil (réseaux d'assainissement, zones à forte sollicitation, mines et travaux souterrains) ;
- revêtements et isolations réfractaires (protection des équipements dans les industries de haute température comme l'acier, l'aluminium, le ciment, le verre, l'incinération et la pétrochimie), utilisés dans les matériaux réfractaires acides et neutres (briques et monolithiques) ;
- fonderie de précision, support de cuisson pour les procédés de haute température et sanitaire (production de pièces de type "fine fire clay" aux formes complexes).

1.6 RÉSERVES ET RESSOURCES MINÉRALES

En application des procédures internes, les réserves et les ressources minérales du Groupe sont auditées régulièrement par des intervenants internes et externes. Les données relatives aux réserves et aux ressources minérales publiées dans le présent Document de Référence ont été préparées en application des standards internationaux de reporting communément utilisés (le code européen PERC en particulier).

1.6.1 PRINCIPES DE REPORTING

■ REPORTING DES ACTIFS MINIERS

Le reporting des réserves et des ressources minérales d'Imerys est réalisé conformément au PERC Reporting Standard (2013)⁽¹⁾. Le code minier PERC Reporting Standard est un système de reporting européen sur les actifs miniers. Il fait partie de la famille des codes CRIRSCO⁽²⁾ qui comprennent les codes similaires tels que le JORC (Australie) et les Directives CIM (Canada).

Les Réserves Minérales sont la partie économiquement exploitable d'un gisement, au regard des conditions économiques existantes ou à venir au moment de l'estimation. Ces réserves sont définies comme "prouvées" ou "probables" afin de refléter la précision de l'estimation géologique ; "prouvées" indiquant le niveau de confiance le plus élevé. Les Ressources Minérales sont des gisements ou des parties de gisements, pour lesquels la rentabilité économique n'est pas prouvée, mais dont les perspectives d'une éventuelle exploitation future sont raisonnables. Ces actifs ne disposent généralement pas des études techniques détaillées (extraction, production, marketing, juridique) pour prouver leur viabilité économique. Les ressources minérales sont classées par ordre croissant de degré de confiance géologique en ressources "présumées", "approchées" et "mesurées".

La production d'Imerys consomme des réserves minérales. Imerys conduit en continu des actions visant à compenser la consommation de ces réserves pour les maintenir à un niveau proche de 20 ans de production. Sur les sites existants, cela consiste en l'exploration et la modélisation détaillées de ressources minérales déjà inventoriées permettant de confirmer leur exploitabilité selon leur qualité, leur quantité, les paramètres miniers de leur exploitation et leurs coûts. Lorsque la conclusion de ces travaux exploratoires est positive, l'accession au droit de les exploiter (pleine propriété, bail à long terme, concession, contrat de foretage) ainsi que l'obtention des permis et autorisations administratives requises sont recherchés. Lorsque ces conditions sont réunies, les ressources sont converties en réserves. Le renouvellement ou l'augmentation des réserves minérales du Groupe peut aussi se faire par l'acquisition auprès de tiers ou dans le cadre d'opérations de croissance externe du Groupe.

■ AUDIT DES ACTIFS MINIERS

Afin d'assurer la cohérence du reporting au sein des entités du Groupe, et la conformité aux normes, des audits internes et externes sont menés selon un cycle de trois à cinq ans. L'audit interne est assuré par un groupe de huit géologues et ingénieurs miniers expérimentés n'ayant aucun lien de subordination avec les sites visités. Chaque audit est conduit par un tandem s'appuyant sur des matrices d'évaluation et se traduit par la publication d'un rapport qui présente observations et demandes d'améliorations, dont la résolution fait l'objet d'un suivi spécifique. Ainsi l'audit est l'un des vecteurs de partage des meilleures pratiques et d'amélioration continue de la gestion et de l'exploitation des ressources minérales. Les résultats du reporting sur les réserves et ressources minérales sont examinés par le Comité d'Audit.

■ RISQUES ET INCERTITUDES

Les réserves et les ressources minérales sont des estimations de la dimension et de la qualité du gisement, fondées sur des paramètres, notamment techniques, réglementaires et économiques à un instant donné. En raison de changements non prévisibles de ces paramètres et de l'incertitude naturellement associée aux évaluations, l'estimation par le Groupe de ses réserves et ressources minérales telles que présentées dans le tableau ci-après peut être amenée à varier au cours du temps. Tout au long des explorations géologiques et des évaluations, les réserves et les ressources minérales peuvent évoluer sensiblement, d'une manière positive ou négative. Imerys n'a pas connaissance, à ce jour, de facteurs environnementaux, légaux, politiques, ou autres, susceptibles d'avoir un effet négatif significatif sur les estimations présentées dans ces tableaux.

✓ Pour plus d'informations, voir [section 4.1.1 du chapitre 4 du Document de Référence](#).

(1) Le "PERC Reporting Standard" (Pan-European Standard for Reporting Exploration Results, Resources and Reserves) est publié par le Comité paneuropéen pour le reporting des réserves et ressources minérales (Pan-European Reserve and Resources Reporting Committee).

(2) CRIRSCO : Comité pour les standards internationaux de reporting de réserves minérales.

1.6.2 PRINCIPAUX MINÉRAUX

Les argiles sont des minéraux sédimentaires composés de très fines particules et dotés d'une importante plasticité. Après extraction, les argiles sont sélectionnées, traitées et mélangées pour atteindre les propriétés recherchées, comme la stabilité rhéologique, une haute résistance et une forte résistance mécanique.

La bentonite est une argile sédimentaire silico-alumineuse qui développe des propriétés rhéologiques et d'absorption élevées.

Le carbonate de calcium comprend le marbre, le calcaire et la craie. Transformés, les carbonates sont utilisés sous différentes formes. Le carbonate de calcium naturel broyé (GCC) est apprécié pour sa blancheur et ses propriétés alcalines. Le carbonate de calcium précipité (PCC), produit de synthèse obtenu à partir de calcaire naturel, confère au produit fini d'excellentes propriétés optiques.

La diatomite est un minéral sédimentaire composé de squelettes silicieux de diatomées, algues unicellulaires présentes en milieu marin ou lacustre. Ce minéral est caractérisé par sa faible densité, sa grande surface de contact, sa forte porosité et ses propriétés matifiantes.

Les feldspaths sont des minéraux silico-alumineux naturels, disposant de différentes teneurs en potassium, sodium, calcium et/ou lithium, réputés pour leurs caractéristiques de fondant à plus ou moins hautes températures.

Le kaolin est principalement composé de kaolinite, une argile silico-alumineuse hydratée blanche, issue de l'altération géologique du granit ou de roches similaires. La calcination transforme les kaolins à haute température (700-1 200 °C) en un minéral plus blanc et plus inerte. Dans la famille des kaolins figure également l'halloysite, prisée dans la porcelaine fine pour sa blancheur et sa translucidité.

Le moler est une roche sédimentaire, mélange naturel de diatomées et d'argiles, très légère et dotée de fortes propriétés d'absorption.

La perlite est une roche volcanique très particulière contenant naturellement entre 2 et 5 % d'eau. La perlite est un minéral à faible densité et forte porosité. Transformée et chauffée, la perlite devient alors un matériau multicellulaire de faible densité, offrant une grande surface spécifique, son volume étant multiplié par vingt.

Les minéraux réfractaires sont appréciés pour leurs propriétés de haute résistance aux températures, aux contraintes mécaniques ainsi qu'à la corrosion. Ils comprennent les argiles réfractaires que la calcination transforme en "chamottes", la bauxite et l'andalousite.

Le talc est un silicate de magnésium hydraté, aux propriétés uniques en fonction des gisements dont il est extrait.

Imerys exploite de nombreux autres minéraux, dont la bauxite, le graphite, l'une des formes cristallines du carbone, le mica, la wollastonite et la zéolite. Imerys produit également des quartz de haute pureté, permettant la production de silicium et de ferro-silicium, des composants essentiels aux alliages sidérurgiques spéciaux. Imerys produit une gamme de graphites et de talcs synthétiques de haute qualité, de la magnésie fondue de la plus haute qualité, du noir de carbone et de la zircone.

Le Groupe achète également certaines matières premières à des fournisseurs externes pour les transformer en spécialités. Il s'agit notamment de la bauxite, de l'alumine et de la zircone qui sont transformées en corindons synthétiques. L'alumine tabulaire est utilisée dans les applications réfractaires.

1.6.3 RÉSERVES ET RESSOURCES MINÉRALES

Pour les besoins du reporting de ses réserves et ses ressources, en liaison avec la section intitulée *Reporting of Industrial Minerals, Dimension Stone and Aggregates* (Reporting des minéraux industriels, pierres de taille et agrégats) du PERC *Reporting Standard*, Imerys a regroupé les estimations par catégories de minéraux. Cette agrégation a été réalisée afin de protéger la confidentialité d'informations sensibles commercialement.

Les réserves ne sont pas incluses dans les ressources. Les volumes sont exprimés en milliers de tonnes de minéraux commercialisables sous forme sèche. Les estimations au 31 décembre 2017 sont présentées pour permettre la comparaison. Les évolutions d'estimations des réserves et des ressources entre le 31 décembre 2017 et le 31 décembre 2018 s'expliquent par l'utilisation des

réserves pour la production, le travail permanent d'exploration et d'évaluation des gisements nouveaux et existants, les études techniques, par les changements dans la détention de certains droits miniers, ainsi que par les acquisitions et cessions liées aux activités en cours.

Les actifs miniers sont valorisés à 503,6 millions d'euros au 31 décembre 2018 (592,6 millions d'euros au 31 décembre 2017). Conformément aux règles comptables, les actifs de réserves minières sont comptabilisés au coût historique. Ils sont évalués initialement au coût d'acquisition et ultérieurement au coût historique diminué de l'amortissement et des pertes de valeurs. L'amortissement est estimé sur la base de l'extraction actuelle.

■ ESTIMATION DES RÉSERVES MINÉRALES (AU 31/12/2018 VS 31/12/2017)

Produit	Zone géographique	Prouvées	Probables	Totales	Prouvées	Probables	Totales
		2018 (kt)			2017 (kt)		
Argiles	Europe	10 094	419	10 513	10 100	673	10 773
	Amériques	3 292	541	3 833	3 506	671	4 177
	Asie-Pacifique	610	0	610	610	0	610
	Afrique & Moyen-Orient	444	0	444	270	0	270
	Total	14 440	960	15 400	14 486	1 344	15 830
Bentonite	Europe	7 708	1 148	8 856	8 110	237	8 347
	Amériques	0	395	395	31	232	263
	Afrique & Moyen-Orient	107	0	107	90	0	90
	Total	7 815	1 543	9 358	8 231	469	8 700
Carbonates	Europe	0	25 880	25 880	0	28 030	28 030
	Amériques	61 970	100 256	162 226	56 082	118 945	175 027
	Asie-Pacifique	0	34 190	34 190	0	32 536	32 536
	Afrique & Moyen Orient	0	4 651	4 651	0	5 107	5 107
	Total	61 970	164 977	226 947	56 082	184 618	240 700
Feldspath	Europe	9 168	3 467	12 635	11 237	3 485	14 722
	Afrique & Moyen-Orient	3 492	0	3 492	2 647	843	3 490
	Total	12 660	3 467	16 127	13 884	4 328	18 212
Kaolin	Europe	4 318	3 748	8 066	1 879	16 093	17 972
	Amériques	33 865	42 434	76 299	34 639	44 987	79 626
	Asie-Pacifique	175	1 191	1 366	104	1 233	1 337
	Total	38 358	47 373	85 731	36 622	62 313	98 935
Minéraux pour Réfractaires*	Europe	548	6 245	6 793	625	2 087	2 712
	Amériques	3 577	1 289	4 866	3 402	3 141	6 543
	Afrique & Moyen-Orient	225	1 026	1 251	424	884	1 308
	Total	4 350	8 560	12 910	4 451	6 112	10 563
Perlite & Diatomite	Europe	4 416	19 453	23 869	4 482	21 223	25 705
	Amériques	29 013	14 661	43 674	29 147	15 017	44 164
	Afrique & Moyen-Orient	0	1 030	1 030	0	976	976
	Total	33 429	35 144	68 573	33 629	37 216	70 845
Argiles rouges (pour tuiles)	Europe	0	0	0	37 654	14 714	52 368
	Total	0	0	0	37 654	14 714	52 368
Talc	Europe	1 875	13 929	15 804	6 945	2 402	9 347
	Amériques	15 032	4 581	19 613	14 896	4 384	19 280
	Asie-Pacifique	2 486	456	2 942	2 565	456	3 021
	Total	19 393	18 966	38 359	24 406	7 242	31 648
Autres minéraux	Europe	1 777	300	2 077	1 095	300	1 395
	Amériques	2 678	1 669	4 347	2 784	1 748	4 532
	Afrique & Moyen-Orient	77	65	142	410	538	948
	Total	4 532	2 034	6 566	4 289	2 586	6 875

* Outre les activités normales de production, des modifications supplémentaires sont survenues du fait de la cession de la division Toiture, d'un site de carbonate au Brésil et d'un site de vermiculite au Zimbabwe, de l'acquisition d'un site de bauxite en Europe, ainsi que de réévaluations importantes des réserves situées sur des sites en Amérique (Carbonate) et Europe (Kaolin et Talc).

■ ESTIMATIONS DES RESSOURCES MINÉRALES (AU 31/12/2018 VS 31/12/2017)

Produit	Zone géographique	2018 (kt)				2017 (kt)			
		Mesurées	Présumées	Approchées	Totales	Mesurées	Présumées	Approchées	Totales
Argiles	Europe	7 199	1 778	2 003	10 980	7 332	833	1 438	9 603
	Amériques	6 087	9 678	14 511	30 276	5 961	9 678	15 061	30 700
	Asie-Pacifique	61	740	0	801	61	0	0	61
	Afrique & Moyen-Orient	0	150	0	150	0	594	0	594
	Total	13 347	12 346	16 514	42 207	13 354	11 105	16 499	40 958
Bentonite	Europe	47 584	22 752	1 652	71 988	49 155	23 396	1 652	74 203
	Amériques	378	2 045	2 849	5 272	523	2 045	2 849	5 417
	Afrique & Moyen-Orient	1 839	12	295	2 146	6 205	16	279	6 500
	Total	49 801	24 809	4 796	79 406	55 883	25 457	4 780	86 120
Carbonates	Europe	0	9 128	24 477	33 605	0	3 364	19 115	22 479
	Amériques	10 664	80 300	87 144	178 108	12 845	156 490	118 945	288 280
	Asie-Pacifique	0	0	512	512	0	0	460	460
	Total	10 664	89 428	112 133	212 225	12 845	159 854	138 520	311 219
Feldspath	Europe	2 570	1 038	7 107	10 715	4 771	2 275	6 167	13 213
	Amériques	1 849	5 500	12 700	20 049	1 849	5 500	12 700	20 049
	Afrique & Moyen-Orient	928	4 002	667	5 597	928	14 201	11 100	26 229
	Total	5 347	10 540	20 474	36 361	7 548	21 976	29 967	59 491
Kaolin	Europe	1 764	2 470	15 215	19 449	336	4 002	6 382	10 720
	Amériques	21 078	58 590	54 709	134 377	23 629	58 744	52 102	134 475
	Asie-Pacifique	280	5 676	430	6 386	393	5 679	387	6 459
	Total	23 122	66 736	70 354	160 212	24 358	68 425	58 871	151 654
Minéraux pour Réfractaires*	Europe	402	5 053	2 901	8 356	3 074	3 017	0	6 091
	Amériques	7 666	7 547	137	15 350	4 458	9 708	137	14 303
	Asie-Pacifique	0	0	0	0	0	432	258	690
	Afrique & Moyen-Orient	836	400	1 810	3 046	836	739	1 902	3 477
	Total	8 904	13 000	4 848	26 752	8 368	13 896	2 297	24 561
Perlite & Diatomite	Europe	972	24 329	57 564	82 865	972	23 089	57 564	81 625
	Amériques	22 053	30 647	111 839	164 539	21 622	30 663	111 913	164 198
	Asie-Pacifique	79	1	0	80	79	1	0	80
	Afrique & Moyen-Orient	0	1 389	7 594	8 983	60	1 467	7 684	9 211
	Total	23 104	56 366	176 997	256 467	22 733	55 220	177 161	255 114
Argiles rouges (pour tuiles)	Europe	0	0	0	0	37 574	635	6 804	45 013
	Total	0	0	0	0	37 574	635	6 804	45 013
Talc	Europe	102	1 152	7 749	9 003	9 079	8 720	4 013	21 812
	Amériques	0	0	3 440	3 440	0	0	3 471	3 471
	Asie-Pacifique	2 480	1 235	4 135	7 850	2 480	1 235	4 168	7 883
	Total	2 582	2 387	15 324	20 293	11 559	9 955	11 652	33 166
Autres minéraux	Europe	1 687	1 315	90	3 092	1 687	1 015	90	2 792
	Amériques	6 270	25 673	66 478	98 421	6 270	25 673	66 478	98 421
	Afrique & Moyen-Orient	836	599	956	2 391	529	240	285	1 054
	Total	8 793	27 587	67 524	103 904	8 486	26 928	66 853	102 267

* Outre les activités normales d'exploration, de développement des ressources et de transfert des ressources vers les réserves, il y a eu en 2018 la cession de la division Toiture, d'un site de carbonate au Brésil et d'un site de vermiculite au Zimbabwe, ainsi qu'une réévaluation significative des sites en Amérique (Carbonates) et en Europe (talc, kaolin et feldspath).



2

RAPPORTS SUR L'EXERCICE 2018

2.1 RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

42

2.1.1 Faits marquants 2018	42
2.1.2 Commentaires détaillés des résultats du Groupe	44
2.1.3 Commentaires par branche d'activité	46
2.1.4 Perspectives 2019	48
2.1.5 Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS	48
2.1.6 Activité et résultats d'Imerys SA en 2018	49

2.2 RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

54

2.3 RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

55

2.3.1 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	55
2.3.2 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	60
2.3.3 Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	64

2.1 RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Lors de sa séance du 13 février 2019, le Conseil d'Administration a arrêté les termes du rapport de gestion qu'il présentera à l'Assemblée Générale des actionnaires.

Imerys utilise des indicateurs alternatifs de performance dans le cadre de l'analyse de son activité. Ces indicateurs sont définis dans la [section 2.1.5 – Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS](#).

2.1.1 FAITS MARQUANTS 2018

En 2018, Imerys a amélioré sa performance avec une hausse du chiffre d'affaires de + 6,8 % et du résultat opérationnel courant ⁽¹⁾ de + 2,0 % par rapport à l'année 2017. La génération de cash flow libre opérationnel courant net ⁽²⁾ est restée solide, à 286 millions

d'euros sur l'exercice. Le résultat courant net a progressé de + 6,5 %, en ligne avec l'objectif d'une hausse du résultat courant net de près de 7 % sur l'année.

Résultats consolidés (en millions d'euros)	2018	2017	Variation
Chiffre d'affaires	4 590,0	4 299,0	+ 6,8 %
Résultat opérationnel courant ⁽¹⁾	562,1	551,2	+ 2,0 %
Marge opérationnelle courante	12,2 %	12,8 %	- 0,6 pt
Résultat courant net, part du Groupe	356,8	335,1	+ 6,5 %
Résultat net, part du Groupe	559,6	368,2	+ 52,0 %
Cash flow libre opérationnel courant net	285,8	293,8	- 2,7 %
Dette financière nette	1 297,4	2 246,4	- 42,2 %
Résultat courant net, part du Groupe, par action ⁽²⁾	4,50	4,24	+ 6,2 %
Dividende proposé par action ⁽²⁾⁽³⁾	2,150	2,075	+ 3,6 %

(1) Le résultat opérationnel tel que présenté dans les états financiers du Groupe, incluant les autres produits et charges opérationnels et excluant le résultat des activités abandonnées, s'élève à 499,1 millions d'euros en 2017 et - 89,4 millions d'euros en 2018.

(2) Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation était de 79 238 417 en 2018 contre 79 015 367 en 2017.

(3) Proposition du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra le 10 mai 2019.

Gestion du portefeuille d'activités pour améliorer le profil de croissance d'Imerys

En 2018, Imerys a continué de reconfigurer son portefeuille d'activités pour renforcer son positionnement dans les minéraux de spécialités et améliorer son profil de croissance :

- Imerys a intégré avec succès Kerneos, le leader mondial des liants de haute performance à base d'aluminates de calcium pour le marché en croissance de la chimie de la construction, et consolidé depuis juillet 2017. Les synergies générées en 2018 ont été conformes au plan ;
- le 11 octobre, Imerys a finalisé la cession de sa division Toiture, la dernière activité de matériaux de construction restant dans son portefeuille. Bien que très rentable, cette activité française n'offrait que peu de perspectives de croissance. Cette transaction a considérablement renforcé le bilan du Groupe, avec la génération d'un flux de trésorerie de 823 millions d'euros nets, et une plus-value de cession nette de 740 millions d'euros.

Mesures fortes prises pour faire face aux évolutions défavorables de marché dans certaines activités

Le Groupe a également pris les décisions stratégiques suivantes :

- retrait de l'activité de proppants céramiques aux États-Unis, conséquence de profonds changements technologiques sur ce marché. Le Groupe a décidé de se retirer de cette activité pour limiter son impact négatif sur le résultat opérationnel courant qui s'est élevé à 5 millions d'euros en 2018. La dépréciation constatée au 31 décembre 2018 ainsi que les coûts de restructuration s'élèvent à 148,4 millions d'euros.
- les actifs de graphite naturel en Namibie ont été placés en "régime d'entretien et de maintenance" et la division Graphite & Carbone a été recentrée. Par conséquent, la contribution négative de ces opérations au résultat opérationnel courant s'est élevée à 7 millions d'euros en 2018, et la dépréciation enregistrée au 31 décembre 2018 ainsi que les coûts de restructuration s'élèvent à 77,9 millions d'euros.

(1) La mention "courant" signifie "avant autres produits et charges opérationnels" tel que défini dans les notes annexes aux états financiers sur le compte de résultat consolidé.

(2) Cash flow libre opérationnel courant net = EBITDA – impôt notionnel – variation du besoin en fond de roulement opérationnel – investissements payés.

Nouvelle organisation par marché afin d'accompagner le repositionnement réussi du Groupe sur les spécialités minérales pour l'industrie

Le 1^{er} décembre 2018, le Groupe a mis en place une nouvelle organisation, avec moins de niveaux hiérarchiques, plus proche de ses clients et simplifiée en deux segments. Ceux-ci regroupent cinq domaines d'activité nouvellement créés, qui ont été construits autour des principaux marchés d'Imerys. Les directeurs généraux des cinq domaines d'activité rapportent directement au directeur général du Groupe :

- le segment **Minéraux de Performance** rassemble trois domaines d'activité géographiques – Europe, Moyen-Orient et Afrique (EMEA), Amérique et Asie-Pacifique (APAC) – et sert les industries du plastique, de la peinture et du revêtement, de la filtration, des matériaux céramiques, des énergies renouvelables, du papier et du carton ;
- le segment **Matériaux et Solutions de Haute Température** comprend deux domaines d'activité – Solutions de Haute Température, et Réfractaires, Abrasifs & Construction – à destination des marchés des réfractaires, de la fonderie, des métaux, des abrasifs et de la chimie du bâtiment.

Cette nouvelle organisation, construite autour des marchés clés du Groupe, permettra à Imerys d'atteindre son plein potentiel en matière de croissance organique et d'améliorer encore sa compétitivité pour créer durablement de la valeur.

Un nouveau Comité Exécutif a été constitué en cohérence avec cette nouvelle organisation.

■ DIVIDENDE

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires du 10 mai 2019 le versement d'un dividende de 2,15 euros par action, correspondant à une hausse de + 3,6 % par rapport à celui payé en 2018, soit un montant total distribué estimé à 171 millions d'euros représentant 48 % du résultat courant net, part du Groupe. Cette proposition traduit la confiance du Conseil dans les fondamentaux et les perspectives de développement du Groupe. La mise en paiement interviendrait à compter du 22 mai 2019.

■ ÉVÉNEMENT POST-CLÔTURE

Les filiales regroupant les activités talc d'Imerys en Amérique du Nord franchissent une étape clé pour régler définitivement les litiges historiques liés au talc aux États-Unis.

Certaines filiales du Groupe, regroupant les activités Talc en Amérique du Nord figurent parmi les défendeurs dans des contentieux intentés par de nombreux plaignants aux États-Unis devant des tribunaux fédéraux ou de certains États. Ces contentieux sont liés à une recherche de responsabilité civile présumée pour d'éventuels risques liés à l'utilisation du talc dans certains produits. La plupart de ces litiges se rapporte à des ventes réalisées avant l'acquisition de l'activité talc par Imerys en 2011.

Après avoir évalué différentes options, ces trois filiales du Groupe – Imerys Talc America, Imerys Talc Vermont et Imerys Talc Canada – ont pris l'initiative de se placer sous la protection de la procédure judiciaire américaine dite du *Chapter 11*. Cette procédure permet d'une part de protéger leurs intérêts à long terme et d'autre part d'œuvrer au règlement définitif des litiges historiques liés au talc. La procédure du *Chapter 11* n'aura pas d'incidence sur l'activité, les employés ou les clients du Groupe. Celui-ci continue d'opérer normalement et d'honorer toutes ses obligations envers ses parties prenantes.

Ce faisant, le Groupe reste convaincu que les contentieux liés au talc aux États-Unis sont sans fondement, de nombreuses études soumises à un examen indépendant et par de multiples organismes scientifiques et de contrôle ayant conclu à l'innocuité du talc. La décision des filiales concernées d'Imerys d'ouvrir une procédure de *Chapter 11* a été motivée par le renchérissement, tant effectif que projeté dans les années à venir, des coûts liés aux frais de défense et aux règlements transactionnels.

Ces augmentations s'inscrivent dans un contexte de médiatisation accrue des contentieux liés au talc à usage cosmétique aux États-Unis. Dans le même temps, les filiales concernées d'Imerys rencontrent des difficultés croissantes à sécuriser la couverture de ces frais au titre de leurs assurances historiques ou des garanties contractuelles de tiers dont elles bénéficient, sauf à engager de nouveaux et longs recours judiciaires pour faire reconnaître leurs droits.

La procédure du *Chapter 11* permet, pour les filiales concernées, de suspendre immédiatement tous les contentieux en cours liés au talc aux États-Unis. Elle leur permet également d'éviter l'engagement des frais considérables requis pour la défense future de ces contentieux, inhérents aux spécificités du système judiciaire américain administrant les actions en responsabilité du fait des produits. Elle permettra enfin la négociation au cours des prochains mois, sous le contrôle d'une autorité judiciaire fédérale, d'un Plan de poursuite d'activité, avec les représentants des plaignants actuels et futurs, et de mettre ainsi un terme aux contentieux en cours ou à venir visant les filiales concernées et liés à leurs ventes historiques de talc aux États-Unis.

Ni l'impact de la décision prise aujourd'hui par les filiales concernées d'Imerys, quoique significatif, ni les modalités prévisibles du futur Plan ne devraient affecter matériellement la situation financière d'Imerys, sa rentabilité ou sa génération de trésorerie. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, ces filiales, qui seront désormais exclues du périmètre de consolidation du Groupe, ont enregistré un chiffre d'affaires de 143 millions d'euros, un EBITDA de 25 millions d'euros et un résultat opérationnel courant de 16 millions d'euros, soit environ 3 % des chiffres consolidés du Groupe. Le montant de l'impact net total de l'ensemble du processus initié ce jour est estimé à 250 millions d'euros et a été provisionné dans les états financiers consolidés de l'exercice 2018 du Groupe, en complément des charges de 17 millions d'euros encourues sur l'exercice.

L'annonce des filiales nord-américaines est disponible à l'adresse : www.ITArestructuring.com.

2.1.2 COMMENTAIRES DÉTAILLÉS DES RÉSULTATS DU GROUPE

■ CHIFFRE D'AFFAIRES

Données trimestrielles non auditées (en millions d'euros)	Chiffre d'affaires 2018	Chiffre d'affaires 2017	Variation	Variation à PCC ⁽¹⁾	Volumes	Prix-mix
1 ^{er} trimestre	1 129,6	1 034,1	+ 9,2 %	+ 4,7 %	+ 1,5 %	+ 3,2 %
2 ^e trimestre	1 180,9	1 030,5	+ 14,6 %	+ 6,0 %	+ 1,7 %	+ 4,3 %
3 ^e trimestre	1 153,9	1 102,7	+ 4,6 %	+ 3,1 %	- 0,9 %	+ 4,0 %
4 ^e trimestre	1 125,6	1 131,5	- 0,5 %	+ 0,3 %	- 2,9 %	+ 3,3 %
Année	4 590,0	4 299,0	+ 6,8 %	+ 3,4 %	- 0,2 %	+ 3,7 %

(1) Croissance organique : croissance à périmètre et changes comparables (PCC).

Le **chiffre d'affaires** de 2018 s'élève à 4 590,0 millions d'euros, en hausse de + 6,8 % par rapport à 2017. Cette progression traduit une croissance organique de + 3,4 %, soutenue, en particulier, par un effet prix-mix positif dans tous les segments en hausse de + 3,7 %, dans un contexte d'augmentation de l'inflation du coût des facteurs. En plus d'une base de comparaison défavorable, les volumes ont été impactés par un ralentissement des marchés

industriels (abrasifs, fonderie, peintures et revêtements, plastiques), en particulier au quatrième trimestre.

Le chiffre d'affaires intègre également un effet de périmètre positif de + 290,4 millions d'euros (+ 6,8 %), dont, notamment, 250,0 millions d'euros provenant de Kerneos (acquis en juillet 2017), ainsi que l'impact particulièrement négatif des variations monétaires pour - 147,1 millions d'euros (- 3,4 %).

Chiffre d'affaires par destination géographique (en millions d'euros)	Chiffre d'affaires 2018	Variation 2018 vs. 2017 (variation courante)	% chiffre d'affaires consolidé 2018	% chiffre d'affaires consolidé 2017
Europe de l'Ouest	1 807,8	+ 7,7 %	40 %	39 %
dont France	250,7	+ 10,7 %	5 %	5 %
États-Unis/Canada	1 118,5	+ 0,4 %	24 %	26 %
Pays émergents	1 432,9	+ 11,2 %	31 %	30 %
Japon/Australie	230,8	+ 6,4 %	5 %	5 %

■ RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT

Données trimestrielles non auditées (en millions d'euros)	2018	2017	Variation
1 ^{er} trimestre	129,6	122,8	+ 5,6 %
Marge opérationnelle	11,5 %	11,9 %	- 0,4 pt
2 ^e trimestre	154,2	140,7	+ 9,6 %
Marge opérationnelle	13,1 %	13,6 %	- 0,5 pt
3 ^e trimestre	140,9	145,4	- 3,1 %
Marge opérationnelle	12,2 %	13,2 %	- 1,0 pt
4 ^e trimestre	137,5	142,4	- 3,4 %
Marge opérationnelle	12,2 %	12,6 %	- 0,4 pt
Année	562,1	551,2	+ 2,0 %
Marge opérationnelle	12,2 %	12,8 %	- 0,6 pt

Le **résultat opérationnel courant** s'établit à 562,1 millions d'euros en 2018, en croissance de + 2,0 % par rapport à 2017, et la **marge opérationnelle** ressort à 12,2 %. Cette performance provient d'un effet prix-mix positif de 146,4 millions d'euros, compensant largement la hausse des coûts variables (+ 111,8 millions d'euros, notamment les matières premières et l'énergie).

La contribution accrue des récentes acquisitions pour + 32,5 millions d'euros, Kerneos en particulier, a ainsi pu compenser les impacts

négatifs du recul des volumes de vente (- 5,4 millions d'euros) et des taux de change, en particulier au premier semestre (- 21,9 millions d'euros).

L'augmentation de 45 millions d'euros des coûts fixes et des frais généraux sur l'ensemble de l'année (+ 2,7 %) a été contenue au quatrième trimestre (- 0,5 %), grâce aux décisions prises pour se retirer des proppants céramiques et la mise sous cocon des opérations de graphite naturel namibien.

■ RÉSULTAT COURANT NET

Le **résultat courant net, part du Groupe**, augmente de + 6,5 % à 356,8 millions d'euros (335,1 millions d'euros en 2017).

Il tient compte d'un résultat financier qui s'améliore de - 78,4 millions d'euros en 2017 à - 60,2 millions d'euros en 2018, grâce à l'optimisation des frais financiers (taux d'intérêt moyen de 1,8 %) et la gestion actif/passif mise en œuvre par le Groupe. La charge courante d'impôts de - 145,2 millions d'euros (- 136,9 millions d'euros en 2017) correspond à un taux effectif d'imposition de 28,9 %, stable par rapport à 2017.

Le **résultat courant net, part du Groupe, par action**, s'inscrit en hausse de + 6,2 % à 4,50 euros.

■ RÉSULTAT NET

Le **résultat net, part du Groupe** progresse de + 52,0 % à 559,6 millions d'euros en 2018 (368,2 millions d'euros en 2017). Il prend en compte :

- le résultat net des activités abandonnées, constitué par la cession de l'activité Toiture pour 788,0 millions d'euros, dont 740 millions d'euros de plus-value nette de cession ;
- les autres produits et charges opérationnels, nets d'impôts, de - 585,2 millions d'euros qui incluent des dépréciations, coûts de restructuration et autres éléments exceptionnels, liés :
 - aux filiales de talc nord-américaines d'Imerys pour - 267,3 millions d'euros,
 - aux proppants céramiques pour - 148,4 millions d'euros,
 - à l'activité Graphite & Carbone pour - 77,9 millions d'euros,
 - aux coûts d'acquisition, de réhabilitation et diverses restructurations pour - 91,6 millions d'euros.

■ CASH FLOW

(en millions d'euros)	2018	2017
EBITDA courant	793,2	777,0
Variation du BFR opérationnel	(25,3)	(13,1)
Investissements payés	(333,0)	(319,4)
Autres	13,5	8,9
Cash flow libre opérationnel courant	448,4	453,4
Impôt notionnel courant	(162,6)	(159,6)
Cash flow libre opérationnel courant net	285,8	293,8
Résultat financier net d'impôt	(31,8)	(57,0)
Autres éléments de BFR	38,8	35,5
Cash flow libre courant net	292,8	272,3

Imerys a généré un niveau solide de **cash flow libre opérationnel courant** de 448,4 millions d'euros avant impôt, soit un taux de conversion de l'EBITDA courant de 57 %. Le **cash flow libre opérationnel courant net** se monte quant à lui à 285,8 millions d'euros en 2018. Il traduit les principaux éléments suivants :

- une contribution de l'**EBITDA courant** à 793,2 millions d'euros en 2018, en hausse de + 2,1 % par rapport à 2017 (+ 16 millions d'euros) ;

- des **investissements industriels payés** à 333,0 millions d'euros, représentant respectivement 7,3 % du chiffre d'affaires et 126 % des amortissements, en ligne avec l'année dernière pour accompagner le développement du Groupe dans ses principaux marchés ;
- une variation de - 25,3 millions d'euros du **besoin en fonds de roulement** en 2018 (représentant 23,9 % du chiffre d'affaires), à comparer à - 13,1 millions d'euros en 2017, dans un environnement de marché inflationniste.

■ STRUCTURE FINANCIÈRE

(en millions d'euros)	2018	2017
Dette nette de fin de période	1 297,4	2 246,4
Dette nette moyenne de l'exercice	2 102,0	1 873,2
Capitaux propres	3 253,5	2 878,2
EBITDA courant	793,2	777,0
Dette nette/capitaux propres	39,9 %	78,1 %
Dette nette/EBITDA courant	1,6 x	2,5 x*

* EBITDA courant publié.

La **dette financière nette** s'élève à 1 297,4 millions d'euros au 31 décembre 2018, soit une diminution de 949,0 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2017. En conséquence, le rapport de l'endettement net sur l'EBITDA courant a été ramené de 2,5x au 31 décembre 2017 à 1,6x au 31 décembre 2018. Ceci s'explique essentiellement par la vente de l'activité Toiture, qui a permis de dégager un flux de trésorerie de 823 millions d'euros. Cette réduction, qui a également été rendue possible grâce au niveau solide de génération de cash, tient compte de 167,8 millions d'euros au titre du versement de dividendes.

Cette structure financière solide est notée "Baa2" par l'agence de notation Moody's et "BBB" par l'agence Standard & Poor's, assortie d'une perspective stable pour les deux organismes.

Ainsi, au 31 décembre 2018, les financements obligataires d'Imerys s'élèvent à 1 982 millions d'euros, avec une maturité moyenne de 6,5 ans. Par ailleurs, le Groupe dispose de lignes de crédit bilatérales pour 1 330 millions d'euros. Les **ressources financières** totales du Groupe s'élèvent à 3 312 millions d'euros et ont une maturité moyenne de 5,0 ans.

2.1.3 COMMENTAIRES PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

■ SOLUTIONS POUR L'ÉNERGIE & SPÉCIALITÉS

(28 % du chiffre d'affaires consolidé 2018)

Données trimestrielles non auditées (en millions d'euros)	2018	2017	Variation	Variation à PCC
Chiffre d'affaires 1 ^{er} trimestre	319,7	321,6	- 0,6 %	+ 4,9 %
Chiffre d'affaires 2 ^e trimestre	327,9	332,0	- 1,2 %	+ 2,6 %
Chiffre d'affaires 3 ^e trimestre	327,7	338,7	- 3,2 %	- 1,2 %
Chiffre d'affaires 4 ^e trimestre	319,7	334,3	- 4,4 %	- 4,1 %
Chiffre d'affaires année	1 295,0	1 326,6	- 2,4 %	+ 0,5 %
Résultat opérationnel courant	123,2	141,1	- 12,7 %	+ 1,5 %
Marge opérationnelle	9,5 %	10,6 %	- 1,1 pt	-

Chiffre d'affaires

Le **chiffre d'affaires** de la branche **Solutions pour l'Énergie & Spécialités** s'est élevé à 1 295,0 millions d'euros en 2018, en retrait de - 2,4 % en base publiée. Cette évolution tient compte d'un effet de change important de - 49,1 millions d'euros (- 3,7 %) et d'un effet de périmètre net de + 11,0 millions d'euros (+ 0,8 %). Ce dernier intègre des opérations de croissance externe menées par la division Carbonates (acquisition de Micronita au Brésil, en novembre 2017 et de Vimal Microns en Inde, en février 2018, cession en août 2018 d'une activité de production de chaux et de calcaire au Brésil, qui avaient réalisé un chiffre d'affaires de 9 millions d'euros en 2017) et dans la division Réfractaires Monolithiques (acquisition de Set Linings fin mars 2017).

À PCC, le chiffre d'affaires annuel de la branche est stable sous l'effet de l'atonie observée sur les marchés industriels comme la fonderie, la pétrochimie, les chaudières et les incinérateurs, qui ont pesé sur la demande de **Réfractaires Monolithiques** au quatrième trimestre. En Chine, le Groupe a fait face à un

ralentissement du marché des batteries lithium-ion dans l'activité **Graphite et Carbone**. La division **Carbonates** a poursuivi son développement dans un contexte de moindre dynamisme du marché de la construction américain. Au quatrième trimestre, le chiffre d'affaires a diminué de - 4,1 % à PCC, comparé à l'exercice précédent.

Résultat opérationnel

Le **résultat opérationnel courant** de la branche Solutions pour l'Énergie & Spécialités atteint 123,2 millions d'euros en 2018, soit une marge opérationnelle de 9,5 %. Ceci s'explique en partie par des effets de change défavorables. La décision de sortir des proppants céramiques (**Solutions pour l'Exploitation Pétrolière**) et de mettre sous cocon les opérations déficitaires de graphite naturel en Namibie ont cependant contribué à améliorer la marge opérationnelle au second semestre à 10,2 % contre 8,8 % au premier semestre de 2018.

■ FILTRATION & ADDITIFS DE PERFORMANCE

(28 % du chiffre d'affaires consolidé en 2018)

Données trimestrielles non auditées (en millions d'euros)	2018	2017	Variation	Variation à PCC
Chiffre d'affaires 1 ^{er} trimestre	322,6	312,4	+ 3,3 %	+ 5,8 %
Chiffre d'affaires 2 ^e trimestre	333,9	317,0	+ 5,3 %	+ 5,3 %
Chiffre d'affaires 3 ^e trimestre	325,2	302,2	+ 7,6 %	+ 3,7 %
Chiffre d'affaires 4 ^e trimestre	316,5	305,5	+ 3,6 %	+ 0,4 %
Chiffre d'affaires année	1 298,1	1 237,0	+ 4,9 %	+ 3,8 %
Résultat opérationnel courant	240,1	254,2	- 5,6 %	+ 1,7 %
Marge opérationnelle	18,5 %	20,6 %	- 2,1 pts	-

Chiffre d'affaires

Le **chiffre d'affaires** de la branche **Filtration & Additifs de Performance** s'est élevé à 1 298,1 millions d'euros en 2018, une progression de + 4,9 % par rapport à l'exercice précédent. Elle inclut un effet de périmètre de + 53,2 millions d'euros (+ 4,3 %) lié notamment à l'acquisition de Regain Polymers (septembre 2017) et un impact de - 39,3 millions d'euros résultant des variations monétaires (- 3,2 %).

À PCC, le chiffre d'affaires annuel de la branche affiche une croissance de + 3,8 % en 2018, portée par la bonne tenue des marchés, malgré un ralentissement au second semestre. La division **Métallurgie** a bénéficié de marchés sidérurgiques bien orientés alors que la demande de fonderie en Europe a été moins forte.

La division **Filtration** a poursuivi ses développements dans de nouveaux segments comme les cosmétiques et l'agriculture, dans un contexte de base de comparaison élevée. La division **Additifs de performance** a continué de faire face à un manque de visibilité sur le marché de l'automobile en Europe et en Amérique du Nord, et a connu une demande modeste sur les marchés des peintures et revêtements en Europe, et l'une de ses usines a suspendu temporairement ses livraisons pour des problèmes de production ⁽¹⁾.

Résultat opérationnel courant

Le **résultat opérationnel courant** de la branche atteint 240,1 millions d'euros, soit une marge opérationnelle en baisse à 18,5 % (vs. 20,6 % en 2017), en raison d'un mix d'activité défavorable au second semestre.

■ MATÉRIAUX CÉRAMIQUES

(18 % du chiffre d'affaires consolidé en 2018)

Données trimestrielles non auditées (en millions d'euros)	2018	2017	Variation	Variation à PCC
Chiffre d'affaires 1 ^{er} trimestre	208,7	231,7	- 9,9 %	- 0,7 %
Chiffre d'affaires 2 ^e trimestre	214,6	224,4	- 4,4 %	+ 3,7 %
Chiffre d'affaires 3 ^e trimestre	214,5	215,4	- 0,4 %	+ 3,4 %
Chiffre d'affaires 4 ^e trimestre	216,3	211,9	+ 2,1 %	+ 4,0 %
Chiffre d'affaires année	854,1	883,4	- 3,3 %	+ 2,6 %
Résultat opérationnel courant	102,9	115,8	- 11,2 %	- 2,6 %
Marge opérationnelle	12,0 %	13,1 %	- 1,1 pt	-

Chiffre d'affaires

Le **chiffre d'affaires** de la branche **Matériaux Céramiques** s'est élevé à 854,1 millions d'euros en 2018. La variation de - 3,3 % par rapport à l'exercice précédent tient compte d'un effet devises particulièrement négatif de - 42,8 millions d'euros (- 4,8 %), imputable au réal brésilien, en particulier.

À PCC, le chiffre d'affaires augmente de + 2,6 % en 2018, avec un bon quatrième trimestre. La division **Céramiques** a poursuivi sa croissance, soutenue par la bonne orientation de la construction dans les marchés émergents.

Résultat opérationnel courant

Le **résultat opérationnel courant** de la branche s'établit à 102,9 millions d'euros en 2018. À 12,0 %, la marge reflète l'impact de la faiblesse des marchés du papier dans la division **Kaolin**.

(1) Usine de wollastonite de Willsboro, aux États-Unis, ayant un chiffre d'affaires annuel total de 40 millions d'euros et servant principalement des applications industrielles telles que la peinture et les plastiques.

■ MINÉRAUX DE HAUTE RÉSISTANCE

(26 % du chiffre d'affaires consolidé en 2018)

Données trimestrielles non auditées (en millions d'euros)	2018	2017	Variation	Variation à PCC
Chiffre d'affaires 1 ^{er} trimestre	304,2	184,2	+ 65,1 %	+ 10,3 %
Chiffre d'affaires 2 ^e trimestre	329,8	171,5	+ 92,3 %	+ 22,6 %
Chiffre d'affaires 3 ^e trimestre	309,4	263,1	+ 17,6 %	+ 12,3 %
Chiffre d'affaires 4 ^e trimestre	293,7	296,2	- 0,8 %	+ 0,6 %
Chiffre d'affaires année	1 237,0	915,0	+ 35,2 %	+ 10,1 %
Résultat opérationnel courant	152,5	111,5	+ 36,8 %	+ 9,9 %
Marge opérationnelle	12,3 %	12,2 %	+ 0,1 pt	-

Chiffre d'affaires

Le **chiffre d'affaires** de la branche **Minéraux de Haute Résistance** s'est élevé à 1 237,0 millions d'euros en 2018. La croissance de + 35,2 % par rapport à 2017 intègre un effet de périmètre significatif de + 254,8 millions d'euros (+ 27,9 %) correspondant à l'intégration de Kerneos, et, dans une moindre mesure, à celle de Zhejiang en Chine dans la division Minéraux Fondus. L'impact des taux de changes a été substantiel à - 24,9 millions d'euros (- 2,7 %).

À PCC, les ventes de la branche ont progressé de + 10,1 % en 2018, stimulées par un prix mix élevé pour compenser une forte augmentation des matières premières. Au quatrième trimestre, la division **Minéraux fondus** a fait face à un ralentissement des

marchés industriels et à une base de comparaison particulièrement élevée. Dans la division **Aluminates**, qui comprend Kerneos, la dynamique positive en Amérique du Nord et en Asie a été quelque peu atténuée en Europe (en particulier en Allemagne).

Résultat opérationnel courant

Le **résultat opérationnel courant** a augmenté de + 36,8 % (+ 9,9 % à PCC) à 152,5 millions d'euros en 2018. Elle a été soutenue par les synergies générées par l'intégration de Kerneos et a bénéficié d'un effet prix-mix ferme compensant une forte inflation des matières premières

2.1.4 PERSPECTIVES 2019

Imerys aborde l'année 2019 en bonne position grâce :

- à une organisation plus simple, plus proche de ses marchés, focalisée sur ses clients et plus efficiente ;
- aux premiers bénéfices des mesures prises pour faire face aux évolutions défavorables de marché dans certaines activités ;

- à un portefeuille remanié, centré sur les minéraux de spécialité ;
- à un bilan plus solide.

Dans un contexte qui reste exigeant depuis le début 2019 et difficile en termes de base de comparaison, le Groupe continuera à maintenir ses performances en donnant la priorité à la réduction des coûts et à la génération de trésorerie.

2.1.5 DÉFINITIONS ET RAPPROCHEMENT DES INDICATEURS ALTERNATIFS DE PERFORMANCE AVEC LES INDICATEURS IFRS

Le processus de gestion d'Imerys repose sur les indicateurs alternatifs de performance suivants, choisis pour le reporting. La Direction du Groupe estime que ces indicateurs fournissent des renseignements supplémentaires utiles pour les utilisateurs des états financiers. Ces indicateurs alternatifs de performance doivent être considérés comme complémentaires des indicateurs IFRS.

■ CROISSANCE À PÉRIMÈTRE ET CHANGES COMPARABLES

La croissance à périmètre et changes comparables est aussi qualifiée de croissance à "PCC", croissance interne ou croissance organique. Elle est calculée en excluant les impacts des variations des taux de change ainsi que les acquisitions et les cessions (effet de périmètre).

Le retraitement de l'effet change consiste à calculer au taux de change de l'année précédente les agrégats de l'année en cours.

L'impact des instruments de change qualifiés d'instruments de couverture est pris en compte dans les données courantes.

Le retraitement de périmètre des entités entrantes consiste :

- pour les entrées de périmètre de l'année en cours, à retrancher la contribution de l'acquisition des agrégats de l'année en cours ;
- pour les entrées de périmètre de l'année précédente, à retrancher la contribution de l'acquisition du 1^{er} janvier de l'année en cours jusqu'au dernier jour du mois de l'année en cours où a été réalisée l'acquisition l'année précédente.

Le retraitement des entités sortantes consiste :

- pour les sorties de périmètre de l'année en cours, à retrancher les contributions de l'entité sortie aux agrégats de l'année précédente à compter du premier jour du mois de cession ;
- pour les sorties de périmètre de l'année précédente, à retrancher les contributions de l'entité sortie aux agrégats de l'année précédente.

La croissance à périmètre et changes comparables est la somme d'un effet volume et d'un effet prix-mix qui sont calculés comme suit :

- **l'effet Volume** correspond à la somme de la variation des volumes de ventes de chaque division entre l'année en cours et l'année précédente, valorisée au prix moyen de vente de l'année précédente ;
- **l'effet Prix-Mix** correspond à la somme de la variation des prix moyens par famille de produits de chaque division entre l'année en cours et l'année précédente, appliquée aux volumes de l'année en cours.

■ INDICATEURS "COURANTS"

Les indicateurs suivants sont des indicateurs importants pour mesurer la performance récurrente de l'activité, en excluant les éléments significatifs qui, en raison de leur nature et de leur caractère inhabituel, ne peuvent être considérés comme inhérents à la performance courante du Groupe.

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat opérationnel avant autres produits et charges opérationnels.

EBITDA courant

L'EBITDA courant est calculé à partir du résultat opérationnel courant en retraçant les amortissements et pertes de valeur d'exploitation, la variation nette des provisions d'exploitation, la quote-part des résultats nets et des dividendes reçus des coentreprises et entreprises associées.

Résultat courant net

Le résultat courant net correspond au résultat net part du Groupe, avant autres produits et charges opérationnels nets.

Cash flow libre opérationnel courant net

Le cash flow libre opérationnel courant net correspond à l'EBITDA courant sous déduction de l'impôt notional, de la variation de BFR et des investissements payés y compris subventions, valeurs des actifs cédés et divers.

Cash flow libre courant

Le cash flow libre courant correspond au cash flow libre opérationnel courant sous déduction du résultat financier net d'impôt et des autres éléments de BFR.

2.1.6 ACTIVITÉ ET RÉSULTATS D'IMERYS SA EN 2018

■ COMPTE DE RÉSULTAT

Le résultat d'exploitation d'Imerys SA, société mère du Groupe Imerys, s'élève à - 86,4 millions d'euros (- 85,3 millions d'euros en 2017). Les produits d'exploitation s'élèvent à 73,5 millions d'euros contre 55,7 millions d'euros en 2017). Cette hausse est attribuable à l'accroissement des services rendus entre la holding et ses filiales. Les achats et services extérieurs s'élèvent à 90,9 millions d'euros contre 79,2 millions d'euros en 2017. Cette augmentation provient des charges soutenues de croissance. Les charges de personnel diminuent de - 2,9 millions d'euros, notamment en raison de la réduction des coûts liés aux attributions d'actions de performance à certains salariés du Groupe compensée par l'enregistrement de coûts liés à un plan de réorganisation décidé et engagé avant la clôture 2018.

Les produits des participations s'élèvent à 198,7 millions d'euros, soit une diminution de - 266,6 millions d'euros par rapport à 2017, due notamment à la réduction du montant des dividendes perçus des filiales. Imerys SA gère le risque de change lié à l'évolution des actifs nets détenus directement et indirectement à l'étranger, ainsi que celui généré par les prêts et avances accordés aux filiales et entreprises liées dans le cadre des conventions de trésorerie, en ajustant les proportions de son endettement libellé en monnaies étrangères. En 2018, Imerys SA a comptabilisé à ce titre une perte de change nette de - 13,5 millions d'euros (36,1 millions en 2017). Les charges financières nettes incluses dans le poste "Intérêts financiers et charges sur instruments financiers", diminuent suite au remboursement d'une émission obligataire de 30,0 millions de dollars, arrivée à échéance le 6 août 2018. Les dotations et

reprises aux provisions financières sont présentées en [note 20 aux états financiers sociaux](#).

Le résultat exceptionnel s'élève à - 38,3 millions d'euros (- 3,8 millions d'euros en 2017). Les reprises de provision incluent une provision pour risques de gestion de 1,2 million d'euros et une provision pour risques liés au personnel de 0,6 million d'euros. Une provision pour risques de gestion de 1,2 million d'euros a été dotée en 2018.

En application des termes des conventions d'intégration fiscale signées par chacune des sociétés françaises du Groupe Imerys, la charge ou le produit d'impôt enregistré dans les comptes d'Imerys SA est constitué par la charge d'impôt d'Imerys SA, calculée comme si elle n'était pas intégrée fiscalement et par le montant net des charges et produits complémentaires résultant de l'intégration. À ce titre, Imerys SA a comptabilisé un produit de 26,2 millions d'euros en 2018 (51,3 millions d'euros en 2017).

Le résultat net s'élève à 72,9 millions d'euros en 2018 (373,4 millions d'euros en 2017).

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale du 10 mai 2019 le versement d'un dividende de 2,15 euros par action, en hausse de 3,6 % par rapport à 2017. La mise en paiement interviendrait à compter du 22 mai 2019 pour un montant total distribué estimé à 171 millions d'euros, soit 48 % du résultat courant net consolidé, part du Groupe (proposition d'affectation du résultat : [voir note 29 aux états financiers sociaux et paragraphe 8.1.1 et section 8.4 du chapitre 8 du Document de Référence](#)).

■ DETTE FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Montant	Échéance à moins d'1 an	Échéance de 1 à 5 ans	Échéance supérieure à 5 ans
Dettes financières	4 111 370	1 695 942	526 482	1 888 946
Autres dettes	83 919	83 919	-	-
Produits constatés d'avance	0	-	-	-
Écarts de conversion passif	31 684	31 684	-	-
Total	4 226 973	1 811 545	526 482	1 888 946

■ INVENTAIRE DES TITRES DE PARTICIPATION ET DES VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Filiales et participations au 31 décembre 2018 : *voir note 30 aux états financiers sociaux*. Valeurs mobilières de placement au 31 décembre 2018 : *voir note 18 aux états financiers sociaux*.

■ INFORMATIONS SUR LE CAPITAL ET LES DISTRIBUTIONS DE DIVIDENDES RÉALISÉES AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Capital au 31 décembre 2018 : *voir notes 19 et 25 aux états financiers sociaux, ainsi que le paragraphe 7.3.1 du chapitre 7 du Document de Référence*.

Politique de distribution de dividendes : *voir section 7.6 du chapitre 7 du Document de Référence*.

Dividendes versés au cours des trois derniers exercices :

	2018	2017	2016
	Au titre de l'exercice 2017	Au titre de l'exercice 2016	Au titre de l'exercice 2015
Dividende brut par action	2,075 €	1,87 €	1,75 €
Dividende net par action	2,075 €	1,87 €	1,75 €
Distribution nette totale	164,6 M€	148,2 M€	137,5 M€

■ **CAPITAL, AUTRES TITRES, RÉSULTAT ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES**

Nature des indications (en euros)	2018	2017	2016	2015	2014
I – Capital et autres titres à la fin de l'exercice					
Capital social	158 971 388	159 208 570	159 135 748	159 144 982	151 771 182
Nombre d'actions ordinaires à la fin de l'exercice	79 485 694	79 604 285	79 567 874	79 572 491	75 885 591
Nominal par action	2 €	2 €	2 €	2 €	2 €
Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	-	-	-	-	-
Nombre maximal d'actions ordinaires potentielles par exercice d'options	286 113	406 037	865 621	1 459 672	2 484 569
II – Opérations et résultat de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	68 604 506	51 615 496	30 520 557	30 377 768	37 564 102
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	27 432 416	357 813 578	67 450 733	267 801 548	10 864 457
Impôts sur les bénéfices	26 225 775	51 281 606	33 968 800	46 644 138	44 446 604
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	72 901 777	373 430 724	105 574 030	340 118 961	31 197 197
Résultat distribué (hors précompte)	164 574 788	148 225 995	137 475 762	132 492 560	122 431 557
III – Résultat par action ⁽¹⁾					
Résultat après impôts, participation des salariés et avant dotations aux amortissements et provisions	0,68	5,14	1,27	3,95	0,73
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0,92	4,69	1,33	4,27	0,41
Dividende net attribué à chaque action	2,15 ⁽²⁾	2,075	1,87	1,75	1,65
IV – Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	218,00	199,00	168,00	166,00	157,00
Montant de la masse salariale de l'exercice	26 598 361	22 332 788	19 057 948	16 867 259	15 926 339
Montant des sommes versées au titre des charges sociales de l'exercice	10 757 042	11 623 061	8 771 366	9 356 639	9 075 639

(1) Sur la base du nombre d'actions au 31 décembre.

(2) Proposition soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale du 10 mai 2019.

■ **ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE**

Les états financiers sociaux annuels au 31 décembre 2018 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 13 février 2019.

■ DÉLAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS ET DES CLIENTS

En application des articles L. 441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce, le tableau suivant présente le nombre et le montant total hors taxe des factures reçues et émises, échues et non réglées à la date de clôture de l'exercice :

	Article D. 441-4-I-1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441-4-I-2° : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	5					595						296
Montant total des factures concernées HT (en milliers d'euros)	9	721	128	37	(142)	744	(1 107)	(454)	498	1 765		702
Pourcentage du montant total des achats HT de l'exercice (en %)	0,01	0,88	0,16	0,04	(0,17)	0,91						
Pourcentage du chiffre d'affaires HT de l'exercice (en %)							(1,61)	(0,66)	0,73	2,57		1,02
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures exclues												
Montant total des factures exclues												
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal – article L. 441-6 ou article L. 433-1 du Code de commerce)												
Délais de paiement de référence utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : Selon indication sur facture						Délais contractuels : 30 jours					
	Délais légaux : 30 jours						Délais légaux : 30 jours					

En application des dispositions légales en vigueur, **sont incorporés par référence au présent rapport de gestion** les éléments et informations détaillés dans le tableau de correspondance ci-après :

Éléments requis	Chapitres	Pages
Activité de la Société		
Indicateurs clefs de performance financière et non financière (article L. 225-100-1 du Code de commerce)	Chapitre 1	4-9
Principaux risques et incertitudes (article L. 225-100-1 du Code de commerce)	Chapitres 1 ; 4	21 ; 120-127
Risques financiers liés aux effets du changement climatique et mesures prises par la Société (article L. 225-100-1 du Code de commerce)	Chapitres 4 ; 5	122-123 ; 158-161
Procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière (article L. 225-100-1 du Code de commerce)	Chapitres 4 ; 6	133-134
Objectifs, politique de couverture et exposition de la Société aux risques de prix, de crédit, de liquidité et de trésorerie ; utilisation des instruments financiers (article L. 225-100-1 du Code de commerce)	Chapitre 4	126 ; 246-253
Activités en matière de recherche et de développement (article L. 232-1 du Code de commerce)	Chapitre 1	20
Prises de participation ou de contrôle significatives (article L. 233-6 du Code de commerce)	Chapitres 1 ; 6	20 ; 254
Principales filiales et participations (article L. 233-6 du Code de commerce)	Chapitres 6 ; 7	254-256 ; 279 ; 298
Gouvernement d'entreprise		
Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'Entreprise (articles L. 225-37 et suivants du Code de commerce)	Chapitres 2 ; 3	54 ; 69-117
Actionnariat et capital		
État de la participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice (article L. 225-102 du Code de commerce)	Chapitre 7	291
Opérations effectuées par la Société sur ses propres actions (article L. 225-211 du Code de commerce)	Chapitre 7	290-291
Opérations effectuées sur les titres de la Société par les mandataires sociaux (article 223-26 du règlement général de l'AMF et article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier)	Chapitre 3	118
Informations environnementales, sociales et sociétales		
Déclaration de performance extra-financière (articles L. 225-102-1 et R. 225-105 du Code de commerce)	Chapitre 5	176
Plan de vigilance (article L. 225-102-4 du Code de commerce)	Chapitre 5	177

2.2 RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce, le Conseil d'Administration a établi, le 13 février 2019, son rapport sur le Gouvernement d'Entreprise dont les éléments constitutifs prévus par les dispositions des articles L. 225-37 et suivants du Code de commerce sont détaillés dans le tableau de correspondance ci-après :

Rubriques	Chapitres	Pages
Principes et critères de détermination de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux et projet de résolution y afférent	Chapitres 3 ; 8	107-109 ; 302 ; 317
Éléments de rémunération et avantages de toute nature versés aux mandataires sociaux et projets de résolution y afférents	Chapitres 3 ; 8	110-116 ; 302-306 ; 317
Mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux	Chapitre 3	76-91
Conventions intervenues entre un mandataire social ou un actionnaire de la Société et une filiale de la Société	Chapitre 3	75
Tableau récapitulatif des délégations accordées par l'Assemblée Générale en matière d'augmentations de capital	Chapitre 7	287-288
Modalités d'exercice de la Direction Générale	Chapitre 3	102-103
Éventuelles limitations de pouvoirs du Directeur Général	Chapitre 3	102
Composition, conditions de préparation et d'organisation du Conseil d'Administration	Chapitre 3	70-101
Politique de diversité appliquée aux membres du Conseil d'Administration	Chapitre 3	74
Code de gouvernement d'entreprise de référence	Chapitre 3	68
Modalités particulières relatives à la participation des actionnaires à l'Assemblée Générale	Chapitre 7	284
Dispositifs ayant une incidence en cas d'offre publique	Chapitre 7	294

2.3 RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

2.3.1 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

DELOITTE & ASSOCIÉS
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

S.A. au capital de €1.723.040
572 028 041 R.C.S. Nanterre
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense Cedex

S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles

2

Exercice clos le 31 décembre 2018

À l'Assemblée Générale de la société Imerys

■ OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Imerys relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'Audit.

■ FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

■ JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS – POINTS CLÉS DE L'AUDIT

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Évaluation de la provision liée aux contentieux Talc aux États-Unis – notes 23.2 et 30

Risque identifié

Comme indiqué dans les notes 23.2 et 30 de l'annexe aux états financiers, certaines filiales du Groupe, qui exploitent du talc en Amérique du Nord, sont parmi les défenderesses dans des plaintes relatives à d'éventuels risques liés à l'utilisation de talc dans certains produits. La plupart de ces contentieux se rapporte à des ventes réalisées avant l'acquisition de ces sociétés par Imerys en 2011. Au quatrième trimestre 2018, les entités concernées ont fait face à un accroissement du nombre et de l'intensité de ces contentieux.

En conséquence, le Groupe et les filiales concernées ont sollicité l'opinion de conseils respectifs externes, assistés de consultants indépendants, afin d'analyser les options stratégiques envisageables pour faire face à leur exposition à cette situation et aux risques associés. Au 31 décembre 2018, une provision complémentaire d'environ 250 M€ a été comptabilisée, correspondant à l'estimation la plus raisonnable de la direction du montant nécessaire à l'extinction des passifs historiques liés à cette situation et à sa possible évolution future au niveau des entités concernées et du Groupe.

En février 2019, les entités nord-américaines exposées à ces contentieux ont demandé la protection de la procédure juridique spécifique du Chapitre 11 de la loi sur les faillites des États-Unis. Dans le cadre de cette procédure, le Groupe demeure juridiquement propriétaire des titres des entités considérées. Toutefois, l'analyse de leur placement sous contrôle judiciaire du tribunal de l'Etat du Delaware (Etats-Unis) mandaté pour négocier un plan de réorganisation de leurs activités a eu pour effet de les sortir du périmètre de consolidation du Groupe à compter du 13 février 2019, ce dernier ayant perdu le contrôle qu'il exerçait précédemment à leur égard (*Note 30 – Événements postérieurs à la date de clôture*).

La décision de comptabiliser une provision implique certaines hypothèses de la part de la direction, quant à l'issue des contentieux et à leur résolution dans le cadre de la procédure du Chapitre 11 et dans l'estimation des montants provisionnés à ce titre.

Compte tenu de l'importance des impacts financiers liés à ces contentieux et à leur résolution dans le cadre de la procédure initiée par les directions des entités nord-américaines concernées et soutenue par le Groupe, conformément aux décisions de leurs organes de gouvernance respectifs, nous avons considéré l'évaluation de la provision constituée pour faire face à cette situation comme un point clé de l'audit.

Notre réponse d'audit

- Nous avons analysé la provision comptabilisée au regard :
 - des analyses internes préparées par la direction des entités concernées, y compris les événements intervenus en 2018 justifiant une telle comptabilisation ;
 - des rapports et estimations établis par des conseils externes, avec l'assistance de consultants indépendants, à l'attention de la direction du Groupe et relatifs aux contentieux actuels et potentiels futurs des entités concernées et à leur possible résolution dans le cadre de la procédure du Chapitre 11 ;
 - des procès-verbaux des différentes réunions du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit de la Société, retranscrivant les échanges relatifs à cette situation.
- Nous avons obtenu confirmation de la part des conseils juridiques représentant le Groupe dans la procédure du Chapitre 11, du caractère raisonnable de la provision constituée au regard des estimations déterminées par des professionnels externes.
- Nous avons apprécié l'information communiquée à ce titre dans l'annexe aux comptes consolidés.

Dépréciation d'actifs – note 19

Risque identifié

La valeur comptable des actifs non-courants figurant au bilan s'élève à 4 908,3 millions d'euros au 31 décembre 2018 et inclut des *goodwill* pour un montant de 2 143,3 millions d'euros. Ces *goodwill* sont alloués à treize unités génératrices de trésorerie (« UGT »).

Un test de perte de valeur est réalisé tous les douze mois en fin d'exercice sur l'ensemble des UGT. En outre, au cours de l'exercice, la Direction examine tout indicateur de perte de valeur des UGT ou des actifs individuels non-courants. Dès lors que seraient identifiés des faits indiquant qu'une UGT ou un actif individuel non-courant a pu se déprécier, la Direction effectue un test de dépréciation à une date intermédiaire.

Un test de dépréciation consiste à comparer la valeur comptable des UGT testées, y compris le *goodwill* qui leur est attribué, ou d'un actif individuel non-courant entrant dans le champ d'application d'IAS 36 « Dépréciation d'actifs » avec sa valeur recouvrable, correspondant à la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de sortie et sa valeur d'utilité estimée sur la base de flux de trésorerie futurs actualisés.

Nous avons considéré les dépréciations d'actifs comme un point clé de l'audit pour les raisons suivantes :

- la détermination des paramètres utilisés pour la mise en œuvre des tests de perte de valeur implique des jugements et estimations importants de la part de la Direction, tels que les niveaux de croissance organique attendue, les taux de croissance perpétuelle et les taux d'actualisation, qui sont par nature dépendants de l'environnement économique ;
- la valeur des *goodwill* est significative dans les comptes consolidés ;
- le montant des pertes de valeur comptabilisées sur les actifs individuels non-courants entrant dans le champ d'application d'IAS 36 « Dépréciation d'actifs » au 31 décembre 2018 est significatif.

Notre réponse d'audit

Nous nous sommes entretenus avec la Direction afin d'identifier d'éventuels indices de perte de valeur et avons, le cas échéant, analysé leur conformité avec la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

Nous avons analysé la conformité avec la norme considérée de la méthode utilisée par la Direction pour déterminer la valeur recouvrable de chaque UGT et le cas échéant des actifs individuels non-courants entrant dans le champ de la norme, présentant un indicateur de perte de valeur.

Nous avons également, avec l'aide de nos spécialistes en évaluation, effectué un examen critique des modalités de mise œuvre de cette méthodologie et analysé notamment :

- les projections de flux de trésorerie relatives à chaque UGT par rapport au contexte économique et financier dans lequel elles s'inscrivent ;
- la cohérence de ces projections de flux de trésorerie avec les dernières estimations de la Direction telles qu'elles ont été présentées au Conseil d'Administration dans le cadre des processus budgétaires ;
- la cohérence des taux de croissance retenus pour les flux projetés avec les analyses de marché et les consensus des principaux acteurs ;
- le calcul des taux d'actualisation appliqués aux flux de trésorerie futurs.

Nous avons également :

- vérifié les calculs de sensibilité effectués par la Direction, particulièrement sur les flux de trésorerie prévisionnels, les taux d'actualisation et les taux de croissance perpétuelle, afin de déterminer le seuil à partir duquel une perte de valeur devrait être comptabilisée ;
- vérifié les calculs arithmétiques.

Évaluation des provisions pour réhabilitation des sites miniers et démantèlement des sites industriels – note 23.2

Risque identifié

Imerys est soumis à différentes obligations réglementaires relatives à la réhabilitation et au démantèlement, au terme de leur exploitation, des sites miniers et industriels que le Groupe exploite.

Des provisions ont été comptabilisées au bilan à ce titre, pour un montant significatif de 242,5 millions d'euros au 31 décembre 2018, (137,3 millions d'euros au titre de la réhabilitation des sites miniers et 105,2 millions d'euros au titre du démantèlement des sites industriels).

Le calcul de ces provisions implique des hypothèses importantes de la part de la Direction, dans l'estimation de la durée de vie des sites miniers et industriels ainsi que dans la détermination des coûts relatifs à ces obligations et leur calendrier de mise en œuvre au regard des spécificités de chaque site, de l'horizon de temps considéré et des spécificités réglementaires locales. La détermination des taux d'actualisation des coûts prévisionnels constitue également une hypothèse importante.

La Direction s'appuie généralement sur des experts internes pour déterminer les principales hypothèses, en tenant compte des effets attendus, le cas échéant, des évolutions réglementaires.

L'évaluation des provisions pour réhabilitation des sites miniers et démantèlement des sites industriels a donc été considérée comme un point clé de l'audit.

Notre réponse d'audit

Nous avons pris connaissance des procédures mises en place par la Direction pour déterminer ces provisions et avons réalisés certains tests spécifiques sur un échantillon d'entités opérationnelles. Dans le cadre de nos tests :

- nous avons examiné la compétence et l'objectivité des experts internes sollicités par le Groupe ;
- nous avons apprécié la pertinence de la méthode retenue et des estimations de coûts au regard des obligations légales ou contractuelles applicables ;
- nous avons analysé la méthode de détermination des taux d'actualisation et rapproché les paramètres les composant avec les données de marché.

Pour les autres entités, nous avons analysé les variations de provisions afin d'identifier d'éventuelles incohérences au regard de notre compréhension des programmes de réhabilitation et/ou de démantèlement des sites concernés.

Comptabilisation de l'acquisition de Kerneos – note 16

Risque identifié

Le 18 juillet 2017, Imerys a acquis 100 % de Kerneos.

Cette opération a conduit à la reconnaissance d'un *goodwill* de 463,4 millions d'euros après comptabilisation des actifs acquis et des passifs repris de la Société. L'affectation du prix d'acquisition a été finalisée dans les douze mois suivant la date de prise de contrôle.

La comptabilisation de l'acquisition de Kerneos est considérée comme un point clé de l'audit eu égard au caractère significatif de cette acquisition et parce que la Direction a été amenée à exercer un certain nombre de jugements et estimations ayant conduit à l'identification et à l'évaluation des actifs acquis et passifs repris.

Notre réponse d'audit

Nos travaux ont notamment consisté à :

- prendre connaissance du processus mis en place par la Direction pour comptabiliser cette transaction ;
- analyser les contrats d'acquisition ;
- analyser les travaux effectués par la Direction dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition ;
- apprécier, avec l'aide de nos spécialistes en évaluation, la pertinence des principales hypothèses retenues et conclusions formulées par Imerys en termes d'affectation du prix d'acquisition aux actifs et passifs nets identifiables.

■ VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce figure dans le rapport sur la gestion du Groupe, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

■ INFORMATIONS RÉSULTANT D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Désignation des Commissaires aux comptes

Nous avons été nommés Commissaires aux comptes de la société Imerys par l'Assemblée Générale du 5 mai 2003 pour le cabinet Deloitte & Associés et par celle du 29 avril 2010 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2018, le cabinet Deloitte & Associés était dans la 16^e année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la 9^e année.

Antérieurement, le cabinet ERNST & YOUNG Audit était Commissaire aux comptes depuis 1986.

■ RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Il appartient à la Direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'Audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

■ RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDÉS

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la Direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au Comité d'Audit

Nous remettons au Comité d'Audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'Audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'Audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'Audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

À Paris-La Défense, le 19 mars 2019

Les Commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS

Frédéric GOURD

ERNST & YOUNG et Autres

Sébastien HUET

2.3.2 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

DELOITTE & ASSOCIÉS
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

S.A. au capital de €1.723.040
572 028 041 R.C.S. Nanterre
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense Cedex

S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles

Exercice clos le 31 décembre 2018

À l'Assemblée Générale de la société Imerys,

■ OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Imerys relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'Audit.

■ FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

■ JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS – POINTS CLÉS DE L'AUDIT

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Évaluation des titres de participation – note 2

Risque identifié

Les titres de participation, figurant au bilan au 31 décembre 2018 pour un montant net de 4 520 milliers d'euros, représentent un des postes les plus importants du bilan. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition et dépréciés, le cas échéant, sur la base de leur valeur d'utilité. Comme indiqué dans la note 2 de l'annexe, la valeur d'utilité est estimée par la Direction sur la base de la valeur des capitaux propres à la clôture de l'exercice des entités concernées, de leur niveau de rentabilité et de leurs prévisions d'activité. L'estimation de la valeur d'utilité de ces titres requiert l'exercice du jugement de la Direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées, éléments qui peuvent correspondre selon le cas à des éléments historiques tels que les capitaux propres, ou à des éléments prévisionnels (perspectives de rentabilité et conjoncture économique).

La concurrence et l'environnement économique auxquels sont confrontées certaines filiales, ainsi que l'implantation géographique de certaines d'entre elles, peuvent entraîner une baisse de leur activité et une dégradation du résultat opérationnel. Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments et notamment à la probabilité de réalisation des prévisions, nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation, des créances rattachées et des provisions pour risques concernées constituait un point clé de l'audit.

Notre réponse d'audit

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement à vérifier que l'estimation de ces valeurs déterminées par la Direction est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés.

Pour les évaluations reposant sur des éléments historiques, nos travaux ont consisté à vérifier que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques et que les ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres sont fondés sur une documentation probante.

En ce qui concerne les évaluations reposant sur des éléments prévisionnels, les procédures mises en œuvre ont été les suivantes :

- obtention des prévisions de flux de trésorerie des entités concernées établies par la Direction et apprécier leur cohérence avec les données prévisionnelles issues du budget ;
- analyse de la cohérence des hypothèses retenues avec l'environnement économique aux dates de clôture et d'établissement des comptes ;
- vérification que la valeur résultant des prévisions de flux de trésorerie a été ajustée du montant de l'endettement de l'entité considérée.

Au-delà de l'appréciation des valeurs d'utilité des titres de participation, nos travaux ont consisté également à :

- apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées au regard des analyses effectuées sur les titres de participation ;
- vérifier la comptabilisation d'une provision pour risques dans les cas où la Société est engagée à supporter les pertes d'une filiale présentant des capitaux propres négatifs.

■ VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du Code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre Société auprès des sociétés contrôlant votre Société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, l'exactitude et la sincérité de ces informations appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, ces informations représentent les rémunérations et avantages versés par le Groupe Imerys et les sociétés le contrôlant aux mandataires sociaux concernés au titre des mandats, fonctions ou missions exercés, au sein, ou pour le compte du Groupe Imerys. Elles n'incluent donc pas ceux versés au titre des autres mandats, fonctions ou missions.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre Société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-5 du Code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

■ INFORMATIONS RÉSULTANT D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Désignation des Commissaires aux comptes

Nous avons été nommés Commissaires aux comptes de la société Imerys par l'Assemblée Générale du 5 mai 2003 pour le cabinet Deloitte & Associés et du 29 avril 2010 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2018, le cabinet Deloitte & Associés était dans la 16^e année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la 9^e année.

Antérieurement, le cabinet ERNST & YOUNG Audit était Commissaire aux comptes depuis 1986.

■ RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'Audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

■ RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Comité d'Audit

Nous remettons au Comité d'Audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'Audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'Audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'Audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

À Paris-La Défense, le 19 mars 2019

Les Commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS
Frédéric GOURD

ERNST & YOUNG et Autres
Sébastien HUET

2.3.3 RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Assemblée Générale de la société Imerys,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la Société des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

■ CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS AUTORISÉS ET CONCLUS AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants conclus au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

**Avec Monsieur Gilles Michel, Président-Directeur Général de votre Société jusqu'au 4 mai 2018
puis Président du Conseil d'Administration à compter du 4 mai 2018**

Nature et objet :

Votre Conseil d'Administration a confié à M. Gilles Michel, lors de sa séance du 4 mai 2018, une mission particulière d'accompagnement de M. Conrad Keijzer en vue d'assurer la bonne transition au sein de la Direction Générale du Groupe.

Modalités :

En considération de cette mission, M. Gilles Michel percevra une rémunération exceptionnelle d'un montant total de 150 000 euros, soit le montant maximal fixé à l'origine. Ce montant final a été arrêté, en fonction de la qualité de l'accomplissement de sa mission telle qu'appréciée, sur la base de critères qualitatifs définis par des consultants indépendants et sur recommandation du Comité des Rémunérations, par votre Conseil d'Administration réuni le 13 février 2019. Le versement sera conditionné à l'approbation de l'Assemblée Générale.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la Société

Votre Conseil a motivé cette convention par le fait qu'elle permettait d'assurer la bonne transition entre MM. Gilles Michel et Conrad Keijzer au sein de la Direction Générale du Groupe.

**Avec Monsieur Conrad Keijzer, Directeur Général Délégué de votre Société du 8 mars au 4 mai 2018
puis Directeur Général à compter du 4 mai 2018**

Dans sa séance du 8 mars 2018, votre Conseil d'Administration a autorisé, sur les recommandations du Comité des Rémunérations, les engagements et avantages suivants octroyés au bénéfice de M. Conrad Keijzer, au titre de son mandat social de Directeur Général Délégué puis de Directeur Général de votre Société.

En application de la loi, nous vous signalons que l'autorisation préalable donnée par le Conseil d'Administration ne comporte pas les motifs justifiant de l'intérêt pour la Société des engagements et avantages octroyés au bénéfice de M. Conrad Keijzer, prévus par l'article L. 225-38 du Code de commerce.

1. Engagement relatif à l'indemnité de rupture du mandat social de Directeur Général Délégué puis de Directeur Général

Votre Conseil d'Administration pourra octroyer à M. Conrad Keijzer une indemnité de rupture du mandat social, en cas de départ contraint lié à un changement de contrôle, de stratégie ou à un désaccord majeur sur ceux-ci.

Aucune indemnité ne serait due en cas de départ volontaire de Monsieur Conrad Keijzer, s'il avait la possibilité de faire valoir à brève échéance ses droits à la retraite ou en cas de faute grave ou lourde de sa part.

Le montant maximum de cette indemnité serait calculé sur la base de deux années de rémunération (fixe et variable) en cas d'une durée de mandat supérieure à deux années. Le versement de cette indemnité serait soumis, et proportionné, à une condition de performance appréciée sur la base de la moyenne arithmétique des pourcentages de réalisation des seuls critères quantitatifs des trois derniers exercices, tels que fixés pour la détermination de la rémunération variable au titre de chacun des exercices, comme suit :

- si le pourcentage moyen (calculé sur les trois derniers exercices concernés) d'atteinte de ces objectifs était inférieur à 40 %, aucune indemnité serait due ;
- si le pourcentage était supérieur à 80 %, l'indemnité maximale était due.

Il est précisé que Monsieur Conrad Keijzer sera tenu à une obligation de non-concurrence d'une durée de deux années à compter de la cessation de ses fonctions de Directeur Général, sans contrepartie autre que l'indemnité de départ visée ci-avant.

2. Engagement au titre du régime de retraite supplémentaire à cotisations définies

Votre Conseil d'Administration a octroyé à M. Conrad Keijzer le bénéfice du régime de retraite supplémentaire à cotisations définies, mis en place à compter du 1^{er} octobre 2009 pour certains cadres dirigeants du groupe Imerys.

Ce régime, dont la gestion est confiée à une compagnie d'assurance externe, prévoit une cotisation de 8 % de la rémunération des salariés éligibles plafonnée à huit fois le plafond annuel de la Sécurité sociale française (PASS), alimenté conjointement par le bénéficiaire (à hauteur de 3 %) et par votre Société (à hauteur de 5 %). Les cotisations peuvent être complétées par des cotisations libres et facultatives.

Le montant des cotisations versées à ce titre par votre Société au cours de l'exercice 2018 s'élève à 12 979 euros.

3. Bénéfice de la garantie des chefs et dirigeants d'entreprise (GSC)

Votre Conseil d'Administration a octroyé à M. Conrad Keijzer, en tant qu'avantage en nature, le bénéfice de la garantie des chefs et dirigeants d'entreprise (GSC), souscrite par votre Société.

La GSC fonctionne selon le principe d'une assurance volontaire souscrite par votre Société, au bénéfice de ses dirigeants mandataires sociaux, leur permettant de bénéficier d'une indemnité proportionnelle à leurs revenus antérieurs en cas de perte involontaire d'emploi. Le contrat est souscrit auprès de l'association GSC, intermédiaire d'assurance, la gestion du régime étant assurée par Groupama. Le Groupe souscrit actuellement à l'offre 70 sur une durée de 12 mois.

Le montant prévisionnel des cotisations dues à ce titre par votre Société, pour l'exercice 2018, s'élève à 10 651 euros.

■ CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DÉJÀ APPROUVÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs

Lors de sa séance du 8 mars 2018, votre Conseil d'Administration avait, conformément aux dispositions légales, réexaminé l'ensemble des conventions et engagements réglementés, autorisés et conclus par votre Société au cours d'exercices antérieurs et qui s'étaient poursuivis au cours de l'exercice 2017, pris en faveur de M. Gilles Michel, tels que détaillés ci-après. Compte tenu de l'intention exprimée par M. Gilles Michel de faire valoir ses droits à la retraite suivant la cessation de ses fonctions de Directeur Général à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle du 4 mai 2018, votre Conseil avait constaté que les engagements relatifs à l'indemnité de rupture du mandat social et à la garantie sociale des chefs et dirigeants d'entreprise deviendraient sans objet à cette date, M. Gilles Michel demeurant cependant éligible, jusqu'au 4 mai 2018, aux régimes de retraite supplémentaire à cotisations définies et à prestations définies, dont les droits n'ont pas encore été liquidés à la date du présent rapport.

a) dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Avec Monsieur Gilles Michel, Président-Directeur Général de votre Société jusqu'au 4 mai 2018 puis Président du Conseil d'Administration à compter du 4 mai 2018

Régime collectif de retraite à cotisations définies

M. Gilles Michel bénéficiait du régime collectif de retraite à cotisations définies, dont les caractéristiques sont présentées dans la première partie du présent rapport.

Le montant des cotisations versées à ce titre par votre Société au cours de l'exercice 2018 s'élève à 5 474 euros.

Garantie sociale des chefs d'entreprise

Monsieur Gilles Michel bénéficiait, en qualité de mandataire social, de la garantie sociale des chefs et dirigeants d'entreprise souscrite par votre Société.

Le montant des cotisations dues à ce titre par la Société, pour l'exercice 2018, s'élève à 2 224 euros.

Avec la société Blue Crest Holding, actionnaire de votre Société

Personne concernée :

Ulysse Kyriacopoulos (administrateur commun).

Nature, objet et modalités :

Second amendement du 22 décembre 2017 au contrat d'acquisition de titres daté du 5 novembre 2014, conclu entre S&B Minerals S.A., S&B Minerals Finance GP S.à r.l. S&B Minerals Holdings S.à r.l., Imerys S.A. et Blue Crest Holding S.A.

Les engagements pris par la Société portant sur la révision des modalités pratiques de calcul du complément de prix d'acquisition prévu par le contrat d'acquisition fixant ce prix à un montant définitif de 11, 5 millions d'euros sont devenus sans objet à la suite du paiement intégral du solde du complément de prix par votre Société en février 2018.

b) sans exécution au cours de l'exercice écoulé

Par ailleurs, nous avons été informés de la poursuite des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, qui n'ont pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice écoulé.

**Avec Monsieur Gilles Michel, Président-Directeur Général de votre Société jusqu'au 4 mai 2018
puis Président du Conseil d'Administration à compter du 4 mai 2018**

Régime collectif de retraite à prestations définies

Ce régime, dont la gestion est assurée par une compagnie d'assurance externe, prévoit le versement d'une rente viagère pour les principaux dirigeants du groupe incluant votre ancien Président-Directeur Général, qui remplissent les conditions restrictives et objectives d'éligibilité (huit années minimum d'ancienneté, appréciée au 1er janvier de chaque nouvelle année, dans le Groupe dont quatre en tant que membre du Comité Exécutif).

Le montant maximum de la rente viagère pouvant être versée aux bénéficiaires de ce régime à compter de la liquidation de leurs droits à la retraite est calculé pour garantir :

- un montant brut annuel total (après prise en compte des pensions issues des régimes de retraite obligatoires et complémentaires y inclus le régime de retraite à cotisations définies mentionné ci-dessus) de 60 % de leur salaire de référence (moyenne des deux dernières années de rémunération – fixe et variable – du bénéficiaire) ; ce salaire est limité à 30 fois le plafond annuel de la Sécurité sociale française (PASS) ;
- sous réserve d'un plafond de versement égal à 25 % dudit salaire de référence.

Ce régime prévoit également la faculté de réversion du montant de la rente au(x) conjoint(s) survivant(s), au prorata du temps d'union.

Le Conseil d'Administration du 8 mars 2018 a constaté que M. Gilles Michel remplissait déjà la condition d'ancienneté requise et qu'en conséquence, le droit au versement de la rente viagère lui était d'ores et déjà acquis. Compte tenu du salaire de référence retenu, le montant total des engagements de votre société pour M. Gilles Michel au titre de ce régime collectif de retraite à prestations définies, s'élève à 11,45 millions d'euros

À la date du présent rapport, les diligences auprès des services compétents étant toujours en cours à ce jour, M. Gilles Michel n'a pas été encore en mesure de liquider effectivement ses droits au régime collectif de retraite à prestations définies et corrélativement votre Société n'a pas pu solder ses obligations à cet égard.

Indemnité de rupture du mandat social

Une indemnité de rupture du mandat social aurait été due en cas de départ contraint, lié à un changement de contrôle ou à un changement de stratégie ou à un désaccord majeur sur ceux-ci, sauf en cas de départ volontaire de M. Gilles Michel ou de possibilité de faire valoir à brève échéance ses droits à la retraite, après ses 63 ans.

Paris-La Défense, le 19 mars 2019

Les Commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS
Frédéric GOURD

ERNST & YOUNG et Autres
Sébastien HUET

3

GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

3.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION 69

3.1.1 Pouvoirs	69
3.1.2 Composition	70
3.1.3 Profil, expérience et expertise des Administrateurs	76
3.1.4 Fonctionnement	92

3.2 DIRECTION GÉNÉRALE 102

3.2.1 Composition	102
3.2.2 Pouvoirs	102
3.2.3 Comité Exécutif	102

3.3 RÉMUNÉRATIONS 104

3.3.1 Membres du Conseil d'Administration	104
3.3.2 Dirigeants mandataires sociaux	107

3.4 PLANS DE RÉMUNÉRATION LONG TERME DES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX 113

3.4.1 Options de souscription ou d'achat d'actions	113
3.4.2 Actions de performance	114
3.4.3 Conditions spécifiques et restrictions applicables aux attributions aux dirigeants mandataires sociaux	116

3.5 TRANSACTIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX SUR LES TITRES DE LA SOCIÉTÉ 117

Imerys est une Société Anonyme à Conseil d'Administration.

Nouvelle dissociation des fonctions de Président du Conseil d'Administration et Directeur Général

Depuis le 4 mai 2018, les fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général ont été dissociées et sont désormais exercées par :

- **Gilles Michel**, Président du Conseil d'Administration, précédemment Président-Directeur Général ; et
- **Conrad Keijzer**, Directeur Général, précédemment Directeur Général Délégué.

Cette nouvelle structure de gouvernance permet :

- d'assurer le fonctionnement efficace des instances de gouvernance du Groupe ;
- de continuer à bénéficier de la vision stratégique de Gilles Michel et de sa connaissance opérationnelle du Groupe acquises au cours des huit années d'exercice de ses fonctions de Président-Directeur Général, et à Conrad Keijzer de se consacrer pleinement à l'accélération de la croissance du Groupe et à la

poursuite de ses programmes d'excellence et de transformation ([voir section 1.4 du chapitre 1 du Document de Référence](#)) ;

- d'accroître encore, combinée avec la recomposition et le resserrement du Conseil réalisés au cours de l'année 2018, l'efficacité et l'agilité du fonctionnement de celui-ci ;
- et enfin d'assurer la poursuite de l'application par la Société des meilleurs principes de Gouvernement d'Entreprise, en tenant compte de la présence d'actionnaires de contrôle à son capital.

Lors de la dernière auto-évaluation du Conseil d'Administration, les Administrateurs ont en outre marqué leur très forte satisfaction quant à cette nouvelle dissociation des fonctions et confirmé son caractère adapté à la situation actuelle de la Société et à la composition de son Conseil.

Nouvelle composition du Conseil

Au cours de l'année 2018, le Conseil a été recomposé et le nombre d'Administrateurs diminué (de 17 à 14 membres - [voir paragraphe 3.1.2 du présent chapitre](#)). Cette composition réduite ainsi que la diversité des Administrateurs, tant en compétences qu'en nationalités représentées, a renforcé l'équilibre des pouvoirs dans la gouvernance de la Société.

Code AFEP-MEDEF comme Code de référence

La Société se conforme aux réglementations françaises en matière de Gouvernement d'Entreprise auxquelles elle est soumise ainsi qu'aux recommandations du Code de Gouvernement d'Entreprise AFEP-MEDEF, consultable sur le site Internet de la Société (le "**Code AFEP-MEDEF**") dont elle respecte l'ensemble des recommandations, à l'exception de celles mentionnées ci-dessous :

Recommandation du Code AFEP-MEDEF	Justification pour lesquelles la Société n'a pas retenu cette recommandation
Paragraphe 8.5.6 - Critères d'indépendance <i>"Ne pas être Administrateur de la Société depuis plus de douze ans, la perte de la qualité d'Administrateur indépendant intervient à la date des douze ans."</i>	<p>Le Conseil d'Administration a décidé de maintenir la qualification d'indépendance d'Aldo Cardoso dont la durée de mandat d'Administrateur est supérieure à 12 années.</p> <p>En effet, il a considéré que :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ la durée de son mandat n'affecte pas son sens critique à l'égard de la Direction Générale du Groupe et que ses compétences et sa connaissance approfondie du Groupe étaient des éléments clés dans cette année de transition entre Gilles Michel et Conrad Keijzer et plus généralement dans la préparation et mise en œuvre du plan de transformation du Groupe ; ■ son expertise et son autorité sont reconnues dans les domaines financiers, contrôle, gestion et Gouvernement d'Entreprise, y compris par les autorités et instances de place.
Paragraphe 17.1 - Présidence du Comité des Rémunérations <i>"Il est recommandé que le Président du comité des rémunérations soit indépendant et qu'un Administrateur salarié en soit membre."</i>	<p>Le Conseil d'Administration considère qu'il est légitime dans une société contrôlée que le Président de ce Comité représente l'un des actionnaires de contrôle, étant précisé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ aucun représentant ou personne liée aux actionnaires de contrôle n'exerce de mandat de dirigeants mandataires sociaux exécutifs au sein du Groupe ; ■ le Comité des Rémunérations est composé de six membres, dont trois Administrateurs indépendants et un Administrateur représentant les salariés.

Les dispositions du présent chapitre 3 font partie intégrante du rapport sur le Gouvernement d'Entreprise du Conseil d'Administration constituant une section spécifique du rapport de gestion dudit Conseil conformément à l'article L. 225-37 alinéa 6 du Code de commerce. Le rapport sur le Gouvernement d'Entreprise, dont

la table de concordance dédiée est disponible à la [section 2.2 du Chapitre 2 du présent Document de Référence](#), a fait l'objet d'une revue approfondie par les Comités des Nominations et des Rémunérations du 12 février 2019 et a été revu et approuvé par le Conseil d'Administration du 13 février 2019.

3.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION

La composition, le fonctionnement et les missions du Conseil d'Administration sont définis par la loi, les statuts de la Société, la Charte Intérieure du Conseil d'Administration.

3.1.1 POUVOIRS

Le Conseil d'Administration a pour mission générale de :

- veiller au respect de l'intérêt social de la Société et d'en protéger le patrimoine ;
- déterminer les orientations de l'activité de la Société et de veiller à leur mise en œuvre ;
- choisir le mode de gouvernance de la Société, désigner ses dirigeants mandataires sociaux et fixer leur rémunération ;
- exercer le contrôle permanent de la gestion de la Société par la Direction Générale ;
- veiller à la qualité de l'information fournie aux actionnaires ainsi qu'aux marchés.

À l'effet de réaliser sa mission :

- le Conseil opère, à toute époque de l'année, les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns. Il peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission ;
- la Direction Générale soumet au Conseil d'Administration ses objectifs annuels d'exploitation pour l'année à venir et, périodiquement, ses projets stratégiques à long terme ;
- la Direction Générale présente périodiquement au Conseil un rapport sur l'état et la marche des affaires sociales, établi dans les conditions demandées par le Conseil. Il inclut la présentation des comptes trimestriels et semestriels du Groupe ;
- dans le délai de 3 mois après la clôture de l'exercice social, la Direction Générale présente au Conseil, aux fins de vérification et de contrôle, les comptes annuels de la Société et les comptes consolidés du Groupe, ainsi que son rapport d'activité pour l'exercice clos. Le Conseil arrête ces comptes ainsi que les termes de son rapport de gestion qui sera présenté à l'Assemblée Générale annuelle des actionnaires.

En outre, le Conseil examine et approuve préalablement à leur mise en œuvre par la Direction Générale dans le cadre des pouvoirs généraux qui lui sont reconnus par la loi :

- les orientations stratégiques de la Société et du Groupe ainsi que toutes opérations susceptibles d'influencer significativement ces orientations. Il procède en outre à l'examen périodique du plan, établi ou révisé par la Direction Générale, de la stratégie à long terme du Groupe (plan pluriannuel) ;

- les opérations susceptibles de modifier significativement l'objet ou le périmètre d'activité de la Société et du Groupe, notamment :
 - les opérations de prise de participation, d'investissement, d'acquisition ou de disposition de valeurs mobilières ou de tout autre élément d'actif immobilisé (ainsi que toute opération économiquement assimilable, notamment l'apport ou l'échange) d'un montant supérieur, par opération, à 75 millions d'euros, ou sa contre-valeur en toute autre devise,
 - les accords commerciaux ou industriels significatifs qui engageraient l'avenir à long terme de la Société ou du Groupe,
 - toute opération de financement d'un montant susceptible de modifier substantiellement la structure financière du Groupe ;
- le cas échéant, la répartition proposée par le Directeur Général des tâches de direction entre les différents Directeurs Généraux délégués ;
- plus généralement, tout engagement pris par la Société ou le Groupe et constitutif d'une convention réglementée, conformément à la loi.

Enfin, le Conseil consent, le cas échéant, des délégations spécifiques de ses pouvoirs à la Direction Générale, dans les limites et conditions fixées par la loi, en vue :

- de l'octroi de garanties personnelles (telles que cautions et avals de tiers) par la Société, ou de sûretés sur ses actifs, dans la limite d'un montant global en principal fixé annuellement ;
- de procéder, en vertu des autorisations conférées par l'Assemblée Générale des Actionnaires au Conseil, au rachat par la Société de ses propres actions ou à certaines opérations d'augmentation de capital ;
- de réaliser des émissions d'obligations ordinaires, en une ou plusieurs fois.

Placés sous la responsabilité du Conseil d'Administration, ses Comités spécialisés ont un rôle consultatif et font bénéficier le Conseil de leurs avis et recommandations dans la préparation de ses décisions. Les missions et l'activité 2018 de chaque Comité spécialisé sont décrites au [paragraphe 3.1.4 du présent chapitre](#).

3.1.2 COMPOSITION

À la date du présent Document de Référence, le Conseil d'Administration est composé comme suit :



avec :

- 14 Administrateurs, dont 2 Administrateurs représentant les salariés ;
- 41,67 % de femmes (5 sur 12, hors Administrateurs représentant les salariés) ;
- 7 nationalités ;
- 6 indépendants ;
- âge moyen de 57 ans (hors censeur) ;
- ancienneté moyenne au sein du Conseil de 4,6 ans.

Le Conseil a également désigné le 4 mai 2018 un Censeur pour l'accompagner dans l'exécution de ses missions et participer, avec voix consultative, à ses délibérations. Les missions du Censeur sont plus amplement détaillées au [paragraphe 3.1.4 du présent chapitre](#).

La composition du Conseil est conçue pour faire bénéficier le Groupe de l'expérience professionnelle diversifiée et internationale de ses membres et pour associer les représentants des actionnaires de contrôle d'Imerys à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie du Groupe.

Le mandat de chaque Administrateur est d'une durée de 3 ans, le renouvellement du Conseil intervenant à raison, en principe, d'un tiers tous les ans.

■ ADMINISTRATEURS REPRÉSENTANT DES SALARIÉS ET COMITÉ D'ENTREPRISE

Le Conseil compte, depuis le 6 octobre 2014, 2 Administrateurs représentant les salariés désignés, respectivement, par le Comité de Groupe France et le Comité d'Entreprise Européen du groupe Imerys. Ces derniers bénéficient d'une formation adaptée à l'exercice de leur mandat, à la charge de la Société, dispensée tant par des organismes extérieurs que par le centre de formation du Groupe.

Conformément aux dispositions réglementaires, le Conseil a, lors de sa séance du 31 octobre 2017, fixé à 20 heures au minimum et à 35 heures au maximum par an, pour la durée de leur mandat, le temps consacré à leur formation (hors formation linguistique). Le Conseil a par ailleurs fixé à 15 heures le temps qui leur est accordé sur la durée légale de leur temps de travail pour préparer chaque réunion du Conseil.

La représentation du Comité d'Entreprise au Conseil est assurée par une seule personne qui assiste, avec voix consultative, à toutes les séances du Conseil.

■ PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DU CONSEIL À LA DATE DU PRÉSENT DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

	Informations personnelles				Expérience	Position au sein du conseil					Participation à des Comités du Conseil
	Âge ⁽¹⁾	Sexe	Natio- nalité	Nombre d'actions	Nombre de mandats dans des sociétés cotées	Indépen- dance	Date initiale de nomination	Échéance du mandat	Ancien- neté au Conseil ⁽²⁾		
Dirigeants mandataires sociaux et Administrateurs											
Gilles Michel (Président du Conseil d'Administration)	63	M	FR	123 620	4	N ⁽³⁾	03/11/2010	AG 2021	8,4	Membre du Comité Stratégique	
Conrad Keijzer (Directeur Général)	50	M	NED	600	1	N ⁽⁴⁾	04/05/2018	AG 2021	0,10	- ⁽⁵⁾	
Administrateurs											
Paul Desmarais III (Vice-Président)	36	M	CAN	600	5	N ⁽⁶⁾	29/04/2014	AG 2020	4,9	Président des Comités des Nominations et des Rémunérations, Membre du Comité Stratégique	
Aldo Cardoso	63	M	FR	1 680	4	O	03/05/2005	AG 2020	13,10	Président du Comité d'Audit, Membre du Comité Stratégique	
Ian Gallienne	48	M	FR	600	5	N ⁽⁴⁾	29/04/2010	AG 2019	8,10	Président du Comité Stratégique, Membre des Comités des Rémunérations et des Nominations	
Odile Desforges	69	F	FR	600	5	O	04/05/2016	AG 2019	2,10	Membre du Comité Stratégique	
Marion Guillou	64	F	FR	600	3	O	01/09/2012	AG 2020	6,6	Membre des Comités des Nominations et des Rémunérations	
Colin Hall	48	M	USA	600	5	N ⁽⁶⁾	15/12/2015	AG 2020	3,3	Membre des Comités Stratégique et d'Audit	
Ulysses Kyriacopoulos	66	M	GRE	600	3	N ⁽⁷⁾	30/04/2015	AG 2021	3,10	Membre du Comité Stratégique	
Martina Merz	56	F	GER	1 150	6	O	03/05/2017	AG 2020	1,10	Membre du Comité Stratégique, Membre du Comité des Nominations, Membre du Comité des Rémunérations	
Lucile Ribot	52	F	FR	400	2	O	04/05/2018	AG 2019	0,10	Membre du Comité d'Audit	
Marie-Françoise Walbaum	69	F	FR	600	4	O	25/04/2013	AG 2021	5,10	Membre des Comités des Nominations, des Rémunérations et d'Audit	
Administrateur(s) représentant des salariés											
Éliane Augelet-Petit	61	F	FR	5	1	N/A	06/10/2014	2020	4,5	Membre du Comité des Rémunérations	
Enrico d'Ortona	55	M	FR	N/A	1	N/A	06/10/2014	2020	4,5	-	
Censeur(s)											
Laurent Raets	39	M	FR	600	2	N/A	04/05/2018	2021	0,10 ⁽⁸⁾		

(1) À la date du présent Document de Référence.

(2) À la date du présent Document de Référence.

(3) Ancien Directeur Général de la Société.

(4) Directeur Général de la Société.

(5) Conrad Keijzer n'est pas membre du Comité Stratégique. Il peut toutefois assister de droit à l'ensemble des réunions en sa qualité de Directeur Général.

(6) Administrateur représentant un actionnaire de contrôle de la Société.

(7) Administrateur ayant des liens d'affaires avec la Société.

(8) Ancienneté en sa seule qualité de Censeur. Laurent Raets était préalablement Administrateur de la Société depuis le 29 juillet 2015.

■ CHANGEMENTS INTERVENUS AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE SES COMITÉS EN 2018

L'ensemble des changements intervenus en 2018, tels que résumés ci-dessous, ont permis à la Société d'accroître encore, combinée avec la recomposition et le resserrement du Conseil, l'efficacité et l'agilité du fonctionnement de celui-ci. Il est rappelé que les informations sur la dissociation des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général intervenue en 2018 sont disponibles en [préambule du présent chapitre](#).

Situation arrêtée à la date du présent Document de Référence (étant précisé que la prise d'effet de l'ensemble des changements ci-dessous est en date du 4 mai 2018) :

	Départ	Nomination	Renouvellement
Conseil d'Administration	Fin du mandat de : ■ Giovanna Kampouri Monnas ■ Katherine Taaffe Richard ■ Xavier Le Clef Démission de : ■ Arnaud Vial ■ Laurent Raets	■ Conrad Keijzer, ■ Lucile Ribot, (cooptation en remplacement d'Arnaud Vial) ■ Laurent Raets (Censeur)	Renouvellement des mandats de : ■ Gilles Michel comme Administrateur et Président du Conseil ■ Marie-Francoise Walbaum ■ Ulysses Kyriacopoulos
Comité Stratégique	■ Giovanna Kampouri Monnas ■ Xavier Le Clef ■ Arnaud Vial	■ Gilles Michel ■ Colin Hall ■ Martina Merz	N/A
Comité des Nominations	N/A	N/A	N/A
Comité des Rémunérations	N/A	N/A	N/A
Comité d'Audit	N/A	■ Lucile Ribot	N/A

■ CHANGEMENTS AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE SES COMITÉS ENVISAGÉS EN 2019

Il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale de statuer sur le renouvellement de l'ensemble des mandats arrivant à expiration, à savoir les mandats d'Odile Desforges, Ian Gallienne et Lucile Ribot ([voir section 8.4 du chapitre 8 du Document de Référence](#)).

■ INDÉPENDANCE

À la date du présent Document de Référence : six Administrateurs sur douze sont indépendants, proportion largement supérieure à celle du tiers recommandée par le Code AFEP-MEDEF pour les sociétés pourvues d'actionnaires de contrôle.

La définition d'indépendance retenue par le Conseil d'Administration depuis sa séance du 3 mai 2005, et confirmée depuis lors chaque année, prévoit : *"l'absence de relation de l'Administrateur, de quelque nature que ce soit, avec Imerys, son Groupe ou sa Direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement"*.

Lors de sa séance du 13 février 2019 et suivants les recommandations du Comité des Nominations, le Conseil a :

- revu les critères d'indépendance (tels que spécifiés dans le tableau ci-après) et rappelé que ces critères d'application n'étaient ni exclusifs de la qualité d'indépendance si l'un d'entre eux n'était pas rempli, ni nécessairement suffisants pour se voir conférer cette qualité. L'indépendance d'un membre doit en effet être appréciée en fonction de sa situation particulière personnelle ou de celle de la Société, eu égard à son actionnariat ou pour tout autre motif ;

- procédé à l'examen individuel de la situation personnelle, incluant les relations d'affaires susceptibles d'exister avec des sociétés du Groupe, et la qualification d'indépendance de chaque Administrateur, en particulier ceux dont le renouvellement sont proposés à la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires.

À l'issue de cet examen, le Conseil a constaté sur la base des informations personnelles transmises par chacun des Administrateurs et à la meilleure connaissance de la Société :

- qu'il n'existe pas d'autres relations d'affaires avec les Administrateurs représentant des actionnaires de contrôle de la Société que le lien en capital unissant ces actionnaires et la Société ;
- qu'un lien en capital existe entre Monsieur Ulysses Kyriacopoulos et la Société à la suite de l'acquisition du groupe S&B par Imerys ainsi que certaines relations d'affaires liées à l'exécution d'actions ou d'engagements postérieurs à la réalisation de cette acquisition. Sa famille détient par l'intermédiaire de Blue Crest Holding S.A. 5,24 %, du capital social d'Imerys à fin février 2019 et a conclu un pacte d'actionnaires avec le groupe GBL ⁽¹⁾ ;
- que les autres Administrateurs n'entretiennent aucun lien d'affaires avec le Groupe susceptible d'affecter leur indépendance ou de créer un conflit d'intérêt. À l'occasion de la prise d'un nouveau mandat par Madame Martina Merz au sein d'un groupe (ThyssenKrupp) ayant un lien d'affaires avec Imerys, le Conseil d'Administration a considéré que la réalisation d'un chiffre d'affaires inférieur à 15 millions d'euros n'était pas, au regard de la taille du groupe concerné, susceptible d'affecter par elle-même l'indépendance dudit membre ou de créer un conflit d'intérêts.

(1) Sans intention d'agir de concert entre eux ([voir paragraphe 7.3.3 du chapitre 7 du Document de Référence](#)).

Sur la base de ces constats et suivant les recommandations du Comité des Nominations, le Conseil a constaté ce qui suit, étant entendu que dans le tableau ci-dessous : √ représente un critère d'indépendance satisfait et x représente un critère d'indépendance non satisfait, conformément à l'examen réalisé par le Conseil d'Administration et suivants les recommandations du Comité des Nominations.

Critères ⁽¹⁾	Gilles Michel	Paul Desmarais III	Aldo Cardoso	Odile Desforges	Ian Gallienne	Marion Guillou	Colin Hall	Conrad Keijzer	Ulysses Kyriacopoulos	Marina Merz	Lucile Ribot	Marie-Françoise Walbaum	Eliane Augelet-Petit	Enrico d'Ortona
Critère 1 : Salarié mandataire social au cours des 5 années précédentes	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	N/A	N/A
Critère 2 : Mandats croisés	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	N/A	N/A
Critère 3 : Relations d'affaires significatives	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	N/A	N/A
Critère 4 : Lien familial	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	N/A	N/A
Critère 5 : Commissaire aux comptes	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	N/A	N/A
Critère 6 : Durée de mandat supérieure à 12 ans	√	√	x	√	√	√	√	√	√	√	√	√	N/A	N/A
Critère 7 : Statut de dirigeant mandataire social non-exécutif	x	√	√	√	√	√	√	x	√	√	√	√	N/A	N/A
Critère 8 : Statut d'actionnaire important	√	x	√	√	x	√	x	√	x	√	√	√	N/A	N/A
Conclusions														
Indépendance (oui/non)	N	N	O ⁽²⁾	O	N	O	N	N	N	O	O	O	N/A	N/A

(1) **Critère 1** : Ne pas être ou ne pas avoir été au cours des cinq années précédentes : salarié ou dirigeant mandataire social exécutif de la Société ; salarié, dirigeant mandataire social exécutif ou Administrateur d'une société que la Société consolide ; salarié, dirigeant mandataire social exécutif ou Administrateur de la société mère de la Société (Pargesa-GBL) ou d'une société consolidée par cette société mère.

Critère 2 : Ne pas être dirigeant mandataire social exécutif d'une société dans laquelle la Société détient directement ou indirectement un mandat d'Administrateur ou dans laquelle un salarié désigné en tant que tel ou un dirigeant mandataire social exécutif de la Société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) détient un mandat d'Administrateur.

Critère 3 : Ne pas être client, fournisseur, banquier d'affaires, banquier de financement et conseil significatif de la Société ou de son Groupe ou pour lequel la Société ou son Groupe représente une part significative de l'activité.

Critère 4 : Ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social.

Critère 5 : Ne pas avoir été Commissaire aux comptes de la Société au cours des cinq années précédentes.

Critère 6 : Ne pas être Administrateur de la Société depuis plus de douze ans.

Critère 7 : Ne pas percevoir de rémunération variable en numéraire ou des titres ou toute rémunération liée à la performance de la Société ou de son Groupe.

Critère 8 : Des Administrateurs représentant des actionnaires importants de la Société peuvent être considérés comme indépendants dès lors que ces actionnaires ne participent pas au contrôle de la Société. Toutefois, au-delà d'un seuil de 10 % en capital ou en droits de vote, le Conseil examine systématiquement, sur rapport du Comité des Nominations, si la qualification d'indépendance peut être retenue en tenant compte de la composition du capital de la Société et de l'existence éventuelle de conflits d'intérêts potentiels.

(2) Comme indiqué ci-avant, le Conseil, suivant les recommandations du Comité des Nominations, a confirmé que la durée du mandat d'Aldo Cardoso bien qu'excédant 12 années n'affectait pas son sens critique à l'égard de la Direction Générale et a réaffirmé que son expertise et autorité étaient reconnues dans les domaines financiers, de gestion et de Gouvernement d'Entreprise, y compris par les autorités et instances de place.

■ DIVERSITÉ

Le Conseil d'Administration et le Comité des Nominations évaluent régulièrement la composition du Conseil et de ses Comités, notamment dans le cadre des renouvellements de mandats et des auto-évaluations annuelles. Ils identifient également les orientations à donner afin d'assurer le meilleur équilibre possible dans sa composition en recherchant une complémentarité des profils en termes de nationalité, de genre, d'âge et d'expériences.

En application de l'article L.225-37-4 du Code de Commerce, le tableau ci-dessous décrit, entre autres, la politique de diversité appliquée au sein du Conseil d'Administration en indiquant les critères pris en compte, les objectifs fixés par le Conseil d'Administration, les modalités de mise en œuvre ainsi que les résultats obtenus au cours de l'exercice 2018.

	Objectifs	Modalités de mise en œuvre et résultats obtenus
Conseil d'Administration	Représentation équilibrée des femmes et des hommes	Représentation des femmes (hors administrateurs représentant les salariés) : <ul style="list-style-type: none"> ■ Évolution progressive <ul style="list-style-type: none"> • 2013 = 21,4 % • 2015 = 26,66 % • 2016 = 37,5 % • 2017 = 40 % ■ 2018 = 41,67 % d'Administratrices, soit 5 femmes sur 12
	Meilleur équilibre possible en recherchant une complémentarité des profils en termes de nationalité, expertise et expérience	Administrateurs de nationalité étrangère : <ul style="list-style-type: none"> ■ Évolution progressive <ul style="list-style-type: none"> • 2013 = 3 nationalités • 2015 = 4 nationalités • 2016 = 5 nationalités ■ 2018 = 7 nationalités, dont le Directeur Général du Groupe de nationalité néerlandaise Expertise / Expérience : <ul style="list-style-type: none"> • Financière/comptable • Commerciale/marketing/industrielle/management • Ressources Humaines • Scientifique • Internationale • Présence stable dans des conseils d'administration de sociétés cotées et internationales ■ 2018 = Arrivée de Lucile Ribot, ayant une grande expertise dans les domaines de la finance et comptabilité et administratrice au sein de différentes sociétés cotées
	Nomination d'administrateur(s) représentant les salariés	Depuis 2014 = 2 administrateurs représentant les salariés
	Administrateurs indépendants – Minimum 1/3	2018 = 6 administrateurs sur 12, soit 50 %
	Âge des administrateurs - Maximum 1/3 > 70 ans	2018 = de 36 à 69 ans, et un âge moyen de 57 ans
Comité Exécutif	Représentation équilibrée des femmes et des hommes	2018 = Nomination de Frédérique Berthier-Raymond, Directrice Juridique Groupe (1 femme et 11 hommes)
10 % de postes à plus forte responsabilité	Promotion de la diversité et l'inclusion	<ul style="list-style-type: none"> ■ Mise en place depuis 2017 d'un plan ambitieux au sein du Groupe afin de promouvoir la diversité, notamment en termes de sexe et de nationalités. A titre d'exemples en 2018 : <ul style="list-style-type: none"> • Près de 700 collaborateurs du Groupe en France et à l'étranger ont participé à une formation ou à un atelier sur la diversité et l'inclusion ainsi que sur les biais inconscients • Les "Imerys Leadership Behaviors" et Code de conduite et d'éthique, tels que mis à jour en 2018, promeuvent la diversité et l'inclusion et en font une valeur clé du Groupe • Création d'une catégorie Diversité & Inclusion dans le cadre des Sustainable Development Challenge ■ 40 % des Senior Managers recrutés en 2017/2018 étaient des femmes (vs. 6% en 2016/2017) ■ Sur les 116 postes de Senior managers, 20 sont occupés par des femmes (soit 17%)

Le [paragraphe 5.5.2.4 du chapitre 5 du Document de Référence](#) complète utilement ces informations.

■ AUTRES INFORMATIONS

Expertise et expérience des membres du Conseil d'Administration

Parmi les critères retenus pour la sélection des Administrateurs figurent leur expertise et leur expérience. Les membres du Comité d'Audit sont, en outre, choisis pour leur compétence particulière en matière financière. Le Comité des Nominations s'attache tout particulièrement, ainsi que le Conseil d'Administration, à l'appréciation de ces critères.

L'activité et les mandats exercés par chacun des Administrateurs (*voir leur notice biographique respective ci-dessous*) attestent de leur expertise et expérience individuelle dans des domaines différents, tels que la finance, l'industrie, les services, la recherche et l'innovation, la croissance externe ou encore le management, contribuant ainsi à la qualité des travaux du Conseil et à un juste équilibre dans sa composition.

Liens familiaux entre les membres du Conseil d'Administration

Il n'existe, à la connaissance de la Société, aucun lien familial entre les membres du Conseil d'Administration.

Conflits d'intérêts potentiels entre les membres du Conseil d'Administration

En application des recommandations du Code AFEP-MEDEF, la Charte Intérieure du Conseil prévoit que :

- "l'Administrateur a l'obligation de faire part au Président et au Vice-Président du Conseil de toute situation susceptible de lui créer un conflit d'intérêts, même potentiel. À ce titre, il doit leur communiquer, avant même leur conclusion, toutes opérations du Groupe auxquelles il est directement ou indirectement intéressé et dont il aurait connaissance. Il s'abstient de participer au vote de toute délibération du Conseil où cette situation se présenterait, voire à la discussion précédant ce vote ; le procès-verbal de la réunion mentionne cette abstention. L'Assemblée Générale est informée, le cas échéant, de ces opérations, conformément à la loi ;
- un Administrateur ne peut utiliser son titre et ses fonctions pour s'assurer, ou assurer à un tiers, un avantage quelconque, pécuniaire ou non pécuniaire ;
- un Administrateur ne peut prendre de responsabilités, à titre personnel, dans des entreprises ou dans des affaires concurrent, directement ou indirectement, celles du groupe Imerys sans en informer préalablement le Président et le Vice-Président".

Il n'existe, à la connaissance de la Société, aucun conflit d'intérêt potentiel existant entre les devoirs des Administrateurs à l'égard de la Société et leurs intérêts privés et/ou autres devoirs autres que ceux mentionnés au *paragraphe 3.1.2 ci-dessus* concernant Monsieur Ulysses Kyriacopoulos.

Il est toutefois précisé que les Administrateurs suivants de la Société (ainsi que Laurent Raets, en tant que Censeur) occupent également des fonctions dirigeantes dans des entités du groupe des actionnaires de contrôle de la Société : Messieurs Paul Desmarais III, Ian Gallienne et Colin Hall (*voir leur notice biographique respective ci-dessus*).

Il n'existe pas d'arrangement ou d'accord conclu avec les principaux actionnaires, clients, fournisseurs ou autres, en vertu duquel un Administrateur de la Société a été sélectionné en dehors du pacte d'actionnaires conclu le 5 novembre 2014 entre Blue Crest Holding, GBL et Belgian Securities (*voir paragraphe 7.3.3 du Chapitre 7 du Document de Référence*).

Contrats de services entre la Société et ses Administrateurs

Le Conseil d'Administration du 4 mai 2018 a confié à Gilles Michel une mission particulière d'accompagnement de Conrad Keijzer en vue d'assurer la bonne transition au sein de la Direction Générale du Groupe. En considération de cette mission, Gilles Michel percevra, sous réserve de l'approbation de son versement par la prochaine Assemblée Générale, une rémunération exceptionnelle d'un montant total de 150 000 euros. Cette rémunération constituait un engagement réglementé en application de l'article L.225-46 du Code de commerce et a été, à cet égard, reporté aux Commissaires aux Comptes de la Société.

À l'exception de cette convention, il n'existe, à la connaissance de la Société, aucun contrat de services conclu entre ses Administrateurs et la Société ou l'une quelconque de ses filiales et prévoyant l'octroi de quelconques avantages au terme d'un tel contrat.

Absence de condamnation pour fraude

À la connaissance de la Société, aucune condamnation pour fraude n'a été prononcée à l'encontre d'un membre du Conseil d'Administration au cours des cinq dernières années.

Faillite, mise sous séquestre ou liquidation de sociétés à laquelle un Administrateur a été associé en qualité de dirigeant au cours des cinq dernières années

À la connaissance de la Société, aucun de ses Administrateurs n'a été associé en qualité de dirigeant à une quelconque faillite, mise sous séquestre ou liquidation de société au cours des cinq dernières années.

Incrimination et/ou sanction publique officielle prononcée contre un Administrateur par des autorités statutaires ou réglementaires

À la connaissance de la Société, aucune incrimination et/ou sanction publique officielle n'a été prononcée à l'encontre d'un de ses Administrateurs au cours des cinq dernières années.

Détention de titres de la Société par les Administrateurs et déontologie boursière

Aux termes de la Charte Intérieure du Conseil, chaque Administrateur doit avoir acquis 600 actions dans l'année qui suit sa nomination et les détenir jusqu'au terme de son mandat. La *section 3.5 du présent chapitre* complète utilement ces informations.

3.1.3 PROFIL, EXPÉRIENCE ET EXPERTISE DES ADMINISTRATEURS

Les informations et renseignements figurant ci-après ont été communiqués individuellement à la Société par chacun des Administrateurs en fonction au 31 décembre 2018.

Les informations complémentaires concernant chaque Administrateur relatives à l'âge et nationalité ; première nomination ; échéance du mandat ; actions détenues et participation à des comités figurent au [paragraphe 3.1.2 du présent chapitre](#).

Gilles Michel

Président du Conseil d'Administration

Né le 10 janvier 1956

Adresse professionnelle :

Imerys
43, quai de Grenelle
75015 Paris (France)

Biographie

Ancien élève de l'École polytechnique (1974), de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE) et de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris, Gilles Michel débute sa carrière à la Banque mondiale à Washington D.C. avant de rejoindre en 1986 le groupe Saint-Gobain où, durant seize années, il a occupé diverses fonctions de direction, notamment aux États-Unis, avant d'être nommé en 2000 Président de la branche Céramiques & Plastiques. Il a ensuite rejoint en 2001 le groupe PSA Peugeot-Citroën, en qualité de Directeur des Plates-Formes, Techniques & Achats, puis de Directeur de la marque Citroën, membre du Directoire de Peugeot S.A.

Le 1^{er} décembre 2008, Gilles Michel a pris la direction du Fonds Stratégique d'Investissement (FSI), chargé de prendre des participations dans le capital d'entreprises porteuses de croissance et de compétitivité pour l'économie française.

Entré dans le groupe Imerys en septembre 2010, Gilles Michel a été nommé à compter du 3 novembre 2010 Administrateur et Directeur Général Délégué. Il a été du 28 avril 2011 au 4 mai 2018, Président-Directeur Général d'Imerys. Depuis le 4 mai 2018, il est Président du Conseil d'administration et membre du Comité Stratégique d'Imerys.

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS AU 31 DÉCEMBRE 2018

	SOCIÉTÉS DU GROUPE
Mandats et fonctions exercés en France	
• Président du Conseil d'Administration	• Imerys*
Mandats et fonctions exercés à l'étranger	• Néant

SOCIÉTÉS HORS GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France	
• Administrateur	• Valeo*
Mandats et fonctions exercés à l'étranger	
• Administrateur	• Solvay (Belgique)* • Charles Telfair Institute, IBL Ltd (Ile Maurice)*

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ET EXPIRÉS

	SOCIÉTÉS DU GROUPE
Mandats et fonctions exercés en France	
• Directeur Général	• Imerys*
Mandats et fonctions exercés à l'étranger	• Néant

SOCIÉTÉS HORS GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France	• Néant
Mandats et fonctions exercés à l'étranger	• Néant

* Société cotée.

Conrad Keijzer

Directeur Général

Né le 15 août 1968

Adresse professionnelle :

Imerys
43, quai de Grenelle
75015 Paris (France)

Biographie

Conrad Keijzer a rejoint Akzo Nobel en 1994 comme Market Development Manager pour l'activité Industrial Chemicals. Il a ensuite assumé diverses responsabilités de direction au sein de la branche Performance Coatings and Specialty Chemicals. À ce titre, il a été Global Director de l'activité Automotive Plastic Coatings, puis a pris la Direction Générale des activités de Packaging Coatings et Industrial Coatings.

Conrad Keijzer a siégé au Comité de Direction d'Akzo Nobel NV jusqu'en 2017 en qualité de responsable de la division Performance Coatings.

Il a obtenu une maîtrise en « Technical Management Science and industrial engineering » de la Twente University of Technology, aux Pays-Bas en 1993. En 2007, il a réussi le cycle l'« Advanced Management Program » à la Harvard Business School aux États-Unis, puis, en 2011, il a terminé un cursus intitulé « New Board Program » à la Nyenrode University, aux Pays-Bas.

Directeur Général Délégué d'Imerys du 8 mars 2018 au 4 mai 2018, Conrad Keijzer est depuis le 4 mai 2018 Directeur Général d'Imerys.

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS AU 31 DÉCEMBRE 2018

	SOCIÉTÉS DU GROUPE
Mandats et fonctions exercés en France	
• Directeur Général	• Imerys*
Mandats et fonctions exercés à l'étranger	• Néant
	SOCIÉTÉS HORS GROUPE
Mandats et fonctions exercés en France	• Néant
Mandats et fonctions exercés à l'étranger	• Néant

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ET EXPIRÉS

	SOCIÉTÉS DU GROUPE
Mandats et fonctions exercés en France	
• Directeur Général Délégué	• Imerys*
Mandats et fonctions exercés à l'étranger	• Néant
	SOCIÉTÉS HORS GROUPE
Mandats et fonctions exercés en France	• Néant
Mandats et fonctions exercés à l'étranger	
• Membre du Comité Exécutif	• Akzo Nobel*

* Société cotée.

Paul Desmarais III

Vice-Président du Conseil d'Administration

Né le 8 juin 1982

Adresse professionnelle :

Power Corporation du Canada
751, square Victoria
Montréal QC H2Y 2J3 (Canada)

Biographie

M. Desmarais a été nommé premier Vice-Président de Power Corporation et de la Financière Power en janvier 2017. Il agit à titre de Président du Conseil et chef de la direction de Sagard Holdings, de Président exécutif du Conseil et co-fondateur de Portag3 Ventures, et de Président du Conseil et co-fondateur de Diagram. En ce qui concerne le portefeuille de placements de Portag3 Ventures et de Sagard Holdings, il est Président du conseil de WealtheSimple et de Peak Achievement Athletics, et Administrateur de Koho, Integrate AI et IntegraMed. Il est également Administrateur de la Great-West, de la London Life, de la Canada-Vie, du Groupe Investors, de Mackenzie, de Pargesa, de Groupe Bruxelles Lambert et d'Imerys.

Avant de se joindre à Power à titre de Vice-Président en mai 2014, il était Vice-Président adjoint, Gestion des risques chez Great-West Lifeco depuis 2012. Il avait auparavant travaillé en gestion de la chaîne d'approvisionnement et en stratégie corporative chez Imerys, en France. Sa carrière a débuté en 2004 chez Goldman Sachs aux États-Unis, où il a œuvré au sein des groupes Banque d'investissement et Stratégie d'investissement, de même que dans le groupe spécialisé en situations particulières.

En 2000, il s'est vu décerner le Prix du duc d'Édimbourg (niveau Or). M. Desmarais est le fondateur et le Président honoraire de Jeunes Canadiens en Finance, un organisme qui fournit à de jeunes professionnels de l'industrie financière l'accès à un réseau exclusif destiné à les aider à assumer un rôle de premier plan dans leur domaine. Il a été co-Président de l'expédition dans l'Arctique jusqu'au pôle Nord magnétique, organisée en 2014 par la fondation True Patriot Love. Il siège également au Conseil d'Administration de Next Canada, un organisme qui aide les jeunes innovateurs canadiens particulièrement talentueux à accélérer le développement de leur carrière et à devenir éventuellement les meilleurs chefs d'entreprise et innovateurs du pays. M. Desmarais a également été Président de la campagne du centre culturel et de l'atelier de gravure de Kenojuak.

M. Desmarais a obtenu avec distinction un baccalauréat en sciences économiques du Harvard College et il est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires de l'INSEAD en France.

En 2017, M. Desmarais a été reconnu parmi les Top 40 Under 40 au Canada.

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS AU 31 DÉCEMBRE 2018

	SOCIÉTÉS DU GROUPE
Mandats et fonctions exercés en France	
• Vice-Président du Conseil d'Administration	• Imerys*
Mandats et fonctions exercés à l'étranger	• Néant
	SOCIÉTÉS HORS GROUPE
Mandats et fonctions exercés en France	• Néant
Mandats et fonctions exercés à l'étranger	
• Vice-Président	• Power Corporation du Canada*
	• Corporation Financière Power* (holdings financiers – Canada)
• Administrateur	• Groupe Bruxelles Lambert* (Belgique)
	• Great-West Lifeco Inc.* (Canada)
	• Investors Group Inc. (Canada)
	• Mackenzie Inc. (Canada)
	• Sagard Capital Partners GP, Inc (États-Unis)
	• Sagard Capital Partners Management Corp. (États-Unis)
	• Sagard Holdings ULC (Canada)
	• The Great-West Life Assurance Company (Canada)
	• London Insurance Group Inc (Canada)
	• London Life Insurance Company (Canada)
	• Canada Life Financial Corporation (Canada)
	• The Canada Life Assurance Company (Canada)

* Société cotée.

- The Canada Life Insurance Company of Canada (Canada)
- Great-West Life Assurance Company
- Personal Capital Corporation
- Portag3 Ventures GP Inc.
- Portage3 Ventures GP II Inc.
- PFC Ventures Inc.
- Peak Achievement Athletics Inc.
- IntegraMed America, Inc.
- IntegraMed Fertility Holding, LLC
- IntegraMed Fertility Management Initiative Plan, LLC
- IntegraMed Holding Corp.
- Wealthsimple Inc. (Canada)
- Wealthsimple Financial Corp. (Canada)
- Pargesa Holding S.A.* (Suisse)
- Integrate.ai Inc.
- Diagram Corporation
- Diagram Ventures GP Inc.
- Koho Financial Inc.

**LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS
AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ET EXPIRÉS**

Mandats et fonctions exercés en France

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

SOCIÉTÉS DU GROUPE

- Néant

- Néant

SOCIÉTÉS HORS GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Administrateur

- Néant

- Great-West Life & Annuity Financial Inc. (États-Unis)
- Great-West Financial Inc. (Canada)
- Great-West Financial (Nova Scotia) Co. (Canada)
- Putnam Investments, LLC (États-Unis)

* Société cotée.

Aldo Cardoso

Administrateur

Né le 7 mars 1956

Adresse professionnelle :

Imerys
43, quai de Grenelle
75015 Paris (France)

Biographie

Diplômé de l'École supérieure de commerce de Paris et titulaire d'une maîtrise de droit, Aldo Cardoso débute sa carrière en 1979 chez Arthur Andersen dont il devient associé en 1989. Directeur Européen de l'Audit et du Conseil Financier en 1996, puis Président d'Andersen France de 1998 à 2002, il est nommé Président du Conseil de Surveillance d'Andersen Worldwide de 2000 à 2002, avant d'en devenir Président du Directoire de 2002 à 2003. À ce titre, Aldo Cardoso a assuré la gestion de l'arrêt des activités d'Andersen dans le monde. Il a exercé la fonction d'Administrateur des sociétés Rhodia, Accor, Gecina, Mobistar, Orange, Axa Investment Managers, Penauille Polyservices et GE Corporate Finance Bank.

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS AU 31 DÉCEMBRE 2018

Mandats et fonctions exercés en France

- Administrateur

SOCIÉTÉS DU GROUPE

- Imerys*

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Néant

SOCIÉTÉS HORS GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Président du Conseil d'Administration
- Administrateur

- Bureau Veritas*
- Engie*
- Worldline*

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Administrateur
- DWS (Allemagne)

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ET EXPIRÉS

Mandats et fonctions exercés en France

- Néant

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Néant

SOCIÉTÉS HORS GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Administrateur
- Accor*
- Penauille Polyservices
- Orange*
- Gecina*
- GE Corporate Finance Bank
- PlaNet Finance
- Rhodia*

- Censeur

- AXA Investment Managers

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Administrateur
- Mobistar (Belgique)*

* Société cotée.

Odile Desforges

Administrateur

Née le 24 janvier 1950

Adresse professionnelle :

3, rue Henri-Reine
75016 Paris (France)

3

Biographie

Ingénieur de l'École centrale de Paris (1973), Odile Desforges débute sa carrière à l'Institut de recherche des transports en tant que chargée d'études. Elle rejoint le groupe Renault en 1981, comme chargée d'études à la Direction de la Planification Automobile, avant de devenir en 1984 ingénieur produit. Elle entre en 1986 à la Direction des Achats où elle sera nommée, en 1992, Directeur des Achats équipements de carrosserie du GIE Renault VOLVO Car Purchasing puis de Renault en 1994. En mars 1999, elle devient Directeur Général Adjoint du groupe Renault VI-Mack jusqu'en janvier 2001, où elle est nommée Présidente de la Business Unit 3P du groupe AB Volvo. Odile Desforges devient en mars 2003 Directeur des achats de Renault et Président-Directeur Général de Renault Nissan Purchasing Organization (RNPO). À cette date, elle entre au Comité de Direction de Renault. Le 1^{er} mars 2009, elle est nommée membre du Comité Exécutif, Directeur des Ingénieries et de la Qualité du Groupe, fonction qu'elle occupe jusqu'au 1^{er} juillet 2012, date à laquelle elle cesse ses activités professionnelles.

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS AU 31 DÉCEMBRE 2018

SOCIÉTÉS DU GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Administrateur

- Imerys*

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Néant

SOCIÉTÉS HORS GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Administrateur et Présidente du Comité d'Audit et des Risques
- Administrateur et membre du Comité d'Audit

- Safran*
- Faurecia*
- Dassault Systèmes*

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Administrateur et membre du Comité d'Audit, du Comité des Nominations et du Comité des Rémunérations

- Johnson Matthey plc* (Royaume-Uni)

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ET EXPIRÉS

SOCIÉTÉS DU GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Néant

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Néant

SOCIÉTÉS HORS GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Administrateur et membre du Comité des Nominations et rémunérations
- Administrateur GIE REGIENOV (France).

- Sequana*
- GIE REGIENOV.

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Administrateur
- Directeur

- Renault España SA (Espagne)
- Renault Nissan Technical Business Center "RNTBCI" (Inde)
- Renault Nissan BV (Pays-Bas)

* Société cotée.

Ian Gallienne

Administrateur

Né le 23 janvier 1971

Adresse professionnelle :

Groupe Bruxelles Lambert
24, avenue Marnix
1000 Bruxelles (Belgique)

Biographie

Titulaire d'un MBA de l'INSEAD de Fontainebleau, Ian Gallienne débute sa carrière en 1992, en Espagne, en tant que co-fondateur d'une société commerciale. De 1995 à 1997, il est membre de la Direction d'une société de conseil spécialisée dans le redressement de sociétés en difficulté en France. De 1998 à 2005, il est Directeur des fonds de Private Equity Rhône Capital LLC à New York et à Londres. En 2005, il crée les fonds de Private Equity Ergon Capital à Bruxelles dont il est l'Administrateur Délégué jusqu'en 2012. Ian Gallienne est Administrateur Délégué de Groupe Bruxelles Lambert depuis le 1^{er} janvier 2012.

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS AU 31 DÉCEMBRE 2018

SOCIÉTÉS DU GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Administrateur

- Imerys*

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Néant

SOCIÉTÉS HORS GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Administrateur

- Pernod Ricard*
- Société Civile du Château Cheval Blanc

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Administrateur Délégué
- Administrateur

- Groupe Bruxelles Lambert* (Belgique)
- Compagnie Nationale du Portefeuille (Belgique)
- Frère Bourgeois (Belgique)
- SGS* (Suisse)
- Adidas AG* (Allemagne)

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ET EXPIRÉS

SOCIÉTÉS DU GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Néant

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Néant

SOCIÉTÉS HORS GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Administrateur

- Erbe SA
- Ergon Capital SA
- Lafarge*

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Administrateur Délégué
- Administrateur

- Ergon Capital Partners SA (Belgique)
- Ergon Capital Partners II SA (Belgique)
- Ergon Capital Partners III SA (Belgique)
- Steel Partners NV
- Umicore* (Belgique)
- Gruppo Banca Leonardo SpA (Italie)
- Kartesia Management SA (Luxembourg)
- Egerton Sàrl
- Ergon Capital II Sàrl (Luxembourg)

* Société cotée.

Marion Guillou

Administrateur

Née le 17 septembre 1954

Adresse professionnelle :

Agreenium
42, rue Scheffer
75116 Paris (France)

Biographie

Ancienne élève de l'École polytechnique de Paris (1973) et de l'École nationale du génie rural, des eaux et des forêts, docteur en physicochimie des biotransformations, Marion Guillou débute sa carrière en 1978 et occupe différents postes dans l'Administration, au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (Saint-Lô, Paris, Nantes) puis de la Recherche (DRRT Pays-de-la-Loire). Elle rejoint en 1986 un laboratoire mixte Université de Nantes/CNRS en tant que Chargée de Recherche. De 1993 à 1996, elle est Attachée agricole à l'Ambassade de France à Londres. De 1996 à 2000, Marion Guillou assume la Direction Générale de l'Alimentation au ministère de l'Agriculture avant de prendre celle de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) en 2000. Elle a été ensuite, entre juillet 2004 et août 2012, Présidente et Directrice Générale de l'INRA. Elle est aujourd'hui Conseillère d'État en service extraordinaire.

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS

AU 31 DÉCEMBRE 2018

Mandats et fonctions exercés en France

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

SOCIÉTÉS DU GROUPE

• Imerys*

• Néant

SOCIÉTÉS HORS GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Présidente du Conseil d'Administration
- Membre du Conseil d'Administration

- Agreenium
- Bioversity International
- Care France
- Universcience
- IFRI
- BNP Paribas*
- Veolia Environnement*

- Membre du Conseil de l'ordre de la Légion d'Honneur
- Membre du Conseil de l'Académie des Technologies

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Membre du Conseil d'Administration
- Bioversity International
- CIAT

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS

AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ET EXPIRÉS

Mandats et fonctions exercés en France

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

SOCIÉTÉS DU GROUPE

• Néant

• Néant

SOCIÉTÉS HORS GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Présidente et Directrice Générale
- Présidente du Conseil d'Administration
- Membre du Conseil d'Administration

- INRA
- École Polytechnique
- APAVE
- Fondation Jacques de Bohan
- Fondation nationale des sciences politiques (FNSP)
- Fondation de l'Université de Lyon

- Présidente
- Initiative européenne de programmation conjointe sur l'agriculture et le changement climatique

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR)

* Société cotée.

Colin Hall

Administrateur

Né le 18 novembre 1970

Adresse professionnelle :
Groupe Bruxelles Lambert
24, avenue Marnix
1000 Bruxelles (Belgique)

Biographie

Titulaire d'un MBA de la Stanford University Graduate School of Business (États-Unis), Colin Hall débute sa carrière en 1995 comme analyste financier chez Morgan Stanley à New York. En 1997, il rejoint le groupe Rhône Capital, fonds de Private Equity, où il exerce différentes fonctions dirigeantes durant 10 ans, à Londres puis New York. En 2009, il cofonde un hedge fund, Long Oar Global Investors (New York), qu'il dirige jusqu'en 2011. En 2012, il rejoint en qualité de Directeur Général, Sienna Capital, filiale à 100 % de Groupe Bruxelles Lambert regroupant ses activités dites alternatives (Private Equity, fonds de dettes). En 2016, il est nommé Directeur des Participations de Groupe Bruxelles Lambert.

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS AU 31 DÉCEMBRE 2018

Mandats et fonctions exercés en France

- Administrateur

SOCIÉTÉS DU GROUPE

- Imerys*

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Néant

SOCIÉTÉS HORS GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Néant

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Directeur des Participations
- Directeur Général
- Membre du Conseil de Surveillance
- Administrateur

- Groupe Bruxelles Lambert* (Belgique)
- Sienna Capital (Luxembourg)
- Kartesia Management SA (Luxembourg)
- Ergon Capital Partners SA (Belgique)
- Ergon Capital Partners II SA (Belgique)
- Ergon Capital Partners III SA (Belgique)
- GEA* (Belgique)
- Umicore* (Belgique)
- Parques Reunidos Servicios Centrales SA* (Espagne)

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ET EXPIRÉS

Mandats et fonctions exercés en France

- Néant

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Néant

SOCIÉTÉS HORS GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Néant

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Néant

* Société cotée.

Ulysses Kyriacopoulos **Administrateur**

Né le 25 septembre 1952

Adresse professionnelle :
21, Amerikis Street
10672 Athènes (Grèce)

Biographie

Ingénieur des mines de Montanuniversität Leoben (Autriche) ainsi que de l'Université Newcastle-upon-Tyne (Royaume-Uni) et titulaire d'un MBA de l'INSEAD de Fontainebleau, Odysseus (Ulysses) Kyriacopoulos rejoint en 1979 l'entreprise familiale S&B en tant que Directeur Financier de Bauxite Parnasse, dont il devient le Directeur Général en 1986. En 1990, il est nommé Directeur Général du groupe S&B Industrial Minerals. Il en a été le Président entre 2001 et février 2015, date à laquelle le groupe S&B a été cédé au groupe Imerys. Il a également été Président du patronat grec (SEV) et Vice-Président de l'UNICE entre 2003 et 2006 ainsi que Président de l'Opéra national grec entre 2006 et 2009, Vice-Président de la Bourse d'Athènes de 2006 à 2010 et membre du Conseil Général de la Banque de Grèce de 2002 à 2011.

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS AU 31 DÉCEMBRE 2018

Mandats et fonctions exercés en France

- Administrateur

SOCIÉTÉS DU GROUPE

- Imerys*

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Néant

SOCIÉTÉS HORS GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Néant

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Administrateur

- ASK Chemicals GmbH (Allemagne)
- Lamda Development SA*
- Motodynamiki SA* (Grèce)
- Blue Crest Holding SA (Luxembourg)

- Membre du Conseil des Fiduciaires

- American College of Greece (ACG) et de College Year in Athens (CYA) (Grèce)

- Membre du Conseil

- Fondation pour la recherche économique et industrielle (Grèce)

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ET EXPIRÉS

Mandats et fonctions exercés en France

SOCIÉTÉS DU GROUPE

- Néant

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Président du Conseil d'Administration

- Imerys Industrial Minerals Greece SA (Grèce)

SOCIÉTÉS HORS GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Néant

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Président puis Vice-Président

- Fondation pour la recherche économique et industrielle (Grèce)

* Société cotée.

Martina Merz

Administrateur

Né le 1^{er} mars 1963

Adresse professionnelle :

Robert-Bosch Strasse 21
70192 Stuttgart (Allemagne)

Biographie

Diplômée en génie mécanique de l'Université de Stuttgart, Martina Merz débute sa carrière en 1985 chez Robert Bosch GmbH (Allemagne) où elle exerce différentes responsabilités avant de devenir, en 2001, Directeur Général de Bosch Closure Systems GmbH puis Vice-Présidente de la division Closure Systems Division et membre du Conseil Exécutif de Brose Fahrzeugteile GmbH & Co. KG jusqu'en 2005. De 2005 à 2012, elle est Vice-Présidente Sales and Marketing de la division Chassis System Brakes au sein de Robert Bosch GmbH. En 2012, elle est nommée Directeur Général du groupe Chassis Brakes International en France. Depuis 2015, elle exerce divers mandats d'Administrateur indépendant au sein de sociétés cotées européennes.

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS AU 31 DÉCEMBRE 2018

Mandats et fonctions exercés en France

- Administrateur

SOCIÉTÉS DU GROUPE

- Imerys*

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Néant

SOCIÉTÉS HORS GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Néant

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- | | |
|---|--------------------------------------|
| • Président du Conseil d'Administration | • SAF-Holland SA* (Luxembourg) |
| • Administrateur | • NV Bekaert SA* (Belgique) |
| | • AB Volvo* (Suède) |
| • Membre du Conseil de Surveillance | • Deutsche Lufthansa AG* (Allemagne) |
| | • Thyssenkrupp AG* (Allemagne) |

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ET EXPIRÉS

Mandats et fonctions exercés en France

- Néant

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Néant

SOCIÉTÉS HORS GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Néant

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- | | |
|------------------|--|
| • Administrateur | • Chassis Brakes International NV (Pays-Bas) |
|------------------|--|

* Société cotée.

Lucile Ribot

Administrateur

Née le 26 novembre 1966

Adresse professionnelle :
10, rue Mayet
75006 Paris (France)

Biographie

Diplômée d'HEC en 1989, Lucile Ribot a commencé sa carrière chez Arthur Andersen où elle a conduit des missions d'audit et de conseil financier auprès de grands groupes internationaux. Elle a rejoint en 1995 le groupe d'ingénierie industrielle Fives dont elle est devenue Directeur Financier en 1998, membre du Directoire en 2002, et dont elle a accompagné la croissance et le développement stratégique jusqu'en 2017. Elle est administratrice et membre des comités d'audit d'HSBC France, de Solocal Group et de Kaufman & Broad, ainsi que du Comité des Risques d'HSBC France. Elle est administratrice d'Imerys depuis le 4 mai 2018.

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS AU 31 DÉCEMBRE 2018

Mandats et fonctions exercés en France

- Administrateur

SOCIÉTÉS DU GROUPE

- Imerys*

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Néant

SOCIÉTÉS HORS GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Administrateur et membre du Comité d'Audit et du Comité des Risques
- Administrateur et membre du Comité d'Audit
- Administrateur

- HSBC FRANCE
- Kaufman & Broad
- Solocal Group*

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Néant

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ET EXPIRÉS

Mandats et fonctions exercés en France

SOCIÉTÉS DU GROUPE

- Néant

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Néant

SOCIÉTÉS HORS GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Membre du Directoire
- Membre du Directoire et Directeur Général
- Administrateur

- Fives
- Novafives
- Fives DMS
- Fives Pillard
- FL METAL

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Administrateur

- Fives Landis Limited (Royaume-Uni)
- Fives UK Holding Limited (Royaume-Uni)

* Société cotée.

Marie-Françoise Walbaum

Administrateur

Née le 18 mars 1950

Adresse professionnelle :
10, rue d'Auteuil
75016 Paris (France)

Biographie

Titulaire d'une maîtrise de sciences économiques et d'un diplôme universitaire de sociologie de l'université Paris-X, Marie-Françoise Walbaum débute sa carrière en 1973 chez BNP (Banque Nationale de Paris) et occupe jusqu'en 1981 différents postes dans la banque de détail et l'analyse de crédit. De 1981 à 1994, elle assume successivement les fonctions de chef de mission à l'Inspection Générale de BNP, puis Directeur Général de SICAV et Directeur Général de la société de bourse Patrick Dubouzet S.A. En 1994, Marie-Françoise Walbaum devient responsable des participations cotées et non cotées ainsi que du portefeuille de fonds de Private Equity de BNP Paribas. Après 39 ans de carrière, Marie-Françoise Walbaum a cessé ses fonctions au sein de BNP Paribas le 30 septembre 2012.

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS AU 31 DÉCEMBRE 2018

Mandats et fonctions exercés en France

- Administrateur

SOCIÉTÉS DU GROUPE

- Imerys*

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Néant

SOCIÉTÉS HORS GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Administrateur
- Administrateur, membre du Comité Financier et d'Audit et du Comité de la Gouvernance, des Nominations et des Rémunérations
- Administrateur et Présidente du Comité d'Audit
- Membre du Conseil de Surveillance

- Thales*
- FFP*
- Esso*
- Isatis Capital

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Néant

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ET EXPIRÉS

Mandats et fonctions exercés en France

SOCIÉTÉS DU GROUPE

- Néant

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Néant

SOCIÉTÉS HORS GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Administrateur

- Vigeo

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Néant

* Société cotée.

Éliane Augelet-Petit

Administrateur représentant les salariés

Née le 29 août 1957

Adresse professionnelle :

Imerys
43, quai de Grenelle
75015 Paris (France)

Biographie

Éliane Augelet-Petit débute sa carrière en 1973 chez Peñarroya, société cotée filiale d'Imerys (alors Imetal), en tant qu'employée administrative. Elle rejoint la Direction Juridique d'Imerys en 1978 en qualité d'Assistante juridique. Elle a exercé dès 1978 un mandat de représentante CFDT élue au Comité d'Entreprise d'Imerys, jusqu'au 6 octobre 2014, date de sa désignation en qualité d'Administrateur représentant les salariés ; à ce titre, elle a assisté aux séances du Conseil d'Administration d'Imerys jusqu'à cette date. Tout au long de son mandat, elle a exercé diverses fonctions, notamment celles de représentante syndicale CFDT du Groupe et Secrétaire au sein du Comité Groupe France et du Comité d'Entreprise Européen.

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS AU 31 DÉCEMBRE 2018

Mandats et fonctions exercés en France

- Administrateur représentant les salariés

SOCIÉTÉS DU GROUPE

- Imerys*

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Néant

SOCIÉTÉS HORS GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Néant

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Néant

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ET EXPIRÉS

Mandats et fonctions exercés en France

- Néant

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Néant

SOCIÉTÉS HORS GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Néant

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Néant

* Société cotée.

Enrico d'Ortona

Administrateur représentant les salariés

Né le 11 avril 1963

Adresse professionnelle :

Imerys Minéraux Belgique
Rue du Canal, 2
4600 Visé-Lixhe (Belgique)

Biographie

Enrico d'Ortona débute sa carrière en 1979 dans un bureau d'études en tant qu'aide géomètre. Il exerce diverses fonctions de lamineur puis de refendeur de tôles notamment chez Tolmatil puis chez UCA (Belgique), dans laquelle il est responsable d'une équipe de 60 personnes. En 2004, il devient opérateur aciérie et pontier chez Arcelor Mittal avant de rejoindre en 2006 Imerys Minéraux Belgique, en qualité d'opérateur de production. Depuis février 2017, il est Coordinateur équipe autonome "I-Cube". Enrico d'Ortona a été délégué syndical et membre du Conseil d'Entreprise de Imerys Minéraux Belgique de 2008 à 2012.

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS AU 31 DÉCEMBRE 2018

SOCIÉTÉS DU GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Administrateur

- Imerys*

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Coordinateur équipe autonome "I-Cube"

- Imerys (Belgique)

SOCIÉTÉS HORS GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Néant

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Néant

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ET EXPIRÉS

SOCIÉTÉS DU GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Néant

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Néant

SOCIÉTÉS HORS GROUPE

Mandats et fonctions exercés en France

- Néant

Mandats et fonctions exercés à l'étranger

- Néant

* Société cotée.

Laurent Raets

Censeur

Né le 9 septembre 1979

Adresse professionnelle :

Groupe Bruxelles Lambert
24, avenue Marnix
1000 Bruxelles (Belgique)

Biographie

Diplômé de l'École de commerce Solvay de l'Université libre de Bruxelles, Laurent Raets débute sa carrière en 2002 au sein du cabinet Deloitte Corporate Finance à Bruxelles (Belgique), en qualité de consultant fusions-acquisitions. En 2006, il rejoint le département Participations de Groupe Bruxelles Lambert en tant qu'analyste pour en devenir le Directeur Adjoint en 2016. Administrateur d'Imerys du 29 juillet 2015 au 4 mai 2018, il est nommé Censeur du Conseil d'Administration le 4 mai 2018.

3

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS AU 31 DÉCEMBRE 2018

	SOCIÉTÉS DU GROUPE
Mandats et fonctions exercés en France	
• Censeur	• Imerys*
Mandats et fonctions exercés à l'étranger	• Néant
	SOCIÉTÉS HORS GROUPE
Mandats et fonctions exercés en France	• Néant
Mandats et fonctions exercés à l'étranger	• Néant

LISTE DE SES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ET EXPIRÉS

	SOCIÉTÉS DU GROUPE
Mandats et fonctions exercés en France	
• Administrateur	• Imerys*
Mandats et fonctions exercés à l'étranger	• Néant
	SOCIÉTÉS HORS GROUPE
Mandats et fonctions exercés en France	• Néant
Mandats et fonctions exercés à l'étranger	• Néant

* Société cotée.

3.1.4 FONCTIONNEMENT

■ CHARTE INTÉRIEURE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comme indiqué ci-avant, le Conseil d'Administration a adopté une Charte Intérieure qui contient les principes de conduite de ses membres et du fonctionnement du Conseil et de ses Comités spécialisés. Cette Charte est régulièrement mise à jour en vue d'y intégrer les évolutions légales et réglementaires applicables, les recommandations de place en matière de Gouvernement d'Entreprise et enfin les résultats des auto-évaluations de son fonctionnement auxquelles le Conseil se livre annuellement. La Charte Intérieure du Conseil d'Administration (telle que mise à jour pour la dernière fois le 4 mai 2018) est disponible sur le site Internet de la Société www.imerys.com.

■ CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président du Conseil

Le Président organise et dirige les travaux du Conseil, dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, et en liaison avec le Vice-Président, que les Administrateurs sont en mesure de remplir leur mission. Il est également chargé de convoquer le Conseil sur la base d'un ordre du jour établi en liaison avec le Directeur Général et avec l'assistance du Secrétaire, et préside ses réunions.

En complément de ses attributions légales et en liaison avec le Directeur Général, le Président peut :

- représenter la Société dans ses relations de haut niveau, sur le plan national et international, et notamment avec les pouvoirs publics, les partenaires et certaines parties prenantes stratégiques de la Société ;
- être régulièrement consulté sur tous les événements significatifs de la Société (stratégie, grands projets d'investissement et de désinvestissement, opérations financières importantes, actions sociétales, nomination des dirigeants des activités et fonctions clés), sans préjudice des prérogatives du Conseil et de ses Comités, ni des responsabilités exécutives du Directeur Général ;
- participer, sur invitation du Président du Comité concerné, aux réunions des Comités dont il n'est pas membre.

En complément de ses missions de Président du Conseil, une mission particulière d'accompagnement de la Direction Générale a été confiée par le Conseil d'Administration du 4 mai 2018 à Gilles Michel, telle que décrite au [paragraphe 3.1.2 du présent chapitre](#).

Vice-Président du Conseil

Le Président est assisté, dans l'organisation des travaux du Conseil et de ses Comités, d'un Vice-Président. Ce dernier, choisi traditionnellement parmi les Administrateurs représentant les actionnaires de contrôle de la Société, s'assure du bon fonctionnement des organes de gouvernance de la Société ; il préside, en cas d'empêchement du Président, les réunions du Conseil.

Il coordonne également les relations de la Société avec ses actionnaires de contrôle et leurs représentants et veille à prévenir les situations susceptibles de créer un conflit d'intérêts potentiel pour un Administrateur et, plus généralement, veille à l'application des meilleures pratiques de Gouvernement d'Entreprise. Le Vice-Président assure la présidence du Comité des Nominations et celui des Rémunérations.

Secrétaire du Conseil

La nomination du Secrétaire du Conseil et, le cas échéant, sa révocation, relèvent de la compétence exclusive du Conseil. Il assiste le Président, le Vice-Président, les Présidents des Comités et le Conseil et leur fait toutes recommandations utiles sur les procédures et règles applicables au fonctionnement du Conseil et des Comités, leur mise en œuvre et leur respect. Le Secrétaire est habilité à certifier les copies ou extraits de procès-verbaux des délibérations du Conseil.

Le Secrétaire agit également en qualité de Déontologue, chargé de donner un avis préalable aux transactions envisagées par les Administrateurs et les principaux dirigeants du Groupe sur les titres de la Société, lorsque ces derniers le souhaitent ([voir section 3.5 du présent chapitre](#)).

L'actuel Secrétaire du Conseil est l'ancien Directeur Juridique & RSE du Groupe.

Censeur(s)

Le Conseil peut nommer un ou plusieurs Censeur(s) parmi les actionnaires de la Société ou en dehors d'eux, celui-ci n'a pas voix délibérative, chargé(s) :

- de veiller à la stricte application des statuts et politiques en place au sein du Conseil ;
- d'assurer un rôle d'information et de conseil auprès du Conseil, notamment en exprimant son avis sur toute question que le Conseil ou le cas échéant, l'un de ces Comités jugerait utile de lui (leur) soumettre ;
- de réaliser toute mission spécifique qui lui serait confié par le Conseil ou le cas échéant, l'un de ces Comités ; et
- plus généralement, d'assister le Conseil dans l'exécution de ses missions, sans qu'il(s) ne s'immisce(nt) dans la gestion de la Société ou ne substituent aux Administrateurs.

Le Censeur est soumis aux mêmes dispositions du règlement intérieur du Conseil d'Administration que les Administrateurs.

Réunions du Conseil

2018	
Nombre de séances	7
Taux moyen de présence effective des membres	95,91 %
2019	
Nombre prévisionnel de séances	6

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, et au moins 4 fois par an. Sa convocation par son Président, son Secrétaire ou son Vice-Président, est faite par tous moyens, y compris verbalement.

La convocation aux réunions, adressée à chacun des Administrateurs par le biais d'une plate-forme digitale sécurisée est accompagnée de l'ensemble des informations et documents relatifs aux points inscrits à l'ordre du jour qui sont nécessaires pour assurer une participation efficace des membres aux débats. Ces informations et documents peuvent ainsi inclure, selon le cas, les comptes (prévisionnels ou définitifs) annuels, semestriels ou trimestriels du Groupe, ainsi que la présentation de la marche des affaires des différentes activités du Groupe ou tous autres sujets spécifiques qui seront abordés. Certains documents complémentaires peuvent en outre être remis en séance aux Administrateurs, comme par exemple les projets de communiqués relatifs aux comptes périodiques du Groupe ou encore l'information sur l'évolution du cours de Bourse de l'action de la Société.

De manière à leur permettre d'exercer leur mandat dans des conditions appropriées, le Président et, sur sa demande, les membres du Comité Exécutif, adressent également aux Administrateurs entre deux séances du Conseil d'Administration : toute information importante publiée, y compris critique, concernant le Groupe (notamment sous forme d'articles de presse et de rapports d'analyse financière) et, si l'importance ou l'urgence l'exige, toute autre information pertinente relative à la situation du Groupe, à ses projets ou à son environnement économique ou concurrentiel.

Auto-évaluation du Conseil

En application du Code AFEP-MEDEF et conformément à sa Charte Intérieure, le Conseil d'Administration se livre à la revue et à l'évaluation, chaque année, des modalités de son fonctionnement et de son activité au cours de l'exercice précédent. Les principaux résultats de cet examen ont vocation à apparaître dans son rapport sur le Gouvernement d'Entreprise. En outre, tous les trois ans au moins, suivant une périodicité décidée par son Président, le Conseil procède, ou fait procéder, le cas échéant, par un recours à un consultant extérieur à l'évaluation formelle de son fonctionnement. Ainsi, le Conseil a décidé de confier à un cabinet extérieur la conduite de la prochaine évaluation formelle de son fonctionnement en 2019.

Le Conseil d'Administration a procédé au début de l'année 2019 à l'évaluation formelle de son fonctionnement et celui de ses Comités au cours de 2018. Ainsi, il a été remis à chacun de ses membres (i) un questionnaire individuel portant notamment sur le rôle et la performance du Conseil et de ses Comités, leur composition et fonctionnement, l'organisation et la tenue de leurs réunions ainsi que l'information des Administrateurs et (ii) un questionnaire spécifique portant sur la mesure de la contribution

de chaque Administrateur aux travaux du Conseil et, le cas échéant, des Comités.

Les résultats de l'évaluation pour l'année 2018 ont été examinés par le Comité des Nominations et ses principales conclusions ont été exposées et débattues lors de la réunion du Conseil du 13 février 2019. À cet égard, il est précisé :

- de façon générale, le fonctionnement du Conseil et des Comités est jugé tout à fait satisfaisant par leurs membres, la majorité d'entre eux l'estimant stable ou en progrès par rapport à 2017 ;
- les Administrateurs apprécient en particulier la qualité des informations qui leur sont transmises à l'occasion de chacune des réunions, ainsi que la qualité et l'efficacité des débats en leur sein ;
- les Administrateurs ont notamment exprimé le souhait de voir se poursuivre (i) l'initiative prise en 2018 de conclure régulièrement les séances du Conseil par des échanges en dehors de la Direction Générale, notamment pour évoquer les sujets relatifs à la rémunération des dirigeants et au plan de transformation du Groupe et (ii) l'ouverture de certaines séances du Comité Stratégique, consacrées à des revues de la stratégie du Groupe ou de l'avancement de son plan de transformation, à la participation de l'ensemble des membres du Conseil. Concernant la composition du Conseil d'Administration, une attention particulière sera portée dans les futures possibles évolutions de la composition du Conseil au renforcement des expertises dans les domaines R&D, innovation, digital et international ;
- l'évaluation de la contribution individuelle des Administrateurs a fait ressortir un niveau d'engagement et d'apport effectif de chaque Administrateur jugé globalement satisfaisant, voire au-delà des attentes.

■ COMITÉS SPÉCIALISÉS

Le Conseil d'Administration a constitué en son sein quatre Comités spécialisés : le Comité Stratégique, le Comité d'Audit, le Comité des Nominations et le Comité des Rémunérations. Ces Comités exercent leurs activités sous la responsabilité du Conseil qui en fixe les missions, compositions et rémunérations, sur proposition du Comité des Nominations et celle du Comité des Rémunérations. Les Comités spécialisés n'ont qu'un rôle consultatif et n'ont pas de pouvoir décisionnel. Les travaux effectués par chacun des Comités Spécialisés font périodiquement l'objet d'un compte-rendu au Conseil, de la part de leur Président.

Les membres des Comités spécialisés sont choisis par le Conseil, sur proposition du Comité des Nominations, parmi les Administrateurs, à l'exception du Directeur Général qui ne peut en être membre. La durée des fonctions de membre des Comités coïncide avec celle du mandat d'Administrateur. Chaque Comité désigne en son sein un Président, après avis du Comité des Nominations.

■ COMITÉ STRATÉGIQUE

Composition

Le Comité Stratégique, à la date du présent Document de Référence, est composé des huit membres suivants, désignés par le Conseil :

Nom	Date de 1 ^{re} nomination au Comité	Qualité de membre indépendant
Ian Gallienne, Président	29 avril 2010	Non
Aldo Cardoso	2 mai 2007	Oui
Odile Desforges	4 mai 2016	Oui
Paul Desmarais III	29 avril 2014	Non
Colin Hall	4 mai 2018	Non
Ulysses Kyriacopoulos	30 avril 2015	Non
Martina Merz	4 mai 2018	Oui
Gilles Michel	4 mai 2018	Non
Nombre de membres : 8		3

Mission

La Charte Intérieure du Conseil d'Administration définit les missions du Comité comme suit :

"Le Comité Stratégique a notamment pour mission d'examiner et de fournir au Conseil d'Administration son avis et ses recommandations dans les domaines suivants :

1. Stratégie

- l'élaboration et l'arrêté des orientations de la stratégie industrielle, commerciale et financière long-terme du Groupe et leurs principes de mise en œuvre ;
- le contrôle de la conformité de la stratégie long-terme mise en œuvre par la Direction Générale aux orientations arrêtées par le Conseil d'Administration.

À cet effet, il examine en détail et formule, le cas échéant, ses recommandations au Conseil concernant :

- le budget du Groupe préparé par la Direction Générale ;
- les opérations susceptibles de modifier significativement l'objet ou le périmètre d'activité de la Société et du Groupe, notamment :
 - les opérations de prise de participation, d'investissement, d'acquisition ou de disposition de valeurs mobilières ou de tout autre élément d'actif immobilisé (ainsi que toute opération économiquement assimilable, notamment l'apport ou l'échange) d'un montant supérieur, par opération, à vingt millions d'euros (20 000 000 €), ou sa contre-valeur en toute autre devise,
 - les accords commerciaux ou industriels significatifs qui engageraient l'avenir à long terme de la Société ou du Groupe,
 - toute opération de financement d'un montant susceptible de modifier substantiellement la structure financière du Groupe ;
 - les orientations, la mise en œuvre et le suivi par la Direction Générale de la politique générale en matière de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (notamment Environnement, Hygiène & Sécurité et Développement Durable) et d'Innovation.

Le Comité présente en fin d'année au Conseil son programme prévisionnel d'étude des questions stratégiques, importantes pour l'avenir du Groupe, qu'il envisage pour l'année suivante.

2. Risques

- les questions relatives à l'identification, la mesure et la surveillance par la Direction Générale des principaux enjeux et risques éventuels pour le Groupe dans les domaines suivants :
 - environnement externe : relations avec les investisseurs, positions concurrentielles du Groupe,
 - politiques internes : gestion des ressources financières, gestion des Ressources Humaines et des compétences, dépendance et continuité de l'exploitation d'activités industrielles ou commerciales clés,
 - informations de gestion : contrôle de gestion et reporting financier, contrôle *a posteriori*, le cas échéant, des opérations d'investissements les plus significatives."

Activité en 2018

Le Comité Stratégique s'est attaché, tout au long de l'année, à suivre les décisions majeures de gestion et de développement entreprises par la Direction Générale, en s'assurant qu'elles s'inscrivaient dans le cadre de la stratégie d'Imerys, recommandée par le Comité Stratégique et approuvée par le Conseil d'Administration.

Dans ce cadre, le Comité Stratégique a régulièrement étudié l'évolution de la marche des affaires d'Imerys et des principaux marchés sur lesquels opèrent ses activités et des produits et services qu'elles offrent à ses clients.

Le Comité Stratégique a ainsi examiné en détail les comptes trimestriels consolidés d'Imerys, ainsi que la manière dont ils reflétaient le résultat des actions menées par la Direction Générale. Le Comité Stratégique a également revu, lors de sa dernière séance de l'année, les résultats estimés 2018 et le budget 2019 du Groupe.

Lors de la réunion qui s'est tenue les 25 et 26 juin, à laquelle tous les Administrateurs étaient conviés, ces derniers ont pu visiter le centre de recherche de Lyon et l'usine de Fos-sur-Mer (France) relatifs aux activités aluminates (ex-Kerneos).

Le Comité a poursuivi sa réflexion sur la stratégie long-terme du Groupe initiée en 2017.

Par ailleurs, le Comité Stratégique a examiné périodiquement, et approuvé, les étapes clés et les principaux aspects des projets de croissance externe ou de cession les plus significatifs. Ainsi, l'examen du Comité a notamment porté en 2018 sur :

- les options stratégiques envisagées pour l'avenir de l'activité de la division Toiture et a fait régulièrement des points d'étapes avant la cession définitive de cette division en octobre 2018,
- la stratégie de développement d'Imerys en Chine, qui a été marquée par les acquisitions de Kerneos et Biok en 2017,
- le suivi d'autres projets d'acquisition ou de cession significatifs,
- la stratégie de transformation des systèmes d'information et de gestion du Groupe et son déploiement,
- le marché des proppants céramiques aux États-Unis, la situation et les perspectives de l'activité de solutions pour l'Exploitation Pétrolière du Groupe,
- l'impact potentiel de la situation des contentieux aux États-Unis sur les activités talc du Groupe, et
- les activités Graphite & Carbone d'Imerys et les évolutions technologiques dans le marché les impactant, ainsi que les options stratégiques pour l'activité graphite naturel du Groupe en Namibie.

Enfin, et comme habituellement, le Comité Stratégique s'est attaché à analyser la structure financière du Groupe et à s'assurer de sa robustesse dans la perspective, notamment, de la poursuite de la politique sélective d'investissement et de croissance externe d'Imerys.

Fonctionnement

Le Comité délibère en présence de la majorité de ses membres et se réunit aussi souvent que son Président le juge utile, ou encore à la demande du Président du Conseil ou du Directeur Général. Il consacre en principe une réunion par an à la stratégie du Groupe et à son environnement concurrentiel, à laquelle tous les Administrateurs sont éventuellement conviés. Ainsi, la présentation de la revue stratégique du Groupe a fait l'objet d'une réunion du Comité Stratégique ouvert à l'ensemble des Administrateurs en octobre 2018.

2018

Nombre de séances	7
Taux moyen de présence effective des membres	94,64 %

2019

Nombre prévisionnel de séances	8
--------------------------------	---

Pour l'accomplissement de sa mission, le Comité entend le Directeur Général, le Directeur Financier, le Directeur Juridique et le Directeur de la Stratégie du Groupe, ainsi que, à l'initiative du Directeur Général ou à la demande qui lui en est faite par le Comité, en fonction des points inscrits à l'ordre du jour de la réunion du Comité, tout autre membre du Comité Exécutif et responsables fonctionnels ou opérationnels du Groupe compétents. Le Comité peut, le cas échéant, procéder à des visites de sites industriels et, à cette occasion, à l'audition de responsables opérationnels du Groupe, utiles à la réalisation de sa mission.

Le Secrétaire du Comité est le Directeur Stratégie du Groupe ; il établit les comptes rendus des séances du Comité.

■ COMITÉ DES NOMINATIONS

Composition

Le Comité des Nominations, à la date du présent Document de Référence, est composé des cinq membres suivants, désignés par le Conseil, parmi lesquels figure le Vice-Président du Conseil d'Administration qui assure la Présidence du Comité :

Nom	Date de 1 ^{re} nomination au Comité	Qualité de membre indépendant
Paul Desmarais III, Président	4 mai 2016	Non
Ian Gallienne	26 avril 2012	Non
Marion Guillou	29 avril 2014	Oui
Martina Merz	3 mai 2017	Oui
Marie-Françoise Walbaum	4 mai 2016	Oui
Nombre de membres : 5		3

Ce Comité est composé majoritairement de membres indépendants, conformément à la recommandation du Code AFEP-MEDEF.

Mission

La Charte Intérieure du Conseil d'Administration définit les missions du Comité comme suit :

- "examiner et fournir au Conseil d'Administration son avis et ses propositions de nomination du Directeur Général et, le cas échéant, des Directeurs Généraux Délégués, des Administrateurs ainsi que des Présidents du Conseil et de ses Comités ainsi que de leurs membres. A ce titre, le Comité des Nominations doit prendre en compte l'ensemble des éléments suivants, au vu notamment de la composition et de l'évolution

de l'actionnariat de la Société, pour parvenir à une composition équilibrée du Conseil :

- indépendance,
- représentation entre les femmes et les hommes,
- nationalité,
- expérience internationale et expertises (notamment la compétence financière ou comptable requise pour les membres du Comité d'Audit) ;
- la présentation d'un plan de succession des dirigeants mandataires sociaux et, à l'initiative du Directeur Général, celui des membres du Comité Exécutif ;
- la qualification d'indépendant de chacun des Administrateurs, au regard de la définition d'indépendance adoptée par le Conseil,

et sur les éventuelles modifications (ou explications de critères) à apporter à cette définition ;

- la partie du Rapport du Conseil sur le Gouvernement d'Entreprise relevant de ses attributions ;
- la revue des propositions de réponse à formuler aux éventuelles demandes des autorités de régulation (AMF, HCGE) ; et

plus généralement, le Comité formule au Conseil toute recommandation pour se conformer aux meilleures pratiques de gouvernance et aux recommandations du Code AFEP-MEDEF ; à ce titre, il procède chaque année à la revue des conclusions de l'auto-évaluation du Conseil et de ses Comités ainsi que des principales recommandations qui peuvent en résulter.

Activité en 2018

Informé fin 2017 du souhait de Gilles Michel de cesser ses fonctions de Direction Générale, le Comité a tout d'abord poursuivi un travail approfondi sur le leadership du Groupe et sur sa gouvernance. Dans ce contexte, le Comité a finalisé le processus de sélection et d'évaluation des candidats éventuels aux fonctions de dirigeant mandataire social exécutif du Groupe.

Le Comité des Nominations a ensuite été consulté sur la composition du Conseil d'Administration et celle de ses Comités. Il a procédé à l'examen de la situation des Administrateurs, en particulier ceux dont les mandats venaient à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle des actionnaires, des candidatures proposées, le cas échéant, pour leur remplacement ou de nouvelles nominations. Le Comité s'est en particulier penché à cette occasion sur la réduction du nombre d'Administrateurs de la Société en vue d'améliorer encore la réactivité du Conseil, l'efficacité et l'intensité des échanges en son sein.

Le Comité a également analysé la situation individuelle des Administrateurs actuels de la Société et des candidats pressentis à ces fonctions, au regard de la nécessaire diversité des compétences et expériences à réunir dans la composition du Conseil et de la définition d'indépendance des membres retenue par le Conseil. À cet égard, le Comité a notamment examiné s'il pouvait exister des liens d'affaires éventuels entre ces membres et le Groupe. Il s'est également assuré que les compositions actuelles du Conseil, des Comités d'Audit, des Nominations et celui des Rémunérations,

leurs Présidences et, le cas échéant, leurs évolutions, respectaient respectivement les proportions ou qualités de membres indépendants ou de femmes requises conformément aux dispositions légales ou celles du Code AFEP-MEDEF.

S'agissant des pratiques de la Société s'écartant de ce Code, le Comité a formulé ses recommandations au Conseil sur la pertinence et la transparence des explications justifiant ces exceptions dans le tableau relatif à l'application du Code AFEP-MEDEF à établir par la Société.

Le Comité des Nominations a par ailleurs revu et approuvé les évolutions de l'organisation et des compétences au sein du Groupe, et plus particulièrement son plan de transformation et la recomposition du Comité Exécutif du Groupe annoncés le 26 novembre 2018 (*voir notamment le chapitre 1 du Document de Référence*).

Il s'est également penché, comme chaque année, sur les enjeux de la diversité et des plans d'actions associés, et sur le plan d'évolution et de succession pour les dirigeants mandataires sociaux et l'ensemble des membres du Comité Exécutif du Groupe.

Fonctionnement

Le Comité délibère en présence d'au moins deux de ses membres et se réunit aussi souvent que son Président le juge utile, ou encore à la demande du Président du Conseil ou du Directeur Général.

2018

Nombre de séances	6
Taux moyen de présence effective des membres	96,66 %

2019

Nombre prévisionnel de séances	4
--------------------------------	---

Pour l'accomplissement de sa mission, le Comité entend le Président du Conseil, le Directeur Général ainsi que le Directeur des Ressources Humaines du Groupe et, en tant que besoin, le Secrétaire du Conseil ; il prend également, s'il l'estime utile, l'avis d'experts indépendants.

Le Secrétaire du Comité est le Directeur des Ressources Humaines du Groupe ; il établit le compte rendu des réunions du Comité.

COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

Composition

Le Comité des Rémunérations, à la date du présent Document de Référence, est composé des six membres suivants, désignés par le Conseil, parmi lesquels figure le Vice-Président du Conseil d'Administration qui assure la Présidence du Comité :

Nom	Date de 1 ^{re} nomination au Comité	Qualité de membre indépendant
Paul Desmarais III, Président	4 mai 2016	Non*
Éliane Augelet-Petit	1 ^{er} janvier 2017	N/A
Ian Gallienne	26 avril 2012	Non
Marion Guillou	29 avril 2014	Oui
Martina Merz	3 mai 2017	Oui
Marie-Françoise Walbaum	4 mai 2016	Oui
Nombre de membres : 6		3

* Voir paragraphe 3.1.2 du présent chapitre.

Mission

La Charte Intérieure du Conseil d'Administration définit les missions du Comité comme suit :

"Le Comité des Rémunérations a pour mission d'examiner et de fournir au Conseil d'Administration son avis et ses éventuelles recommandations dans les domaines suivants :

- le montant et le mode d'attribution des jetons de présence (parties fixe et variable, cette dernière devant être prépondérante) alloués aux Administrateurs ;
- la politique générale de rémunération des dirigeants mandataires sociaux qui sera soumise par le Conseil au vote de l'Assemblée des actionnaires ;
- la politique générale de rémunération des cadres dirigeants du Groupe ;
- l'ensemble des éléments de rémunération (fixe, variable et exceptionnels), des indemnités liées à la prise ou la cessation des fonctions, des avantages de toute nature dus ou susceptibles d'être dus à chacun des dirigeants mandataires sociaux et qui seront soumis par le Conseil au vote de l'Assemblée des actionnaires annuelle ;
- la politique générale d'attribution, et la détermination des bénéficiaires proposée par le Directeur Général, d'options (souscription ou achat) ou d'actions gratuites de la Société ;
- la détermination des attributions individuelles d'options ou d'actions gratuites aux dirigeants mandataires sociaux ainsi que les conditions spécifiques et restrictions applicables à ces attributions (atteinte d'objectifs de performance économique, limitation de leur nombre, obligation de conservation d'actions de la Société...) en application des recommandations issues du Code AFEP-MEDEF ;
- la partie du Rapport du Conseil sur le Gouvernement d'Entreprise relevant de ses attributions ;
- la politique d'actionnariat salarié du Groupe et ses conditions de mise en œuvre proposées par le Directeur Général ;
- la revue des propositions de réponse à formuler aux éventuelles demandes des autorités de régulation (AMF, HCGE) ; et

plus généralement, le Comité formule au Conseil toute recommandation pour se conformer aux meilleures pratiques de gouvernance en matière de rémunération et aux recommandations du Code AFEP-MEDEF".

Ce Comité est composé majoritairement de membres indépendants, conformément à la recommandation du Code AFEP-MEDEF.

Activité en 2018

Le Comité des Rémunérations a, au cours du premier semestre, procédé comme traditionnellement à l'évaluation de la performance de Gilles Michel en qualité de Président-Directeur Général pour l'année 2017. Il a mesuré l'atteinte des critères notamment quantitatifs qui lui avaient été assignés pour la fixation du montant de la part variable de sa rémunération due au titre de l'exercice 2017, payable en 2018, et de ceux conditionnant le vesting d'actions de performance attribuées dans le cadre de plans antérieurs de rétention à long terme.

Le Comité des Rémunérations a ensuite émis ses recommandations sur la fixation des critères quantitatifs et qualitatifs pour la détermination de la part variable de la rémunération pour 2018 de Gilles Michel, en qualité de Président Directeur Général jusqu'au 4 mai 2018, et de Conrad Keijzer en qualité de Directeur Général Délégué puis de Directeur Général et ceux quantitatifs liés au programme individuel 2018 de rétention à long terme de Conrad Keijzer Directeur Général.

Le Comité a également examiné les principales caractéristiques du programme général de rémunération et de rétention à long terme, applicable aux autres principaux responsables clés du Groupe. Il a notamment émis à l'attention du Conseil ses recommandations en matière de dimensionnement du plan de rétention long terme et des critères de performance associés.

Dans ce cadre, le Comité a vérifié que les pratiques suivies et les propositions faites étaient conformes aux recommandations du Code AFEP-MEDEF en matière de rémunération des dirigeants mandataires sociaux.

Fonctionnement

Le Comité délibère en présence d'au moins deux de ses membres et se réunit aussi souvent que son Président le juge utile, ou encore à la demande du Président du Conseil ou du Directeur Général.

2018

Nombre de séances	5
Taux moyen de présence effective des membres	96,66 %

2019

Nombre prévisionnel de séances	3
--------------------------------	---

Pour l'accomplissement de sa mission, le Comité entend le Président du Conseil, le Directeur Général ainsi que les responsables concernés des Ressources Humaines du Groupe ; il prend également, s'il l'estime utile, l'avis d'experts indépendants.

Le Secrétaire du Comité est le Directeur des Ressources Humaines du Groupe ; il établit le compte rendu des réunions du Comité.

■ COMITÉ D'AUDIT

Composition

Le Comité d'Audit, à la date du présent Document de Référence, est composé de quatre membres :

Nom	Date de 1 ^{re} nomination au Comité	Qualité de membre indépendant
Aldo Cardoso, Président	3 mai 2005	Oui
Colin Hall	15 décembre 2015	Non
Lucile Ribot	4 mai 2018	Oui
Marie-Françoise Walbaum	25 avril 2013	Oui
Nombre de membres : 4		3

La composition de ce Comité respecte la proportion des deux tiers de membres indépendants recommandée par le Code AFEP-MEDEF ainsi que les recommandations du groupe de travail de l'AMF sur le Comité d'Audit.

Mission

Le Comité d'Audit a pour mission d'examiner et de fournir au Conseil d'Administration son avis et ses éventuelles recommandations dans les domaines suivants :

1. Comptes

- les comptes annuels et semestriels, sociaux et consolidés ainsi que les comptes consolidés trimestriels ;
- le périmètre des sociétés consolidées ;
- la pertinence et la permanence des méthodes comptables retenues, en vérifiant notamment la fiabilité des procédures internes de collecte et de contrôle des informations ;
- la méthode et les estimations retenues dans les tests de perte de valeur pratiqués par le Groupe ;
- la situation de l'endettement du Groupe ;
- les litiges et engagements hors bilan significatifs et leur impact comptable pour le Groupe ;
- le processus de production et de diffusion de l'information comptable et financière ;
- la revue des éventuelles remarques formulées par les autorités de régulation (AMF) ainsi que les propositions de réponse à y apporter.

2. Information financière

- la politique et les procédures applicables en matière de communication financière destinées à assurer la conformité par le Groupe à ses obligations réglementaires ;
- les principaux éléments de communication financière relative aux comptes du Groupe et de la Société.

3. Contrôle externe

- les propositions de nomination ou de renouvellement des Commissaires aux comptes ;
- le programme de travail des Commissaires aux comptes et les éventuelles missions complémentaires qui sont confiées à ceux-ci ou à d'autres membres de leur réseau, ainsi que le montant des rémunérations correspondantes ;
- la supervision des règles de recours aux Commissaires aux comptes pour des services autres que la certification légale des comptes ("services non audit autorisés") et, plus généralement, du respect des principes garantissant l'indépendance des Commissaires aux comptes et des mesures de sauvegarde prises par ceux-ci pour atténuer ces risques. À ce titre, le Comité d'Audit revoit et approuve préalablement, dans les conditions fixées par le Conseil, les services non audit autorisés. Par exception, les services correspondant à des missions spécifiques dont le montant global annuel n'excède pas les pourcentages ou montants fixés par le Conseil font l'objet d'une simple ratification par le Comité d'Audit au plus tard le 31 décembre de chaque année ;
- les conclusions des diligences des Commissaires aux comptes ainsi que leurs recommandations et les suites qui y sont données.

4. Audit & Contrôle Internes

- les programmes annuels d'audit interne et d'évaluation des contrôles internes ainsi que les moyens de leur mise en œuvre ;
- le résultat des travaux des auditeurs externes et internes et du Département Contrôle Interne, le suivi de leurs éventuelles recommandations, notamment, en matière d'analyse, d'actions correctives, d'élaboration de la cartographie des principaux risques du Groupe, de leur contrôle et de celui des engagements hors-bilan significatifs, ainsi que l'organisation des équipes d'audit interne ;
- l'établissement et le contenu du Rapport annuel du Conseil sur les facteurs de risques et le contrôle interne du Groupe.

5. Risques

- l'identification, la mesure et la surveillance par la Direction Générale des principaux risques éventuels pour le Groupe dans les domaines suivants :
 - environnement externe : évolutions légales ou réglementaires, gestion de crise ou survenance de catastrophe, cybersécurité,
 - processus internes : suivi juridique des contentieux importants, conformité aux réglementations applicables (notamment Environnement, Hygiène & Sécurité et Développement Durable), conduite des affaires conformément à la réglementation et aux valeurs éthiques fondamentales d'Imerys (déontologie et éthique, anti-corruption, anti-trust...),
 - potentiel de réserves et ressources minérales ;
- les orientations, la mise en œuvre et le suivi par la Direction Générale de la politique générale en matière de Contrôle Interne et de prévention des risques (organisation, politiques et procédures, infrastructures et systèmes informatiques, télécommunication et digitalisation...) et d'assurance du Groupe et leurs évolutions ;
- les programmes et résultats des travaux des experts internes (auditeurs, juristes...) et, le cas échéant, des experts externes, auxquels il serait fait appel, sur l'analyse, le contrôle ou la mesure des risques ou de la performance du Groupe dans les domaines précités ;
- tout autre sujet susceptible d'avoir une incidence financière et comptable significative pour la Société ou le Groupe.

Activité en 2018

Le Comité d'Audit a, comme traditionnellement, procédé à la revue des comptes annuels, sociaux et consolidés, de l'exercice 2017, ainsi que des comptes trimestriels et semestriels consolidés de l'exercice 2018 du Groupe. Dans ce cadre, le Comité a examiné les travaux de clôture et les projets de communiqués de presse qui y étaient associés et a pu recommander au Conseil l'approbation, sans réserve, des comptes définitifs qui lui étaient présentés. Le Comité a également revu les règles comptables appliquées par le Groupe et leur adaptation aux évolutions du référentiel IFRS, ainsi que le suivi des recommandations des autorités de régulation des marchés. Il a aussi examiné, comme pour les précédents exercices, l'évolution du taux effectif global d'imposition du Groupe et ses composantes et revu les résultats des tests de pertes de valeur des Unités Génératrices de Trésorerie concernées.

En début d'année 2018, le Comité d'Audit a revu le rapport sur les paiements faits aux gouvernements par les entités du Groupe exerçant une activité minière.

Le Comité a également suivi tout au long de l'année 2018 l'évolution de la situation contentieuse liée à l'activité historique des filiales talc du Groupe aux États-Unis. Il a examiné de manière approfondie au cours du second semestre 2018, avec l'assistance de cabinets d'avocats locaux spécialisés, les différentes options stratégiques envisagées par ces filiales en vue de préserver au mieux leurs intérêts opérationnels et financiers à long terme et d'apprécier leurs éventuelles conséquences pour le Groupe. Le Comité d'Audit a rendu compte de l'avancement de cet examen à chaque séance du Conseil, jusqu'au soutien par celui-ci de la décision prise par les filiales concernées de se placer sous la protection de la procédure judiciaire américaine de "Chapter 11" pour régler définitivement les litiges historiques liés au talc aux États-Unis.

Une présentation globale et approfondie sur la refonte des programmes de conformité et des nouveaux plans d'actions mis en œuvre par le Groupe dans le cadre des nouvelles réglementations Sapin II et de devoir de vigilance a également été faite au Comité ; le code de conduite et d'éthique a été refondu en y associant un système d'alerte externe et une cartographie spécifique des risques de corruption et de respect par les fournisseurs des règles éthiques, environnementales, sociales et de gouvernance a été adoptées. Enfin, les normes fixées par le Groupe en la matière et applicable par tous ses fournisseurs ont été adoptés et diffusés.

Le Comité a étudié, à la fin de chaque semestre, le rapport d'activité de la Direction de l'Audit et du Contrôle Internes. Il incluait le compte rendu : des missions d'audit réalisées, ainsi que les résultats des plans de mesures correctrices menés à la suite de missions d'audits effectuées au cours des années précédentes ; des tests et appréciations des systèmes de contrôle interne en vigueur au sein du Groupe. Le Comité a également passé en revue le plan d'audit et les actions spécifiques programmés pour 2018. Le Comité a par ailleurs pu constater que tous les principaux risques du Groupe tels qu'ils ressortaient de leur dernière cartographie établie en 2016, sont examinés régulièrement soit par lui-même, soit par le Comité Stratégique, et sont supportés par des niveaux de contrôle adéquats. Il a validé également la mise à jour des règles d'autorité managériale applicables au sein du Groupe.

Au cours de l'année, le Comité a également examiné les points spécifiques suivants : la comptabilisation des principales opérations d'acquisition de croissance externe/cessions (notamment la cession de la division Toiture) et de restructurations effectuées par le Groupe ; l'inventaire des réserves et ressources minières du Groupe ; la gestion et l'état des principaux risques juridiques et l'évaluation des provisions correspondantes ; l'appréciation des positions fiscales du Groupe dans ses principaux pays d'implantation et des éventuels risques liés ; l'organisation, la gestion et les systèmes de contrôle de la trésorerie du Groupe et des risques associés.

Le Comité a aussi revu la nouvelle stratégie du Groupe en matière de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE) et l'état de la mise en œuvre de sa feuille de route associée. Il lui a également été rendu compte de la performance non-financière du Groupe pour l'exercice 2018 au regard des principaux indicateurs suivis.

À la suite de la réforme européenne de l'audit qui a instauré une séparation entre les activités de contrôle et de conseil, le Comité a également approuvé les règles et procédures internes applicables à la fourniture de services non-audit par les Commissaires aux Comptes.

Fonctionnement

Le Comité délibère en présence de la majorité de ses membres. Il se réunit aussi souvent que son Président le juge utile ainsi qu'à tout moment, à la demande de deux de ses membres, du Président du Conseil d'Administration ou du Directeur Général.

2018

Nombre de séances	7
Taux moyen de présence effective des membres	100 %

2019

Nombre prévisionnel de séances	6
--------------------------------	---

Pour l'accomplissement de sa mission, le Comité d'Audit entend le Président du Conseil, le Directeur Général, les Commissaires aux comptes et le Directeur Financier du Groupe. À l'initiative du Directeur Général, du Directeur Financier ou à la demande qui leur en est faite par le Comité, en fonction des points inscrits à l'ordre du jour de la réunion du Comité, celui-ci peut également entendre les autres personnes qui participent à l'élaboration des comptes ou à leur contrôle ainsi qu'à la gestion ou la prévention des risques (notamment la Direction Financière, la Direction de l'Audit et du Contrôle Internes, la Direction Juridique).

Le Comité bénéficie d'un accès illimité à toutes les informations disponibles au sein du Groupe. Il peut également procéder à des visites de sites industriels ou à l'audition de tous responsables opérationnels ou fonctionnels du Groupe qu'il jugerait utiles ou nécessaires à la bonne exécution de sa mission. Le Comité peut également, en en informant le Président du Conseil et le Directeur Général, demander la réalisation de tout audit interne ou externe sur tout sujet qu'il estime relever de sa mission.

Le Secrétaire du Comité est le Directeur Financier du Groupe ; il établit les comptes rendus des séances du Comité qui sont tenus à la disposition des Commissaires aux comptes.

■ COMITÉS AD HOC

Le 13 février 2019, le Conseil a décidé suivant la recommandation du Comité des Nominations de la mise en place de deux comités ad hoc de nature temporaire, ayant pour mission spécifique de suivre (i) le déploiement par le Groupe de son plan de transformation (Comité de Transformation) et (ii) le déroulement de la procédure dite “*Chapter 11*” des entités talc Nord-américaines du Groupe (Comité de Suivi “*Chapter 11*”) :

Comité de Transformation

Composition

Le Comité, à la date du présent Document de Référence, est composé des 5 membres suivants, désignés par le Conseil :

Nom	Date de 1 ^{re} nomination au Comité	Qualité de membre indépendant
Paul Desmarais III, Président	13 février 2019	Non
Odile Desforges	13 février 2019	Oui
Martina Merz	13 février 2019	Oui
Ulysses Kyriacopoulos	13 février 2019	Non
Laurent Raets	13 février 2019	N/A (censeur)
Nombre de membres : 5		2

Mission

Le Comité a pour mission de suivre la mise en œuvre du plan de transformation initié par le Groupe en novembre 2018. Au sein du Comité, son Président organise et dirige les travaux du Comité, dont il rend compte au Conseil.

Président pour assurer le bon accomplissement de sa mission. Le Comité délibère, en présence de la majorité de ses membres.

Le Comité pourra entendre le Directeur Général, le Directeur des Ressources Humaines, le Directeur Financier, et, en tant que de besoin, tout autre membre du Comité Exécutif d'Imerys et collaborateur du Groupe compétent (notamment tout membre de l'équipe de Transformation mise en place par le Groupe).

Fonctionnement du Comité

Les réunions du Comité se tiennent sur une base mensuelle, qui sera adaptée en fonction de ce qui sera jugé nécessaire par son

Le Secrétaire du Comité est le Directeur des Ressources Humaines du Groupe ; il établit le compte-rendu des réunions du Comité.

Comité de Suivi “*Chapter 11*”

Composition

Le Comité, à la date du présent Document de Référence, est composé des 2 membres suivants, désignés par le Conseil :

Nom	Date de 1 ^{re} nomination au Comité	Qualité de membre indépendant
Aldo Cardoso, Président	13 février 2019	Oui
Colin Hall	13 février 2019	Non
Nombre de membres : 2		1

Mission

Le Comité a pour mission de suivre la mise en œuvre et l'avancement, jusqu'à sa résolution, de la procédure de “*Chapter 11*” des entités talc Nord-américaines du Groupe, incluant la négociation des termes du plan de poursuite de leur activité. Au sein du Comité, son président organise et dirige les travaux du Comité, dont il rend compte au Conseil.

Le Comité pourra entendre le Directeur Général, le Directeur Juridique, le Directeur Financier, et, en tant que de besoin, tout autre membre du Comité Exécutif d'Imerys et collaborateur du Groupe compétent (notamment tout membre de l'équipe interne dédiée au suivi de la procédure “*Chapter 11*”).

Le Secrétaire du Comité est l'actuel Secrétaire du Conseil (Denis Musson) ; il établit le compte-rendu des réunions du Comité.

Fonctionnement du Comité

Les réunions du Comité se tiennent sur une base mensuelle, qui sera adaptée en fonction de ce qui sera jugé nécessaire par son Président pour assurer le bon accomplissement de sa mission. Le Comité délibère en présence de l'ensemble de ses membres.

Conformément au Code AFEP-MEDEF, le tableau ci-après présente de façon synthétique l'assiduité de chaque Administrateur au sein

du Conseil et de chaque Comité spécialisé dont il est membre au cours de l'année 2018 :

	Assiduité au Conseil d'Administration	Assiduité au Comité Stratégique	Assiduité au Comité des Nominations	Assiduité au Comité des Rémunérations	Assiduité au Comité d'Audit
Gilles MICHEL <i>Président du Conseil et Administrateur</i>	100 %	100 %	N/A	N/A	N/A
Conrad KEIJZER <i>Directeur Général et Administrateur</i>	100 %	N/A	N/A	N/A	N/A
Paul DESMARAIS III <i>Vice-Président du Conseil et Administrateur</i>	86 %	86 %	100 %	100 %	N/A
Aldo CARDOSO <i>Administrateur</i>	100 %	100 %	N/A	N/A	100 %
Odile DESFORGES <i>Administrateur</i>	100 %	86 %	N/A	N/A	N/A
Ian GALLIENNE <i>Administrateur</i>	100 %	100 %	100 %	100 %	N/A
Marion GUILLOU <i>Administrateur</i>	71 %	N/A	83 %	80 %	N/A
Colin HALL <i>Administrateur</i>	100 %	100 %	N/A	N/A	100 %
Ulysses KYRIACOPOULOS <i>Administrateur</i>	86 %	100 %	N/A	N/A	N/A
Martina MERZ <i>Administrateur</i>	100 %	100 %	100 %	100 %	N/A
Lucile RIBOT <i>Administrateur</i>	100 %	N/A	N/A	N/A	100 %
Marie-Françoise WALBAUM <i>Administrateur</i>	100 %	N/A	100 %	100 %	100 %
Éliane AUGLET PETIT <i>Administrateur</i>	100 %	N/A	N/A	100 %	N/A
Enrico d'ORTONA <i>Administrateur</i>	100 %	N/A	N/A	N/A	N/A
Laurent RAETS <i>Censeur</i>	100 %	N/A	N/A	N/A	N/A

3.2 DIRECTION GÉNÉRALE

3.2.1 COMPOSITION

À la date du présent Document de Référence, la Direction Générale du Groupe est assurée par :

- Conrad Keijzer, Directeur Général ;
- assisté d'un Comité Exécutif qui regroupe les onze principaux Directeurs opérationnels et fonctionnels du Groupe.

Les informations relatives à Conrad Keijzer ainsi que les mandats qu'il exerce, ou qu'il a exercé au cours des cinq dernières années, figurent au [paragraphe 3.1.3 du présent chapitre](#).

3.2.2 POUVOIRS

Conformément aux dispositions légales et statutaires, le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration ; il représente la Société à l'égard des tiers.

En application de l'article 18 des statuts, le Conseil d'Administration peut limiter les pouvoirs du Directeur Général ; cette limitation est néanmoins inopposable aux tiers.

À cet égard et conformément à la Charte Intérieure du Conseil d'Administration, le [paragraphe 3.1.1 du présent chapitre](#) décrit les opérations qui requièrent l'autorisation du Conseil d'Administration préalablement à leur mise en œuvre par la Direction Générale.

Le Conseil peut également, sur proposition du Directeur Général, nommer un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués.

3.2.3 COMITÉ EXÉCUTIF

3.2.3.1 NOUVELLE ORGANISATION ET RECOMPOSITION DU COMITÉ EXÉCUTIF

À l'issue d'une revue stratégique approfondie, Imerys a annoncé le 26 novembre 2018 la mise en place de changements dans son organisation managériale, afin de se concentrer davantage sur les besoins du marché et d'accompagner le repositionnement réussi du Groupe sur les spécialités minérales pour l'industrie.

Cette nouvelle organisation est organisée autour de deux segments, regroupant cinq domaines d'activité nouvellement créés autour des principaux marchés du Groupe ([voir section 1.3 du chapitre 1 du Document de Référence](#)).

Les Directeurs opérationnels et fonctionnels de ces cinq domaines d'activité sont directement rattachés au Directeur Général :

- le segment Minéraux de Performance rassemble trois domaines d'activité géographiques – Europe, Moyen-Orient et Afrique (EMEA), Amérique et Asie-Pacifique (APAC) – et sert les industries du plastique, de la peinture et du revêtement, de la filtration,

des matériaux céramiques, des énergies renouvelables, du papier et du carton ;

- le segment Matériaux et Solutions Haute Température rassemble deux domaines d'activité – Solutions de Haute Température, et Réfractaires, Abrasifs & Construction – et sert les marchés des réfractaires, de la fonderie, des métaux, des abrasifs et de la chimie du bâtiment.

Cette nouvelle organisation, construite autour des marchés clés de la Société :

- permettra au Groupe d'atteindre son plein potentiel en matière de croissance organique et d'améliorer encore sa compétitivité pour créer durablement de la valeur ;
- rapprochera le Groupe, avec moins de niveaux de management, de ses clients et permettra de répondre plus efficacement à leurs besoins.

Afin d'accompagner cette nouvelle structure, un nouveau Comité Exécutif a été nommé. À la date du présent Document de Référence, le Comité Exécutif est composé des membres suivants :

Nom	Fonction	Nationalité	Année d'entrée dans le Groupe	Année d'entrée au Comité Exécutif
Conrad Keijzer	Directeur Général	Néerlandais	2018	2018
Directeurs opérationnels				
Philippe Bourg	Vice-Président Réfractaires, Abrasifs & Construction	Français	1996	2018
Michel Cornelissen	Vice-Président Solutions de Haute Température	Belge	1991	2018
Guillaume Delacroix	Vice-Président Minéraux de Performance EMEA	Français	2004	2018
Cyril Giraud	Vice-Président Minéraux de Performance APAC	Français	1998	2018
Olivier Hautin	Directeur Stratégie	Français	1995	2008
Jim Murberger	Vice-Président Minéraux de Performance Amérique	Américain	1996	2018
Directeurs fonctionnels				
Frédérique Berthier	Directeur Juridique Groupe	Français	2008	2018
Jean-François Claver	Directeur Industriel	Français	2015	2016
Vincent Lecerf	Directeur des Ressources Humaines	Français	2017	2017
Thierry Materne	Directeur Innovation	Belge	2016	2016
Olivier Pirotte	Directeur Financier	Belge	2015	2015

Le Comité des Nominations et le Conseil d'Administration ont revu et approuvé les évolutions de l'organisation et des compétences au sein du Groupe, et plus particulièrement le plan de transformation et la recomposition du Comité Exécutif du Groupe susmentionnés. Ils étudient également chaque année les enjeux de diversité et

les plans d'actions associés, ainsi que le plan d'évolution et de succession des dirigeants mandataires sociaux et de l'ensemble des membres du Comité Exécutif du Groupe (*voir paragraphe 3.1.4 du chapitre 3 et chapitre 5 du Document de Référence*).

3.2.3.2 MISSIONS DU COMITÉ EXÉCUTIF

Le Comité Exécutif est un organe informatif et consultatif. Il a pour mission de s'assurer que l'organisation, les ressources et la conduite générale des affaires du Groupe, telles que mises en œuvre par chacun des membres dans leur périmètre de responsabilité individuelle et sous l'autorité du Directeur Général, sont adaptées à la stratégie arrêtée par le Conseil d'Administration et conformes aux politiques et objectifs fixés.

Cette mission porte notamment sur :

- la revue des présentations de la stratégie et des budgets des divisions du Groupe au Comité Stratégique et au Conseil d'Administration, leur mise en œuvre et le suivi de leur exécution et des éventuels ajustements nécessaires à leur respect ;
- la définition des principaux objectifs d'amélioration de la performance globale du Groupe (notamment en matière opérationnelle, financière, sociale, sociétale et environnementale, ainsi que de protection et de sécurité des personnes sur leur lieu de travail), le suivi et, le cas échéant, les éventuelles mesures correctrices nécessaires ;

- la revue de l'adéquation, du développement et de la mobilité des ressources managériales du Groupe conformément à ses besoins actuels et futurs, ainsi que des principales évolutions organisationnelles envisagées ;
- l'adoption, le contrôle du déploiement et le suivi de l'exécution des politiques et actions transversales ou de transformation applicables à l'ensemble du Groupe (Innovation, RSE, Ressources Humaines, Communication, Excellence Opérationnelle, Géologie & Mines, Hygiène & Sécurité, Conformité Légale & Réglementaire, Contrôle Interne & Gestion des Risques, Systèmes d'Information & Efficacité Interne), et plus généralement sur tous projets, opérations ou mesures qui sont soumis à l'examen du Comité Exécutif par le Directeur Général, à son initiative, ou sur proposition des autres membres.

Il se réunit en général une fois par mois et aussi souvent que l'intérêt du Groupe le nécessite. Il s'est réuni 12 fois en 2018.

3.3 RÉMUNÉRATIONS

Les informations présentées ci-après comprennent, en application des dispositions de l'article L. 225-37-2 et suivants du Code de commerce, les éléments relatifs aux rémunérations aux mandataires sociaux et notamment, celles versées ou attribuées

par la Société en 2018 aux mandataires sociaux et font partie intégrante du Rapport sur le Gouvernement d'Entreprise prévu à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

3.3.1 MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

■ MONTANT MAXIMUM DES JETONS DE PRÉSENCE

Le montant brut maximum des jetons de présence pouvant être alloués au titre d'une année aux membres du Conseil d'Administration est fixé par l'Assemblée Générale. Depuis le 4 mai 2018, ce montant est de 1 200 000 euros.

Il appartient au Conseil d'Administration de répartir les jetons de présence entre ses membres au travers d'un barème de répartition qu'il arrête, sur les recommandations du Comité des Rémunérations, puis revoit celui-ci chaque année en vue de s'assurer de son adéquation et de sa compétitivité avec les meilleures pratiques de marché des sociétés françaises cotées comparables et de leurs évolutions récentes.

■ BARÈME DE RÉPARTITION

Depuis le 4 mai 2018, le barème de répartition des jetons de présence s'établit comme suit :

		Montants bruts en euros avant impôts et contributions sociales
Conseil d'Administration	Président	100 000 fixe par an 4 000 par séance avec présence
	Vice-Président	30 000 fixe par an 4 000 par séance avec présence
	Autres membres	10 000 fixe par an 4 000 par séance avec présence
Comité Stratégique	Président	30 000 fixe par an
	Tous les membres du Comité	3 500 par séance avec présence
Comité d'Audit	Président	30 000 fixe par an
	Tous les membres du Comité	4 000 par séance avec présence
Comité des Nominations	Président	10 000 fixe par an
	Tous les membres du Comité	3 000 par séance avec présence
Comité des Rémunérations	Président	10 000 fixe par an
	Tous les membres du Comité	3 000 par séance avec présence
Comité Ad hoc : Transformation	Tous les membres du Comité	10 000 euros par an avec présence aux séances
Comité Ad hoc : Chapter 11	Tous les membres du Comité	20 000 euros par an* avec présence aux séances

* Susceptible d'éventuel ajustement en fonction du temps et de l'intensité des travaux requis pour le Comité.

Le jeton variable est diminué de moitié en cas de participation aux séances du Conseil et de ses Comités par téléphone ou visioconférence.

■ MONTANTS

Les règlements des jetons de présence sont faits semestriellement, à terme échu. En conséquence, le montant brut des jetons de présence effectivement versés durant un exercice considéré comprend (i) le montant des jetons au titre du second semestre de l'exercice précédent et (ii) le montant des jetons au titre du premier semestre dudit exercice.

Tableau sur les jetons de présence et autres rémunérations perçus par les mandataires sociaux non exécutifs

(en euros)	2018		2017	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
G. Michel, Président du Conseil d'Administration ⁽¹⁾				
Jetons de présence	93 591	21 091	-	-
Autres rémunérations	150 000 ⁽¹⁾	-	-	-
C. Keijzer, Directeur Général ⁽²⁾				
Jetons de présence	-	-	-	-
Autres rémunérations	-	-	-	-
P. Desmarais III, Vice-Président				
Jetons de présence	122 193	153 693	152 500	158 000
Autres rémunérations	-	-	-	-
A. Cardoso				
Jetons de présence	112 833	96 333	84 750	93 000
Autres rémunérations	-	-	-	-
O. Desforges				
Jetons de présence	55 000	51 250	44 250	44 250
Autres rémunérations	-	-	-	-
I. Gallienne				
Jetons de présence	102 276	93 276	75 500	81 250
Autres rémunérations	-	-	-	-
M. Guillou				
Jetons de présence	53 500	54 500	40 500	36 500
Autres rémunérations	-	-	-	-
C. Hall				
Jetons de présence	73 500	53 500	47 500	53 000
Autres rémunérations	-	-	-	-
G. Kampouri Monnas ⁽³⁾				
Jetons de présence	17 191	42 941	42 500	35 750
Autres rémunérations	-	-	-	-
U. Kyriacopoulos				
Jetons de présence	53 500	49 000	39 750	44 500
Autres rémunérations	-	-	-	-
X. Le Clef ⁽³⁾				
Jetons de présence	16 941	41 941	45 500	43 000
Autres rémunérations	-	-	-	-

(1) Président du Conseil d'Administration depuis le 4 mai 2018 et précédemment Président-Directeur Général. Les montants dus ou versés en 2018 au titre de ses précédentes fonctions, ainsi que la rémunération due au titre de la mission exceptionnelle qui lui a été confiée comme Président par le Conseil sont décrits au [paragraphe 3.1.2 du présent chapitre](#).

(2) Administrateur et Directeur Général, ne percevant aucun jeton de présence.

(3) Administrateur jusqu'au 4 mai 2018.

(4) Administrateur depuis le 4 mai 2018.

(5) Administrateur jusqu'au 4 mai 2018 puis Censeur à compter de cette même date.

(6) Administrateur jusqu'au 3 mai 2017.

(en euros)	2018		2017	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
A. Malard de Rothschild ⁽⁶⁾				
Jetons de présence	-	-	16 333	41 833
Autres rémunérations	-	-	-	-
M. Merz				
Jetons de présence	67 000	53 500	21 667	1 667
Autres rémunérations	-	-	-	-
L. Ribot ⁽⁴⁾				
Jetons de présence	40 559	3 559	-	-
Autres rémunérations	-	-	-	-
K. Taaffe Richard ⁽³⁾				
Jetons de présence	9 441	22 441	22 000	26 000
Autres rémunérations	-	-	-	-
A. Vial ⁽³⁾				
Jetons de présence	12 241	30 441	35 250	41 750
Autres rémunérations	-	-	-	-
M. F. Walbaum				
Jetons de présence	91 500	79 000	61 000	70 000
Autres rémunérations	-	-	-	-
É. Augelet-Petit				
Jetons de présence	53 000	50 000	36 000	40 000
Autres rémunérations	-	-	-	-
É. d'Ortona				
Jetons de présence	36 000	36 000	30 000	32 000
Autres rémunérations	-	-	-	-
L. Raets ⁽⁵⁾				
Jetons de présence	36 000	36 000	30 000	34 000
Autres rémunérations	-	-	-	-
Total				
Total jetons de présence	1 046 466	968 466	825 000	876 500
Total autres rémunérations	150 000	-	-	-

(1) Président du Conseil d'Administration depuis le 4 mai 2018 et précédemment Président-Directeur Général. Les montants dus ou versés en 2018 au titre de ses précédentes fonctions, ainsi que la rémunération due au titre de la mission exceptionnelle qui lui a été confiée comme Président par le Conseil sont décrits au [paragraphe 3.1.2 du présent chapitre](#).

(2) Administrateur et Directeur Général, ne percevant aucun jeton de présence.

(3) Administrateur jusqu'au 4 mai 2018.

(4) Administrateur depuis le 4 mai 2018.

(5) Administrateur jusqu'au 4 mai 2018 puis Censeur à compter de cette même date.

(6) Administrateur jusqu'au 3 mai 2017.

Il est précisé que les montants figurant dans le tableau ci-dessus représentent la totalité des rémunérations versées ou dues en 2017 et 2018 à chacun des membres du Conseil d'Administration par la Société ainsi que par les sociétés qui la contrôlent, au titre des mandats, fonctions ou autres missions qu'ils exercent au sein ou pour le compte du Groupe, à l'exception de ce qui suit :

- rémunération versée et/ou due à Gilles Michel, en qualité de Président-Directeur Général pour la période expirant au 4 mai 2018, telle que décrite au [paragraphe 3.3.2.2 du présent chapitre](#) ;

- rémunération versée et/ou due à Conrad Keijzer, en qualité de Directeur Général Délégué puis de Directeur Général à compter du 8 mars 2018 ; et

- rémunération versée et/ou due aux deux Administrateurs représentant les salariés au titre des fonctions salariales qu'ils occupent dans le groupe Imerys.

3.3.2 DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX

Les informations présentées ci-après concernent les dirigeants mandataires sociaux du Groupe, à savoir :

- Gilles Michel, Président-Directeur Général puis, à compter du 4 mai 2018, Président du Conseil d'Administration ; et
- Conrad Keijzer, Directeur Général Délégué depuis le 8 mars 2018, puis, à compter du 4 mai 2018, Directeur Général.

Ces informations comprennent, en application des dispositions des articles L. 225-37-2 et L.225-37-3 du Code de commerce :

- la politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux qui sera soumise à l'approbation ("vote ex-ante") de la prochaine Assemblée Générale (voir [paragraphe 8.1.3 et section 8.4 du chapitre 8 du Document de Référence](#)). Cette politique inclut les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables à tout dirigeant mandataire social en raison de son mandat ;

- la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués par la Société à ses dirigeants mandataires sociaux durant l'exercice 2018, ainsi que les engagements pris par la Société au bénéfice de ces derniers. Ils seront, en application de l'article L. 225-37-3 du Code de commerce, soumis à l'approbation ("vote ex-post") de la prochaine Assemblée Générale (voir [paragraphe 8.1.4 et section 8.4 du chapitre 8 du Document de Référence](#)). Il est rappelé que ces éléments ont été déterminés en application de la politique de rémunération approuvée par l'Assemblée Générale du 4 mai 2018 (cinquième résolution).

L'ensemble de ces informations, ainsi que celles relatives aux actions de performance (voir [paragraphe 3.4.2 du présent chapitre](#)), font partie intégrante du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

L'ensemble des éléments requis ont fait l'objet d'une publication sur le site Internet de la Société, conformément aux recommandations du Code AFEP-MEDEF.

3.3.2.1 PRINCIPES ET CRITÈRES DE DÉTERMINATION, DE RÉPARTITION ET D'ATTRIBUTION DE LA RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX ET ÉLÉMENTS APPLICABLES À CONRAD KEIJZER ET GILLES MICHEL AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

La rémunération des dirigeants mandataires sociaux est fixée par le Conseil d'Administration, sur proposition du Comité des Rémunérations, et vise à assurer une compétitivité vis-à-vis du marché externe. À cet égard, le Comité s'appuie, pour former ses recommandations, sur des évaluations et des comparaisons effectuées périodiquement par des consultants spécialisés.

Les éléments ci-dessous incluent :

- la politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux pour 2019 ;
- les éléments retenus par le Conseil d'Administration, sur proposition du Comité des Rémunérations, pour la rémunération 2019 du Directeur Général du Groupe.

Il est précisé que Gilles Michel, Président du Conseil d'Administration, ne percevra aucune rémunération ou avantages de toute nature au titre de l'exercice 2019 autre que (1) ses jetons de présence, conformément au barème défini au [paragraphe 3.3.1 du présent chapitre](#) et (2) la rémunération exceptionnelle due pour l'accomplissement de la mission spéciale qui lui a été confiée par le Conseil telle que décrite au [paragraphe 3.1.2 du présent chapitre](#), en ce compris les éventuels remboursements de frais exposés à raison de son exécution. En outre, Gilles Michel ne bénéficie d'aucune indemnité ou aucun engagement à raison de son départ du Groupe ou postérieur à celui-ci.

Rémunération fixe annuelle

La partie fixe de la rémunération est déterminée en fonction de l'expérience et du niveau de responsabilité du dirigeant mandataire social au jour de son entrée en fonction puis revue chaque année par le Conseil, sur recommandation du Comité des Rémunérations, en vue de s'assurer qu'elle est en ligne avec les pratiques du marché des entreprises comparables. Elle prend notamment en compte l'avantage que représente le bénéfice du régime collectif supplémentaire de retraite bénéficiant aux principaux cadres dirigeants d'Imerys.

Pour l'année 2019, le Conseil a décidé lors de sa réunion du 13 février 2019, sur la proposition du Comité des Rémunérations, de porter pour 2019 la rémunération fixe annuelle de Conrad Keijzer, en qualité de Directeur Général, à 800 000 euros.

Rémunération variable annuelle

La partie variable de la rémunération est déterminée en fonction de critères quantitatifs et qualitatifs arrêtés par le Conseil d'Administration sur recommandation du Comité des Rémunérations. L'atteinte de ces objectifs est mesurée et constatée annuellement par le Conseil d'Administration, sur recommandation du Comité des Rémunérations. La partie variable de la rémunération due au titre d'un exercice n'est versée que l'année suivante, lorsque tous les éléments de son calcul sont connus, notamment après l'arrêté des comptes définitifs du Groupe de l'exercice considéré par le Conseil d'Administration et sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires.

Pour l'année 2019, le Conseil a arrêté lors de sa réunion du 13 février 2019, sur proposition du Comité des Rémunérations, les critères et objectifs applicables à la détermination de la rémunération variable de Conrad Keijzer au titre de l'exercice en cours comme suit :

Critères quantitatifs	Poids du critère	Part variable maximum (en % du fixe)
Résultat Courant Net	50 %	55 %
Cash Flow Libre Opérationnel	30 %	33 %
Retour sur Capitaux Employés	20 %	22 %
Total		110 %
Critères qualitatifs*	Impact sur le pourcentage de réalisation	
Croissance organique et externe du Groupe, succès du plan de transformation du Groupe, animation de son équipe dirigeante, gestion responsable des produits et satisfaction clients	Taux multiplicateur compris entre 0,8 et 1,2	
Plafond		165 %

* Le pourcentage global d'atteinte des critères qualitatifs (tel qu'exprimé par rapport à la rémunération fixe annuelle et affecté du coefficient fonction de la réalisation des critères qualitatifs) pourra être, majoré ou diminué de 3 % en fonction de la réalisation d'un objectif spécifique lié à la sécurité au travail commun à tous les cadres dirigeants du Groupe. Le caractère confidentiel de ces critères qualitatifs n'en permet pas la publication intégrale.

Le montant de la rémunération variable de Conrad Keijzer au titre de l'exercice 2019 sera déterminé par le Conseil d'Administration, sur avis du Comité des Rémunérations, courant 2020 après avoir mesuré le niveau de réalisation de ces critères quantitatifs et qualitatifs. Son versement sera soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires appelée en 2020 à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Rémunération variable pluriannuelle

Le Conseil d'Administration peut également, sur proposition du Comité des Rémunérations, décider d'attribuer à tout dirigeant mandataire social une rémunération variable pluriannuelle soumise à la réalisation de critères quantitatifs et/ou qualitatifs. Le versement de cette rémunération est conditionné à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires.

Pour l'année 2019, aucune rémunération variable pluriannuelle n'a été attribuée à Conrad Keijzer.

Éléments exceptionnels

Le Conseil d'Administration peut, le cas échéant, décider d'attribuer, sur proposition du Comité des Rémunérations, une rémunération exceptionnelle ainsi qu'une indemnité de prise de fonction, à tout dirigeant mandataire social si les circonstances le justifient. Le versement des éléments exceptionnels est conditionné à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires.

Pour l'année 2019, aucune rémunération exceptionnelle n'a été attribuée à Conrad Keijzer.

Avantages en nature

Sur proposition du Comité des Rémunérations, le Conseil d'Administration peut également attribuer à tout dirigeant mandataire social, des avantages en nature. Les cotisations versées par la Société pour la garantie sociale des chefs et dirigeants d'entreprise (GSC) sont réintégrées dans leur rémunération à titre d'avantages en nature.

Pour l'année 2019, Conrad Keijzer bénéficiera des avantages en nature suivants : usage d'une voiture de fonction et d'un logement de fonction (lié à sa relocalisation personnelle et familiale requise en 2018 des Pays-Bas en France) ainsi que les cotisations pour la garantie sociale des chefs et dirigeants d'entreprise (GSC).

Indemnité de fin de contrat

Sur proposition du Comité des Rémunérations, le Conseil d'Administration peut attribuer au dirigeant mandataire social une indemnité de fin de contrat.

Le contrat de mandataire social de Conrad Keijzer prévoit le versement par la Société d'une éventuelle indemnité de rupture due en cas de départ contraint lié à un changement de contrôle ou à un changement de stratégie ou à un désaccord majeur sur ceux-ci. Aucune indemnité ne serait due en cas de départ volontaire de Conrad Keijzer, s'il avait la possibilité de faire valoir à brève échéance ses droits à la retraite ou en cas de faute grave ou lourde de sa part.

Conformément aux recommandations issues du Code AFEP-MEDEF et suivant les modalités de calcul prévues ci-dessous, le montant maximum de l'indemnité de départ serait calculé sur la base de 2 années de rémunération (fixe et variable) en cas d'une durée de mandat supérieure à deux années. En application des dispositions de l'article L. 225-42-1 du Code de commerce, le versement de cette indemnité de départ serait soumis, et proportionné, à une condition de performance appréciée sur la base de la moyenne arithmétique des pourcentages de réalisation des seuls critères quantitatifs des trois derniers exercices clos, tels que fixés pour la détermination de la rémunération variable au titre de chacun de ces exercices. Si le pourcentage moyen d'atteinte de ces objectifs (calculé sur les 3 derniers exercices concernés en cas de départ à l'échéance du mandat) est inférieur à 40 %, aucune indemnité ne serait due et, s'il est supérieur à 80 %, l'indemnité maximale serait due.

Indemnité de non-concurrence

Le Conseil d'Administration peut également décider d'attribuer, sur proposition du Comité des Rémunérations, une indemnité de non-concurrence à tout dirigeant mandataire social.

Conrad Keijzer est tenu à une obligation de non-concurrence d'une durée de deux ans à compter de la date de cessation de ses fonctions de Directeur Général, sans contrepartie autre que son éventuelle indemnité de départ, telle que décrite ci-dessus.

Prime d'impatriation

Comme pour 2018, Conrad Keijzer bénéficiera pour l'année 2019 d'une prime annuelle "d'impatriation", égale à 30 % de sa rémunération fixe et variable qui lui sera versée au titre de cet exercice. Son versement donnera lieu à un acompte mensuel et à une régularisation de son montant définitif au moment du règlement de la rémunération variable annuelle considérée.

Engagements de retraite

Il a été mis en place, à compter du 1^{er} octobre 2009, un régime de retraite supplémentaire à cotisations définies bénéficiant à certains cadres dirigeants d'Imerys. Ce régime, qui prévoit une cotisation de 8 % de la rémunération des salariés éligibles, plafonnée à huit PASS, est alimenté conjointement par le salarié (à hauteur de 3 %) et par la Société (à hauteur de 5 %). Il prévoit également la possibilité pour les bénéficiaires de compléter les cotisations obligatoires par des cotisations libres et facultatives. La gestion de ce régime a été confiée à une compagnie d'assurance externe.

Comme pour 2018, Conrad Keijzer bénéficiera pour l'année 2019 de ce régime de retraite supplémentaire à cotisations définies. Il est précisé, en tant que besoin, que le montant des cotisations versées à ce titre pour 2018 s'élève à 12 979 euros.

Il est indiqué, en tant que de besoin, que Gilles Michel a fait valoir, suite à la cessation de ses fonctions de Directeur Général, en 2018 ses droits à la retraite.

Jetons de présence

Compte tenu de ses fonctions de Directeur Général, Conrad Keijzer ne bénéficiera d'aucun jeton de présence pour l'année 2019 au titre de son mandat d'Administrateur de la Société.

Absence d'autres engagements

En dehors des dispositions décrites ci-dessus, la politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux applicable au sein de la Société ne comprend pas d'autres éléments.

Pour l'année 2019, la Société n'a pas pris d'autres engagements à l'égard de Conrad Keijzer que ceux mentionnés ci-dessus. L'ensemble de ces engagements, en particulier, l'octroi de l'indemnité de départ et le bénéfice du régime de retraite supplémentaire à cotisations définies, a été autorisé par le Conseil conformément aux dispositions de l'article L. 225-42-1 du Code de commerce et demeure soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires appelée en 2019 à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Synthèse

	Contrat de travail	Régime de retraite supplémentaire	Indemnités ou avantages à raison de la cessation ou du changement de fonctions	Indemnités relatives à une clause de non-concurrence
Conrad Keijzer, Directeur Général à compter du 4 mai 2018	Non	Oui ⁽¹⁾	Oui	Oui ⁽²⁾

(1) Régime collectif de retraite supplémentaire à cotisations définies uniquement.

(2) Engagement de non-concurrence, sans contrepartie autre que son éventuelle indemnité de départ.

3.3.2.2 ÉLÉMENTS DE RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX EXÉCUTIFS AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

Les éléments ci-dessous se rapportent aux dirigeants mandataires sociaux exécutifs de la Société au cours de l'année 2018, à savoir Gilles Michel (en qualité de Président-Directeur Général, jusqu'au 4 mai 2018 puis de Président du Conseil d'Administration depuis le 4 mai 2018 ⁽¹⁾) et Conrad Keijzer (en qualité de Directeur Général Délégué et Directeur Général depuis le 8 mars 2018) :

■ SYNTHÈSE DES ÉLÉMENTS DE RÉMUNÉRATION

(en euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Gilles Michel, Président-Directeur Général jusqu'au 4 mai 2018, et Président du Conseil d'Administration depuis cette date		
Rémunérations dues au titre de l'exercice ⁽¹⁾	740 410	1 815 218
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	N/A	N/A
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice ⁽²⁾	N/A	1 854 786
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	N/A	N/A
Total	740 410	3 670 004

(1) Rémunérations hors avantages en nature (correspondant à un montant de 6 315 € pour 2018 et 18 354 € pour 2017) et incluant les jetons de présence (correspondant à 65 514 €, montant net) et sa rémunération exceptionnelle de 150 000 €.

(2) Valeur des actions lors de leur attribution telle que retenue dans le cadre de l'application IFRS 2, après prise en compte notamment d'une éventuelle décote liée à des critères de performance et à la probabilité de présence dans la Société à l'issue de la période d'acquisition, mais avant étalement de la charge sur la période d'acquisition.

(en euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Conrad Keijzer, Directeur Général Délégué du 8 mars 2018 au 4 mai 2018 puis Directeur Général à compter de cette date		N/A
Rémunérations dues au titre de l'exercice ⁽¹⁾	1 391 550	N/A
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	N/A	N/A
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice ⁽²⁾	1 671 300	N/A
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	N/A	N/A
Total	3 062 850	-

(1) Rémunérations hors avantages en nature (correspondant à un montant de 46 012 € pour 2018).

(2) Valeur des actions lors de leur attribution telle que retenue dans le cadre de l'application IFRS 2, après prise en compte notamment d'une éventuelle décote liée à des critères de performance et à la probabilité de présence dans la Société à l'issue de la période d'acquisition, mais avant étalement de la charge sur la période d'acquisition.

■ RÉMUNÉRATION FIXE 2018

- Gilles Michel, en qualité de Président-Directeur Général jusqu'au 4 mai 2018 : 800 000 euros brut annuel *pro rata temporis*, soit 278 261 euros ;
- Conrad Keijzer, en qualité de Directeur Général Délégué depuis le 8 mars 2018, puis de Directeur Général à compter du 4 mai 2018 : 700 000 euros brut annuel *pro rata temporis*, soit 570 076 euros.

(1) Dans un souci de clarté et d'exhaustivité, il est présenté dans les tableaux ci-après l'ensemble des rémunérations concernant Gilles Michel tant en qualité de Président-Directeur Général jusqu'au 4 mai 2018 et de Président du Conseil d'administration depuis cette date.

■ RÉMUNÉRATION VARIABLE 2018

Les critères quantitatifs pour Gilles Michel et Conrad Keijzer étaient identiques, sous réserve d'un critère qualitatif complémentaire applicable à Conrad Keijzer concernant la transition au sein de la Direction Générale.

Le Conseil d'Administration du 13 février 2019 a déterminé le montant de la rémunération variable de Gilles Michel et Conrad Keijzer au titre de l'exercice 2018, qui leur sera versée en 2019 sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale du 10 mai 2019, comme suit :

Gilles Michel

Critères quantitatifs	Poids du critère	Part variable maximum (en % du fixe)	% de réalisation
Résultat Courant Net	50 %	55 %	58,2 %
Cash Flow Libre Opérationnel	30 %	33 %	100 %
Retour sur Capitaux Employés	20 %	22 %	62,4 %
Total		110 %	71,6 %

Critères qualitatifs	Impact sur le pourcentage de réalisation	Application retenue	% de réalisation
Mise en œuvre de la stratégie, croissance organique et externe, programmes de transformation.	Taux multiplicateur compris entre 0,8 et 1,2	1,2	100 %

	Part variable maximum (en % du fixe)	Part variable (en % du fixe)	Montant (en euros)
Total	132 %	88,6 %	246 635

Un montant de 246 635 euros est dû au titre de l'exercice 2018. Cette somme résulte de l'atteinte à 71,6 % des critères quantitatifs et à 100 % des critères qualitatifs. Elle reflète la qualité de réalisation des objectifs particuliers qui avaient été fixés à Gilles Michel, compte tenu du retrait de 3 % au titre de l'objectif spécifique en matière de sécurité au travail, commun à tous les dirigeants du Groupe et qui n'a pas été atteint en 2018.

Depuis le 4 mai 2018, Gilles Michel bénéficie en sa qualité de Président du Conseil d'administration des rémunérations détaillées au [paragraphe 3.3.1 du présent chapitre](#).

Conrad Keijzer

Critères quantitatifs	Poids du critère	Part variable maximum (en % du fixe)	% de réalisation
Résultat Courant Net	50 %	55 %	58,2 %
Cash Flow Libre Opérationnel	30 %	33 %	100 %
Retour sur Capitaux Employés	20 %	22 %	62,4 %
Total		110 %	71,6 %

Critères qualitatifs	Impact sur le pourcentage de réalisation	Application retenue	% de réalisation
Mise en œuvre de la stratégie, croissance organique et externe, programmes de transformation, transition au sein de la Direction Générale	Taux multiplicateur compris entre 0,8 et 1,2	1,15	95,8 %

	Part variable maximum (en % du fixe)	Part variable (en % du fixe)	Montant (en euros)
Total	132 %	87,8 %	500 347

Un montant de 500 347 euros est dû au titre de l'exercice 2018. Cette somme résulte de l'atteinte à 71,6 % des critères quantitatifs et à 95,8 % des critères qualitatifs. Elle reflète la qualité de réalisation des objectifs particuliers qui avaient été fixés à Conrad Keijzer, compte tenu du retrait de 3 % au titre de l'objectif spécifique en matière de sécurité au travail.

■ DÉTAILS DES RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES EN NATURE DUS ET VERSÉS

Compte tenu de ce qui précède, les montants des rémunérations et avantages en nature dus (parties fixe et variable de l'exercice considéré) et versés (parties fixes de l'exercice considéré et variable de l'exercice précédent, versées au cours de l'exercice considéré) par le Groupe au titre des exercices 2017 et 2018 à ses dirigeants mandataires sociaux exécutifs ainsi que leur décomposition, sont les suivants :

(en euros)	Exercice 2018		Exercice 2017	
Gilles Michel, Président-Directeur Général jusqu'au 4 mai 2018 et Président du Conseil d'Administration depuis cette date ⁽¹⁾	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	278 261	278 261	800 000	800 000
Rémunération variable	246 635 ⁽²⁾	996 864	996 864	870 144
Rémunération exceptionnelle	150 000 ⁽²⁾	0	-	-
Jetons de présence (montant net)	65 514	14 764	-	-
Avantages en nature ⁽³⁾	6 315	6 315	18 354	18 354
Total	746 725	1 296 204	1 815 218	1 688 498

(1) Dans un souci de clarté et d'exhaustivité, il est présenté dans les tableaux ci-après l'ensemble des rémunérations concernant Gilles Michel tant en qualité de Président-Directeur Général jusqu'au 4 mai 2018 que Président du Conseil d'administration depuis le 4 mai 2018.

(2) Sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale du 10 mai 2019.

(3) Ces avantages comprennent la mise à disposition d'une voiture de fonction avec chauffeur ainsi que les cotisations au régime de Garantie Sociale des Chefs et dirigeants d'entreprise (GSC).

(en euros)	Exercice 2018		Exercice 2017	
Conrad Keijzer, Directeur Général Délégué du 8 mars 2018 au 4 mai 2018, puis Directeur Général à compter de cette date	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	570 076	570 076	-	-
Rémunération variable	500 347 ⁽¹⁾	0	-	-
Prime d'impatriation	321 127	342 097	-	-
Jetons de présence	0	0	-	-
Avantages en nature ⁽²⁾	46 012	46 012	-	-
Total	1 437 562	958 185	-	-

(1) Sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale du 10 mai 2019.

(2) Ces avantages comprennent la mise à disposition d'un logement de fonction, d'une voiture de fonction avec chauffeur ainsi que les cotisations au régime de Garantie Sociale des Chefs et dirigeants d'entreprise (GSC).

Les montants ci-dessus comprennent toutes les rémunérations dues ou versées par le Groupe à Gilles Michel et Conrad Keijzer au titre des exercices concernés, ainsi que la valeur des avantages en nature dus ou perçus au titre des exercices considérés.

L'ensemble des rémunérations et avantages assimilés accordés aux principaux dirigeants du Groupe (Comité Exécutif, y compris à Gilles Michel jusqu'au 4 mai 2018, et Conrad Keijzer à compter du 8 mars 2018), comptabilisés en charges sur les exercices concernés, est indiqué à la [note 27 aux états financiers consolidés](#) ; les critères de détermination de leur rémunération sont présentés au [paragraphe 1.3.2 du chapitre 1 du Document de Référence](#).

Le montant des cinq rémunérations les plus élevées versées par la Société au titre de l'exercice 2018 a par ailleurs fait l'objet d'une attestation des Commissaires aux comptes.

3.4 PLANS DE RÉMUNÉRATION LONG TERME DES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX

3.4.1 OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D' ACTIONS

La politique générale d'attribution d'options sur les actions de la Société est arrêtée par le Conseil d'Administration sur proposition du Comité des Rémunérations. Le Conseil d'Administration du 25 avril 2013 a décidé de ne plus procéder qu'à l'attribution d'actions de performance (voir paragraphe 3.5.1 du présent chapitre). Ainsi, depuis le Plan d'avril 2012, aucune option de souscription d'actions n'a été attribuée à des dirigeants mandataires sociaux.

■ DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX

Au 31 décembre 2018, le nombre total d'options de souscription d'actions détenues par Gilles Michel, Président-Directeur Général jusqu'au 4 mai 2018, est de 65 680, représentant 0,08 % du capital social d'Imerys à cette date après dilution ; ces options sont entièrement et définitivement acquises par Gilles Michel, leur prix moyen pondéré d'exercice est de 48,69 euros.

Gilles Michel n'a exercé aucune option au cours de l'exercice 2018.

Il est précisé, en tant que de besoin, qu'aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'a été attribuée à Gilles Michel ou Conrad Keijzer au cours de l'année 2018.

■ HISTORIQUE DES ATTRIBUTIONS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D' ACTIONS AU PROFIT DES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX

	Plan 2012	Plan 2011	Plan 2010	Plan 2009	Plan 2008
Date d'Assemblée	28/04/2011	28/04/2011	30/04/2008	30/04/2008	30/04/2008
Date du Conseil d'Administration ou du directoire selon le cas	26/04/2012	28/04/2011	29/04/2010	29/07/2009	30/04/2008
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées, dont le nombre pouvant être souscrites ou achetées par :					
■ Gilles Michel, Président-Directeur Général jusqu'au 4 mai 2018	362 720	331 875	482 800	464 000	497 925
■ Conrad Keijzer, Directeur Général Délégué du 8 mars 2018 au 4 mai 2018 puis Directeur Général depuis le 4 mai 2018	44 000	40 000	N/A	N/A	N/A
	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Point de départ d'exercice des options	26/04/2015	28/04/2014	29/04/2013	14/08/2012	30/04/2011
Date d'expiration	25/04/2022	27/04/2021	28/04/2020	13/08/2019	29/04/2018
Prix de souscription ou d'achat	43,62 €	53,05 €	46,06 €	34,54 €	54,19 €
Modalités d'exercice (lorsque le plan comporte plusieurs tranches)	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Nombre d'actions souscrites en 2018	18 505	20 900	33 050	7 000	37 835
Nombre cumulé d'options de souscriptions ou d'achat actions annulées ou caduques	0	0	0	0	2 634
Options de souscription ou d'achat d'actions restantes en fin d'exercice	91 058	88 392	77 400	29 263	0

■ VARIATIONS DU NOMBRE D'OPTIONS EN 2018

Le nombre total d'options de souscription d'actions existantes au 31 décembre 2018 est de 286 113, représentant 0,35 % du capital social d'Imerys à cette date après dilution ; leur prix moyen pondéré d'exercice est de 46,26 euros.

Au cours de l'exercice 2018, 2 634 options de souscription d'actions ont été annulées ; 117 290 ont été exercées par 42 bénéficiaires à un prix moyen pondéré de 48,86 euros.

3.4.2 ACTIONS DE PERFORMANCE

■ POLITIQUE D'ATTRIBUTION

Les principales caractéristiques des attributions effectuées par le Conseil sont les suivantes :

- les attributions ont lieu sous la forme d'actions de performance, en principe, entièrement conditionnées à des objectifs de performance économique ;
- sauf circonstances exceptionnelles, la périodicité des plans est annuelle, l'attribution étant traditionnellement effectuée le jour de l'Assemblée annuelle des actionnaires ;
- les personnes bénéficiaires d'actions de performance, ou susceptibles de le devenir, sont les cadres dirigeants du Groupe (membres du Comité Exécutif, et les principaux responsables opérationnels ou fonctionnels leur rapportant) ainsi que les salariés dont le potentiel de développement ou la performance individuelle sont reconnus comme exceptionnels.

■ CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DES ACTIONS DE PERFORMANCE

Acquisition des actions

Les actions attribuées gratuitement sont définitivement acquises à l'expiration d'une période qui, conformément aux dispositions légales en vigueur, ne peut être inférieure à un an suivant la date de leur attribution (depuis la loi du 6 août 2016, dite loi Macron) et deux ans pour les attributions antérieures au 8 août 2015, sous réserve, en principe, de l'atteinte de certains objectifs de performance économique et financière ne pouvant s'apprécier sur une année seulement. Le nombre d'actions définitivement acquises est conditionné, et proportionné, à l'atteinte de ces objectifs.

Perte des actions

Le départ du Groupe du bénéficiaire avant l'expiration de la période d'acquisition, quelle qu'en soit la cause (y compris, en principe, la sortie du périmètre du Groupe de la société qui l'emploie), lui fait perdre en principe (sauf dérogation approuvée par le Conseil d'Administration) tout droit à l'acquisition définitive des actions de performance, à l'exception des cas de décès, d'invalidité ou de départ à la retraite du bénéficiaire, dans lesquels ses droits seront préservés selon des conditions spécifiques prévues par le règlement de chaque plan.

Conservation des actions acquises

Depuis la loi Macron, la fixation d'une période de conservation des actions gratuites (entre leur date d'acquisition effective et leur date de cession) n'est plus obligatoire. Toutefois, la durée cumulée des périodes d'acquisition et de conservation des actions de performance attribuées ne peut être inférieure à deux ans.

À l'issue de la période de conservation, si elle existe, les bénéficiaires peuvent disposer librement de ces actions.

■ PLAN D'ACTIONS DE PERFORMANCE ADOPTÉ EN 2018

295 200 actions de performance ont été attribuées en 2018 par le Conseil d'Administration à 207 cadres du Groupe résidant en France ou à l'étranger, dont Conrad Keijzer comme seul dirigeant mandataire social exécutif (contre 200 en 2017).

L'acquisition définitive des actions de performance attribuées au titre de ce plan adopté par le Conseil d'Administration le 4 mai 2018, ainsi que leur nombre sont conditionnés et proportionnés à l'atteinte d'objectifs communs à l'ensemble des bénéficiaires (dont Conrad Keijzer comme Directeur Général). Le Conseil d'Administration, après avis du Comité des Rémunérations, a pu vérifier le caractère exigeant de ces objectifs qui repose sur deux critères quantitatifs : la progression annuelle du Résultat courant net par action et du Retour sur Capitaux Employés du Groupe au cours de la période 2018-2020, de poids équivalent (50 %). Leur atteinte sera, après revue par le Comité des Rémunérations, arrêtée par le Conseil d'Administration à l'issue de chaque exercice de la période considérée sur la base des comptes consolidés du Groupe.

Ces actions de performance seront définitivement acquises par leurs bénéficiaires, selon l'atteinte des objectifs auxquels elles sont soumises, à l'expiration d'une période de trois ans suivant leur date d'attribution par le Conseil ; en conséquence et en application des dispositions de l'article L. 225-197-1-I alinéa 7 du Code de commerce, ces actions ne sont soumises à aucune obligation de conservation à l'issue de leur période d'acquisition.

En dehors de celles consenties à Conrad Keijzer, comme seul dirigeant mandataire social exécutif, 84 500 actions de performance ont été attribuées aux 10 bénéficiaires du plus grand nombre de ces actions.

■ ACTIONS DE PERFORMANCE ATTRIBUÉES EN 2018 AUX DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX

Actions de performance attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social par la Société et par toute société du Groupe

	N° et date du plan	Nombre d'actions attribuées durant l'exercice	Valorisation des actions selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Date d'acquisition	Date de disponibilité	Conditions de performance
Conrad Keijzer, Directeur Général Délégué du 8 mars 2018 au 4 mai 2018 puis Directeur Général à compter de cette date	4 mai 2018	30 000	1 671 395	4 mai 2021	4 mai 2021	OUI

Le Conseil d'Administration du 4 mai 2018 a attribué à Conrad Keijzer en qualité de Directeur Général, 30 000 actions de performance. Ces actions sont conditionnées à l'atteinte des mêmes objectifs de performance économique que ceux prévus dans le cadre du plan général d'actions de performance 2018 destiné aux autres cadres du Groupe.

L'attribution au Directeur Général est également soumise aux mêmes dispositions générales que celles prévues par le plan général d'attribution des principaux dirigeants du Groupe, notamment : une acquisition des actions de performance proportionnelle à l'atteinte des objectifs de performance économique auxquels elles sont soumises ; une acquisition définitive après trois ans, soit le 4 mai 2021, sous réserve d'être encore mandataire social du Groupe à cette date.

Aucune action de performance n'a été attribuée au titre de l'année 2018 à Gilles Michel, Président Directeur Général puis Président du Conseil d'Administration à compter du 4 mai 2018. Eu égard aux actions de performance précédemment attribuées à Gilles Michel et dont les conditions d'acquisition ne sont pas encore remplies à date, la condition de présence de Gilles Michel au sein du Groupe prévue par les règlements des plans d'attributions a été levée, à titre dérogatoire, par le Conseil d'Administration du 4 mai 2018. L'ensemble des autres termes et conditions, notamment relatifs à la performance et à la période d'acquisition, des plans concernés ont été maintenus.

■ Actions de performance devenues disponibles durant l'exercice pour chaque dirigeant mandataire social

	N° et date du plan	Nombre d'actions devenues disponibles durant l'exercice
Gilles Michel, Président Directeur Général jusqu'au 4 mai 2018 puis Président du Conseil d'Administration à compter de cette date	Plan avril 2014	25 545
Conrad Keijzer, Directeur Général Délégué du 8 mars 2018 au 4 mai 2018, puis Directeur Général à compter de cette date	N/A	N/A

Au 31 décembre 2018, parmi les actions de performance attribuées par la Société à Gilles Michel :

- 123 020 actions, représentant 0,15 % du capital social d'Imerys à cette date après dilution, lui sont définitivement acquises (contre 97 475 au 31 décembre 2017) ;

- 94 870 actions sont conditionnées à l'atteinte des objectifs de performance auxquels elles sont soumises ([voir paragraphe 3.4.3 du présent chapitre](#)).

Gilles Michel n'a cédé aucune action de performance au cours de l'exercice 2018.

■ HISTORIQUE DES ATTRIBUTIONS D'ACTIONS DE PERFORMANCE

	Plan mai 2018	Plan mai 2017	Plan mai 2016	Plan avril 2015	Plan avril 2014
Date de l'Assemblée Générale	04/05/2018	04/05/2016	04/05/2016	29/04/2014	29/04/2014
Date du Conseil d'Administration	04/05/2018	03/05/2017	04/05/2016	30/04/2015	29/04/2014
Nombre total d'actions attribuées, dont aux mandataires sociaux :	295 200	293 400	302 500	309 550	282 475
■ à Conrad Keijzer, Directeur Général Délégué du 8 mars 2018 au 4 mai 2018 puis Directeur Général à compter de cette date	30 000	N/A	N/A	N/A	N/A
■ à Gilles Michel, Président-Directeur Général jusqu'au 4 mai 2018 puis Président du Conseil d'Administration à compter de cette date	0	35 000	32 500	35 000	32 500
Date d'acquisition des actions ⁽¹⁾	04/05/2021	03/05/2020	04/05/2019	30/04/2019	29/04/2018
Date de fin de période de conservation ⁽¹⁾	04/05/2021	03/05/2020	04/05/2019	30/04/2019	29/04/2018
Conditions de performance	Résultat courant net par action Retour sur Capitaux Employés	Résultat courant net par action Retour sur Capitaux Employés	Résultat courant net par action Retour sur Capitaux Employés	Résultat courant net par action Retour sur Capitaux Employés	Résultat courant net par action Retour sur Capitaux Employés
Nombre cumulé d'actions acquises au 31 décembre 2018	-	-	750	626	190 300
Nombre cumulé d'actions annulées ou caduques ⁽²⁾	29 450	40 900	51 800	126 151	92 175
Actions de performance restantes au 31 décembre 2018	265 750	252 500	249 950	182 773	0

(1) Pour les actions consenties à l'ensemble des bénéficiaires sans distinction du lieu de leur résidence fiscale.

(2) À la suite du départ du Groupe de bénéficiaires ou du défaut d'atteinte des conditions de performance fixées.

Au cours de l'exercice 2018, 200 625 actions de performance précédemment attribuées ont été annulées, et 189 710 définitivement acquises ont été en conséquence livrées à leurs bénéficiaires.

Le nombre total d'actions de performance existantes au 31 décembre 2018 est de 950 973, représentant 1,18 % du capital social d'Imerys à cette date après dilution.

3.4.3 CONDITIONS SPÉCIFIQUES ET RESTRICTIONS APPLICABLES AUX ATTRIBUTIONS AUX DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX

■ CONDITIONS SPÉCIFIQUES D'ATTRIBUTION

L'attribution d'actions de performance consentie le 4 mai 2018 à Conrad Keijzer par le Conseil d'Administration s'inscrit dans les limites que ce dernier avait fixées en application des recommandations issues du Code AFEP-MEDEF lors de sa séance du 8 mars 2018 : plafonnement de la valeur en IFRS 2 des options conditionnelles et des actions de performance qui seraient attribuées à tout dirigeant mandataire social, à 18 mois de sa rémunération annuelle brute (part fixe + maximum de la part variable), contre 12 mois précédemment.

En outre, depuis 2016, en application des recommandations issues du Code AFEP-MEDEF, les autorisations conférées par l'Assemblée Générale des actionnaires au Conseil, en vue de procéder à des attributions d'options de souscription d'actions et d'actions gratuites de la Société au profit de salariés ou mandataires sociaux, limitent les attributions au bénéfice des dirigeants mandataires sociaux à 0,5 % du capital de la Société (voir paragraphe 7.2.3 du chapitre 7 du Document de Référence).

■ RÈGLES RESTRICTIVES DE DÉTENTION ET DE CONSERVATION

Le Conseil d'Administration, en application des recommandations du Comité des Rémunérations, et conformément aux dispositions des articles L. 225-185 et L. 225-197-1 du Code de commerce, a réitéré, lors de sa séance du 4 mai 2018, les règles restrictives de détention et de conservation applicables aux dirigeants mandataires sociaux exécutifs qu'il avait arrêtées pour la première fois en 2010.

Ainsi, Conrad Keijzer est tenu de conserver au nominatif, jusqu'à la date de cessation de ses fonctions :

- un nombre d'actions de performance au moins égal à 25 % du nombre total des actions définitivement acquises à l'issue de la période d'acquisition ("vesting") applicable ;
- jusqu'à ce que le montant total des actions qu'il détiendra, et continuera à détenir, atteigne, lors de l'exercice d'options de souscription d'actions (si pertinent) et de la disponibilité d'actions de performance, un coefficient égal à 300 % de sa dernière rémunération annuelle fixe à la date considérée.

Le Conseil d'Administration a également rappelé à cette occasion que le montant total d'investissement en actions de la Société tiendra compte de toutes les actions détenues par Conrad Keijzer à la date considérée, sans distinction de leur origine (achat sur le marché, exercice d'options conditionnelles de souscription et actions acquises au titre de plans d'attributions d'actions de performance).

Compte tenu de la cessation des fonctions de Directeur Général de Gilles Michel le 4 mai 2018, le Conseil d'Administration du 4 mai 2018 a levé, à compter de cette date, les conditions restrictives de conservation décrites ci-dessus qui étaient applicables aux actions qu'il détient ainsi qu'aux actions de performance ou aux actions issues de l'exercice d'options de souscription qu'il viendrait à détenir à l'avenir.

Enfin, la politique du Groupe interdit également aux dirigeants mandataires sociaux d'effectuer toute transaction à effet de levier sur les titres Imerys ou à caractère spéculatif selon les conditions de la recommandation du Code AFEP-MEDEF. Conformément à la recommandation du Code AFEP-MEDEF, le Conseil a pris acte de l'engagement exprimé par Conrad Keijzer de (i) ne pas recourir à l'utilisation d'instruments de couverture sur l'ensemble des options de souscription ou d'acquisition d'actions et des actions de performance qui pourront lui être attribuées pendant toute la durée de son mandat, et de (ii) s'abstenir d'exercer des options de souscription d'actions qui pourront lui être attribuées pendant toute la durée de son mandat pendant les périodes dites de fenêtres négatives alors même que cet exercice est autorisé pour les autres bénéficiaires d'options puisque le simple exercice ne peut revêtir de caractère spéculatif alors que le prix d'exercice est préalablement établi.

3.5 TRANSACTIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX SUR LES TITRES DE LA SOCIÉTÉ

■ POLITIQUE DE PRÉVENTION DES DÉLITS ET MANQUEMENTS D'INITIÉS ET INFORMATION PRIVILÉGIÉE

Conformément à la politique de prévention des délits et manquements d'initiés en vigueur au sein du Groupe (la "Politique d'Initiés", dont la dernière version a été diffusée à l'ensemble de ses collaborateurs le 15 novembre 2018), tout mandataire social et les personnes qui leur sont liées doivent s'abstenir en cas de détention d'une information privilégiée de réaliser, directement ou indirectement, avant que le public ait connaissance de cette information, toute transaction, y compris à terme, sur des titres Imerys. Afin d'en faciliter la mise en œuvre de cette politique, le Secrétaire du Conseil agit en qualité de Déontologue chargé de donner, sur simple demande de tout intéressé, un avis préalablement aux transactions envisagées par les Administrateurs et les principaux dirigeants du Groupe sur les titres de la Société. L'avis donné par le Déontologue n'a qu'un caractère consultatif.

■ FENÊTRES NÉGATIVES

L'obligation d'abstention prévue dans la Politique d'Initiés s'étend par ailleurs à toute transaction sur les titres Imerys (y compris en couverture) au cours des périodes précédant l'annonce publique des résultats périodiques du Groupe, dites périodes de "fenêtres négatives". Conformément à la Politique d'Initiés, cette obligation concerne les mandataires sociaux, les personnes ayant accès de manière régulière ou occasionnelle à des informations sensibles concernant la Société et ses filiales avant leur publication et les personnes qui leur sont étroitement liées.

Les périodes de fenêtres négatives s'entendent du nombre de jours qui précèdent la publication des résultats du Groupe ainsi que le jour de cette annonce, à savoir, pour la publication des comptes annuels et semestriels consolidés du Groupe, 30 jours calendaires, et, pour la publication des résultats trimestriels, 15 jours calendaires.

Le calendrier annuel des annonces de résultats consolidés du Groupe pour l'année à venir, ainsi que celui des fenêtres négatives en découlant, est communiqué aux Administrateurs à la fin de l'année précédente ; le calendrier annuel des annonces de résultats consolidés du Groupe est consultable à tout moment sur le site Internet du Groupe, communiqué périodiquement dans la lettre trimestrielle du Directeur Général aux actionnaires et disponible à première demande auprès du Département Communication Financière du Groupe.

■ RÉCAPITULATIF DES OPÉRATIONS RÉALISÉES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX EN 2018

En application des dispositions de l'article 223-26 du Règlement général de l'AMF, le tableau ci-après présente le récapitulatif des opérations réalisées sur les titres de la Société, au cours de l'exercice 2018, par les mandataires sociaux et, le cas échéant, les personnes qui leur sont liées, et soumises à déclaration auprès de l'AMF en application des dispositions de l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier ; ces déclarations sont disponibles sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org).

Déclarant	Qualité	Instrument financier	Nombre	Nature de l'opération	Nombre d'opérations	Montant brut ⁽¹⁾ des opérations
Mme Martina Merz	Administratrice	Actions	890	Acquisition	5	65 470,33 €
Blue Crest Holding SA	Personne morale liée à Ulysses Kyriacopoulos, Administrateur	Actions	134 983	Débouclage de Swap	11	8 374 256,52 €
		Actions	49 294	Remise d'actions à titre de complément du prix d'acquisition de S&B ⁽²⁾	1	3 999 999,14 €
		Actions	12 000	Swap sur rendement total	1	1 000 564,80 €
Mme Lucile Ribot	Administrateur	Actions	400	Acquisition	2	25 610 €

(1) Avant impôts, frais et charges.

(2) Voir paragraphe 7.2.4 du chapitre 7 du Document de Référence.



4

FACTEURS DE RISQUES ET CONTRÔLE INTERNE

4.1 FACTEURS DE RISQUES	120	4.2 CONTRÔLE INTERNE	128
4.1.1 Risques stratégiques	120	4.2.1 Introduction	128
4.1.2 Risques opérationnels	122	4.2.2 Une organisation adaptée	128
4.1.3 Risques juridiques	125	4.2.3 Une analyse périodique des principaux risques du Groupe	131
4.1.4 Risques relatifs aux marchés financiers	126	4.2.4 Des activités de contrôle adaptées	132
4.1.5 Risques assurés	127		

4.1 FACTEURS DE RISQUES

Le groupe Imerys conduit ses activités à travers le monde dans un environnement économique et politique en constante évolution et par nature difficilement prévisible. Ces incertitudes peuvent conduire à des changements majeurs qui pourraient avoir des effets défavorables significatifs sur ses opérations, ses affaires ou la situation financière de ses activités, tout comme sur ses parties prenantes externes du fait des opérations d'Imerys (ci-après "Impact Défavorable Significatif").

Les principaux facteurs de risques auxquels le Groupe est confronté à la date du présent Document de Référence ainsi que leurs méthodes de gestion sont présentés ci-après par ordre d'importance décroissant dans chacune de leur catégorie.

D'autres risques dont le Groupe n'a actuellement pas connaissance ou qui sont considérés actuellement comme non significatifs pourraient néanmoins exister et, s'ils devaient se concrétiser, pourraient éventuellement avoir un Impact Défavorable Significatif. Des informations complémentaires sur les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance pour les parties prenantes externes du Groupe du fait des opérations d'Imerys, ainsi que les mesures pour limiter ces risques, sont décrites au [chapitre 5 du Document de Référence](#).

Note : [RSE] – Risques intégrant des enjeux extra-financiers (décrits dans le [chapitre 5](#), "Responsabilité Sociétale d'Entreprise").

4.1.1 RISQUES STRATÉGIQUES

■ TRANSFORMATION DIGITALE ET D'EFFICACITÉ INTERNE

En 2016, Imerys a lancé un programme pluriannuel de transformation digitale et d'efficacité interne visant à moderniser ses systèmes d'information et de gestion des données, outils et processus opérationnels à travers le Groupe et à promouvoir l'efficacité interne en s'appuyant sur un meilleur partage des ressources entre les différentes activités opérationnelles. *In fine*, ce programme a pour but de contribuer à améliorer la productivité et les marges du Groupe par la réduction des coûts transactionnels ainsi que la qualité et la disponibilité des données. Certains projets de ce programme ont déjà abouti et d'autres sont en cours, comme la rationalisation et la standardisation des processus opérationnels du Groupe qui seront gérés sous un unique ERP ("*Enterprise Resource Planning*" – Logiciel de gestion intégré).

Le Groupe est donc exposé au risque de mauvaises préparation et exécution de ces projets de transformation à grande échelle, pouvant éventuellement conduire à des retards dans leur réalisation, voire l'abandon de certains, à des dépassements de leurs coûts estimés ou à l'inaccessibilité des systèmes d'information, et donc à des déficits de compétitivité ou de progression de la rentabilité du Groupe.

Néanmoins le Groupe a mis en place une gouvernance de projets claire et une méthodologie de gestion robuste, ainsi que des mesures de mobilisation managériale, de conduite du changement et d'internalisation des compétences avec, en fonction des projets, l'accompagnement de cabinets de conseil spécialisés de premier plan. Le Conseil d'Administration a également décidé d'exercer un contrôle sur l'exécution de ce programme pluriannuel par la création d'un Comité spécialisé ([voir paragraphe 3.1.4 du chapitre 3 du Document de Référence](#)).

■ OPÉRATIONS DE CROISSANCE EXTERNE

Imerys met en œuvre une stratégie de croissance alliant développements internes et externes ([voir paragraphe 1.4.2 du chapitre 1 du Document de Référence](#)). Dans ce cadre, le Groupe procède fréquemment à des acquisitions d'activités ou de sociétés ainsi qu'à la création de joint-ventures. Par nature, ces opérations comportent des risques liés notamment à la bonne appréciation de la valeur des actifs et passifs correspondants aux activités à acquérir, à l'intégration dans le Groupe de ces activités, de leur personnel et de leurs systèmes d'information et de gestion existants ou, dans le cas de joint-ventures, à l'évolution potentielle des relations avec les partenaires concernés.

Imerys a mis en place des procédures internes de contrôle qui impliquent, en fonction des montants en jeu, une approbation préalable par, suivant les opérations, un ou plusieurs membres du Comité Exécutif, le Directeur Général et, en application de la charte intérieure du Conseil d'Administration, la revue préalable ou l'approbation du Comité Stratégique ou du Conseil d'Administration lui-même ([voir section 3.1 du chapitre 3 du Document de Référence](#)).

Ces procédures incluent :

- l'analyse d'indicateurs exigeants de rentabilité financière et l'application de critères stricts de rentabilité des investissements, confortés par des due diligence approfondies des projets considérés ;
- la revue et la négociation, par les experts internes et externes et les Directeurs fonctionnels et opérationnels compétents, des principales conditions contractuelles des opérations concernées (incluant, le cas échéant, des obligations spécifiques d'indemnisation de la part des vendeurs contre d'éventuels passifs attachés à ces opérations) ;
- la préparation, la mise en œuvre et le suivi continu des plans d'intégration dans le Groupe de ces activités ou sociétés nouvellement acquises.

■ VOLATILITÉ ET ÉROSION DE MARCHÉS SERVIS

Les revenus du Groupe sont sensibles aux conditions macroéconomiques des marchés finaux qu'Imerys sert. La volatilité de certains marchés spécifiques, tels que la sidérurgie et l'industrie pétrolière, ainsi que le déclin structurel de certains marchés matures, comme celui du papier pour catalogues et supports publicitaires, peuvent impacter négativement la performance financière individuelle de certaines divisions du Groupe.

Néanmoins l'exposition du Groupe aux cycles économiques et à l'érosion de certains marchés finaux servis est réduite par :

- la grande variété de marchés finaux sur lesquels Imerys est actif (aucun n'excède un quart du chiffre d'affaires du Groupe) ;
- une gestion rigoureuse des anticipations des évolutions potentielles de marchés au travers de revues périodiques d'activités et d'un processus de planification stratégique, réalisés au niveau des divisions et du Groupe ;
- la responsabilisation et l'agilité des divisions opérationnelles dans la mise en œuvre des actions commerciales et industrielles nécessaires à l'adaptation aux évolutions de marché ;
- l'allocation des ressources disponibles du Groupe entre les divisions opérationnelles et la gestion du portefeuille d'actifs et d'activités du Groupe par le Comité Exécutif, sous la direction ou la supervision du Comité Stratégique et du Conseil d'Administration, selon le cas ;
- la nouvelle organisation du Groupe qui a pris effet à compter du 1^{er} décembre 2018, construite autour des marchés clés et plus proche des clients, et qui doit permettre à Imerys d'atteindre son plein potentiel en matière de croissance organique et d'améliorer encore sa compétitivité.

■ PAYS [RSE]

Imerys s'est développé dans de nombreux pays, dont certains présentent un environnement politique, social, juridique ou réglementaire instable. Une évolution inattendue de cet environnement dans certains de ces pays pourrait affecter les activités ou les actifs locaux du Groupe, leurs flux de trésorerie, leur rentabilité et leur capacité à y poursuivre leurs opérations et leur développement.

Afin de maîtriser ce risque, les mesures suivantes sont mises en œuvre :

- le Comité Exécutif revoit régulièrement l'exposition des engagements économiques et financiers du Groupe dans les pays dits à risques. Imerys utilise pour l'identification de ces pays la notation par pays dite "Climat des Affaires" de la Coface, la principale compagnie d'assurance française spécialisée dans l'assurance-crédit à l'exportation (pour plus d'informations sur ces notations, voir [paragraphe 6.1.2 du chapitre 6 du Document de Référence](#)). D'autres indicateurs internationaux sont également revus régulièrement pour mesurer l'exposition du personnel et des actifs du Groupe aux risques criminels et politiques ;
- le Groupe fait appel à des consultants externes pour fournir au Comité Exécutif, dès que nécessaire, des informations et perspectives actualisées sur l'environnement local, notamment sur les risques économiques et politiques de certains pays afin de mieux anticiper d'éventuelles évolutions défavorables ;

- Imerys a initié une procédure de suivi périodique de la performance du Groupe dans certains pays (Afrique du Sud, Brésil, Chine et Inde notamment) par le Comité Exécutif et par des Comités de Pilotage locaux. Ces derniers réunissent les principaux responsables opérationnels et fonctionnels des pays ou régions concernés et renforcent l'organisation transversale dans ces pays ou régions en fonction de la taille et de la nature de leurs activités et de leur potentiel de développement ;
- Imerys considère comme essentiel, dans ses pays d'implantation, de maintenir et développer des relations constructives et ouvertes avec les parties prenantes locales, et notamment les autorités et communautés locales ([voir paragraphe 5.7.1 du chapitre 5 du Document de Référence](#)) ;
- la nouvelle organisation du Groupe est structurée autour de deux segments (Minéraux de Performance et Matériaux et Solutions Haute Température), le premier étant organisé autour de trois domaines d'activité géographiques (Europe, Moyen-Orient et Afrique, Amérique et Asie-Pacifique), ce qui permet de renforcer la maîtrise du risque pays ([voir paragraphe 1.3.1 du chapitre 1 du Document de Référence](#)).

Une synthèse de ces études, analyses et actions mises en place est présentée régulièrement au Comité d'Audit.

■ INNOVATION

Afin de conserver sa compétitivité, maintenir sa croissance organique et augmenter sa rentabilité, le Groupe a placé l'innovation, qu'elle soit organisationnelle, technologique ou commerciale, au cœur de sa stratégie. C'est également pour le Groupe un moyen de répondre aux préoccupations liées au développement durable de ses activités ([voir paragraphe 5.7.2 du chapitre 5 du Document de Référence](#)).

Au regard de sa politique d'innovation, le Groupe fait face aux risques suivants et a mis en place les moyens de contrôle correspondants :

- risque d'investissement dans des technologies inadéquates. Un outil de gestion du portefeuille de projets permet de mieux gérer, évaluer et optimiser les investissements du Groupe ou des divisions dans leurs projets respectifs d'innovation ;
- risque de décalage entre les nouveaux produits et les attentes du marché. Des méthodes rigoureuses sont mises en œuvre pour assurer l'adéquation des produits développés par les divisions aux besoins de leurs clients. Elles incluent le développement de relations étroites entre les équipes Science & Technologie et Marketing des divisions concernées et les clients externes pour mieux comprendre leurs métiers et leurs problématiques techniques, et anticiper leurs besoins ;
- risque concernant l'éventuelle perte de talents clés dans les équipes Science & Technologie. Une procédure de mobilité et de plans de succession spécifique à cette communauté est mise en place, sous la responsabilité d'un responsable des Ressources Humaines dédié ;
- risque de retard dans le démarrage des installations industrielles mettant en œuvre des procédés ou lignes de fabrications de produits nouveaux. Le programme d'excellence industrielle du Groupe "I-Cube" ([voir section 1.4 du chapitre 1 du Document de Référence](#)) comporte une procédure solide et rigoureuse de gestion des demandes d'investissements des divisions. Leur correcte mise en œuvre fait également l'objet de contrôles.

Dans le cadre de la nouvelle organisation du Groupe, la fonction Innovation relève désormais des domaines d'activité de chaque segment (*voir paragraphe 1.3.1 du chapitre 1 du Document de Référence*). Aussi les Directeurs Science & Technologie sont-ils responsables de la définition et de la mise en œuvre des bonnes pratiques dans leurs domaines d'activité respectifs, notamment en ce qui concerne la gestion de projets, la propriété intellectuelle,

le développement des ressources humaines, les compétences de base, l'excellence scientifique et les processus, tout en bénéficiant de l'appui d'une équipe centrale Innovation (*Business Innovation et Technology Platform*). Enfin, la centralisation de la détention et de la gestion du patrimoine de propriété intellectuelle du Groupe au sein d'entités dédiées assure une meilleure protection, défense et optimisation de l'innovation du Groupe.

4.1.2 RISQUES OPÉRATIONNELS

■ SANTÉ & SÉCURITÉ [RSE]

Les activités du Groupe génèrent, de par leur nature industrielle, des risques potentiels en matière de santé et de sécurité du personnel sur le lieu de travail. En effet, l'émission de poussières ambiantes lors du processus industriel, la conduite d'engins mobiles lourds, l'utilisation d'équipements électriques de haute tension et l'exécution de tâches nécessitant un arrêt du fonctionnement des équipements industriels, l'efficacité des systèmes de protection de certaines machines ou un travail en hauteur, créent des situations à risque pour le personnel affecté à ces opérations et leur entourage.

Pour encadrer ces risques, Imerys a mis en place :

- une approche intégrée, intitulée "Imerys Safety System", organisée autour de trois piliers : audits de conformité (organisation Environnement, Santé et Sécurité – EHS), communication/formation ("Université de la Sécurité") et amélioration continue de la sécurité (Équipe d'Amélioration de la Culture Sécurité, "Take 5"). Les éléments constituant chacun de ces trois piliers aident à réduire le nombre d'accidents et à améliorer la culture de la sécurité au sein du Groupe (*voir paragraphe 5.5.1 du chapitre 5 du Document de Référence*) ;
- un nouveau programme d'actions spécifiques lancé en 2018 visant à éradiquer les accidents mortels, de façon à donner un nouvel élan aux politiques et pratiques déjà mises en œuvre. Ce programme, complémentaire aux actions de fond déjà engagées et poursuivies, vise à réévaluer les situations à risque et développer la culture sécurité, l'engagement et la vigilance de chacun à protéger sa vie et celles des autres, en impliquant tous les salariés du Groupe et ceux qui travaillent pour son compte ;
- une nouvelle fonction Santé sous la responsabilité d'un Directeur dédié pour renforcer l'identification et l'évaluation des risques associés et déployer une approche coordonnée au sein du Groupe.

Le Comité Exécutif revoit mensuellement l'indicateur de performance Sécurité du Groupe et examine périodiquement tous les indicateurs de performance Santé & Sécurité et les résultats des audits dans les différentes divisions. Le Comité d'Audit revoit les processus et les moyens mis en œuvre pour atteindre les objectifs fixés annuellement. Le Conseil d'Administration revoit l'indicateur de performance Sécurité du Groupe à chacune de ses réunions ordinaires et tous les autres éléments de la politique et des programmes mis en œuvre lui sont présentés au moins une fois par an.

Des détails supplémentaires sur les objectifs, cibles et programmes Santé et Sécurité du Groupe sont présentés au *paragraphe 5.5.1 du chapitre 5 du Document de Référence*.

■ ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE [RSE]

Même si les techniques de traitement des minéraux industriels sont en grande partie physiques (concassage, broyage et tri) et ne nécessitent généralement que très peu de produits chimiques, les activités industrielles d'exploitation minière et de transformation des minéraux peuvent avoir un impact sur l'environnement (en particulier sur l'état des sols ou l'eau). À ce titre, le Groupe pourrait devoir engager (au fur et à mesure ou à la fin du cycle d'exploitation) des dépenses d'adaptation ou remise à niveau des outils industriels, de remise en état de sites industriels ou de dépollution de l'environnement. Par ailleurs, un manquement aux réglementations environnementales applicables à l'exercice local par les divisions de leurs opérations pourrait entraîner des sanctions civiles, administratives ou pénales à leur rencontre.

Pour encadrer ces risques, Imerys a mis en place :

- un Système de Management Environnemental (SME) efficace permettant d'identifier, hiérarchiser et déployer les contrôles nécessaires afin de maîtriser les impacts environnementaux significatifs potentiels résultant de ses activités industrielles et comportant notamment des audits de conformité (*voir paragraphe 5.6.1 du chapitre 5 du Document de Référence*) ;
- un programme de revue de la solidité des structures de recouvrement des résidus pour les sites concernés ;
- un programme d'actions au niveau du Groupe sur la protection de la biodiversité dans l'exercice de ses activités extractives ;
- un outil de veille réglementaire pour chacun des sites industriels, déployé progressivement dans les principaux pays où le Groupe opère.

Concernant les enjeux relatifs au changement climatique, le Groupe pourrait être impacté à plusieurs niveaux :

- les conséquences opérationnelles ou financières directes liées au réchauffement climatique (élévation du niveau moyen de la mer, augmentation de la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes) susceptibles d'engendrer des dommages aux installations industrielles ou leurs salariés, ou une charge supplémentaire liée à l'augmentation du coût des assurances. Face à ce nouveau risque, Imerys a réalisé une première étude de vulnérabilité de ses sites industriels. Cette analyse s'est concentrée, à ce stade, sur l'exposition des sites du Groupe aux risques accrus de phénomènes météorologiques extrêmes et aux catastrophes naturelles ;

- la perte d'attractivité de ses produits et l'augmentation de leurs coûts de production dans un contexte mondial d'évolution vers une décarbonisation des activités économiques. Imerys a anticipé ce risque en prenant en compte progressivement ces dimensions dans ses réflexions opérationnelles, et en particulier, ses processus de décision d'investissement ;
- la perte de confiance éventuelle de certaines parties prenantes, en particulier les investisseurs et les clients, en cas d'absence d'engagement pour la réduction de l'empreinte carbone ou en ne respectant pas ses engagements. Fin 2016, Imerys s'est engagé, dans le cadre de l'initiative française "*French Business Climate Pledge*", à déployer une stratégie de lutte contre le réchauffement climatique qui s'est concrétisée par l'engagement en 2018 dans la "*Science Base Targets initiative*" (SBTi) qui vise à accompagner et valider les engagements de réduction de gaz à effet de serre en accord avec les objectifs internationaux.

Des détails supplémentaires sur les objectifs, cibles et programmes du Groupe en matière de gestion des risques environnementaux et relatifs au changement climatique sont présentés à la [section 5.6 du chapitre 5 du Document de Référence](#).

■ CYBERSÉCURITÉ ET DÉFAILLANCE DES SYSTÈMES D'INFORMATION

La gestion quotidienne des activités du Groupe, notamment la conduite de ses processus commerciaux, industriels et financiers, repose sur la fiabilité de l'ensemble des infrastructures techniques, des systèmes de gestion et de traitement des données de nature informatique et digitale. Le risque de dysfonctionnement ou d'arrêt de ces infrastructures et systèmes, qui peut être d'origine exogène ou endogène (virus et intrusions informatiques, défaillances de prestataires, coupures électriques ou de réseaux, catastrophes naturelles, erreurs humaines...), peut affecter la conduite ou le pilotage des opérations d'une division ou celles du Groupe, la protection de leurs informations confidentielles et de leur savoir-faire, ainsi que la production de leur reporting financier et non financier.

Afin de réduire ce risque, le Département des Systèmes d'Information a instauré des règles strictes en matière de gouvernance et de sécurité, tant en matière d'infrastructures que de systèmes informatiques ou digitaux, de sauvegardes de données et de plans de reprise d'activité, déployées tant au niveau des divisions que du Groupe et contrôlées par la Direction de l'Audit et du Contrôle Interne.

De plus, face à l'augmentation de la menace sur la sécurité informatique, un cabinet externe spécialisé a réalisé une évaluation de l'exposition potentielle du Groupe ainsi que de son système actuel de protection. La liste établie des priorités visant à améliorer l'organisation et les outils de cybersécurité du Groupe a conduit à la mise en œuvre d'un plan pluriannuel d'actions Groupe, sous la supervision du Directeur Groupe des Technologies et des Processus de l'Information. La correcte exécution de ce plan fait l'objet d'une revue par un cabinet externe spécialisé sur les sujets de cybersécurité.

■ DOMMAGES AUX ACTIFS INDUSTRIELS

Comme pour tous les groupes industriels, les sites de production d'Imerys sont exposés à la survenance d'incidents industriels imprévus (de natures ou origines diverses, tels que des accidents, catastrophes naturelles, bris de machine...) pouvant entraîner des arrêts temporaires d'exploitation dont certains sont susceptibles d'affecter significativement l'activité des sites opérationnels concernés.

Le risque d'occurrence de tels événements et leur incidence éventuelle sur l'activité du Groupe dans son ensemble se trouvent limités par l'ensemble des facteurs et mesures suivants :

- un nombre et une dispersion géographique de sites industriels de taille souvent modeste dans chacun des domaines d'activité ;
- une politique active de prévention des risques industriels instaurée par le Groupe, intégrant notamment :
 - un groupe de travail interdisciplinaire en charge de l'identification et de la hiérarchisation des principaux risques industriels et de la définition des plans de prévention des risques, supervisé par la Direction Industrielle,
 - des investissements consacrés régulièrement à la modernisation et à l'entretien de son outil industriel,
 - le développement de plans de continuité d'activité et/ou de plans de gestion de crise pour les sites les plus stratégiques,
 - un programme de revue de la solidité des structures de recueillement des résidus pour les sites concernés.

L'impact financier potentiel pouvant résulter des dommages aux actifs industriels ou d'arrêts temporaires d'exploitation est couvert auprès d'un assureur de réputation et de solidité financière internationalement reconnues, dans le cadre d'un programme d'assurance Groupe auquel est associé un vaste programme de prévention des risques ([voir paragraphe 4.1.5 du présent chapitre](#)).

Une présentation de la politique du Groupe en matière d'assurance, de couverture de ses risques et des programmes de prévention associés est effectuée périodiquement au Comité Exécutif par le Directeur Juridique du Groupe et, une fois par an, au Comité d'Audit.

■ TALENTS ET COMPÉTENCES [RSE]

La gestion et le développement des activités du Groupe nécessitent l'emploi et le recrutement d'un nombre important de professionnels et de managers hautement qualifiés. Le succès des plans de développement interne et externe du Groupe dépend en partie de sa capacité à recruter et intégrer de nouvelles compétences, y compris dans les zones géographiques les plus reculées, ainsi qu'à former et promouvoir de nouveaux talents. Le Comité des Nominations étudie également chaque année le plan d'évolution et de succession des principaux dirigeants du Groupe ([voir section 3.1.4 du chapitre 3 du présent Document de Référence](#)).

La politique de Ressources Humaines d'Imerys vise à attirer, conserver et renouveler les expertises, talents et compétences nécessaires à l'exercice de ses activités partout dans le monde ainsi qu'au soutien de sa croissance interne et externe. Cette politique est présentée au [paragraphe 5.5.2 du chapitre 5 du Document de Référence](#).

■ RÉSERVES ET RESSOURCES MINÉRALES

Les réserves et ressources minérales constituent l'un des actifs importants du Groupe. Leur correcte évaluation, ainsi que la bonne administration des permis d'extraction, sont critiques pour la gestion et le développement des activités d'Imerys.

Un réseau interne d'experts est responsable de l'évaluation des réserves et ressources minérales pour chacune de ses activités opérationnelles. Sous la responsabilité du Directeur de l'Exploitation Minière et de la Planification des Ressources (qui rend compte directement au Directeur Industriel du Groupe), ces experts procèdent à une évaluation annuelle consolidée selon les principes décrits en [section 1.6 du chapitre 1 du Document de Référence](#) et présentée ensuite chaque année au Comité Exécutif. En raison de changements non prévisibles des paramètres, notamment techniques, réglementaires et économiques sur lesquels repose à un instant donné cette estimation et de l'incertitude naturellement associée aux évaluations effectuées, aucune garantie absolue ne peut être donnée quant aux résultats de leurs travaux.

Toutefois des processus et des moyens sont mis en œuvre pour fiabiliser cette évaluation et sont examinés annuellement par le Comité d'Audit :

- l'ensemble des sites du Groupe exploitant de manière active des gisements de minéraux formalisent leurs plans miniers à long terme. Sur la base de prévisions de ventes en volume, ces plans modélisent l'exploitation optimale des gisements dans le but d'assurer un approvisionnement durable des usines de transformation du Groupe. La qualité de ces plans est systématiquement évaluée au regard de quinze critères. Le Directeur Industriel du Groupe a le pouvoir d'intervenir sur les propositions de plans miniers des divisions afin d'assurer leur conformité à la politique de gestion à long terme des actifs miniers du Groupe, à sa politique de santé et sécurité au travail pour ses employés ainsi qu'à sa politique environnementale ;
- selon un cycle de trois à six ans, des experts internes indépendants audient les estimations de réserves et ressources minérales effectuées par chaque site ;
- une évaluation externe du système d'évaluation mis en œuvre est réalisée tous les cinq ans. En 2017, un audit externe réalisé par un cabinet de renommée internationale a confirmé que l'approche globale d'évaluation des réserves et ressources mise en œuvre par le Groupe était en ligne avec les pratiques du monde industriel et que le mode de reporting par le Groupe de ses actifs miniers était conforme au Code minier international, le "PERC Reporting Standard".

En outre, le Groupe adapte ses procédures internes d'obtention, de maintien et de renouvellement des permis d'extraction minière afin de mieux prendre en compte la technicité accrue des études d'impact et l'allongement potentiel des délais d'instruction administrative, résultant des exigences réglementaires croissantes imposées dans ce domaine.

■ PRIX ET APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE [RSE]

Certaines activités du Groupe sont fortement consommatrices d'énergie, en particulier dans leurs procédés de transformation minérale qui utilisent des technologies thermiques et dans leurs activités d'extraction ayant recours à des équipements lourds. Elles pourraient être affectées par une hausse significative des prix ou des difficultés d'approvisionnement en énergies (principalement en électricité et gaz naturel). La capacité du Groupe à répercuter les augmentations de ces coûts à ses clients dépend, en grande partie, de l'environnement de marché dans lequel ces activités opèrent et des pratiques commerciales habituelles qui y prévalent. L'incapacité des activités concernées du Groupe à répercuter immédiatement et/ou intégralement l'augmentation des coûts de l'énergie dans les prix de vente à leurs clients pourrait avoir un effet défavorable sur leur performance financière.

Pour gérer ce risque, le Groupe a mis en œuvre les mesures suivantes :

- des opérations de couverture de certains achats en énergie par des contrats à terme ([voir note 24.5 aux états financiers consolidés](#)) ;
- une démarche d'amélioration de l'efficacité énergétique, sous la supervision du Directeur Énergie Groupe, complétée par une incitation des divisions à diversifier leur gamme de combustibles utilisés pour l'approvisionnement de leurs usines, comme par exemple la biomasse (noyaux d'olives, sciure de bois) et les carburants de substitution (biogaz) ([voir paragraphe 5.6.2 du chapitre 5 du Document de Référence](#)).

Par son engagement envers les principes du *Global Compact* et les objectifs de développement durable des Nations Unies et le *French Business Climate Pledge*, le Groupe est déterminé à progresser dans sa contribution à la lutte contre le changement climatique, notamment par une gestion efficace de sa consommation énergétique, des émissions polluantes et des énergies de substitution ([voir section 5.6 du chapitre 5 du Document de Référence](#)).

4.1.3 RISQUES JURIDIQUES

■ LITIGES

Le Groupe est exposé à des risques de contentieux et réclamations survenant dans le cours normal de ses activités. Les risques les plus fréquents concernent des allégations de préjudices (personnels ou financiers) mettant en cause la responsabilité des sociétés du Groupe au titre :

- de l'exploitation de leurs activités commerciales ou industrielles, notamment des réclamations de clients concernant la livraison de produits défectueux ou de tiers alléguant de troubles de santé ou de voisinage liés à ces activités ;
- d'une éventuelle violation de certaines obligations contractuelles ;
- du non-respect de certaines dispositions légales ou réglementaires applicables en matière sociale, fiscale, immobilière ou environnementale.

L'intensité la plus élevée de ces risques se situe pour le Groupe :

- aux États-Unis, notamment dans le cadre d'éventuelles actions intentées par de multiples plaignants devant les juridictions de plusieurs États ou fédérales, et pouvant mettre en cause la responsabilité de filiales locales en raison des potentiels dangers allégués dans l'utilisation de certains produits qu'elles fabriquent ou fabriquent avec ces produits. Ces risques se trouvent notamment accrus, d'un point de vue financier, en raison de l'importance des frais requis pour assurer la défense du Groupe, inhérents aux spécificités du système judiciaire américain ; et
- au Brésil, notamment dans le cadre d'actions judiciaires à caractère civil, administratif, fiscal, social ou pénal intentées par les autorités publiques locales ou fédérales au titre du non-respect allégué de la réglementation applicable dans les domaines concernés, et auxquelles peuvent se joindre des tiers dans les cas relevant de la réglementation environnementale.

Les risques liés aux réclamations de tiers sont le plus souvent couverts, ainsi que leurs frais de défense (au-delà des éventuelles franchises applicables), par les programmes d'assurance du Groupe en vigueur et, aux États-Unis, par les programmes d'assurance propres aux filiales américaines du Groupe ou leurs prédécesseurs. Par ailleurs, Imerys et ses filiales bénéficient de certains droits à être indemnisés (ou peuvent aussi, en sens inverse, être tenus à certaines obligations d'indemnisation) au profit de tiers – au titre de garanties de passif ou contractuelles spécifiques qui leur ont été accordées (ou, en sens inverse, qu'ils ont consenties à des tiers) dans le cadre d'opérations d'acquisitions d'actifs ou de sociétés ou de transactions commerciales courantes intervenues dans le passé.

La Direction Juridique gère, avec l'assistance des avocats locaux qu'elle désigne (en accord, le cas échéant, avec les assureurs concernés), l'ensemble des réclamations contentieuses impliquant le Groupe. La synthèse des réclamations les plus significatives est revue avec la Direction Financière et les auditeurs du Groupe à l'issue de chaque semestre afin de s'assurer de leur correcte prise en compte dans les états financiers d'Imerys. Une présentation résumée de cette synthèse est également faite par le Directeur Juridique au Comité d'Audit dans le cadre de son examen annuel des risques du Groupe ou, en cas d'évolution significative de certains contentieux jugés importants (comme ce fut le cas en 2018 pour l'évolution de la situation des contentieux impliquant les filiales de l'activité talc du Groupe aux États-Unis), dans le cadre de points réguliers au Comité d'Audit et, le cas échéant, au Conseil d'Administration.

Le 13 février 2019, les filiales regroupant l'activité talc nord-américaine du Groupe ont pris l'initiative de se placer sous la protection de la procédure judiciaire américaine dite du "Chapter 11" en vue de régler définitivement les litiges historiques liés au talc aux États-Unis. Bien qu'il soit impossible de prévoir avec certitude l'issue de cette procédure comme de tous les autres litiges et réclamations en instance, leur règlement pris individuellement ou dans son ensemble ne devrait pas – même s'il était défavorable aux sociétés du Groupe concernées et après prise en compte des montants provisionnés au 31 décembre 2018, des couvertures d'assurance ou garanties contractuelles accessibles et des voies de recours disponibles – avoir d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe. Le montant provisionné au titre des risques de garanties produits s'élève à 4,6 millions d'euros au 31 décembre 2018 (30,2 millions d'euros au 31 décembre 2017) ; le montant provisionné au titre des risques juridiques, sociaux et réglementaires s'élève à 434,3 millions d'euros au 31 décembre 2018 (173,1 millions d'euros au 31 décembre 2017), dont 250 millions d'euros au titre de l'impact net total estimé de l'ensemble du processus lié au "Chapter 11" précité des filiales de l'activité talc nord-américaine du Groupe. Ces provisions ont une échéance probable située entre 2019 et 2023..

Plus généralement, à la date du présent Document de Référence, aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, en suspens ou dont le Groupe serait menacé, n'est susceptible d'avoir, à la connaissance d'Imerys, ou n'a eu au cours des 12 derniers mois, des effets significatifs sur sa situation financière ou sa rentabilité, en dehors de ceux décrits ci-dessus.

✓ Pour plus d'informations *voir note 23.2 aux états financiers consolidés.*

■ RESPECT ET/OU CHANGEMENT DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS [RSE]

Les sociétés du Groupe sont soumises à un nombre important de législations et réglementations nationales et régionales compte tenu de la nature de leurs opérations (notamment exploitation des ressources naturelles) et de leur implantation diversifiée (avec 230 sites industriels, Imerys est présent dans 58 pays à fin 2018). Le Groupe doit ainsi s'assurer qu'il est en mesure de respecter ces réglementations afin d'assurer la continuité d'exploitation de ses opérations et conserver un niveau de rentabilité acceptable.

Dans ce domaine, le Groupe est exposé à trois principales difficultés :

- dans certains pays (notamment ceux dits émergents avec un taux de croissance élevé de leurs économies), les sociétés étrangères (et plus particulièrement celles exploitant des ressources naturelles locales) peuvent se trouver affectées par l'adoption de nouvelles lois ou réglementations qui les visent spécifiquement, ou par l'interprétation discriminatoire susceptible d'en être faite par les autorités locales chargées de leur application ;

4 FACTEURS DE RISQUES ET CONTRÔLE INTERNE

FACTEURS DE RISQUES

- le cadre législatif et réglementaire renforce d'une façon générale les contraintes dans les domaines de :
 - la protection de l'environnement, la santé et la sécurité des personnes,
 - la promotion du développement des économies et communautés locales,
 - du devoir de vigilance dans la chaîne d'approvisionnement des produits et services,
 - la protection des données,
 - ainsi que la lutte contre la corruption et l'évasion fiscale.

Les coûts associés à la mise en conformité des activités du Groupe (incluant d'éventuelles restrictions d'exploitation de celles-ci ou de commercialisation de produits dans certaines applications) avec ces lois, règlements ou leurs possibles interprétations, ainsi que l'anticipation de leurs probables évolutions, pourraient avoir un impact négatif sur la compétitivité des activités concernées ;

- dans certains domaines du droit, des divergences techniques peuvent apparaître à l'occasion de contrôles, pouvant conduire à des contentieux du fait notamment d'incertitudes dans l'interprétation des textes ou dans l'exécution des obligations d'Imerys. Les éventuelles sanctions imposées en cas de manquements pourraient porter atteinte à la réputation du Groupe et affecter défavorablement ses conditions économiques d'exploitation.

Pour assurer au mieux la conformité de ses opérations avec l'ensemble des législations et réglementations qui leur sont applicables, et anticiper leurs possibles évolutions, Imerys :

- mène des projets de mise en conformité lorsqu'une nouvelle évolution législative ou réglementaire majeure s'applique au Groupe (ou est susceptible de l'être), sous la supervision d'un ou plusieurs membres du Comité Exécutif et avec l'accompagnement de conseils externes spécialisés en fonction des sujets ;

- dispose d'un réseau de juristes et fiscalistes internes rattachés respectivement aux Directions Juridique et Financière et localisés dans les principales zones géographiques du Groupe, complétés par des experts internes spécialisés dans les domaines environnementaux et de conformité des produits rattachés hiérarchiquement ou fonctionnellement aux Directions Industrielle et Innovation. Il s'appuie de surcroît sur des conseils externes spécialisés, notamment juridiques ou fiscaux, lorsque cela est nécessaire ;
- s'assure que les politiques et procédures du Groupe respectent les normes internationales et nationales applicables et sont périodiquement mises à jour pour tenir compte de leurs évolutions probables et de leurs adaptations aux éventuels changements organisationnels au sein du Groupe ;
- vérifie régulièrement la conformité des activités locales avec les lois et réglementations applicables en réalisant des audits portant notamment sur les pratiques en matière de géologie, d'environnement, de santé et de sécurité, de conformité des produits, et de fraude.

En outre, Imerys développe dans de nombreux pays d'étroites relations avec les instances réglementaires, les associations professionnelles, les autorités et les communautés locales afin de mieux anticiper ou d'orienter (lorsque cela s'avère possible et dans le respect du droit et des politiques internes du Groupe applicables) les changements législatifs et réglementaires envisagés qui pourraient avoir un impact sur les activités du Groupe. Imerys essaie d'anticiper et d'intégrer ces évolutions dans ses programmes de Recherche & Développement afin de pouvoir répondre rapidement aux nouvelles réglementations le moment venu tout en limitant ses coûts et/ou afin d'utiliser ces évolutions comme des opportunités commerciales pour le Groupe.

À la connaissance d'Imerys, il n'existe pas de risque de violation et/ou de changement de lois et réglementations applicables aux activités du Groupe ayant un impact financier potentiel significatif sur celui-ci à la date du présent Document de Référence.

4.1.4 RISQUES RELATIFS AUX MARCHÉS FINANCIERS

Les facteurs de risques suivants et leur méthode de gestion sont décrits dans les notes aux états financiers consolidés correspondantes.

■ RISQUE DE CHANGE

(Voir note 24.5 aux états financiers consolidés.)

■ RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

(Voir note 24.5 aux états financiers consolidés.)

■ RISQUE DE LIQUIDITÉ

(Voir note 24.5 aux états financiers consolidés.)

4.1.5 RISQUES ASSURÉS

La politique du Groupe en matière de protection de ses actifs et de ses revenus contre les risques identifiables vise à rechercher sur le marché de l'assurance les solutions les plus adaptées, offrant le meilleur équilibre entre leur coût et l'étendue des couvertures proposées.

La couverture des risques majeurs, communs à toutes les activités opérationnelles, est intégrée dans des programmes internationaux d'assurance Groupe de type "Tous Risques Sauf", souscrits sur le marché par Imerys auprès d'assureurs de réputation et de solidité financière internationalement reconnues. Cette intégration permet d'offrir des garanties étendues avec des limites élevées, tout en optimisant le coût. Dans le cadre de la stratégie de croissance externe du Groupe, les activités acquises sont soit immédiatement incluses dans les programmes d'assurance Groupe existants, soit bénéficient de conditions de couverture au moins équivalentes. Dans ce dernier cas, l'intégration est limitée aux seuls compléments de couverture offerts par les programmes Groupe par rapport aux polices locales d'assurance applicables aux activités acquises.

Au sein d'Imerys, les sociétés recourent également au marché local pour couvrir, en utilisant le service des courtiers en charge de la gestion des programmes d'assurance Groupe, les risques spécifiques à certaines de leurs activités ou opérations ponctuelles, ou encore lorsque de telles assurances sont obligatoires du fait de la réglementation locale applicable.

Le Groupe estime bénéficier à ce jour de couvertures d'assurance adéquates, tant dans leur étendue qu'en termes de montants assurés, ou de limites de garanties pour les risques les plus importants liés à ses activités dans le monde.

Les deux principaux programmes d'assurance Groupe couvrent les risques de responsabilité civile ainsi que les dommages matériels et pertes d'exploitation.

■ RESPONSABILITÉ CIVILE

Ce premier programme a pour objet de couvrir l'éventuelle mise en cause de la responsabilité du Groupe à l'occasion des dommages corporels, matériels et immatériels, survenant tant en cours d'exploitation qu'après livraison des produits, ainsi que les dommages résultant de pollutions accidentelles.

La couverture des activités du Groupe est assurée en premier lieu par des polices locales émises dans chaque pays (première ligne), complétées par une police "Master" émise en France et par deux polices supplémentaires "Excess" en excédent de la limite de garantie de cette police "Master".

Ces polices "Master" et "Excess" interviennent également en complément de limite et de garantie de plusieurs sous-programmes spécifiques, notamment en Amérique du Nord, pour couvrir la Responsabilité Civile Automobile et Employeur, et en complément de la police d'assurance obligatoire Responsabilité Civile Employeur émise au Royaume-Uni.

Le niveau de couverture offert par le Programme du Groupe en Responsabilité Civile s'élève, sous réserve des exclusions communément pratiquées sur le marché de l'assurance pour ce type de risques, et des sous-limites appliquées à certains événements dénommés, à 150 millions d'euros par sinistre et par an.

■ DOMMAGES MATÉRIELS ET PERTES D'EXPLOITATION

Ce deuxième programme a notamment pour objet de couvrir les dommages matériels directs d'origine soudaine et accidentelle atteignant les biens assurés, ainsi que les pertes d'exploitation consécutives ("DDPE").

La couverture des activités du Groupe en DDPE est assurée par une police "Master" émise en France qui s'applique directement dans la plupart des pays européens et en complément des polices locales émises dans les autres pays, lorsque la réglementation le permet.

Imerys retient au sein d'une captive de réassurance, consolidée dans les comptes du Groupe, les risques dits de fréquence, à concurrence d'un montant plafonné à 4 millions d'euros en cumulé annuel.

La police "Master" offre au Groupe, sous réserve des exclusions communément pratiquées sur le marché de l'assurance pour ce type de risque et des sous-limites appliquées à certains événements dénommés, une garantie en DDPE à hauteur de 200 millions d'euros par sinistre.

En confiant son programme DDPE à un assureur réputé pour son expertise en matière d'ingénierie de prévention, Imerys entend poursuivre ses efforts de sensibilisation et de protection des risques dans les unités opérationnelles. La quasi-totalité des sites industriels du Groupe fait ainsi l'objet de visites régulières par des ingénieurs de prévention de la compagnie d'assurance. Les recommandations qui en résultent permettent à Imerys d'améliorer sa gestion des risques industriels. Plus de 100 sites ont ainsi été visités en 2018.

S'ajoute à ce programme de prévention un groupe de travail interdisciplinaire en charge de l'identification et de la hiérarchisation des principaux risques industriels et de la définition des plans de prévention des risques, supervisé par la Direction Industrielle.

■ AUTRES RISQUES TRANSVERSAUX ASSURÉS

Les principaux autres programmes d'assurance Groupe visent à couvrir les risques suivants, communs à toutes les entités juridiques ou à plusieurs activités du Groupe, tels que responsabilité civile des mandataires sociaux, assurance de la flotte automobile (Europe, États-Unis) et transport (marine cargo et responsabilité civile affrètement).

4.2 CONTRÔLE INTERNE

4.2.1 INTRODUCTION

■ LES OBJECTIFS DU CONTRÔLE INTERNE

Le Groupe s'appuie sur le cadre de référence sur les dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne et son guide d'application publiés par l'Autorité des marchés financiers ("AMF") en 2010, pour définir son dispositif de contrôle interne et structurer son approche. Ce dispositif intègre notamment les objectifs et les composantes du cadre de référence de l'AMF.

Le dispositif de contrôle interne d'Imerys couvre l'ensemble des sociétés contrôlées entrant dans le périmètre de consolidation du Groupe, y compris les sociétés nouvellement acquises. En assurant la mise en œuvre de ce dispositif dans l'ensemble de ses activités, Imerys vise à se doter des moyens, comportements et procédures nécessaires pour gérer les risques auxquels celles-ci sont soumises et fournir une assurance raisonnable concernant l'atteinte des objectifs suivants :

- la fiabilité de son information financière ;
- la conformité de ses activités avec les lois et règlements en vigueur ;
- l'efficacité de ses processus opérationnels, industriels, environnementaux, santé et sécurité, marketing et d'autres natures ;
- la protection de ses actifs corporels et incorporels, en particulier la prévention du risque de fraude.

Ce dispositif de contrôle interne contribue ainsi à protéger la valeur de l'entreprise pour ses actionnaires et ses salariés et à atteindre les objectifs stratégiques, financiers, de conformité et opérationnels que le Groupe se fixe.

Toutefois, par essence, un tel dispositif ne peut fournir aucune garantie absolue quant à la maîtrise globale des risques auxquels le Groupe est confronté et à la réalisation de ses objectifs.

■ LES PRINCIPES DU CONTRÔLE INTERNE

En cohérence avec les objectifs fixés ci-dessus, le dispositif de contrôle interne d'Imerys repose sur les principes fondateurs suivants :

- une organisation adaptée, intégrant des professionnels compétents et responsables ;
- une analyse périodique des risques principaux du Groupe ;
- des activités de contrôle adaptées.

4.2.2 UNE ORGANISATION ADAPTÉE

■ LE MODÈLE ORGANISATIONNEL

Le contrôle interne d'Imerys s'appuie sur l'organisation opérationnelle du Groupe ainsi que sur les Directions fonctionnelles dédiées directement ou indirectement à la maîtrise des risques auxquels le Groupe est exposé ou qui peuvent avoir un impact sur ses parties prenantes externes du fait des opérations d'Imerys.

Le dispositif de contrôle mis en place au sein du Groupe repose sur une structure de gouvernance resserrée qui garantit à la fois une circulation efficace de l'information et une transparence et traçabilité des décisions, tout en préservant les principes de subsidiarité et de décentralisation considérés comme essentiels à la gestion optimale de ses activités industrielles et commerciales. Il requiert une implication forte et une responsabilisation de la part de chaque responsable opérationnel ou fonctionnel qui doit s'approprier les politiques et procédures définies au niveau du Groupe et des domaines d'activité, contribuer à leur mise en œuvre et à leur respect et compléter leur contenu par des mesures adaptées aux spécificités des activités ou domaines dont il a la charge.

■ LES ACTEURS DU CONTRÔLE INTERNE

Le Conseil d'Administration et ses Comités spécialisés

Le Conseil d'Administration exerce un contrôle permanent sur la gestion du Groupe menée par le Directeur Général. Dans ce cadre, il s'assure notamment de la correcte mise en place des dispositifs de contrôle interne dans le Groupe.

Pour l'assister dans sa mission, le Conseil a constitué quatre Comités spécialisés qui exercent leurs activités sous sa responsabilité : le Comité Stratégique, le Comité des Nominations, le Comité des Rémunérations et le Comité d'Audit. Les responsabilités du Comité Stratégique et du Comité d'Audit en matière d'identification et de gestion des risques ainsi qu'en matière de suivi des dispositifs de contrôle interne sont présentées à la [section 3.1 du chapitre 3 du Document de Référence](#). Le Comité d'Audit revoit notamment deux fois par an les processus mis en place et les résultats obtenus en matière d'analyse des risques et d'appréciation des dispositifs de contrôle interne.

Le Conseil d'Administration a également la faculté de constituer des Comités *ad hoc* chargés temporairement de certaines missions spécifiques de suivi de projets pour le compte du Conseil.

La Direction Générale et le Comité Exécutif

Le Directeur Général assume la responsabilité opérationnelle et fonctionnelle de l'ensemble des activités du Groupe pour mettre en œuvre la stratégie arrêtée par le Conseil d'Administration. En particulier, il est responsable de la mise en œuvre effective des dispositifs de contrôle interne au sein du Groupe.

Le Directeur Général est assisté dans sa mission par un Comité Exécutif qui regroupe, outre le Directeur Général, les Directeurs fonctionnels et opérationnels des cinq domaines d'activité constitués dans le cadre de la nouvelle organisation du Groupe mise en place le 1^{er} décembre 2018. Le Comité Exécutif est un organe ayant pour mission de mettre en œuvre les orientations stratégiques déterminées en Conseil d'Administration et d'assurer l'alignement de ses membres sur les principales décisions relevant, dans leur périmètre de responsabilité individuelle et sous l'autorité du Directeur Général, de l'organisation et de la conduite générale des affaires du Groupe (*voir section 3.2 du chapitre 3 du Document de Référence*).

Les Directions opérationnelles

Conformément aux principes de décentralisation opérationnelle du Groupe, les Directeurs de chaque domaine d'activité ont les pouvoirs nécessaires pour organiser, diriger et contrôler en permanence leurs opérations, et en assurer la délégation dans des conditions similaires aux responsables opérationnels qui leur reportent.

Chaque domaine d'activité conçoit et applique l'organisation interne la mieux adaptée à ses marchés en tenant compte de ses caractéristiques commerciales, industrielles ou géographiques propres. Il est de la responsabilité du Directeur de chaque domaine d'activité d'adopter des dispositifs de contrôle interne cohérents d'une part avec son organisation et d'autre part avec les principes et règles du Groupe.

Les Directions fonctionnelles

Les Directions fonctionnelles assurent une double mission :

- organiser et contrôler les opérations du Groupe relevant de leur domaine respectif d'expertise ;
- fournir une assistance technique aux activités opérationnelles dans ces domaines lorsque cela est nécessaire.

Ces Directions permettent non seulement de bénéficier des effets d'échelle liés à la taille du Groupe et d'un meilleur partage des compétences, mais également de s'assurer que toutes les opérations relevant de leurs domaines de compétence se réalisent dans un cadre de processus et de systèmes de gestion et de contrôle homogène et sécurisé. La présence des Directions fonctionnelles, au travers des experts centraux ou des centres de services partagés, contribue significativement aux dispositifs de contrôle interne du Groupe. La plupart des responsables Groupe de ces fonctions disposent au moins d'une autorité fonctionnelle sur tous les responsables qui exercent des missions relevant de leur domaine d'expertise dans les activités opérationnelles.

Directions fonctionnelles	Principales missions de contrôle interne
Direction Financière	<ul style="list-style-type: none"> ■ Mettre en œuvre un contrôle permanent des résultats et de la performance opérationnelle du Groupe ■ Participer à l'élaboration du budget et au suivi trimestriel de son exécution ■ Assurer une supervision de la performance financière à tous les niveaux opérationnels de l'organisation ■ Étudier et valider les demandes d'investissements des domaines d'activité et les autres projets d'investissements de même nature ■ Définir la politique de financement, de contrôle des risques de marché et de relations bancaires pour l'ensemble du Groupe
Direction Juridique	<ul style="list-style-type: none"> ■ Identifier et évaluer les principaux risques juridiques pour le Groupe et chacun de ses domaines d'activité ■ Définir et mettre en place les politiques et contrôles pertinents pour la gestion de ces risques juridiques et la conformité avec les lois et règlements applicables ■ Conseiller les fonctions opérationnelles et supports pour (i) sécuriser les droits et intérêts du Groupe et de ses domaines d'activité et être conforme aux obligations légales, et (ii) contribuer à l'atteinte des objectifs par des solutions juridiques appropriées ■ Identifier les besoins, définir, mettre en place et gérer les programmes d'assurance du Groupe pour couvrir ou réduire les éventuelles pertes liées à des incidents ou responsabilités majeurs
Direction Stratégie et Fusions-Acquisitions	<ul style="list-style-type: none"> ■ Identifier et évaluer les risques stratégiques, marketing et commerciaux globaux auxquels l'ensemble du Groupe est exposé ■ Identifier et évaluer, avec le soutien des experts internes et externes concernés, les principaux risques et responsabilités liées à des projets d'acquisition ou de cession d'actifs ou de sociétés, et les intégrer dans la valeur et les conditions contractuelles des opérations proposées ■ Aider dans les éventuels projets d'expansion géographique, particulièrement en contrôlant les risques lorsque des opportunités sont identifiées dans des pays émergents
Direction Industrielle	<ul style="list-style-type: none"> ■ Apporter son support et examiner tous les projets industriels significatifs et les contrats d'approvisionnement dans son domaine d'expertise, proposés par les domaines d'activité ■ Animer et coordonner la mise en œuvre du programme d'excellence industrielle du Groupe dans toutes les usines opérationnelles ■ Animer et coordonner les normes du Groupe en matière d'hygiène et de sécurité ■ Animer et coordonner les normes du Groupe en matière de gestion des réserves et ressources minières ■ Identifier et évaluer les principaux risques industriels du Groupe au travers d'un exercice régulier de cartographie de ces risques ■ Contrôler l'application des principes du référentiel EHS et Géologie via des audits
Direction Innovation	<ul style="list-style-type: none"> ■ Gérer le dispositif d'évaluation et de suivi du portefeuille de projets de recherche
Direction Ressources Humaines	<ul style="list-style-type: none"> ■ Définir les politiques permettant d'assurer l'adéquation des compétences des employés avec leurs responsabilités ■ Définir les contrôles permettant d'assurer l'intégrité de la fixation des salaires et des processus de paiement, et superviser la mise en place des avantages sociaux ■ Contrôler la conformité avec les lois, règlements et accords liés au droit du travail ■ Définir les politiques en matière de mobilité internationale et de voyages des collaborateurs ■ Coordonner le Programme Groupe de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise en lien avec les autres fonctions concernées, et s'assurer de la conformité globale du Groupe avec ses obligations RSE et les exigences réglementaires de reporting associées à ce programme
Direction Systèmes d'Information et Processus Internes	<ul style="list-style-type: none"> ■ Élaborer les règles et bonnes pratiques du Groupe en matière de systèmes d'information, et notamment de sécurité des réseaux informatiques ■ Gérer les projets IT transverses du Groupe, suivre et contrôler les réseaux et infrastructures d'information (serveurs, télécommunications...) ■ Développer la standardisation, automatisation et efficacité de certains processus de contrôles internes à travers le Groupe

Le Comité des Risques

Le Comité des Risques coordonne les activités d'analyse et de gestion des risques et des contrôles au sein du Groupe. Il est composé des principaux responsables des fonctions industrielles, commerciales et centrales. Il contribue notamment à l'identification et l'évaluation des principaux risques du Groupe au travers d'un exercice de cartographie réalisée tous les deux ans. Il se réunit régulièrement chaque année (deux fois en 2018).

La Direction de l'Audit et du Contrôle Internes

La Direction de l'Audit et du Contrôle Internes a pour mission de vérifier régulièrement la qualité et l'efficacité des dispositifs de contrôle interne du Groupe et de les renforcer, si nécessaire, par ses recommandations. Elle alerte le management sur les défaillances éventuelles de contrôle interne relevées et participe à l'élaboration des recommandations proposées afin de les corriger. Ces vérifications sont réalisées habituellement dans les 6 à 18 mois qui suivent l'intégration dans le Groupe des activités nouvellement acquises.

La Direction de l'Audit et du Contrôle Internes est une fonction d'appui au management, indépendante des activités opérationnelles et fonctionnelles qu'elle contrôle. Pour cela, le Directeur de l'Audit et du Contrôle Internes est rattaché hiérarchiquement au Directeur Général et fonctionnellement au Comité d'Audit. Un rapport complet sur les activités de la Direction de l'Audit et du Contrôle Internes est présenté et discuté tous les six mois avec le Comité Exécutif, puis avec le Comité d'Audit lors d'une réunion à laquelle assistent les Commissaires aux comptes.

Fin 2018, la Direction de l'Audit et du Contrôle Internes comptait 14 personnes réparties entre audit interne, contrôle interne et gestion des risques.

Direction de l'Audit et du Contrôle Internes	Principales missions	Référentiels et/ou Dispositifs
Audit interne	<ul style="list-style-type: none"> S'assurer du respect par les entités opérationnelles des principes et règles définis par le Groupe Effectuer des audits dédiés aux systèmes d'information Identifier les bonnes pratiques et les partager au sein du Groupe Enquêter sur des cas de fraude Contrôler la mise en œuvre des plans d'action suite aux audits effectués Contrôler la fiabilité des auto-évaluations 	<ul style="list-style-type: none"> Cycle d'audit de quatre à sept ans Plan d'audit annuel approuvé par le Comité d'Audit 59 rapports d'audit communiqués au Comité Exécutif en 2018 Méthodologie d'audit Rapports d'investigation de fraude Formation et sensibilisation à la fraude Tableau de bord de suivi trimestriel des plans d'action Audits de Sincérité
Contrôle interne	<ul style="list-style-type: none"> Définir et maintenir les normes du Groupe en matière de contrôle interne Former au contrôle interne Conduire les auto-évaluations annuelles 	<ul style="list-style-type: none"> Politiques et procédures du Groupe Neuf sessions de formation sur le contrôle interne en 2018 Questionnaires d'auto-évaluation pour toutes les entités opérationnelles et plans d'action associés
Gestion des risques	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer la méthodologie de gestion des risques Élaborer et maintenir l'univers des risques du Groupe Réaliser la cartographie des principaux risques du Groupe Suivre la mise en œuvre des plans d'action définis lors de l'exercice de cartographie des risques Pour plus d'informations, voir paragraphe 4.2.3 du présent chapitre. 	<ul style="list-style-type: none"> Univers des risques Cartographie des risques

4.2.3 UNE ANALYSE PÉRIODIQUE DES PRINCIPAUX RISQUES DU GROUPE

■ LES OBJECTIFS

L'analyse des risques permet à Imerys d'identifier les événements dont l'éventuelle survenance pourrait représenter une menace majeure pour l'atteinte de ses objectifs stratégiques, financiers et opérationnels et la conformité de ses activités aux lois et réglementations locales applicables ou à leurs probables évolutions, ou qui pourraient avoir un impact défavorable sur ses parties prenantes externes.

Grâce à un processus structuré, destiné à appréhender les principaux risques du Groupe et à les analyser, Imerys est en mesure d'apprécier l'adéquation des dispositifs de contrôle interne existants, de mettre en place des plans d'actions pertinents de façon à en améliorer l'efficacité et, plus généralement, d'accroître la protection de la valeur d'entreprise du Groupe dans le respect de la conformité aux lois et réglementations en vigueur et des attentes des parties prenantes.

■ L'ORGANISATION

Le processus d'analyse des risques est organisé à trois niveaux :

- chaque responsable fonctionnel et opérationnel se doit d'adopter dans le cadre de ses fonctions une démarche permanente d'identification, d'analyse et de gestion des risques dans ses domaines de responsabilité. L'identification et la gestion de ces risques sont périodiquement examinées et discutées avec le Directeur Général et le Directeur Financier du Groupe dans le cadre du processus budgétaire, des revues trimestrielles de résultats ainsi que des reportings mensuels de gestion ;
- par ailleurs, le Groupe s'est engagé dans un processus formalisé et récurrent d'analyse de ses principaux risques à travers la réalisation d'une cartographie qui présente l'impact potentiel des risques identifiés ainsi que leur niveau de maîtrise. Les principaux responsables des Directions et Départements fonctionnels centraux ainsi que les principaux responsables de chacune des activités opérationnelles participent à cette démarche. Les résultats sont revus et approuvés par le Comité Exécutif et présentés au Comité d'Audit. Au vu des résultats, de nouvelles actions sont définies pour renforcer le niveau de maîtrise de certains des risques identifiés. La nature des

principaux risques auxquels le Groupe est exposé ainsi que leurs méthodes de gestion et de contrôles sont décrites à la [section 4.1 du présent chapitre](#) ;

- enfin, un Comité des Risques se réunit entre deux et trois fois par an afin d'examiner et coordonner les activités d'analyse et

de gestion des risques et des contrôles au sein du Groupe et proposer d'éventuelles mesures visant à leur amélioration suite à sa revue de chaque mise à jour de la cartographie des risques ([voir paragraphe 4.2.2 du présent chapitre](#)). Le Directeur de l'Audit et du Contrôle Interne rend compte périodiquement de ses travaux au Comité Exécutif et au Comité d'Audit.

4.2.4 DES ACTIVITÉS DE CONTRÔLE ADAPTÉES

Les activités de contrôle sont destinées à s'assurer que les risques liés à un processus opérationnel ou fonctionnel donné sont correctement couverts. Elles sont adaptées aux objectifs fixés par le Groupe.

■ LE CADRE DE RÉFÉRENCE

Les règles du Groupe

La politique de contrôle interne d'Imerys est formalisée dans le Code de Conduite Professionnelle et d'Éthique et la politique de Gouvernement d'Entreprise, ainsi que dans un certain nombre de chartes (Charte du Conseil d'Administration, Charte de Responsabilité Sociétale d'Entreprise, Charte de Santé & Sécurité, Charte Diversité & Inclusion) applicables à l'ensemble du Groupe. Ceux-ci visent à créer un environnement de contrôle favorable, fondé sur des principes solides et une pratique expérimentée du Gouvernement d'Entreprise, ainsi que sur des comportements respectueux des lois et règlements, intègres, éthiques et conformes aux objectifs stratégiques du Groupe.

Par ailleurs, des politiques Groupe ont été définies par les Directions et Départements fonctionnels qui définissent l'organisation, les responsabilités, les principes de fonctionnement et de reporting propres au domaine respectif d'expertise dont ils sont responsables.

Enfin, le manuel de contrôle interne Groupe définit les principes majeurs de contrôle interne et les principales activités de contrôle qui doivent être réalisées dans le cadre des processus opérationnels et financiers du Groupe.

Les chartes, politiques et manuels du Groupe sont regroupés dans un recueil appelé le "Blue Book" disponible en ligne sur OnImerys, l'intranet du Groupe, et accessible par l'ensemble des collaborateurs. Ce premier corps de règles constitue le cadre de référence dans lequel doivent s'inscrire les activités opérationnelles du Groupe. Il s'applique à l'ensemble des sociétés contrôlées et activités d'Imerys. Certaines communications spécifiques font l'objet d'un processus de certification électronique par lequel les salariés d'Imerys concernés certifient avoir lu l'information communiquée et s'engagent à faire respecter dans leur domaine de responsabilité les règles qui y sont exposées.

Dans les activités opérationnelles, un second corps de règles définit éventuellement leurs propres principes de fonctionnement et de reporting. Ces modalités sont, dans le respect des politiques du Groupe, adaptées à leur propre mode d'organisation, à la gestion de leurs activités minières, industrielles et commerciales spécifiques et aux risques particuliers associés. Elles tiennent compte des spécificités relatives aux lois et règlements locaux applicables.

Le Code de Conduite Professionnelle et d'Éthique

Le Code de Conduite Professionnelle et d'Éthique d'Imerys résume les principes éthiques que le Groupe s'attend à voir respecter par l'ensemble de ses employés, et notamment ses dirigeants, ainsi que par ses sous-traitants, fournisseurs et autres partenaires avec lesquels sont établies d'étroites relations. Il est conçu de façon à ce que chacun adopte dans son travail quotidien non seulement une attitude conforme aux législations locales mais également une attitude en adéquation avec les valeurs, principes et règles du Groupe en matière de responsabilité, d'intégrité, de transparence, d'équité et d'ouverture. Afin de s'assurer que le Code de Conduite Professionnelle et d'Éthique est connu et respecté par tous les employés du Groupe, le processus d'intégration de tous les nouveaux managers d'Imerys comprend un cours d'introduction à ce Code.

Mis à jour en 2018, le nouveau Code de Conduite Professionnelle et d'Éthique renforce l'engagement d'Imerys en matière de conduite éthique des affaires, en alignant le Groupe sur les normes internationales les plus exigeantes. Il prend également en compte le renforcement du système de signalement d'actes répréhensibles par la création d'une nouvelle plateforme internet et d'une ligne téléphonique de signalement, auprès d'une organisation indépendante, garantissant la confidentialité tout au long du processus.

✓ Pour plus d'informations, voir [paragraphe 5.7.1 du chapitre 5 du Document de Référence](#).

■ LES SYSTÈMES D'INFORMATION

L'efficacité des systèmes et outils d'information contribue à la fiabilité et à l'amélioration de la gestion des processus fonctionnels et opérationnels.

La politique du Groupe consiste à intégrer et suivre dans ses logiciels de gestion intégrés ("ERP") la portion la plus importante possible de la chaîne de valeur (notamment les ventes, la distribution, les achats, les stocks, les immobilisations, la production, la chaîne logistique, la finance). Imerys s'efforce d'utiliser les systèmes de contrôle intégrés aux ERP de manière à assurer un niveau de contrôle optimum tout en satisfaisant aux exigences propres à la meilleure conduite de ses activités opérationnelles.

Imerys est organisé autour de plusieurs ERP, sélectionnés afin de permettre des synergies en matière de support et de maintenance et un degré d'homogénéisation satisfaisant, tout en tenant compte de la taille des opérations et des zones géographiques où ils doivent être déployés. Comme indiqué au [paragraphe 4.1.1 du présent chapitre](#), le Groupe a lancé un projet de rationalisation et standardisation de ses processus opérationnels qui seront gérés sous un unique ERP.

Pour le reporting et la consolidation de ses informations comptables et financières, le Groupe utilise un logiciel unique déployé dans toutes ses entités.

Par ailleurs, des outils de consolidation et de suivi des données non financières les plus importantes ont été mis en place dans l'ensemble du Groupe. Ils permettent, suivant le cas :

- d'obtenir une meilleure vision de la performance des différentes activités du Groupe, de prévenir ou remédier à d'éventuelles difficultés ainsi que d'encourager et mesurer les progrès (exemple : reporting et consolidation des indicateurs représentatifs en matière de gestion des Ressources Humaines ou de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise) ;
- de fiabiliser la gestion de certaines données et contribuer au suivi de la conformité des activités opérationnelles au regard des obligations légales ou réglementaires applicables, des engagements contractuels et des règles du Groupe (exemple : reporting et consolidation des informations juridiques et administratives relatives aux filiales et participations du Groupe et à leurs mandataires sociaux, gestion et suivi de l'approbation et de l'exécution des engagements contractuels).

■ LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Le recrutement et le développement

Pour soutenir sa croissance, le Groupe recrute dans tous les pays et toutes les fonctions. Afin d'assurer la cohérence et la pertinence de ces recrutements, la Direction des Ressources Humaines définit des standards et s'assure périodiquement de la qualité des pratiques.

Afin d'aider au développement de ses collaborateurs et répondre aux besoins de ses activités, le Groupe a déployé un certain nombre de processus décrits au [paragraphe 5.5.2 du chapitre 5 du Document de Référence](#), et notamment une évaluation individuelle annuelle (PAD) et l'établissement de plans de succession des principaux responsables (OPR).

Ces processus de recrutement et de développement sont désormais gérés dans un outil commun dont le déploiement a été finalisé en 2018. Grâce à ce projet, le Groupe a, d'une part, simplifié et standardisé les processus de ressources humaines et, d'autre part, amélioré sa capacité à identifier un vivier mondial de talents et à développer des talents en interne.

Les résultats et principales analyses issues de la gestion des ressources humaines et des compétences font l'objet d'une présentation périodique au Comité Exécutif.

La formation

En complément des formations organisées par les activités opérationnelles, des sessions de formation Groupe sont organisées par l'Imerys Learning Center ([voir paragraphe 5.5.2 du chapitre 5 du Document de Référence](#)). Celles-ci permettent aux salariés d'approfondir certaines expertises métiers (finance, géologie, marketing, gestion de projet...) et favorisent les échanges des meilleures pratiques.

Les rémunérations et avantages sociaux

La revue des rémunérations est effectuée annuellement et porte notamment sur le salaire de base et les bonus annuels.

Parallèlement, les grands dispositifs de couverture sociale, notamment en matière d'assurance santé et de prévoyance (assurances incapacité-invalidité-décès), font en permanence l'objet d'évaluations et d'améliorations, en cohérence avec les pratiques de marché locales ou régionales.

Des informations détaillées sur ces deux principes sont apportées au [paragraphe 5.5.2 du chapitre 5 du Document de Référence](#).

■ LES ACTIVITÉS DE CONTRÔLE RELATIVES À LA FIABILITÉ DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

Le dispositif de contrôle et les procédures de production de l'information comptable et financière sont uniformes au sein du Groupe. Ce dispositif est constitué d'une organisation comptable transversale, de normes comptables homogènes, d'un système de reporting consolidé unique et d'un contrôle central de la qualité de l'information financière et comptable produite.

L'organisation de la fonction comptable et financière

Les opérations comptables et financières sont pilotées par la Direction Financière du Groupe. Son organisation centrale comporte :

- une fonction comptabilité et consolidation qui assure la préparation et la présentation des états financiers de la Société et des états consolidés du Groupe ;
- une fonction contrôle de gestion et contrôle budgétaire qui prépare et consolide les données du budget et des reportings mensuels de gestion du Groupe et qui analyse les performances des opérations par rapport aux objectifs budgétaires et aux périodes comparables de l'année antérieure ;
- une fonction trésorerie et financement qui a, notamment, la responsabilité d'assurer la préparation et la consolidation des données relatives à la dette financière et au résultat financier du Groupe. Ses principales missions concernent la gestion centralisée et l'optimisation des dettes et ressources financières du Groupe ainsi que la gestion des risques de liquidité, de taux d'intérêt, de taux de change et de volatilité des prix d'approvisionnement en énergie locale, notamment par des instruments de couverture ;
- une fonction fiscalité qui est, notamment, en charge du suivi des consolidations fiscales locales mises en place au sein du Groupe, de l'estimation du montant des impôts qui en résulte et du contrôle de leur cohérence d'ensemble.

Le contrôleur financier de chaque activité opérationnelle exerce un rôle clé. Il est notamment chargé de veiller sur le terrain, dans son domaine de responsabilité, à la bonne application du référentiel comptable du Groupe et de l'ensemble des procédures de contrôle interne comptable et financier. Dans le cadre de la nouvelle organisation du Groupe, les contrôleurs financiers des domaines d'activité reportent hiérarchiquement au Directeur Financier du Groupe.

Le référentiel comptable

Les règles comptables sont décrites dans le "Blue Book" (*voir paragraphe 4.2.4 du présent chapitre*). Elles sont applicables à toutes les entités du Groupe. En conformité avec les normes IFRS adoptées dans l'Union européenne, elles incluent les éléments suivants :

- un rappel des principes et prescriptions comptables générales à respecter ;
- un plan de comptes détaillé et unique, qui est adapté aux transactions et à l'importance relative du Groupe ;
- une définition des méthodes comptables du Groupe applicables pour les postes et/ou les opérations les plus significatives.

Ces documents sont mis à jour régulièrement, à chaque modification ou application de nouvelles normes comptables, sous la responsabilité du Département Comptabilité et Consolidation, après revue du Comité d'Audit et sous le contrôle des Commissaires aux comptes. Ce Département a également un rôle de conseil au sein du Groupe et assure la formation périodique des contrôleurs financiers locaux.

Le plan stratégique pluriannuel

Les orientations à long terme de chaque domaine d'activité et les prévisions financières qui en résultent sont formalisées et suivies dans le cadre d'un plan stratégique pluriannuel pour le Groupe et de revues stratégiques périodiques pour chacune des activités. Leur élaboration est supervisée et contrôlée par le Directeur Général. Leurs conclusions sont revues par le Comité Exécutif avant d'être présentées au Comité Stratégique puis, pour approbation, au Conseil d'Administration.

Le budget annuel et le suivi de son exécution

Imerys met en œuvre un processus budgétaire annuel et un reporting mensuel pour toutes les entités du Groupe afin de disposer d'un outil de pilotage et d'informations de gestion fiables et homogènes. La concordance entre les informations de gestion issues du reporting et les données comptables constitue le principe clé de contrôle visant à fiabiliser l'information comptable et financière.

La procédure de préparation du budget d'Imerys repose sur l'implication d'équipes pluridisciplinaires dans chaque activité et sur le contrôle de la cohérence d'ensemble des hypothèses et des méthodes effectué par le Département Comptabilité et Consolidation.

Le système de reporting permet de suivre avec précision les résultats mensuels (compte de résultat et tableau des flux de trésorerie) et les éléments financiers des activités opérationnelles et de les comparer avec le budget et les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent. Les indicateurs de gestion sont commentés par les responsables opérationnels locaux et les principales variations sont analysées par le Département Comptabilité et Consolidation.

Le processus de consolidation

Un système de consolidation comptable unique traite l'ensemble des informations en provenance de chacune des entités opérationnelles et juridiques du Groupe.

Pour assurer la qualité et la fiabilité de ses informations financières, Imerys s'est doté d'un système de reporting et de consolidation unifié "SAP Business Object Financial Consolidation" permettant à la fois la remontée des informations budgétaires, des informations de gestion et la production des états financiers consolidés. Ce système est déployé dans toutes les entités du Groupe. Il est alimenté par les données comptables locales, soit par interface, en puisant les données nécessaires dans les modules financiers des ERP dont ces entités disposent, soit par saisie manuelle. Il permet le contrôle automatique de certaines données reportées et/ou consolidées.

Un planning détaillé est élaboré pour les clôtures comptables annuelles et intermédiaires (trimestrielles et semestrielles) par le Département Comptabilité et Consolidation.

La revue des résultats

Chaque domaine d'activité examine mensuellement son reporting de gestion, et analyse les variations importantes par rapport à l'année précédente ou au budget ; les domaines d'activité arrêtent et suivent la mise en œuvre d'actions correctrices lorsqu'elles le jugent nécessaire. Le Comité Exécutif revoit et contrôle les performances de chaque domaine d'activité ainsi que les commentaires fournis par leurs contrôleurs financiers pour expliquer les principales évolutions.

Par ailleurs, une revue des résultats est effectuée à l'occasion de réunions trimestrielles au cours desquelles les Directeurs des domaines d'activité présentent leurs résultats au Directeur Général ainsi qu'au Directeur Financier du Groupe. La synthèse de chacune de ces revues est également présentée au Comité Stratégique et, le cas échéant, au Conseil d'Administration.

Enfin, une revue systématique des états financiers consolidés, des procédures comptables et des opérations financières complexes est effectuée par le Comité Exécutif. Les états financiers consolidés semestriels et annuels sont ensuite approuvés par le Conseil d'Administration après examen du Comité d'Audit et ce dernier revoit également les comptes consolidés trimestriels avant leur publication.



5

RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DE L'ENTREPRISE

5.1 VISION ET AMBITION	136	5.7 PRÉPARER L'AVENIR	162
5.1.1 Stratégie et gouvernance	136	5.7.1 Conduite des affaires	162
5.1.2 <i>Global Compact</i> et objectifs de développement durable des Nations Unies	137	5.7.2 Gestion des produits	167
5.2 IMPLICATION DES PARTIES PRENANTES	138	5.8 MÉTHODOLOGIES DE REPORTING	168
5.3 MATÉRIALITÉ RSE	139	5.8.1 Méthodes et protocoles	168
5.4 PRINCIPAUX OBJECTIFS ET PERFORMANCES	141	5.8.2 Récapitulatif des indicateurs clés de performance	169
5.5 VALORISER NOS ÉQUIPES	141	5.9 ATTESTATION ET TABLEAUX DE CORRESPONDANCE	173
5.5.1 Sécurité et santé	141	5.9.1 Attestation d'exhaustivité et rapport d'assurance modérée de l'un des Commissaires aux comptes	173
5.5.2 Capital humain	145	5.9.2 Tableau de correspondance avec les éléments de la "Déclaration de performance extra-financière (DPEF)"	176
5.6 PRÉSERVER NOTRE PLANÈTE	152	5.9.3 Tableau de correspondance avec les éléments du "Plan de Vigilance"	177
5.6.1 Gestion environnementale	152		
5.6.2 Changement climatique	158		

5.1 VISION ET AMBITION

5.1.1 STRATÉGIE ET GOUVERNANCE

Imerys respecte le monde dans lequel il exerce ses activités. En s'engageant à jouer un rôle dans la société, à répondre à ses obligations envers les pays et les communautés où il est implanté, et à adopter une gestion responsable de l'environnement, le Groupe entend contribuer au développement durable.

Pour concrétiser ces ambitions, le Groupe entend aligner son programme de Responsabilité sociale d'entreprise (RSE) sur le contexte international présenté au [paragraphe 1.3.4 du chapitre 1 du Document de Référence](#).

Depuis 2017, le programme RSE du Groupe est supervisé par un Comité de pilotage RSE, présidé par le Directeur Général du Groupe, qui se réunit chaque trimestre. Cette instance a pour responsabilité de définir les ambitions et la stratégie du Groupe en matière de RSE, d'en orienter la mise en œuvre et de suivre la progression des objectifs. Outre la structure de gouvernance de la RSE, l'organisation fonctionnelle de la RSE au sein du Groupe est responsable de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre du programme de RSE du Groupe. Son mandat consiste aussi à développer et fournir une expertise et des conseils spécialisés dans des disciplines spécifiques.

En 2018, le Groupe a annoncé le lancement de son nouveau programme de RSE : SustainAgility. Ce programme a été élaboré en prenant en considération un large éventail de contributions de parties prenantes internes et externes incluant, entre autres, des publications de comités d'experts, des associations professionnelles, des recherches externes et des benchmarks, le Comité d'Audit des risques du Groupe, des forums locaux, ainsi que des signaux provenant des clients et du marché et des grandes tendances mondiales. Les ambitions de SustainAgility s'articulent autour de trois axes tels que définis dans la Charte RSE du Groupe, actualisée en 2018 et désormais disponible en 23 langues :

- valoriser nos équipes : s'assurer que nos collaborateurs et les personnes avec lesquelles nous travaillons restent en bonne

santé et en sécurité, développer leurs compétences, promouvoir la diversité et l'inclusion, favoriser le dialogue social et garantir le respect des droits de l'Homme ;

- préserver notre planète : protéger l'environnement, promouvoir l'optimisation des ressources non énergétiques, respecter la biodiversité et agir sur le changement climatique ;
- préparer l'avenir : adopter un comportement éthique, opérer de manière équitable, garantir une chaîne d'approvisionnement responsable, s'engager auprès des communautés et promouvoir des produits et technologies durables.

Le Groupe poursuit le développement et le déploiement du programme SustainAgility de manière itérative. Les objectifs à moyen terme de ce plan sont d'intégrer encore davantage la RSE à la stratégie du Groupe et de favoriser une amélioration systématique des aspects RSE dans l'activité, et donc de continuer à réduire les risques, de dégager des opportunités et de construire les conditions de création de valeur à long terme. La démarche d'amélioration continue, les nouveaux projets et les études scientifiques continueront d'être développés et déployés sur la base d'un cadre renforcé de politiques, de procédures, d'outils améliorés, de formations, ainsi que de matrices de maturité servant de base aux évaluations des sites du Groupe et au développement des plans d'action.

Les objectifs de 2018 et les premiers résultats de performance du programme SustainAgility sont présentés dans le présent Document de Référence.

- ✓ Pour plus d'informations sur la gouvernance RSE du Groupe, [voir le paragraphe 1.3.4 du chapitre 1 du Document de Référence](#).
- ✓ Pour plus d'informations sur le Comité d'Audit du Groupe, [voir le paragraphe 4.2.2 du chapitre 4 du Document de Référence](#).
- ✓ Pour plus d'informations sur SustainAgility, [voir "Imerys Replay" sur YouTube : www.youtube.com/user/ImerysReplay](#).

5.1.2 GLOBAL COMPACT ET OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES NATIONS UNIES

En 2016, Imerys est devenu membre signataire du *Global Compact* des Nations Unies et s'est ainsi engagé à fonder sa démarche d'entreprise sur les 10 principes suivants :

**NOUS SOUTENONS
LE PACTE MONDIAL**



Droits de l'Homme	<ul style="list-style-type: none"> ■ Principe 1 : promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme ■ Principe 2 : veiller à ne pas se rendre complices de violations des droits de l'Homme
Normes internationales du travail	<ul style="list-style-type: none"> ■ Principe 3 : respecter la liberté d'association et reconnaître le droit de négociation collective ■ Principe 4 : contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi ■ Principe 5 : contribuer à l'abolition effective du travail des enfants ■ Principe 6 : contribuer à l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire
Environnement	<ul style="list-style-type: none"> ■ Principe 7 : appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement, ■ Principe 8 : prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement ■ Principe 9 : favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement
Lutte contre la corruption	<ul style="list-style-type: none"> ■ Principe 10 : agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin

En septembre 2015, 193 États membres des Nations Unies ont adopté 17 objectifs de développement durable (ODD) avec pour but de mettre fin à la pauvreté extrême, de protéger la planète et d'assurer la prospérité pour tous, dans le cadre d'un nouvel ordre du jour mondial. Imerys soutient les ambitions de ce programme et évalue dûment les politiques et les pratiques qui, dans le cadre du programme SustainAgility, contribuent directement à ces objectifs de développement durable. Le Groupe se concentre spécifiquement sur la contribution concrète aux neuf ODD listés ci-dessous :

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



En accord avec les principes du *Global Compact* des Nations Unies, le Groupe soumettra sa première "Communication sur le Progrès" (COP) en 2019. Les engagements du Groupe en matière de RSE, ses objectifs et résultats pour 2018, sont présentés

dans le contexte des progrès continus vers les principes du *Global Compact* des Nations Unies et les neuf ODD de l'ONU susmentionnés.

5.2 IMPLICATION DES PARTIES PRENANTES

Pour mener ses activités dans le respect des pays, des communautés et des territoires où l'entreprise est implantée, Imerys s'appuie sur les solides relations à long terme entretenues avec ses principales parties prenantes. À cet égard, le Groupe est conscient de la nécessité de rendre compte à un large éventail de parties prenantes, qu'elles soient internes ou externes. Leur identification et la compréhension de leurs besoins et de leurs attentes sont une étape cruciale pour encourager leur implication.

Les groupes de parties prenantes avec lesquelles Imerys est engagé dans différentes fonctions incluent des : banques et courtiers, partenaires d'affaires, concurrents et pairs, clients, employés, autorités gouvernementales, membres des communautés locales, médias, organisations non gouvernementales, associations professionnelles, actionnaires et investisseurs, fournisseurs et sous-traitants.

Dans le cadre de la définition de son nouveau programme RSE, Imerys a lancé en 2017 un processus d'**évaluation de la matérialité** visant à mieux intégrer les attentes des parties prenantes, vis-à-vis des risques, menaces et opportunités environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) auxquels le Groupe est confronté. Ce processus peut être résumé en trois phases : **cadrage**, **engagement** et **analyse et validation**.

La **première phase**, le cadrage, consistait en un travail de recherches et d'analyses pour identifier une longue liste d'enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance potentiellement pertinents pour Imerys, notamment : les grandes tendances pouvant affecter les activités du Groupe à l'avenir, la Feuille de route 2050 de l'Industrial Minerals Association (IMA) Europe ⁽¹⁾ et d'autres rapports de l'IMA sur les tendances de l'avenir ⁽²⁾, enfin une évaluation des stratégies RSE, niveaux de maturité et grandes thématiques RSE d'entreprises internationales, ainsi qu'à une revue de démarches sélectionnées en matière de changement

climatique, biodiversité, chaîne d'approvisionnement, diversité et économie circulaire. Ces recherches ont été enrichies d'une évaluation des indices d'agences de notation externes, de retours sur les performances RSE d'Imerys en 2016 et d'une revue des remontées du séminaire 2017 de direction du Groupe, afin d'identifier les points forts et les domaines à améliorer. À l'issue de cette première phase, une liste préliminaire d'enjeux significatifs a été établie et validée par des experts opérationnels et fonctionnels internes.

La **deuxième phase** d'engagement, avec les parties prenantes externes et internes, a été renforcée en 2018. L'enquête globale sur l'engagement du personnel d'Imerys a été lancée début 2017, a permis de recueillir de manière confidentielle et anonyme les perceptions et les retours confidentiels et anonymes de l'ensemble des entités du Groupe. La consultation sur les thèmes de la RSE a alors été élargie et approfondie en 2018, dans le cadre de réunions d'engagement en personne, dans différentes localisations à travers le monde. Plus de 140 cadres dirigeants des divisions et fonctions du Groupe, ainsi que des représentants du personnel, ont été consultés. Des retours supplémentaires ont été recueillis en élargissant le panel de parties prenantes consultées afin d'assurer une représentativité en termes de types d'organisation (clients, investisseurs, banques, communautés locales et associations) et de zones géographiques.

La **troisième phase** était celle de l'analyse et de la validation. Plusieurs entretiens ont été menés avec les membres du Comité Exécutif et les cadres dirigeants des divisions, afin de structurer les résultats de 2018. L'évaluation et les résultats finaux ont ensuite été présentés et validés par le comité de pilotage RSE et le Comité Exécutif qui ont confirmé l'attention soutenue sur les thèmes prioritaires de la RSE définis en 2017 et les premières mesures à entreprendre.

Les indices des agences de notation et les évaluations liées à la performance ESG du Groupe ont été pris en compte dans l'évaluation des sujets RSE matériels décrits ci-dessus. Le tableau ci-dessous présente une sélection des notations extra-financières les plus récentes d'Imerys.

Indice/Évaluation	Notation 2018
CDP Changement climatique ⁽¹⁾	C
FTSE4Good Index ⁽²⁾	Score absolu (0-5) = 3,3 (2017) Score relatif grands secteurs (1-100) = 56 (2017)
Index MSCI des Leaders ESG ⁽³⁾	AAA
EcoVadis ⁽⁴⁾	56 Silver (2017)

(1) Les détails sur le périmètre d'évaluation et de notation du CDP sont disponibles sur : <https://www.cdp.net/en>.

(2) Les détails sur le périmètre et le système de notation de la série de d'indices FTSE4Good et le système de notation sont disponibles sur : <http://www.ftse.com/products/indices/FTSE4Good>.

(3) Les détails sur le périmètre et le système de notation des indices MSCI ESG Leaders sont disponibles sur : <https://www.msci.com/esg-indexes>.

(4) Les détails sur le périmètre et le système de notation d'EcoVadis sont disponibles sur <https://www.ecovadis.com>.

(1) IMA Europe a publié la "Feuille de route 2050" du secteur minier international en septembre 2014 : <http://www.imagine-thefuture.eu/sites/default/files/imaginethefuture/IMA-Roadmap-2050-bleed-22092014-Web.pdf>. Celle-ci identifie les grandes tendances, les risques et les opportunités dans l'industrie des minéraux d'aujourd'hui à l'horizon 2050.

(2) Rapport de l'IMA sur l'économie circulaire en Europe, publié en octobre 2018 : https://www.ima-europe.eu/sites/ima-europe.eu/files/publications/IMA-Europe_Circular%20Economy%20Report_2018.pdf

Les pratiques environnementales, sociales et de gouvernance d'Imerys sont également évaluées par : ISS QualityScore, Ethibel Sustainability Index Excellence Europe, Vigeo Europe 120, STOXX® Global ESG Leaders Index, Oekom, Ethibel, Gaïa, SustainAnalytics et Sedex Advance.

✓ Pour en savoir plus sur l'enquête du Groupe sur l'engagement du personnel, [voir le paragraphe 5.5.2.1 du présent chapitre](#).

✓ Pour en savoir plus sur les méthodologies de reporting RSE du Groupe, [voir le paragraphe 5.8 du présent chapitre](#).

5.3 MATÉRIALITÉ RSE

Une évaluation solide des risques RSE matériels est fondamentale dans la définition du programme RSE du Groupe cohérent avec sa stratégie d'affaires à long terme, autant qu'avec les attentes de ses parties prenantes. Dans ce contexte, la matérialité consiste à identifier les principaux enjeux, menaces et opportunités susceptibles d'avoir un impact négatif ou de créer de la valeur pour Imerys et ses parties prenantes.

Les principaux défis et opportunités RSE matériels d'Imerys en matière de RSE sont résumés ci-dessous dans les six piliers du programme SustainAgility : sécurité et santé, capital humain, gestion environnementale, changement climatique, conduite des affaires et gestion des produits. Ils sont cohérents avec l'approche à grande échelle du risque et du contrôle interne du Groupe présentée dans le [chapitre 4 du Document de Référence](#).

Assurer la **sécurité et la santé** des employés du Groupe, ainsi que de ses sous-traitants, est la priorité numéro un d'Imerys. Offrir un lieu de travail sûr est la pierre angulaire de sa démarche durable. Les employés d'Imerys, les sous-traitants et les employés des clients peuvent être exposés à des risques qui, en cas de défaillance de la hiérarchie de gestion de la sécurité des contrôles des risques résumée au [paragraphe 5.5.1 du présent chapitre](#), pourraient entraîner la mort, des blessures graves ou des effets à court terme sur la santé. Les activités les plus risquées couvertes par les sept protocoles critiques, appelés "Serious 7", concernent le risque de contact avec des sources d'énergies dangereuses, l'interaction avec les équipements mobiles et les machines, le travail en hauteur, ainsi que le contrôle du terrain dans les mines de surface. L'exploitation minière et les activités de transformation de minéraux comportent des risques sur la santé, liés notamment à la poussière ambiante, au bruit et aux vibrations. De faibles quantités de produits chimiques sont également utilisées pour certains procédés industriels et dans les laboratoires pour l'assurance qualité et la R&D. Certaines activités impliquent le port de lourdes charges ou l'accomplissement de tâches répétitives pouvant éventuellement poser des problèmes liés à l'ergonomie.

Le **capital humain** d'Imerys est son actif le plus important. Ainsi, garantir le respect des droits de l'Homme et du droit du travail, développer des outils de gestion des talents et des compétences, maintenir un dialogue social constructif et assurer un environnement diversifié et inclusif avec des opportunités égales pour tous sont cruciaux dans la stratégie à long terme du Groupe. Les menaces à cet égard sont liées à des violations potentielles du Code de Conduite Professionnelle et d'Éthique ("Le Code") du Groupe qui pourraient entraîner un risque grave

d'abus des droits. Bien qu'elle ne soit pas considérée comme un risque matériel au niveau du Groupe, la promotion de la diversité et de l'inclusion est considérée comme un objectif à long terme qui doit faire l'objet d'une attention constante, comme le montre l'enquête sur l'engagement du personnel, et à ce titre le développement du programme du Groupe en la matière restera l'une des priorités en 2019.

Les activités extractives d'Imerys sont susceptibles de modifier les environnements où elles sont implantées. Dans le cas d'une carrière, il peut s'agir de la modification d'un habitat originel, mais aussi de la création de nouveaux habitats naturels. Outre leur impact paysager et écologique, l'autre particularité des carrières réside dans leurs longues, bien que temporaires, phases d'exploitation et de réhabilitation. Les techniques employées pour traiter les minéraux industriels sont principalement physiques (concassage, broyage et tri) mais incluent également des procédés thermiques tels que la calcination et la fusion. Grâce à une **gestion environnementale**, Imerys est déterminé non seulement à assurer une pleine conformité aux obligations environnementales, en identifiant les risques environnementaux et en limitant les effets, mais aussi à réduire l'empreinte environnementale de ses activités, à optimiser le recours aux sources minérales et la transformation de solides minéraux, à limiter la consommation d'autres ressources non énergétiques telles que l'eau, et à préserver la biodiversité ⁽¹⁾.

Imerys s'engage à réduire les impacts du **changement climatique**, est conscient des tendances mondiales vers une économie à empreinte carbone faible ou nulle, créant un potentiel risque de transition. Dans la transformation de minéraux industriels, cela implique une meilleure efficacité énergétique, passant par de nouvelles technologies, de nouveaux procédés et l'intégration de sources d'énergie renouvelable. L'exercice de cartographie des risques du Groupe présenté au [paragraphe 4.1.2 du chapitre 4 du Document de Référence](#) identifie le risque potentiel à long terme lié au changement climatique. Ainsi, même si les impacts du changement climatique ne figuraient pas parmi les principaux thèmes de l'analyse de matérialité de 2018, Imerys reste attaché à son objectif à long terme pour élaborer et déployer la stratégie du Groupe en matière de changement climatique, et continuera à accorder une priorité élevée à ce pilier tout au long de 2019 et au-delà.

Pour garantir une **conduite éthique des affaires** dans un environnement économique mondial en rapide évolution, il convient de disposer d'un solide gouvernement d'entreprise, qui est la fondation même sur laquelle est construit le Groupe. Cependant, l'évolution des réglementations, centrée sur des pratiques équitables et une

(1) D'autres aspects environnementaux, comme les matières dangereuses, le bruit et les vibrations peuvent être significatifs au niveau local et, à cet égard, gérés conformément au système de management environnemental du site. Ils ne sont pas considérés comme matériels au niveau global.

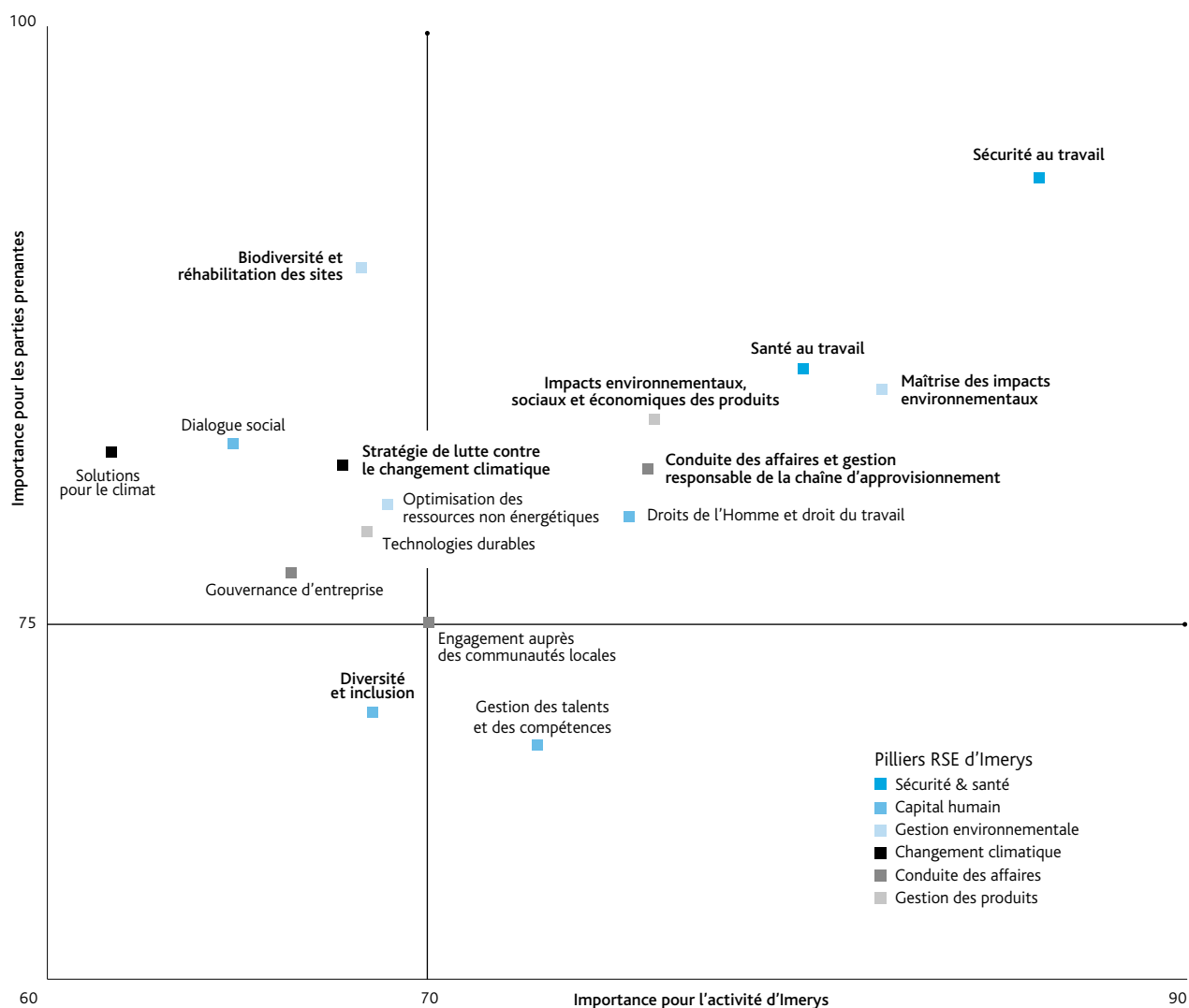
gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement, exige une adaptation permanente des systèmes et processus du Groupe. Le respect du Code a fait l'objet d'une attention particulière tout au long de l'année 2018 et, grâce aux contrôles internes, ce risque a été considérablement réduit. Cependant, dans le contexte de la chaîne de valeur globale du Groupe, le risque que les fournisseurs n'identifient pas leurs risques et n'empêchent pas les violations graves des droits de l'Homme, des libertés fondamentales, de la santé et de la sécurité des personnes et de l'environnement dans leur organisation et dans leur propre chaîne d'approvisionnement est toujours considéré matériel. Le [paragraphe 5.7.1.2 du présent chapitre](#) contient plus de détails sur ces risques et sur leur identification. Imerys est également confronté à des défis et des opportunités dans le cadre de ses interactions avec les communautés vivant autour de ses sites et qu'il convient d'identifier, d'évaluer et de gérer à tout moment. De manière générale, Imerys joue un rôle dans une multitude d'économies régionale, nationale et internationale et, en tant qu'employeur local, génère des bénéfices socio-économiques concrets pour ses employés, sous-traitants et fournisseurs, aidant ainsi à combattre la pauvreté et contribuant au développement durable.

Imerys est pleinement conscient des attentes des parties prenantes, pour réduire l'empreinte environnementale des produits tout en apportant des solutions durables. La **gestion responsable des produits** contribue au développement d'opportunités commerciales durables. Son expertise technologique place Imerys en excellente position pour améliorer constamment l'efficacité des procédés et les méthodes de production de ses sites. Parallèlement, la capacité d'innovation d'Imerys, ainsi que sa connaissance des grandes tendances mondiales, lui permettront d'exploiter les opportunités de développement dans le secteur des minéraux, tout en tenant compte des impacts environnementaux, sociaux et économiques de ses produits, en partenariat avec différentes parties prenantes.

En croisant les données provenant de différentes sources, Imerys entend disposer d'une meilleure vision de ses enjeux les plus matériels, afin d'orienter son programme RSE à moyen et long terme de façon optimale pour le Groupe et ses parties prenantes.

Les résultats de l'exercice d'analyse de la matérialité de 2018 sont présentés ci-dessous, les enjeux les plus matériels et les **thèmes RSE prioritaires pour 2019** étant indiqués en gras.

RÉSULTATS DE L'ANALYSE DE MATÉRIALITÉ D'IMERYS



5.4 PRINCIPAUX OBJECTIFS ET PERFORMANCES

Dans les paragraphes suivants, les engagements, objectifs et performances RSE du Groupe en 2018 ⁽¹⁾ sont présentés plus en détail avec leur alignement sur les principes du **Global Compact** et les ODD des Nations Unies, auxquels ils contribuent. Les objectifs 2019 du Groupe en matière de RSE associés aux enjeux matériels et aux attentes des parties prenantes sont également présentés. Un récapitulatif complet des indicateurs clés de performance (KPI) non financiers du Groupe se trouve au [paragraphe 5.8.2 du présent chapitre](#). Tout changement ou évolution dans les objectifs RSE 2018 intervenu en cours d'année est dûment noté.

En 2018, le Groupe a réalisé une série d'acquisitions et de cessions, décrites au [paragraphe 1.4.2 du chapitre 1 du Document de Référence](#). Les impacts potentiels sur les indicateurs non financiers de ces modifications du périmètre opérationnel du Groupe sont décrits, le cas échéant, dans les sections suivantes du présent chapitre.

Au-delà du programme RSE lié aux objectifs cités précédemment, le Groupe a organisé au cours des 14 dernières années, un concours

interne – le Challenge Développement Durable (Challenge DD) – qui sert de tremplin pour développer et partager les meilleures pratiques, les innovations et les solutions technologiques contribuant aux engagements RSE du Groupe et à l'avancement vers les ODD des Nations Unies. Au total, plus de 900 projets ont été soumis au Challenge DD depuis sa création. L'édition 2018 a atteint un niveau de participation record, avec 143 projets soumis représentant toutes les zones géographiques et divisions du Groupe ⁽²⁾. Pour pouvoir participer au Challenge DD 2018, les projets devaient avoir contribué concrètement à l'un des huit thèmes RSE spécifiques et mettre l'accent sur l'atteinte de résultats à long terme et durables avec les partenaires locaux. Imerys est déterminé à ce que le Challenge DD favorise durablement la sensibilisation et la compréhension des risques RSE matériels et continue à servir de plateforme pour concrétiser la vision et les ambitions du Groupe en matière de RSE.

✓ Pour plus d'informations sur les projets du Challenge DD, voir www.imerys.com.

5.5 VALORISER NOS ÉQUIPES

5.5.1 SÉCURITÉ ET SANTÉ

L'engagement Imerys	Objectifs 2018	Principes du Global Compact	ODD des Nations Unies
Accorder la priorité à la santé et à la sécurité, par le développement et l'amélioration continue de notre culture et de nos systèmes de santé et de sécurité, avec tous nos partenaires, afin de créer un environnement de travail sans blessures	<ul style="list-style-type: none"> ■ Sécurité au travail <ul style="list-style-type: none"> ● Taux d'accidents avec arrêt de travail (AAT) : ≤ 1,31 pour les employés et sous-traitants ⁽³⁾ ✓ Évaluer la maturité de la sécurité au travail dans toutes les activités du Groupe et développer des plans d'actions spécifiques au niveau des sites ■ Santé au travail <ul style="list-style-type: none"> ✓ Développer une matrice de maturité pour la santé au travail intégrée dans "I-Cube" 	Principe 1	ODD 3 ODD 8
	Objectifs 2019 <ul style="list-style-type: none"> ■ Sécurité au travail <ul style="list-style-type: none"> ● Réduire le taux de fréquence total des accidents enregistrables à ≤ 3.6 ■ Santé au travail <ul style="list-style-type: none"> ● Améliorer la performance globale en matière de santé au travail sur les sites du Groupe, en se basant sur une revue du niveau actuel 		

(1) Les objectifs de 2018 qui ont été entièrement réalisés sont indiqués par le symbole "✓" et les détails sont fournis dans les sections correspondantes.

(2) La Division Toiture, cédée par Imerys en 2018, n'a pas participé au Challenge DD 2018.

(3) Le taux d'AAT (accidents avec arrêt de travail) combiné du Groupe pour les employés et les sous-traitants était de 1,36 à fin 2018 (voir chapitre 5.5.1.1 ci-dessous pour des détails supplémentaires).

La sécurité et la santé sont des valeurs fondamentales pour tous les sites Imerys dans le monde. Le Groupe s'engage à développer une culture proactive de sécurité et de santé, au moyen de partenariats entre le management, les employés, les sous-traitants, les fournisseurs, les visiteurs et les communautés dans lesquelles il est implanté. Il s'engage par ailleurs à améliorer en permanence ses performances en matière de santé et de sécurité, en se fixant des objectifs et en assurant le suivi, le reporting, l'audit et le contrôle. Pour aboutir à un lieu de travail sans incident, l'implication personnelle de chacun est considérée comme essentielle. Le cadre définissant la sécurité et la santé est fondamental à la réussite du Groupe et contribue à la réalisation de l'objectif stratégique 3 (permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge) et de l'objectif 8 (promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein-emploi productif et un travail décent pour tous).

5.5.1.1 SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Imerys exige que chaque site dispose d'un système efficace de gestion de la sécurité. Les programmes sont intégrés au système de sécurité Imerys (Imerys Safety System ou ISS) et basé sur le principe de l'amélioration continue et sur la mise en œuvre d'une hiérarchie de contrôle adéquate (élimination, substitution, contrôles en matière d'ingénierie, contrôles administratifs et équipement de protection individuelle). Une matrice de maturité de la culture de sécurité intègre tous ces programmes et aide les sites à conduire des analyses de lacunes et à mener à bien leurs plans d'amélioration, en partenariat avec l'équipe industrielle et les professionnels de la sécurité. En 2018, les professionnels de la santé et de la sécurité ont évalué la maturité de tous les sites du Groupe en matière de sécurité au travail, catégorisant le niveau de maturité de la gestion de la sécurité en termes de leadership et de responsabilité, de conformité et d'amélioration continue, de sécurité basée sur le comportement (Behavior-based safety ou BBS) et d'approche intégrée. Cette évaluation est alors utilisée pour développer des plans d'action de sécurité spécifiques au niveau des sites.

Étant donné l'importance de la sécurité basée sur le comportement dans une culture de la sécurité efficace, les sites Imerys mettent en œuvre des programmes BBS spécialisés ou intègrent les facteurs comportementaux dans les inspections régulières de sécurité. L'amélioration dans ce domaine est également évoquée dans un paragraphe spécifique de la matrice de maturité du Groupe. Les exigences de conformité en matière de sécurité, pour chaque site Imerys, intègrent non seulement la législation et les réglementations locales, mais aussi les politiques, protocoles et procédures du Groupe. En 2018, le protocole sur les équipements de protection individuelle (EPI) a été mis à jour, pour s'assurer que les EPI soient conformes aux dernières normes et aussi confortables que possible. En 2018, l'équipe d'audit EHS du Groupe a mené plus de 30 audits EHS de conformité approfondis sur site. Les mesures correctives sont suivies par l'équipe EHS du siège jusqu'à leur pleine exécution, via un logiciel en ligne.

Des événements SCIT (*Safety Culture Improvement Team*) sont organisés par des professionnels EHS seniors au sein du Groupe pour implémenter la culture sécurité. En 2018, 30 événements SCIT ont été réalisés. Depuis 2017, pour répondre aux attentes du Groupe en matière de culture de la sécurité, chaque nouveau directeur général opérationnel recruté au niveau des divisions ou

des régions a participé à un accueil spécifique avec un directeur régional EHS et à un événement SCIT. À la fin de l'année, ces directeurs assistent à un débriefing sur la sécurité en tête-à-tête avec un Vice-Président senior du Groupe.

La formation et la sensibilisation au système de santé et sécurité du Groupe s'effectuent grâce à divers outils de communication et de formation, souvent développés dans les langues locales, comprenant les "sommets sécurité", les universités sécurité Imerys (ISU), des séminaires par Internet, le parcours de formation en ligne du Groupe "IM-Pulse", des réunions "boîte à outils sécurité" et les séminaires d'intégration des nouveaux managers. En 2018 a été lancée la campagne de sensibilisation et de formation aux sept protocoles critiques "Serious 7", obligatoire pour tous les employés d'Imerys. En 2018, une campagne de prévention contre le risque de glissades, trébuchements et chutes a été organisée via une évaluation du lieu de travail, permettant aux sites de définir des plans d'action et des mesures d'amélioration et de sensibiliser les employés à ces risques. Les formations sur les thèmes EHS représentent 42 % des formations en 2018 (*voir paragraphe 5.5.2.2 du présent chapitre*).

Le Groupe reconnaît le rôle majeur que doit jouer l'encadrement supérieur dans la culture sécurité. Sa capacité à s'engager efficacement sur ce sujet avec tous les employés, au niveau des sites, est fondamentale pour améliorer continuellement les performances. Les sommets sécurité visent à renforcer le "leadership ressenti visible" (*Visible Felt Leadership*, VFL) parmi les cadres seniors, tandis que l'ISU (Imerys Safety University) se concentre sur une approche personnalisée pour coacher les directeurs de sites, en vue de l'appropriation du concept de VFL jusqu'aux équipes de responsables. À la fin 2018, trois sommets sécurité, 119 visites de sécurité VFL par des membres du Comité Exécutif et neuf séances spéciales d'ISU ont été organisées, rassemblant près de 300 participants.

La deuxième journée annuelle *Safety Connect Day*, sur le thème "Mon engagement personnel pour la sécurité" invite tous les sites Imerys autour du monde à prendre des engagements envers la sécurité. Le Directeur Général a exprimé son engagement personnel et a souligné l'importance que tous les collaborateurs soient attentifs aux autres et suivent les règles définies dans les sept protocoles critiques. Ce message de sécurité de la part du leadership a été repris par les membres du Comité Exécutif et d'autres dirigeants, qui partagent leurs engagements et leurs attentes, décrivant les mesures que chacun peut prendre, à titre personnel et en tant qu'entreprise, afin de relever le défi de réduire le nombre d'incidents.

✓ Pour en savoir plus sur le film "My Personal Commitment to Safety", voir "*Imerys Replay*" sur YouTube www.youtube.com/user/ImerysReplay.

L'alignement des sous-traitants sur le système de sécurité d'Imerys et sur ses attentes en matière de culture de la sécurité est fondamental pour atteindre les objectifs du Groupe. Dans cette perspective, une nouvelle initiative de gestion de la sécurité des sous-traitants a été lancée en 2017 : elle décrit une approche commune et systématique pour la sélection, le suivi et l'amélioration continue des performances de santé et sécurité chez les fournisseurs d'Imerys et leurs sous-traitants. Les exigences en matière de santé et sécurité sont également répercutés auprès des fournisseurs du Groupe, comme décrit au *paragraphe 5.7.1 du présent chapitre*.

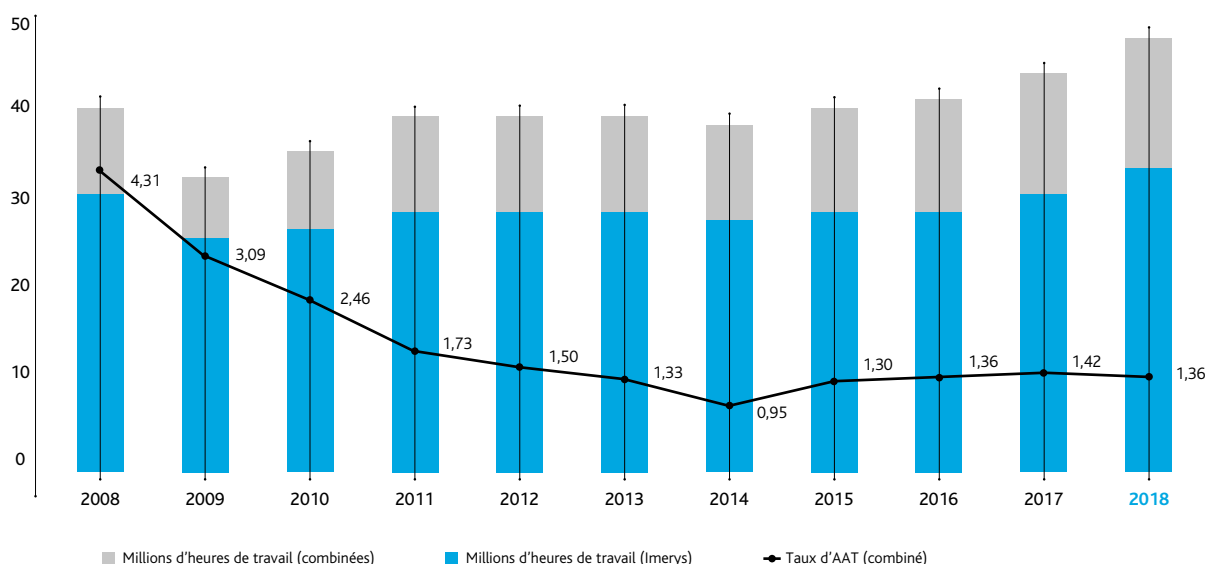
Le Groupe dispose d'un processus de reporting interne des incidents de sécurité et de santé, avec une base de données associée. Des investigations sur les incidents et des actions correctives sont menées au niveau du site, avec un suivi au niveau de la division. Des alertes de sécurité sont émises à chaque accident avec arrêt de travail, afin de partager les informations sur les causes fondamentales de l'accident et les leçons à en tirer. Le cas échéant, les mesures correctives identifiées lors des investigations sont directement intégrées à la mise à jour suivante des protocoles de sécurité du Groupe, afin de réduire les risques de récurrence. En 2018, près de 59 alertes de sécurité ont été émises par le Groupe.

Imerys suit et analyse mensuellement les performances en matière de sécurité des employés et des sous-traitants à l'aide d'indicateurs

pour les accidents mortels, les blessures invalidantes, les accidents avec et sans arrêt de travail au niveau du Groupe. Tous les niveaux du Groupe examinent chaque mois les indicateurs de performance sécurité chaque mois. La progression des objectifs et programmes mentionnés plus haut est examinée chaque trimestre. Le Groupe prépare le déploiement d'un nouvel outil pour renforcer la gestion des incidents et introduire de nouveaux indicateurs avancés, tels que les inspections et les rapports de visite de site avec reporting et suivi des KPI.

✓ Pour en savoir plus sur les méthodologies de reporting et les indicateurs sécurité du Groupe, voir [paragraphe 5.8 du présent chapitre](#).

TAUX DE FRÉQUENCE DES ACCIDENTS AVEC ARRÊT DE TRAVAIL (AAT)



À fin décembre 2018, le taux de fréquence combiné des accidents avec arrêt de travail (AAT) dans le Groupe était de 1,36 et le taux de fréquence des accidents enregistrables (TRIR) ⁽¹⁾ était de 4,32. Ainsi, l'objectif de 1,31 de 2018 n'a pas atteint. Suite à la cession de la division Toiture en octobre 2018, les résultats de performance et objectifs en matière de performance de sécurité ont été réévalués. Le taux d'AAT combiné, hors Division Toiture, était de 1,19. Malheureusement, en 2018, un employé Imerys a subi un accident mortel sur le site industriel de la Division Fused Minerals à Hull, au Royaume-Uni. Malgré les améliorations significatives observées globalement au cours des 10 dernières années, les résultats de cette année ne répondent pas aux ambitions du Groupe. Imerys s'engage à opérer les changements nécessaires afin d'éradiquer les accidents invalidants et les fatalités, et continue à améliorer de façon continue les performances en matière de sécurité.

5.5.1.2 SANTÉ AU TRAVAIL

Imerys considère la gestion de la santé et du bien-être au travail comme une priorité, tant pour ses employés que pour ses sous-traitants. Les protocoles sur la santé au travail d'Imerys présentent un cadre interne de contrôle et d'atténuation des risques courants. Imerys identifie plusieurs scénarios de risques pour la santé au travail, les évalue et développe des plans de contrôles proportionnels. Dans le cadre de ce programme sont fournies des informations, instructions et formations adéquates. Les pratiques en matière de santé au travail sont systématiquement révisées, pour être améliorées, simplifiées et normalisées. La conformité avec les réglementations et les protocoles du Groupe est régulièrement évaluée via le programme d'audit EHS du Groupe.

En 2018, les compétences du Groupe en matière de santé au travail ont été consolidées par la nomination d'un nouvel hygiéniste industriel. Une feuille de route détaillée du Groupe en matière de santé au travail sera formalisée en 2019. À cet effet, une matrice

(1) Imerys a une définition du TRIR différente de celle des autres Groupes. De nombreux Groupes considèrent qu'un accident est "à enregistrer" dès lors que son traitement requiert plus que les premiers secours. Imerys, pour sa part, considère comme enregistrable tout accident sans arrêt de travail dès lors qu'un professionnel de santé intervient dans le traitement, même si celui-ci se limite aux premiers secours.

de maturité pour la santé au travail a été définie et sera, comme les autres matrices dans les programmes "I-Cube" et SustainAgility, utilisée pour soutenir le déploiement mondial du programme dans le cadre d'un cycle d'amélioration continue.

Les programmes sur la santé au travail mis en œuvre couvrent un ensemble d'aspects liés à la santé et à l'hygiène, avec une attention toute particulière apportée à la gestion des contaminants atmosphériques, des vibrations et du bruit. Sur l'ensemble des sites du Groupe, les plans et programmes de santé se basent sur les risques locaux et intègrent des initiatives relatives au bien-être. Ils sont soutenus par des campagnes d'engagement et de communication.

La plupart des sites européens du Groupe participent au dialogue social européen sur la "protection de la santé des travailleurs par l'observation de bonnes pratiques dans le cadre de la manipulation et de l'utilisation de la silice cristalline et des produits qui en contiennent" et ont reporté des aspects spécifiques à sa mise en œuvre via leur participation au programme "Noyau européen pour la silice" (NEPSI) ⁽¹⁾. Les campagnes de reporting ont lieu tous les deux ans, le cinquième rapport de résultats NEPSI ayant été publié en 2018. 100 % des sites Imerys concernés en Europe ont participé à la campagne de 2018.

Maladies professionnelles

	2018	2017	2016
Maladies professionnelles avec arrêt de travail	1	2	2
Maladies professionnelles sans arrêt de travail	0	6	7
Total	1	8	9

En 2018, une maladie professionnelle liée à l'ergonomie a été signalée sur un site en France. Le cas est actuellement évalué.

(1) NEPSI : ce réseau européen pour la silice est composé d'employés et d'associations d'entreprises européennes qui ont signé l'accord multisectoriel de dialogue social.

5.5.2 CAPITAL HUMAIN

L'engagement Imerys	Objectifs 2018	Principes du Global Compact	ODD des Nations Unies
Développer notre capital humain en respectant les droits de l'Homme et le droit du travail internationalement reconnus, tels que définis dans notre Code de Conduite Professionnelle et d'Éthique, en investissant dans le talent et les compétences de nos employés, en engageant un dialogue social constructif et en favorisant une culture de la diversité et de l'inclusion au travail fondée sur le respect mutuel	<ul style="list-style-type: none"> ■ Droits de l'Homme et droit du travail <ul style="list-style-type: none"> ✓ Définir et mettre en œuvre les plans d'action prioritaires au niveau du Groupe suite à l'enquête sur l'engagement des employés ■ Gestion des talents et des compétences <ul style="list-style-type: none"> ✓ Assurer une intégration complète du modèle de management <i>Imerys Leadership Behaviours</i> dans les programmes, processus et outils RH ✓ Concevoir et mettre en œuvre des politiques et des processus de mobilité interne et de recrutement globaux ✓ Concevoir et déployer un programme d'accueil pour les nouveaux collaborateurs du Groupe ■ Dialogue social <ul style="list-style-type: none"> ✓ Définir et mettre en œuvre les plans d'action au niveau local suite à l'enquête sur l'engagement des employés ■ Diversité et inclusion <ul style="list-style-type: none"> ✓ Adapter les politiques et pratiques de recrutement et de mobilité d'Imerys pour renforcer la diversité des équipes ✓ Élaborer et déployer des programmes de formation et de communication sur les préjugés inconscients et biais décisionnels ✓ Développer une matrice de maturité "diversité et inclusion" pour piloter les programmes de diversité et inclusion du Groupe 		
	Objectifs 2019 <ul style="list-style-type: none"> ■ Droits de l'Homme et pratiques de travail <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la sensibilisation aux droits de l'Homme par la formation de groupes spécifiques d'employés sur des pays pilotes • Assurer un support à l'employé en termes de management du changement tout au long de l'implémentation de la nouvelle organisation du Groupe ■ Gestion des talents et des compétences <ul style="list-style-type: none"> • Continuer à investir dans le développement des employés en adaptant l'offre de formation du Groupe en ligne avec la stratégie et la transformation ■ Dialogue social <ul style="list-style-type: none"> • Assurer un dialogue social constructif en réalisant des enquêtes régulières auprès des employés afin de recueillir des retours continus ■ Diversité et inclusion <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la sensibilisation à la diversité et l'inclusion au sein du Groupe grâce à la mise en œuvre d'un nouveau programme diversité et inclusion 	Principe 1 Principe 2 Principe 3 Principe 4 Principe 5 Principe 6	ODD 4 ODD 5 ODD 8

Le capital humain est au cœur des activités d'Imerys. Imerys cherche à créer un environnement qui encourage le développement des employés, comme un élément essentiel de la croissance et de la transformation. Ainsi, les politiques et pratiques de la Direction Ressources Humaines du Groupe sont fondées sur l'équité, l'ouverture et le respect mutuel. Les objectifs à long terme du Groupe consistent à identifier, attirer, sélectionner et retenir les talents ; développer et fournir les compétences essentielles ; partager les idées, les projets et les bonnes pratiques dans toute l'organisation ; assurer la transparence et la conformité aux exigences

légales et aux politiques et règlements d'Imerys. Par le biais d'un engagement constant envers ces sujets, le Groupe contribue à la réalisation de l'ODD 4 (Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie), de l'ODD 5 (Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles) et de l'ODD 8 (Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein-emploi productif et un travail décent pour tous).

Emploi

	2018	2017	Évolution 2017/2018
Effectif total déclaré	17 769	18 359	- 3 %
dont effectif permanent (contrat à durée indéterminée)	16 220	17 381	- 7 %
dont effectif temporaire (contrat à durée déterminée, d'apprentissage et de professionnalisation)	1 549	978	58 %
Employés externes (équivalent temps complet)⁽¹⁾	4 204	-	

(1) Dans le Document de Référence 2017, le Groupe ne faisait pas apparaître les personnels extérieurs en raison de difficultés de collecte de données répondant à la définition du reporting du Groupe. Cette définition a été clarifiée en 2018 et fait référence à toute entreprise externe ou sous-traitants indépendants acceptant de fournir des services sur les sites d'Imerys pour quelque durée que ce soit. Le total des heures travaillées par les employés extérieurs est converti en équivalent temps complet.

5.5.2.1 DROITS DE L'HOMME ET DROIT DU TRAVAIL

Imerys s'efforce de promouvoir le respect mutuel dans toutes les pratiques et les échanges avec ses employés et sous-traitants extérieurs. Le Groupe estime que la gestion des relations avec ses collaborateurs est cruciale pour la création d'un environnement dans lequel tous les employés peuvent exceller. Il s'engage à respecter et promouvoir la Charte internationale des droits de l'Homme et les conventions fondamentales de l'OIT, ainsi qu'à se conformer aux réglementations en vigueur dans les pays où il est implanté, en particulier en matière de non-discrimination, de respect de la vie privée, de non-travail des enfants, de rémunération et de temps de travail. Par ses pratiques d'emploi, Imerys veut avoir un impact positif sur le bien-être de ses collaborateurs et sur les communautés locales, et contribuer ainsi à l'ODD 8 (Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein-emploi productif et un travail décent pour tous).

En 2018, le Groupe a publié un nouveau Code de Conduite Professionnelle et d'Éthique qui définit les principes fondamentaux et les engagements communs en matière de comportement éthique, comme le respect des droits de la personne et du droit du travail. Le Code s'applique à tous les employés d'Imerys, y compris ceux de ses filiales, et à ceux qui font des affaires avec le Groupe. Les managers au sein d'Imerys ont une responsabilité particulière dans son application au quotidien en raison de leurs rôles et responsabilités dans les opérations du Groupe. Imerys reconnaît le droit de liberté d'association et le droit de négociation collective, qui sont clairement énoncés dans le nouveau Code et dans la politique d'engagement des employés du Groupe. Fin 2018, environ 68 %⁽¹⁾ des employés étaient couverts par une convention collective. Ces conventions portent sur des sujets tels que la santé et la sécurité, l'organisation du travail et les heures de travail, la formation, la rémunération et les avantages sociaux, et l'égalité des chances.

Imerys est entièrement déterminé à prendre des mesures efficaces pour éliminer la discrimination et pour éradiquer le travail des enfants et le travail forcé. Dans l'évaluation préalable de tout nouveau projet, comme dans l'audit interne des activités existantes, la conformité au Code et protocoles sur les droits de l'Homme et le droit du travail, comprenant la lutte contre le travail des enfants et le travail forcé est incluse dans le devoir de vigilance. Les protocoles sur la lutte contre le travail des enfants et le travail forcé sont en place depuis 2009.

✓ Pour plus d'informations sur le Code de Conduite Professionnelle et d'Éthique, voir [paragraphe 5.7.1 du présent chapitre](#).

Le Groupe a développé un programme global et complet (*Global Benefits Management*) qui vise à cartographier l'ensemble des prestations de santé, de décès et d'invalidité fournies à ses employés et à s'assurer que les niveaux de couverture correspondants sont conformes aux réglementations locales et aux pratiques du marché. Ce programme couvre aujourd'hui 25 pays où le Groupe est implanté et 13 autres seront ajoutés courant 2019. Grâce à ce programme, le Groupe sera mieux placé pour continuer ses actions d'harmonisation des avantages sociaux des employés de manière structurée et efficace.

Le Comité de retraite du Groupe a revu et mis à jour ses principes de gouvernance, ses objectifs et ses modes de fonctionnement par la définition et la publication de ses termes de référence, applicables à toutes les unités d'Imerys.

En avril 2017, Imerys a lancé sa première enquête mondiale sur l'engagement des collaborateurs, intitulée *Your Voice*. Cette enquête a été conduite de manière confidentielle et anonyme, offrant aux salariés l'opportunité d'exprimer leur opinion sur un large éventail de sujets. Le questionnaire, composé de 53 questions (dont une question ouverte) et disponible en 17 langues, a été envoyé à tous les employés dotés d'une adresse électronique, dans toutes les divisions d'Imerys et tous les pays. Avec un taux global de participation de 75 %, le Groupe a été en mesure de dégager une lecture claire du niveau d'engagement du personnel, ainsi que des forces du Groupe et des domaines améliorables. Les résultats de l'enquête ont révélé un haut niveau d'engagement dans le Groupe, motivé par une solide loyauté envers Imerys. Comparativement à la pratique générale dans l'industrie (données collectées auprès de 2,4 millions de salariés dans 90 organisations du secteur industriel), la perception de l'engagement et des performances d'Imerys en matière de sécurité et d'environnement place ces sujets parmi ses forces (17 % et 9 % au-dessus de la moyenne constatée dans l'industrie pour la sécurité et l'environnement, respectivement). Les conclusions de cette enquête ont été présentées dans l'ensemble du Groupe, en mettant l'accent sur les plans d'action globaux ainsi que sur les résultats et les plans d'action locaux, qui sont présentés au [paragraphe 5.5.2.3 du présent chapitre](#). Au niveau mondial, des équipes dédiées et des coordinateurs ont été identifiés pour piloter le développement et la mise en œuvre de plans d'amélioration liés à la diversité et à l'inclusion, les processus du Groupe, la stratégie

(1) L'enquête sur la couverture de la négociation collective est effectuée tous les deux ans. Le résultat se réfère à l'enquête de 2017.

et la communication interne. Tout au long de 2018, les équipes dédiées ont travaillé sur les plans d'action et communiqué sur leur avancement. Comme décrit au [paragraphe 5.2 du présent](#)

[chapitre](#), les résultats de cette enquête ont été intégrés à l'analyse de matérialité, afin de contribuer à l'identification des risques RSE matériels et la définition des priorités RSE du Groupe.

Mouvements du personnel

	2018	2017
Évolution nette de l'effectif permanent (hors fusions et acquisitions)	(438)	0
Recrutements externes	1 446	1 717
Licenciements (économiques et non économiques)	(557)	(523)
Retraites	(303)	(258)
Départs volontaires et autres motifs	(1 024)	(936)
Taux de rotation du personnel ⁽¹⁾	6,1 %	5,8 %
Évolution nette de l'effectif temporaire (hors fusions et acquisitions)	569	186
Acquisitions – Cessions	(721)	2 476
Variation de l'effectif déclaré	(590)	2 662

(1) Le taux de rotation correspond au nombre annuel de départs volontaires et cessations d'emploi pour autres motifs, rapporté à l'effectif moyen de l'année (salariés permanents). Cet indicateur incluait précédemment les chiffres de départs en retraite, qui sont désormais rapportés séparément.

Le besoin d'améliorer l'efficacité des activités du Groupe peut conduire à des restructurations internes et à des suppressions de postes. Dans ces situations, la politique du Groupe consiste à trouver en priorité des solutions de reclassement interne à l'égard des employés concernés et à mettre en place des programmes de requalification et des mesures de soutien, pour les aider à trouver un travail ou à réaliser un projet personnel. La variation totale de l'effectif déclaré en 2018 s'explique principalement par la cession de la Division Toiture du Groupe comme présenté au [chapitre 1, paragraphe 1.4.2. du Document de Référence](#).

5.5.2.2 GESTION DES TALENTS ET DES COMPÉTENCES

La gestion des talents et des compétences est essentielle pour préserver l'innovation, l'implication et la motivation au sein des équipes, et assurer au Groupe une forte croissance à long terme. Le projet "Feuille de route des talents" (Talent Road Map) d'Imerys vise à améliorer les processus RH, qu'il s'agisse de recrutement, de marque employeur, de mobilité interne, de formation professionnelle ou de développement et fidélisation des talents. Tous ces processus contribuent au développement du capital humain chez Imerys et participent ainsi à l'ODD 4 (Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie).

Favoriser l'évolution interne et les progressions de carrière est une priorité pour Imerys. Imerys s'engage à contribuer au développement de ses employés, et des Comités spécialisés se réunissent régulièrement pour discuter de la mobilité interne et des promotions.

Imerys continue d'attirer de nouveaux managers hautement expérimentés, tout en poursuivant sa politique de développement de carrière pour les futurs managers du Groupe. En 2018, Imerys a accueilli 24 diplômés de huit nationalités différentes dans son Graduate Program, structuré en deux cycles successifs de 12 mois, qui permettent au nouvel embauché de découvrir deux environnements d'entreprise différents au sein du Groupe.

Le référentiel managérial du Groupe déployé en 2016, *Imerys Leadership Behaviours*, fait désormais partie intégrante de tout le cycle de gestion des talents incluant le recrutement, l'intégration et l'évaluation des performances et du potentiel des collaborateurs, plans de développement et de relève. Pour développer les compétences de leader et de manager, les évaluations annuelles se basent désormais sur une co-évaluation des salariés et de leurs responsables hiérarchiques.

Pour s'assurer que non seulement Imerys attire uniquement les bonnes personnes pour les bons postes mais aussi que le processus génère une expérience positive pour les candidats, ce qui facilitera leur intégration au sein d'Imerys, le Groupe élabore une politique globale de recrutement, qui sera déployée dès 2019. Cette politique porte sur les cinq étapes du processus de recrutement : préparation, identification, sélection, décision et intégration.

Un programme global d'intégration a été conçu et déployé en 2018, comprenant un processus clair basé sur les meilleures pratiques de l'ensemble du Groupe, mais aussi des parcours d'apprentissage permettant à chaque collaborateur nouvellement recruté de mieux connaître Imerys. La boîte à outils du programme d'intégration contient des informations précieuses sur le processus global, la planification de l'intégration, le sondage d'orientation des nouveaux employés, une trousse de bienvenue, etc. Cette intégration s'appuie sur un processus dédié au sein de la plateforme de données RH du Groupe et garantit que tous les nouveaux employés reçoivent les messages clés et les informations dès leur arrivée.

Par ailleurs, une politique globale de mobilité interne a été définie en 2018 afin de rationaliser le processus de développement des collaborateurs en les exposant à de nouveaux défis et à de nouveaux métiers au sein d'Imerys, de répondre aux aspirations d'évolution des collaborateurs, de faciliter la collaboration entre tous les métiers et de contribuer à renforcer la culture et la mentalité du Groupe.

Les systèmes et politiques de rémunération et d'avantages sociaux du Groupe visent à assurer à la fois la compétitivité commerciale et la cohérence interne, tout en ayant un objectif clair de rémunération au rendement. Les rémunérations fixes font l'objet d'un réexamen annuel, coordonné par le département Ressources Humaines, s'appuyant sur des enquêtes locales et/ou sectorielles régulières et réalisé avec la plus grande rigueur financière. Les régimes de rémunération variable à court terme incluent des objectifs individuels et collectifs, afin de récompenser

les performances personnelles, comme les performances financières globales. Les programmes de rémunération à long terme, fondés sur l'attribution d'actions de performance, sont alignés sur les objectifs financiers à long terme du Groupe. Imerys œuvre pour l'alignement de ses pratiques de rémunération sur les meilleurs standards internationaux.

✓ Pour plus d'informations sur la rémunération des dirigeants, voir section 3.3 du chapitre 3 du Document de Référence.

Formation

	2018	2017	Évolution 2016/2017
Nombre de salariés formés	13 636	13 166	4 %
Nombre d'heures de formation par an	508 356	341 927	49 %
Nombre d'heures par catégorie de formation			
Environnement, santé et sécurité	211 645	185 002	14 %
Compétences techniques	245 078	126 533	94 %
Management	51 633	30 393	70 %

En 2018, 76 % ⁽¹⁾ des salariés du Groupe ont bénéficié d'au moins un programme de formation dans l'année. Le Groupe s'engage à diversifier et renforcer constamment son programme de formation, par une approche d'apprentissage mixte permettant aux collaborateurs de gérer activement leur propre évolution et expérience. La plateforme numérique de formation du Groupe, "IM-Pulse", accueille l'ensemble de l'offre de formation d'Imerys. En 2018, la plateforme a été mise à la disposition de 8 000 employés dans l'ensemble du Groupe et a inclus des formations en classe et en ligne sur la géologie, la finance, le management, la gestion de projet, le marketing industriel et le leadership. En 2018, le Groupe a lancé une vaste campagne de formation à la sécurité, afin de sensibiliser aux protocoles critiques "Serious 7" du Groupe.

En 2018, une formation d'intégration des nouveaux directeurs d'usine d'Imerys a été mise en place afin de les aider à comprendre la démarche d'amélioration continue du Groupe, (*Raise the Bar*). Pendant trois jours, 19 nouveaux directeurs d'usine de 10 divisions et de plus de 10 nationalités se sont réunis pour apprendre l'approche *Raise the Bar* en matière de sécurité, de processus, de finance, de RH, de RSE, ainsi que d'I-Cube.

Le Challenge DD du Groupe est un moyen efficace de souligner notre intérêt le développement des talents et des compétences : 18 projets ont participé au Challenge DD 2018 dans cette catégorie. Un exemple de projet gagnant favorisant le développement des talents et des compétences est celui de Ceramics Academy, qui a mis en place un parcours de formation technique afin d'assurer un transfert de connaissances harmonieux entre les managers expérimentés et les équipes commerciale et opérationnelle. Depuis la création du parcours de formation en février 2017, Ceramics Academy a dispensé une formation à plus de 100 personnes

de 20 pays de trois régions, pour un total de 6 000 heures de formation. Le programme se base sur un enseignement théorique en salle et des ateliers pratiques dans des laboratoires, des carrières, voire dans les usines de certains clients.

Imerys est pleinement engagé dans l'éducation, en particulier dans la lutte contre l'illettrisme, l'éducation des femmes et des jeunes filles et le soutien aux jeunes adultes afin de favoriser leur employabilité. En 2017, Imerys s'est fixé comme objectif spécifique de créer un programme dédié à l'éducation, participant à la réalisation de l'ODD 4 (Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie). Le Groupe a lancé une communication interne utilisant différents supports, afin de partager l'information sur son engagement en faveur de la littératie et de la numératie.

Les politiques et systèmes de rémunération et d'avantages du Groupe visent à assurer la compétitivité commerciale, tout autant que la cohérence interne, tout en ayant un objectif clair de rémunération au rendement. Les rémunérations fixes font l'objet d'un réexamen annuel, coordonné par le département Ressources Humaines, s'appuyant sur des enquêtes locales et/ou sectorielles régulières et réalisé avec la plus grande rigueur financière. Les régimes de rémunération variable à court terme incluent des objectifs individuels et collectifs, afin de récompenser les performances personnelles, comme les performances financières globales. Les programmes de rémunération à long terme, fondés sur l'attribution d'actions de performance, sont alignés sur les objectifs financiers à long terme du Groupe. Imerys œuvre pour l'alignement de ses pratiques de rémunération sur les meilleurs standards internationaux.

(1) Le pourcentage d'heures de formation se base sur l'effectif moyen enregistré des employés du Groupe en 2017 et 2018.

5.5.2.3 DIALOGUE SOCIAL ET ENGAGEMENT DES COLLABORATEURS

Imerys s'efforce d'engager un dialogue ouvert et constructif avec ses salariés et leurs représentants, en conformité avec la réglementation locale, et cherche à mettre en œuvre les meilleures pratiques en matière de gestion du personnel. En établissant et en entretenant ce dialogue ouvert, le Groupe contribue à l'ODD 10 (réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre).

Le comité d'entreprise européen (CEE) couvre tous les salariés d'Imerys dans 21 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Suède et Suisse. Le CEE est informé et consulté sur les décisions stratégiques du Groupe. La délégation des salariés se compose de 18 membres, représentant 19 nationalités différentes. Outre la séance plénière annuelle, les cinq dirigeants du comité se réunissent au moins deux fois par an et assurent le lien entre les représentants du personnel et la Direction d'Imerys. Un accord CEE a été signé le 31 mai 2018, couvrant la période 2018-2021. La durée du mandat des représentants élus au CEE est de 4 ans (2021). Pour encourager davantage le dialogue et l'échange, des représentants du personnel seront conviés à participer à divers groupes de travail temporaires mis en place pour traiter des projets prioritaires spécifiques au sein du Groupe, dans le cadre du nouvel accord.

Imerys est engagé à entreprendre un dialogue constructif avec les représentants du personnel. Malgré cet objectif, des grèves peuvent quand même avoir lieu. En 2018, 7 657 heures ont été perdues pour faits de grève (contre 12 828 en 2017), dont 3 353 en France, 1 998 en Espagne et 1 112 au Brésil. Suite aux difficultés rencontrées durant les négociations avec un syndicat sur un site du Groupe aux États-Unis, il a été malheureusement exigé qu'Imerys procède à un lock-out afin d'assurer la sécurité et la continuité des opérations jusqu'à ce qu'un accord soit conclu. Suite aux efforts de négociation des deux parties, un accord a été établi et l'usine ouverte à nouveau aux employés.

Des campagnes de communication internes donnent aux employés toutes les informations qui peuvent les aider à mieux comprendre la stratégie, l'environnement et les activités du Groupe. Elles permettent aussi de développer le sentiment d'appartenance et de mettre en lumière les valeurs du Groupe, contribuant ainsi à renforcer son identité. En 2018, Imerys a lancé une nouvelle plateforme sociale d'information et de collaboration qui répond aux besoins quotidiens de communication et de collaboration et simplifie la façon dont les collaborateurs d'Imerys se connectent et travaillent ensemble. Cette nouvelle plateforme héberge des informations essentielles, de la documentation et des protocoles, mais aussi des fils d'actualités sociaux, des espaces de travail, des outils et des applications professionnelles. Le nouvel intranet est optimisé pour permettre aux employés d'utiliser les outils et les ressources de manière plus agile – y compris via un accès par smartphone aux applications disponibles pour l'ensemble du Groupe. Le nouvel intranet facilite le partage des projets, des initiatives et des succès dans l'ensemble du Groupe. Il s'agit également d'une plateforme d'échange d'informations et de discussions sur des sujets spécifiques au sein de communautés spécialisées.

Des séminaires d'intégration (*Welcome Sessions*), destinés à fournir aux nouveaux managers des informations sur le Groupe

et ses ambitions, et à faciliter leur processus d'intégration, sont régulièrement organisés en Europe, aux États-Unis, en Chine, en Inde, au Brésil, en Afrique du Sud et en Asie du Sud-Est. En 2018, le Groupe a organisé neuf *Welcome Sessions*.

Comme l'indique la [section 5.5.2.1 du présent chapitre](#), l'enquête sur l'engagement des employés est un outil essentiel visant à encourager le dialogue social mais aussi un indicateur solide permettant d'évaluer et de comprendre l'engagement des employés dans le Groupe. Une fois l'enquête d'engagement de 2017 terminée, des groupes de travail locaux ont été créés et chargés d'élaborer des plans d'action locaux pour se concentrer sur trois ou quatre domaines où des améliorations potentielles sont nécessaires. Fin 2018, une communication sur l'état d'avancement et le type d'actions lancées pour chaque métier a été partagée sur l'intranet du Groupe, non seulement pour communiquer sur les progrès réalisés mais aussi pour partager ouvertement les enseignements tirés.

5.5.2.4 DIVERSITÉ ET INCLUSION

Le Groupe s'engage à promouvoir une culture basée sur le respect et l'appréciation mutuels, où la valeur et la contribution de chaque individu est accueillie et reconnue. Imerys ne tolère aucune discrimination et/ou harcèlement de ses employés, sous-traitants, clients, fournisseurs ou toute autre partie prenante, que ce soit pour des raisons de sexe, d'âge, de nationalité, de citoyenneté, d'origine ethnique, de religion, de culture, d'orientation sexuelle, de handicap, de statut marital et parental, ou d'appartenance politique. Le Groupe est conscient du fait que la diversité et l'inclusion sont des ambitions à long terme et, bien qu'il n'ait pas encore atteint tous ses objectifs, il s'engage pleinement à accélérer ses efforts et à contribuer ainsi à l'ODD 5 (Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles) et à l'ODD 8 (Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein-emploi productif et un travail décent pour tous).

La Charte du Groupe pour la diversité et l'inclusion, mise à jour en 2018 et traduite en 23 langues, définit clairement les engagements partagés visant à atteindre une plus grande diversité et une meilleure inclusion à travers le Groupe. En 2017, le Groupe a identifié la diversité et l'inclusion parmi ses thèmes RSE prioritaires pour 2018 et a lancé un groupe de travail, composé de représentants de différents métiers et fonctions à travers le Groupe. L'objet de ce groupe de travail, dont le mandat s'est poursuivi en 2018, est de mener des recherches et des analyses sur la diversité et l'inclusion au sein d'Imerys, d'identifier les principaux défis et opportunités, et de proposer des mesures concrètes, y compris de suivi et de contrôle, pour accélérer les progrès. Grâce à l'implication des membres du Comité Exécutif et des Directeurs généraux en tant que sponsors, et avec l'appui de deux experts externes spécialisés dans la diversité et l'inclusion, le groupe de travail a structuré les éléments fondamentaux du programme, pour définir des actions spécifiques lancées en 2018 ainsi que le programme complet, qui sera déployé à partir de 2019. L'avancement du programme et le plan d'action ont été présentés au Comité des Nominations en novembre 2018, avec une restitution au Conseil d'Administration au début de 2019.

✓ Pour plus d'informations sur le Gouvernement d'entreprise et la composition du Conseil d'Administration et du Comité des Nominations, [voir le paragraphe 3.1 du chapitre 3 du Document de Référence](#).

Le Groupe s'engage à développer ses programmes axés sur une plus grande diversité et sur l'inclusion, tant au niveau mondial que local, et à respecter et promouvoir le principe de non-discrimination et d'égalité des chances, en particulier en matière de gestion des ressources humaines. À cette fin, en 2018, les politiques et pratiques du Groupe en matière de recrutement et de mobilité ont été actualisées afin de renforcer la diversité, notamment pour inclure des principes de diversité et d'inclusion spécifiques aux différentes étapes des processus. L'actualisation de la politique de recrutement du Groupe a contribué à produire des résultats en matière de diversité hommes/femmes. En 2018, 40 % des recrues externes à des postes de management sénior étaient des femmes, contre 6 % en 2016 et 2017. Les participants au programme Graduate 2016-2018 représentent 17 nationalités différentes et 50 % des nouvelles recrues de 2018 au sein de ce programme sont des femmes. Des exigences en matière de diversité et d'inclusion ont également été ajoutées au référentiel Leadership Behaviours, le modèle comportemental par rapport auquel les évaluations de performance au sein du Groupe sont conduites.

Pour poursuivre les efforts lancés en 2018, le Groupe œuvre pour éliminer les obstacles, pour sensibiliser les collaborateurs aux effets des préjugés implicites et/ou inconscients, et pour les aider à élaborer des stratégies efficaces pour que ces préjugés n'aillent pas à l'encontre des efforts réalisés par le Groupe pour assurer à tous un lieu de travail diversifié et épanouissant. En 2018, diverses sessions de formation et de sensibilisation se sont tenues dans l'ensemble du Groupe, axées sur l'inclusion, la collaboration consciente et les préjugés inconscients. Plus de 700 employés, des nouveaux diplômés aux cadres dirigeants, ont participé aux nombreuses sessions organisées dans les sites du Groupe du monde entier. La diversité et l'inclusion ont également été intégrées au programme de formation de Senior Leadership du Groupe. Dans

le cadre de ce programme, les 28 cadres dirigeants participants ont consacré plus de 14 heures à la compréhension et à la gestion de la diversité culturelle en vue d'améliorer la performance. La section dédiée à la diversité et l'inclusion créée sur la plateforme d'e-learning IM-Pulse a été enrichie d'un ensemble plus large de ressources et d'outils pratiques destinés aux campagnes de formation et de sensibilisation sur l'inclusion.

Dans le contexte du Challenge DD 2018, les engagements en matière de diversité et d'inclusion ont gagné en visibilité et relèvent désormais d'une catégorie à part entière. Cela a encouragé des employés du Groupe à réfléchir à des projets liés aux ambitions exprimées dans la Charte Imerys sur la diversité et l'inclusion et à les soumettre. De nombreuses initiatives ont été menées en Inde, au Royaume-Uni, au Danemark, en Argentine, au Chili et en Italie, sur un grand nombre de sujets œuvrant tous dans le sens d'un état d'esprit plus diversifié et plus inclusif sur le lieu de travail, comme la sensibilisation aux préjugés inconscients et le recours croissant à l'approvisionnement auprès de petits fournisseurs créant des opportunités d'emploi pour les personnes en situation de handicap. Les leçons à tirer et les meilleures pratiques issues de ces projets ont été mises à disposition de tous via la plateforme Internet du Groupe.

Le déploiement du programme de diversité et d'inclusion défini à la fin de 2018 sera effectué en 2019. La concrétisation de cette ambition est un objectif à long terme d'une grande priorité et continuera de faire l'objet d'efforts particuliers à tous les niveaux de l'organisation, pendant plusieurs années. À cette fin, le programme SustainAgility comprend une matrice de maturité sur la diversité et l'inclusion, visant à mesurer et à orienter le déploiement des programmes du Groupe sur la diversité et l'inclusion à tous les niveaux de l'organisation.

Diversité hommes/femmes

	2018	2017
Pourcentage de femmes dans le Groupe	17,5 %	17,5 %
Pourcentage de femmes occupant des postes de manager/expert/professionnel ⁽¹⁾	25,6 %	-
Pourcentage de femmes occupant des postes de senior manager	17,2 %	14,4 %
Pourcentage de femmes au Comité Exécutif	9,1 %	-
Pourcentage de femmes au Conseil d'Administration	41,7 %	40 %

(1) Cet indicateur a été introduit en 2018 et n'est donc pas disponible pour les périodes antérieures.

Handicap

	2018	2017
Nombre de collaborateurs en situation de handicap	186	242
Pourcentage du personnel en situation de handicap	1,1 %	1,3 %

Âge et ancienneté

	2018	2017
Répartition de l'effectif permanent par tranche d'âge		
Moins de 30 ans	11 %	11 %
De 30 à 39 ans	25 %	25 %
De 40 à 49 ans	29 %	30 %
De 50 à 54 ans	15 %	15 %
Plus de 55 ans	20 %	19 %
Répartition de l'effectif permanent par ancienneté		
Moins de 10 ans	50 %	50 %
Plus de 10 ans	50 %	50 %
dont plus de 20 ans	23 %	24 %

Le nombre de cadres dirigeants (hommes et femmes) rapporté au nombre total des employés a baissé en 2018, du fait de la redéfinition de la catégorie des managers sénior et de la réorganisation du Groupe en novembre 2018. Cette évolution, qui s'ajoute à la mise à jour des politiques de recrutement et de mobilité du Groupe, s'est traduite par une augmentation de la proportion de femmes occupant des postes de direction à la fin de 2018. La proportion globale de femmes dans le Groupe est restée relativement stable au cours des trois dernières années.

Les participants au programme *Graduate* 2016-2018 représentent 17 nationalités différentes et les nouvelles recrues 2018 de ce programme sont féminines à 50 %.

Le déploiement du programme de diversité et d'inclusion défini en 2018 sera effectué en 2019. La concrétisation de ce plan est un objectif à long terme hautement prioritaire, qui continuera de faire l'objet d'efforts particuliers à tous les niveaux de l'organisation, pendant plusieurs années à venir. À cette fin, le programme SustainAgility comprend une matrice de maturité sur la diversité et l'inclusion, visant à mesurer et déployer les programmes du Groupe sur la diversité et l'inclusion à tous les niveaux de l'organisation.

5.6 PRÉSERVER NOTRE PLANÈTE

5.6.1 GESTION ENVIRONNEMENTALE

L'engagement Imerys	Objectifs 2018	Principes du Global Compact	ODD des Nations Unies
Agir de manière responsable envers l'environnement en évaluant les risques environnementaux et en améliorant continuellement les mesures de contrôle afin de réduire les impacts environnementaux, en maximisant l'utilisation efficace des ressources naturelles et en conservant et en favorisant la biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> ■ Gestion environnementale <ul style="list-style-type: none"> ✓ Développer une matrice de maturité de la gestion de l'environnement et évaluer la maturité des sites pilotes sélectionnés ■ Optimisation des ressources non énergétiques <ul style="list-style-type: none"> • S'assurer de l'adoption du programme "I-Cube" sur 195 sites du Groupe ■ Biodiversité et réhabilitation des sites <ul style="list-style-type: none"> ✓ Établir un partenariat officiel avec un référent externe leader en gestion de la biodiversité pour soutenir le développement du programme biodiversité du Groupe ✓ Définir la feuille de route biodiversité du Groupe ✓ Développer des projets biodiversité avec des plans d'actions associés sur trois sites pilotes 		
	Objectifs 2019 <ul style="list-style-type: none"> ■ Gestion responsable de l'environnement <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer le suivi de la conformité réglementaire environnementale à travers le déploiement d'une veille réglementaire et d'outils de conformité couvrant 40% des sites • Réduire les impacts environnementaux à travers le déploiement d'un programme d'amélioration continue et conduire 25% des audits environnementaux en utilisant la matrice environnementale ■ Optimisation des ressources non énergétiques <ul style="list-style-type: none"> • Analyser les impacts environnementaux de nos produits en implémentant un processus et un outil d'analyse de la durabilité des produits • Suivre des indicateurs sur le recyclage et l'optimisation des gisements de minéraux • Améliorer le suivi et réduire la consommation d'eau en développant de nouveaux indicateurs et tableaux de bord pour chaque site ■ Biodiversité et réhabilitation des sites <ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre le déploiement d'un programme complet d'amélioration de la biodiversité 	Principe 7 Principe 8 Principe 9	ODD 6 ODD 8 ODD 12 ODD 15

Imerys s'engage à respecter la réglementation, à limiter les impacts environnementaux négatifs liés à ses activités et à adopter une démarche de préservation de l'environnement. Pour ce faire, Imerys s'assure d'avoir identifié et évalué les risques environnementaux liés à ses activités et mis en place des mesures et contrôles pour prévenir et limiter ces impacts. L'utilisation efficace des ressources telles que les minéraux et l'eau est donc au cœur des préoccupations du Groupe. Parallèlement, conscient de l'importance du maintien des écosystèmes fonctionnels là où il opère, Imerys accorde une attention particulière à la préservation

de la biodiversité. En exploitant efficacement les ressources dont il dispose et en créant une valeur positive à long terme pour la biodiversité, Imerys s'engage à respecter les objectifs de l'ODD 12 (Établir des modes de consommation et de production durables) et de l'ODD 15 (Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité).

5.6.1.1 MAÎTRISE DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

La gestion de l'environnement repose sur la mise en œuvre d'un Système de management environnemental (SME) robuste, qui est un facteur clé pour améliorer l'efficacité opérationnelle tout en réduisant les impacts environnementaux. Imerys exige que chacun de ses sites dispose d'un SME performant, lui permettant d'identifier les risques significatifs pour l'environnement et de les maîtriser. Les standards exigés pour l'ensemble du Groupe en matière de SME font l'objet d'un protocole environnemental spécifique organisé autour de huit piliers, en phase avec les normes internationales : politique, impacts, exigences légales et réglementaires, objectifs et cibles, rôles et responsabilités, formation, intervention d'urgence, et audits. La politique environnementale d'Imerys est à la base de la démarche de suivi et d'amélioration continue en matière d'environnement, définissant les responsabilités du personnel des sites, des cadres supérieurs et du personnel EHS du Groupe dans la gestion et le contrôle des expositions et risques potentiels, afin de prévenir les impacts environnementaux et de réduire l'empreinte environnementale des activités.

Outre la mise en œuvre des réglementations obligatoires en matière de SME, le Groupe encourage la certification ISO 14001 et le SMEA (Système de management environnemental et d'audit). À fin 2018, 101 des 230 (44 %) des opérations du Groupe sont certifiées ISO 14001 ou EMAS par des organisations de certification externes.

Pour renforcer davantage la gestion environnementale du Groupe, une matrice de maturité couvrant les éléments critiques d'une bonne gestion environnementale a été élaborée en 2018. Cette matrice de maturité, comme les autres matrices d'amélioration

continue développées et déployées à l'échelle du Groupe dans le cadre du programme SustainAgility, servira à évaluer la performance environnementale des sites et à guider l'élaboration des plans d'actions. À ce jour, celle-ci a déjà été testée sur des sites du Groupe et sera progressivement déployée tout au long de 2019.

En 2018, le Groupe a commencé les essais et le déploiement pilote d'une nouvelle solution intégrée, afin de gérer la conformité juridique environnementale et la veille réglementaire dans quatre pays. Cette nouvelle solution permet de développer des registres légaux environnementaux à jour et inclut des alertes régulières, des mises jours et l'assistance réglementaire de spécialistes juridiques en environnement pour chaque pays. Cette solution sera progressivement testée et déployée dans plusieurs zones géographiques afin de soutenir l'amélioration continue.

Pour confirmer la conformité avec la réglementation et les protocoles du Groupe, les sites Imerys sont audités à intervalles réguliers selon le protocole d'audit environnement, santé et sécurité (EHS) du Groupe. En 2018, 34 audits EHS du Groupe ont été menés, incluant des audits SME complets.

■ INCIDENTS ENVIRONNEMENTAUX, POURSUITES ET AMENDES

Le Groupe dispose d'une procédure de reporting interne et d'une base de données permettant d'enregistrer cinq types d'incidents environnementaux, à savoir : dégradation significative d'une digue, libération d'eau à la coloration anormale, libération de poussière, inspection non routinière, enquête ou notification de non-conformité provenant d'un organisme de réglementation environnementale, ou toute plainte crédible concernant un problème environnemental lié aux exploitations.

	2018	2017	2016
Nombre d'incidents environnementaux	6	11	7
Nombre de poursuites	5	6	12
Montant des amendes (en euros)	17 232	148 868	346 402

En 2018, six incidents environnementaux ont été reportés au sein du Groupe : deux incidents liés à des rejets d'eaux en France, trois incidents relatifs à des émissions atmosphériques et à des fuites de poussière en Italie, aux Pays-Bas et aux États-Unis, ainsi qu'une plainte pour nuisances sonores de la part des riverains en France. Ces incidents ont fait l'objet d'investigations, toutes les mesures correctives ont été prises et les rapports d'incident clos, selon le protocole du Groupe. À terme, l'objectif du Groupe est d'avoir zéro incident. Toutefois, quand un incident survient, il est étudié avec la plus grande attention de façon à en retirer des leçons.

Les poursuites qui ont eu lieu en 2018 étaient liées à des obligations de permis environnementaux et à des accords relatifs à des limites d'émissions atmosphériques et à une réhabilitation des carrières. Les sites concernés étaient situés en France, en Chine et aux États-Unis. Des mesures correctives ont été rapidement mises en œuvre sur les sites pour résoudre complètement ces problèmes de non-conformité environnementale.

La probabilité et le montant des amendes qui pourraient être imposées dans le cadre de telles poursuites ont été estimés par le Groupe, avec l'aide de cabinets juridiques externes et de consultants pour les plaintes ou les litiges les plus importants. L'impact financier estimé a été consolidé dans les provisions pour "obligations environnementales et de démantèlement", voir note 23.2 aux états financiers consolidés.

■ GESTION DES EFFLUENTS

L'objectif d'Imerys est d'avoir zéro incident environnemental. Le rejet des effluents est géré et revu par les SME de chaque site, en conformité avec les limites réglementaires correspondantes. Tout rejet d'eau susceptible de créer une nuisance doit être reporté dans la base de données des incidents environnementaux du Groupe. Tout incident lié au rejet d'effluents fait l'objet d'une investigation selon le protocole du Groupe, les plans d'actions correctifs sont suivis jusqu'à la clôture du cas.

Incidents liés au rejet d'effluents

	2018	2017	2016
Nombre d'incidents environnementaux liés au rejet d'effluents	2	6	5

Ces incidents liés au rejet d'effluents en 2018 ont eu lieu en France et étaient liés à un débordement de sédiments suite à des précipitations intenses depuis une zone de carrière récemment ouverte, et à un débordement mineur de boues tout au long d'un fossé à l'extérieur de la carrière après le nettoyage de bassins de décantation.

Le Groupe continue d'explorer des solutions technologiques pour améliorer la qualité des eaux rejetées. À titre d'exemple, un projet a été élaboré au sein de l'activité Réfractaires à Clérac (France) pour identifier et évaluer de nouveaux procédés de réduction des matières solides en suspension dans les effluents rejetés dans un courant classé Natura 2000.

■ GESTION DES DÉCHETS

Imerys traite les minéraux en utilisant principalement des méthodes mécaniques et physiques. En conséquence, les activités du Groupe génèrent des quantités relativement faibles de déchets domestiques et industriels. Le Groupe s'engage néanmoins à réduire la production de déchets grâce à une politique de prévention, de réduction, de recyclage et de réutilisation, pour mieux contribuer à l'ODD 12 (Établir des modes de consommation et de production durables).

Les matériaux de découverture et les minéraux solides inutilisés (par exemple : stériles, matériaux non conformes, etc.) sont en général stockés dans ou à proximité des zones de production des carrières, dans l'attente d'une valorisation future. Ils sont également utilisés, dans de nombreux cas, dans des travaux de réhabilitation en fin d'exploitation. Ainsi, ce matériau n'est pas considéré comme un déchet.

Génération et recyclage des déchets

	2018	2017	2016
Déchets industriels totaux (en tonnes) dont :	282 569	248 189	213 421
Déchets industriels dangereux non recyclés	3 995	1 908	1 734
Déchets industriels dangereux recyclés	2 358	1 763	1 641
Déchets industriels non dangereux non recyclés	160 087	92 712	78 538
Déchets industriels non dangereux recyclés	116 129	151 806	131 508
Génération de déchets industriels/chiffre d'affaires (en kg/euro)	0,06	0,05	0,05

Les activités du Groupe ont généré 282 kt de déchets industriels en 2018, dont 97,8 % de déchets non dangereux. Le taux de génération de déchets industriels par euro de chiffre d'affaires était de 0,06 kg/euro en 2018. La quantité de déchets générés est restée à un niveau relativement bas pendant plusieurs années.

L'objectif d'un taux de récupération des déchets inertes et non dangereux (mesurés en masse) de 55 % en 2020, fixé par la loi française relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) ⁽¹⁾, n'a été atteint par Imerys en 2018 (42 %). Le Groupe espère atteindre l'objectif requis de 65 % en 2025.

Le groupe s'engage à sensibiliser sur l'importance de la lutte contre le gaspillage alimentaire et de la réduction des déchets organiques, toutefois, cet impact n'est pas matériel à l'échelle du Groupe. En France, Imerys emploie environ 2 242 personnes, sur 28 sites. Bien que la plupart de ces sites offrent des espaces dédiés aux pauses et au déjeuner, ils ne disposent pas de cantines proposant des repas aux employés. Quelques sites importants offrent des services de restauration assurés par des prestataires externes. Les déchets générés par ces services de cantine ne sont pas suivis actuellement. De même, les opérations du Groupe n'ont pas d'impact sur le bien-être animal ni sur l'approvisionnement

alimentaire responsable, équitable et durable. Ainsi, ces sujets ne sont pas reportés dans le présent Document de Référence.

■ GESTION DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

Plusieurs procédés de transformation des minéraux du Groupe font appel à la calcination, qui peut émettre de l'oxyde d'azote (NO_x) et du dioxyde de soufre (SO₂).

La méthodologie d'estimation de ces émissions du Groupe est décrite dans un protocole spécifique de reporting sur l'énergie, les émissions et la production. Les émissions de NO_x et de SO₂ du Groupe issues de la consommation d'énergie sont calculées en appliquant des facteurs d'émission spécifiques à chaque source d'énergie. Depuis 2018, le Groupe se concentre sur l'amélioration continue de la méthodologie d'estimation du SO₂, en mettant à jour les facteurs d'émission utilisés dans la base de données afin de renforcer la précision de l'estimation, et en réalisant des mesures supplémentaires directes quand cela est possible.

✓ Pour plus d'informations [sur les méthodologies de reporting RSE, voir paragraphe 5.8 du présent chapitre.](#)

(1) Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV).

Émissions de SO₂ et de NO_x

(en tonnes)	2018	2017	2016
Dioxyde de soufre (SO ₂)	4 740	4 621	4 088
Oxyde d'azote (NO _x)	6 929	6 503	5 912

Les émissions de SO₂ et NO_x ont augmenté en termes absolus, en raison de changements dans le périmètre des opérations du Groupe.

Le Groupe poursuit ses efforts en vue de réduire les émissions de SO₂ et de NO_x liées à ses activités, en réalisant des améliorations technologiques et des investissements. Par exemple, des systèmes supplémentaires de traitement des gaz installés dans les usines de Tianjing et Zhengzhou de la division Aluminates en Chine, ont permis de réduire les émissions de NO_x et SO₂ de leurs activités. Ces systèmes sont également équipés d'un système de suivi de l'air en continu, afin de mesurer directement les émissions issues des processus.

Certains sites émetteurs de SO₂ du Groupe ont également lancé des projets d'investissement pour moderniser les systèmes antipollution, qui, une fois en place, devraient réduire considérablement les rejets dans l'atmosphère issus des processus associés.

5.6.1.2 OPTIMISATION DES RESSOURCES NON ÉNERGÉTIQUES

Le savoir-faire technologique d'Imerys, leader mondial des minéraux industriels, lui permet d'être en excellente position pour améliorer le rendement des matériaux de ses activités. Dans le même temps, la force du réseau commercial du Groupe et à sa grande capacité d'innovation permettent de maximiser la valeur de production et d'optimiser l'utilisation des ressources à travers le monde, contribuant ainsi à l'ODD 12 (Établir des modes de consommation et de production durables).

■ OPTIMISATION DES RESSOURCES MINÉRALES

Établir et maintenir une gestion efficace des ressources minérales est une priorité pour le Groupe. Cette gestion est encadrée par une série de politiques, procédures et protocoles de planification géologique et minière. Chaque site minier doit disposer d'un plan de vie de la mine (*Life of Mine*, LOM) et créer un plan minier détaillé de cinq ans. Cette approche permet aux sites d'optimiser l'utilisation des ressources minérales.

Depuis 2016, deux matrices de maturité, *Geology & Mine Planning* et *Mining Operations*, ont permis de progresser dans le management industriel des carrières, en plus des précédents plans LOM. Ces matrices sont pleinement intégrées à la mise en œuvre du programme "I-Cube". À fin décembre 2018, le Groupe a déployé le programme "I-Cube" sur un total de 185 sites, légèrement en dessous de l'objectif de 195 sites. Sans les sites vendus et fermés en 2018, le total est de 175 sites, ce qui représente 76 % de l'ensemble des sites Imerys et couvre 84 %⁽¹⁾ de la marge brute du Groupe.

✓ Pour plus d'informations sur le programme "I-Cube", voir [paragraphe 1.4 du chapitre 1 du Document de Référence](#).

Des opportunités visant à optimiser la consommation de ressources minérales sont continuellement identifiées lors du process de mise en œuvre du programme "I-Cube" et au travers d'autres initiatives en cours, dont le Challenge DD du Groupe. Le Groupe cherche en permanence à développer des moyens de créer une chaîne de valeur plus durable et plus écologique, tout en continuant à proposer des produits finaux de haute performance à ses clients. Un exemple de cette approche est le projet "R3" développé par la division Réfractaires Monolithiques en Inde. Ce projet vise à réduire l'utilisation de matières premières vierges et à réutiliser des déclassés du traitement et du recyclage des matériaux réfractaires ou des déchets industriels qui, autrement, seraient mis en décharge. Ce projet, lancé dans les trois usines en Inde de Réfractaires Monolithiques, a permis à ce jour la substitution partielle de 25 matériaux bruts. Parmi d'autres avantages, c'est une démarche concrète de construction de partenariat sur la chaîne d'approvisionnement, tout en réduisant la production de déchets industriels. Des projets similaires sont à l'étude dans d'autres domaines à l'échelle du Groupe.

L'industrie des minéraux industriels travaille, en partenariat avec les industries en aval, sur des procédés visant à accroître la recyclabilité. L'association professionnelle IMA-Europe a étudié les données publiquement disponibles sur le recyclage du verre, du plastique, du ciment et du papier, et en a conclu qu'au total, 40 % à 50 % des minéraux consommés en Europe sont recyclés⁽²⁾. Bien que les taux de recyclage des minéraux industriels soient relativement élevés, Imerys poursuit ses recherches pour identifier des opportunités de recyclage et évaluer des solutions relatives à l'économie circulaire, reconnaissant le besoin mondial de produire moins, pour plus longtemps et plus intelligemment.

Par ailleurs, l'engagement d'Imerys dans une bonne gestion des ressources minérales, dans des progrès technologiques et dans le développement de nouvelles applications rend possible la transformation des matériaux de faible qualité, des résidus et des déchets en ressources commercialisables. ImerPlast™, la solution minérale d'Imerys pour rendre compatibles les mélanges polyéthylène/polypropylène, cible un marché potentiel de 650 000 tonnes par an de polyoléfines recyclées. Les produits ReMined™ de la division Carbonates, issus du marbre blanc calcique, sont 100 % certifiés "matériaux recyclés préconsommation" et éligibles aux diverses certifications pour bâtiments écologiques aux États-Unis (programme LEED®, *National Green Building Standard*, NSF/ANSI 140).

(1) Ce pourcentage correspond aux sites couverts par le programme "I-Cube" rapportés à la marge brute totale du Groupe.

(2) Recycling Industrial Minerals https://www.ima-europe.eu/sites/ima-europe.eu/files/publications/IMA-Europe_Recycling%20Sheets_2018.pdf

■ GESTION DE L'EAU

Imerys a pour objectif de limiter les impacts de ses activités sur les ressources en eau. Le Groupe s'engage à assurer une gestion effective des ressources en eau en se concentrant sur les axes suivants :

- optimisation de la consommation d'eau en limitant les prélèvements dans le milieu naturel ; et
- développement des possibilités de recyclage des eaux de traitement.

Imerys classe ses prélèvements d'eau en fonction des sources : eau issue des nappes phréatiques, eaux de surface et eau obtenue des fournisseurs d'eau. L'eau déplacée d'une zone à une autre sans avoir été utilisée (par exemple l'eau pompée pour l'exploitation des carrières) n'est pas comptabilisée, puisque la qualité de cette eau n'est pas dégradée.

Consommation d'eau

	2018	2017	2016
Prélèvements d'eau totaux ⁽¹⁾ (en millions de litres)	47 624	45 187	38 910
Eau prélevée/chiffre d'affaires (en litres/euro)	10,4	9,9	9,3

(1) Les indicateurs de performance relatifs à la consommation d'eau sont présentés dans le tableau récapitulatif, [au paragraphe 5.8.2 du présent chapitre](#).

Les 10 sites les plus consommateurs d'eau au sein du Groupe représentent plus de 57 % des prélèvements annuels totaux. Ces sites ont mis en place des plans spécifiques pour la gestion de l'eau. Ces plans intègrent la description de l'utilisation actuelle de l'eau, l'analyse du bilan hydrique, la comptabilité de l'eau, l'évaluation des risques liés à l'eau, ainsi qu'un plan d'action pertinent pour gérer les enjeux majeurs relatifs à l'eau.

En s'appuyant sur le Global Water Tool (GWT) ⁽¹⁾ du WBCSD, le Groupe a identifié 19 sites dans des zones arides. La plupart de ces 19 sites utilisent uniquement des procédés secs pour la production et ont limité leur utilisation d'eau à d'autres fins. L'eau prélevée par l'ensemble ces sites représentait 3,4 % du prélèvement total du Groupe en 2018. À fin décembre 2018, ces sites avaient établi des plans de gestion de l'eau et des mesures

d'atténuation, comprenant une sensibilisation à l'empreinte hydrique et des actions au bénéfice des communautés locales.

Imerys mesure également la quantité d'eau recyclée par ses sites, le recyclage permettant de réduire la quantité d'eau prélevée sur les habitats naturels, et donc de réduire son empreinte hydrique. Le Groupe travaille actuellement sur l'identification de manières innovantes pour réduire son empreinte hydrique. Par exemple, l'usine Kaolin au Port de Barcarena dans le Nord du Brésil a introduit un nouveau système pour réutiliser une partie de la vapeur émise lors du processus d'évaporation du kaolin, économisant jusqu'ici 23 % de l'eau habituellement tirée des puits. Au lieu d'être rejetée, la vapeur est récupérée, refroidie et stockée pour être réutilisée dans d'autres procédés nécessitant une quantité importante d'eau.

Recyclage de l'eau

	2018	2017	2016
Volume total d'eau recyclée ⁽¹⁾ (en millions de litres)	49 290	44 898	43 293
Nombre de sites ayant déclaré des quantités d'eau recyclée	62	62	61
Taux d'eau recyclée ⁽²⁾	0,51	0,51	0,52

(1) Le protocole de reporting environnemental du Groupe inclut une définition de l'eau recyclée. En 2014, Imerys a précisé que les eaux de refroidissement fournies par les installations d'une tierce partie (ex. : l'usine de pâte à papier d'un client) et réutilisées en circuit fermé ne devaient pas être comptabilisées comme des eaux recyclées par les sites d'Imerys.

(2) Taux d'eau recyclée : eau totale recyclée/(prélèvement d'eau total + eau totale recyclée).

(1) Cet outil élaboré par le WBCSD permet aux entreprises d'évaluer les risques liés à la qualité et à la quantité de leur approvisionnement en eau.

5.6.1.3 BIODIVERSITÉ ET RÉHABILITATION DES SITES

Tout au long du cycle de vie d'une carrière, la question des impacts sur le monde vivant se pose, que ce soit pour le choix du site, son exploitation ou sa réhabilitation. Conscient de cette responsabilité, Imerys s'efforce de préserver la biodiversité depuis plusieurs années. Face à la menace mondiale grave qui pèse sur la biodiversité, Imerys s'engage à mieux structurer et harmoniser sa démarche, afin de poursuivre la transformation et la mobilisation du Groupe et de ses équipes autour de cet enjeu. Imerys a conçu et mis en œuvre un projet de biodiversité, aligné sur les principaux objectifs de la Stratégie nationale française pour la biodiversité, afin de continuer à contribuer à l'ODD 15 (Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité).

La réhabilitation est pleinement intégrée dans le plan de vie de la mine (LOM) de chaque carrière d'Imerys et prise en considération tout au long de l'exploitation et jusqu'à la fermeture de la mine. Le Groupe dispose d'un protocole spécifique décrivant les exigences liées à la réhabilitation. Le plan de réhabilitation commence dès la toute première phase initiale des projets miniers car c'est un élément de l'étude d'impact environnemental du site. Comme la plupart des pays définissent le cadre réglementaire de la préparation, de la soumission, de la consultation et de l'approbation des études d'impact environnemental, les plans de réhabilitation sont souvent divulgués dans le cadre d'un processus de consultation public avant l'approbation finale.

De juin à décembre 2017, Imerys a réalisé une évaluation des enjeux liés à la biodiversité, en collaboration et en consultation avec les principales parties prenantes, basée sur l'approche EBEvie⁽¹⁾. Le nouveau programme a été défini entre fin 2017 et début 2018 par un groupe de travail interne réunissant différentes fonctions opérationnelles et support. Ce programme est conçu pour relever ces défis et sera mis en œuvre sur l'ensemble des sites Imerys dans le monde. Il est constitué de quatre éléments clés :

- conception et déploiement d'une approche globale d'amélioration continue ;
- lancement et suivi d'études et de recherches sur la connaissance de la biodiversité et la conservation ;
- déploiement de projets pilotes ;
- sensibilisation, formation et implication des parties prenantes internes et externes.

Pour soutenir la mise en œuvre et le développement du programme, Imerys a noué un partenariat scientifique de trois ans (2018-2021)

avec l'UMS Patrimoine Naturel⁽²⁾, une structure française qui réunit le Muséum national d'Histoire naturelle, l'Agence française pour la biodiversité et le Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Imerys, avec l'appui scientifique de l'UMS, a lancé une analyse de l'impact de ses activités, basée sur la cartographie de la sensibilité environnementale de ses sites et sur un inventaire des pratiques en matière de biodiversité. Imerys concevra et mettra en œuvre, sur chacun de ses sites, un cadre d'amélioration basé sur les éléments clés suivants : connaissance de l'environnement, intégration de la démarche de prévention, réduction, compensation, évaluation et suivi des actions. Cette approche globale s'appuiera sur les résultats des études menées sur les sites pilotes. Des projets pilotes seront lancés dans plusieurs pays pour valider les outils et méthodologies développés et affiner la démarche d'amélioration. À ce jour, trois pilotes ont été lancés sur les sites du Groupe en France, en Grèce et au Brésil. Les sites, choisis pour représenter un ensemble diversifié de défis en matière de biodiversité, serviront de "laboratoires". Ils serviront ainsi à tester des outils et des méthodologies et seront étudiés et suivis régulièrement sous la coordination de l'UMS 2006 et avec l'appui des partenaires locaux.

Par ailleurs, outre le partenariat avec l'UMS, Imerys s'est engagé dans l'initiative française act4nature⁽³⁾ lancée par les Entreprises pour l'Environnement (EpE)⁽⁴⁾ et d'autres partenaires dans le but de mobiliser les entreprises pour protéger la biodiversité.

✓ Pour plus d'informations sur la feuille de route biodiversité du Groupe, voir imerys.com.

Parallèlement au développement de la feuille de route biodiversité du Groupe, les sites Imerys ont continué de développer des initiatives locales pour soutenir la biodiversité et promouvoir des projets de réhabilitation innovants, pendant et après les activités minières. À titre d'exemple, le site du Groupe à Milos en Grèce, lauréat du Challenge DD 2018, a développé un projet de propagation de plantes rares, endémiques et menacées, dans le but de protéger et d'améliorer la biodiversité, en assurant la survie à long terme de six espèces endémiques présentes sur l'île. Les graines des plantes menacées sont collectées et plantées dans la pépinière d'Imerys et les plants, après avoir été cultivés avec le plus grand soin, sont ensuite plantés dans des endroits spécialement sélectionnés au sein de zones dégradées.

Le Groupe suit deux indicateurs d'utilisation des sols sur 36 carrières situées en Europe de l'Ouest, quantifiant la surface perturbée par les activités minières du Groupe ainsi que la surface réhabilitée. En 2018, la surface totale perturbée par ces 36 carrières était de 2038 hectares, et la surface totale réhabilitée était de 896 hectares.

(1) EBEvie est un outil d'évaluation des interdépendances entre les entreprises et la biodiversité développé par le ministère français de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie.

(2) <http://www.patrinat.fr/fr/ums-patrimoine-naturel-346>

(3) <http://www.act4nature.com/?lang=en>

(4) "Entreprises pour l'Environnement" (EpE), est un forum qui rassemble près de 40 grandes entreprises françaises et internationales de tous secteurs de l'économie pour mieux intégrer l'environnement dans leurs stratégies et leur gestion quotidienne. <http://www.epe-asso.org/en/>

5.6.2 CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'engagement Imerys	Objectifs 2018	Principes du Global Compact	ODD des Nations Unies
Réduire les effets du changement climatique via la mise en œuvre d'une stratégie à long terme de lutte contre le changement climatique pour soutenir les engagements internationaux et les objectifs mondiaux	<p>Stratégie changement climatique</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Définir les objectifs de réduction des émissions de CO₂ à l'horizon 2030 et 2050, conformément à la trajectoire 2° C de la COP 21 • Améliorer l'efficacité énergétique du Groupe de 2 % par rapport à 2017 à fin 2018 <p>Objectifs 2019</p> <p>Stratégie de lutte contre le changement climatique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réduire les émissions de CO₂ du Groupe rapportées au chiffre d'affaires (tCO₂/€) de 41 % d'ici 2030 <p>Solutions pour le climat</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accroître la couverture de l'analyse de l'empreinte carbone en incluant 35 nouveaux produits du Groupe 	Principe 7 Principe 8 Principe 9	ODD 13

Imerys reconnaît que le changement climatique est un défi majeur pour la planète. En 2017, à l'occasion du *One Planet Summit* ⁽¹⁾, Imerys a signé le *French Business Climate Pledge* ⁽²⁾. Par cet engagement, Imerys affirme publiquement son engagement à contribuer aux efforts collectifs et à œuvrer à l'ODD 13 (Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions). Ainsi, Imerys s'est engagé à définir sa stratégie de lutte contre le changement climatique alignant ses objectifs d'émissions et sa trajectoire vers un scénario 2 °C ⁽³⁾. En septembre 2018, le Groupe s'est engagé à définir ses objectifs via l'initiative *Science Based Targets* (SBTi) dans les 24 prochains mois.

5.6.2.1 STRATÉGIE DE LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Depuis fin 2017, le groupe de travail sur le changement climatique, composé de responsables dans les fonctions Environnement, Énergie, Industrie, Développement commercial et Finance, pour se saisir du changement climatique en tant que thématique RSE prioritaire. Ce groupe de travail multidisciplinaire a réalisé une évaluation complète en matière de changement climatique, évalué les risques et les opportunités ainsi que l'empreinte CO₂ actuelle du Groupe, défini les KPI et les objectifs pertinents, et commencé à identifier des leviers concrets pour la réduction du carbone dans le contexte de la stratégie à long terme de lutte contre le changement climatique. La stratégie définie couvrira, à terme, tous les domaines : organisation, équipement, méthodes, technologie, fournitures, transports et énergies renouvelables. Le Groupe a défini ses objectifs d'émission de Scope 1 et 2 ⁽⁴⁾ et définira les objectifs d'émissions de Scope 3 ⁽⁵⁾ en 2019.

Une première identification des risques climatiques auxquels le Groupe est exposé a été réalisée en 2017. Cette évaluation a été

mise à jour pendant l'exercice de cartographie des risques de 2018, détaillé aux *paragraphes 4.1.2 et 4.2.3 du chapitre 4 du Document de Référence*.

Au cours des 11 dernières années, Imerys a participé au programme sur le changement climatique du *Carbon Disclosure Project* (CDP). À fin 2018, le score de performance CDP du Groupe est de niveau C.

■ EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Les besoins en énergie d'Imerys se concentrent en particulier dans ses procédés de transformation des minéraux qui utilisent des technologies thermiques, et dans ses activités d'extraction qui nécessitent des équipements lourds. L'amélioration de l'efficacité énergétique permet d'utiliser moins d'énergie pour arriver au même niveau de productivité et donc de contribuer aux initiatives visant à limiter le changement climatique. La stratégie d'efficacité énergétique du Groupe repose sur deux piliers : l'efficacité, qui consiste à mesurer, diminuer la consommation et récupérer les pertes d'énergie, et l'approvisionnement, qui repose sur l'utilisation des énergies alternatives, la promotion des énergies renouvelables et la construction d'actifs industriels durables.

Les initiatives en matière d'énergie sont pilotées de manière collaborative entre les différents groupes fonctionnels et opérationnels au niveau du siège, des divisions et des sites, incluant les opérations, la direction industrielle, l'environnement, les achats, la géologie et mines. Le département Énergie du Groupe définit les standards d'analyse et de reporting et fournit les formations nécessaires pour assurer la cohérence et la fiabilité des résultats reportés. L'équipe Énergie du Groupe a pour mission d'aider les usines à réaliser des économies potentielles, via des évaluations complètes, une méthode définie et une approche et une expertise par étapes

(1) Le One Planet Summit, qui s'est tenu à Paris le 12 décembre 2017, a vu la création de la coalition One Planet, qui s'est réunie pour proposer des initiatives concrètes afin de répondre aux objectifs communs fixés par l'Accord de Paris sur le climat.

(2) <https://www.medef.com/uploads/media/node/0001/13/61b2c23e6aa96457510930a6251b3ac2ea909213.pdf>

(3) L'accord de Paris sur le climat de 2015 a vu 195 gouvernements du monde s'engager à prévenir les pires impacts du changement climatique en limitant le réchauffement climatique à moins de 2 degrés Celsius, souvent appelé le "scénario des 2° C".

(4) Les émissions de Scope 1 sont les émissions directes provenant de sources détenues ou contrôlées par l'entreprise. Les émissions du scope 2 sont les émissions indirectes provenant de la production d'énergie achetée.

(5) Les émissions de Scope 3 sont toutes les émissions indirectes (non incluses dans le Scope 2) liées à la chaîne de valeur de l'entreprise, y compris les émissions "amont et aval".

sur les aspects techniques, et à définir les standards d'analyse et de reporting. Une analyse détaillée de l'efficacité énergétique est présentée dans un rapport trimestriel Énergie. Cette analyse ainsi que les plans d'amélioration sont évalués par la Direction du Groupe. Une partie de la part variable de la rémunération liée

à la performance des managers concernés (responsables de l'énergie, responsables d'installations, responsables de procédés, etc.) est également liée à la performance au regard des KPI en efficacité énergétique.

Consommation totale d'énergie et répartition par source d'énergie

	2018	2017	2016
Consommation totale d'énergie ⁽¹⁾ (en térajoules, TJ)	39 025	37 039	32 976
Électricité (nette), vapeur, eau chaude	29,7 %	30,3 %	30,6 %
Gaz naturel	41,5 %	45,7 %	47,8 %
Autres combustibles fossiles	26,5 %	21,6 %	18,4 %
Biomasse	2,3 %	2,3 %	3,1 %
Consommation d'énergie/chiffre d'affaires (en MJ/euro)	8,50	8,05	7,91

(1) Plusieurs sites Imerys utilisent des installations de production combinée de chaleur et d'électricité (PCCE). Le surplus d'électricité produit par ces installations est parfois vendu au réseau national. La consommation totale d'énergie n'inclut pas cette électricité revendue.

Entre 2017 et 2018, la consommation totale d'énergie a augmenté de 5,4 % à périmètre constant. La variation est principalement liée à l'augmentation de la consommation d'huile recyclée.

À périmètre constant, l'efficacité énergétique globale s'est améliorée de 0,6 % par rapport à 2017, ce qui est en dessous le d'objectif établi par le Groupe pour 2018. Quatre divisions sur 11 ont amélioré leur performance énergétique et trois d'entre elles ont atteint l'objectif de - 2 % pour l'année 2018.

Imerys, qui dispose d'un portefeuille de produits basé sur une grande variété de minéraux, calcule son intensité énergétique en rapportant sa consommation de mégajoules par euro de chiffre d'affaires. Le taux était de 8,50 en 2018, ce qui représente une augmentation de 5,6 % par rapport à 2017.

Depuis 2016, le Groupe s'est concentré en particulier sur la performance énergétique de 12 sites industriels clés, qui représentent près de 30 % de sa consommation totale d'énergie. Des projets spécifiques d'amélioration de l'efficacité énergétique y ont été menés et les principales variations observées sont évaluées afin de suivre l'évolution des KPI. Imerys améliore la gestion de l'énergie et favorise l'excellence par le biais du programme "I-Cube" du Groupe. Ces 12 sites industriels clés sont évalués de manière spécifique au sein du programme "I-Cube", les améliorations mises en place dans ces 12 sites clés ont généré 74 % des économies d'énergie réalisées par le Groupe en 2018. Au total, plus de 100 projets d'économies d'énergie ont été identifiés et initiés en 2018 dans le cadre du programme "I-Cube" dans l'ensemble du Groupe.

✓ Pour plus d'informations sur le programme "I-Cube", voir [paragraphe 1.4 du chapitre 1 du Document de Référence](#).

En 2018, 12 évaluations énergétiques ont été réalisées sur les sites du Groupe à travers le monde afin d'améliorer l'efficacité énergétique comme décrit ci-dessus.

Des ateliers sur l'énergie ont été organisés pour sensibiliser et faire émerger des idées sur différents sujets liés à l'efficacité énergétique, comme les économies d'énergie. Cinq ateliers sur l'énergie ont été menés dans différentes usines en 2018. Des séminaires sur l'énergie ont également été organisés pour répondre à certaines questions spécifiques qui pourraient améliorer l'efficacité sur

des sujets spécifiques liés à l'énergie. Un séminaire sur les fours rotatifs a été organisé par l'équipe Énergie du Groupe en 2018 afin d'identifier les actions optimales à intégrer pour améliorer l'efficacité de ces équipements.

Des modules d'apprentissage en ligne sur l'énergie ont été conçus sur IM-Pulse en 2018 afin de fournir un aperçu de la stratégie énergétique d'Imerys ainsi que des connaissances et de la sensibilisation à l'efficacité énergétique. Des classes virtuelles sur divers sujets spécifiques liés à l'énergie telles que la gestion de l'air comprimé, l'éclairage, le marché de l'énergie ou la stratégie d'approvisionnement en énergie ont également été organisés par l'équipe Énergie du Groupe pour promouvoir la gestion énergétique.

Une communauté dédiée à l'énergie sur l'Intranet du Groupe sert de plateforme pour partager les connaissances, les bonnes pratiques et les événements sur le sujet. Depuis 2017, des Challenges Énergie ont été lancés pour promouvoir le développement et le partage des meilleures pratiques au sein des opérations et des communautés Énergie du Groupe. En 2018, trois challenges ont été lancés et axés sur l'optimisation de la combustion, la gestion de la demande de puissance de pointe et la récupération de chaleur. Un des projets participants au challenge sur la récupération de chaleur, et qui a été reconnu dans le cadre du Challenge DD, a été initié en 1980. Sa valeur à long terme, son approche durable éprouvée et sa pleine intégration dans les conditions locales ont été clairement démontrées. Ce projet impliquant l'usine de talc de Weisskirchen, en Autriche, avait été lancé par la direction de l'usine, la communauté locale et le fournisseur du réseau de chauffage. Son objectif était de récupérer la chaleur perdue à l'aide d'échangeurs thermiques et de l'injecter dans le réseau de chauffage local qui distribue l'énergie propre à environ 110 foyers de Weisskirchen, ainsi qu'aux bâtiments publics comme les écoles locales et les jardins d'enfants. En 2018, le projet a évolué vers une extension moderne du réseau de chauffage urbain permettant d'alimenter en chaleur un nouveau quartier résidentiel de 26 appartements. Ce projet, qui nécessite une étroite collaboration entre l'usine et les parties prenantes locales, a un impact sociétal positif, génère des bénéfices économiques et contribue à l'objectif du Groupe en matière de lutte contre le changement climatique.

■ SOURCES D'ÉNERGIE RENOUVELABLE

Le Groupe continue d'encourager la transition vers les énergies renouvelables et de favoriser les technologies à combustible fossile plus avancées et plus propres. Certains sites Imerys ont recours à une alimentation électrique en partie issue d'énergies renouvelables (solaire, hydraulique, éolien). À ce jour, 16 installations renouvelables ont été développées sur l'ensemble des sites du Groupe : 10 au Royaume-Uni, quatre en France, une en Australie et une en Inde pour un total de 52 MW (huit unités solaires, quatre éoliennes et quatre systèmes hydrauliques).

Depuis 2017, Imerys a également sponsorisé la course au large de Phil Sharp (Phil Sharp Racing) dans le projet Energy Challenge, une initiative compétitive centrée sur l'innovation, la performance et l'efficacité énergétique. Le projet se concentre sur les avantages liés à la performance des technologies propres. En 2018, durant la course Route du Rhum, dans la catégorie des Class 40, Imerys

Clean Energy était le seul bateau en compétition à zéro émission de CO₂, terminant troisième après 16 jours de navigation.

✓ Pour en savoir plus, voir <http://philsharpacing.com/energy-challenge>.

■ GESTION DES ÉMISSIONS DE CARBONE

La majorité des émissions de gaz à effet de serre (GES) du Groupe sont générées par la production d'énergie thermique à partir de gaz naturel, de combustibles fossiles, de biomasse et de vapeur. Les émissions indirectes issues de la consommation d'électricité sont la seconde source d'émissions. Certains procédés utilisés dans les exploitations Imerys donnent lieu à des émissions directes de CO₂ (par exemple, décarbonatation de matières premières). Les mesures visant à surveiller et réduire les émissions de GES sont l'un des principaux moyens par lesquels le Groupe contribue à l'ODD 13 (Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions).

Émissions de carbone par le Groupe

(en milliers de tonnes, kt)	2018	2017	2016
Émissions de CO ₂ de Scope 1	2 194	1 945	1 641
Émissions de CO ₂ de Scope 2	1 211	1 165	1 056
Émissions totales de CO₂ (Scope 1 et Scope 2)	3 405	3 110	2 698
Énergie	83,9 %	85,7 %	86,7 %
Procédés	16,1 %	14,3 %	13,3 %
Émissions de CO₂/chiffre d'affaires (tonne de CO₂e/€M)	741,8	676,3	647,6

Entre 2017 et 2018, les émissions annuelles totales (Scope 1 et Scope 2) de CO₂ ont augmenté de 295 kt.

L'intensité carbone du Groupe s'élève à 742 tonnes éq. CO₂ par million d'euros de chiffre d'affaires.

Afin de quantifier progressivement les impacts environnementaux et sociaux de l'ensemble de sa chaîne de valeur, le Groupe porte également une attention croissante aux émissions de Scope 3.

Chaîne de valeur du Groupe

Catégories d'achats	Pourcentage d'achats clés ⁽¹⁾	Fournisseurs en amont
Matières premières ⁽²⁾	17 %	Principalement bauxite, sable de zircon, carbonate de soude, sable de silice
Fournitures minières et industrielles	32 %	Sous-traitants miniers, fournisseurs de services pour la maintenance et la réparation
Transports	28 %	Fret par train, camion et bateau, et voyages d'affaires
Énergie	14 %	Voir le mix énergétique plus haut, comptabilisé dans les émissions de scopes 1 et 2
Produits chimiques et autres consommables	8 %	Principalement produits chimiques et matériaux de conditionnement

(1) L'analyse se fonde sur les données 2017 ; le montant total des achats mentionnés plus haut s'élevait à environ 90 % des achats du Groupe (1 962 millions d'euros).

(2) Imerys s'auto-provisionne d'environ deux tiers de matières premières et achète le dernier tiers.

■ ESTIMATION DES ÉMISSIONS DE SCOPE 3

Des données d'émissions fiables de la part des fournisseurs du Groupe ne sont pas facilement accessibles, de sorte que les émissions de Scope 3 ne représentent pas encore un calcul complet de l'ensemble des émissions de Scope 3 liées aux activités d'Imerys. Les services de transport assurés par les fournisseurs sont principalement mesurés par volume et coût, plutôt que par distance parcourue. De la même

manière, il est difficile de calculer les émissions de Scope 3 pour le transport des produits finis. Toutefois, Imerys est déterminé à continuer d'améliorer la quantification de ses émissions de scope 3. En 2018, une estimation à grande échelle des données sur les émissions de Scope 3 a été réalisée en utilisant Scope 3 Evaluator ⁽¹⁾, un outil en ligne développé par Greenhouse Gas Protocol ⁽²⁾ et Quantis, qui permet aux entreprises de mesurer, reporter et réduire leurs émissions tout au long de la chaîne de valeur.

Source des émissions de Scope 3	Tonnes équivalent CO ₂	Pourcentage des émissions de Scope 3	Méthodologie de calcul des émissions	Explication
Biens et services achetés	3 095 568	75,7 %	Émissions calculées avec Scope 3 Evaluator	Ces émissions comprennent le fret en amont et la distribution des biens achetés, car ceux-ci sont inclus dans le prix des biens. Des données financières sont utilisées pour calculer ces données
Activités liées au carburant et à l'énergie (non incluses dans le Scope 1 ou 2)	605 605	14,8 %	Émissions calculées avec Scope 3 Evaluator	Ces émissions estimées proviennent de la production et de la distribution de l'énergie (par opposition à sa combustion), des estimations des Scopes 1 et 2 sont utilisées pour calculer ces données
Déchets générés au cours des opérations	51 813	1,3 %	Émissions calculées avec Scope 3 Evaluator	Les calculs se basent sur la quantité de déchets et une estimation des prix de traitement
Voyages d'affaires de plusieurs sièges régionaux	9 359	0,2 %	Émissions calculées en se basant sur les distances parcourues en utilisant les facteurs d'émissions du GHG Protocol	Les données proviennent des principales agences de voyage en train, en avion ou de location de voiture
Transport et distribution en aval	307 333	7,5 %	Émissions calculées avec Scope 3 Evaluator	Des données financières ont été utilisées à partir des achats de fret, le fret payé par les clients n'est pas inclus dans le calcul.
Trajets des employés	20 400	0,5 %	Émissions calculées avec Scope 3 Evaluator	Ces données sont une estimation calculée à partir du nombre total des employés Imerys
Total	4 090 078			

D'après l'estimation à grande échelle ci-dessus, qui est considérée comme une première approximation des émissions de Scope 3 du Groupe, les émissions de Scope 3 de 2017 représentent environ 4,1 millions de tonnes équivalent CO₂, donc plus de 40 % du total des émissions du Groupe (Scopes 1, 2 et 3).

5.6.2.2 SOLUTIONS POUR LE CLIMAT

Imerys s'engage non seulement dans la gestion des émissions liées à ses activités, mais aussi dans la recherche de solutions innovantes au service d'une économie bas carbone, et accompagne ainsi ses clients dans cette transition.

À cette fin, Imerys a veillé à mener des études sur les produits du portefeuille du Groupe, afin de déterminer leur empreinte carbone. Ces

études servent un double objectif : elles apportent des informations complètes et transparentes aux clients et offrent au Groupe une visibilité améliorée sur les impacts liés à certains produits ou sites, ce qui est une première étape vers toute approche d'éco-conception.

En 2018, le Groupe a calculé l'empreinte carbone d'une vingtaine de produits, de leur fabrication jusqu'à leur sortie des entrepôts, en utilisant la méthodologie "Bilan Carbone®" et l'outil de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ⁽³⁾. Ces résultats d'études ont été partagés avec les clients afin d'encourager les efforts en aval dans le calcul des impacts des produits, mais aussi de différencier les produits Imerys des solutions des concurrents générant plus de carbone.

Ces études ont également contribué à l'approche du Groupe sur la gestion responsable des produits, présentée au [chapitre 5.7.2.1 du présent chapitre](#).

(1) <https://ghgprotocol.org/scope-3-evaluator>

(2) Greenhouse Gas Protocol : protocole de mesure et de reporting élaboré en 2001 par le WBCSD (World Business Council for Sustainable Development) et le WRI (World Resources Institute).

(3) Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

5.7 PRÉPARER L'AVENIR

5.7.1 CONDUITE DES AFFAIRES

L'engagement Imerys	Objectifs 2018	Principes du Global Compact	ODD des Nations Unies
Garantir une éthique des affaires exemplaire en maintenant les standards les plus élevés en matière de gouvernement d'entreprise, en mettant en œuvre des pratiques d'exploitation équitables, en assurant une chaîne d'approvisionnement responsable à l'ensemble de nos partenaires, et en nous engageant avec les communautés locales pour créer une valeur commune, en particulier en au travers de l'éducation et du développement des compétences	<ul style="list-style-type: none"> ■ Gouvernement d'entreprise <ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettre à jour la cartographie des risques 2018 du Groupe afin d'y inclure des risques industriels supplémentaires, la sécurité des procédés, ainsi que les risques liés au changement climatique ✓ Mettre à jour le cadre de gestion de crise du Groupe ✓ Créer un "panel de parties intéressées" pour évaluer le programme RSE du Groupe en 2019 ■ Pratiques équitables et chaîne d'approvisionnement responsable <ul style="list-style-type: none"> • Acheter la mise à jour et le déploiement du Code de Conduite Professionnelle et d'Éthique et des politiques RSE du Groupe, y compris le nouveau système d'alertes interne et la formation des employés ✓ Procéder à une cartographie additionnelle des risques liés à la chaîne d'approvisionnement, sur la base des évaluations pilotes des risques réalisées en 2017 ✓ Développer et déployer une formation sur les risques ESG à un groupe ciblé de professionnels ■ Engagement auprès des communautés <ul style="list-style-type: none"> ✓ Développer une matrice de maturité des relations avec les parties prenantes et de l'engagement auprès des communautés locales, et évaluer la maturité d'une division 	Principe 1 Principe 6 Principe 8 Principe 9	ODD 3 ODD 4 ODD 5 ODD 6 ODD 8 ODD 12 ODD 13 ODD 15 ODD 16
	Objectifs 2019 <ul style="list-style-type: none"> ■ Gouvernement d'entreprise <ul style="list-style-type: none"> • Faire évaluer par un tiers indépendant la contribution du Conseil d'Administration, des comités et de chaque membre ■ Pratiques équitables et chaîne d'approvisionnement responsable <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la sensibilisation au Code d'Éthique et de Conduite des Affaires mis à jour au travers du déploiement de sessions d'e-learning et de formation • Assurer la conformité des fournisseurs aux Standards environnementaux, sociaux et de gouvernance par la mise en place d'un programme d'audit qui leur est destiné ■ Engagement auprès des communautés <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la gestion des parties prenantes du Groupe et le protocole « Relations avec les communautés » pour soutenir l'engagement auprès des communautés locales 		

La conduite des affaires éthique est la fondation sur laquelle est construite l'activité d'Imerys. Au cœur de ses activités, Imerys construit l'avenir avec les parties prenantes et les partenaires de la chaîne d'approvisionnement grâce au comportement éthique et aux pratiques d'exploitation équitables, en s'engageant auprès des communautés et en promouvant les produits et technologies durables. Cette base solide est aussi une garantie et une source de confiance pour les employés du Groupe, les clients et les sociétés,

car un comportement exemplaire est gage de fiabilité et de durabilité à long terme. En plus de tous les autres ODD mentionnés dans ce chapitre, l'engagement d'Imerys en faveur d'une conduite responsable des affaires contribue à l'ODD 16 (Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous).

5.7.1.1 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

En s'engageant à mettre en œuvre un gouvernement d'entreprise solide, Imerys cherche à améliorer continuellement le fonctionnement et le management du Groupe, dans une volonté de transparence, en respectant dûment les attentes des investisseurs et des autres parties prenantes. Imerys suit les recommandations du Code de Gouvernement d'Entreprise AFEP-MEDEF ⁽¹⁾ applicable aux entreprises françaises cotées, mis à jour en 2018.

L'exercice de cartographie des risques a été mis à jour en 2018. Plus de détails sur cet exercice et ses résultats sont présentés au [chapitre 4 du Document de Référence](#).

En 2018, le Groupe a revu le cadre global de gestion de crise, qui comprenait un audit complet du système de gestion de crise du Groupe par des experts indépendants, la définition d'un plan d'action ainsi que la formation des nouveaux membres ayant des responsabilités dans le cadre de la gestion de crise. Le cas échéant, les mesures d'amélioration et la formation supplémentaire continueront d'être mises en œuvre.

En 2018, pour renforcer davantage le dialogue avec les experts externes et les parties prenantes, Imerys a défini le cadre d'un nouveau Panel consultatif des parties prenantes de la RSE. Ce panel, qui est composé d'experts externes indépendants issus de différents domaines et qui se réunira pour la première fois en 2019, va évaluer le programme RSE du Groupe et de réfléchir à son développement et à son déploiement par un dialogue constructif et transparent. Dans le même esprit, le Groupe a créé un Comité consultatif scientifique, décrit au [paragraphe 5.7.2.1 du présent chapitre](#).

✓ Pour plus d'informations sur la Gouvernance d'entreprise d'Imerys, [voir chapitre 3 du Document de Référence](#).

✓ Pour plus d'informations sur les Facteurs de risque et le contrôle interne, [voir le chapitre 4 du Document de Référence](#).

5.7.1.2 CONDUITE DES AFFAIRES ET GESTION RESPONSABLE DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

Imerys s'engage à respecter les dispositions de la Charte internationale des droits de l'Homme et des conventions fondamentales de l'OIT. Le Groupe s'engage à respecter les droits de l'Homme et éviter toute complicité à des violations de ces droits, tel que mentionné dans les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme, et donner accès à des voies de recours.

Le Code de Conduite Professionnelle et d'Éthique d'Imerys, résume les principes de conduite que tous ses employés, sous-traitants, fournisseurs et autres partenaires sont tenus de respecter. Les principes généraux énoncés dans le Code sont étayés par une série de politiques et de protocoles, s'appliquant à la fois à la conduite de l'entreprise et au comportement individuel

de chaque employé. Les sujets couverts par le Code intègrent : la conformité avec les lois et les réglementations, la protection de l'environnement et les droits de l'Homme, les relations avec les communautés locales et les syndicats, la sécurité et la santé au travail, la diversité et l'inclusion, la confidentialité, la prévention des fraudes ou de la corruption, la prévention des délits d'initié et des conflits d'intérêts, la protection des actifs du Groupe, une concurrence loyale, la transparence et l'intégrité.

Le Code est un "document vivant" : il est régulièrement examiné et actualisé pour tenir compte des changements internes et externes et des évolutions de la réglementation internationale applicable. Dans ce contexte, le Groupe a lancé en 2018 un nouveau Code à l'issue d'un vaste processus de consultation auprès de différentes fonctions du Groupe et de représentants des employés. Ce Code, traduit en 23 langues et présenté par la Direction Générale du Groupe, s'applique à tous les employés Imerys, aux joint-ventures contrôlées par Imerys, aux fournisseurs d'Imerys, aux agents et aux autres partenaires d'affaires à long-terme comparables.

Imerys considère qu'un haut niveau d'exigence en matière de développement durable est essentiel dans toutes ses opérations. Le Groupe attend de ses partenaires commerciaux et de ses fournisseurs qu'ils adhèrent aux mêmes principes que ceux détaillés dans son Code. Ainsi, en 2018, Imerys a mis à jour et lancé de nouveaux standards ESG pour ses fournisseurs ("les Standards"). Ces Standards, basés sur le Code du Groupe et sur la charte RSE et alignés sur le programme SustainAgility, ont été traduits dans 23 langues. Ces nouveaux Standards, qui doivent être officiellement acceptés et respectés, s'appliquent à tous les fournisseurs et sont considérés comme une condition pour travailler avec le Groupe, dans la mesure où ils constituent une part importante de sa politique d'achat.

En 2017, le Groupe a renforcé son programme de conformité antitrust en revoyant sa politique et en initiant des sessions de formation sur le respect de la réglementation antitrust et le programme du Groupe. Le déploiement du programme de formation s'est poursuivi tout au long de l'année 2018, avec six sessions animées par la fonction juridique du Groupe.

En conformité avec le nouveau règlement général de l'Union européenne sur la protection des données (RGPD) ⁽²⁾, entré en vigueur en mai 2018, le Groupe a lancé un programme de conformité dans ce domaine, afin de passer en revue et cartographier les flux de données d'Imerys, en s'assurant que tous les contrôles, notifications et autorisations nécessaires sont en place, à des fins de conformité mais aussi d'efficacité de l'activité.

La politique fiscale du Groupe est parfaitement conforme aux meilleures normes internationales en matière de lutte contre l'évasion et la fraude fiscales. Imerys opère dans des pays choisis pour des raisons purement industrielles ou commerciales et ne conclut pas d'arrangement artificiel à des fins de planification fiscale. Le Groupe s'est engagé à respecter pleinement ses obligations fiscales, en payant le montant approprié d'impôts, dans le pays concerné et au moment adéquat.

(1) <https://www.afep.com/wp-content/uploads/2018/06/Afep-Medef-Code-revision-June-2018-ENG.pdf>

(2) Règlement général sur la protection des données 2016/679 relatif à la protection des données et de la vie privée de tous les individus au sein de l'Union européenne et de l'Espace économique européen ainsi qu'à l'exportation de données à caractère personnel en dehors de l'UE et de l'EEE

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-3 du Code de commerce, Imerys reporte les paiements supérieurs ou égaux à 100 000 euros, effectués au profit d'autorités gouvernementales, par les entités du Groupe ayant des activités d'exploration, de prospection, de découverte, de développement ou d'extraction de minéraux. Ce rapport fera l'objet d'un dépôt au Registre du commerce et sera consultable sur le site internet de la Société, dans les délais et conditions prévus par la loi.

✓ Pour en savoir plus sur le Code de Conduite Professionnelle et d'Éthique du Groupe et les standards Imerys ESG destinés aux fournisseurs, [voir imerys.com](http://voir.imerys.com).

■ PROCESSUS DE CARTOGRAPHIE DES RISQUES ESG

Depuis 2017, un groupe de travail complet et transversal sur la conformité, supervisé par un Comité de pilotage exécutif, dirige le projet visant à renforcer le programme de conformité du Groupe conformément à la loi Sapin II ⁽¹⁾ et à la loi relative au devoir de vigilance ⁽²⁾. Le but de ce programme est la lutte contre la corruption dans tous les pays où il est implanté et à mettre en place des mesures préventives pour protéger les droits de l'Homme, la santé et sécurité et l'environnement, au niveau de l'ensemble du Groupe comme de ses chaînes d'approvisionnement. Au sein du groupe de travail sur la conformité, le Groupe a lancé une cartographie détaillée des risques liés à la corruption, aux droits de l'Homme, à la santé et sécurité et l'environnement sur ses sites ainsi qu'au sein de sa chaîne d'approvisionnement en commençant par deux régions pilotes.

Le processus de cartographie des risques a commencé par l'identification des principales catégories de risques ESG, divisées entre les catégories de fournisseurs internes et externes. Une série d'entretiens dédiés avec des représentants clés des métiers d'activité et des fonctions supports ont été menées afin de concevoir la version initiale des cadres des risques pour Sapin II et le devoir de vigilance. Ces entretiens ont été complétés par d'autres consultations avec des agences externes et des organisations non gouvernementales afin de recueillir des commentaires sur le cadre et le processus. Les résultats consolidés du cadre des risques ont été présentés au Comité de pilotage exécutif et validés, sur la base d'une première longue liste de scénarios de risque (21 scénarios de corruption et 13 scénarios de devoir de diligence, respectivement).

Les premières évaluations des risques du Groupe ont été réalisées fin 2017, pour deux régions pilotes. En plus des résultats d'évaluation, cette opération a confirmé la validité du cadre des risques. La deuxième phase des évaluations géographiques a été réalisée en 2018 au moyen de questionnaires et d'entretiens avec des responsables d'activités de chacune des autres zones géographiques où le Groupe est présent.

Une évaluation complémentaire des risques du Groupe a ensuite été réalisée quant aux catégories d'achats des fournisseurs externes pour des zones géographiques clés, afin de définir la criticité des impacts pour chaque sous-rubrique des trois catégories (droits de l'Homme, santé et sécurité et environnement). Le risque inhérent à chaque scénario a ensuite été classé en tenant compte de l'"indice composite des pays" (basé sur l'indice de perception de la corruption ⁽³⁾, l'indice de liberté humaine ⁽⁴⁾ et l'indice de performance environnementale ⁽⁵⁾) et du poids économique pour évaluer l'impact et l'exposition au risque.

■ ÉVALUATION DES RISQUES ESG

L'évaluation des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance liés à l'activité du Groupe, comprenant les processus d'identification, d'analyse et de classement de ces risques, est présentée au [paragraphe 4.2 du chapitre 4 du Document de Référence](#).

En se basant sur le processus de cartographie des risques et du classement final décrit plus haut, les fournisseurs des pays les plus à risque ont été évalués de façon plus approfondie. Avec l'aide d'environ 60 membres des achats, de la chaîne d'approvisionnement et du management du site, plus de 600 fournisseurs existants de 17 pays ont été passés en revue. À fin décembre 2018, près de 500 de ces fournisseurs existants ont été évalués au regard de critères d'alerte liés aux scénarios de risques en matière de droits de l'Homme, de santé et sécurité et d'environnement et catégorisés dans un classement de risques bas, moyen ou élevé par des équipes locales ou du siège en charge de la RSE et des achats.

Le classement final de risque (faible, moyen ou élevé) du fournisseur détermine les mesures de contrôle à mettre en place pour éliminer ou atténuer le risque.

■ MESURES DE CONTRÔLE

Le cadre de gestion du Groupe s'articule autour d'une série de politiques, de protocoles et de procédures fondés sur les ambitions et les engagements exprimés dans le Code et dans la Charte RSE. Ce cadre, qui couvre notamment les droits de l'Homme, la santé, la sécurité et l'environnement, définit des exigences claires pour toutes les activités du Groupe. La mise en œuvre des politiques, protocoles et procédures du Groupe relève de la responsabilité de tous les métiers et fonctions. Sur la base du Code, les exigences du Groupe pour tous les fournisseurs sont clairement définies dans les Standards environnementaux, sociaux et de gouvernance d'Imerys destinés aux fournisseurs. Dans l'ensemble du Groupe, les politiques d'achat des divisions définissent le processus par lequel les éléments de ces Standards sont mis en œuvre dans leurs métiers respectifs. En 2019, la politique d'achat du Groupe sera revue afin d'intégrer des considérations supplémentaires liées aux Standards mis à jour ainsi qu'au processus d'évaluation des risques entrepris en 2018. À partir

(1) Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique.

(2) Loi n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre.

(3) L'Indice de perception de la corruption est publié chaque année par Transparency International et classe 180 pays et territoires en fonction de leur niveau perçu de corruption dans le secteur public selon les experts et les hommes d'affaires, sur une échelle de 0 à 100, où 0 est très corrompu et 100 très peu corrompu.

(4) L'indice de liberté humaine est publié par l'Institut Fraser en collaboration avec l'Economic Freedom Network, un groupe d'instituts de recherche et d'enseignement indépendants dans 90 pays et territoires du monde entier. Il présente la liberté humaine fondée sur une large mesure qui englobe la liberté personnelle, civile et économique.

(5) L'indice de performance environnementale est produit conjointement par l'Université Yale et l'Université Columbia en collaboration avec le Forum économique mondial et classe 180 pays selon 24 indicateurs de performance répartis dans dix catégories couvrant la santé environnementale et la vitalité des écosystèmes.

de 2019, tous les fournisseurs seront tenus de signer les Standards en s'engageant à respecter les exigences qui y sont stipulées. Dans certains cas, en plus de l'autodéclaration du fournisseur, des clauses ESG spécifiques liées au Code sont intégrées aux contrats. Par ailleurs, les conditions générales de dépenses en projets d'investissements du Groupe comprennent la conformité au Code et aux Standards d'Imerys.

La sensibilisation et la formation aux exigences du Code du Groupe sont assurées afin d'aider les managers et les employés à mieux le comprendre et le respecter. Pour soutenir le déploiement du nouveau Code, un module de formation en ligne spécifique a été mis au point. Ce module, obligatoire pour tous les collaborateurs du Groupe, a été traduit en 23 langues et sera diffusé tout au long de l'année 2019 sur IM-Pulse, ainsi que via d'autres canaux de diffusion incluant des formations présentielle et des présentations d'experts internes.

En plus de la formation en ligne dédiée susmentionnée, Imerys a également organisé une série de sessions de formation et de sensibilisation à l'intention des professionnels des achats et de la chaîne d'approvisionnement sur les Principes directeurs des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'Homme et sur leur application au sein d'Imerys. Au total, 10 sessions ont eu lieu en 2018. Dans le contexte de la transformation des achats du Groupe, elles ont été l'occasion de sensibiliser davantage les professionnels des achats dans le monde entier aux risques et obligations spécifiques à la gestion de la chaîne d'approvisionnement globale du Groupe.

La vérification de la conformité avec le Code et les autres politiques et protocoles est menée via différents processus d'évaluation interne, tant au niveau local qu'au niveau du Groupe. Ces processus sont menés par différentes fonctions au sein de l'organisation du Groupe incluant sans s'y limiter : le Légal, la RSE, l'Hygiène et Sécurité, la Géologie et Mines, le Contrôle interne, comme décrit au [paragraphe 4.2 du chapitre 4 du Document de Référence](#).

L'évaluation de la performance ESG des fournisseurs commence dès l'étape de la qualification et de l'intégration. Les critères de sélection pour la qualification des fournisseurs incluent les éléments ESG. Le Groupe se concentre en particulier sur les évaluations et les audits des fournisseurs classés à haut risque selon les processus de cartographie et d'évaluation des risques du Groupe décrits ci-dessus. Dans de tels cas, avant l'attribution du contrat, le Groupe procède à une diligence raisonnable supplémentaire ou des évaluations spécialisées de tiers. En 2019, le Groupe s'attachera à rationaliser les meilleures pratiques en matière d'intégration des fournisseurs dans l'ensemble du Groupe.

Le Groupe a lancé divers projets pilotes axés sur certaines catégories de fournisseurs dans des pays clés afin de les aider à renforcer leur capacité et à s'assurer l'amélioration continue de leurs propres performances ESG, conformément aux exigences d'Imerys. Un site de la Division Kaolin au Brésil a été récompensé dans le cadre du Challenge DD 2018 pour le travail réalisé avec les fournisseurs de ses projets sociaux locaux, afin de veiller à ce qu'ils respectent le Code du Groupe. En partenariat avec un service de la Fédération brésilienne de l'Industrie, qui aide les entreprises locales à développer leurs compétences, Imerys a commencé à travailler avec huit petites entreprises pour les aider à améliorer des compétences et processus spécifiques. Ce projet de renforcement des capacités aidera les fournisseurs locaux à étendre leurs services par une meilleure compréhension et alignement avec les normes internationales sur la gestion organisationnelle, les obligations de travail et fiscales, l'éthique et la gestion financière.

■ MÉCANISME D'ALERTE

Un nouveau système d'alerte a été conçu, opéré par un tiers qualifié et indépendant et ouvert à tous les employés et parties prenantes externes, a été conçu et déployé en 2018 pour permettre le signalement de toute suspicion de violation du Code du Groupe. Les signalements peuvent être effectués soit par téléphone, soit via une plateforme web ⁽¹⁾. Ce service (par téléphone ou Internet) est disponible dans toutes les principales langues d'Imerys, 24h sur 24 et 7 jours sur 7. Cette plateforme préserve la confidentialité tout au long du processus. Sur la base des faits présentés dans tous les rapports préliminaires, le Groupe désigne une équipe d'enquêteurs professionnels internes formés dans les domaines concernés. L'équipe chargée de mener l'enquête recueille et examine les documents, organise des entretiens, inspecte les lieux et accomplit toute autre tâche nécessaire pour en arriver à une conclusion au sujet des allégations contenues dans le rapport. Imerys encourage ses employés et ses parties prenantes à partager toute information susceptible de représenter une menace pour la conduite éthique de ses activités. En conséquence, Imerys et ses employés ne doivent prendre aucune mesure de représailles à l'encontre d'une personne qui aurait fait un signalement de bonne foi ou participé à une enquête dans le cadre de la politique du système d'alerte.

Imerys a créé un nouveau Comité d'Éthique, présidé par la Directrice Juridique du Groupe et dirigé par le Responsable Juridique antitrust et conformité. La principale mission de ce Comité consiste à valider le programme éthique du Groupe, y compris les objectifs et priorités annuels spécifiques. Le Comité d'Éthique reçoit des statistiques sur les systèmes d'alertes et établit une évaluation périodique des cas signalés dans un Rapport de conformité présenté au Comité d'Audit.

■ SUIVI ET ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DES MESURES DE CONTRÔLE

Suite au lancement du système d'alerte du Groupe, un rapport a été soumis en octobre 2018. Ce cas a été évalué selon la politique du Groupe.

En 2018, cinq cas de fraudes internes ont été signalés et ont fait ou continuent à faire l'objet d'une enquête, dont trois cas ont été confirmés. Des mesures correctives ont été mises en place et suivies par la Direction de l'Audit et du Contrôle Internes.

Chaque année, la fonction Contrôle Interne Groupe mène des campagnes d'autoévaluation du contrôle interne (ICSA). Ces campagnes sont menées pour identifier d'éventuels contrôles clés manquants et définir des plans d'action, le cas échéant. La campagne 2018 portait principalement sur le respect du Code, fournissant ainsi au Groupe une évaluation complète de l'efficacité des mesures de contrôle existantes dans l'ensemble du Groupe en matière d'éthique, de lutte contre la corruption, d'antitrust, d'autorisations et de permis fonciers, de transactions commerciales avec des pays sensibles, de droits de l'Homme et pratiques professionnelles, de relations avec les communautés et d'environnement. Sur la base de cet examen, le Groupe a identifié des actions d'amélioration, incluant sans s'y limiter : le déploiement de la nouvelle formation en ligne sur le Code ainsi que la diffusion efficace des Standards ESG Imerys actualisés des fournisseurs.

(1) <https://wrs.expolink.co.uk/Imerys>

5.7.1.3 ENGAGEMENT AUPRÈS DES COMMUNAUTÉS LOCALES

Du fait de leur implantation dans le monde entier, les sites et les collaborateurs d'Imerys font partie intégrante des communautés locales et sont perçus comme des représentants l'entreprise dans son ensemble. À cet égard, le Groupe encourage activement les contributions des sites et des employés au développement socio-économique local de leurs communautés respectives, non seulement par l'identification et la compréhension des besoins et des attentes des parties prenantes, mais aussi par le partage des talents et des compétences et le soutien d'initiatives susceptibles de créer de la valeur partagée. En travaillant de manière constructive et collaborative avec les partenaires locaux, les communautés, les associations et les autres parties prenantes, le Groupe contribue à de nombreux ODD.

Imerys dispose d'un protocole "Relations avec les communautés", disponible en sept langues, destiné à cartographier les parties prenantes et les relations avec les communautés locales. Les sites Imerys peuvent s'aider d'une "boîte à outils" pour appliquer ce protocole, créer et mettre en œuvre leurs propres programmes locaux. Cette boîte à outils décrit la démarche permettant d'identifier les parties prenantes et les enjeux, et présente le contenu d'un plan d'engagement envers les parties prenantes. Un examen de ce cadre a été lancé en 2018 et une matrice de maturité des relations avec les parties prenantes et de l'engagement local a été élaborée en lien avec ce protocole révisé.

En 2017, le Groupe a lancé une enquête pilote sur l'engagement auprès des parties prenantes locales afin d'intégrer leur opinion dans l'analyse de matérialité du Groupe. Cette enquête a apporté un éclairage précieux sur la perception locale des impacts du Groupe et sur sa capacité à créer de la valeur économique, sociétale, culturelle et environnementale à travers ses activités. En 2018, des régions géographiques supplémentaires ont été ajoutées à l'enquête en vue d'enrichir davantage le dialogue formel entre les sites Imerys et les parties prenantes locales sur des thèmes globaux tels que ceux présentés *dans le paragraphe 5.2 du présent chapitre*.

Depuis sa création, le Challenge DD Imerys contribue au développement et au partage des meilleures pratiques en matière de relations avec les parties prenantes et engagement envers la communauté locale. Lors de l'édition 2018 du Challenge DD, plus de 40 % des 143 initiatives en lice étaient liées à des projets de relations avec les communautés lancés par des sites et des divisions Imerys dans 23 pays du monde.

Les initiatives d'engagement avec les communautés prennent des formes diverses au sein du Groupe selon le contexte local. Par exemple, à Hat Som Paen, un village touristique du district de Mueang Ranong, en Thaïlande, la Division Céramiques d'Imerys a soutenu des petites opportunités commerciales au sein des communautés locales via la mise en place de formations techniques sur la teinture naturelle à l'indigo, la conception de produits et la maintenance des équipements. À Kadthal, en Inde, la division Céramiques d'Imerys a œuvré à la sensibilisation et à la distribution d'antivenin contre les morsures de serpents dans

huit communautés rurales, écoles et hôpitaux en manque de ressources et situés dans des zones reculées. En 2018, 54 vies ont été épargnées grâce aux initiatives qu'Imerys cherche désormais à étendre à des villages environnants.

✓ Pour plus d'informations sur les projets récents du Challenge DD Imerys, voir "Imerys Replay" sur YouTube : www.youtube.com/user/ImerysReplay.

Parallèlement aux programmes et aux initiatives ci-dessus, Imerys s'est engagé à soutenir l'éducation dans les communautés avoisinantes, à promouvoir l'égalité des chances et à orienter ses actions vers les jeunes adultes, les femmes et les enfants, ainsi que vers les personnes en situation de fragilité sociale dans les secteurs proches des sites du Groupe.

Étant donné que les enfants passent la majorité de leur temps à l'école, les infrastructures scolaires deviennent un facteur clé de réussite. C'est pourquoi, au cours de l'exercice 2018, plusieurs projets locaux se focalisaient sur l'amélioration des infrastructures scolaires à Zacoalco (Mexique), Ipoh (Malaisie), Bronkhorstspuit et Limpopo (Afrique du Sud), dans le district de Yên Binh (Vietnam), à Pingtung (Taïwan) et Sarapaka (Inde).

Pour soutenir les programmes d'enseignement secondaire et faire en sorte que les élèves disposent des informations et des opportunités suffisantes pour prendre des décisions quant à leur avenir scolaire, Imerys a mis en place des programmes de parrainage en Ontario (Canada) et à Milos (Grèce), des rencontres d'orientation professionnelle à Ranong (Thaïlande), ainsi que des contrats d'apprentissage et des expériences professionnelles à Barcarena (Brésil), à Bekasi (Indonésie), à Three Springs (Australie) et dans les Cornouailles (Royaume-Uni).

Enfin, en 2018, l'engagement d'Imerys à faire en sorte qu'un plus grand nombre d'enfants en situation de handicap puissent aller à l'école s'est concrétisé par une contribution à différents établissements éducatifs situés à Ilion (Grèce), à Lac-des-îles (Canada) et à Silvasa (Inde).

Outre les efforts directs réalisés localement via les sites du Groupe, Imerys continue de parrainer et de soutenir différents partenaires éducatifs agissant en France et dans le monde. À l'échelle du Groupe, ce partenariat est organisé par deux associations différentes : United Way L'Alliance ⁽¹⁾ et Institut Télémaque ⁽²⁾.

Imerys est membre du Comité de coordination d'UWA aux côtés de plusieurs grandes entreprises françaises. En septembre 2017, United Way L'Alliance a lancé un nouveau programme baptisé "Défi Jeunesse". Conçu à partir du cadre défini par le ministère français de l'Éducation nationale, ce programme aspire à soutenir les élèves du secondaire via des formations individualisées, des stages, des séances d'orientation et la découverte du milieu professionnel.

L'Institut Télémaque est une association loi de 1901 dont la mission consiste à accompagner des jeunes élèves motivés issus de milieux modestes jusqu'à la fin du secondaire. Avec Télémaque en 2018, huit employés Imerys ont décidé de devenir tuteurs et de consacrer un peu de leur temps pour encourager les élèves et leur montrer de nouvelles perspectives culturelles et professionnelles.

(1) United Way L'Alliance (UWA), association à but non lucratif, a pour vocation de co-construire des programmes où les acteurs privés, publics et solidaires s'engagent pour répondre collectivement aux enjeux prioritaires des territoires français en matière d'éducation, de santé, et de stabilité économique. Site web : <https://www.unitedway.fr/en>

(2) L'Institut Télémaque est une association loi de 1901 dont la mission consiste à accompagner des jeunes élèves motivés issus de milieux modestes jusqu'à la fin du secondaire. Site web : <http://www.institut-telemaque.org/>

5.7.2 GESTION DES PRODUITS

L'engagement Imerys	Objectifs 2018	Principes du Global Compact	ODD des Nations Unies
Innover à travers notre Gestion des produits, via l'évaluation des impacts environnementaux, sociaux et économiques de nos produits, de nos processus et de nos services en vue d'apporter des solutions à la société	<ul style="list-style-type: none"> Impacts environnementaux, sociaux et économiques des produits <ul style="list-style-type: none"> ✓ Développer un cadre et une méthodologie pour le Groupe afin d'évaluer les impacts environnementaux, sociaux et économiques des produits ✓ Développer une nouvelle politique Groupe concernant la gestion responsable des produits ainsi que les protocoles correspondants 	Principe 7 Principe 8 Principe 9	ODD 12 ODD 13
	Objectifs 2019 <ul style="list-style-type: none"> Impacts environnementaux, sociaux et économiques des produits <ul style="list-style-type: none"> Évaluer les solutions de produits proposées par Imerys selon un critère de durabilité additionnel pour soutenir l'innovation durable et le développement commercial 		

Imerys s'engage à fournir des produits de grande qualité à ses clients et, indirectement, aux utilisateurs finaux, via une gestion saine et responsable des produits. Grâce à l'identification et à la compréhension des implications et des opportunités liées aux tendances globales du marché présentées au [paragraphe 1.2.2.2 du chapitre 1 du Document de Référence](#), le Groupe se donne les moyens d'optimiser les impacts positifs de ses activités et de satisfaire les besoins actuels et futurs de ses clients et du marché. L'engagement du Groupe en matière de gestion durable des produits et le développement technologique représentent autant de moyens de contribuer à l'ODD 12 (Établir des modes de consommation et de production durables) et à l'ODD 13 (Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions).

5.7.2.1 IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX, SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES DES PRODUITS

L'objectif principal d'Imerys est d'identifier et de limiter les impacts sur la santé, la sécurité, l'environnement et la société de tous les produits du Groupe tout au long de leur cycle de vie, tout en maximisant leurs avantages économiques et leurs impacts positifs pour les clients et les consommateurs finaux. Imerys s'engage sur la qualité et la sécurité de ses produits, qui sont assurées par des programmes dédiés de gestion responsable des produits.

Le Groupe utilise des méthodes analytiques, des équipements et des tests de pointe pour s'assurer que les évaluations de produits et les décisions associées se fondent avant tout sur des données scientifiques solides. Le Groupe évalue en permanence les protocoles d'essai et investit dans l'innovation en matière de santé, de sécurité et de développement durable à travers ses gammes de produits, ses sites et ses processus de production. Ces mesures permettent au Groupe de proposer des produits de grande qualité, de répondre aux attentes des clients et d'opérer dans un environnement réglementaire rigoureux et dynamique.

Pour certains minéraux, le Groupe applique le programme Mine to Market Mineral Management (M4), tant pour les gisements détenus en propre que pour les gisements externes. Les gisements détenus en propre sont ceux que le Groupe gère lui-même. Ils font l'objet d'un examen minutieux des propriétés géologiques et

d'une planification minière détaillée. Le Groupe peut également s'approvisionner auprès d'un nombre restreint de gisements externes de grande qualité. Au cours de cet examen, un test préliminaire approfondi est effectué afin de s'assurer que le site répond aux normes de qualité et de sécurité du Groupe. Un test plus précis est donc effectué avant que tout matériau provenant de ces sites soit accepté, les matériaux ne répondant pas aux normes de qualité à tous les niveaux sont refusés. Dans tous les cas, des tests sont régulièrement effectués sur les produits finis. Fin 2018, environ 70 % des activités d'Imerys étaient certifiées ISO 9001. De plus, un suivi exhaustif de la santé des employés est effectué par le biais de programmes en cours axés sur la santé industrielle et la surveillance médicale.

En 2018, le Groupe a développé une nouvelle politique de gestion responsable des produits et des protocoles associés qui définissent les objectifs, les rôles et responsabilités, les principes généraux et exigences spécifiques ainsi que le processus d'amélioration continue à suivre.

Pour les produits fabriqués (ou importés) en Europe, le Groupe se conforme à la Directive européenne sur la réglementation, l'évaluation et l'autorisation des produits chimiques (REACH). Les substances commercialisées par Imerys font fréquemment l'objet d'études de risques, afin de déterminer leurs propriétés (par exemple, en application du Règlement SGH/CLP ⁽¹⁾ en Europe). Imerys suit ces études de près et étiquette ses produits de manière à ce qu'ils reflètent correctement les résultats de ces études.

En 2018, le Groupe développera une nouvelle politique de gestion responsable des produits et des protocoles de soutien.

Au-delà de la conformité, Imerys s'engage à développer des matériaux et une expertise pour fournir des offres pertinentes et innovantes et adaptées au marché, afin de soutenir la croissance du Groupe, tout en apportant des solutions à la société. La capacité à quantifier les impacts environnementaux et sociaux et à piloter le portefeuille de produits du Groupe pour assurer la durabilité à long terme des produits est un thème clé du programme SustainAgility du Groupe. Pour ce faire, le Groupe a lancé en 2017 un groupe de travail interdisciplinaire composé d'experts en environnement, innovation, stratégie, marketing et gestion des produits afin de définir une méthodologie cohérente, de haute qualité, scientifiquement

(1) GHS/CLP : Globally Harmonized System/Classification, Labelling and Packaging of chemicals.

robuste et transparente pour évaluer les impacts environnementaux, sociaux et économiques des produits Imerys, y compris la définition des indicateurs clés et des objectifs pertinents. En 2018, Imerys a évalué les différentes méthodologies disponibles et préparé le lancement d'un outil d'évaluation en ligne avec le cadre du *World Business Council for Sustainable Development (WBCSD)* ⁽¹⁾ pour les *Portfolio Sustainability Assessments (PSA)* ⁽²⁾, afin de mesurer objectivement la durabilité des produits Imerys et identifier leurs impacts environnementaux et sociaux.

Parallèlement à la définition d'un cadre plus large d'évaluation du portefeuille de produits du Groupe, Imerys a poursuivi le calcul des impacts environnementaux des produits "du berceau à la porte", selon une méthodologie d'Analyse du Cycle de Vie (ACV) et continuera à développer ses compétences et ses outils tout au long de 2019. En 2018, des analyses de cycle de vie conformes

aux exigences des normes ISO 14040 et ISO 14044 ont été réalisées pour 14 produits.

✓ Pour en savoir plus sur les certifications ISO 9001 du Groupe, voir le chapitre 1 du Document de Référence 2018.

5.7.2.2 TECHNOLOGIES DURABLES

Complément majeur de l'analyse des produits, le développement de technologies durables est essentiel pour garantir la pérennité du Groupe.

Pour soutenir ses efforts internes, Imerys a institué un Comité scientifique consultatif. Le rôle de cet organe est d'examiner les avancées techniques dans des domaines spécifiques en lien avec Imerys et de réfléchir aux besoins et aux tendances technologiques à venir sur lesquels Imerys peut avoir un impact positif.

5.8 MÉTHODOLOGIES DE REPORTING

5.8.1 MÉTHODES ET PROTOCOLES

La politique de reporting d'Imerys se conforme à la Déclaration de Performance Extra-Financière (DEPF) ⁽³⁾ et aux autres obligations applicables en France. Le programme RSE du Groupe et son approche du reporting s'appuient sur plusieurs cadres de référence : les directives de la *Global Reporting Initiative (GRI)* (options de base), le **Global Compact**, les principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme, les principes directeurs de l'OCDE, la norme ISO 26000 et les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Le reporting RSE du Groupe couvre toutes les activités sur lesquelles il exerce un contrôle opérationnel. Le Groupe a élaboré des protocoles et directives pour réglementer, dans tous ses sites, la collecte des informations sur les ressources humaines, la santé et la sécurité, l'environnement et l'énergie.

Le Groupe a également structuré les procédures de consolidation et de contrôle qualité des données, afin d'assurer la fiabilité et le caractère vérifiable du reporting, incluant plusieurs séries de pointages internes. Aux termes des obligations réglementaires issues de la loi "DPEF", le Groupe fait appel à une tierce partie pour vérifier son reporting RSE et son état de conformité. Le cabinet Deloitte a assuré ces services pour le reporting 2018 et a publié ses conclusions dans un rapport présenté dans le [paragraphe 5.9.1 du présent chapitre](#).

Le tableau de correspondance en ce qui concerne les exigences de reporting de la "DPEF" est présenté au [paragraphe 5.9.2 du présent chapitre](#).

✓ Pour des informations détaillées sur les sujets, la fréquence, la portée et les systèmes de collecte du reporting du Groupe, voir les principes de reporting 2018 sur www.imerys.com.

(1) Le WBCSD est une organisation mondiale, dirigée par des chefs d'entreprise, réunissant plus de 200 grandes entreprises œuvrant à accélérer la transition vers un monde durable en encourageant la réussite des entreprises dont les pratiques préservent l'environnement.

(2) https://docs.wbcsd.org/2017/10/Framework4Port_Sustainability.pdf

(3) Décret n° 2017-1265 du 9 août 2017 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2017-1180 du 19 juillet 2017 relative à la publication d'informations non financières par certaines grandes entreprises et certains groupes d'entreprises.

5.8.2 RÉCAPITULATIF DES INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE

Les indicateurs clés de performance (KPI) de la démarche RSE d'Imerys ont été définis et progressivement ajustés pour prendre en compte les standards internationaux et les réglementations mentionnés plus haut. Le tableau ci-dessous regroupe les données des trois dernières années (2016-2018). Sauf mention contraire, le périmètre de chaque catégorie est celui du Groupe.

Catégorie	KPIs	Unité	2018	2017	2016	GRI
Valoriser nos équipes						
Santé et sécurité						
Décès	Décès – Salariés Imerys	#	1	0	1	403-2
	Décès – Autres employés ⁽¹⁾	#	0	1	0	403-2
Accidents invalidants ⁽²⁾	Accidents invalidants – Salariés Imerys	#	4	3	2	403-2
	Accidents invalidants – Autres employés	#	0	0	0	403-2
Taux de fréquence des accidents avec arrêt de travail ⁽³⁾	Salariés Imerys	/	1,45	1,52	1,35	403-2
	Autres employés	/	1,16	1,17	1,40	403-2
	Taux combiné (salariés Imerys et autres employés)	/	1,36	1,42	1,36	403-2
Total des incidents à enregistrer ⁽⁴⁾	Salariés Imerys	/	51	49	40	403-2
	Autres employés	/	17	16	18	403-2
	Taux combiné (salariés Imerys et autres employés)	/	68	65	58	403-2
Taux de gravité ⁽⁵⁾	Salariés Imerys	/	0,07	0,09	0,09	403-2
	Autres employés	/	0,05	0,05	0,06	403-2
	Taux combiné (salariés Imerys et autres employés)	/	0,07	0,08	0,08	403-2
Maladies professionnelles	Maladies professionnelles avec arrêt de travail	#	1	2	2	403-2
	Maladies professionnelles sans arrêt de travail	#	0	6	7	403-2
Capital humain						
Droits de l'Homme et droit du travail	Effectif total en fin d'année	#	17 769	18 359	15 697	
	Employés à temps complet	#	17 324			102-8
	Femmes employées	#	2 898			102-8
	Hommes employés	#	14 426			102-8
	Employés à temps partiel	#	445			102-8
	Femmes employées	#	220			102-8
	Hommes employés	#	225			102-8
	Effectifs permanents (CDI)	#	16 220	17 381	15 003	102-8
	Femmes employées	#	2 805			102-8
	Hommes employés	#	13 415			102-8
	Contrats à durée déterminée	#	1 549	978	694	102-8
	Femmes employées	#	313			102-8
	Hommes employés	#	1 236			102-8
	Employés externes (équivalent temps complet)	#	4 204			102-8
	Employés par zone géographique – Europe	#	8 455	9 421	8 006	102-8
	Effectifs permanents	#	7 815			102-8
	Contrats à durée déterminée	#	640			102-8
	dont France	#	2 242			102-8
	Effectifs permanents	#	2 082			102-8
	Contrats à durée déterminée	#	160			102-8
	Employés par zone géographique – Amériques	#	4 634	4 419	4 234	102-8
	Effectifs permanents	#	4 600			102-8
	Contrats à durée déterminée	#	34			102-8
	Employés par zone géographique – Asie-Pacifique	#	3 882	3 801	2 875	102-8
	Effectifs permanents	#	3 242			102-8
	Contrats à durée déterminée	#	640			102-8
	Employés par zone géographique – Afrique & Moyen-Orient	#	798	718	582	102-8
	Effectifs permanents	#	563	202	185	102-8

Catégorie	KPIs	Unité	2018	2017	2016	GRI
	Contrats à durée déterminée	#	235	27	22	102-8
	Employés par fonction – Opérations/Production/ Fabrication	#	12 335	12 294	10 316	
	Employés par fonction – Logistique/Achats	#	1 044	827	700	
	Employés par fonction – R&D/Géologie	#	488	792	673	
	Employés par fonction – Ventes et Marketing	#	1 450	1 647	1 472	
	Employés par fonction – Support et Administration	#	2 452	2 880	2 537	
	Employés par secteur d'activité – Énergie et Spécialités	#	5 313	4 990	4 798	
	Employés par secteur d'activité – Filtration et Additifs de Performance	#	4 180	4 263	3 665	
	Employés par secteur d'activité – Céramiques	#	3 263	4 285	4 298	
	Employés par secteur d'activité – Minéraux haute résistance	#	4 442	4 400	2 583	
	Holding	#	571	421	353	
	Évolution nette de l'effectif permanent (hors fusions et acquisitions)	#	(438)	0	(416)	
	Recrutements externes	#	1 446	1 717	1 290	401-1
	Licenciements (économiques et non économiques)	#	(557)	(523)	(707)	401-1
	Retraites		(303)	(258)	(211)	
	Départs volontaires et autres motifs	#	1 024	(936)	(788)	401-1
	Taux de rotation du personnel	(%)	6,1	5,8	5,1	401-1
	Évolution nette de l'effectif temporaire (hors fusions et acquisitions)	#	569	186	(9)	401-1
	Acquisitions – Cessions	#	(721)	2 476	(8)	
	Pourcentage d'employés relevant d'un accord de négociation collective	(%)	68 ⁽⁶⁾	68	69	
	Taux d'absentéisme total	(%)	2,84	2,78	2,81	403-2
	Taux d'absentéisme par zone géographique					
	Europe	(%)	4,37	4,46	4,34	403-2
	Amériques	(%)	1,44	0,98	1,26	403-2
	Asie-Pacifique	(%)	1,23	2,00	2,31	403-2
	Afrique et Moyen-Orient	(%)	1,64	1,22	0,42	403-2
	Nombre de violations des droits de l'Homme signalées	#	0	0	0	412-1
Gestion des talents et des compétences	Pourcentage d'employés bénéficiant d'entretiens périodiques d'évaluation et d'évolution de carrière	(%)	27			404-3
	Nombre d'employés ayant bénéficié d'une formation au moins une fois dans l'année	#	13 636	13 166	12 428	
	Heures de formation	(heures)	508 356	341 927	293 191	404-1
	Nombre d'heures par catégorie de formation					
	Environnement, santé et sécurité	(heures)	211 645	185 002	156 083	
	Compétences techniques	(heures)	245 078	126 533	109 787	
	Management	(heures)	51 633	30 393	27 322	
Dialogue social	Heures de travail perdues pour fait de grève	(heures)	7 657	12 828	35 167	
	Résultats de l'enquête sur l'engagement des employés				-	
	Taux de loyauté	(%)	75 ⁽⁷⁾	75		
Diversité et inclusion	Âge et ancienneté					
	Moins de 30 ans	(%)	11	11	11	405-1
	De 30 à 39 ans	(%)	25	25	25	405-1
	De 40 à 49 ans	(%)	29	30	29	405-1
	De 50 à 54 ans	(%)	15	15	16	405-1
	Plus de 55 ans	(%)	20	19	19	405-1

Catégorie	KPIs	Unité	2018	2017	2016	GRI
	Nouvelles embauches par tranche d'âge (CDI)					
	Moins de 30 ans	(%)	35	-	-	401-1
	Plus de 55 ans	(%)	4	-	-	401-1
	Répartition de l'effectif permanent par ancienneté					
	Moins de 10 ans	(%)	50	50	49	405-1
	Plus de 10 ans	(%)	50	50	51	405-1
	dont plus de 20 ans	(%)	23	24	26	405-1
	Genre – management Groupe et Sénior					
	Pourcentage de femmes salariées	(%)	17,5	17,5	17,1	405-1
	Pourcentage de femmes occupant des postes de gestionnaire, d'expert ou de professionnel	(%)	25,6			405-1
	Pourcentage de femmes occupant des postes de Management sénior	(%)	17,2	14,4	16,5	405-1
	Pourcentage de femmes membres du Comité Exécutif	(%)	9,1			405-1
	Pourcentage de femmes au Conseil d'Administration	(%)	41,7	40	37,5	405-1
	Handicap					
	Nombre d'employés en situation de handicap	#	186	242	213	
Préserver notre planète						
Gestion environnementale						
Maîtrise des impacts environnementaux	Sites certifiés ISO 14001 ou EMAS ⁽⁷⁾	#	101	114	105	103
	Sites s'appuyant sur les 8 piliers du SME Imerys	#	129	153	145	103
	Nombre d'incidents environnementaux	#	6	11	7	307
	Nombre de poursuites	#	5	6	12	307
	Montant des amendes	(€)	17 232	148 868	346 402	307
	Quantité totale de déchets industriels produits	(tonnes)	282 569	248 189	213 421	306-1
	Déchets industriels dangereux	(tonnes)	3 995	1 908	1 734	306-2
	Déchets industriels dangereux recyclés	(tonnes)	2 358	1 763	1 641	306-2
	Déchets industriels non dangereux	(tonnes)	160 087	92 712	78 538	306-2
	Déchets industriels non dangereux recyclés	(tonnes)	116 129	151 806	131 508	306-2
	Génération de déchets industriels/Chiffre d'affaires	(kg/€)	0,06	0,05	0,05	
	Taux de récupération des déchets inertes et non dangereux	(%)	42	63	63	
	Émissions atmosphériques produites					
	Dioxyde de soufre (SO ₂)	(tonnes)	4 740	4 621	4 088	305-7
	Oxyde d'azote (NO _x)	(tonnes)	6 929	6 503	5 912	305-7
Optimisation des ressources non énergétiques	Quantité totale de prélèvements en eau	(millions de litres)	47 624	47 187	38 910	303-1
	Eau provenant de fournisseurs d'eau	(%)	11,8	12,6	11,0	303-1
	Eau prélevée dans les eaux souterraines	(%)	54,8	54,5	57,1	303-1
	Eau prélevée dans les eaux de surface	(%)	27,2	28,4	25,3	303-1
	Eau provenant d'autres sources ⁽⁸⁾	(%)	6,3	4,6	6,7	303-1
	Nombre de sites situés dans des zones arides	#	19	19	19	303-2
	Quantité d'eau consommée par les sites situés dans des zones arides	(%)	3,4	3,8	4,6	303
	Quantité totale d'eau recyclée	(millions de litres)	49 290	44 898	43 293	303-3
	Sites utilisant de l'eau recyclée	#	62	62	61	303-3
Biodiversité et réhabilitation des sites	Surfaces affectées par les activités minières du Groupe ⁽¹⁰⁾	(hectares)	2 038	2 078	2 166	304-3
	Surfaces réhabilitées ⁽¹⁰⁾	(hectares)	896	1 173	1 216	304-3
	Nombre de sites à l'intérieur ou à proximité d'une zone riche en biodiversité	#	27	31	31	304-1

Catégorie	KPIs	Unité	2018	2017	2016	GRI
Changement climatique						
Stratégie de lutte contre le changement climatique	Consommation totale d'énergie	TJ	39 025	37 039	32 976	302-1
	<i>Gaz naturel</i>	(%)	41,5	47,5	47,8	302
	<i>Autres combustibles fossiles</i>	(%)	26,5	21,6	18,4	302
	<i>Biomasse</i>	(%)	2,3	2,3	3,1	302
	<i>Électricité (nette), vapeur et eau chaude</i>	(%)	29,7	30,3	30,6	302
	<i>Efficacité énergétique (base 100 en 2014) ⁽¹¹⁾</i>	(%)	0,6	(4,3)	(3,8)	302
	Consommation d'énergie/Chiffre d'affaires	(MJ/€)	8,50	8,05	7,91	302
	Émissions totales de CO ₂	(kt équivalent CO ₂)	3 405	3 110	2 698	305
	Émissions de CO ₂ de Scope 1	(kt équivalent CO ₂)	2 194	1 945	1 641	305-1
	Émissions de CO ₂ de Scope 2	(kt équivalent CO ₂)	1 211	1 165	1 056	305-2
	Émissions par source					
	Émissions de CO ₂ dues à l'énergie	(%)	83,9	87,5	86,7	305-1
	Émissions de CO ₂ dues aux procédés	(%)	16,1	14,3	13,3	305-1
	Émissions de CO ₂ /Chiffre d'affaires	(tonnes équivalent CO ₂ /M€)	741,8	676,3	647,6	
	Estimation des émissions de Scope 3	(kt équivalent CO ₂)	4 090,1	379,7	273,0	305-3
	Nombre d'empreintes carbone de produit calculées		20			305-3
Construire pour l'avenir						
Conduite des affaires						
Gouvernement d'entreprise	Pourcentage de membres indépendants au Conseil d'Administration	(%)	50	46,7	46,7	405-1
Conduite des affaires et gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement responsable	Nombre de formations sur la chaîne d'approvisionnement responsable	#	10	-	-	308-1
	Nombre de fournisseurs évalués	#	484	-	-	414-1
	Nombre d'alertes signalées dans le système d'alerte	#	1	-	-	406-1
Engagement auprès des communautés	Pourcentage de sites disposant d'un plan d'action formel pour évaluer l'impact de leurs opérations sur les communautés locales	(%)	89	88	83	413-1
	Nombre d'initiatives d'engagement lancées auprès des communautés	(%)	62	64	-	
	Nombre de griefs externes signalés	#	0	-	-	-
Gestion des produits						
Impacts environnementaux, sociaux et économiques des produits	Nombre d'évaluations du cycle de vie calculées pour les produits du Groupe		14	-	-	

(1) Salariés d'une entreprise sous contrat avec Imerys, chargés d'une opération particulière sur site ou fournissant un service.

(2) Un "accident invalidant" se réfère à un accident grave ayant des conséquences permanentes pour la victime, par exemple entraînant une amputation ou un handicap.

(3) Taux de fréquence des accidents avec arrêt de travail (AAT) = (nombre d'accidents avec arrêt de travail x 1 000 000) / nombre d'heures travaillées.

(4) Taux total d'incidents enregistrables (TRIR) = (nombre d'accidents avec et sans arrêt de travail x 1 000 000) / nombre d'heures travaillées.

(5) Taux de gravité = (nombre de jours perdus x 1 000) / nombre d'heures travaillées.

(6) L'enquête sur la couverture de la négociation collective est conduite tous les deux ans. Le résultat se réfère à l'enquête de 2015.

(7) Le score de fidélité est la somme des réponses sur la confiance, la responsabilité.

(8) Système de management environnemental et d'audit (norme européenne).

(9) Eau provenant de sources autres que les fournisseurs d'eau, les eaux souterraines ou les eaux de surface (par exemple collecte d'eau de pluie ou eau provenant de clients).

(10) Les deux indicateurs relatifs à l'utilisation des sols s'appliquent uniquement aux exploitations minières à ciel ouvert en Europe occidentale.

(11) La valeur de 2018 correspond à l'efficacité énergétique par rapport à 2017.

5.9 ATTESTATION ET TABLEAUX DE CORRESPONDANCE

5.9.1 ATTESTATION D'EXHAUSTIVITÉ ET RAPPORT D'ASSURANCE MODÉRÉE DE L'UN DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

RAPPORT DE L'UN DES COMMISSAIRES AUX COMPTES, DÉSIGNÉ ORGANISME TIERS INDÉPENDANT, SUR LA DÉCLARATION CONSOLIDÉE DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE FIGURANT DANS LE RAPPORT DE GESTION GROUPE

Exercice clos le 31 décembre 2018

À l'Assemblée Générale des actionnaires,

En notre qualité de Commissaire aux comptes d'Imerys SA, désigné organisme tiers indépendant, accrédité par le COFRAC sous le numéro 3-1048 (portée d'accréditation disponible sur le site www.cofrac.fr), nous vous présentons notre rapport sur la déclaration consolidée de performance extra-financière relative à l'exercice clos le 31 décembre 2018 (ci-après la « Déclaration »), présentée dans le rapport de gestion Groupe en application des dispositions légales et réglementaires des articles L. 225-102-1, R. 225-105 et R. 225-105-1 du Code de commerce.

Responsabilité de la Société

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir une Déclaration conforme aux dispositions légales et réglementaires, incluant une présentation du modèle d'affaires, une description des principaux risques extra-financiers, une présentation des politiques appliquées au regard de ces risques ainsi que les résultats de ces politiques, incluant des indicateurs clés de performance. La Déclaration a été établie en appliquant les procédures de la Société, (ci-après le « Référentiel ») dont les éléments significatifs sont présentés dans la Déclaration et disponibles sur le site Internet ou sur demande au siège de la Société.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les dispositions prévues à l'article L. 822-11-3 du Code de commerce et le Code de déontologie de la profession. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, de la doctrine professionnelle et des textes légaux et réglementaires applicables.

Responsabilité du Commissaire aux comptes désigné organisme tiers indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, de formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur :

- la conformité de la Déclaration aux dispositions prévues à l'article R. 225-105 du Code de commerce ;
- la sincérité des informations fournies en application du 3° du I et du II de l'article R. 225-105 du Code de commerce, à savoir les résultats des politiques, incluant des indicateurs clés de performance, et les actions, relatifs aux principaux risques, ci-après les « Informations ».

Il ne nous appartient pas en revanche de nous prononcer sur :

- le respect par la Société des autres dispositions légales et réglementaires applicables, notamment en matière de devoir de vigilance, de lutte contre la corruption et de fiscalité ;
- la conformité des produits et services aux réglementations applicables.

Nature et étendue des travaux

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément aux dispositions des articles A. 225-1 et suivants du Code de commerce déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes relative à cette intervention ainsi qu'à la norme internationale ISAE 3000 (*Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information*).

Nous avons mené des travaux nous permettant d'apprécier la conformité de la Déclaration aux dispositions réglementaires et la sincérité des Informations :

- Nous avons pris connaissance de l'activité de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation, de l'exposé des principaux risques sociaux et environnementaux liés à cette activité, et de ses effets quant au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et l'évasion fiscale ainsi que des politiques qui en découlent et de leurs résultats.
- Nous avons apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité et son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur.
- Nous avons vérifié que la Déclaration couvre chaque catégorie d'information prévue au III de l'article L. 225-102-1 en matière sociale et environnementale ainsi que de respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale.
- Nous avons vérifié que la Déclaration comprend une explication des raisons justifiant l'absence des informations requises par le 2^e alinéa du III de l'article L. 225-102-1.
- Nous avons vérifié que la Déclaration présente le modèle d'affaires et les principaux risques liés à l'activité de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation, y compris, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les risques créés par ses relations d'affaires, ses produits ou ses services ainsi que les politiques, les actions et les résultats, incluant des indicateurs clés de performance.
- Nous avons vérifié, lorsqu'elles sont pertinentes au regard des principaux risques ou des politiques présentés, que la Déclaration présente les informations prévues au II de l'article R. 225-105.
- Nous avons apprécié le processus de sélection et de validation des principaux risques.
- Nous nous sommes enquis de l'existence de procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société.
- Nous avons apprécié la cohérence des résultats et des indicateurs clés de performance retenus au regard des principaux risques et politiques présentés.
- Nous avons vérifié que la Déclaration comprend une explication claire et motivée des raisons justifiant l'absence de politique concernant un ou plusieurs de ces risques.
- Nous avons vérifié que la Déclaration couvre le périmètre consolidé, à savoir l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation conformément à l'article L. 233-16 avec les limites précisées dans la Déclaration.
- Nous avons apprécié le processus de collecte mis en place par l'entité visant à l'exhaustivité et à la sincérité des Informations.
- Nous avons mis en œuvre pour les indicateurs clés de performance et les autres résultats quantitatifs ⁽¹⁾ que nous avons considérés les plus importants :
 - des procédures analytiques consistant à vérifier la correcte consolidation des données collectées ainsi que la cohérence de leurs évolutions ;
 - des tests de détail sur la base de sondages, consistant à vérifier la correcte application des définitions et procédures et à rapprocher les données des pièces justificatives. Ces travaux ont été menés auprès d'une sélection d'entités contributrices ⁽²⁾ et couvrent entre 13 et 36 % des données consolidées des indicateurs clés de performance et résultats sélectionnés pour ces tests.
- Nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (actions et résultats) que nous avons considérées les plus importantes ⁽³⁾.
- Nous avons apprécié la cohérence d'ensemble de la Déclaration par rapport à notre connaissance de la Société.

Nous estimons que les travaux que nous avons menés en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

(1) Informations quantitatives environnementales : nombre de site disposant d'un SME certifié ISO 14001 ou EMAS, production de déchets industriels (dangereux et non dangereux), part des déchets recyclés, prélèvement total d'eau, consommation totale d'énergie, émissions totales de CO₂ (scope 1 et 2), émissions de SO₂, émissions de NOX.

Informations quantitatives sociales : effectif total au 31 décembre 2018, recrutements externes, départs (licenciements, départs en retraite, départs volontaires et autre), taux de fréquence (salariés Imerys et autres salariés), taux de gravité (salariés Imerys et autres salariés), nombre de maladies professionnelles.

(2) Entités sélectionnées : États-Unis (Andersonville – Aluminates, Sylacauga – Carbonates, Sandersville Deepstep Road plant – Kaolin, Greeneville – Fused Minerals, Lompoc – Filtration), Chine (Zhejiang – Fused Minerals, Zhengzhou – Aluminates), Brésil (Barcarena – Kaolin), Grèce (Milos – Metallurgy), Suisse (Bodio – Graphite & Carbon) et France (Salin de Giraud – Carbonates).

(3) Informations qualitatives environnementales : estimation du scope 3 des émissions de CO₂, optimisation de la consommation des ressources minérales. Informations qualitatives sociales : charte diversité et inclusion, plan diversité et inclusion, comité des parties prenantes.

Informations qualitatives relatives au respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption : Code de conduite et d'éthique, évaluation des risques ESG sur la chaîne d'approvisionnement.

Moyens et ressources

Nos travaux ont mobilisé les compétences de cinq personnes entre novembre 2018 et mars 2019.

Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos spécialistes en matière de développement durable et de responsabilité sociétale. Nous avons mené une dizaine d'entretiens avec les personnes responsables de la préparation de la Déclaration.

Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que la déclaration de performance extra-financière est conforme aux dispositions réglementaires applicables et que les Informations, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

Commentaires

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus et conformément aux dispositions de l'article A. 225-3 du Code de commerce, nous formulons le commentaire suivant :

Le changement de système d'information RH en cours d'exercice, associé à une refonte de la nomenclature, a nécessité un retraitement manuel de la base de données et rendu difficile la comparaison site par site des données 2017 et 2018.

Paris-La Défense, le 19 mars 2019
L'un des Commissaires aux comptes,
DELOITTE & ASSOCIÉS

Frédéric GOURD
Associé, Audit

Olivier JAN
Associé, Développement Durable

5.9.2 TABLEAU DE CORRESPONDANCE AVEC LES ÉLÉMENTS DE LA "DÉCLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE (DPEF)"

Éléments de la "Déclaration de performance extra-financière"		Pages
Business model		17-21
Social		
Principaux risques sociaux, dont :		
	Engagements sociaux en faveur du développement durable	16 ; 136 ; 139-140
	Accords collectifs et leurs impacts sur la performance économique de l'entreprise	149 ; 163
	Conditions de travail des employés	122 ; 141-148
	Discrimination	146 ; 149
	Diversité	149-151
	Mesures prises pour les personnes handicapées	149 ; 150 ; 166
Politiques visant à limiter les risques sociaux		16 ; 136-137 ; 142-143 ; 145-146 ; 149
Résultats et KPI		141-151 ; 169-171
Environnement		
Principaux risques environnementaux, dont :		
	Changement climatique	158-161
	Économie circulaire	154-156
	Gaspillage alimentaire	154
	Bien-être animal	154
	Chaîne d'approvisionnement alimentaire responsable, équitable et durable	154
Politiques visant à limiter les risques environnementaux		16 ; 136-137 ; 153 ; 155 ; 157
Résultats et KPI		152-161 ; 171-172
Droits de l'homme		
Principaux risques pour les droits de l'Homme		146 ; 164
Politiques visant à limiter les risques pour les droits de l'Homme		16 ; 136-137 ; 145-146 ; 163-165
Résultats et KPI		146 ; 165 ; 169-170
Corruption		
Principaux risques liés à la corruption		164
	Évasion fiscale	163
Politiques visant à limiter les risques de corruption		163 ; 165
Résultats et KPI		164-165 ; 172

5.9.3 TABLEAU DE CORRESPONDANCE AVEC LES ÉLÉMENTS DU "PLAN DE VIGILANCE"

Éléments du "plan de vigilance"		Pages
Cartographie des risques		
Processus de cartographie des risques du Groupe		131
Processus de cartographie des risques ESG		138 ; 164
Processus de cartographie des risques et évaluations fournisseurs		164
Évaluation des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance		
Processus d'évaluation des risques ESG du Groupe		120-126 ; 164
Processus d'évaluation des risques ESG des fournisseurs		164
Mesures de contrôle		
Cadre de gestion		
	Libertés fondamentales et droits de l'Homme	145-151 ; 163-165
	Santé et sécurité	142-143 ; 163-165
	Environnement	152-161 ; 163-165
	Formation et sensibilisation	147-150 ; 165
	Évaluations	165
Mécanismes d'alerte		165
Suivi et évaluation de l'efficacité des mesures de contrôle		165



6

ÉTATS FINANCIERS

6.1 ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

180

6.1.1 États financiers

180

6.1.2 Notes aux états financiers
consolidés

187

6.2 ÉTATS FINANCIERS SOCIAUX

262

6.2.1 États financiers

262

6.2.2 Notes aux états financiers
sociaux

264

6.1 ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

6.1.1 ÉTATS FINANCIERS

■ COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Notes	2018		2017	
			Activité abandonnée ⁽¹⁾		Activité abandonnée ⁽¹⁾
Produits des activités ordinaires	5	4 590,0	229,2	4 299,0	299,4
Produits et charges courants		(4 027,9)	(153,1)	(3 747,7)	(202,6)
Matières premières et achats consommés	6	(1 503,2)	(61,0)	(1 351,2)	(78,6)
Charges externes	7	(1 267,8)	(39,7)	(1 205,1)	(46,5)
Charges de personnel	8	(997,7)	(43,0)	(930,5)	(56,9)
Impôts et taxes		(41,2)	(3,9)	(46,2)	(4,8)
Amortissements et pertes de valeur		(265,9)	(5,4)	(251,8)	(13,8)
Autres produits et charges courants	9	47,9	(0,1)	37,2	(2,0)
Résultat opérationnel courant		562,1	76,1	551,2	96,9
Autres produits et charges opérationnels	10	(651,5)	738,8	(52,2)	(1,4)
Résultat des prises ou pertes de contrôle		3,9	739,7	(11,0)	-
Autres éléments non récurrents		(655,4)	(0,9)	(41,2)	(1,4)
Résultat opérationnel		(89,4)	814,9	499,1	95,5
Charge d'endettement financier net		(42,0)	0,0	(46,4)	(0,0)
Résultat des placements	11	4,9	-	10,2	-
Charge d'endettement financier brut	11	(46,9)	-	(56,6)	-
Autres produits et charges financiers		(18,2)	(0,4)	(31,9)	(0,8)
Autres produits financiers		285,4	0,1	212,1	-
Autres charges financières		(303,6)	(0,5)	(244,0)	(0,8)
Résultat financier	12	(60,2)	(0,4)	(78,4)	(0,9)
Impôts sur le résultat	13	(89,0)	(26,5)	(118,9)	(27,3)
Résultat net des activités abandonnées ⁽¹⁾		788,0	788,0	67,3	67,3
Résultat net		549,4	-	369,1	-
Résultat net, part du Groupe ⁽²⁾	14	559,6	-	368,2	-
Résultat net, part des intérêts sans contrôle		(10,2)	-	0,9	-

(1) Activité Toiture (note 25)

(2) Résultat net par action

Résultat net de base par action (en euros)	15	7,06	9,94	4,66	0,85
Résultat net dilué par action (en euros)	15	6,96	9,80	4,59	0,84

■ **ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ**

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	2018	2017
Résultat net		549,4	369,1
Éléments non reclassables ultérieurement en résultat			
Avantages du personnel postérieurs à l'emploi		25,8	(19,6)
Gains et (pertes) actuariels, excédent du rendement réel des actifs sur leur rendement normatif en résultat	23.1	25,8	(19,6)
Impôts sur le résultat des éléments non reclassables	13	(5,4)	4,9
Éléments reclassables ultérieurement en résultat			
Couvertures de flux de trésorerie		(8,2)	(5,7)
Comptabilisation en capitaux propres	24.4	(5,3)	11,2
Reclassement en résultat	24.4	(2,9)	(16,9)
Réserve de conversion		(39,6)	(238,7)
Comptabilisation en capitaux propres	26	(41,6)	(238,4)
Reclassement en résultat	26	2,0	(0,3)
Impôts sur le résultat des éléments reclassables	13	2,9	(11,3)
Autres éléments du résultat global		(24,5)	(270,4)
Résultat global total		524,9	98,7
Résultat global total, part du Groupe		535,2	100,5
Résultat global total, part des intérêts sans contrôle		(10,3)	(1,8)

■ ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

(en millions d'euros)	Notes	2018	2017
Actif non courant		4 908,3	5 251,5
Goodwill	16	2 143,3	2 135,5
Immobilisations incorporelles	17	277,6	305,5
Actifs miniers	18	503,7	592,6
Immobilisations corporelles	18	1 662,1	1 896,0
Coentreprises et entreprises associées	9	112,8	115,5
Autres actifs financiers	21.1	42,0	52,1
Autres créances	21.1	35,1	46,3
Instruments dérivés actif	21.1	19,3	22,5
Impôts différés actif	13	112,4	85,5
Actif courant		2 685,6	2 216,5
Stocks	20	867,0	840,2
Créances clients	21.1	656,6	676,1
Autres créances	21.1	296,9	302,4
Instruments dérivés actif	21.1	7,3	7,0
Autres actifs financiers ⁽¹⁾	24.2	8,9	8,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie ⁽¹⁾	24.2	848,9	381,9
Actif consolidé		7 593,9	7 468,0
Capitaux propres, part du Groupe		3 217,2	2 827,6
Capital		159,0	159,2
Primes		520,4	529,1
Réserves		1 978,2	1 771,0
Résultat net, part du Groupe		559,6	368,3
Capitaux propres, part des intérêts sans contrôle		36,4	50,6
Capitaux propres	22	3 253,6	2 878,2
Passif non courant		3 095,5	2 859,8
Provisions pour avantages du personnel	23.1	290,0	321,3
Autres provisions	23.2	666,2	394,6
Emprunts et dettes financières ⁽¹⁾	24.2	1 995,9	1 986,3
Autres dettes	24.3	17,7	20,2
Instruments dérivés passif	24.1	0,4	2,7
Impôts différés passif	13	125,3	134,7
Passif courant		1 244,8	1 729,9
Autres provisions	23.2	23,7	27,1
Dettes fournisseurs	24.1	557,3	510,9
Impôts exigibles sur le résultat		115,1	100,9
Autres dettes	24.3	358,9	417,2
Instruments dérivés passif	24.1	9,7	6,0
Emprunts et dettes financières ⁽¹⁾	24.2	168,5	664,9
Concours bancaires ⁽¹⁾	24.2	11,6	2,9
Capitaux propres et passif consolidé		7 593,9	7 468,0
(1) Postes inclus dans le calcul de la dette financière nette	24.2	1 297,4	2 246,4

■ **ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS**

	Capitaux propres, part du Groupe									Capitaux propres, part des intérêts sans contrôle		
			Réserves					Résultat net, part du Groupe	Sous-total		Total	
	Capital	Primes	Actions propres	Couvertures de flux de trésorerie	Réserve de conversion	Autres réserves	Sous-total					
(en millions d'euros)												
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2017	159,2	529,7	(56,7)	5,8	(160,2)	2 090,9	1 879,8	292,8	2 861,5	52,7	2 914,2	
Résultat global total	-	-	-	(3,7)	(249,2)	(14,8)	(267,7)	368,3	100,6	(1,8)	98,8	
Transactions avec les actionnaires	0,0	(0,6)	12,3	0,0	0,0	146,6	158,9	(292,8)	(134,5)	(0,3)	(134,8)	
Affectation du résultat net 2016	-	-	-	-	-	292,8	292,8	(292,8)	0,0	-	0,0	
Dividende (1,87 € par action)	-	-	-	-	-	(148,2)	(148,2)	-	(148,2)	(1,5)	(149,7)	
Augmentations de capital	0,8	22,4	-	-	-	-	0,0	-	23,2	2,7	25,9	
Réductions de capital	(0,8)	(23,0)	-	-	-	-	0,0	-	(23,8)	-	(23,8)	
Transactions sur actions propres	-	-	12,3	-	-	(10,9)	1,4	-	1,4	-	1,4	
Paiements en actions	-	-	-	-	-	13,4	13,4	-	13,4	-	13,4	
Transactions avec les intérêts sans contrôle	-	-	-	-	-	(0,5)	(0,5)	-	(0,5)	(1,5)	(2,0)	
Capitaux propres au 31 décembre 2017	159,2	529,1	(44,4)	2,1	(409,4)	2 222,7	1 771,0	368,3	2 827,6	50,6	2 878,2	
Changement de méthode ⁽¹⁾	-	-	-	0,7	-	(0,7)	0,0	-	0,0	-	0,0	
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2018 après changement de méthode	159,2	529,1	(44,4)	2,8	(409,4)	2 222,0	1 771,0	368,3	2 827,6	50,6	2 878,2	
Résultat global total	-	-	-	(5,6)	(39,2)	20,4	(24,4)	559,6	535,2	(10,3)	524,9	
Transactions avec les actionnaires	(0,2)	(8,7)	27,6	0,0	0,0	204,0	231,6	(368,3)	(145,6)	(4,0)	(149,6)	
Affectation du résultat net 2017	-	-	-	-	-	368,3	368,3	(368,3)	0,0	-	0,0	
Dividende (2,075 € par action)	-	-	-	-	-	(164,6)	(164,6)	-	(164,6)	(3,4)	(168,0)	
Augmentations de capital en nature	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0	2,1	2,1	
Augmentations de capital	0,2	5,5	-	-	-	-	0,0	-	5,7	-	5,7	
Réductions de capital	(0,4)	(14,2)	-	-	-	-	0,0	-	(14,6)	-	(14,6)	
Transactions sur actions propres	-	-	27,6	-	-	(14,3)	13,3	-	13,3	-	13,3	
Paiements en actions	-	-	-	-	-	14,9	14,9	-	14,9	-	14,9	
Transactions avec les intérêts sans contrôle	-	-	-	-	-	(0,3)	(0,3)	-	(0,3)	(2,7)	(3,0)	
Capitaux propres au 31 décembre 2018 ⁽²⁾	159,0	520,4	(16,8)	(2,8)	(448,6)	2 446,4	1 978,2	559,6	3 217,2	36,3	3 253,5	
(1) IFRS 9, Instruments financiers : valeur temps des options et des points de terme des contrats à terme (note 2.1)												
(2) Dividende proposé (2,150 € par action)												
Capitaux propres après dividende proposé	159,0	520,4	(16,8)	(2,8)	(448,6)	2 275,5	1 807,3	559,6	3 046,3	36,3	3 082,6	

■ ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Notes	2018	2017
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		615,7	621,5
dont flux de trésorerie des activités abandonnées ⁽¹⁾		59,7	73,0
Flux de trésorerie générés par les opérations courantes	Annexe 1	847,2	836,1
Intérêts payés		(46,1)	(76,8)
Impôts sur le résultat payés sur résultat opérationnel courant et résultat financier		(135,7)	(132,9)
Dividendes reçus des actifs financiers disponibles à la vente		0,1	(0,8)
Flux de trésorerie générés par les autres produits et charges opérationnels	Annexe 2	(49,8)	(4,1)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement		378,4	(639,6)
dont flux de trésorerie des activités abandonnées ⁽¹⁾		676,1	(20,4)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	Annexe 3	(342,8)	(340,7)
Acquisitions de titres d'entités consolidées sous déduction de la trésorerie acquise		(23,7)	(311,9)
Coûts de transaction		(22,1)	(19,3)
Changements d'estimation de la rémunération conditionnelle du vendeur		(0,8)	-
Acquisitions d'actifs financiers disponibles à la vente		(0,1)	(3,2)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	Annexe 3	26,8	19,7
Cessions de titres d'entités consolidées sous déduction de la trésorerie cédée		743,2	5,1
Variation nette des immobilisations financières		(7,2)	0,1
Intérêts encaissés		5,1	10,6
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		(529,2)	(380,1)
dont flux de trésorerie des activités abandonnées ⁽¹⁾		(29,9)	(51,9)
Augmentations et réductions de capital en trésorerie		(6,9)	2,1
Cessions (acquisitions) d'actions propres		9,4	(2,6)
Dividendes versés aux actionnaires		(164,6)	(148,2)
Dividendes versés aux intérêts sans contrôle		(3,2)	(1,4)
Acquisitions de titres d'entités consolidées auprès des intérêts sans contrôle		-	(0,2)
Émissions d'emprunts		5,6	604,2
Remboursements d'emprunts		(32,7)	(1 136,9)
Variation nette des autres dettes		(336,8)	302,9
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie		464,9	(398,2)

(1) Activité Toiture (note 25).

(en millions d'euros)	2018	2017
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	379,0	798,1
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	464,9	(398,1)
Incidence de la variation des taux de change	(6,6)	(21,0)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture ⁽²⁾	837,3	379,0
Trésorerie	509,1	289,7
Équivalents de trésorerie	339,8	92,2
Concours bancaires	(11,6)	(2,9)

(2) Au 31 décembre 2018, le poste "Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture" est constitué d'un solde de 7,1 millions d'euros (1,9 million d'euros au 31 décembre 2017) non disponible pour Imerys SA et ses filiales, dont 5,6 millions d'euros (1,3 million d'euros au 31 décembre 2017) au titre de législations sur le contrôle des changes et 1,5 million d'euros (0,6 million d'euros au 31 décembre 2017) au titre de dispositions statutaires.

Annexe 1 : flux de trésorerie générés par les opérations courantes

(en millions d'euros)	Notes	2018	2017
Résultat net		549,4	369,1
Ajustements		326,6	499,9
Impôts sur le résultat		115,5	146,2
Quote-part des résultats nets des coentreprises et entreprises associées		(1,7)	(6,0)
Dividendes reçus des coentreprises et entreprises associées		5,6	5,8
Quote-part des résultats nets des entreprises associées hors de l'activité récurrente		7,7	0,1
Autres produits et charges opérationnels hors pertes de valeur du goodwill		(95,0)	53,5
Dotations nettes opérationnelles aux amortissements	Annexe 3	270,8	265,5
Dotations nettes opérationnelles aux pertes de valeur sur éléments de l'actif		4,2	(7,2)
Dotations nettes opérationnelles aux provisions		(29,9)	(16,7)
Produits et charges d'intérêts nets		38,7	48,1
Charge de paiements en actions		15,3	13,4
Variation de juste valeur des instruments de couverture		(1,9)	2,6
Résultat des cessions courantes des immobilisations incorporelles et corporelles		(2,7)	(5,4)
Variation du besoin en fonds de roulement		(28,8)	(32,9)
Stocks		(99,5)	(52,9)
Clients, avances et acomptes reçus		15,0	(18,9)
Fournisseurs, avances et acomptes versés		59,0	60,1
Autres créances et dettes		(3,3)	(21,2)
Flux de trésorerie générés par les opérations courantes		847,2	836,1

Annexe 2 : flux de trésorerie générés par les autres produits et charges opérationnels

(en millions d'euros)	Notes	2018	2017
Autres produits et charges opérationnels		87,3	(53,6)
Activités poursuivies		(651,5)	(52,2)
Activité abandonnée ⁽¹⁾		738,8	(1,4)
Ajustements		(137,1)	49,5
Coûts de transaction		22,1	19,3
Changements d'estimation de la rémunération conditionnelle du vendeur		0,8	-
Résultat des cessions des titres consolidés et des actifs financiers disponibles à la vente		(766,5)	1,3
Résultat des cessions non récurrentes d'immobilisations incorporelles et corporelles		(5,4)	1,0
Autres dotations nettes opérationnelles aux amortissements	Annexe 3	224,3	13,9
Autres dotations nettes opérationnelles aux provisions		351,3	0,4
Quote-part des résultats nets des entreprises associées hors de l'activité récurrente		7,7	0,1
Impôts sur le résultat payés sur autres produits et charges opérationnels		28,6	13,5
Flux de trésorerie générés par les autres produits et charges opérationnels		(49,8)	(4,1)

(1) Activité Toiture (note 25).

Annexe 3 : table des renvois indirects vers les notes

La table ci-après a pour objectif de permettre au lecteur de faire le lien entre les montants figurant dans l'état des flux de trésorerie consolidés et ses deux annexes (colonne "Total") et ceux figurant dans les notes aux comptes (colonne "Activités poursuivies").

		2018			2017		
	Notes	Activités poursuivies	Activité abandonnée ⁽¹⁾	Total	Activités poursuivies	Activité abandonnée ⁽¹⁾	Total
(en millions d'euros)							
État des flux de trésorerie consolidés							
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(333,5)	(9,3)	(342,8)	(319,2)	(21,5)	(340,7)
Immobilisations incorporelles	17	(28,4)	(0,3)	(28,7)	(21,6)	(1,2)	(22,8)
Immobilisations corporelles	18	(307,7)	(5,8)	(313,5)	(316,2)	(18,1)	(334,3)
Neutralisation des provisions pour réhabilitation activées	24.2	0,2	-	0,2	-	-	0,0
Neutralisation des acquisitions en location financement		-	-	0,0	0,2	-	0,2
Variation des dettes sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		2,9	(3,7)	(0,8)	18,4	(2,2)	16,2
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		26,0	0,8	26,8	19,7	0,0	19,7
Immobilisations incorporelles	17	1,8	-	1,8	0,5	-	0,5
Immobilisations corporelles	18	16,2	0,8	17,0	14,9	-	14,9
Résultat des cessions d'actifs	9	2,7	-	2,7	5,4	-	5,4
Résultat des cessions non récurrentes d'actifs	10	5,4	-	5,4	(1,0)	-	(1,0)
Variation des créances sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(0,1)	-	(0,1)	(0,1)	-	(0,1)
Annexe 1							
Dotations nettes opérationnelles aux amortissements		265,4	5,4	270,8	251,7	13,8	265,5
Dotations aux amortissements - immobilisations incorporelles	17	18,9	0,4	19,3	13,2	0,5	13,7
Dotations aux amortissements - immobilisations corporelles	18	250,0	5,1	255,1	239,4	13,3	252,7
Amortissement des charges constatées d'avance		0,2	-	0,2	(0,1)	-	(0,1)
Reprises d'amortissements - immobilisations incorporelles et corporelles		(3,1)	-	(3,1)	(0,7)	-	(0,7)
Neutralisation des amortissements des locations financement		(0,6)	-	(0,6)	(0,1)	-	(0,1)
Annexe 2							
Autres dotations nettes opérationnelles aux amortissements		224,3	0,0	224,3	13,9	0,0	13,9
Pertes de valeur - immobilisations incorporelles	17	22,6	-	22,6	-	-	0,0
Pertes de valeur - immobilisations corporelles	18	218,3	-	218,3	15,7	1,1	16,8
Reprises de pertes de valeur - immobilisations incorporelles et corporelles	18	(16,6)	-	(16,6)	(1,8)	(1,1)	(2,9)

(1) Activité Toiture (note 25).

6.1.2 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

BASE DE PRÉPARATION	188	NOTES SUR L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	211
Note 1 Référentiel	188	Note 16 Goodwill	212
Note 2 Changements de méthodes comptables et erreurs	189	Note 17 Immobilisations incorporelles	214
Note 3 Normes et interprétations en vigueur après la date de clôture	190	Note 18 Immobilisations corporelles	216
Note 4 Estimations et jugements	191	Note 19 Tests de perte de valeur	218
INFORMATION PAR SECTEURS	191	Note 20 Stocks	220
NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	195	Note 21 Actifs financiers	221
Note 5 Produits des activités ordinaires	196	Note 22 Capitaux propres	225
Note 6 Matières premières et achats consommés	197	Note 23 Provisions	226
Note 7 Charges externes	198	Note 24 Passifs financiers	236
Note 8 Charges de personnel	198	AUTRES INFORMATIONS	254
Note 9 Autres produits et charges courants	199	Note 25 Principales entités consolidées	254
Note 10 Autres produits et charges opérationnels	201	Note 26 Conversion des monnaies étrangères	257
Note 11 Instruments financiers	202	Note 27 Parties liées	258
Note 12 Résultat financier	205	Note 28 Engagements	259
Note 13 Impôts sur le résultat	206	Note 29 Honoraires d'audit	260
Note 14 Résultat courant net et résultat net, part du Groupe	210	Note 30 Événements postérieurs à la date de clôture	261
Note 15 Résultat par action	210		

■ ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS 2018

Ce paragraphe a pour objectif de permettre au lecteur d'identifier facilement les principales notes dans lesquelles sont traités les événements significatifs de l'exercice.

- Cession de l'activité Toiture : [note 25](#). Les agrégats de cette activité sont présentés dans les états et notes suivants : *Compte de résultat consolidé, État des flux de trésorerie consolidés, Information par secteurs et notes 14, 15 et 24.2 - Réconciliation de la dette financière nette*.
- Évolution du litige opérationnel relatif aux activités Talc de l'activité Additifs de Performance Amérique du Nord de la branche Filtration & Additifs de Performance : [notes 23.2 et 30](#).
- Finalisation de la comptabilité d'acquisition de Kerneos : [note 16](#).
- Pertes de valeur des activités Solutions pour l'Exploitation Pétrolière et Graphite & Carbone : [note 19](#).
- Imerys et le Brexit : *Information par secteurs - Information par localisation géographique - Exposition au risque pays*.
- Imerys annonce la mise en place d'une nouvelle organisation : *Information par secteurs*.

■ BASE DE PRÉPARATION

NOTE 1 RÉFÉRENTIEL

1.1 DÉCLARATION DE CONFORMITÉ AU RÉFÉRENTIEL

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, Imerys, groupe du secteur des minéraux industriels, ayant son siège social à Paris, 43 quai de Grenelle et dont l'action est admise à la négociation sur le compartiment A de NYSE Euronext Paris, a établi ses états financiers consolidés au 31 décembre 2018 en conformité avec les IFRS (International Financial Reporting Standards) adoptés dans l'Union européenne à la date de clôture (ci-après "le Référentiel"). Les états financiers consolidés ont été arrêtés le 13 février 2019 par le Conseil d'Administration d'Imerys SA, société mère du Groupe, selon le principe de continuité d'exploitation, en millions d'euros avec un chiffre après la virgule, arrondi à la centaine de milliers d'euros la plus proche.

1.2 DIFFÉRENCES ENTRE LE RÉFÉRENTIEL ET LES IFRS

Le processus d'adoption dans l'Union européenne peut créer des décalages temporaires à la date de clôture entre le Référentiel et les IFRS. Toutefois au 31 décembre 2018, aucun décalage n'existe entre le Référentiel et les IFRS.

1.3 DISPOSITIONS OPTIONNELLES

Première adoption. Lors de la première adoption du Référentiel, Imerys a publié des états financiers au 1^{er} janvier 2004 intégrant une application rétrospective limitée par certaines dérogations facultatives prévues par la norme IFRS 1 sur la première adoption des IFRS et exercées par le Groupe. Les acquisitions d'activités antérieures à la première adoption n'ont pas été retraitées. La valeur comptable des immobilisations corporelles n'a pas été retraitée à l'exception des réserves et ressources minières qui ont été évaluées à la juste valeur. Les écarts actuariels des avantages du personnel postérieurs à l'emploi non comptabilisés à la date de première adoption ont été inclus dans l'évaluation des actifs et provisions des régimes en contrepartie des réserves. Enfin, les écarts de conversion des activités à l'étranger ont été reclassés en réserves.

Autres dispositions optionnelles. Certaines normes du Référentiel présentent des options de comptabilisation et d'évaluation. Le coût historique amorti constitue la base d'évaluation des immobilisations incorporelles (*note 17*), des actifs miniers (*note 18*) et des immobilisations corporelles (*note 18*). Les stocks sont évalués en fonction de leurs caractéristiques selon la méthode du "Premier entré - Premier sorti" (FIFO : First-In, First-Out) ou du coût unitaire moyen pondéré (*note 20*). Les règles de la comptabilité de couverture sont appliquées à la comptabilisation des dérivés de couverture des risques de change, de taux d'intérêt et de prix énergétique (*note 24.4*).

1.4 TRAITEMENTS NON PRÉCISÉS

En l'absence de norme ou interprétation applicable ou de précision suffisante des normes et interprétations existantes, la Direction Générale a défini des méthodes de comptabilisation et d'évaluation sur trois sujets : quotas d'émission de gaz à effet de serre (*note 17*), actifs miniers (*note 18*) et engagement de rachat d'intérêts sans contrôle d'une entité contrôlée par le Groupe (*note 25*).

1.5 INDICATEURS ALTERNATIFS DE PERFORMANCE (IAP)

Définition des IAP. Les IAP sont des indicateurs financiers définis par Imerys pour compléter l'information financière obligatoire issue des agrégats des IFRS. La définition des IAP est fournie dans les notes aux comptes, afin de permettre aux utilisateurs des états financiers d'en comprendre la composition et de faire le lien avec les agrégats normés. Les principaux IAP définis par Imerys sont d'une part le résultat opérationnel courant et les autres produits et charges opérationnels (*Notes sur le compte de résultat consolidé - Méthode comptable*) et d'autre part la dette financière nette et le cash-flow libre opérationnel courant (*note 24.2 - Réconciliation de la dette financière nette*). Les IAP ne sont pas présentés avec plus d'importance que les indicateurs normés.

Modification des IAP. La définition d'un IAP est appliquée de manière cohérente dans le temps et n'est modifiée que pour améliorer la fiabilité ou la pertinence de l'information. En cas de modification, les raisons du changement sont justifiées, la nouvelle définition communiquée et l'information comparative retraitée. Les changements de méthodes comptables obligatoires en 2018 et notamment ceux liés à l'entrée en vigueur des normes IFRS 9 et IFRS 15 (*note 2.1*) ne nécessitent la modification d'aucun IAP. En revanche, les travaux en cours liés à l'entrée en vigueur de la norme IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 (*note 3.1*) ont conduit Imerys à s'interroger sur la pertinence de sa définition du cash-flow libre opérationnel courant (*note 24.2 - Réconciliation de la dette financière nette*). En effet, selon la définition qui prévalait jusqu'ici, l'entrée d'un actif de location financement s'accompagnait d'une détérioration concomitante du cash-flow libre opérationnel courant, bien que les sorties de trésorerie associées ne survenaient qu'ultérieurement, à mesure des appels de fonds du bailleur. Ces décaissements anticipés étaient jusqu'ici peu significatifs en raison du caractère peu matériel des contrats de location financement en IAS 17 (*note 18 - Locations d'immobilisations corporelles*). Toutefois, la perspective de variations récurrentes du droit d'usage en IFRS 16 a conduit le Groupe à conclure que celles-ci devaient être sans incidence sur le cash-flow libre opérationnel courant. Une telle définition étant plus pertinente, Imerys a décidé de la mettre en œuvre dès 2018. L'information comparative n'a pas été retraitée en raison de l'incidence peu significative de la modification (0,2 million d'euros).

NOTE 2 CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES ET ERREURS

Méthode comptable

Les méthodes comptables sont identiques d'un exercice sur l'autre et sont modifiées soit sur une base obligatoire pour appliquer une nouvelle norme ou interprétation (*note 2.1*), soit sur une base volontaire pour améliorer la fiabilité ou la pertinence de l'information (*note 2.2*). Les changements de méthode comptable sont comptabilisés de manière rétrospective, sauf en cas de disposition transitoire spécifique à la norme ou interprétation. Les états financiers sont modifiés pour tous les exercices présentés, comme si la nouvelle méthode avait toujours été appliquée. Les erreurs (*note 2.3*) sont corrigées de manière rétrospective.

2.1 CHANGEMENTS OBLIGATOIRES

Application anticipée

Imerys n'a appliqué par anticipation aucune norme ou interprétation en 2017 et 2018.

Application en date d'entrée en vigueur

Amendements à IFRS 2, Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions. Cet amendement apporte des clarifications sur les paiements fondés sur des actions, lorsqu'ils sont réglés en instruments de capitaux propres. Il spécifie qu'une telle transaction est intégralement traitée comme un règlement en instruments de capitaux propres, même si elle donne incidemment lieu à un règlement en trésorerie au titre d'une obligation fiscale. Cette clarification n'a pas d'impact en 2018. Par ailleurs, l'amendement apporte des clarifications sur un type de transaction non pratiqué par Imerys : les paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie.

IFRS 9, Instruments financiers. IFRS 9 remplace au 1^{er} janvier 2018 la norme IAS 39 sur les instruments financiers. Le modèle de classement des instruments financiers introduit par IFRS 9 a les conséquences suivantes sur les informations fournies dans les *notes 11, 12, 21.1 et 24.1* :

- **Ancienne catégorie IAS 39 "Actifs financiers disponibles à la vente".** Cette catégorie IAS 39 incluait les participations détenues par Imerys dans des entités non cotées sur lesquelles le Groupe n'a ni contrôle, ni contrôle conjoint, ni influence notable, ni intention de cession à court terme. Ces participations sont désormais classées dans la catégorie IFRS 9 de la juste valeur par le résultat.
- **Ancienne catégories IAS 39 "Prêts et créances" et "Passifs financiers au coût amorti".** L'essentiel de la catégorie IAS 39 des "Prêts et créances" correspondait aux créances clients résultant des produits des activités ordinaires, ainsi qu'à la trésorerie, c'est-à-dire aux caisses et dépôts à vue et aux équivalents de trésorerie. Quant à la catégorie IAS 39 des "Passifs financiers au coût amorti", elle correspondait principalement aux emprunts, dettes fournisseurs et autres passifs financiers. Ces actifs et passifs relèvent désormais de la catégorie IFRS 9 du coût amorti.

Les dispositions de transition prévues par la norme IFRS 7 ne requièrent pas, au cours de la période de présentation de l'information financière qui comprend la date de première application de la norme IFRS 9, de modifier l'information comparative selon les nouvelles catégories IFRS 9. Toutefois, afin de faciliter la lecture des notes, l'information comparative fournie dans les *notes 11, 12, 21.1 et 24.1* a été présentée de manière volontaire selon les nouvelles catégories IFRS 9. Le modèle d'évaluation des instruments financiers associé au nouveau modèle de classement n'a pas d'incidence sur la valeur des instruments financiers détenus à la date de transition. Le modèle de perte de valeur prévu par IFRS 9 et fondé sur l'anticipation des pertes (*note 21.2*) n'a pas d'incidence significative sur l'évaluation des dépréciations d'actifs financiers. En matière de comptabilité de couverture, Imerys est concerné par les nouvelles dispositions applicables à la comptabilisation de la variation de la valeur temps des options et des points de terme des contrats à terme en capitaux propres et non plus en résultat comme c'était le cas jusqu'au 31 décembre 2017 sous la norme IAS 39 (*note 24.4 - Instruments dérivés dans les états financiers*). Le montant de la valeur temps des options et des points de terme des contrats à terme crédité au résultat 2017 (0,7 million d'euros) a ainsi été reclassé au 1^{er} janvier 2018 dans la réserve des couvertures de flux de trésorerie (*État de variation des capitaux propres consolidés*).

IFRS 15, Produits provenant de contrats avec les clients. Cette norme applicable aux produits des activités ordinaires (*note 5*), repose sur deux principes : comptabilisation de la vente lorsque le client prend le contrôle du bien ou du service et évaluation pour le montant du paiement attendu. Pour les ventes de biens, les dispositions de la norme n'ont pas d'incidence significative sur les transactions combinant une vente de bien et une prestation de transport sur vente. Pour les contrats de service, les dispositions de la norme n'ont pas d'incidence significative sur le rythme de comptabilisation des produits, selon que la prise de contrôle du service par le client s'effectue de manière ponctuelle ou continue.

IFRIC 22, Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée. Face à l'absence d'indications de la norme IAS 21, Effets des variations des cours des monnaies étrangères, sur le cours de change à appliquer aux paiements et encaissements anticipés relatifs aux transactions en monnaies étrangères qui résultent en la comptabilisation d'un actif ou d'un passif non-monnaire, l'interprétation IFRIC 22 précise que chaque paiement et encaissement doit être évalué au taux de change à la date du mouvement de trésorerie. Déjà confronté à l'absence d'indications de la norme IAS 21 sur ce sujet, Imerys avait intégré cette précision dans ses politiques comptables dès 2014. Aucun impact n'est donc associé à l'entrée en vigueur de cette interprétation.

Par ailleurs, les amendements à IAS 40, Transferts des immeubles de placement et à IFRS 4, Application d'IFRS 9 Instruments financiers et d'IFRS 4 Contrats d'assurance ne sont pas applicables à Imerys.

2.2 CHANGEMENTS VOLONTAIRES

Imerys n'a procédé à aucun changement volontaire de méthode comptable en 2017 et 2018.

2.3 ERREURS

Toute erreur significative de l'exercice en cours identifiée avant l'autorisation de publication des états financiers est corrigée. Toute erreur significative d'un exercice antérieur est corrigée dans l'information comparative. Aucune correction d'erreur n'a été comptabilisée en 2017 et 2018.

NOTE 3 NORMES ET INTERPRÉTATIONS EN VIGUEUR APRÈS LA DATE DE CLÔTURE

Selon le dernier calendrier prévisionnel d'adoption des IFRS dans l'Union européenne daté du 11 février 2019 publié par l'EFRAG (European Financial Reporting Advisory Group), Imerys appliquera les normes et interprétations suivantes après le 31 décembre 2018.

3.1 APPLICATION EN 2019

IFRS 16, Contrats de location. Cette norme abolit pour le preneur d'un contrat de location, l'actuelle distinction entre locations simples, comptabilisées en charges (*note 7*) et locations financement, comptabilisées en immobilisations corporelles (*note 18*) en contrepartie d'une dette financière (*note 24.1*) pour requérir, pour l'ensemble des contrats de location, la comptabilisation d'un droit d'usage en contrepartie d'une dette financière. Cette norme affectera notamment les immobilisations corporelles (*note 18*), la charge d'amortissement comptabilisée en résultat opérationnel courant, la charge d'intérêt comptabilisée en résultat financier (*note 12*), les tests de perte de valeur (*note 19*), les ratios financiers que le Groupe est tenu de respecter pour une partie de ses financements (*note 24.5 - Risque de liquidité de l'emprunteur*) et le niveau des engagements donnés au titre des actuels contrats de locations simples (*note 28 - Engagements donnés*). Le périmètre des contrats a été revu de manière systématique en réappréciant, pour chacun d'eux, l'existence d'une location selon les critères de la norme et en excluant, en application des options prévues par la norme, les locations de moins de douze mois et les locations d'actifs de faible valeur. Imerys appliquera la méthode de transition simplifiée, aux termes de laquelle l'effet cumulé de première application sera comptabilisé en ajustement des capitaux propres au 1^{er} janvier 2019, sans retraitement rétrospectif de l'exercice comparatif 2018. Le droit d'usage sera évalué pour sa valeur amortie à la date de transition. Le Groupe estime que l'engagement de location au 1^{er} janvier 2019 pourrait s'établir, selon les hypothèses retenues pour les durées de location, dans une fourchette de 320,0 à 345,0 millions d'euros en valeur non actualisée, correspondant à une dette de location de 280,0 à 310,0 millions d'euros, actualisée sur la durée résiduelle des contrats. Imerys a tiré les conséquences suivantes de la mise

en œuvre de la norme IFRS 16 sur ses principaux Indicateurs Alternatifs de Performance : le droit d'usage sera intégré dans les capitaux investis (*Information par secteurs*), la dette de location fera partie de la dette financière nette (*note 24.2 - Réconciliation de la dette financière nette*), la charge d'intérêt de la dette de location contribuera à la charge d'endettement financier net (*Compte de résultat consolidé*) et le décaissement des paiements de location sera présenté comme une sortie de trésorerie au sein du cash-flow libre opérationnel courant (*note 24.2 - Réconciliation de la dette financière nette*).

IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux. Cette interprétation précise comment traiter les incertitudes relatives à la comptabilisation et l'évaluation des impôts sur le résultat. L'entité doit présumer que l'administration fiscale dispose de toute l'information nécessaire pour réaliser ses contrôles. L'interprétation indique les critères à examiner pour déterminer si plusieurs incertitudes doivent être traitées de manière globale ou séparée. Elle impose à l'entité d'apprécier s'il est probable que l'administration fiscale accepte un traitement fiscal incertain et d'en tirer les conséquences. Enfin, l'interprétation requiert de réexaminer les jugements et estimations en cas de changement dans les faits et circonstances. Imerys intégrant déjà ces critères dans son processus d'évaluation, aucun impact n'est attendu à l'entrée en vigueur de cette interprétation.

Amendement à IAS 19, Amendement de régime, réduction et liquidation. Cet amendement requiert une mise à jour des hypothèses actuarielles utilisées pour calculer le coût des services rendus, la désactualisation et le rendement normatif des actifs du régime et droits à remboursement, après un amendement de régime, une réduction ou une liquidation. Au 31 décembre 2018, le processus d'adoption de ces amendements est en cours dans l'Union européenne.

Par ailleurs, les amendements à IFRS 9, Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative et à IAS 28, intérêts à long terme dans une entreprise associée ou une coentreprise, ne sont pas applicables à Imerys.

3.2 APPLICATION EN 2020

Amendement à IFRS 3, Regroupements d'entreprises.

Cet amendement clarifie la notion d'activité par la définition de ses trois composants principaux : des entrées (inputs) et des processus substantiels permettant de générer des sorties (outputs). L'amendement restreint les notions d'activité et de sortie en plaçant l'accent sur les biens et services fournis aux clients et en supprimant toute référence à la capacité de réduire les coûts.

Amendement à IAS 1 et IAS 8, Définition de la matérialité.

En révisant la notion de matérialité, cet amendement définit qu'une information est matérielle dès lors que son omission, son inexactitude ou son occultation serait de nature à influencer les utilisateurs des états financiers.

3.3 APPLICATION EN 2021

La norme IFRS 17, Contrats d'assurance n'est pas applicable à Imerys.

NOTE 4 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS

Estimations. Les estimations sont destinées à donner une appréciation raisonnable des dernières informations fiables disponibles sur un élément incertain. Elles sont révisées pour refléter les changements de circonstances, les nouvelles informations disponibles et les effets d'expérience. Les changements d'estimations sont comptabilisés de manière prospective. Les estimations significatives de la Direction Générale sont développées séparément dans les notes :

- estimation des valeurs des actifs et passifs d'une activité acquise ([note 16](#)) ;
- méthodes d'amortissement des immobilisations incorporelles ([note 17](#)) ;
- méthodes d'amortissement des immobilisations corporelles et en particulier des réserves minières, des actifs de découverte ainsi que de certains actifs industriels d'utilisation discontinuée ([note 18](#)) ;
- définition, dans le cadre des tests de perte de valeur des actifs non financiers, de la durée et du montant des flux de trésorerie futurs ainsi que des taux d'actualisation et de croissance perpétuelle intervenant dans le calcul de la valeur d'utilité des UGT ([note 19](#)) ;

- hypothèses actuarielles des régimes à prestations définies ([note 23.1](#)) ; et
- appréciation, dans le cadre de la comptabilisation et de l'estimation des provisions, de la probabilité de règlement et du montant de l'obligation, de l'échéancier attendu des paiements futurs et des taux d'actualisation ([note 23.2](#)).

Jugements. Les jugements résultent de processus d'analyse destinés à qualifier des éléments, des transactions ou des situations. La révision d'un jugement constitue un changement d'estimation comptabilisé de manière prospective, sauf si cette révision constitue une correction d'erreur ([note 2.3](#)). Les jugements significatifs de la Direction Générale sont développés séparément dans les notes :

- affectation de certaines transactions par niveaux dans le compte de résultat ([notes sur le compte de résultat consolidé](#)) ; et
- définition, dans le cadre des tests de perte de valeur des actifs non financiers, des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) et des indices de perte de valeur ([note 19](#)).

■ INFORMATION PAR SECTEURS

Méthode comptable

Imerys offre des solutions fonctionnelles à haute valeur ajoutée pour un grand nombre de secteurs, depuis les industries de procédés jusqu'aux biens de consommation. Dans chacune de ses quatre branches, le Groupe mobilise sa connaissance des applications, son expertise technologique et sa maîtrise des sciences des matériaux pour proposer des solutions basées sur la valorisation de ses ressources minérales, des minéraux de synthèse et des formulations. Celles-ci apportent des propriétés essentielles aux produits de ses clients et à leurs performances, comme par exemple réfractarité, dureté, conductivité, opacité, durabilité, pureté, légèreté, filtration, absorption, ou hydrophobie.

- Solutions pour l'Énergie & Spécialités (ESS) : additifs fonctionnels utilisés dans la construction (plastiques, peintures, etc.) et dans la production du papier, produits réfractaires monolithiques pour la protection des équipements industriels de haute température (sidérurgie, fonderie, industries pétrochimiques, du verre, du ciment, etc.) et spécialités minérales pour les marchés de l'énergie mobile, de l'électronique et de l'exploration pétrolière non conventionnelle ;

- Filtration & Additifs de Performance (F&PA) : aides aux procédés et additifs fonctionnels pour la filtration de liquides alimentaires, les plastiques, peintures, polymères ainsi que la fonderie et la sidérurgie, destinés aux secteurs de la construction, des biens de consommation courante (boissons, alimentation, magazines, emballages, produits pharmaceutiques, hygiène et beauté, etc.) et durable (notamment l'automobile) ;
- Matériaux Céramiques (CM) : tuiles en terre cuite ([note 25](#)) et solutions minérales pour carrelages, sanitaires, vaisselle, céramiques techniques, peintures, plastiques et papier ;
- Minéraux de Haute Résistance (HRM) : minéraux fondus pour les industries abrasives (outils de découpe, de broyage et de polissage), liants de haute performance pour les secteurs de la construction (mortiers pour chapes de sol), des réfractaires (minéraux réfractaires utilisés dans les industries de haute température : sidérurgie, fonderie, génération d'énergie, etc.) et du génie civil (réseaux d'assainissement, etc.).

Chacun des secteurs à présenter est ainsi engagé dans la production et la fourniture de produits et services présentant des synergies géologiques, industrielles et commerciales et résulte de l'agrégation

des Unités Génératrices de Trésorerie suivies chaque mois par la Direction Générale dans son reporting de gestion (note 19). La Direction Générale considère que les structures holding qui assurent le financement centralisé du Groupe ne constituent pas un secteur. Leurs agrégats sont donc présentés dans une colonne de rapprochement avec les éliminations inter-secteurs (IS&H). L'information financière par secteur est évaluée conformément aux principes du Référentiel (note 1). Les transactions entre secteurs sont évaluées aux prix dont deux parties indépendantes seraient convenues dans des conditions économiques équivalentes à celles des transactions concernées.

Le 26 novembre 2018, Imerys a annoncé la mise en place d'une nouvelle organisation structurée autour de deux segments, Minéraux de Performance et Matériaux et Solutions Haute Température, regroupant cinq domaines d'activité correspondant aux principaux marchés du Groupe. En dépit d'une date d'entrée en vigueur au 1^{er} décembre 2018, la nouvelle organisation n'est traduite dans aucune information financière disponible au 31 décembre 2018 et ne permet à cette date aucune allocation de ressources par la Direction Générale. En conséquence, l'information par secteurs au 31 décembre 2018 reste présentée selon les quatre secteurs ESS, F&PA, CM et HRM.

Compte de résultat consolidé

Les tableaux suivants présentent une désagrégation par secteurs des produits des activités ordinaires avant et après éliminations inter-secteurs, ainsi que des principaux niveaux du compte de résultat consolidé. Les produits des activités ordinaires résultant des transactions d'Imerys avec chacun de ses clients externes ne franchissent jamais un seuil de 10,0 % des produits des activités ordinaires du Groupe.

Au 31 décembre 2018

(en millions d'euros)	ESS	F&PA	CM	HRM	IS&H	Total
Produits externes	1 290,8	1 279,4	832,9	1 192,8	(5,9)	4 590,0
Ventes de biens	1 066,1	1 163,5	701,0	1 177,4	(6,6)	4 101,4
Prestations de services	224,7	115,9	131,9	15,4	0,7	488,6
Produits inter-secteurs	4,2	18,8	21,2	44,3	(88,5)	0,0
Produits des activités ordinaires	1 295,0	1 298,2	854,1	1 237,1	(94,4)	4 590,0
Résultat opérationnel courant	123,2	240,1	102,9	152,5	(56,6)	562,1
dont amortissements et pertes de valeur	(57,2)	(72,3)	(62,2)	(70,2)	(4,0)	(265,9)
Autres produits et charges opérationnels	(241,6)	(191,3)	(41,1)	(28,1)	(149,4)	(651,5)
Résultat opérationnel	(118,4)	48,8	61,8	124,4	(206,0)	(89,4)
Résultat financier	(8,9)	(4,8)	15,1	(0,4)	(61,2)	(60,2)
Produits d'intérêt	2,0	0,2	2,6	0,3	0,2	5,3
Charges d'intérêt	(0,1)	(0,8)	(0,1)	(2,2)	(41,8)	(45,0)
Impôts sur le résultat	(17,7)	(58,5)	(23,2)	(21,9)	32,3	(89,0)
Résultat net des activités abandonnées	-	-	48,3	-	739,7	788,0
Résultat net	(145,0)	(14,5)	102,0	102,1	504,8	549,4

Au 31 décembre 2017

(en millions d'euros)	ESS	F&PA	CM	HRM	IS&H	Total
Produits externes	1 319,9	1 230,3	854,9	878,0	15,9	4 299,0
Ventes de biens	1 098,1	1 125,4	731,5	865,6	14,8	3 835,4
Prestations de services	221,8	104,9	123,4	12,4	1,1	463,6
Produits inter-secteurs	6,7	6,8	33,4	36,5	(83,4)	0,0
Produits des activités ordinaires	1 326,6	1 237,1	888,3	914,5	(67,5)	4 299,0
Résultat opérationnel courant	141,1	254,2	115,8	111,5	(71,4)	551,2
dont amortissements et pertes de valeur	(60,0)	(62,1)	(68,8)	(58,6)	(2,3)	(251,8)
Autres produits et charges opérationnels	(4,3)	8,5	(22,7)	(40,8)	7,2	(52,1)
Résultat opérationnel	136,8	262,7	93,1	70,7	(64,2)	499,1
Résultat financier	(11,5)	(12,0)	(6,9)	(20,8)	(27,2)	(78,4)
Produits d'intérêt	1,8	0,2	4,5	0,7	3,5	10,7
Charges d'intérêt	(0,9)	(0,5)	(0,1)	(2,6)	(54,8)	(58,9)
Impôts sur le résultat	(50,7)	(66,9)	(21,7)	(36,3)	56,7	(118,9)
Résultat net des activités abandonnées	-	-	67,3	-	-	67,3
Résultat net	74,6	183,8	131,8	13,6	(34,7)	369,1

État de la situation financière consolidée

Au 31 décembre 2018

(en millions d'euros)	ESS	F&PA	CM	HRM	IS&H	Total
Capitaux investis - Actif	1 401,6	1 952,5	1 224,1	2 000,5	(23,6)	6 555,1
Goodwill ⁽¹⁾	315,2	833,9	256,0	737,4	0,8	2 143,3
Immobilisations incorporelles et corporelles ⁽²⁾	607,7	618,5	481,6	702,1	33,5	2 443,4
Stocks	170,6	189,0	158,4	350,3	(1,3)	867,0
Créances clients	211,2	193,9	123,3	142,7	(14,5)	656,6
Autres créances - non courant et courant	76,5	81,5	173,5	67,9	(67,4)	332,0
Coentreprises et entreprises associées	20,4	35,7	31,3	0,1	25,3	112,8
Actifs non alloués						1 038,8
Total actif						7 593,9
Capitaux investis - Passif	278,5	371,1	210,4	293,7	(104,7)	1 049,0
Dettes fournisseurs	159,6	131,8	115,8	142,8	7,3	557,3
Autres dettes - non courant et courant	96,2	209,8	66,9	135,5	(131,8)	376,6
Dettes impôts sur le résultat	22,7	29,5	27,7	15,4	19,8	115,1
Provisions	161,6	387,4	179,0	111,3	140,5	979,8
Passifs non alloués						2 311,5
Total passif non courant et courant						4 340,3
Total capitaux investis	1 123,1	1 581,4	1 013,7	1 706,8	81,1	5 506,1
(1) Augmentations du goodwill	(0,8)	0,1	-	21,7	-	21,0
(2) Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	93,7	77,1	67,9	75,4	18,9	333,0

Au 31 décembre 2017

(en millions d'euros)	ESS	F&PA	CM	HRM	IS&H	Total
Capitaux investis - Actif	1 605,5	1 885,7	1 321,2	1 966,7	131,1	6 910,2
Goodwill ⁽¹⁾	318,5	839,2	262,6	714,5	0,8	2 135,6
Immobilisations incorporelles et corporelles ⁽²⁾	788,1	590,0	623,1	742,4	50,5	2 794,1
Stocks	179,0	166,3	191,8	304,4	(1,3)	840,2
Créances clients	222,3	189,3	130,2	144,1	(9,8)	676,1
Autres créances - non courant et courant	72,4	66,5	83,1	61,2	65,4	348,6
Coentreprises et entreprises associées	25,2	34,4	30,4	0,1	25,5	115,6
Actifs non alloués						557,8
Total actif						7 468,0
Capitaux investis - Passif	290,2	229,7	230,4	260,4	38,3	1 049,0
Dettes fournisseurs	170,3	109,1	120,1	117,0	(5,7)	510,8
Autres dettes - non courant et courant	97,8	95,4	105,5	132,4	6,3	437,4
Dettes impôts sur le résultat	22,1	25,2	4,8	11,0	37,7	100,8
Provisions	134,0	198,1	160,8	143,4	106,7	743,0
Passifs non alloués						2 797,7
Total passif non courant et courant						4 589,7
Total capitaux investis	1 315,3	1 656,0	1 090,8	1 706,3	92,8	5 861,2
(1) Augmentations du goodwill	20,7	58,7	4,3	434,6	-	518,3
(2) Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	115,6	62,0	87,2	61,3	14,6	340,7

Information par localisation géographique

Notion de risque pays. Du fait de leur activité minière et de la variété de leurs marchés finaux, les entités d'Imerys sont présentes dans de nombreux pays. Le Groupe peut donc être exposé à certains risques propres à ces pays pouvant avoir dans le futur une certaine incidence sur ses états financiers. Le risque pays comporte deux composantes : d'une part, le risque de transfert et de convertibilité, c'est-à-dire le risque qu'un État impose un contrôle des changes ou des capitaux destiné à empêcher une entité de transférer des fonds à des tiers situés à l'extérieur du pays et/ou de convertir la monnaie locale dans une monnaie étrangère ; et d'autre part, l'environnement économique général, notamment dans ses dimensions liées à la qualité de la gouvernance publique et privée, ainsi qu'aux risques de conflits, d'expropriation ou d'instabilité civile et politique.

Exposition au risque pays. La composante transfert et convertibilité du risque pays se traduit par l'indisponibilité de soldes de trésorerie pour un montant de 5,6 millions d'euros au 31 décembre 2018 (1,3 million d'euros au 31 décembre 2017) (*État des flux de trésorerie consolidés*). Par ailleurs, le risque pays est pris en compte dans la prime de risque pays-marché du taux d'actualisation utilisé pour les tests de perte de valeur (*note 19*). Toutefois, la localisation majoritaire des sources d'approvisionnement et des marchés finaux

d'Imerys dans les pays développés limite l'exposition du Groupe au risque pays. Pour l'identification des pays à risques, Imerys utilise dans un premier temps la notation pays "Environnement des Affaires" de la Coface, la principale compagnie d'assurance française spécialisée dans l'assurance-crédit à l'exportation, mesurant si un intérêt économique et financier d'une entité est influencé par les perspectives économiques, financières et politiques des pays concernés. Le classement de la Coface comprend huit catégories de A1 à E en fonction de l'importance croissante des risques évalués. Les catégories C à E, correspondant aux risques les plus élevés, incluent l'Algérie et l'Ukraine (catégorie C) et le Venezuela (catégorie E) où le Groupe est présent. Dans un second temps, Imerys peut être conduit à réaliser des études sur des situations particulières. Ainsi, le suivi réalisé depuis 2016 sur les conséquences de la décision britannique de quitter l'Union Européenne (Brexit) le 29 mars 2019 a permis de conclure à des risques potentiels peu significatifs : 6,19 % des produits des activités ordinaires par localisation géographique des activités du Groupe en 2018 (5,27 % en 2017), 3,46 % des produits des activités ordinaires par localisation géographique des clients en 2018 (3,11 % en 2017) et 5,45 % de l'état de la situation financière, après élimination des transactions intragroupe, au 31 décembre 2018 (4,65 % au 31 décembre 2017).

Le tableau suivant présente une désagrégation des produits des activités ordinaires par localisation géographique des activités du Groupe.

(en millions d'euros)	2018	2017
France	537,8	650,5
Autres pays d'Europe	1 827,0	1 656,2
Amérique du Nord	1 284,1	1 225,6
Asie – Océanie	733,8	574,7
Autres pays	207,3	192,0
Produits des activités ordinaires par localisation géographique des activités du Groupe	4 590,0	4 299,0

Les produits des activités ordinaires générés dans les pays classés C à E par la notation pays "Environnement des Affaires" de la Coface représentent en 2018 0,35 % des produits des activités ordinaires du Groupe (0,91 % en 2017) et 0,42 % du résultat opérationnel courant (1,07 % en 2017).

Le tableau suivant présente une désagrégation des produits des activités ordinaires par localisation géographique des clients.

(en millions d'euros)	2018	2017
France	250,7	200,6
Autres pays d'Europe	1 842,7	1 739,6
Amérique du Nord	1 187,3	1 187,6
Asie – Océanie	974,5	854,2
Autres pays	334,8	317,0
Produits des activités ordinaires par localisation géographique des clients	4 590,0	4 299,0

Le tableau suivant présente la valeur comptable du goodwill et des immobilisations incorporelles et corporelles par zone géographique.

(en millions d'euros)	2018			2017		
	Goodwill	Immobilisations incorporelles et corporelles	Total	Goodwill	Immobilisations incorporelles et corporelles	Total
France	1 185,0	477,0	1 662,0	1 178,3	792,8	1 971,1
Autres pays d'Europe	384,5	728,8	1 113,3	383,3	691,6	1 074,9
Amérique du Nord	314,7	682,6	997,3	303,7	744,0	1 047,7
Asie - Océanie	195,5	276,6	472,1	195,1	207,3	402,4
Autres pays	63,6	278,4	342,0	75,2	358,4	433,6
Total	2 143,3	2 443,4	4 586,7	2 135,6	2 794,1	4 929,7

Le total de l'état de la situation financière localisé dans les pays classés C à E par la notation pays "Environnement des Affaires" de la Coface représente 0,22 % de l'état de la situation financière (0,28 % au 31 décembre 2017) et - 0,72 % des capitaux propres consolidés, part du Groupe (- 0,96 % au 31 décembre 2017).

■ NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Méthode comptable

Les produits et charges comptabilisés dans le compte de résultat consolidé sont regroupés par natures selon le principe d'importance relative et ne sont compensés qu'en application d'une norme ou interprétation. Une information comparative est fournie au titre de l'exercice N-1, l'information comparative au titre de l'exercice N-2 étant incorporée par référence ([section 9.4 du chapitre 9 du Document de Référence](#)). Le compte de résultat est structuré en deux niveaux principaux : le résultat opérationnel et le résultat

financier. Si dans la plupart des cas, l'affectation des transactions par niveau de résultat ne nécessite pas de commentaire particulier, les options de certaines normes et l'absence de précisions d'autres normes ont conduit la Direction Générale procéder à des jugements pour définir certains choix de présentation. Les trois tableaux suivants présentent ces choix et permettent le lien avec la note correspondante.

Résultat opérationnel. Le résultat opérationnel est constitué du résultat opérationnel courant et des autres produits et charges opérationnels. Le résultat opérationnel courant ([notes 5 à 9](#)) intègre la performance des activités ordinaires d'Imerys ainsi que les éléments suivants :

	Notes
Charge de paiements en actions	8
Variations hors restructurations des avantages du personnel	
■ réductions, liquidations et amendements de régime	8
■ cotisations aux fonds et paiements directs aux bénéficiaires	8
■ reprises de provisions sur cotisations et paiements directs	8
■ frais administratifs des régimes ouverts	8
Comptabilité de couverture	
■ part inefficace des instruments de couverture opérationnels	11
■ amortissement de la part efficace des instruments de couverture opérationnels déqualifiés	11
Cessions d'actifs hors restructurations	9
Résultat des entreprises associées de l'activité récurrente	9

Autres produits et charges opérationnels. Les autres produits et charges opérationnels ([note 10](#)) correspondent, conformément à la recommandation ANC 2013-03 de l'autorité française de normalisation comptable sur le format des états financiers IFRS, à des produits et charges résultant d'événements peu nombreux, bien identifiés, non récurrents et significatifs, tels que les effets résultat de la prise ou perte de contrôle d'une activité, d'une restructuration, y compris les cessions d'actifs afférentes, d'une perte de valeur du goodwill ou d'un litige significatif. En particulier, dans la mesure où les textes en vigueur ne définissent pas la notion de restructuration par rapport à un critère de survenance peu fréquente ou inhabituelle, la Direction Générale a mis en place des critères permettant de valider que seules les décisions de gestion satisfaisant à la fois la définition d'une restructuration et le caractère non récurrent, soient comptabilisées en autres produits et charges opérationnels.

	Notes
Résultat des prises ou pertes de contrôle	10
Perte de valeur du goodwill	10
Restructuration	10
Cession d'actif liée à une restructuration	10
Variations liées à une restructuration des avantages du personnel	
■ réductions, liquidations et amendements de régime	10
■ cotisations et paiements directs aux bénéficiaires	10
■ reprises de provisions sur cotisations et paiements directs	10
Litige significatif	10
Résultat des entreprises associées hors de l'activité récurrente	10

Résultat financier. Le résultat financier comprend principalement le coût de l'endettement, les différences de change, les composantes financières des régimes à prestations définies, la désactualisation des provisions et les pertes de valeur sur actifs financiers ([note 12](#)), ainsi que les éléments spécifiques suivants :

	Notes
Comptabilité de couverture	
■ part inefficace des instruments de couverture de financement	11
■ amortissement de la part efficace des instruments de couverture de financement déqualifiés	11
Change latent et réalisé des transactions opérationnelles et financières	12
Variations financières des avantages du personnel	
■ désactualisation	12
■ rendement normatif des actifs	12
■ cotisations aux régimes fermés déficitaires à financement obligatoire	12
■ frais administratifs des régimes fermés à financement obligatoire	12
■ reprises de provisions des régimes fermés à financement obligatoire	12

NOTE 5 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Méthode comptable

Le périmètre des produits des activités ordinaires comporte deux catégories : d'une part les ventes de biens, c'est-à-dire de matériaux de spécialités généralement extraits des gisements contrôlés par le Groupe et valorisés dans ses usines et d'autre part les prestations de services, essentiellement constituées par la refacturation aux clients du coût du transport des biens et par des prestations de services industriels. Les engagements contractuels pris par le Groupe de transférer ces biens et services à ses clients sont qualifiés d'obligations de prestations. Lorsque le client prend le contrôle du bien ou service décrit dans le contrat, l'obligation de prestation est réputée satisfaite et le produit des activités ordinaires est comptabilisé. Les matériaux de spécialités sont ainsi transférés aux clients à un moment précis, coïncidant avec le transfert des risques et avantages au point prévu par l'incoterm du contrat. Ces incoterms sont multiples en raison des spécificités de conditionnement (vrac, poudre, pâte, solution, etc.) et de transport (maritime, ferroviaire, routier, etc.) prévus par les contrats. En revanche, si certains services tels que

des travaux de façonnage sont satisfaits au moment précis de leur réalisation, la plupart sont progressivement transférés aux clients, notamment les prestations de transport sur ventes, dont la comptabilisation est différée au moment où l'acheminement est terminé et certaines prestations spécialisées portant sur la construction sur deux à sept mois d'installations industrielles et dont le degré d'avancement est mesuré sur la base du niveau réel d'engagement des coûts de production. Les obligations de garantie au titre des ventes de biens et prestations de services ont pour objectif de fournir au client une assurance par rapport aux spécifications prévues par les contrats et non un service en plus de cette assurance. En conséquence, ces garanties ne sont pas comptabilisées comme des obligations de performance mais comme des provisions ([note 23.2](#)). Les ventes de biens et prestations de services sont évaluées à la juste valeur de la transaction, diminuée des rabais commerciaux et quantitatifs, ainsi que des escomptes pour règlement anticipé.

Activité de l'exercice

Le tableau ci-dessous présente une désagrégation des produits des activités ordinaires en ventes de biens et prestations de services. Au total, les produits des activités ordinaires s'élèvent à 4 590,0 millions d'euros en 2018 (4 229,0 millions d'euros en 2017), soit une hausse de + 6,8 % (+ 11,3 % en 2017), comprenant un effet négatif des variations des monnaies étrangères de - 147,1 millions d'euros (- 33,5 millions d'euros en 2017) et un impact périmètre positif de + 290,4 millions d'euros (+ 326,1 millions d'euros en 2017). À périmètre et change comparables, les produits des activités ordinaires augmentent de + 3,4 % (+ 3,7 % en 2017).

(en millions d'euros)	2018	2017
Ventes de biens	4 101,5	3 835,4
Prestations de services	488,5	463,6
Total	4 590,0	4 299,0

Le tableau ci-dessous présente une désagrégation différente des produits des activités ordinaires par échéance de transfert des biens et services aux clients, en distinguant d'une part les biens et services transférés aux clients à un moment précis et d'autre part les services progressivement transférés aux clients.

(en millions d'euros)	2018	2017
Biens et services transférés aux clients à un moment précis	4 108,1	3 847,1
Ventes de matériaux de spécialités	4 101,5	3 835,4
Prestations de services industriels	5,4	10,6
Autres prestations de services	1,2	1,1
Services progressivement transférés aux clients	481,9	451,9
Transport sur ventes	303,1	278,3
Prestations de services industriels	177,7	172,5
Autres prestations de services	1,1	1,1
Total	4 590,0	4 299,0

Par ailleurs, d'autres désagréations des produits des activités ordinaires sont présentées dans la section [Information par secteurs](#) : par secteurs avant et après éliminations inter-secteurs, par localisation géographique des activités du Groupe d'une part et des clients d'autre part.

NOTE 6 MATIÈRES PREMIÈRES ET ACHATS CONSOMMÉS

(en millions d'euros)	2018	2017
Matières premières	(877,8)	(748,5)
Énergie	(335,8)	(323,3)
Produits chimiques	(62,8)	(63,4)
Autres achats consommés	(242,3)	(201,0)
Marchandises	(101,1)	(74,1)
Variation de stocks	102,1	47,6
Production immobilisée	14,5	11,5
Total	(1 503,2)	(1 351,2)

NOTE 7 CHARGES EXTERNES

(en millions d'euros)	2018	2017
Transports	(601,0)	(553,7)
Locations simples	(80,9)	(82,8)
Sous-traitance	(140,2)	(136,0)
Maintenance et réparation	(131,9)	(121,5)
Honoraires	(116,1)	(109,4)
Autres charges externes	(197,7)	(201,7)
Total	(1 267,8)	(1 205,1)

NOTE 8 CHARGES DE PERSONNEL

(en millions d'euros)	2018	2017
Salaires et traitements	(784,3)	(711,0)
Charges sociales	(138,5)	(138,2)
Variation nette des provisions pour avantages du personnel	19,3	4,9
Cotisations aux régimes d'avantages du personnel à prestations définies	(21,8)	(18,1)
Cotisations aux régimes à cotisations définies	(29,0)	(25,9)
Intéressement et participation	(26,4)	(27,2)
Autres avantages du personnel	(17,0)	(15,0)
Total	(997,7)	(930,5)

Principes de gestion des paiements en actions

La politique de rétention à long terme du Groupe comporte depuis 2008 l'attribution d'actions gratuites conditionnelles acquises sur le marché. La charge correspondante est incluse en "Autres avantages du personnel" pour 14,1 millions d'euros en 2018 (13,4 millions d'euros en 2017). Les principes de gestion de ces paiements en actions sont arrêtés par le Conseil d'Administration sur proposition du Comité des Rémunérations. En dehors des attributions effectuées dans le cadre d'opérations d'actionnariat salarié du Groupe, les actions attribuées gratuitement sont en principe conditionnées et proportionnées à l'atteinte d'objectifs de performance économique et/ou financière fixés par le Conseil d'Administration. La périodicité des plans est annuelle et le nombre total de droits attribués chaque année est modulé en fonction de la performance globale du Groupe ou d'événements particuliers. L'attribution est traditionnellement effectuée le jour de l'Assemblée Générale des actionnaires. Les personnes bénéficiaires, ou susceptibles de le devenir, sont les cadres dirigeants du Groupe (Directeur Général, membres du Comité Exécutif, des comités de direction des branches et activités opérationnelles, principaux responsables fonctionnels du Groupe) et les titulaires de postes clés qui leur reportent ainsi que les cadres à très haut potentiel et les salariés qui contribuent de façon remarquable aux performances du Groupe.

Méthode comptable

La juste valeur des services rendus en contrepartie de l'octroi d'actions gratuites Imerys est évaluée selon le modèle de valorisation de Black & Scholes par référence à la juste valeur des instruments à la date d'octroi. Cette évaluation tient compte de la durée de vie des instruments, du cours de l'action sous-jacente, ainsi que du taux de rotation des bénéficiaires. Dans la majorité des cas, l'acquisition des droits est subordonnée à une condition de durée de service et la juste valeur des services rendus est amortie en résultat sur les exercices d'acquisition des droits, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. Le traitement comptable est identique lorsqu'en plus de la condition de durée de service, l'acquisition des droits est subordonnée à la réalisation de performances économiques prédéfinies. La volatilité et les paramètres liés à la probabilité d'acquisition des droits sont révisés à chaque date de clôture. Les taux de rotation des bénéficiaires sont ajustés définitivement à mesure des clôtures des périodes d'acquisition des droits.

Charge de paiements en actions

	Nombre d'actions gratuites	Maturité	Taux de rotation	Taux de dividende moyen	Conditions de performance	Juste valeur (€)	Coût total par plan (M€)	Coût 2018 des plans (M€)	Coût 2017 des plans (M€)
2013	233 500	4,0 ans	15,7 %	2,9 %	76,6 %	45,15	(6,5)	-	(0,3)
2013	30 000	4,0 ans	0,0 %	2,9 %	76,6 %	45,15	(1,0)	-	(0,1)
2014	276 975	4,0 ans	14,2 %	2,9 %	78,6 %	55,37	(10,3)	(0,7)	(2,7)
2015	20 700	2,0 ans	0,0 %	2,9 %	-	63,01	(0,5)	-	(0,1)
2015	309 550	4,0 ans	23,1 %	2,9 %	78,4 %	61,17	(11,7)	(1,7)	(3,2)
2016	32 500	3,0 ans	0,0 %	2,9 %	88,7 %	58,29	(1,7)	(0,7)	(0,4)
2016	270 000	3,0 ans	20,3 %	2,9 %	88,7 %	57,43	(10,6)	(3,8)	(3,5)
2017	35 000	3,0 ans	0,0 %	3,0 %	75,0 %	70,66	(1,9)	(0,6)	(0,4)
2017	258 400	3,0 ans	15,7 %	3,0 %	75,0 %	70,66	(11,2)	(3,5)	(2,7)
2018	265 200	3,0 ans	14,0 %	3,0 %	80,0 %	67,12	(12,2)	(2,7)	-
2018	30 000	3,0 ans	0,0 %	3,0 %	80,0 %	69,64	(1,7)	(0,4)	-
Coût des plans comptabilisé en charges de personnel								(14,1)	(13,4)
Prix d'exercice moyen pondéré (€)								48,9	53,4

NOTE 9 AUTRES PRODUITS ET CHARGES COURANTS

(en millions d'euros)	2018	2017
Autres produits et charges	21,5	0,2
Résultat des cessions d'actifs	2,7	5,4
Subventions reçues	2,6	4,6
Variation nette des provisions et dépréciations d'exploitation	19,4	21,0
Quote-part des résultats nets des coentreprises et entreprises associées	1,7	6,0
Total	47,9	37,2

Imerys détient des participations dans des activités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint ou une influence notable. Le résultat net généré par ces participations est présenté en "Quote-part des résultats nets des coentreprises et entreprises associées" pour 1,7 million d'euros en 2018 (6,0 millions d'euros en 2017).

Méthode comptable

Imerys évalue selon la méthode de la mise en équivalence les participations sous contrôle conjoint (coentreprises), c'est-à-dire celles dont les politiques financières et opérationnelles sont soumises à un vote unanime d'Imerys et d'un partenaire tiers et les participations sous influence notable (entreprises associées), c'est-à-dire celles dont les politiques financières et opérationnelles sont dirigées par le partenaire tiers, Imerys n'exerçant qu'une participation à ces politiques, sans les contrôler. Les quotes-parts détenues dans les actifs nets et les résultats de ces entités sont présentées dans des postes distincts dans le résultat opérationnel et à l'actif.

Principales coentreprises et entreprises associées

Les principales participations évaluées selon la méthode de la mise en équivalence sont les coentreprises The Quartz Corporation, Stollberg & Samil et l'entreprise associée MST Mineralien Schiffahrt. Les informations financières résumées de ces participations sont présentées ci-après sous forme de montants à 100,00 %. Les montants débiteurs sont présentés en négatif et les montants créditeurs en positif. Ces données sont arrêtées au 31 décembre à l'exception de celles de MST Mineralien Schiffahrt, qui sont issues des états financiers les plus récents auxquels le Groupe a accès, c'est-à-dire ceux de la clôture annuelle au 30 septembre.

(en millions d'euros)	Coentreprises				Entreprises associées	
	The Quartz Corporation		Stollberg & Samil		MST Mineralien Schiffahrt	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Compte de résultat consolidé						
Produits des activités ordinaires	84,5	83,1	43,3	31,7	90,0	90,6
Résultat net	0,8	3,6	3,3	1,9	1,6	8,5
État de la situation financière consolidée						
Actif non courant	(80,5)	(72,6)	(18,2)	(15,6)	(207,8)	(207,8)
Actif courant	(31,9)	(36,5)	(25,6)	(25,5)	(41,8)	(41,8)
Capitaux propres	52,0	50,3	28,6	26,0	84,9	84,9
Passif non courant	40,9	41,1	9,9	9,8	125,7	124,1
Passif courant	19,5	17,7	5,3	5,3	39,0	40,6

The Quartz Corporation (coentreprise) est un intérêt de 50,00 % (50,00 % au 31 décembre 2017) de la branche Matériaux Céramiques dans un groupe de sociétés spécialisées dans l'extraction et la valorisation, aux États-Unis et en Norvège, de quartz de haute pureté. Stollberg & Samil (coentreprise) est un intérêt de 50,00 % (50,00 % au 31 décembre 2017) de la branche Filtration & Additifs de Performance dans une société de production et de distribution de produits destinés à l'industrie de la fonderie en Corée du Sud. Enfin, MST Mineralien Schiffahrt (entreprise associée) est un intérêt

de 27,34 % (27,34 % au 31 décembre 2017) dans une société allemande de transport maritime de minéraux. Le montant de l'engagement donné par le Groupe à cette société dans le cadre d'un contrat d'affrètement est indiqué en [note 28](#). Le tableau ci-dessous présente un rapprochement entre les capitaux propres des coentreprises et entreprises associées, tels qu'ils figurent à 100,00 % dans le tableau précédent et telle que leur quote-part est comptabilisée à l'actif d'Imerys selon la méthode de la mise en équivalence.

(en millions d'euros)	2018				2017			
	Capitaux propres	Intérêts des autres actionnaires	Goodwill	Intérêt d'Imerys	Capitaux propres	Intérêts des autres actionnaires	Goodwill	Intérêt d'Imerys
The Quartz Corporation	52,0	(26,0)	2,3	28,3	50,3	(25,2)	2,3	27,5
Stollberg & Samil	28,6	(14,3)	-	14,3	26,0	(13,0)	-	13,0
MST Mineralien Schiffahrt	84,9	(61,7)	-	23,2	84,9	(61,7)	-	23,2
Autres participations	108,8	(64,0)	2,2	47,0	118,0	(68,4)	2,2	51,8
Total	274,3	(166,0)	4,5	112,8	279,2	(168,2)	4,5	115,5

Le tableau ci-dessous analyse la variation de l'intérêt comptabilisé à l'actif d'Imerys selon la méthode de la mise en équivalence.

(en millions d'euros)	2018	2017
Valeur comptable à l'ouverture	115,5	122,5
Résultats	(6,0)	6,0
Dividendes distribués par les coentreprises et entreprises associées	(5,6)	(5,8)
Autres	8,9	(7,2)
Valeur comptable à la clôture	112,8	115,5

NOTE 10 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

(en millions d'euros)	2018	2017
Résultat des prises ou pertes de contrôle	3,9	(11,0)
Coûts de transaction	(5,4)	(19,3)
Changements d'estimation de la rémunération conditionnelle du vendeur	(0,8)	9,5
Résultat de cession des activités consolidées	10,1	(1,2)
Autres éléments non récurrents	(655,4)	(41,2)
Pertes de valeur d'actifs liées aux restructurations	(224,2)	(13,9)
Résultat des cessions non récurrentes d'actifs	5,5	(1,0)
Charges de restructuration décaissées	(76,3)	(25,0)
Variation des provisions	(352,7)	(1,2)
Quote-part des résultats nets des entreprises associées hors de l'activité récurrente	(7,7)	(0,1)
Autres produits et charges opérationnels	(651,5)	(52,2)
Impôts sur le résultat	56,2	18,1
Autres produits et charges opérationnels nets d'impôts sur le résultat	(595,3)	(34,1)

Autres produits et charges opérationnels 2018

Les "Autres produits et charges opérationnels" bruts s'élèvent à - 651,5 millions d'euros, dont - 241,6 millions d'euros dans la branche Solutions pour l'Énergie & Spécialités ; - 191,3 millions d'euros dans la branche Filtration & Additifs de Performance ; - 41,1 millions d'euros dans la branche Matériaux Céramiques ; - 28,1 millions d'euros dans la branche Minéraux de Haute Résistance ; et - 149,4 millions d'euros dans les holdings. Les produits et charges d'impôts sur le résultat des "Autres produits et charges opérationnels" s'élèvent à + 56,2 millions d'euros. Les "Autres produits et charges opérationnels nets d'impôts sur le résultat" ressortent ainsi à - 595,3 millions d'euros, dont - 597,8 millions d'euros sans incidence en trésorerie et + 2,5 millions d'euros en trésorerie.

Autres produits et charges opérationnels 2017

Les "Autres produits et charges opérationnels" bruts s'élèvent à - 52,2 millions d'euros, dont - 4,3 millions d'euros dans la branche Solutions pour l'Énergie & Spécialités ; + 8,5 millions d'euros dans la branche Filtration & Additifs de Performance ; - 22,8 millions d'euros dans la branche Matériaux Céramiques ; - 40,8 millions d'euros dans la branche Minéraux de Haute Résistance ; et + 7,2 million d'euros dans les holdings. Les produits et charges d'impôts sur le résultat des "Autres produits et charges opérationnels" s'élèvent à + 18,1 millions d'euros. Les "Autres produits et charges opérationnels nets d'impôts sur le résultat" ressortent ainsi à - 34,1 millions d'euros, dont - 25,1 millions d'euros sans incidence en trésorerie et - 9,0 millions d'euros en trésorerie.

NOTE 11 INSTRUMENTS FINANCIERS

Méthode comptable

Les instruments financiers résultent des contrats dont l'exécution crée de manière symétrique un actif financier chez l'une des parties au contrat et un passif financier ou un instrument de capitaux propres chez l'autre partie. Les instruments financiers sont rattachés à des catégories définies par la norme IFRS 9 destinées d'une part à traduire leurs modèles de gestion et caractéristiques de flux de trésorerie contractuels et d'autre part à déterminer leurs modalités de comptabilisation et d'évaluation.

Coût amorti. Les actifs financiers détenus dans la catégorie du coût amorti suivent un modèle de gestion dont l'objectif est d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels. Il s'agit des créances clients résultant des produits des activités ordinaires (*note 5*), ainsi que de la trésorerie, c'est-à-dire des caisses et dépôts à vue et équivalents de trésorerie. Ces derniers sont des placements très liquides indexés sur un taux du marché monétaire et dont le montant est connu ou sujet à une incertitude négligeable. Dans l'état des flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent également le poste "Concours bancaires" présenté au passif. Les emprunts (*note 24.2 - Réconciliation de la dette financière nette*) relèvent également de la catégorie du coût amorti. Ils sont initialement évalués à la juste valeur du montant reçu, diminuée des coûts de transaction. Ils sont ultérieurement évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Enfin, le Groupe réalise des achats de matières premières et d'énergie pour ses propres besoins et non pour des opérations de négoce. En conséquence, ces contrats d'achat sont comptabilisés comme des dettes fournisseurs et non comme des dérivés. Les dettes fournisseurs et autres passifs financiers (*note 24.1*) sont évalués au coût amorti.

Juste valeur par le résultat. Les actifs financiers détenus dans cette catégorie suivent un modèle de gestion dont l'objectif est à la fois d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels et de réaliser un résultat de cession à court terme. Il s'agit d'actifs financiers non dérivés détenus à des fins de placement, comptabilisés à l'actif entre les dates d'achat et de vente et dont les variations de juste valeur sont comptabilisées en autres produits et charges financiers (*note 12*) selon les prix de marché publiés à la date de clôture.

La catégorie de la juste valeur par le résultat inclut également des participations dans des entités non cotées sur lesquelles le Groupe n'a ni contrôle, ni contrôle conjoint, ni influence notable, ni intention de cession à court terme (*note 21.2*), ainsi que les dérivés hors comptabilité de couverture (*note 24.4*).

Analyse des instruments financiers par catégories

Les *notes 11, 12, 21.1 et 24.1* analysent les lignes de produits, charges, actifs et passifs contenant des instruments financiers selon des catégories présentées en colonnes. Celles-ci distinguent d'une part les catégories appliquées par défaut à tout élément hors comptabilité de couverture et d'autre part les catégories appliquées à tout élément relevant à titre dérogatoire de la comptabilité de couverture. Les catégories IFRS 9 du coût amorti et de la juste valeur par résultat définies dans le paragraphe précédent s'appliquent à la majorité des éléments hors comptabilité de couverture. Les éléments relevant de la comptabilité de couverture sont classés selon leurs qualifications de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie (*note 24.2 - Méthode comptable*), en distinguant en colonnes les valeurs des éléments couverts et des instruments de couverture et en lignes les types de risques couverts (*note 24.2 - Risque de change - Risque de taux d'intérêt - Risque de prix énergétique*). Par ailleurs, afin de permettre le rapprochement entre catégories IFRS 9 et états financiers, les *notes 11, 12, 21.1 et 24.1* comportent une colonne contenant les éléments hors IFRS 9 suivants : paiements en actions (IFRS 2), actifs miniers (IFRS 6), stocks (IAS 2), actifs et passifs d'impôts sur le résultat (IAS 12), immobilisations corporelles (IAS 16), passifs de location financement (IAS 17), actifs et passifs d'avantages du personnel à prestations définies et à court-terme (IAS 19), subventions (IAS 20), provisions (IAS 37), immobilisations incorporelles et charges constatées d'avance (IAS 38), actifs de découverte (IFRIC 20) et droits et taxes (IFRIC 21). La logique de classement des instruments financiers à l'actif (*note 21.1*) et au passif (*note 24.1*) est appliquée de manière transversale à leurs variations en résultat (*notes 11 et 12*). Par exemple, les produits des activités ordinaires sont rattachés à la catégorie du coût amorti, car leurs contreparties en créances clients ou trésorerie et équivalents de trésorerie relèvent de cette catégorie à l'actif.

Les tableaux ci-après présentent les produits et charges avant impôts sur le résultat comptabilisés en résultat et en capitaux propres par catégories d'instruments financiers. Les soldes des autres produits et charges financiers sont analysés plus en détail dans la [note 12](#).

Au 31 décembre 2018

	Comptabilité hors couverture			Comptabilité de couverture					Total
	Catégories IFRS 9			Juste valeur		Flux de trésorerie			
	Coût amorti	Juste valeur par le résultat	Hors IFRS 9	Élément couvert	Couverture	Élément couvert	Couverture		
(en millions d'euros)									
Résultat opérationnel									
Produits des activités ordinaires	4 227,6	-	-	-	-	369,0	(6,6)	4 590,0	
Risque de change transactionnel	-	-	-	-	-	369,0	(6,6)	362,4	
Matières premières et achats consommés	(1 555,9)		129,0			(85,7)	9,4	(1 503,2)	
Risque de change transactionnel	-	-	-	-	-	(62,9)	0,8	(62,1)	
Risque de prix énergétique	-	-	-	-	-	(22,8)	8,6	(14,2)	
Charges externes	(1 267,8)	-	-	-	-	-	-	(1 267,8)	
Autres produits et charges courants	13,7	-	34,2	-	-	-	-	47,9	
Résultat financier									
Résultat des placements	-	4,9	-	-	-	-	-	4,9	
Charge d'endettement financier brut	(46,9)	-	-	-	-	-	-	(46,9)	
Autres produits et charges financiers	(5,9)	1,0	(13,3)	(1,3)	1,3	-	-	(18,2)	
Risque de change transactionnel - variation de juste valeur	-	1,2	-	-	-	-	-	1,2	
Autres actifs financiers - variation de juste valeur	-	(0,2)	-	-	-	-	-	(0,2)	
Risque de taux d'intérêt - part efficace	-	-	-	(1,3)	1,3	-	-	0,0	
Capitaux propres									
Comptabilisation en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	(5,3)	(5,3)	
Reclassement des réserves vers le résultat	-	-	-	-	-	-	(2,9)	(2,9)	
De la réserve de couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-	(2,9)	(2,9)	
Total	1 364,8	5,9	149,9	(1,3)	1,3	283,3	(5,4)	1 798,5	
dont pertes de valeur en résultat	(16,0)	(0,3)	(0,4)	-	-	-	-	-	
dont reprises de pertes de valeur en résultat	7,1	-	1,9	-	-	-	-		

Au 31 décembre 2017

	Comptabilité hors couverture			Comptabilité de couverture				Total
	Catégories IFRS 9			Juste valeur		Flux de trésorerie		
	Coût amorti	Juste valeur par le résultat	Hors IFRS 9	Élément couvert	Couverture	Élément couvert	Couverture	
(en millions d'euros)								
Résultat opérationnel								
Produits des activités ordinaires	3 864,0	-	-	-	-	420,2	14,8	4 299,0
Risque de change transactionnel	-	-	-	-	-	420,2	14,8	435,0
Matières premières et achats consommés	(1 324,5)	-	91,0	-	-	(119,8)	2,1	(1 351,2)
Risque de change transactionnel	-	-	-	-	-	(64,0)	0,3	(63,7)
Risque de prix énergétique	-	-	-	-	-	(55,8)	1,8	(54,0)
Charges externes	(1 205,1)	-	-	-	-	-	-	(1 205,1)
Autres produits et charges courants	(2,5)	-	41,8	-	-	-	(2,1)	37,2
Risque de change transactionnel - part inefficace	-	-	-	-	-	-	(2,1)	(2,1)
Résultat financier								
Résultat des placements	-	10,2	-	-	-	-	-	10,2
Charge d'endettement financier brut	(56,2)	(0,4)	-	-	-	-	-	(56,6)
Risque de taux d'intérêt - couvertures interrompues	-	(0,4)	-	-	-	-	-	(0,4)
Autres produits et charges financiers	(20,4)	0,5	(12,0)	2,3	(2,3)	-	-	(31,9)
Risque de change transactionnel - variation de juste valeur	-	(0,1)	-	-	-	-	-	(0,1)
Autres actifs financiers - variation de juste valeur	-	0,6	-	-	-	-	-	0,6
Risque de taux d'intérêt - part efficace	-	-	-	2,3	(2,3)	-	-	0,0
Capitaux propres								
Comptabilisation en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	11,2	11,2
Reclassement des réserves vers le résultat	-	-	-	-	-	-	(16,9)	(16,9)
De la réserve de couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-	(16,9)	(16,9)
Total	1 255,2	10,3	120,8	2,3	(2,3)	300,4	9,1	1 695,8
dont pertes de valeur en résultat	(4,6)	-	(1,1)	-	-	-	-	-
dont reprises de pertes de valeur en résultat	13,5	-	0,4	-	-	-	-	-

NOTE 12 RÉSULTAT FINANCIER

Le tableau ci-après analyse le résultat financier par catégories d'instruments financiers. Une description des catégories d'instruments financiers figure à la [note 11](#).

Au 31 décembre 2018

	Comptabilité hors couverture			Comptabilité de couverture				Total
	Catégories IFRS 9			Juste valeur		Flux de trésorerie		
	Coût amorti	Juste valeur par le résultat	Hors IFRS 9	Élément couvert	Couverture	Élément couvert	Couverture	
(en millions d'euros)								
Charge d'endettement financier net	(46,9)	4,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(42,0)
Résultat des placements	-	4,9	-	-	-	-	-	4,9
Charge d'endettement financier brut	(46,9)	-	-	-	-	-	-	(46,9)
Autres produits et charges financiers	(5,9)	1,0	(13,3)	(1,3)	1,3	0,0	0,0	(18,2)
Différences nettes de change	(4,8)	1,2	(0,4)	-	-	-	-	(4,0)
Charges et produits sur instruments dérivés	-	-	-	(1,3)	1,3	-	-	0,0
Produits et charges financiers des régimes d'avantages du personnel à prestations définies	-	-	(8,6)	-	-	-	-	(8,6)
Désactualisation des autres provisions	-	-	(4,0)	-	-	-	-	(4,0)
Autres produits et charges financiers	(1,1)	(0,2)	(0,3)	-	-	-	-	(1,6)
Résultat financier	(52,8)	5,9	(13,3)	(1,3)	1,3	0,0	0,0	(60,2)

Au 31 décembre 2017

	Comptabilité hors couverture			Comptabilité de couverture				Total
	Catégories IFRS 9			Juste valeur		Flux de trésorerie		
	Coût amorti	Juste valeur par le résultat	Hors IFRS 9	Élément couvert	Couverture	Élément couvert	Couverture	
(en millions d'euros)								
Charge d'endettement financier net	(56,2)	9,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(46,4)
Résultat des placements	-	10,2	-	-	-	-	-	10,2
Charge d'endettement financier brut	(56,2)	(0,4)	-	-	-	-	-	(56,6)
Autres produits et charges financiers	(20,4)	0,5	(12,0)	2,3	(2,3)	0,0	0,0	(31,9)
Différences nettes de change	(10,6)	(0,1)	0,5	-	-	-	-	(10,2)
Charges et produits sur instruments dérivés	-	-	-	2,3	(2,3)	-	-	0,0
Produits et charges financiers des régimes d'avantages du personnel à prestations définies	-	-	(8,2)	-	-	-	-	(8,2)
Désactualisation des autres provisions	-	-	(3,9)	-	-	-	-	(3,9)
Autres produits et charges financiers	(9,8)	0,6	(0,4)	-	-	-	-	(9,6)
Résultat financier	(76,6)	10,3	(12,0)	2,3	(2,3)	0,0	0,0	(78,3)

NOTE 13 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Méthode comptable

Les impôts sur le résultat sont constitués de deux composantes : les impôts français et étrangers calculés sur les bénéfices imposables, y compris les cotisations similaires calculées sur la base de différences entre des produits et des charges, telle que la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) française ; et les retenues à la source payées par les entités sous le contrôle, le contrôle conjoint et l'influence notable d'Imerys, sur les dividendes qu'elles distribuent au Groupe. Les impôts sur le résultat se décomposent en impôt exigible et impôt différé. L'impôt exigible donne lieu à la comptabilisation d'un passif tant qu'il n'est pas payé et d'un actif quand l'impôt payé excède l'impôt exigible ou quand une perte fiscale peut être reportée en arrière. Des impôts différés actif et passif sont comptabilisés sur l'ensemble des différences temporelles entre les valeurs fiscales et consolidées des actifs et passifs, à l'exception principalement de celles relatives à la première comptabilisation du goodwill et, dans le cas des différences temporelles imposables entre la valeur comptable et la valeur fiscale des titres de participation, lorsque le Groupe est en mesure de contrôler la date de reversement de la différence temporelle et qu'il est probable que cette différence ne s'inversera pas dans un avenir prévisible. Un impôt différé actif n'est comptabilisé au titre de différences temporelles déductibles, de pertes fiscales et de crédits d'impôts que s'il est probable qu'un bénéfice imposable futur permettra d'imputer ces éléments, ou s'il existe dans la même entité fiscale des différences temporelles imposables arrivant à échéance sur l'exercice où ces éléments restent récupérables. Les taux et règles fiscales utilisés sont les taux et règles adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture et qui seront applicables sur l'exercice de renversement de la différence temporelle. Les impôts différés ne font l'objet d'aucune actualisation financière. Les impôts différés actif et passif sont compensés par entité fiscale, c'est-à-dire par entité juridique ou groupe d'intégration fiscale. L'impôt exigible et/ou différé est comptabilisé dans le même niveau de résultat que celui de la base à laquelle il se rattache. Ce principe de rattachement de l'impôt à sa base s'applique également aux transactions directement comptabilisées en capitaux propres.

Périmètres d'intégration fiscale

Dans plusieurs pays, Imerys a mis en place des régimes d'intégration fiscale permettant notamment de compenser les profits et les pertes fiscales éventuelles au sein du Groupe intégré. Des intégrations fiscales existent notamment en France, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Espagne, en Allemagne et en Italie.

Impôts sur le résultat payés

Le montant des impôts sur le résultat payés en 2018 en trésorerie et sur un horizon attendu de recouvrement n'excédant pas cinq ans (119,4 millions d'euros en 2017).

Pertes fiscales reportables

Des impôts différés actif sont comptabilisés au titre des pertes fiscales reportables lorsque leur récupération est jugée probable et sur un horizon attendu de recouvrement n'excédant pas cinq ans. L'évaluation des impôts différés actif comptabilisés à ce titre tient compte des législations nationales limitant l'utilisation des reports déficitaires. Au 31 décembre 2018, ces impôts différés actif s'élèvent à 19,5 millions d'euros (16,5 millions d'euros au 31 décembre 2017). À l'inverse, les pertes fiscales et crédits d'impôts n'ayant pas donné lieu à prise en compte d'un impôt différé actif, car leur récupération est jugée incertaine, s'élèvent au 31 décembre 2018 à respectivement 236,4 millions d'euros (216,8 millions d'euros au 31 décembre 2017) et 14,7 millions d'euros (13,8 millions d'euros au 31 décembre 2017) dont respectivement 206,9 millions d'euros et 14,7 millions d'euros expirent après 2023 ou sont reportables sans limite de temps. Les impôts différés sont calculés en utilisant les taux applicables sur les exercices considérés selon la législation fiscale en vigueur dans chaque pays concerné.

Différences temporelles contrôlées par le Groupe

Aucun impôt différé passif n'est comptabilisé sur les différences temporelles imposables entre la valeur comptable et la valeur fiscale des titres de participation lorsque Imerys est en mesure de contrôler la date de reversement de la différence temporelle et qu'il est probable que cette différence ne s'inversera pas dans un avenir prévisible. Le Groupe estime que l'impôt différé passif non comptabilisé à ce titre au 31 décembre 2018 s'élève à 16,4 millions d'euros (16,0 millions d'euros au 31 décembre 2017).

Impôts sur le résultat comptabilisés en résultat

(en millions d'euros)	2018	2017
Impôts exigibles et différés		
Impôts exigibles	(97,5)	(90,3)
Impôts exigibles de l'exercice	(117,3)	(85,9)
Ajustements d'impôts sur exercices antérieurs	19,8	(4,4)
Impôts différés	8,5	(28,6)
Impôts différés liés aux variations des différences temporelles	7,1	(32,3)
Impôts différés liés aux variations de taux d'imposition	1,4	3,7
Total	(89,0)	(118,9)
Impôts par niveau de résultat		
Impôts sur résultat opérationnel courant et financier	(145,2)	(136,9)
Impôts exigibles sur résultat opérationnel courant et financier	(127,1)	(103,2)
Impôts différés sur résultat opérationnel courant et financier	(18,1)	(33,7)
Impôts sur autres produits et charges opérationnels	56,2	18,0
Impôts exigibles sur autres produits et charges opérationnels	29,6	12,9
Impôts différés sur autres produits et charges opérationnels	26,6	5,1
Total	(89,0)	(118,9)

Impôts sur le résultat comptabilisés en capitaux propres

(en millions d'euros)	2018	2017
Gains et (pertes) actuariels, excédent du rendement réel des actifs sur leur rendement normatif en résultat	(5,4)	4,9
Impôts sur le résultat des éléments non reclassables	(5,4)	4,9
Couvertures de flux de trésorerie	2,6	2,0
Impôts sur le résultat comptabilisés en capitaux propres	1,6	(3,8)
Impôts sur le résultat reclassés en résultat	1,0	5,8
Réserve de conversion	0,3	(13,3)
Impôts sur le résultat comptabilisés en capitaux propres	0,3	(13,3)
Impôts sur le résultat reclassés en résultat	-	-
Impôts sur le résultat des éléments reclassables	2,9	(11,3)
Total	(2,5)	(6,4)

Preuve d'impôt hors éléments non récurrents

	2018	2017
Taux d'impôt légal en France	34,4 %	34,4 %
Différences de taux liées aux pays d'implantation	(9,9) %	(7,8) %
Europe	(5,3) %	(4,1) %
Amérique du Nord	(3,9) %	(3,1) %
Asie - Océanie	(1,6) %	(1,0) %
Autres pays	0,9 %	0,4 %
Différences permanentes	(0,8) %	1,2 %
Effet des pertes fiscales	3,4 %	(0,8) %
Impôts sur le résultat à taux et bases différents	3,3 %	1,9 %
Effet des participations mises en équivalence	(0,1) %	(0,4) %
Autres (crédits d'impôts, redressements et provisions fiscales, ajustements en bases et en taux des impôts différés, etc.) ⁽¹⁾	(1,4) %	0,4 %
Taux effectif d'impôts sur résultat opérationnel courant et financier ⁽²⁾	28,9 %	28,9 %

(1) Dont en 2017, - 2,5 % correspondant à la réforme fiscale américaine (0,3 % sur la réestimation des impôts différés ; et - 2,8 % sur la comptabilisation de crédits Alternative Minimum Taxation antérieurement non reconnus) ; - 2,7 % correspondant au remboursement par l'État français de la Contribution de 3,0 % sur les dividendes au titre des exercices 2013 à 2016 ; et 5,6 % correspondant notamment à des ajustements d'impôts différés.

(2) Dont en 2018, 28,9 % = 145,2 millions d'euros (impôts sur le résultat opérationnel courant et résultat financier) / [562,1 millions d'euros (résultat opérationnel courant) - 60,2 millions d'euros (résultat financier)].

Preuve d'impôt avec éléments non récurrents

	2018	2017
Taux d'impôt légal en France	34,4 %	34,4 %
Différences de taux liées aux pays d'implantation	(18,0) %	(7,6) %
Europe	3,7 %	(3,9) %
Amérique du Nord	(25,6) %	(2,7) %
Asie - Océanie	6,3 %	(1,3) %
Autres pays	(2,4) %	0,3 %
Différences permanentes	(40,1) %	0,9 %
Effet des pertes fiscales	(19,6) %	(0,9) %
Impôts sur le résultat à taux et bases différents	(3,5) %	2,0 %
Effet des participations mises en équivalence	0,4 %	(0,4) %
Autres (crédits d'impôts, redressements et provisions fiscales, ajustements en bases et en taux des impôts différés, etc.) ⁽¹⁾	(13,0) %	-
Taux effectif d'impôts sur le résultat des activités poursuivies ⁽²⁾	(59,4) %	28,4 %

(1) Dont en 2017, - 3,2 % correspondant à la réforme fiscale américaine (- 0,1 % sur la réestimation des impôts différés ; et - 3,1 % sur la comptabilisation de crédits Alternative Minimum Taxation antérieurement non reconnus) ; et - 3,0 % correspondant au remboursement par l'État français de la Contribution de 3,0 % sur les dividendes au titre des exercices 2013 à 2016 ; et 6,2% correspondant notamment à des ajustements d'impôts différés.

(2) Dont en 2018, (59,4) % = 89,0 millions d'euros (impôts sur le résultat) / [(89,4) millions d'euros (résultat opérationnel) - 60,2 millions d'euros (résultat financier)]. En 2018, l'écart total entre le taux théorique et le taux effectif d'impôts sur le résultat s'élève 94 points de base. Cet écart s'explique principalement par des charges non récurrentes sans effets d'impôt, concernant notamment les filiales de talc nord-américaines pour 58 points de base, les propants céramiques pour 27 points de base et l'activité Graphite & Carbone pour 12 points de base.

Variation des impôts différés

Au 31 décembre 2018

<i>(en millions d'euros)</i>	01/01/2018	Résultat	Périmètre, capitaux propres et autres	31/12/2018
Impôts différés actif	85,5	19,6	7,3	112,4
Impôts différés passif	(134,7)	(11,1)	20,5	(125,3)
Position fiscale latente nette	(49,2)	8,5	27,8	(12,9)

Au 31 décembre 2017

<i>(en millions d'euros)</i>	01/01/2017	Résultat	Périmètre, capitaux propres et autres	31/12/2017
Impôts différés actif	94,3	(30,0)	21,2	85,5
Impôts différés passif	(72,7)	9,0	(71,0)	(134,7)
Position fiscale latente nette	21,6	(21,0)	(49,8)	(49,2)

Analyse des impôts différés par nature

<i>(en millions d'euros)</i>	2017	Résultat	Périmètre, capitaux propres et autres	2018
Impôts différés actif	283,8	2,8	7,3	293,9
Provisions pour avantages du personnel	59,8	(6,1)	(7,5)	46,2
Autres provisions	38,1	(0,1)	1,9	39,9
Immobilisations incorporelles	24,6	(20,0)	0,8	5,4
Immobilisations corporelles	71,5	6,8	(3,0)	75,3
Immobilisations financières	1,7	4,6	(2,3)	4,0
Actifs et passifs courants	41,7	20,8	3,3	65,8
Pertes fiscales reportables	16,5	(1,5)	4,5	19,5
Autres	29,9	(1,7)	9,6	37,8
Impôts différés passif	(333,0)	5,7	20,5	(306,8)
Immobilisations incorporelles	(65,8)	(1,8)	1,2	(66,4)
Immobilisations corporelles	(221,9)	23,9	21,9	(176,1)
Immobilisations financières	(18,4)	(2,0)	(3,9)	(24,3)
Actifs et passifs courants	(1,4)	(13,6)	0,4	(14,6)
Autres	(25,5)	(0,8)	0,9	(25,4)
Position fiscale latente nette	(49,2)	8,5	27,8	(12,9)

NOTE 14 RÉSULTAT COURANT NET ET RÉSULTAT NET, PART DU GROUPE

(en millions d'euros)	2018	2017
Résultat opérationnel courant	562,1	551,2
Résultat financier	(60,2)	(78,4)
Impôts sur résultat opérationnel courant et résultat financier	(145,2)	(136,9)
Part des intérêts sans contrôle dans le résultat opérationnel courant et le résultat financier	0,1	(0,9)
Résultat courant net, part du Groupe	356,8	335,1
Autres produits et charges opérationnels bruts	(651,5)	(52,2)
Impôts sur autres produits et charges opérationnels	56,2	18,0
Part des intérêts sans contrôle dans les autres produits et charges opérationnels	10,1	-
Résultat net des activités abandonnées ⁽¹⁾	788,0	67,3
Résultat net, part du Groupe	559,6	368,2

(1) Activité Toiture (note 25).

NOTE 15 RÉSULTAT PAR ACTION

Méthode comptable

Imerys présente dans ses états financiers un résultat de base par action et un résultat dilué par action. Le résultat de base par action est égal au résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur l'exercice, c'est-à-dire hors actions propres (note 22). Le résultat de base par action est décliné en un résultat de base courant net par action et un résultat de base net par action. Le résultat dilué par action simule l'effet dilutif des actions gratuites et options de souscription d'actions (note 8). Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires précédemment défini est ainsi augmenté de la moyenne, entre l'ouverture et la clôture de l'exercice, des actions ordinaires qui seraient émises si toutes les options dilutives étaient exercées à la date de clôture. Le nombre d'actions dilutives est calculé par différence entre d'une part, le nombre d'actions à émettre au titre des actions gratuites et options

et d'autre part, le nombre d'actions qui seraient émises au cours moyen de l'exercice pour une émission de même montant. Lors du calcul du montant de cette émission, chaque action résultant de l'exercice d'options est réputée émise au prix d'exercice de l'option augmenté de la juste valeur des services à rendre (note 8), tandis que chaque action gratuite est réputée émise à la seule juste valeur des services à rendre, son prix d'exercice étant nul. L'excédent du nombre d'actions à émettre au titre des actions gratuites et options sur le nombre d'actions émises à des conditions de marché constitue le nombre d'actions dilutives. Les actions à émettre au titre des options ne sont toutefois prises en compte dans le calcul du résultat dilué par action que si les options sont dans la monnaie, c'est-à-dire que leur prix d'exercice augmenté de la juste valeur des services à rendre est inférieur au cours moyen annuel de l'action Imerys.

Résultat par action

Le nombre d'actions ordinaires potentielles considéré dans le calcul du résultat dilué par action exclut les options de souscription d'actions hors de la monnaie, c'est-à-dire celles dont le prix d'exercice augmenté de la juste valeur des services à rendre est supérieur au cours moyen annuel de l'action Imerys (67,82 euros en 2018 et 76,60 euros en 2017). Aucun plan d'options

potentiellement dilutif n'a été exclu du calcul du résultat dilué par action au 31 décembre 2018. Aucune opération significative n'a affecté le nombre d'actions ordinaires et d'actions ordinaires potentielles entre le 31 décembre 2018 et le 13 février 2019, date d'autorisation de publication des états financiers par le Conseil d'Administration.

	2018		2017	
(en millions d'euros)	Activité abandonnée ⁽¹⁾		Activité abandonnée ⁽¹⁾	
Numérateur				
Résultat net des activités poursuivies, part du Groupe	(228,4)	-	300,9	-
Résultat net des activités abandonnées	788,0	788,0	67,3	67,3
Résultat net, part du Groupe	559,6	-	368,2	-
Résultat courant net, part du Groupe	356,8	-	335,1	-
Dénominateur				
Nombre moyen pondéré d'actions entrant dans le calcul du résultat de base par action	79 238 417	79 238 417	79 015 367	79 015 367
Incidence de la conversion des options de souscription d'actions	1 133 473	1 133 473	1 255 765	1 255 765
Nombre moyen pondéré d'actions entrant dans le calcul du résultat dilué par action	80 371 890	80 371 890	80 271 132	80 271 132
Résultat de base par action, part du Groupe (en euros)				
Résultat net de base par action	7,06	9,94	4,66	0,85
Résultat courant net de base par action	4,50	9,94	4,24	0,85
Résultat dilué par action, part du Groupe (en euros)				
Résultat net dilué par action	6,96	9,80	4,59	0,84
Résultat courant net dilué par action	4,44	9,80	4,17	0,84

(1) Activité Toiture (note 25).

■ NOTES SUR L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Méthode comptable

Les actifs et passifs comptabilisés dans l'état de la situation financière consolidée sont regroupés par natures selon le principe d'importance relative et classés par ordre croissant de liquidité et d'exigibilité en distinguant les éléments non courants et courants, selon que leur réalisation ou exigibilité est à plus ou moins 12 mois après la date de clôture. Ils ne sont compensés ou incorporent

dans leur coût des produits et des charges qu'en application d'une norme ou interprétation. Une information comparative est fournie au titre de l'exercice N-1, l'information comparative au titre de l'exercice N-2 étant incorporée par référence ([section 9.4 du chapitre 9 du Document de Référence](#)).

NOTE 16 GOODWILL

Méthode comptable

Le goodwill est l'excédent du prix d'acquisition d'une activité et du montant des intérêts sans contrôle sur la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Le goodwill est comptabilisé à la date de prise de contrôle. Les coûts de transaction sont comptabilisés à mesure qu'ils sont encourus en résultat en autres produits et charges opérationnels (note 10). Tout excédent de l'actif net identifiable de l'activité acquise sur son prix d'acquisition (goodwill négatif) est crédité au résultat de l'acquéreur sur l'exercice d'acquisition en autres produits et charges opérationnels (note 10). L'évaluation du goodwill est finalisée dans les 12 mois suivant la date de prise de contrôle. Le goodwill d'une

activité à l'étranger est évalué dans la monnaie fonctionnelle de l'activité et converti selon les règles applicables à la conversion des états financiers des activités à l'étranger. Le goodwill n'est pas amortissable. Il est affecté aux Unités Génératrices de Trésorerie (note 19) qui bénéficient des synergies résultant de l'acquisition. Le goodwill fait l'objet d'un premier test de perte de valeur avant la date de clôture de l'exercice d'acquisition, puis de tests annuels ou plus fréquents en cas d'indice de perte de valeur. Toute perte de valeur du goodwill est comptabilisée en autres produits et charges opérationnels (note 10) et est irréversible.

Estimations

Les valeurs des actifs et passifs d'une activité acquise sont établies sur la base d'hypothèses qui constituent des estimations de la Direction Générale. Ces actifs et passifs sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition à l'exception de certains éléments évalués selon des règles spécifiques, par exemple les impôts sur le résultat selon les principes de la note 13, ou les avantages du

personnel selon les principes de la note 23.1. A l'occasion de cet exercice d'estimation, la Direction Générale peut être amenée à consulter des experts externes, notamment pour estimer les valeurs de certains actifs et passifs significatifs ou nécessitant des techniques d'évaluation complexes.

Tableau de variation

Le goodwill comptabilisé lors des acquisitions représente principalement les perspectives de développement des activités acquises au sein d'Imerys. Les pertes de valeur du goodwill sont traitées dans la note 19. Lorsqu'un goodwill subit une perte de valeur, celle-ci n'est maintenue dans l'état de la situation financière

qu'en cas de dépréciation partielle, ainsi que présenté dans le tableau ci-dessous. En cas de perte de valeur totale, la valeur brute et la perte de valeur sont sorties de l'état de la situation financière et ne figurent plus dans le tableau ci-dessous.

(en millions d'euros)	2018	2017
Valeur comptable à l'ouverture	2 135,5	1 674,7
Valeur brute	2 212,6	1 744,5
Pertes de valeur	(77,1)	(69,8)
Entrées de périmètre	21,0	518,3
Sorties de périmètre	(11,6)	-
Différences de change	(1,4)	(57,5)
Valeur comptable à la clôture	2 143,3	2 135,5
Valeur brute	2 220,5	2 212,6
Pertes de valeur	(77,2)	(77,1)

Le tableau suivant analyse les lignes "Acquisitions de titres d'entités consolidées" de l'état des flux de trésorerie consolidés.

<i>(en millions d'euros)</i>	2018	2017
Trésorerie versée	(25,4)	(338,0)
Coût des titres acquis	(12,5)	(329,0)
Dettes sur acquisitions de titres	(12,9)	(9,0)
Trésorerie acquise	1,7	25,9
Total	(23,7)	(312,1)
Acquisitions de titres d'entités consolidées sous déduction de la trésorerie acquise	(23,7)	(311,9)
Acquisitions de titres d'entités consolidées auprès des intérêts sans contrôle	-	(0,2)
Entrées de périmètre de l'exercice - Règlement en trésorerie	(9,2)	(327,1)
Entrées de périmètre de l'exercice - Trésorerie acquise	1,7	25,9
Entrées de périmètre de l'exercice - Dette sur acquisitions de titres	0,9	1,3
Entrées de périmètre d'exercices antérieurs	(17,1)	(12,0)

Comptabilités d'acquisition finalisées en 2018

Kerneos. Le 18 juillet 2017, Imerys a acquis auprès du fonds d'investissement Astorg Partners 100,00 % des droits de vote du groupe français Kerneos, leader mondial des liants de haute performance à base d'aluminate de calcium (chiffre d'affaires de 417,0 millions d'euros en 2016). Le prix d'acquisition s'élève à 206,1 millions d'euros. L'évaluation à la juste valeur de la plupart des actifs et passifs identifiables à la date de prise de contrôle a été confiée à des experts indépendants. Les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles, les réserves minières, les provisions pour réhabilitation des sites miniers et

les provisions pour avantages du personnel ont été ré-estimées. Le goodwill qui résulte de l'écart entre cet actif net et la valeur de la participation ressort à un montant définitif de 463,4 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Autres. Par ailleurs, le Groupe a réalisé d'autres acquisitions peu significatives dont les comptabilités d'acquisition ont été finalisées en 2018. Ces acquisitions, réglées en trésorerie pour un montant de 61,9 millions d'euros génèrent un goodwill définitif de 27,5 millions d'euros.

Les justes valeurs des actifs, passifs et passifs éventuels des activités dont la comptabilité d'acquisition est définitive au 31 décembre 2018 sont présentées dans le tableau suivant.

(en millions d'euros)	Kerneos	Autres	Total
Participation du Groupe	206,1	61,9	268,0
Trésorerie remise au vendeur pour la prise de contrôle	206,1	61,9	268,0
Participation des intérêts sans contrôle	1,0	-	1,0
Participation des actionnaires	207,1	61,9	269,0
Actif non courant	525,3	40,3	565,6
Immobilisations incorporelles	196,8	2,6	199,4
Immobilisations corporelles	276,2	34,7	310,9
Autres créances	0,7	(1,0)	(0,3)
Impôts différés actif	51,6	4,0	55,6
Actif courant	195,2	36,7	231,9
Stocks	107,5	11,4	118,9
Créances clients	52,8	14,7	67,5
Autres créances	17,4	0,6	18,0
Autres actifs financiers	0,2	2,1	2,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17,3	7,9	25,2
Passif non courant	(883,2)	(11,7)	(894,9)
Provisions pour avantages du personnel	(31,9)	(0,2)	(32,1)
Autres provisions	(29,1)	(5,1)	(34,2)
Emprunts et dettes financières	(722,4)	(5,4)	(727,8)
Autres dettes	(6,3)	-	(6,3)
Impôts différés passif	(93,5)	(1,0)	(94,5)
Passif courant	(93,6)	(30,9)	(124,5)
Autres provisions	(5,1)	(0,4)	(5,5)
Dettes fournisseurs	(42,1)	(13,7)	(55,8)
Impôts exigibles sur le résultat	1,0	(1,0)	0,0
Autres dettes	(44,7)	(9,4)	(54,1)
Emprunts et dettes financières	(2,7)	(6,4)	(9,1)
Actif net identifiable	(256,3)	34,4	(221,9)
Goodwill	463,4	27,5	490,9
Goodwill, part du Groupe	463,4	27,5	490,9

Comptabilités d'acquisition provisoires au 31 décembre 2018

Le Groupe a réalisé quelques acquisitions peu significatives en 2018. Ces acquisitions, réglées en trésorerie pour un montant de 9,1 millions d'euros génèrent un goodwill provisoire de 5,2 millions d'euros.

NOTE 17 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Méthode comptable

Les immobilisations incorporelles contrôlées par Imerys sont comptabilisées à l'actif sur leur durée d'utilité. Elles sont évaluées au coût d'acquisition diminué de l'amortissement et des éventuelles pertes de valeur cumulés. Les dépenses encourues par les équipes de recherche d'Imerys pour améliorer la qualité et les fonctionnalités des produits répondent en général à des demandes spécifiques de clients et sont donc immédiatement comptabilisées en charges en résultat opérationnel courant. Elles ne sont capitalisées que si elles correspondent à un procédé industriel nouveau ou amélioré, techniquement réalisable et porteur d'avantages économiques futurs. En l'absence de norme ou interprétation applicable, la Direction Générale considère les droits d'émission de gaz à effet de serre comme des immobilisations incorporelles. Imerys détient ces droits

à la seule fin de justifier du volume de ses émissions et ne réalise pas de transactions de négoce telles que des achats ou ventes à terme. Les droits reçus à titre gratuit sont comptabilisés pour une valeur nulle et les droits acquis sur le marché sont comptabilisés au coût d'acquisition. Si à la date de clôture les droits détenus sont inférieurs aux émissions réelles, une provision est comptabilisée en résultat opérationnel courant pour la valeur des droits à acquérir, évalués à la valeur de marché (méthode du passif net). Les cessions ne portent que sur des droits excédentaires et sont comptabilisées en résultat opérationnel courant en tant que cessions d'actifs (note 9). Les méthodes d'amortissement des immobilisations incorporelles constituent une estimation de la Direction Générale.

Estimations

Dans le cadre de ses activités ordinaires, Imerys utilise des immobilisations incorporelles dont l'amortissement représente la consommation. La Direction Générale estime que la meilleure estimation de cette consommation est traduite par le mode linéaire sur les durées d'utilité suivantes :

- logiciels : 1 à 5 ans ;
- marques, brevets et licences : 5 à 40 ans ;
- procédés industriels et autres : maximum 10 ans.

Les droits détenus pour justifier les émissions de gaz à effet de serre du Groupe ne sont pas amortissables.

Droits d'émission

Imerys est concerné, pour 10 sites en Europe et un site aux États-Unis, par des systèmes d'autorisations d'émission de gaz à effet de serre. En 2018, Imerys a utilisé 96,0 % des quotas d'émission de gaz à effet de serre alloués aux sites éligibles (90,0 % en 2017). Les émissions réelles du Groupe étant inférieures au niveau autorisé, aucune provision n'a été comptabilisée au 31 décembre 2018.

Tableau de variation

<i>(en millions d'euros)</i>	Logiciels	Marques, brevets et licences	Procédés industriels et autres	Total
Valeur comptable au 1^{er} janvier 2017	19,2	29,8	32,6	81,6
Valeur brute	78,2	48,5	100,4	227,1
Amortissement et pertes de valeur	(59,0)	(18,7)	(67,8)	(145,5)
Entrées de périmètre	2,3	153,0	53,1	208,4
Sorties de périmètre	-	-	(0,1)	(0,1)
Acquisitions	2,6	0,5	19,7	22,8
Cessions	-	(0,1)	(0,4)	(0,5)
Dotations aux amortissements	(7,2)	(1,5)	(5,0)	(13,7)
Reclassements et autres	3,7	0,8	8,0	12,5
Différences de change	(1,5)	(1,7)	(2,3)	(5,5)
Valeur comptable au 31 décembre 2017	19,1	180,8	105,6	305,5
Valeur brute	94,2	201,0	171,8	467,0
Amortissement et pertes de valeur	(75,1)	(20,3)	(66,1)	(161,5)
Entrées de périmètre	(0,6)	(12,2)	1,8	(11,0)
Sorties de périmètre	(1,3)	(0,5)	(0,6)	(2,4)
Acquisitions	3,9	0,1	24,4	28,4
Cessions	(1,0)	-	(0,8)	(1,8)
Dotations aux amortissements	(7,6)	(1,4)	(9,9)	(18,9)
Pertes de valeur	-	-	(22,6)	(22,6)
Reprises de pertes de valeur	0,1	-	-	0,1
Reclassements et autres	5,6	(3,4)	(2,7)	(0,5)
Différences de change	0,2	0,3	0,3	0,8
Valeur comptable au 31 décembre 2018	18,4	163,7	95,5	277,6
Valeur brute	96,5	180,3	195,4	472,2
Amortissement et pertes de valeur	(78,1)	(16,6)	(99,9)	(194,6)

NOTE 18 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Méthode comptable

Immobilisations corporelles. Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à l'actif si elles sont contrôlées en vertu d'un titre de propriété ou d'un contrat de location financement qui transfère les risques et avantages inhérents à la propriété. Les immobilisations corporelles sont initialement évaluées au coût d'acquisition ou de production. Le coût initial des immobilisations corporelles en location financement est le plus faible entre la juste valeur de l'actif et la valeur actualisée des paiements minimaux futurs. Le coût des immobilisations corporelles incorpore le coût des emprunts finançant leur construction ou production lorsqu'elles nécessitent une durée d'élaboration prolongée. Le coût des immobilisations corporelles est diminué, le cas échéant, du montant des subventions publiques finançant leur acquisition ou construction. Les dépenses d'entretien et de réparation sont immédiatement comptabilisées en charges en résultat opérationnel courant. Le coût des immobilisations corporelles intègre, notamment pour les installations industrielles satellites construites sur les terrains de clients, la valeur actualisée de l'obligation de réhabilitation ou démantèlement, lorsqu'une obligation actuelle existe (*note 23.2*). Les immobilisations corporelles sont ultérieurement évaluées au coût, diminué de l'amortissement et des éventuelles pertes de valeur cumulés. Les méthodes d'amortissement des immobilisations corporelles constituent une estimation de la Direction Générale.

Actifs miniers. En l'absence de norme ou interprétation spécifique applicable, la Direction Générale a défini les méthodes de comptabilisation et d'évaluation suivantes sur les actifs miniers. Les dépenses de prospection, c'est-à-dire de recherche de connaissances nouvelles sur le potentiel minier, la faisabilité technique et la viabilité commerciale d'une zone géographique sont comptabilisées immédiatement en charges en résultat opérationnel courant. Les réserves minières constituent des immobilisations corporelles et sont initialement évaluées au coût d'acquisition hors tréfonds augmenté des dépenses encourues pour préciser le tonnage de minerai présent dans le gisement. Les travaux de découverte, c'est-à-dire de décapage de la partie superficielle du sol pour assurer l'accès au gisement, constituent un composant de l'actif de réserve minière. Leur évaluation initiale intègre leur coût de production et la valeur actualisée de l'obligation de réhabilitation résultant des dégradations causées par leur construction. Les réserves minières et les actifs de découverte forment le poste "Actifs miniers" du tableau de variation présenté ci-après. Les actifs miniers sont ultérieurement évalués au coût diminué de l'amortissement et des éventuelles pertes de valeur cumulés. Les méthodes d'amortissement des actifs miniers constituent une estimation de la Direction Générale présentée ci-après. Les actifs miniers sont affectés aux Unités Génératrices de Trésorerie (*note 19*) comme les autres actifs du Groupe et sont soumis aux mêmes tests de perte de valeur.

Estimations

Dans le cadre de ses activités ordinaires, Imerys utilise des immobilisations corporelles dont l'amortissement représente la consommation. La Direction Générale estime que pour la plupart de ces actifs, la meilleure estimation de cette consommation est traduite par le mode linéaire sur les durées d'utilité suivantes, tenant compte le cas échéant des durées d'utilité des composants :

- immeubles : 10 à 50 ans ;
- constructions industrielles : 10 à 30 ans ;
- agencements et aménagements des immeubles et constructions : 5 à 15 ans ;
- matériels, outillages, installations et équipements : 5 à 20 ans ;
- véhicules : 2 à 5 ans.

En revanche, la Direction Générale considère que l'amortissement linéaire est impropre à traduire la consommation des immobilisations corporelles liées à l'activité minière telles que les réserves minières (392,6 millions d'euros au 31 décembre 2018 et 447,4 millions d'euros au 31 décembre 2017) et les actifs de découverte (111,0 millions d'euros au 31 décembre 2018 et 145,2 millions d'euros au 31 décembre 2017), ainsi que de certains actifs industriels d'utilisation discontinue. Leur amortissement est donc estimé en unités de production sur la base de l'extraction réelle pour les actifs miniers ou, pour ces actifs industriels, d'unités de suivi opérationnel telles que la production ou les heures d'utilisation. Une réserve minière est amortie sur une quantité égale à l'inventaire géologique du gisement diminué d'abattements représentatifs de l'incertitude géologique propre aux ressources. Les actifs de découverte, qui constituent un composant de l'actif de réserve minière, sont amortis sur la quantité de réserve auxquels ils donnent spécifiquement accès. Le tréfonds, c'est-à-dire la surface d'un terrain hors gisement, n'est pas amorti car il n'est pas consommé par l'activité minière.

Locations d'immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles contrôlées en location financement figurent à l'actif pour un montant de 6,3 millions d'euros au 31 décembre 2018 (2,1 millions d'euros au 31 décembre 2017). Il s'agit essentiellement de matériel de transport et d'agencements de biens immobiliers. Au 31 décembre 2018, la dette financière comptabilisée au titre des locations financement s'élève à 6,0 millions d'euros (2,1 millions d'euros au 31 décembre 2017), dont 1,2 million d'euros pour 2019, 2,1 millions d'euros pour la période 2020 à 2023 et 2,7 millions d'euros au-delà. Par ailleurs, le Groupe a recours à des contrats de location simple qui véhiculent le droit d'usage, mais non le contrôle d'immobilisations corporelles. Les éléments correspondants ne figurent donc pas à l'actif. Les redevances sont comptabilisées en résultat dans le poste "Locations simples" (*note 7*) et les engagements de paiement de loyers futurs constituent des engagements hors bilan (*note 28 - Engagements donnés*).

Tableau de variation

<i>(en millions d'euros)</i>	Actifs miniers	Terrains et constructions	Installations techniques et matériels	Acomptes et immobilisations en cours	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur comptable au 1^{er} janvier 2017	585,4	350,9	1 081,8	185,8	68,0	2 271,9
Valeur brute	935,2	642,5	3 640,7	188,9	282,1	5 689,4
Amortissement et pertes de valeur	(349,8)	(291,6)	(2 558,9)	(3,1)	(214,1)	(3 417,5)
Entrées de périmètre	48,9	43,6	181,2	37,8	7,8	319,3
Sorties de périmètre	-	(1,6)	5,3	(0,9)	(9,0)	(6,2)
Acquisitions	62,2	9,8	54,9	195,1	12,4	334,4
Cessions	-	(9,9)	(3,3)	(0,7)	(1,0)	(14,9)
Dotations aux amortissements	(64,6)	(14,4)	(148,9)	(0,1)	(24,7)	(252,7)
Pertes de valeur	-	(1,8)	(14,2)	(0,8)	-	(16,8)
Reprises de pertes de valeur	-	-	2,7	-	0,1	2,8
Reclassements et autres	6,6	38,6	124,7	(178,8)	26,7	17,8
Différences de change	(45,9)	(20,6)	(80,6)	(15,6)	(4,3)	(167,0)
Valeur comptable au 31 décembre 2017	592,6	394,6	1 203,6	221,8	76,0	2 488,6
Valeur brute	968,3	665,2	4 059,4	225,4	323,1	6 241,4
Amortissement et pertes de valeur	(375,6)	(270,6)	(2 855,8)	(3,6)	(247,2)	(3 752,8)
Entrées de périmètre	(26,7)	4,8	153,3	(6,4)	(109,7)	15,3
Sorties de périmètre	(51,0)	(34,1)	(77,8)	(11,0)	(1,0)	(174,9)
Acquisitions	61,7	14,3	51,6	162,5	17,4	307,5
Cessions	(1,0)	(8,5)	(5,3)	(0,7)	(0,7)	(16,2)
Dotations aux amortissements	(58,7)	(15,7)	(154,5)	(0,5)	(20,6)	(250,0)
Pertes de valeur	(6,8)	(35,8)	(145,8)	(29,2)	(0,7)	(218,3)
Reprises de pertes de valeur	0,8	1,4	14,3	-	0,1	16,6
Reclassements et autres	(4,4)	5,9	12,3	(137,9)	124,6	0,5
Différences de change	(2,9)	(1,9)	2,1	(0,7)	0,1	(3,3)
Valeur comptable au 31 décembre 2018	503,6	325,0	1 053,8	197,9	85,5	2 165,8
Valeur brute	896,2	575,4	3 903,1	228,4	319,3	5 922,4
Amortissement et pertes de valeur	(392,6)	(250,4)	(2 849,3)	(30,5)	(233,8)	(3 756,6)

NOTE 19 TESTS DE PERTE DE VALEUR

Méthode comptable

Un test de perte de valeur est réalisé tous les 12 mois sur toutes les Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) en fin d'exercice. Un test de perte de valeur consiste à rapprocher la valeur comptable de ces actifs de leur valeur recouvrable. Celle-ci est la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de la vente et la valeur d'utilité. La juste valeur correspond à la valeur de cession. La valeur d'utilité est estimée par actualisation des flux de trésorerie futurs générés par l'utilisation continue des actifs et à terme, par leur cession. La valeur recouvrable d'une UGT ne saurait donc être considérée comme un indicateur du prix auquel cette UGT pourrait être cédée. Outre ce test annuel, des indices de perte de valeur sont susceptibles de déclencher immédiatement un test en cas d'évolution défavorable. Par ailleurs, chaque responsable d'activité, sous la supervision des contrôleurs des branches, s'assure qu'aucun actif individuel à l'intérieur d'une UGT ne présente de risque de perte de valeur. Une perte de valeur est comptabilisée dès que la valeur recouvrable d'une UGT ou d'un actif individuel devient inférieure à sa valeur comptable. Toute augmentation de la valeur recouvrable d'une UGT ou d'un actif individuel conduit à une reprise de la perte de valeur antérieurement comptabilisée dans la limite de la valeur comptable qui aurait été obtenue en l'absence de perte de valeur. Les pertes de valeur du goodwill sont irréversibles. Les définitions des UGT et des indices de perte de valeur constituent des jugements de la Direction Générale. La durée et le montant des flux de trésorerie prévisionnels ainsi que les taux d'actualisation intervenant dans le calcul de la valeur d'utilité des UGT constituent des estimations de la Direction Générale.

Jugements

Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). La définition des UGT constitue un jugement de la Direction Générale reposant sur la réunion, au niveau du plus petit ensemble d'actifs possible, des trois critères suivants :

- un processus de production homogène en termes de portefeuille de minéraux, de procédés de transformation et d'applications ;
- un marché actif présentant des caractéristiques macro-économiques homogènes ; et
- un niveau de pouvoir opérationnel en termes de poursuite, restructuration ou arrêt d'activité minière, industrielle et / ou commerciale.

La validation de ces trois critères pour chaque UGT garantit l'indépendance de leurs flux de trésorerie respectifs. Les UGT sont directement issues de la structure d'analyse suivie chaque mois par la Direction Générale dans le cadre de son reporting de gestion. Tous les actifs du Groupe, y compris les actifs miniers et le goodwill, sont affectés aux UGT. Le regroupement des UGT forme les secteurs à présenter ([Information par secteurs](#)).

Indices de perte de valeur. Les événements déclencheurs d'un test de perte de valeur constituent des jugements de la Direction Générale. Il s'agit principalement des changements significatifs d'activité, de taux d'intérêts, de niveau technologique, de l'obsolescence et du niveau de rendement des actifs. L'évolution défavorable de l'un de ces indices nécessite la réalisation immédiate d'un test de perte de valeur, soit sur une UGT, soit sur un actif individuel.

Estimations

Valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'une UGT ou d'un actif individuel est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de la vente et la valeur d'utilité. En pratique, la juste valeur ne peut être estimée de manière fiable que pour des actifs individuels et correspond alors à des prix de transactions récentes sur des cessions d'actifs similaires. La valeur d'utilité constitue la base d'évaluation la plus utilisée, tant pour les UGT que les actifs individuels.

Flux de trésorerie prévisionnels. Les flux de trésorerie prévisionnels utilisés pour estimer la valeur d'utilité sont issus du budget 2019 et du plan pour les années 2020 à 2022. L'hypothèse clé qui sous-tend ces projections est en premier lieu le niveau de croissance organique. Pour la valeur terminale, Imerys utilise le modèle de croissance perpétuelle de Gordon et Shapiro. Les flux de trésorerie retenus correspondent au cash flow libre opérationnel courant ([note 24.2 - Réconciliation de la dette financière nette](#)) ajusté de la "Variation des autres postes du besoin en fonds de roulement" ([note 24.2 - Réconciliation de la dette financière nette](#)).

Taux d'actualisation. Le taux d'actualisation utilisé pour calculer la valeur d'utilité est déterminé à partir du coût moyen pondéré du capital de groupes comparables à Imerys dans le secteur des minéraux industriels. Ce taux, de 6,50 % en 2018 (6,50 % en 2017) est ajusté selon les UGT ou actifs individuels testés d'une prime de risque pays-marché de 0 à + 170 points de base (0 à + 230 points de base en 2017). Le taux d'actualisation moyen après impôts sur le résultat s'élève à 6,93 % en 2018 (7,01 % en 2017). Les calculs après impôts sur le résultat sont identiques à ceux qui seraient réalisés avec des flux et des taux avant impôts sur le résultat, tel que requis par les normes applicables. Dans le tableau suivant, les taux d'actualisation et de croissance perpétuelle entrant dans le calcul de la valeur d'utilité sont pondérés des flux de trésorerie prévisionnels de chaque UGT et présentés par groupes d'UGT.

	2018		2017	
	Taux d'actualisation	Taux de croissance perpétuelle	Taux d'actualisation	Taux de croissance perpétuelle
Solutions pour l'Énergie & Spécialités (ESS)	7,04 %	1,59 %	7,15 %	1,48 %
Filtration & Additifs de Performance (F&PA)	6,82 %	2,14 %	7,11 %	2,27 %
Matériaux Céramiques (CM)	7,03 %	1,44 %	6,75 %	1,78 %
Minéraux de Haute Résistance (HRM)	6,94 %	2,00 %	6,99 %	2,00 %
Total	6,93 %	1,89 %	7,01 %	1,93 %

Parmi ces estimations, celles dont la variation a l'incidence la plus significative sur les états financiers du Groupe sont les flux de trésorerie prévisionnels, le taux d'actualisation et le taux de croissance perpétuelle. Le tableau suivant présente les pertes de valeur par UGT qui seraient comptabilisées en cas de variations défavorables par rapport aux hypothèses retenues dans les états financiers au 31 décembre 2018.

(en millions d'euros)	Variations défavorables
Flux de trésorerie prévisionnels	(5,0) %
Perte de valeur	Néant
Taux d'actualisation	+ 1,0 %
Perte de valeur	Néant
Taux de croissance perpétuelle	(1,0) %
Perte de valeur	Néant

Test annuel des UGT

La réalisation systématique de ce test annuel sur chacune des UGT est rendue obligatoire par la présence du goodwill dans toutes les UGT. Ce test n'a nécessité la comptabilisation d'aucune perte de valeur en 2017 et 2018. Dans le tableau suivant, la valeur comptable et la perte de valeur du goodwill comptabilisée sur l'exercice sont présentées par groupes d'UGT (ESS, F&PA, CM et HRM).

	2018		2017	
	Valeur comptable	Perte de valeur de l'exercice	Valeur comptable	Perte de valeur de l'exercice
(en millions d'euros)				
Solutions pour l'Énergie & Spécialités (ESS)	315,1	-	318,5	-
Filtration & Additifs de Performance (F&PA)	833,9	-	839,2	-
Matériaux Céramiques (CM)	256,1	-	262,5	-
Minéraux de Haute Résistance (HRM)	737,4	-	714,5	-
Goodwill des UGT	2 142,5	0,0	2 134,7	0,0
Holdings	0,8	-	0,8	-
Total	2 143,3	0,0	2 135,5	0,0

Tests des actifs individuels

Des indices de perte de valeur sont susceptibles de déclencher ce test en cas d'évolution défavorable, en plus du test réalisé sur les UGT. Imerys a comptabilisé à ce titre 240,0 millions d'euros de pertes de valeurs relatives à l'outil de production industriel du Groupe, dont 198,7 millions d'euros dans la branche Solutions pour l'Énergie & Spécialités, principalement sur l'activité Solutions pour l'Exploitation Pétrolière et l'activité Graphite & Carbone, 1,6 million d'euros dans la branche Filtration & Additifs de Performance, 2,8 millions d'euros dans la branche Matériaux Céramiques, 7,6 millions d'euros dans la branche Minéraux de Haute Résistance et 29,3 millions d'euros dans les Holdings. Les reprises de perte de valeur comptabilisées en 2018 élèvent à 15,8 millions d'euros, dont 1,5 million d'euros dans la branche Solutions pour l'Énergie & Spécialités et 14,3 millions d'euros dans la branche Matériaux Céramiques. Ces pertes de valeur, nettes de reprises ressortent

ainsi à 224,2 millions d'euros comptabilisés en "Autres produits et charges opérationnels" (note 10). En 2017, les tests des actifs individuels avaient nécessité la comptabilisation de pertes de valeur pour un montant de 16,7 millions d'euros, dont 2,2 millions d'euros dans la branche Solutions pour l'Énergie & Spécialités, 8,9 millions d'euros dans la branche Matériaux Céramiques et 5,6 millions d'euros dans la branche Minéraux de Haute Résistance. Ces pertes de valeur, comptabilisées en "Autres produits et charges opérationnels" (note 10), avaient affecté l'outil de production industriel de ces branches. Les reprises de perte de valeur comptabilisées en 2017 s'étaient élevées à 2,8 millions d'euros dans la branche Matériaux Céramiques. Ces pertes de valeur, nettes de reprises étaient ainsi ressorties à 13,9 millions d'euros comptabilisés en "Autres produits et charges opérationnels" (note 10).

NOTE 20 STOCKS

Méthode comptable

Les stocks sont comptabilisés en tant qu'actifs à la date à laquelle les risques, avantages et le contrôle sont transférés à Imerys. Lors de la vente, les stocks sont comptabilisés en charge en résultat opérationnel courant à la même date que le produit correspondant. Les stocks sont évalués au plus faible du coût de production et de la valeur nette de réalisation. Lorsque la production est inférieure à la capacité normale, les charges fixes incorporables excluent

spécifiquement la quote-part correspondant à la sous-activité. Les stocks présentant des caractéristiques similaires sont évalués selon la même méthode. Les méthodes utilisées dans le Groupe sont le "Premier entré - Premier sorti" (FIFO : First-In, First-Out) et le coût unitaire moyen pondéré. Lorsque le coût de production n'est pas recouvrable, il est ramené à la valeur nette de réalisation selon les conditions existant à la date de clôture.

Valeur brute et dépréciation des stocks

(en millions d'euros)	2018			2017		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur comptable	Valeur brute	Dépréciation	Valeur comptable
Matières premières	437,5	(40,9)	396,6	404,4	(31,0)	373,4
En-cours	89,1	(2,1)	87,0	75,7	(1,5)	74,2
Produits finis	341,5	(24,6)	316,9	350,6	(12,9)	337,7
Marchandises	69,0	(2,5)	66,5	57,0	(2,1)	54,9
Total	937,1	(70,1)	867,0	887,7	(47,5)	840,2

NOTE 21 ACTIFS FINANCIERS

21.1 CATÉGORIES D'ACTIFS FINANCIERS

Les tableaux ci-après permettent d'apprécier l'importance des instruments financiers au regard de l'actif consolidé. Les catégories utilisées pour présenter les valeurs comptables des instruments financiers sont expliquées à la [note 11](#). Le total de ces tableaux distingue les instruments dérivés de couverture opérationnels (couverture du risque de change d'exploitation et du risque de prix énergétique) et de financement (couverture du risque de change de financement, du risque de taux d'intérêt et de conversion des états financiers). Ces derniers sont utilisés dans le calcul de la dette financière nette ([note 24.2 - Réconciliation de la dette financière nette](#)). Les valeurs comptables sont représentatives de la juste valeur, dans la mesure où elles correspondent aux montants de trésorerie à recevoir.

Au 31 décembre 2018

	Comptabilité hors couverture			Comptabilité de couverture						Total
	Catégories IFRS 9			Juste valeur		Flux de trésorerie		Investissement net		
	Coût amorti	Juste valeur par le résultat	Hors IFRS 9	Élément couvert	Couverture	Élément couvert	Couverture	Élément couvert	Couverture	
(en millions d'euros)										
Actif non courant										
Autres actifs financiers	33,0	2,5	6,5	-	-	-	-	-	-	42,0
Autres créances	6,9	-	28,2	-	-	-	-	-	-	35,1
Instruments dérivés actif	-	-	-	-	16,2	-	-	-	3,1	19,3
Risque de taux d'intérêt	-	-	-	-	16,2	-	-	-	-	16,2
Risque de conversion des états financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	3,1	3,1
Actif courant										
Créances clients	656,6	-	-	-	-	-	-	-	-	656,6
Autres créances	71,8	-	225,1	-	-	-	-	-	-	296,9
Instruments dérivés actif	-	3,5	-	-	-	-	3,8	-	-	7,3
Risque de change transactionnel	-	3,5	-	-	-	-	1,7	-	-	5,2
Risque de prix énergétique	-	-	-	-	-	-	2,1	-	-	2,1
Autres actifs financiers	1,6	7,3	-	-	-	-	-	-	-	8,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	848,9	-	-	-	-	-	-	-	-	848,9
Total	1 618,8	13,3	259,8	0,0	16,2	0,0	3,8	0,0	3,1	1915,0
dont dérivés opérationnels	-	-	-	-	-	-	3,8	-	-	3,8
dont dérivés de financement	-	3,5	-	-	16,2	-	-	-	3,1	22,8

Au 31 décembre 2017

	Comptabilité hors couverture			Comptabilité de couverture						
	Catégories IFRS 9			Juste valeur		Flux de trésorerie		Investissement net		Total
	Coût amorti	Juste valeur par le résultat	Hors IFRS 9	Élément couvert	Couverture	Élément couvert	Couverture	Élément couvert	Couverture	
(en millions d'euros)										
Actif non courant										
Autres actifs financiers	33,6	12,0	6,5	-	-	-	-	-	-	52,1
Autres créances	8,4		37,9	-	-	-	-	-	-	46,3
Instruments dérivés actif	-	-	-	-	15,0	-	-	-	7,5	22,5
Risque de taux d'intérêt	-	-	-	-	15,0	-	-	-	-	15,0
Risque de conversion des états financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	7,5	7,5
Actif courant										
Créances clients	676,1	-	-	-	-	-	-	-	-	676,1
Autres créances	75,0	-	227,4	-	-	-	-	-	-	302,4
Instruments dérivés actif	-	0,7	-	-	-	-	6,3	-	-	7,0
Risque de change transactionnel	-	0,7	-	-	-	-	2,9	-	-	3,6
Risque de prix énergétique	-	-	-	-	-	-	3,4	-	-	3,4
Autres actifs financiers	1,4	7,4	-	-	-	-	-	-	-	8,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	381,9	-	-	-	-	-	-	-	-	381,9
Total	1 176,4	20,1	271,8	0,0	15,0	0,0	6,3	0,0	7,5	1 497,1
dont dérivés opérationnels	-	-	-	-	-	-	6,3	-	-	6,3
dont dérivés de financement	-	0,7	-	-	15,0	-	-	-	7,5	23,2

21.2 CRÉANCES CLIENTS, AUTRES CRÉANCES ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Méthode comptable

Postérieurement à leur comptabilisation initiale, les créances sont évaluées au coût amorti. A la date de clôture, une dépréciation est comptabilisée, évaluée à un montant égal aux pertes de crédit attendues. Celles-ci correspondent à l'estimation de la probabilité pondérée des pertes de crédit, c'est-à-dire des pertes en trésorerie attendues sur la vie de la créance client, diminuées le cas échéant de la trésorerie à recevoir de l'assurance-crédit (note 21.3). Une créance cédée à un établissement bancaire à des fins de financement n'est décomptabilisée que si le contrat d'affacturage transfère également au factor l'ensemble des risques et avantages liés à la créance.

Tableau de variation

Au 31 décembre 2018, les autres actifs financiers non courants correspondent à des prêts aux coentreprises et entreprises associées pour 22,3 millions d'euros (15,1 millions d'euros au 31 décembre 2017), à des prêts et cautionnements pour 10,7 millions d'euros (18,4 millions d'euros au 31 décembre 2017), aux actifs liés aux avantages du personnel pour 6,5 millions d'euros (6,5 millions d'euros au 31 décembre 2017) (note 23.1) et aux actifs financiers disponibles à la vente pour 2,5 millions d'euros (12,0 millions d'euros au 31 décembre 2017). L'essentiel des autres créances non courantes et des dépréciations correspondantes est constitué de créances fiscales hors impôts sur le résultat au Brésil. Les autres créances courantes correspondent également en majorité à des créances fiscales hors impôts sur le résultat.

(en millions d'euros)	Autres actifs financiers non courants	Autres créances non courantes	Créances clients	Autres créances courantes	Total
Valeur comptable au 1^{er} janvier 2017	39,9	40,5	608,1	234,5	923,0
Valeur brute	55,7	83,4	644,7	235,9	1 019,7
Dépréciation	(15,8)	(42,9)	(36,6)	(1,4)	(96,7)
Variations de périmètre	(5,8)	0,2	70,6	26,5	91,5
Variation nette	15,1	(6,5)	25,5	85,3	119,4
Dépréciations	1,8	1,2	7,2	(1,9)	8,3
Autres	3,1	16,9	(0,9)	(24,4)	(5,3)
Différences de change	(2,0)	(6,0)	(34,4)	(17,7)	(60,1)
Valeur comptable au 31 décembre 2017	52,1	46,3	676,1	302,3	1 076,8
Valeur brute	65,1	82,4	707,2	309,7	1 164,4
Dépréciation	(13,0)	(36,1)	(31,1)	(7,4)	(87,6)
Variations de périmètre	(1,8)	(2,3)	(9,8)	(22,0)	(35,9)
Variation nette	8,6	(23,0)	(13,8)	22,9	(5,3)
Dépréciations	(8,4)	0,2	(0,2)	1,3	(7,1)
Autres	(8,8)	16,6	3,6	(9,3)	2,1
Différences de change	0,3	(2,7)	0,7	1,8	0,1
Valeur comptable au 31 décembre 2018	42,0	35,1	656,6	297,0	1 030,7
Valeur brute	63,2	66,5	688,5	303,0	1 121,2
Dépréciation	(21,2)	(31,4)	(31,9)	(6,0)	(90,5)

Le tableau suivant présente les caractéristiques des principaux contrats d'affacturage souscrits par le Groupe ainsi que les montants décomptabilisés à la date de clôture.

(en millions d'euros)	ESS	CM
Date d'effet du contrat en vigueur	09/2009	09/2009
Recours possible du factor auprès d'Imerys sur les créances décomptabilisés	Non	Non
Depuis 90 jours ou plus	20,0	20,0
Durée contractuelle	Illimitée	Illimitée
Encours maximum autorisé toutes taxes comprises (en millions d'euros)	21,0	21,0
Identification préalable des créances décomptabilisées	Oui	Oui
Transfert au factor de tous les risques et avantages, y compris risques de défaut et de retard de paiement	Oui	Oui
Valeur comptable des créances décomptabilisées au 31 décembre 2018	4,2	4,7
Valeur comptable des créances décomptabilisées au 31 décembre 2017	4,7	5,0

21.3 GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIFS FINANCIERS

Risque de crédit

Description du risque. Le risque de crédit est le risque qu'un débiteur d'Imerys ne rembourse pas sa dette à l'échéance fixée. Ce risque affecte principalement la catégorie des prêts et créances.

Gestion du risque. Le risque de crédit est suivi au niveau de chaque entité. Ce suivi s'appuie principalement sur l'analyse de l'échéancier des créances. Avec une échéance de 30 à 90 jours en général, celles-ci ne comportent aucune composante de financement significative. Le tableau ci-après présente leur échéancier à la date de clôture.

(en millions d'euros)	2018
Créances non échues	526,1
Créances échues	222,6
De 1 à 30 jours	129,6
De 31 à 60 jours	37,5
De 61 à 90 jours	35,1
De plus de 90 jours	20,4
Total	748,7

À la date de clôture, les prêts et créances sont ramenés à leur valeur recouvrable par une dépréciation (note 21.2). Les entités du Groupe peuvent être conduites à couvrir le risque de crédit par la souscription de contrats d'assurance-crédit ou l'obtention des garanties (note 28 - Engagements reçus). Au 31 décembre 2018, l'exposition maximale d'Imerys au risque de crédit avant assurance-crédit et garanties, c'est-à-dire la valeur brute des créances nette

de dépréciations, ressort à 1 028,2 millions d'euros (1 064,8 millions d'euros au 31 décembre 2017). Le tableau ci-après synthétise le total des dépréciations des prêts et créances (82,4 millions d'euros au 31 décembre 2018 ; 79,0 millions d'euros au 31 décembre 2017) et des dépréciations des actifs financiers disponibles à la vente (8,1 millions d'euros au 31 décembre 2018 ; 8,6 millions d'euros au 31 décembre 2017) :

(en millions d'euros)	Autres actifs financiers non courants	Autres créances non courantes	Créances clients	Autres créances courantes	Total
Solde au 1^{er} janvier 2017	(15,8)	(42,9)	(36,6)	(1,4)	(96,7)
Variations de périmètre	(1,8)	-	(4,0)	1,0	(4,8)
Dotations	(0,1)	-	(4,5)	(2,1)	(6,7)
Utilisations	1,9	1,2	11,6	0,2	14,9
Autres	2,8	-	1,1	(5,3)	(1,4)
Différences de change	-	5,6	1,3	0,2	7,1
Solde au 31 décembre 2017	(13,0)	(36,1)	(31,1)	(7,4)	(87,6)
Variations de périmètre	0,3	0,3	(0,4)	-	0,2
Dotations	(9,6)	-	(6,6)	(0,4)	(16,6)
Utilisations	1,2	0,2	6,4	1,7	9,5
Autres	-	0,5	(0,5)	-	0,0
Différences de change	(0,1)	3,7	0,3	0,1	4,0
Solde au 31 décembre 2018	(21,2)	(31,4)	(31,9)	(6,0)	(90,5)

Risque de change transactionnel

Description du risque. Le risque de change transactionnel est le risque par lequel un flux de trésorerie libellé en monnaie étrangère est susceptible d'être détérioré par une évolution défavorable de sa contrepartie en monnaie fonctionnelle. À l'actif, le risque de change transactionnel affecte principalement les créances clients.

Gestion du risque. À l'actif, le risque de change transactionnel est géré selon les mêmes principes que le risque de change transactionnel lié aux passifs financiers (note 24.5 - Risque de change transactionnel).

NOTE 22 CAPITAUX PROPRES

Principes de gestion du capital

La gestion du capital présente trois domaines principaux : les capitaux propres consolidés, les paiements en actions et les rachats d'actions. La gestion des capitaux propres consolidés a pour objectif de maintenir une structure financière stable afin de générer des dividendes pour les actionnaires au travers d'une croissance régulière et soutenue des résultats. Les options de souscription d'actions et les actions gratuites accordées à certains membres clés du personnel sont destinées à les fidéliser en vue d'atteindre cet objectif (note 8). Les rachats d'actions ont pour objectif de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations de l'action Imerys, de réaliser certains paiements en actions et de procéder aux annulations destinées à compenser l'impact dilutif pour les actionnaires des options de souscription d'actions exercées et des actions gratuites définitivement acquises.

Les capitaux propres consolidés correspondent au capital et primes d'Imerys SA ainsi qu'au résultat et réserves consolidés. Il n'existe pas d'instruments hybrides combinant des caractéristiques d'instruments de dettes et de capitaux propres. Au 31 décembre 2018 :

- les capitaux propres consolidés s'élèvent à 3 253,5 millions d'euros (2 878,2 millions d'euros au 31 décembre 2017) sur la base desquels le Conseil d'Administration propose un dividende par action de 2,150 euro (2,075 euro en 2017) ;

- les 283 113 options de souscription d'actions et 1 001 025 actions gratuites conditionnelles non exercées ou non acquises représentent 1,59 % du capital d'Imerys SA après dilution (1,79 % du capital après dilution au 31 décembre 2017) ;
- Imerys SA détient, au terme des transactions d'achat, de vente, d'annulation et de transfert de l'exercice, 237 342 titres Imerys (632 227 au 31 décembre 2017).

Le capital d'Imerys SA est soumis à plusieurs dispositions obligatoires du Code de commerce français. Ces dispositions n'ont pas de conséquence significative sur les états financiers. Toutefois, leur conformité fait l'objet de vérifications par les Commissaires aux comptes. Par ailleurs, une partie du financement du Groupe est assurée au moyen d'instruments de dettes dont les conditions d'émission imposent le respect de ratios, dont certains relatifs au montant des capitaux propres consolidés. Ces ratios ainsi que leurs montants à la date de clôture sont présentés dans la [note 24.5 - Risque de liquidité de l'emprunteur](#).

Méthode comptable

Le rachat par Imerys SA de ses propres actions est comptabilisé au coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le résultat dégagé lors d'une éventuelle cession ultérieure est directement comptabilisé en capitaux propres.

Activité de l'exercice

(nombre d'actions)	2018			2017		
	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation
Nombre d'actions à l'ouverture	79 604 285	(632 227)	78 972 058	79 567 874	(932 821)	78 635 053
Augmentations de capital	117 290	-	117 290	436 411	-	436 411
Réductions de capital	(235 881)	235 881	0	(400 000)	400 000	0
Transactions sur actions propres	-	159 004	159 004	-	(99 406)	(99 406)
Nombre d'actions à la clôture	79 485 694	(237 342)	79 248 352	79 604 285	(632 227)	78 972 058

Le 13 décembre 2018, le Conseil d'Administration a, dans le cadre des programmes de rachat d'actions autorisés par l'Assemblée Générale des Actionnaires, et conformément à l'autorisation qui lui avait été donnée par l'Assemblée Générale du 3 mai 2017, procédé à l'annulation de 235 881 actions propres, acquises sur le marché par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement. Cette annulation d'actions a conduit à une réduction du capital d'un montant nominal de 471 762 euros.

Le 7 janvier 2019, le Directeur Général, en vertu des pouvoirs qui lui avaient été conférés par le Conseil d'Administration le 13 décembre 2018, a constaté que le 31 décembre 2018 le capital social avait été augmenté d'un montant nominal de 234 580 euros suite à la levée entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2018, de 117 290 options de souscription d'actions, et de la création, en conséquence, d'un nombre équivalent de nouvelles actions Imerys.

En conséquence de ces opérations, le capital souscrit et entièrement libéré d'Imerys s'élevait au 31 décembre 2018 à 158 971 388 euros ; il était divisé en 79 485 694 actions de 2 euros de valeur nominale chacune, parmi lesquelles 47 165 575 bénéficiaient, en vertu de l'article 22 des statuts d'Imerys, d'un droit de vote double. Le nombre total des droits de vote théoriques attachés aux actions existantes s'élevait à 126 651 269. Compte tenu des 237 342 actions propres détenues au 31 décembre 2018, le nombre total de droits de vote net attachés aux actions en circulation s'élevait à cette date à 126 413 927. Il est précisé qu'aucune action inscrite au nominatif pur ne fait l'objet d'un nantissement. Le capital social n'a pas varié et le nombre de droits de vote n'a pas connu de variation significative, entre le 31 décembre 2018 et le 13 février 2019, date à laquelle les états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2018 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

NOTE 23 PROVISIONS

23.1 PROVISIONS POUR AVANTAGES DU PERSONNEL

Imerys participe, selon la réglementation et la pratique des entreprises de chaque pays, à la constitution d'avantages de retraite pour son personnel. Les avantages accordés prennent ainsi la forme, soit de régimes à cotisations définies dont le niveau futur n'est pas garanti par Imerys ([note 8](#)), soit de régimes à prestations définies dont Imerys garantit le niveau futur par les provisions analysées dans cette note.

(en millions d'euros)	2018	2017
Régimes de retraite	232,1	268,5
Régimes médicaux	21,9	26,6
Autres avantages à long terme	11,5	13,7
Indemnités de fin de contrat de travail	24,5	12,5
Total	290,0	321,3

Méthode comptable

Régimes à cotisations définies. Imerys participe, selon la réglementation et la pratique des entreprises de chaque pays, à la constitution d'avantages de retraite pour son personnel en versant, sur une base obligatoire ou facultative, des cotisations à des organismes extérieurs tels que des caisses de retraite, des compagnies d'assurance ou des établissements financiers. Ces régimes, dits à cotisations définies, n'offrent aucune garantie aux bénéficiaires sur le niveau de l'avantage qui sera versé dans le futur. Les cotisations à ces régimes sont comptabilisées en "Charges de personnel" ([note 8](#)).

Régimes à prestations définies. A contrario, Imerys garantit aux bénéficiaires des régimes à prestations définies le niveau de l'avantage qui sera versé dans le futur. Les engagements correspondants sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetées au moyen d'hypothèses actuarielles financières et démographiques. Celles-ci sont utilisées pour valoriser les droits acquis par les bénéficiaires sur la base d'une estimation du salaire de fin de carrière. Les provisions ou actifs comptabilisés correspondent à la valeur actualisée de l'engagement, diminuée de la juste valeur des actifs du régime, limitée le cas échéant par un plafonnement. Les taux utilisés pour actualiser les engagements et calculer le rendement normatif des actifs en résultat sont arrêtés par référence aux taux des emprunts obligataires émis par des sociétés notées AA (haute qualité) au sein des principaux indices iBoxx Corporate AA GBP et USD. Les hypothèses

actuarielles constituent des estimations de la Direction Générale. Les cotisations aux fonds et paiements directs aux bénéficiaires sont comptabilisés en résultat opérationnel courant ([note 8](#)) à l'exception des cotisations et paiements liés aux restructurations qui sont comptabilisés en autres produits et charges opérationnels ([note 10](#)) et des cotisations aux régimes fermés déficitaires à financement obligatoire qui sont comptabilisées en résultat financier ([note 12](#)). L'effet résultat de ces cotisations est neutralisé par des reprises de provisions comptabilisées dans chacun de ces trois niveaux de résultat. Les autres éléments de la variation des régimes postérieurs à l'emploi sont comptabilisés en résultat opérationnel courant ([note 8](#)), à l'exception des amendements, réductions et liquidations de régimes liés à une restructuration qui sont comptabilisés en autres produits et charges opérationnels ([note 10](#)) et de la désactualisation des engagements et du rendement normatif des actifs qui sont comptabilisés en résultat financier ([note 12](#)). Les frais administratifs sont comptabilisés en résultat opérationnel courant ([note 8](#)) à l'exception des frais administratifs des régimes fermés déficitaires à financement obligatoire qui sont comptabilisés en résultat financier ([note 12](#)). Les amendements, réductions et liquidations de régimes sont immédiatement comptabilisés en résultat. Les différences actuarielles et plafonnements des actifs des régimes postérieurs à l'emploi sont intégralement comptabilisés en capitaux propres, nets des frais de gestion des actifs, sans reclassement ultérieur en résultat.

Caractéristiques des régimes à prestations définies

Au 31 décembre 2018, l'engagement d'avantages du personnel à prestations définies d'Imerys s'élève à 1 374,6 millions d'euros (1 500,3 millions d'euros au 31 décembre 2017). Cet engagement est constitué d'indemnités de retraite, de prestations médicales

post-retraite et d'autres avantages pré-retraite tels que les médailles du travail. Les principaux engagements, dont les montants sont indiqués en valeurs négatives dans le tableau suivant, sont situés au Royaume-Uni et aux États-Unis :

	2018				2017			
	Royaume-Uni	États-Unis	Reste du monde	Total	Royaume-Uni	États-Unis	Reste du monde	Total
<i>(en millions d'euros)</i>								
Indemnités de retraite	(852,6)	(244,7)	(242,5)	(1 339,8)	(923,2)	(276,0)	(260,6)	(1 459,8)
Prestations médicales post-retraite	-	(14,9)	(6,9)	(21,8)	-	(17,8)	(8,8)	(26,6)
Autres avantages pré-retraite	-	-	(13,0)	(13,0)	-	-	(13,9)	(13,9)
Total	(852,6)	(259,6)	(262,4)	(1 374,6)	(923,2)	(293,8)	(283,3)	(1 500,3)

Au 31 décembre 2018, ces engagements concernent 25 257 bénéficiaires (27 607 bénéficiaires au 31 décembre 2017) constitués des membres du personnel qui acquièrent des droits en contrepartie des services rendus dans le Groupe (bénéficiaires actifs), des membres du personnel qui n'acquièrent plus de droits en

contrepartie des services rendus dans le Groupe ainsi que des anciens membres du personnel en activité à l'extérieur du Groupe (bénéficiaires différés) et des anciens membres du personnel retraités (bénéficiaires retraités). Le tableau suivant présente les principales caractéristiques de ces bénéficiaires :

	2018				2017			
	Royaume-Uni	États-Unis	Reste du monde	Total	Royaume-Uni	États-Unis	Reste du monde	Total
Effectifs								
Nombre de bénéficiaires actifs	544	1 324	12 774	14 642	585	1 338	14 988	16 911
Nombre de bénéficiaires différés	1 629	1 395	424	3 448	1 679	1 451	391	3 521
Nombre de bénéficiaires retraités	4 041	2 346	780	7 167	4 102	2 287	786	7 175
Total	6 214	5 065	13 978	25 257	6 366	5 076	16 165	27 607
Âge								
Âge moyen des bénéficiaires actifs	54	51	43	46	54	51	45	45
Âge moyen des bénéficiaires différés	54	55	50	54	54	53	49	53
Âge moyen des bénéficiaires retraités	75	73	71	74	75	64	74	71
Ancienneté								
Nombre d'années de service passé des actifs	29	17	14	16	28	19	15	16

Deux régimes représentent 69,9 % de l'engagement total du Groupe au 31 décembre 2018 (69,9 % au 31 décembre 2017). Il s'agit du régime britannique Imerys UK Pension Scheme (Imerys UK) et du régime américain Imerys USA Retirement Growth Account Plan (Imerys USA). Le tableau suivant présente leurs principales caractéristiques :

	2018		2017	
	Imerys UK	Imerys USA	Imerys UK	Imerys USA
Engagement par catégories de bénéficiaires (en millions d'euros)				
Bénéficiaires actifs	(154,5)	(38,0)	(175,0)	(36,2)
Bénéficiaires différés	(168,9)	(36,0)	(188,1)	(33,5)
Bénéficiaires retraités	(529,2)	(34,2)	(560,0)	(56,5)
Total	(852,6)	(108,2)	(923,2)	(126,2)
Âge				
Âge moyen des bénéficiaires actifs	54	54	54	53
Âge moyen des bénéficiaires différés	54	55	54	55
Âge moyen des bénéficiaires retraités	75	72	75	71
Éligibilité				
Date limite d'embauche	31/12/04	31/03/10	31/12/04	31/03/10
Âge de la retraite	65	65	65	65
Description de l'avantage				
Modalité de paiement	Rente ⁽¹⁾	Capital ⁽²⁾	Rente ⁽¹⁾	Capital ⁽²⁾
Revalorisation selon l'indice des prix à la consommation	Oui	Non	Oui	Non
Date de fin d'accumulation des droits	31/03/15	31/12/14	31/03/15	31/12/14
Cadre réglementaire				
Obligation de financement minimum par l'employeur	Oui ⁽³⁾	Oui ⁽³⁾	Oui ⁽³⁾	Oui ⁽³⁾
Obligation de cotisation minimum par le bénéficiaire	Oui	Non	Oui	Non
Gouvernance				
Fiduciaires représentant l'employeur	Oui	Oui	Oui	Oui
Fiduciaires représentant les bénéficiaires	Oui	Non	Oui	Non
Fiduciaires indépendants	Oui	Non	Oui	Non
Responsabilité des fiduciaires				
Définition de la stratégie de placement	Oui	Oui	Oui	Oui
Négociation du refinancement des déficits avec l'employeur	Oui	-	Oui	-
Gestion administrative du paiement de l'avantage	Oui	Oui	Oui	Oui

(1) Rente calculée sur la base du nombre d'années de service rendues, du salaire annuel à la date de retraite et de la moyenne des trois derniers salaires annuels.

(2) Capital à taux d'intérêt garanti (Cash Balance Plan).

(3) L'employeur est tenu de financer chaque unité de service rendu à hauteur de 100,0 % sur la base d'une évaluation de financement.

Gestion des risques liés aux avantages du personnel

Description des risques. Le principal enjeu de la gestion financière des avantages du personnel réside dans la maîtrise du taux de financement des engagements, c'est-à-dire du rapport entre la valeur des actifs de couverture et la valeur des engagements. Ainsi, le taux de financement des engagements est susceptible d'être détérioré par une décorrélation entre l'évolution (notamment à la baisse) des actifs de couverture et l'évolution (notamment à la hausse) des engagements. La valeur des actifs de couverture peut être minorée par une dégradation de la juste valeur des placements. La valeur des engagements peut être majorée d'une part pour l'ensemble des régimes sous l'effet d'une baisse des taux d'actualisation et d'autre part pour les avantages versés sous forme de rentes viagères, soit du fait d'une hausse des taux d'inflation utilisés pour revaloriser les engagements de certains de ces régimes, soit du fait de l'allongement de la durée de vie des bénéficiaires.

Gestion des risques. La stratégie de maîtrise du taux de financement des engagements consiste en premier lieu à optimiser la valeur des actifs de couverture. Les politiques de placement ont ainsi pour objectif de délivrer un rendement régulier tout en prenant avantage d'opportunités présentant des niveaux de risque limités ou modérés. Le choix des placements est spécifique à chaque régime et sa détermination tient compte de la durée du régime et des contraintes réglementaires en matière de financement minimum. Au Royaume-Uni en particulier, Imerys applique depuis 2011 une stratégie spécifique de maîtrise du taux de financement des engagements consistant à définir le placement des actifs de couverture par adossement à l'engagement. Ce dispositif qualifié de

LDI (Liability Driven Investment) a pour objectif de maîtriser le taux de financement de l'obligation en corrélant les entrées et sorties de trésorerie sur la durée de l'engagement. En pratique, cette stratégie consiste à structurer le portefeuille d'actifs de couverture pour que les entrées de trésorerie générées par le rendement des placements neutralisent les sorties de trésorerie générées par le paiement des prestations. Dans le cadre de ce dispositif, la politique de couverture du risque d'augmentation de l'engagement lié à la baisse des taux d'actualisation (respectivement à la hausse des taux d'inflation) couvre une proportion de l'engagement révisée périodiquement.

Financement des avantages du personnel

Imerys finance l'essentiel des avantages du personnel par des placements insaisissables par les tiers dans des sociétés fiduciaires ou des contrats d'assurance juridiquement distincts du Groupe. Ces placements qualifiés d'actifs du régime s'élèvent à 1 109,9 millions d'euros au 31 décembre 2018 (1 191,7 millions d'euros au 31 décembre 2017). Imerys détient également des droits à remboursement, c'est-à-dire des placements détenus en direct par le Groupe et qui s'élèvent à 5,7 millions d'euros au 31 décembre 2018 (6,3 millions d'euros au 31 décembre 2017). Le taux de financement des engagements ressort ainsi à 81,2 % au 31 décembre 2018 (79,9 % au 31 décembre 2017). Le déficit total ressort à 259,0 millions d'euros au 31 décembre 2018 (302,3 millions d'euros au 31 décembre 2017), ainsi que le montre le tableau suivant :

	2018				2017			
	Royaume-Uni	États-Unis	Reste du monde	Total	Royaume-Uni	États-Unis	Reste du monde	Total
<i>(en millions d'euros)</i>								
Engagements financés par actifs du régime	(852,6)	(243,5)	(130,0)	(1 226,1)	(923,2)	(274,6)	(133,1)	(1 330,9)
Engagements financés par droits à remboursement	-	-	(25,8)	(25,8)	-	-	(30,1)	(30,1)
Actifs du régime	847,5	186,7	75,7	1 109,9	900,5	214,4	76,8	1 191,7
Droits à remboursement	-	-	5,7	5,7	-	-	6,3	6,3
Excédent (déficit) des régimes financés	(5,1)	(56,8)	(74,4)	(136,3)	(22,7)	(60,2)	(80,1)	(163,0)
Engagements non financés	-	(16,1)	(106,6)	(122,7)	-	(19,2)	(120,1)	(139,3)
Excédent (déficit) total	(5,1)	(72,9)	(181,0)	(259,0)	(22,7)	(79,4)	(200,2)	(302,3)

Le tableau suivant présente les cotisations versées aux fonds par niveau de résultat en 2017 et 2018 ainsi qu'une estimation pour 2019. Les cotisations sont généralement comptabilisées en résultat opérationnel courant. Elles sont comptabilisées en autres produits et charges opérationnelles lorsqu'elles sont liées à une restructuration. Les cotisations comptabilisées en résultat financier sont destinées à combler le déficit de régimes fermés

(absence de services rendus) à financement obligatoire. À ce titre, chaque euro de service rendu avant la fermeture du régime a été financé par une cotisation de même montant en résultat opérationnel courant. Toutefois, la baisse des taux d'actualisation, la hausse des taux d'inflation et la dégradation de la juste valeur des placements a rompu cet équilibre initial, nécessitant l'appel de cotisations supplémentaires pour le restaurer.

(en millions d'euros)	2019 (estimation)	2018	2017
Cotisations en résultat opérationnel courant	(5,0)	(11,6)	(8,9)
Cotisations en autres produits et charges opérationnels	-	(0,5)	(0,9)
Cotisations en résultat financier (régimes fermés)	(6,6)	(5,4)	(11,3)
Cotisations de l'employeur	(11,6)	(17,5)	(21,1)

Les actifs du régime sont essentiellement investis en placements dont les valeurs de marché sont cotées sur un marché actif :

	2018				2017			
	Royaume-Uni	États-Unis	Reste du monde	Total	Royaume-Uni	États-Unis	Reste du monde	Total
Actifs cotés	100,0 %	99,0 %	69,0 %	97,7 %	100,0 %	100,0 %	75,0 %	98,4 %
Actions	3,2 %	51,7 %	7,9 %	11,7 %	14,4 %	52,1 %	8,7 %	20,8 %
Obligations	94,2 %	47,0 %	6,1 %	80,3 %	78,2 %	47,6 %	7,8 %	10,3 %
Immobilier	2,4 %	-	-	1,8 %	5,4 %	-	-	4,1 %
Monétaire	0,2 %	0,3 %	55,0 %	4,0 %	2,1 %	0,3 %	58,5 %	63,3 %
Actifs non cotés	0,0 %	1,0 %	31,0 %	2,3 %	0,0 %	0,0 %	25,0 %	1,6 %
Monétaire	-	1,0 %	31,0 %	2,3 %	-	-	25,0 %	1,6 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Les actifs détenus par Imerys pour financer les avantages du personnel génèrent un intérêt réel de - 12,7 millions d'euros en 2018 (71,5 millions d'euros en 2017), soit un taux de rendement réel, y compris les effets des variations des cours des monnaies étrangères, de - 1,1 % en 2018 (6,3 % en 2017), ainsi que présenté dans le tableau ci-dessous. Conformément aux textes en vigueur,

ce rendement n'est crédité en résultat financier que pour une part normative de 29,6 millions d'euros en 2018 (32,8 millions d'euros en 2017) calculée sur la base du taux sans risque utilisé pour actualiser les engagements. L'excédent du rendement réel au-delà du rendement normatif est crédité en capitaux propres pour - 42,3 millions d'euros en 2018 (38,7 millions d'euros en 2017).

(en millions d'euros)	2018				2017			
	Royaume-Uni	États-Unis	Reste du monde	Total	Royaume-Uni	États-Unis	Reste du monde	Total
Actifs à l'ouverture	900,5	214,4	83,1	1 198,0	923,3	212,6	85,1	1 221,0
Variations de périmètre	-	-	(0,2)	(0,2)	-	15,6	1,8	17,4
Cotisations	1,5	6,2	11,2	18,9	6,9	7,8	7,8	22,5
Paiement aux bénéficiaires	(36,3)	(42,3)	(12,9)	(91,5)	(40,2)	(20,1)	(8,7)	(69,0)
Reclassements	-	-	-	0,0	-	-	(2,3)	(2,3)
Différences de change	(6,9)	9,0	1,0	3,1	(32,5)	(26,8)	(3,8)	(63,1)
Rendement réel des actifs	(11,3)	(0,6)	(0,8)	(12,7)	43,0	25,3	3,2	71,5
Rendement normatif (résultat financier)	21,3	7,3	1,0	29,6	23,9	7,8	1,1	32,8
Ajustement au rendement réel (capitaux propres)	(32,6)	(7,9)	(1,8)	(42,3)	19,1	17,5	2,1	38,7
Actifs à la clôture	847,5	186,7	81,4	1 115,6	900,5	214,4	83,1	1 198,0
Taux de rendement réel	(1,3) %	(0,3) %	(0,8) %	(1,1) %	5,0 %	13,5 %	3,9 %	6,3 %

Estimations

Les hypothèses actuarielles utilisées pour évaluer les régimes à prestations définies constituent des estimations de la Direction Générale. Les hypothèses ci-après sont pondérées des montants des obligations ou des actifs, selon l'élément auquel elles s'appliquent.

	2018				2017			
	Royaume-Uni	États-Unis	Reste du monde	Total	Royaume-Uni	États-Unis	Reste du monde	Total
Taux d'actualisation	2,70 %	4,09 %	1,69 %	2,77 %	2,40 %	3,41 %	1,41 %	2,41 %
Indice général des prix à la consommation	2,20 %	-	-	2,20 %	2,10 %	-	-	2,10 %
Taux d'augmentation des salaires	2,55 %	0,21 %	2,29 %	2,31 %	2,35 %	-	2,56 %	2,39 %
Taux d'évolution des coûts médicaux	-	-	7,04 %	7,04 %	-	-	7,17 %	7,17 %
Duration (années)	14	9	12	11	15	12	12	14

Parmi ces estimations, le taux d'actualisation est celle dont la variation a l'incidence la plus significative sur les états financiers du Groupe. Le tableau suivant présente l'impact d'une variation raisonnablement possible des taux d'actualisation à la baisse (simulation basse) et à la hausse (simulation haute) autour de l'hypothèse retenue dans les états financiers au 31 décembre 2018 (réel 2018). L'impact de ces variations est mesuré sur trois

agrégats (engagement, intérêt net, coût des services rendus) dans les deux zones monétaires où sont situés les engagements les plus significatifs (Royaume-Uni et États-Unis). L'ampleur de la variation raisonnablement possible des taux d'actualisation est estimée à 50 points de base au regard de la variation moyenne pondérée des taux d'actualisation au Royaume-Uni et aux États-Unis sur les cinq derniers exercices.

(en millions d'euros)	Simulation basse	Scénario central	Simulation haute
Royaume-Uni			
Taux d'actualisation	2,2 %	2,7 %	3,2 %
Engagement à la date de clôture	(917,9)	(852,6)	(794,3)
Intérêt net dans le résultat 2019 ⁽¹⁾	(1,5)	(0,1)	1,7
Coût des services rendus dans le résultat 2019 ⁽²⁾	-	-	-
États-Unis			
Taux d'actualisation	3,6 %	4,1 %	4,6 %
Engagement à la date de clôture	(270,9)	(259,6)	(247,4)
Intérêt net dans le résultat 2019 ⁽¹⁾	(3,0)	(2,9)	(2,7)
Coût des services rendus dans le résultat 2019	(0,9)	(1,3)	(0,8)

(1) Désactualisation de l'engagement, nette du rendement normatif des actifs.

(2) Régime fermé-gelé depuis le 1^{er} avril 2015.

Tableaux de variation

Au 31 décembre 2018

(en millions d'euros)	Engagements	Actifs	Actif (provision)
Solde au 1^{er} janvier 2018	(1 500,3)	1 198,0	(302,3)
Actifs du régime			0,2
Droits à remboursement			6,3
Provisions			(308,8)
Désactualisation	(35,6)	-	(35,6)
Coût des services rendus	(17,6)	-	(17,6)
Amendements au régime	1,8	-	1,8
Réductions	10,0	-	10,0
Alignement des pensions minimales garanties (GMP Equalization) ⁽¹⁾	(5,0)	-	(5,0)
Gains et (pertes) actuariels des autres avantages du personnel	0,6	-	0,6
Rendement normatif des actifs du régime	-	29,5	29,5
Rendement normatif des droits à remboursement	-	0,1	0,1
Variations comptabilisées en résultat			(16,2)
Excédent (déficit) du rendement réel des actifs sur leur rendement normatif	-	(42,3)	(42,3)
Gains et (pertes) actuariels des avantages postérieurs à l'emploi sur			
■ changements d'hypothèses démographiques	25,9	-	25,9
■ changements d'hypothèses financières	52,2	-	52,2
■ ajustements d'expérience	(10,0)	-	(10,0)
Variations comptabilisées en capitaux propres			25,8
Sorties de périmètre	9,5	(0,2)	9,3
Paiements récurrents	79,1	(69,5)	9,6
Paiements sur liquidations	22,6	(22,0)	0,6
Cotisations de l'employeur	-	17,5	17,5
Cotisations du personnel	(1,4)	1,4	0,0
Différences de change	(6,4)	3,1	(3,3)
Solde au 31 décembre 2018	(1 374,6)	1 115,6	(259,0)
Actifs du régime			0,8
Droits à remboursement			5,7
Provisions			(265,5)

(1) Le régime de retraite d'Imerys au Royaume-Uni inclut des dispositifs statutaires de retraite minimum (Guaranteed Minimum Pension ou GMP). Ces GMP s'appliquent à des salariés ayant souscrit à un second pilier de retraite avant le 6 avril 1997. Historiquement, une inégalité a été constatée entre les hommes et les femmes concernant les prestations des GMP. Le 26 octobre 2018, la Cour Suprême britannique a statué que les avantages des régimes de retraite soumis aux GMP devaient être équivalents pour les hommes et les femmes, en précisant les modalités d'ajustement. Au regard de ces nouvelles informations, Imerys a procédé à cette égalisation entre hommes et femmes, entraînant une charge de 5,0 millions d'euros comptabilisée en autres produits et charges opérationnels (note 10).

La ligne "Variations comptabilisées en résultat" du tableau ci-dessus s'analyse de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Actif (provision)
Résultat opérationnel courant	(2,5)
Variation nette des provisions pour avantages du personnel	19,3
Cotisations aux régimes d'avantages du personnel à prestations définies	(21,8)
Autres produits et charges opérationnels	(5,1)
Variation nette des provisions pour avantages du personnel	(4,6)
Cotisations aux régimes d'avantages du personnel à prestations définies	(0,5)
Résultat financier	(8,6)
Variation nette des provisions pour avantages du personnel - Régimes fermés	2,8
Cotisations aux régimes d'avantages du personnel à prestations définies - Régimes fermés	(5,4)
Rendement normatif des actifs des régimes à prestations définies	29,6
Désactualisation des provisions des régimes à prestations définies	(35,6)
Variations comptabilisées en résultat	(16,2)

Au 31 décembre 2017

<i>(en millions d'euros)</i>	Engagements	Actifs	Actif (provision)
Solde au 1^{er} janvier 2017	(1 494,8)	1 221,0	(273,8)
Actifs du régime			1,3
Droits à remboursement			6,1
Provisions			(281,2)
Désactualisation	(38,9)	-	(38,9)
Coût des services rendus	(16,3)	-	(16,3)
Liquidations	(0,7)	-	(0,7)
Gains et (pertes) actuariels des autres avantages du personnel	0,4	-	0,4
Rendement normatif des actifs du régime	-	32,7	32,7
Rendement normatif des droits à remboursement	-	0,1	0,1
Variations comptabilisées en résultat			(22,7)
Excédent (déficit) du rendement réel des actifs sur leur rendement normatif	-	38,7	38,7
Gains et (pertes) actuariels des avantages postérieurs à l'emploi sur			
■ changements d'hypothèses financières	(63,6)	-	(63,6)
■ ajustements d'expérience	5,3	-	5,3
Variations comptabilisées en capitaux propres			(19,6)
Entrées de périmètre	(49,4)	17,4	(32,0)
Sorties de périmètre	3,0	-	3,0
Palements récurrents	78,5	(69,0)	9,5
Palements sur liquidations	0,3	-	0,3
Cotisations de l'employeur	-	21,1	21,1
Cotisations du personnel	(1,4)	1,4	0,0
Reclassements	2,0	(2,3)	(0,3)
Différences de change	75,3	(63,1)	12,2
Solde au 31 décembre 2017	(1 500,3)	1 198,0	(302,3)
Actifs du régime			0,2
Droits à remboursement			6,3
Provisions			(308,8)

La ligne "Variations comptabilisées en résultat" du tableau ci-dessus s'analyse de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Actif (provision)
Résultat opérationnel courant	(13,6)
Variation nette des provisions pour avantages du personnel	5,1
Cotisations aux régimes d'avantages du personnel à prestations définies	(18,7)
Autres produits et charges opérationnels	(0,9)
Cotisations aux régimes d'avantages du personnel à prestations définies	(0,9)
Résultat financier	(8,2)
Variation nette des provisions pour avantages du personnel - Régimes fermés	9,2
Cotisations aux régimes d'avantages du personnel à prestations définies - Régimes fermés	(11,3)
Rendement normatif des actifs des régimes à prestations définies	32,8
Désactualisation des provisions des régimes à prestations définies	(38,9)
Variations comptabilisées en résultat	(22,7)

Variations comptabilisées en capitaux propres

	2018				2017			
	Gains et (pertes) actuariels	Excédent du rendement réel des actifs sur leur rendement normatif en résultat	Plafonnement des actifs	Total	Gains et (pertes) actuariels	Excédent du rendement réel des actifs sur leur rendement normatif en résultat	Plafonnement des actifs	Total
<i>(en millions d'euros)</i>								
Solde à l'ouverture	(598,3)	370,9	2,3	(225,0)	(581,1)	357,6	2,5	(221,0)
Variations liées aux engagements	68,1	-	-	68,1	(58,3)	-	-	(58,3)
Variations liées aux actifs	-	(42,3)	-	(42,3)	-	38,7	-	38,7
Variations comptabilisées en capitaux propres	68,1	(42,3)	0,0	25,8	(58,3)	38,7	0,0	(19,6)
Sorties de périmètre	3,1	-	-	3,1	0,2	-	-	0,2
Différences de change	(10,9)	6,8	-	(4,1)	40,9	(25,4)	(0,2)	15,4
Solde à la clôture	(538,0)	335,4	2,3	(200,2)	(598,3)	370,9	2,3	(225,0)

23.2 AUTRES PROVISIONS

<i>(en millions d'euros)</i>	2018	2017
Autres provisions non courantes	666,2	394,6
Autres provisions courantes	23,7	27,1
Total	689,9	421,7

Méthode comptable

Une provision est comptabilisée dès qu'il devient probable qu'une obligation actuelle va requérir un règlement dont le montant peut être évalué de manière fiable. Les provisions sont comptabilisées en contrepartie du résultat, à l'exception des provisions pour démantèlement et de certaines provisions pour réhabilitation dont la contrepartie est incorporée dans le coût des actifs dont la construction a créé l'obligation. Ce traitement s'applique notamment à certaines installations industrielles et actifs de découverte miniers. L'évaluation des provisions correspond à la meilleure estimation du règlement nécessaire à l'extinction de l'obligation. Les provisions dont le règlement est prévu dans les 12 mois après la date de clôture ou dont le règlement peut survenir à tout instant ne sont pas actualisées. Les provisions dont le règlement est prévu à plus de 12 mois après la date de clôture sont actualisées. Ce traitement s'applique en particulier aux provisions constituées au titre d'obligations environnementales de remédier à des pollutions (8,5 millions d'euros au 31 décembre 2018 ; 13,0 millions d'euros au 31 décembre 2017), d'obligations de démantèlement d'usines (105,2 millions d'euros au 31 décembre 2018 ; 82,1 millions d'euros au 31 décembre 2017) et d'obligation de réhabiliter les sites miniers au terme de leur exploitation (137,3 millions d'euros au 31 décembre 2018 ; 123,3 millions d'euros au 31 décembre 2017). Les changements des provisions actualisées dus à une révision du montant de l'obligation, de son échéancier ou de son taux d'actualisation sont comptabilisés en résultat ou, pour les provisions comptabilisées en contrepartie d'éléments d'actifs, en ajustement du coût de ces derniers. La désactualisation est comptabilisée au débit des autres produits et charges financiers (note 12). L'appréciation de la probabilité de règlement et du montant de l'obligation, de l'échéancier attendu des paiements futurs et des taux d'actualisation constituent des estimations de la Direction Générale.

Estimations

Probabilité de règlement et montant de l'obligation. Les probabilités de règlement et les montants des obligations sont estimés par la Direction Générale, qui s'appuie généralement sur des experts internes pour valider les principales hypothèses, en tenant compte des effets attendus, le cas échéant, des évolutions réglementaires et sur des conseils externes pour les litiges et réclamations significatifs. Ceux-ci ont trait à des allégations de préjudices personnels ou financiers mettant en cause la responsabilité civile d'Imerys et l'éventuelle violation d'obligations contractuelles ou de dispositions réglementaires en matières sociale, immobilière ou environnementale. Les provisions constituées pour faire face à ces risques sont incluses dans les 434,3 millions d'euros de provisions pour risques juridiques, sociaux et réglementaires du tableau de variation présenté en fin de la présente note. Ce montant inclut notamment une provision pour des contentieux aux États-Unis relatifs à d'éventuels risques liés à l'utilisation du talc dans certains produits. La plupart de ces litiges se rapporte à des ventes réalisées par trois entités de l'activité Additifs de Performance Amérique du Nord de la branche Filtration & Additifs de Performance (F&PA) avant leur acquisition par le Groupe en 2011.

Au quatrième trimestre 2018, suite à l'augmentation significative du nombre de contentieux engagés contre ces trois entités et à la médiatisation accrue de procès liés au talc à usage cosmétique, la Direction Générale et les entités concernées elles-mêmes ont sollicité l'opinion de professionnels externes et de consultants indépendants en vue d'analyser les différentes options stratégiques envisageables pour faire face à cette situation. Dans le cadre de leur analyse, ces consultants ont pris en compte les estimations effectuées par leurs experts de l'exposition financière possible du Groupe à long terme, après déduction des projections de frais de défense et règlements transactionnels potentiels futurs couverts par des garanties d'assurances historiques ou contractuelles.

immédiatement accessibles ou disponibles au 31 décembre 2018. Sur cette base, la Direction Générale a considéré qu'un complément de provision d'environ 250,0 millions d'euros était nécessaire pour refléter les évolutions du quatrième trimestre de l'exercice et les conclusions de l'analyse de ces conseils externes. Ce complément de provision a été comptabilisé en "Autres produits et charges opérationnels" (*note 10*). À la date de clôture, la provision ainsi constituée représente l'estimation la plus raisonnable du montant nécessaire pour éliminer les passifs historiques liés aux litiges en cours aux États-Unis et à leur possible évolution à l'avenir. Dans son estimation du niveau de provisionnement de ce risque, la Direction Générale a notamment intégré les éléments suivants : (i) transfert possible à des tiers du bénéfice des couvertures d'assurance ou contractuelles, existantes ou potentiellement accessibles par les entités concernées, pour une partie des risques ; (ii) voies de recours disponibles pour contester la matérialisation ou le montant de tout ou partie des risques concernés ; et (iii) spécificités du système judiciaire américain dans le domaine de la responsabilité du fait des produits (milliers de litiges en cours dans diverses juridictions, montant très élevé des frais de défense, imprévisibilité des verdicts rendus par des jurys populaires et médiatisation de certaines décisions de justice).

En outre, les trois entités nord-américaines dont les activités Talc sont exposées à ces litiges ont entrepris, avec le soutien du Conseil d'Administration d'Imerys donné lors de sa réunion

du 13 décembre 2018, l'examen et la préparation détaillés des éventuelles démarches et conséquences liées à une potentielle demande de placement sous la protection de la procédure juridique spécifique du Chapitre 11 de la loi sur les faillites des États-Unis. Les principaux bénéfices attendus d'une telle procédure pour les entités concernées résident dans (i) la suspension immédiate de tous les contentieux en cours liés au talc aux États-Unis, avec l'économie des frais de défense associés ; et (ii) la résolution possible dans le cadre d'un plan à négocier avec les représentants des plaignants actuels et futurs, de tous les contentieux actuels et futurs visant ces entités et liés à des ventes passées de talc aux États-Unis. Après avoir apprécié l'opportunité de la démarche engagée par les entités concernées et ses potentielles conséquences pour le Groupe, le Conseil d'Administration d'Imerys a recommandé lors de sa réunion du 4 février 2019 de se préparer à la possible décision, pour ces entités, de demander à brève échéance la protection de la procédure du Chapitre 11 (*note 30*). Le Conseil d'Administration du 13 février 2019 a décidé de soutenir la décision prise ce même jour par les trois entités nord-américaines concernées de se placer, avec effet immédiat, sous cette protection judiciaire. Le Conseil d'Administration continuera, en lien avec la Direction Générale, à suivre avec attention l'évolution de la procédure pour ces entités et de la négociation de leur plan et ajustera, le cas échéant, le montant de sa meilleure estimation du montant des risques associés.

Échéancier attendu des paiements futurs. Le tableau suivant présente la valeur actualisée des sorties futures de trésorerie destinées à éteindre les obligations du poste "Autres provisions":

(en millions d'euros)	2019 - 2023	2024 - 2033	2034 et +	Total
Garanties produits	4,6	-	-	4,6
Obligations environnementales et de démantèlement	28,2	36,1	49,4	113,7
Réhabilitation des sites miniers	36,6	40,8	59,9	137,3
Risques juridiques, sociaux et réglementaires	434,3	-	-	434,3
Autres provisions	503,7	76,9	109,3	689,9

Taux d'actualisation. Ces taux intègrent la valeur temps de l'argent et l'inflation monétaire à l'horizon des paiements futurs. Pour la principale provision actualisée (réhabilitation des sites miniers), les hypothèses des zones monétaires majeures sont les suivantes :

	2018			2017		
	Zone euro	Royaume-Uni	États-Unis	Zone euro	Royaume-Uni	États-Unis
Valeur temps de l'argent	1,1 %	2,5 %	3,9 %	0,8 %	1,5 %	3,2 %
Inflation monétaire	1,5 %	2,1 %	1,9 %	1,3 %	2,9 %	2,1 %

Tableau de variation

(en millions d'euros)	Garanties produits	Obligations environnementales et de démantèlement	Réhabilitation des sites miniers	Risques juridiques, sociaux et réglementaires	Total
Solde au 1^{er} janvier 2017	30,7	79,6	123,0	133,1	366,4
Variations de périmètre	0,1	(7,1)	8,6	8,6	10,2
Dotations	4,1	8,1	3,6	70,9	86,7
Utilisations	(2,5)	(6,1)	(5,1)	(17,3)	(31,0)
Reprises non utilisées	(2,1)	(5,9)	-	(14,3)	(22,3)
Désactualisation financière	-	0,9	2,8	0,2	3,9
Reclassements et autres	0,1	29,4	0,2	(0,1)	29,6
Différences de change	(0,2)	(3,8)	(9,8)	(8,0)	(21,8)
Solde au 31 décembre 2017	30,2	95,1	123,3	173,1	421,7
Variations de périmètre	(22,2)	0,8	6,1	4,3	(11,0)
Dotations	1,7	24,1	10,3	308,7	344,8
Utilisations	(2,1)	(3,8)	(6,1)	(14,9)	(26,9)
Reprises non utilisées	(2,7)	(4,6)	-	(38,9)	(46,2)
Désactualisation financière	-	1,1	2,8	0,1	4,0
Reclassements et autres	(0,2)	1,3	0,1	(4,1)	(2,9)
Différences de change	(0,1)	(0,3)	0,8	6,0	6,4
Solde au 31 décembre 2018	4,6	113,7	137,3	434,3	689,9

NOTE 24 PASSIFS FINANCIERS

24.1 CATÉGORIES DE PASSIFS FINANCIERS

Les tableaux ci-après permettent d'apprécier l'importance des instruments financiers au regard du passif consolidé. Les catégories utilisées pour présenter les valeurs comptables des instruments financiers sont expliquées à la [note 11](#). Le total de ces tableaux distingue les instruments dérivés de couverture opérationnels (couverture du risque de change d'exploitation et du risque de prix énergétique) et de financement (couverture du risque de change de financement, du risque de taux d'intérêt et de conversion des états financiers). Ces derniers sont utilisés dans le calcul de la dette financière nette ([note 24.2 - Réconciliation de la dette financière nette](#)). Dans la mesure où elles correspondent aux montants de

trésorerie exigibles, les valeurs comptables sont représentatives de la juste valeur pour tous les instruments à l'exception des emprunts obligataires. Les tableaux ci-après sont complétés par une analyse des écarts entre valeur comptable et juste valeur. Pour les emprunts obligataires cotés, la juste valeur constitue une donnée directement observable car elle correspond à la valeur de marché à la date de clôture (juste valeur de niveau 1). Pour les emprunts obligataires non cotés, la juste valeur incluant les coupons courus est issue d'un modèle utilisant des données observables, c'est-à-dire une réévaluation des flux contractuels futurs actualisés (juste valeur de niveau 2).

Au 31 décembre 2018

	Éléments hors couverture			Comptabilité de couverture						Total
	Catégories IFRS 9			Couverture de juste valeur		Couverture de flux de trésorerie		Couverture d'investissement net		
	Coût amorti	Juste valeur par le résultat	Hors IFRS 9	Élément couvert	Couverture	Élément couvert	Couverture	Élément couvert	Couverture	
(en millions d'euros)										
Passif non courant										
Emprunts et dettes financières	1 922,2	(0,1)	1,7	55,9	16,2	-	-	-	-	1 995,9
Risque de taux d'intérêt - couvertures poursuivies	-	-	-	55,9	16,2	-	-	-	-	72,1
Risque de taux d'intérêt - couvertures interrompues	-	(0,1)	-	-	-	-	-	-	-	(0,1)
Autres dettes	1,1	-	16,6	-	-	-	-	-	-	17,7
Instruments dérivés passif	-	-	-	-	-	-	-	-	0,4	0,4
Risque de conversion des états financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	0,4	0,4
Passif courant										
Dettes fournisseurs	557,3	-	-	-	-	-	-	-	-	557,3
Autres dettes	138,2	-	220,7	-	-	-	-	-	-	358,9
Instruments dérivés passif	-	1,6	-	-	-	-	8,1	-	-	9,7
Risque de change transactionnel	-	1,6	-	-	-	-	3,5	-	-	5,1
Risque de prix énergétique	-	-	-	-	-	-	4,6	-	-	4,6
Emprunts et dettes financières	167,7	0,4	0,4	-	-	-	-	-	-	168,5
Risque de change transactionnel	-	0,4	-	-	-	-	-	-	-	0,4
Concours bancaires	11,6	-	-	-	-	-	-	-	-	11,6
Total	2 798,1	1,9	239,4	55,9	16,2	0,0	8,1	0,0	0,4	3 120,0
dont dérivés opérationnels	-	-	-	-	-	-	8,1	-	-	8,1
dont dérivés de financement	-	1,6	-	-	-	-	-	-	0,4	2,0

La juste valeur des emprunts obligataires à taux fixes inclus en "Emprunts et dettes financières" est supérieure à la valeur comptable de 14,1 millions d'euros :

Montant nominal <i>(en millions)</i>	Échéance	Cotation	Taux d'intérêt		Valeur comptable	Juste valeur	Différence
			Nominal	Effectif			
7 000,0 JPY	16/09/2033	Non coté	3,40 %	3,47 %	72,1	80,6	8,5
167,6 EUR	26/11/2020	Coté	2,50 %	2,60 %	168,7	174,7	6,0
55,9 EUR	26/11/2020	Coté	2,50 %	1,31 %	55,9	58,3	2,4
300,0 EUR	31/03/2022	Coté	0,88 %	0,96 %	300,6	304,1	3,5
300,0 EUR	31/03/2028	Coté	1,88 %	1,92 %	302,3	296,4	(5,9)
500,0 EUR	10/12/2024	Coté	2,00 %	2,13 %	496,1	513,8	17,7
600,0 EUR	15/01/2027	Coté	1,50 %	1,63 %	600,1	582,0	(18,1)
Total au 31 décembre 2018 <i>(en millions d'euros)</i>					1 995,8	2 009,9	14,1

Au 31 décembre 2017

	Eléments hors couverture			Comptabilité de couverture						
	Catégories IFRS 9			Couverture de juste valeur		Couverture de flux de trésorerie		Couverture d'investissement net		Total
	Coût amorti	Juste valeur par le résultat	Hors IFRS 9	Elément couvert	Couverture	Elément couvert	Couverture	Elément couvert	Couverture	
(en millions d'euros)										
Passif non courant										
Emprunts et dettes financières	1 917,8	(0,2)	1,7	52,1	14,9	-	-	-	-	1 986,3
Risque de taux d'intérêt - couvertures poursuivies	-	-	-	52,1	14,9	-	-	-	-	67,0
Risque de taux d'intérêt - couvertures interrompues	-	(0,2)	-	-	-	-	-	-	-	(0,2)
Autres dettes	4,0	-	16,2	-	-	-	-	-	-	20,2
Instruments dérivés passif	-	(0,1)	-	-	-	-	0,1	-	2,7	2,7
Risque de taux d'intérêt	-	(0,1)	-	-	-	-	0,1	-	-	0,0
Risque de conversion des états financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	2,7	2,7
Passif courant										
Dettes fournisseurs	510,9	-	-	-	-	-	-	-	-	510,9
Autres dettes	176,4	-	240,8	-	-	-	-	-	-	417,2
Instruments dérivés passif	-	3,5	-	-	-	-	2,5	-	-	6,0
Risque de change transactionnel	-	3,5	-	-	-	-	1,6	-	-	5,1
Risque de prix énergétique	-	-	-	-	-	-	0,9	-	-	0,9
Emprunts et dettes financières	642,5	(3,0)	0,4	-	-	-	-	-	25,0	664,9
Risque de change transactionnel	-	(3,0)	-	-	-	-	-	-	-	(3,0)
Risque de conversion des états financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	25,0	25,0
Concours bancaires	2,9	-	-	-	-	-	-	-	-	2,9
Total	3 254,5	0,2	259,1	52,1	14,9	0,0	2,6	0,0	27,7	3 611,1
dont dérivés opérationnels	-	-	-	-	-	-	2,5	-	-	2,5
dont dérivés de financement	-	3,4	-	-	-	-	0,1	-	2,7	6,2

La juste valeur des emprunts obligataires à taux fixes inclus en "Emprunts et dettes financières" est supérieure à la valeur comptable de 101,0 millions d'euros :

Montant nominal <i>(en millions)</i>	Échéance	Cotation	Taux d'intérêt		Valeur		
			Nominal	Effectif	comptable	Juste valeur	Différence
7 000,0 JPY	16/09/2033	Non coté	3,40 %	3,47 %	67,0	75,4	8,4
30,0 USD	06/08/2018	Non coté	5,28 %	5,38 %	25,5	26,1	0,6
167,6 EUR	26/11/2020	Coté	2,50 %	2,60 %	169,1	178,6	9,5
55,9 EUR	26/11/2020	Coté	2,50 %	1,31 %	55,9	59,5	3,6
300,0 EUR	31/03/2022	Coté	0,88 %	0,96 %	300,2	307,4	7,2
300,0 EUR	31/03/2028	Coté	1,88 %	1,92 %	302,1	316,3	14,2
500,0 EUR	10/12/2024	Coté	2,00 %	2,13 %	495,3	533,9	38,6
600,0 EUR	15/01/2027	Coté	1,50 %	1,63 %	598,9	617,8	18,9
Total au 31 décembre 2017 <i>(en millions d'euros)</i>					2 014,0	2 115,0	101,0

24.2 FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX PASSIFS FINANCIERS

Variation des dettes liées aux activités de financement

L'*État des flux de trésorerie consolidés* analyse la variation du poste "Trésorerie et équivalents de trésorerie" au travers de trois destinations : activités opérationnelles, activités d'investissement et activités de financement. Dans les tableaux ci-après, le "Flux de trésorerie provenant des activités de financement" est présenté dans la colonne "Variations en trésorerie", en fonction de leurs postes d'origine dans l'état de la situation financière consolidée.

En 2018, les "Flux de trésorerie provenant des activités de financement" représentent une sortie nette de trésorerie de - 529,2 millions d'euros, dont - 363,9 millions d'euros détaillés dans le tableau ci-dessous proviennent de la variation des dettes liées aux activités de financement. L'essentiel de cette variation correspond pour - 548,0 millions d'euros au remboursement de titres de créances négociables à court terme d'échéances antérieures au 31 décembre 2018 permis par l'encaissement du produit de cession de l'activité Activité Toiture (*note 25*).

(en millions d'euros)	Variations hors trésorerie							31/12/2018
	01/01/2018	Variations en trésorerie	Variations de périmètre	Intérêts courus	Juste valeur	Reclassements	Différences de change	
Actif non courant	(22,5)	0,0	0,0	0,0	0,0	3,2	0,0	(19,3)
Instruments dérivés actif	(22,5)	-	-	-	-	3,2	-	(19,3)
Actif courant	(15,8)	(0,3)	0,0	0,0	2,8	(3,1)	0,2	(16,2)
Instruments dérivés actif	(7,0)	-	-	-	2,8	(3,1)	-	(7,3)
Autres actifs financiers	(8,8)	(0,3)	-	-	-	-	0,2	(8,9)
Passif non courant	1 989,0	663,5	(186,0)	1,5	1,3	(496,0)	23,0	1 996,3
Emprunts et dettes financières	1 986,3	663,5	(186,0)	1,5	1,3	(493,7)	23,0	1 995,9
Instruments dérivés passif	2,7	-	-	-	-	(2,3)	-	0,4
Passif courant	670,9	(1 027,1)	34,9	(2,0)	2,5	500,9	(1,9)	178,2
Instruments de couverture – passif	6,0	-	-	-	1,3	2,4	-	9,7
Emprunts et dettes financières	664,9	(1 027,1)	34,9	(2,0)	1,2	498,5	(1,9)	168,5
Total	2 621,6	(363,9)	(151,1)	(0,5)	6,6	5,0	21,3	2 139,0
Émissions d'emprunts	-	5,6	-	-	-	-	-	-
Remboursements d'emprunts	-	(32,7)	-	-	-	-	-	-
Variation nette des autres dettes	-	(336,8)	-	-	-	-	-	-

En 2017, les "Flux de trésorerie provenant des activités de financement" correspondent à une sortie nette de trésorerie de - 380,1 millions d'euros, dont une entrée de trésorerie de + 604,2 millions d'euros au titre des émissions d'emprunts (constituée principalement d'une émission obligataire de + 600,0 millions d'euros dans le cadre du programme Euro Medium Term Notes (EMTN) (*note 24.5 - Risque de liquidité de l'emprunteur*)), une sortie de trésorerie de - 1 136,9 millions d'euros au titre des remboursements d'emprunts (constituée principalement d'un remboursement d'émission obligataire échue de - 500,0 millions

d'euros, du rachat partiel d'une émission obligataire de maturité novembre 2020 de - 176,5 millions d'euros et d'un remboursement anticipé de - 415,3 millions d'euros de financements de Kerneos) et une entrée nette de trésorerie de + 302,9 millions d'euros au titre de la variation nette des autres dettes (constituée principalement d'une variation nette de titres de créance négociables à court terme de + 589,0 millions d'euros (*note 24.5 - Risque de liquidité de l'emprunteur*) et d'un remboursement anticipé de - 298,8 millions d'euros des financements de Kerneos).

(en millions d'euros)	Variations hors trésorerie							31/12/2017
	01/01/2017	Variations en trésorerie	Variations de périmètre	Intérêts courus	Juste valeur	Reclassements	Différences de change	
Actif non courant	(17,8)	0,0	0,0	0,0	0,0	(4,7)	0,0	(22,5)
Instruments dérivés actif	(17,8)	-	-	-	-	(4,7)	-	(22,5)
Actif courant	(24,5)	(2,6)	(0,9)	4,0	3,2	4,7	0,3	(15,8)
Instruments dérivés actif	(14,9)	0,2	(0,2)	-	3,2	4,7	-	(7,0)
Autres actifs financiers	(9,6)	(2,8)	(0,7)	4,0	-	-	0,3	(8,8)
Passif non courant	1 606,3	(260,6)	738,3	1,2	(1,9)	(29,9)	(64,4)	1 989,0
Emprunts et dettes financières	1 601,7	(260,6)	738,3	1,2	(1,9)	(28,0)	(64,4)	1 986,3
Instruments dérivés passif	4,6	-	-	-	-	(1,9)	-	2,7
Passif courant	589,2	33,4	7,9	(18,0)	7,0	29,9	21,5	670,9
Instruments de couverture - passif	5,2	(0,1)	0,1	-	(1,1)	1,9	-	6,0
Emprunts et dettes financières	584,0	33,5	7,8	(18,0)	8,1	28,0	21,5	664,9
Total	2 153,2	(229,8)	745,3	(12,8)	8,3	0,0	(42,6)	2 621,6
Émissions d'emprunts	-	604,2	-	-	-	-	-	-
Remboursements d'emprunts	-	(1 136,9)	-	-	-	-	-	-
Variation nette des autres dettes	-	302,9	-	-	-	-	-	-

Réconciliation de la dette financière nette

La dette financière nette est la position nette d'Imerys vis-à-vis du marché et des établissements financiers. Elle est utilisée dans le cadre de la gestion des ressources financières du Groupe. Cet indicateur intervient notamment dans le calcul de ratios financiers qu'Imerys est tenu de respecter dans le cadre d'accords de financement auprès des marchés financiers (*note 24.5 - Risque de liquidité de l'emprunteur*).

La dette financière nette est constituée du total des passifs de financement souscrits auprès du marché et des établissements financiers sous forme d'emprunts obligataires, de crédits bancaires, de crédits de locations financement et de concours bancaires, diminués de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des autres actifs financiers courants. Les découverts et excédents de trésorerie, compensés dans le calcul de la dette financière nette, sont présentés de manière distincte dans l'état de la situation financière, soit sous forme de découverts bancaires, soit sous forme de trésorerie, conformément aux accords signés entre Imerys et ses contreparties bancaires. La plupart de ces accords prévoient que les différents comptes ouverts auprès d'une contrepartie bancaire restent débiteurs ou créditeurs, sans compensation. Toutefois,

il existe dans le Groupe des accords de compensation destinés à établir, sur un certain périmètre, une position unique vis-à-vis de certaines contreparties bancaires. Cette position unique est organisée par l'entité tête du périmètre de compensation, soit directement au moyen de son propre compte bancaire, soit indirectement au moyen d'un placement qu'elle réalise auprès de la contrepartie bancaire et que celle-ci restitue sous forme de prêts aux entités du périmètre. La compensation directe correspond à des accords en vigueur en Europe et aux États-Unis, tandis que la compensation indirecte est pratiquée en Chine.

Le tableau suivant présente le lien entre la dette financière nette et l'état de la situation financière consolidée en distinguant entre instruments financiers non dérivés et dérivés. Les instruments financiers dérivés inclus dans le calcul de la dette financière nette correspondent aux instruments de couverture de financement actif et passif car ils font partie des sorties futures de trésorerie de cet agrégat (*note 24.5 - Risque de liquidité de l'emprunteur*). Les instruments de couverture opérationnels (*note 24.4 - Instruments dérivés dans les états financiers*) ne sont pas inclus dans le calcul de la dette financière nette.

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	2018	2017
Passifs financiers non dérivés		2 176,0	2 654,1
Emprunts et dettes financières non courants		1 995,9	1 986,3
Emprunts et dettes financières courants		168,5	664,9
Concours bancaires		11,6	2,9
Actifs financiers non dérivés		(857,8)	(390,7)
Autres actifs financiers		(8,9)	(8,8)
Trésorerie et équivalents de trésorerie		(848,9)	(381,9)
Dérivés de couverture		(20,8)	(17,0)
Instruments de couverture de financement – passif	24.1	2,0	6,2
Instruments de couverture de financement – actif	21.1	(22,8)	(23,2)
Dettes financières nettes		1 297,4	2 246,4

En 2018, la variation de la dette financière nette correspond à une sortie nette de trésorerie de 981,7 millions d'euros (entrée nette de trésorerie de 901,3 millions d'euros en 2017) tel que présenté dans le tableau ci-après.

<i>(en millions d'euros)</i>	2018	2017
Dettes financières nettes à l'ouverture	(2 246,4)	(1 366,5)
Variation de la dette financière nette	981,7	(901,3)
Modification de la définition du cash flow libre opérationnel courant ⁽¹⁾	(4,7)	-
Incidence de la variation des taux de change	(28,0)	21,4
Dettes financières nettes à la clôture	(1 297,4)	(2 246,4)

(1) [Note 1.5.](#)

Les développements ci-après analysent la variation de la dette financière nette en deux étapes : dans un premier temps, les flux de trésorerie liés aux transactions opérationnelles récurrentes (cash flow libre opérationnel courant) ; et dans un second temps, les flux de trésorerie liés aux transactions non liées à l'activité opérationnelle récurrente.

Le cash flow libre opérationnel courant est le flux de trésorerie résiduel provenant de l'activité opérationnelle récurrente et subsistant

après décaissement des impôts sur le résultat opérationnel courant et des investissements opérationnels, encaissement des produits de cession d'actifs opérationnels et prise en compte des variations de trésorerie du besoin en fonds de roulement opérationnel. Par comparaison avec les flux de trésorerie présentés dans l'[État des flux de trésorerie consolidés](#) le cash flow libre opérationnel "provenant des activités opérationnelles" ajusté des acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles du "Flux de trésorerie provenant d'investissement" après impôts sur le résultat.

	2018		2017	
(en millions d'euros)		Activité abandonnée ⁽¹⁾		Activité abandonnée ⁽¹⁾
Résultat opérationnel courant	562,1	76,1	551,2	96,9
Amortissements et pertes de valeur d'exploitation ⁽²⁾	265,9	5,4	251,8	13,8
Variation nette des provisions d'exploitation	(38,6)	(0,4)	(25,9)	2,0
Quote-part des résultats nets des coentreprises et entreprises associées	(1,7)	-	(6,0)	-
Dividendes reçus des coentreprises et entreprises associées	5,6	-	5,8	-
Capacité d'autofinancement d'exploitation avant impôts (EBITDA courant)	793,3	81,1	777,0	112,7
Impôts notionnels sur le résultat opérationnel courant ⁽³⁾	(162,6)	(26,6)	(159,6)	(28,0)
Cash flow opérationnel courant net	630,7	54,5	617,4	84,7
Investissements payés ^{(4) & (5)}	(333,0)	(9,9)	(319,4)	(21,4)
Immobilisations incorporelles	(28,4)	(0,3)	(21,6)	(1,2)
Immobilisations corporelles	(251,6)	(5,9)	(258,2)	(18,1)
Actifs miniers de découverte ⁽⁶⁾	(55,9)	-	(58,0)	-
Dettes sur acquisitions	2,9	(3,7)	18,4	(2,2)
Valeur comptable des cessions courantes d'actifs	13,5	0,8	8,9	-
Variation du besoin en fonds de roulement opérationnel	(25,4)	(0,1)	(13,1)	1,4
Stocks	(99,9)	0,4	(47,0)	(5,9)
Clients, avances et acomptes reçus	15,1	(0,1)	(24,5)	5,5
Fournisseurs, avances et acomptes versés	59,4	(0,4)	58,4	1,7
Cash flow libre opérationnel courant	285,8	45,3	293,8	64,7
<i>(1) Activité Toiture (note 25)</i>				
(2) Amortissement et pertes de valeur d'exploitation	265,9	5,4	251,8	13,8
Dotations nettes opérationnelles aux amortissements (Annexe 1 de l'État des flux de trésorerie consolidés)	265,4	-	251,7	-
Amortissements des locations financement (Annexe 3 de l'État des flux de trésorerie consolidés)	(0,6)	-	(0,1)	-
(3) Taux effectif d'impôt sur le résultat courant	28,9 %	-	28,9 %	-
(4) Investissements payés	(333,0)	(9,9)	(319,4)	(21,4)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles (État des flux de trésorerie consolidés)	(332,9)	-	(319,3)	-
Acquisitions en location financement (Annexe 3 de l'État des flux de trésorerie consolidés)	-	-	0,2	-
(5) Ratio de couverture des investissements comptabilisés	126,3 %	-	134,1 %	-
Le ratio de couverture des investissements comptabilisés est égal aux investissements payés (à l'exception des dettes sur acquisitions) divisé par les dotations aux amortissements.				
Dotations aux amortissements d'immobilisations	265,9	-	251,8	-
(6) Actifs miniers de découverte	(55,7)	-	(48,9)	-
Actifs miniers de découverte – investissements	(55,9)	-	(48,9)	-
Neutralisation des provisions pour réhabilitation activées	0,2	-	-	-

Le tableau ci-après présente les flux de trésorerie liés aux transactions non liées à l'activité opérationnelle récurrente, c'est-à-dire principalement aux transactions opérationnelles non récurrentes, aux variations de périmètre, aux transactions de financement et aux transactions avec les actionnaires. Ces flux de trésorerie, ajoutés à ceux du cash flow libre opérationnel courant du tableau précédent, permettent d'obtenir la variation totale de la dette financière nette.

	2018		2017	
(en millions d'euros)		Activité abandonnée ⁽¹⁾		Activité abandonnée ⁽¹⁾
Cash flow libre opérationnel courant	285,8	45,3	293,8	64,7
Résultat financier	(60,2)	(0,5)	(78,4)	(0,9)
Pertes de valeur financières et désactualisation	10,9	0,2	(1,3)	0,2
Impôts sur résultat financier	17,4	0,2	22,7	0,2
Variation de la dette d'impôts sur le résultat	16,5	1,7	2,0	3,0
Variation des impôts différés sur le résultat opérationnel courant	17,3	0,6	34,0	(7,2)
Variation des autres postes du besoin en fonds de roulement	(9,2)	6,0	(14,5)	(6,7)
Charge de paiements en actions	14,9	0,4	12,9	0,5
Variation de juste valeur des instruments de couverture opérationnels	(0,7)	-	2,1	-
Variation des dividendes à recevoir des actifs financiers disponibles à la vente	0,1	-	(0,8)	-
Cash flow libre courant	292,8	53,9	272,3	53,8
Croissance externe	(23,2)	0,0	(1 056,9)	(3,2)
Acquisitions de titres d'entités consolidées sous déduction de la dette nette acquise	(22,9)	-	(1 053,7)	(3,2)
Acquisitions de titres d'entités consolidées auprès des intérêts sans contrôle	-	-	(0,2)	-
Acquisitions d'actifs financiers disponibles à la vente	(0,3)	-	(3,0)	-
Cessions	51,9	851,5	10,2	0,0
Cessions de titres d'entités consolidées sous déduction de la dette nette cédée	42,2	851,5	4,8	-
Cessions non récurrentes d'immobilisations incorporelles et corporelles	9,7	-	5,4	-
Coûts de transaction	(5,4)	(16,7)	(19,3)	-
Changements d'estimation de la rémunération conditionnelle du vendeur	(0,8)	-	9,5	-
Flux de trésorerie générés par les autres produits et charges opérationnels	(46,6)	(3,3)	(11,3)	(2,3)
Dividendes versés aux actionnaires et aux intérêts sans contrôle	(104,9)	(62,9)	86,5	(236,1)
Besoin de financement	163,8	822,5	(709,0)	(187,7)
Opérations sur capitaux propres	2,4	-	(0,5)	-
Variation nette des immobilisations financières	(7,1)	0,1	(4,2)	-
Flux de trésorerie des actifs destinés à être cédés	822,6	822,6	(187,7)	(187,7)
Variation de la dette financière nette	981,7	-	(901,3)	-

(1) Activité Toiture (note 25).

24.3 AUTRES DETTES

(en millions d'euros)	2018	2017
Passif non courant		
Impôts exigibles sur le résultat	0,4	0,6
Dettes sur immobilisations	0,8	2,6
Dettes fiscales	1,0	0,6
Dettes sociales	13,7	13,1
Autres	1,8	3,3
Total	17,7	20,2
Passif courant		
Dettes sur immobilisations	69,0	98,9
Dettes fiscales	34,1	34,8
Dettes sociales	184,5	203,2
Passifs sur contrats	10,2	34,8
Autres	61,1	45,5
Total	358,9	417,2

Les passifs sur contrats correspondent à la valeur des biens et services à transférer après la date de clôture dans le cadre de contrats conclus avec des clients (*note 5*) dont la contrepartie est exigible avant transfert du bien ou service. Sur les 10,2 millions d'euros de biens et services à transférer au 31 décembre 2018 (34,8 millions d'euros au 31 décembre 2017), 8,0 millions d'euros ont été encaissés (21,9 millions d'euros au 31 décembre 2017) et 2,2 millions d'euros sont à recevoir (2,8 millions d'euros au 31 décembre 2017). Au 31 décembre 2017, les dettes sur immobilisations courantes comprenaient 15,5 millions d'euros

relatifs à l'acquisition du groupe S&B, dont 4,0 millions d'euros à régler en actions Imerys et 11,5 millions d'euros à régler en trésorerie à titre de complément de prix lié aux performances. L'évaluation de ce dernier avait fait l'objet d'un avenant au contrat d'acquisition entre Imerys et le vendeur, conclu le 21 décembre 2017 (*paragraphes 2.2.3 du chapitre 2 et 8.1.2 du chapitre 8 du Document de Référence 2017*). L'ajustement de 9,5 millions d'euros résultant de cet avenant avait été crédité en autres produits et charges opérationnels (*note 10*).

24.4 INSTRUMENTS DÉRIVÉS

Principes de gestion des instruments dérivés

L'utilisation d'instruments dérivés est encadrée par une politique définie et mise en œuvre par le Département Trésorerie du Groupe et présentée périodiquement au Conseil d'Administration. Conformément à cette politique, les instruments dérivés sont exclusivement utilisés pour couvrir des risques liés aux transactions opérationnelles (risques de change transactionnel et de prix énergétique), aux investissements à l'étranger (risque de conversion des états financiers) et aux financements (risques de change transactionnel et de taux d'intérêt). Imerys ne prend aucune position spéculative. Les instruments dérivés sont négociés de manière centralisée par le Département Trésorerie du Groupe sur des marchés de gré à gré avec des établissements bancaires de premier rang. Imerys interdit à ses entités de souscrire des instruments dérivés directement à l'extérieur du Groupe, sauf pour se conformer à des dispositions légales ou réglementaires locales. L'application de cette politique aux risques de change (transactionnel et de conversion des états financiers), de taux d'intérêt et de prix énergétique est développée dans la *note 24.5*.

Méthode comptable

Les dérivés sont comptabilisés à la date de transaction, c'est-à-dire de souscription du contrat de couverture et classés en actifs et passifs non courants et courants selon leur maturité et celle des transactions sous-jacentes. Les dérivés sont initialement évalués à la juste valeur et ultérieurement réévalués à chaque date de clôture par référence aux conditions de marché. La juste valeur incluant les coupons courus des dérivés est issue d'un modèle utilisant des données observables, c'est-à-dire des cotations à la date de clôture fournies par des tiers intervenant sur les marchés financiers (juste valeur de niveau 2). Ces valorisations sont ajustées du risque de crédit des contreparties et du risque de crédit propre d'Imerys. Ainsi, lorsque la valeur de marché du dérivé est positive (dérivé actif), sa juste valeur intègre la probabilité de défaut de la contrepartie (Credit Value Adjustment ou CVA). Lorsque la valeur de marché du dérivé est négative (dérivé passif), sa juste valeur prend en compte la probabilité de défaut d'Imerys (Debit Value Adjustment ou DVA). Ces ajustements sont évalués à partir des spreads des obligations en circulation sur le marché secondaire, telles qu'é émises par Imerys et ses contreparties (juste valeur de niveau 2). Ces instruments ont pour finalité exclusive de couvrir des risques économiques auxquels le Groupe est exposé.

Toutefois, seuls ceux qui satisfont les critères de la comptabilité de couverture font l'objet des traitements comptables décrits ci-après. Toute opération qualifiée de couverture est ainsi documentée par référence à la stratégie de couverture en identifiant le risque couvert, l'élément couvert, l'élément de couverture, la relation de couverture et la méthode d'évaluation de l'efficacité de la relation de couverture. L'évaluation de l'efficacité de couverture est mise à jour à chaque date de clôture. La comptabilisation des dérivés de couverture varie selon qu'ils sont désignés de couverture de juste valeur, de couverture de flux de trésorerie ou de couverture d'investissements nets dans des entités étrangères (notes 11, 12 et 24.5). Tout dérivé non éligible à la comptabilité de couverture est comptabilisé en résultat financier.

Couverture de juste valeur. Lorsque les variations de juste valeur d'un actif ou passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé sont susceptibles d'affecter le résultat, ces variations peuvent être couvertes par une couverture de juste valeur. L'élément couvert et l'instrument de couverture sont réévalués symétriquement en contrepartie du résultat à chaque date de clôture. L'incidence en résultat est limitée à la part inefficace de la couverture (note 11).

Couverture de flux de trésorerie. Une couverture de flux de trésorerie permet de couvrir les variations défavorables de flux de trésorerie liés à un actif ou passif comptabilisé ou une transaction future hautement probable, quand ces variations sont susceptibles d'affecter le résultat. À chaque date de clôture, la part efficace de la couverture et le cas échéant, les variations de la valeur temps des options et des points de terme des contrats à terme, sont comptabilisés en capitaux propres. La part inefficace est comptabilisée en résultat. Lorsque la transaction est comptabilisée, les éléments antérieurement comptabilisés en capitaux propres sont reclassés en résultat simultanément à la comptabilisation de l'élément couvert (note 11). En cas de déqualification d'un dérivé, c'est-à-dire d'interruption de la comptabilité de couverture, la part efficace de la couverture antérieurement comptabilisée en capitaux propres est amortie en résultat opérationnel ou financier, selon la nature de l'élément couvert.

Couverture d'investissement net dans une activité à l'étranger. Les variations de change générées par les actifs nets détenus par le Groupe en monnaies étrangères peuvent faire l'objet d'une couverture (note 24.5 - *Risque de conversion des états financiers*). À chaque date de clôture, la part efficace de la couverture est comptabilisée en capitaux propres et la part inefficace en résultat.

La part efficace en capitaux propres n'est reclassée en autres produits et charges opérationnels qu'en cas de perte de contrôle sur une activité consolidée ou de réduction d'intérêt dans une activité sous influence notable.

La part inefficace des instruments de couverture opérationnels est comptabilisée en résultat opérationnel courant. La part inefficace des instruments de couverture de financement est comptabilisée en résultat financier. Les variations de juste valeur des instruments financiers non qualifiés de couverture sont immédiatement comptabilisées en autres produits et charges financiers (note 11). Dans l'état des flux de trésorerie consolidés, les flux de trésorerie des dérivés sont présentés dans le même niveau que les flux de trésorerie des transactions sous-jacentes.

Instruments dérivés dans les états financiers

Actif et passif. Les instruments dérivés comptabilisés à l'actif et au passif sont présentés par types de risques couverts, c'est-à-dire risques de change, de taux d'intérêt, de prix énergétique et de conversion des états financiers, dans les notes 21.1 et 24.1. Au 31 décembre 2018, il n'existe aucun droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés à l'actif et au passif et Imerys n'a l'intention, ni de régler le montant net, ni de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Toutefois, conformément aux accords-cadres en vigueur, tout défaut d'Imerys ou d'une de ses contreparties solderait leurs transactions en cours sur la base d'une position nette. Le total de toutes les positions qui seraient soldées en cas de défaut réduirait le total des instruments dérivés actif et passif de 4,2 millions d'euros au 31 décembre 2018 (6,8 millions d'euros au 31 décembre 2017).

Capitaux propres. Dans le cadre de sa politique de gestion des risques de change, de taux d'intérêt et de prix énergétique, Imerys détient des instruments dérivés destinés à couvrir certains achats et ventes futurs en monnaies étrangères, une partie de son financement à taux variable et une partie de ses consommations futures d'énergie aux États-Unis, au Royaume-Uni et en France. Ces positions sont qualifiées de couvertures de flux de trésorerie. Le tableau suivant présente les montants avant impôts sur le résultat comptabilisés à ce titre en capitaux propres ainsi que les reclassements en résultat. Le détail de ces reclassements en regard des produits et charges sous-jacents est présenté dans la note 11. Ces couvertures de flux de trésorerie sont replacées dans le contexte de la gestion des risques de change, de taux d'intérêt et de prix énergétique dans la note 24.5.

(en millions d'euros)	Risque de change transactionnel	Risque de taux d'intérêt	Risque de prix énergétique	Total
Solde au 1^{er} janvier 2017	2,0	0,0	6,8	8,8
Couvertures poursuivies	2,0	-	6,8	8,8
Part efficace des couvertures	13,7	-	(2,5)	11,2
Comptabilisation en capitaux propres	13,7	0,0	(2,5)	11,2
Couvertures poursuivies	(15,1)	-	(1,8)	(16,9)
Reclassement vers le résultat	(15,1)	0,0	(1,8)	(16,9)
Solde au 31 décembre 2017	0,6	0,0	2,5	3,1
Couvertures poursuivies	0,6	-	2,5	3,1
Part efficace des couvertures	(3,9)	-	3,7	(0,2)
Points de terme des instruments dérivés fermes	(5,1)	0,0	0,0	(5,1)
■ Élément couvert lié à une transaction	(5,1)	-	-	(5,1)
Comptabilisation en capitaux propres	(9,0)	0,0	3,7	(5,3)
Couvertures poursuivies	5,7	-	(8,6)	(2,9)
Reclassement vers le résultat	5,7	0,0	(8,6)	(2,9)
Solde au 31 décembre 2018	(2,7)	0,0	(2,4)	(5,1)
Couvertures poursuivies	(2,7)	-	(2,4)	(5,1)

24.5 GESTION DES RISQUES LIÉS AUX PASSIFS FINANCIERS

Risque de change transactionnel

Description du risque. Le risque de change transactionnel est le risque par lequel un flux de trésorerie libellé en monnaie étrangère est susceptible d'être détérioré par une évolution défavorable de sa contrepartie en monnaie fonctionnelle.

Gestion du risque. Les transactions réalisées par les entités d'Imerys sont souscrites, dans la mesure du possible, dans la monnaie fonctionnelle de l'entité qui entreprend la transaction.

Le tableau suivant présente l'impact d'une variation des taux de change des monnaies étrangères sur les éléments sous-jacents de la dette financière nette, c'est-à-dire avant instruments dérivés de change au 31 décembre 2018. Cette simulation consiste d'une part en une baisse (simulation basse) et d'autre part en une hausse (simulation haute) autour des taux de change des monnaies étrangères 2018 (note 26) (réel 2018).

(en millions d'euros)	Simulation basse	Réel 2018	Simulation haute
Taux de change des monnaies étrangères	(10,0) %	-	10,0 %
Dette financière nette	1 324,5	1 297,4	1 270,3

Lorsqu'il n'est pas possible de souscrire une transaction dans la monnaie fonctionnelle de l'entité, le risque de change transactionnel peut être ponctuellement couvert par des contrats de change à terme, des swaps de monnaies étrangères et des options de change. Ces instruments sont utilisés en couverture de flux budgétaires hautement probables. Les couvertures correspondantes sont qualifiées de couvertures de flux de trésorerie. Les valeurs

nominales des instruments de couverture détenus au titre de la couverture du risque de change transactionnel s'élèvent à 159,9 millions d'euros au 31 décembre 2018 (185,5 millions d'euros au 31 décembre 2017). Le tableau suivant présente les montants avant impôts sur le résultat comptabilisés à ce titre en capitaux propres dans la réserve de conversion ainsi que les reclassements en résultat.

(en millions d'euros)	2018	2017
Solde à l'ouverture	0,6	2,0
Comptabilisation en capitaux propres	(9,0)	13,7
Reclassement en résultat	5,7	(15,1)
Solde à la clôture	(2,7)	0,6
dont reclassement en résultat attendu dans les 12 mois	(2,7)	0,6

Le tableau suivant présente l'impact d'une variation des taux de change des monnaies étrangères sur le portefeuille d'instruments dérivés détenus au 31 décembre 2018 au titre de transactions futures hautement probables d'achats et de ventes en monnaies étrangères. Cette simulation est réalisée au travers d'une baisse (simulation basse) et d'une hausse (simulation haute) autour des taux de change des monnaies étrangères 2018 (note 26) (réel

2018). L'impact de ces variations est mesuré d'une part sur les capitaux propres pour la part efficace des instruments dérivés qualifiés de couvertures de flux de trésorerie et d'autre part sur le résultat pour la part inefficace des instruments dérivés qualifiés de couvertures de flux de trésorerie et des instruments dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture.

(en millions d'euros)

	Simulation basse	Réel 2018	Simulation haute
Taux de change des monnaies étrangères	(10,0) %	-	10,0 %
Part efficace en capitaux propres à la date de clôture	10,1	(2,7)	(11,5)
Part inefficace en résultat de l'exercice	-	-	-

Risque de taux d'intérêt

Description du risque. Le risque de taux d'intérêt est le risque par lequel le flux d'intérêt de la dette financière est susceptible d'être détérioré par une hausse des taux d'intérêt du marché.

Gestion du risque. L'objectif de gestion du risque de taux d'intérêt de la dette financière nette consiste à garantir son coût à moyen terme. La dette financière nette est connue au travers d'un reporting qui décrit la dette financière de chaque entité en précisant ses composantes et caractéristiques. Ce reporting, revu mensuellement par la Direction Financière et trimestriellement par le Conseil d'Administration, permet de suivre la situation et, le cas échéant, d'adapter la politique de gestion. La politique de gestion est établie par le Département Trésorerie du Groupe et approuvée tous les ans par la Direction Financière et le Conseil d'Administration. Dans ce cadre, le Département Trésorerie du

Groupe intervient auprès d'établissements bancaires de premier rang et utilise des prestataires d'information financière et de cotation. Imerys a pour politique de se financer principalement en euro, ressource financière la plus accessible et à taux fixe. Les émissions obligataires à moyen terme à taux fixe sont transformées à taux variable au moyen de swaps de taux d'intérêt. Compte tenu de l'évolution anticipée en 2018 pour les taux d'intérêt, le Groupe a été amené à fixer le taux d'intérêt d'une partie de sa dette financière future sur des échéances diverses. Le tableau suivant présente l'impact d'une variation des taux d'intérêt sur la charge d'intérêt générée par les éléments sous-jacents de la dette financière nette, c'est-à-dire avant instruments dérivés de taux d'intérêt au 31 décembre 2018. Cette simulation consiste d'une part en une baisse (simulation basse) et d'autre part en une hausse (simulation haute) autour des taux d'intérêt 2018 (réel 2018).

(en millions d'euros)

	Simulation basse	Réel 2018	Simulation haute
Taux d'intérêt	(0,5) %	-	0,5 %
Charge d'endettement financier net	(45,1)	(42,0)	(38,9)

Imerys détient usuellement un certain nombre d'instruments dérivés destinés à couvrir une partie de son endettement à taux variable. Figurent parmi ces instruments des swaps de taux, des options - y compris des caps, des floors, des swaptions et des contrats à terme. Ces instruments sont qualifiés de couvertures de flux de trésorerie. Les valeurs nominales des instruments de couverture

détenus au titre de la couverture du risque de taux d'intérêt s'élèvent à 55,6 millions d'euros au 31 décembre 2018 (51,8 millions d'euros au 31 décembre 2017). Le tableau suivant présente les montants avant impôts sur le résultat comptabilisés à ce titre en capitaux propres ainsi que les reclassements en résultat.

(en millions d'euros)

	2018	2017
Solde à l'ouverture	0,0	0,0
Comptabilisation en capitaux propres	-	-
Reclassement en résultat	-	-
Solde à la clôture	0,0	0,0
dont reclassement en résultat attendu dans les 12 mois	-	-

Par ailleurs, Imerys détient au 31 décembre 2018 un swap de taux d'intérêt destiné à couvrir l'exposition aux variations de juste valeur d'un emprunt. Cet instrument est qualifié de couverture de juste valeur. Il couvre le risque de variation du taux d'intérêt sans risque et non le différentiel de taux correspondant au risque de crédit du Groupe. L'emprunt couvert et l'instrument dérivé présentent les mêmes caractéristiques.

Monnaie	Montant notionnel (en millions)	Taux fixe reçu	Taux variable payé
JPY	7 000	2,39 %	Libor Yen 6 mois

Le tableau ci-après présente une répartition de la dette financière nette entre taux fixe et taux variable par monnaie au 31 décembre 2018.

(en millions d'euros)	EUR	USD	JPY	Autres monnaies étrangères	Total
Dette à taux fixe	1 923,3	0,0	0,2	0,0	1 923,5
Dette à taux fixe à l'émission	1 923,3	-	55,8	-	1 979,1
Swap taux fixe en taux variable	-	-	(55,6)	-	(55,6)
Dette à taux variable	(610,1)	303,2	25,7	(344,9)	(626,1)
Dette à taux variable à l'émission	130,5	4,5	0,2	29,3	164,5
Trésorerie nette et valeurs mobilières de placement	(485,4)	(34,1)	(7,4)	(319,3)	(846,2)
Swap taux fixe en taux variable	-	-	55,6	-	55,6
Swap de change	(255,2)	332,8	(22,7)	(54,9)	0,0
Dette financière nette au 31 décembre 2018	1 313,2	303,2	25,9	(344,9)	1 297,4

Le tableau ci-après présente une répartition des transactions de couverture de taux par monnaie étrangère au 31 décembre 2018.

(en millions d'euros)	EUR	USD	JPY	Autres monnaies étrangères	Total
Positions à taux variable avant couvertures	(610,1)	303,2	25,7	(344,9)	(626,1)
Couvertures à taux fixes	-	-	-	-	-
Swap au taux moyen de	-	-	-	-	-
Couvertures à taux capés	-	-	-	-	-
Cap au taux moyen de	-	-	-	-	-
Positions à taux variable après couvertures	(610,1)	303,2	25,7	(344,9)	(626,1)

Le tableau ci-après présente une évolution des transactions de couverture de taux au 31 décembre 2018 et au-delà par échéance.

(en millions d'euros)	2018	2019 - 2023	2024 et +
Position totale avant couvertures	(626,1)	(626,1)	(626,1)
Couvertures à taux fixes	-	-	-
Swap au taux moyen de	-	-	-
Couvertures à taux capés	-	-	-
Cap au taux moyen de	-	-	-
Position totale après couvertures	(626,1)	(626,1)	(626,1)

Le tableau suivant présente l'impact d'une variation des taux d'intérêt sur la dette financière nette après instruments dérivés de taux d'intérêt au 31 décembre 2018. Cette simulation est réalisée au travers d'une baisse (simulation basse) et d'une hausse (simulation haute) autour des taux d'intérêt 2018 (réel 2018). L'impact de ces variations est mesuré d'une part sur les

capitaux propres pour la part efficace des instruments dérivés qualifiés de couvertures de flux de trésorerie et d'autre part sur le résultat pour la part inefficace des instruments dérivés qualifiés de couvertures de flux de trésorerie et des instruments dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture.

(en millions d'euros)	Simulation basse	Réel 2018	Simulation haute
Taux d'intérêt	(0,5) %	-	0,5 %
Part efficace en capitaux propres à la date de clôture	-	-	-
Part inefficace en résultat de l'exercice	-	-	0,1

Risque de prix énergétique

Description du risque. Le risque de prix énergétique est le risque par lequel le flux de trésorerie exigible au titre d'un achat d'énergie est susceptible d'être détérioré par une hausse de son prix de marché. Imerys est exposé au risque de prix des énergies entrant dans le cycle de production de ses activités, principalement le gaz naturel, l'électricité et le charbon dans une moindre mesure.

Gestion du risque. Face au risque de prix énergétique, Imerys est diversifié en termes d'implantations géographiques et de sources d'approvisionnement. Le Groupe s'efforce de répercuter la hausse de l'énergie dans le prix de vente de ses produits. Par ailleurs, la gestion du risque de prix du gaz naturel, tant en Europe qu'aux États-Unis, est centralisée, le Département Trésorerie du Groupe étant chargé de mettre en œuvre le cadre et les moyens nécessaires à l'application d'une politique commune de gestion

incluant notamment le recours approprié aux instruments financiers disponibles sur ces marchés. Depuis 2006, le Groupe a renforcé ses programmes de recherche de sources d'énergie alternatives ainsi que ses projets de réduction de consommation d'énergie sous la supervision d'un Responsable Énergie Groupe. Depuis 2008, des responsables énergie sont désignés dans l'ensemble du Groupe. Le risque de prix énergétique est couvert par des contrats à terme ainsi que par des instruments optionnels. Ces instruments sont qualifiés de couvertures de flux de trésorerie. Les valeurs nominales des instruments de couverture détenus au titre de la couverture du risque de prix énergétique s'élèvent à 21,5 millions d'euros au 31 décembre 2018 (40,6 millions d'euros au 31 décembre 2017). Le tableau suivant présente les montants avant impôts sur le résultat comptabilisés à ce titre en capitaux propres ainsi que les reclassements en résultat.

(en millions d'euros)	2018	2017
Solde à l'ouverture	2,5	6,8
Comptabilisation en capitaux propres	3,7	(2,5)
Reclassement en résultat	(8,6)	(1,8)
Solde à la clôture	(2,4)	2,5
dont reclassement en résultat attendu dans les 12 mois	(2,4)	2,5

Le tableau ci-dessous résume les principales positions prises au 31 décembre 2018 en couverture du risque de prix énergétique.

	Montants notionnels nets (en MWh)	Échéances
Position sous-jacente	5 716 890	<24 mois
Opérations de gestion	1 022 556	<24 mois

Le tableau suivant présente l'impact d'une variation des prix du gaz naturel et du Brent sur le portefeuille d'instruments dérivés détenus au 31 décembre 2018 au titre de transactions futures hautement probables d'achats de gaz naturel et de Brent. Cette simulation est réalisée au travers d'une baisse (simulation basse) et d'une hausse (simulation haute) autour des prix du gaz naturel et du Brent

2018 (réel 2018). L'impact de ces variations est mesuré d'une part sur les capitaux propres pour la part efficace des instruments dérivés qualifiés de couvertures de flux de trésorerie et d'autre part sur le résultat pour la part inefficace des instruments dérivés qualifiés de couvertures de flux de trésorerie et des instruments dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture.

(en millions d'euros)	Simulation basse	Réel 2018	Simulation haute
Prix du gaz naturel et du Brent	(10,0) %	-	10,0 %
Part efficace en capitaux propres à la date de clôture	(4,3)	(2,4)	(0,5)
Part inefficace en résultat de l'exercice	-	-	-

Risque de liquidité de l'emprunteur

Description du risque. Le risque de liquidité de l'emprunteur est le risque par lequel Imerys ne serait pas en mesure d'honorer les échéances de remboursement de ses passifs financiers. L'échéancier à l'émission au 31 décembre 2018 présenté ci-après permet d'apprécier l'exposition du Groupe à ce risque.

(en millions d'euros)	2019		2020- 2024		2025 et +		Total
	Capital	Intérêts	Capital	Intérêts	Capital	Intérêts	
Passifs financiers non dérivés	166,2	29,9	1 026,5	121,7	955,6	50,8	2 350,7
Eurobond / EMTN	-	28,0	1 026,5	112,2	900,0	33,8	2 100,5
Placements privés	-	1,9	-	9,5	55,6	17,0	84,0
Émissions de titres de créances négociables à court terme	120,0	-	-	-	-	-	120,0
Lignes bilatérales	-	-	-	-	-	-	0,0
Facilités à moins d'un an	46,2	-	-	-	-	-	46,2
Dérivés de couverture	(20,8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(20,8)
Instruments de couverture de financement – passif	2,0	-	-	-	-	-	2,0
Instruments de couverture de financement – actif	(22,8)	-	-	-	-	-	(22,8)
Sorties futures de trésorerie au titre de la dette financière brute	145,4	29,9	1 026,5	121,7	955,6	50,8	2 329,9
Passifs financiers non dérivés	11,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,6
Concours bancaires	11,6	-	-	-	-	-	11,6
Actifs financiers non dérivés	(857,8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(857,8)
Autres actifs financiers courants	(8,9)	-	-	-	-	-	(8,9)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(848,9)	-	-	-	-	-	(848,9)
Sorties futures de trésorerie au titre de la dette financière nette	(700,8)	29,9	1 026,5	121,7	955,6	50,8	1 483,7
dont éléments comptabilisés au 31 décembre 2018 (dette financière nette)	(700,8)	16,1	1 026,5	-	955,6	-	1 297,4
Passifs financiers non dérivés	916,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	916,2
Dettes fournisseurs	557,3	-	-	-	-	-	557,3
Autres dettes	358,9	-	-	-	-	-	358,9
Dérivés de couverture	4,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,3
Instruments de couverture opérationnels – passif	8,1	-	-	-	-	-	8,1
Instruments de couverture opérationnels – actif	(3,8)	-	-	-	-	-	(3,8)
Sorties futures de trésorerie	219,7	29,9	1 026,5	121,7	955,6	50,8	2 404,2

Par ailleurs, une grande part de la dette à taux fixe à l'émission étant swapée en taux variable, l'échéancier de la dette financière nette après swap de taux s'établit de la manière suivante.

(en millions d'euros)	2019	2020 - 2024	2025 et +	Total
Dette à taux fixe	0,0	1 023,5	900,0	1 923,5
Dette à taux fixe à l'émission	-	1 023,5	955,6	1 979,1
Swap taux fixe en taux variable	-	-	(55,6)	(55,6)
Dette à taux variable	(684,7)	3,0	55,6	(626,1)
Dette à taux variable à l'émission	161,5	3,0	-	164,5
Trésorerie nette et autres actifs financiers courants	(846,2)	-	-	(846,2)
Swap taux fixe en taux variable	-	-	55,6	55,6
Dette financière nette	(684,7)	1 026,5	955,6	1 297,4

Gestion du risque. Imerys est tenu de respecter, pour une partie de ses financements, plusieurs ratios financiers. Les principaux termes et conditions restrictifs attachés à certaines lignes bilatérales et à une partie des émissions obligataires sous placements privés sont les suivants :

- objectifs assignés : financement des besoins généraux d'Imerys.
- obligations en termes de respect de ratios financiers :
 - le ratio dette financière nette consolidée / capitaux propres consolidés doit, suivant les contrats de financement concernés, être inférieur ou égal à 1,50 ou 1,60 à chaque clôture semestrielle ou annuelle des états financiers consolidés. Au 31 décembre 2018, le ratio s'établit à 0,40 (0,78 au 31 décembre 2017) ;
 - le ratio dette financière nette consolidée / EBITDA consolidé des 12 derniers mois doit, suivant les contrats de financement concernés, être inférieur ou égal à 3,75 à chaque clôture semestrielle ou annuelle des états financiers consolidés. Au 31 décembre 2018, le ratio s'établit à 1,64 (2,53 au 31 décembre 2017).
- absence de toute sûreté réelle au bénéfice des prêteurs.

Le non-respect des obligations précitées au titre d'un des contrats de financement concernés pourrait entraîner l'annulation de son montant disponible et, à la demande du ou des prêteurs concernés, l'exigibilité immédiate du montant de la dette financière correspondante. À deux seules exceptions, les contrats de financement du Groupe ne prévoient pas de défaut croisé entre eux en cas de non-respect d'un ratio financier obligatoire applicable à l'un de ces contrats. Au 31 décembre 2018, Imerys dispose d'une notation long terme Baa2 perspective Stable délivrée par Moody's (Baa2 perspective Stable au 31 décembre 2017) et d'une notation BBB perspective Stable délivrée par S&P (BBB perspective Stable au 31 décembre 2017).

Le 8 juin 2018, Imerys a mis à jour son programme Euro Medium Term Notes (EMTN) auprès de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (Luxembourg). Le montant du programme s'élève

à 3,0 milliards d'euros et autorise l'émission de titres assimilables à des obligations ordinaires d'une durée d'un mois à trente ans. Au 31 décembre 2018, l'encours des titres émis s'élève à 1 979,1 millions d'euros (1 975,3 millions d'euros au 31 décembre 2017). Imerys dispose également d'un programme de billets de trésorerie d'un plafond de 1 000,0 millions d'euros (1 000,0 millions d'euros au 31 décembre 2017) noté P-2 par Moody's (P-2 au 31 décembre 2017). Au 31 décembre 2018, l'encours des billets émis est de 120,0 millions d'euros (589,0 millions d'euros au 31 décembre 2017). Imerys dispose au 31 décembre 2018 d'un montant de lignes bilatérales disponibles de 1 330,0 millions d'euros (1 330,0 millions d'euros au 31 décembre 2017) dont une partie sécurise les billets de trésorerie émis, conformément à la politique financière du Groupe.

Risque de liquidité du marché

Description du risque. Le risque de liquidité du marché est le risque par lequel une ressource financière non confirmée (billet de trésorerie, crédit bancaire et intérêts courus, autre dette et disponibilités) ne serait pas renouvelée.

Gestion du risque. Les ressources financières constituent la principale variable d'ajustement des capacités de financement dont Imerys dispose. Ces capacités existent soit sous forme de dette financière mobilisée, soit sous forme d'engagements de financement accordés par des établissements bancaires de premier rang. Les ressources financières à moyen terme fournies par les lignes bilatérales peuvent être utilisées sur des périodes de tirage très courtes (de 1 à 12 mois) tout en restant disponibles sur des maturités plus longues (5 ans). Les ressources financières du Groupe s'établissent à 3 312,1 millions d'euros au 31 décembre 2018 (3 333,3 millions au 31 décembre 2017). Imerys gère le montant de ses ressources financières en le comparant régulièrement au montant de ses utilisations afin de mesurer par différence les disponibilités financières auxquelles le Groupe peut avoir accès.

L'appréciation de la solidité des ressources financières est mesurée par leur montant et leur maturité moyenne, telle qu'analysée ci-après.

	2018	2017
Ressources financières par échéance (en millions d'euros)		
Échéance à moins d'un an	120,0	28,0
Échéance de un à cinq ans	1 736,5	1 853,5
Échéance supérieure à cinq ans	1 455,6	1 451,8
Total	3 312,1	3 333,3
Ressources financières par nature (en millions d'euros)		
Ressources obligataires	1 982,1	2 003,3
Eurobond / EMTN	1 926,5	1 926,5
Placements privés	55,6	76,8
Ressources bancaires	1 330,0	1 330,0
Diverses lignes bilatérales	1 330,0	1 330,0
Total	3 312,1	3 333,3
Durée de vie moyenne des ressources financières (en années)		
Ressources obligataires	6,5	7,4
Ressources bancaires	2,8	3,5
Total	5,0	5,8

Le tableau ci-après évalue les ressources financières disponibles après remboursement des financements issus de ressources non confirmées. Il mesure l'exposition réelle d'Imerys à une crise d'illiquidité des marchés financiers et bancaires. Au 31 décembre 2018, le montant des ressources financières disponibles, après

remboursement des ressources non confirmées, s'élève ainsi à 1 168,5 millions d'euros (699,1 millions d'euros au 31 décembre 2017) donnant au Groupe une large flexibilité et un gage de solidité financière.

	2018			2017		
(en millions d'euros)	Ressources	Utilisation	Disponible	Ressources	Utilisation	Disponible
Emprunts obligataires	1 982,1	1 982,1	0,0	2 003,3	2 003,3	0,0
Billets de trésorerie	-	120,0	(120,0)	-	589,0	(589,0)
Crédits bancaires confirmés	1 330,0	-	1 330,0	1 330,0	-	1 330,0
Crédits bancaires et intérêts courus	-	9,6	(9,6)	-	16,3	(16,3)
Autres dettes et disponibilités	-	31,9	(31,9)	-	25,6	(25,6)
Total	3 312,1	2 143,6	1 168,5	3 333,3	2 634,2	699,1

Risque de conversion des états financiers

Description du risque. Le risque de conversion des états financiers est une forme de risque de change par laquelle la valeur en euro des états financiers d'une activité à l'étranger est susceptible de se détériorer du fait d'une évolution défavorable du taux de change de la monnaie fonctionnelle de cette activité.

Gestion du risque. Imerys couvre une partie de ses investissements nets dans ses activités à l'étranger par des prêts spécifiquement affectés à leur financement à long terme et par la proportion de son endettement financier libellée en monnaies étrangères. Les différences de change générées par ces prêts et emprunts qualifiés de couvertures d'investissements nets dans des activités

à l'étranger, sont comptabilisées en capitaux propres ([note 26 - Réserve de conversion](#)) afin de neutraliser, dans une certaine mesure, les gains ou pertes de conversion des investissements nets couverts. Au 31 décembre 2018, les emprunts et swaps de change couvrant des investissements nets dans les entités étrangères sont les suivants : 679,0 millions de dollars américains, 47,5 millions de francs suisses, 34,5 millions de livres sterling, 503,6 millions de rands sud-africains et 5,5 millions de dollars Singapour (467,3 millions de dollars américains, 47,5 millions de francs suisses, 8,2 millions de livres sterling, 503,6 millions de rands sud-africains et 5,5 millions de dollars Singapour au 31 décembre 2017).

Le tableau ci-après décrit la dette financière avant et après impact des swaps de change de monnaies étrangères.

(en millions d'euros)	2018			2017		
	Avant swap de change	Swap de change	Après swap de change	Avant swap de change	Swap de change	Après swap de change
EUR	2 053,8	(255,2)	1 798,6	2 530,7	(134,3)	2 396,4
USD	4,5	332,8	337,3	25,1	237,7	262,8
JPY	56,0	(22,7)	33,3	51,8	(10,4)	41,4
Autres monnaies étrangères	29,3	(54,9)	(25,6)	26,6	(93,0)	(66,4)
Total	2 143,6	0,0	2 143,6	2 634,2	0,0	2 634,2

Au 31 décembre 2018, la proportion de la dette financière dans chaque monnaie étrangère, après swap, s'établit de la façon suivante.

(en millions d'euros)	EUR	USD	JPY	Autres monnaies étrangères	Total
Dette financière brute	1 798,6	337,3	33,3	(25,6)	2 143,6
Trésorerie nette et valeurs mobilières de placement	(485,4)	(34,1)	(7,4)	(319,3)	(846,2)
Dette financière nette au 31 décembre 2018	1 313,2	303,2	25,9	(344,9)	1 297,4

Le tableau suivant présente l'impact d'une variation des taux de change des monnaies étrangères sur le portefeuille de swaps de change détenus au 31 décembre 2018 au titre de la couvertures d'investissements nets dans des entités étrangères. Cette simulation est réalisée au travers d'une baisse (simulation basse) et d'une hausse (simulation haute) autour des taux de change des monnaies étrangères 2018 (note 26) (réel 2018).

L'impact de ces variations est mesuré d'une part sur les capitaux propres pour la part efficace des instruments dérivés qualifiés de couvertures d'investissements nets dans des entités étrangères et d'autre part sur le résultat pour la part inefficace des instruments dérivés qualifiés de couvertures d'investissements nets dans des entités étrangères et des instruments dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture.

(en millions d'euros)	Simulation basse	Réel 2018	Simulation haute
Taux de change des monnaies étrangères	(10,0) %	-	10,0 %
Part efficace en capitaux propres à la date de clôture	(274,5)	(191,4)	(123,4)
Part inefficace en résultat de l'exercice	-	-	-

■ AUTRES INFORMATIONS

NOTE 25 PRINCIPALES ENTITÉS CONSOLIDÉES

Méthode comptable

Les entités contrôlées par Imerys, c'est-à-dire celles dont le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, sont consolidées. Leurs actifs, passifs, produits et charges contribuent ainsi aux différents postes des états financiers consolidés. Les transactions intra-groupe sont éliminées. Les pertes d'une entité sont allouées aux intérêts sans contrôle proportionnellement à leur intérêt, même s'ils présentent finalement un solde négatif. Les variations d'intérêt sans incidence sur le contrôle sont comptabilisées en capitaux propres. En l'absence de précision suffisante des normes et interprétations existantes, la Direction Générale considère que tout engagement souscrit par Imerys dans l'intention d'acquérir des titres auprès des intérêts sans contrôle donne lieu à la comptabilisation d'une dette évaluée à la juste valeur de l'engagement en contrepartie d'une décomptabilisation de ces intérêts. Tout écart entre la juste valeur de la dette et la valeur comptable des intérêts sans contrôle est comptabilisé en capitaux propres. Lorsqu'à la date de clôture, il est hautement probable que des actifs non courants ou des groupes d'actifs et passifs directement liés seront cédés, ils sont désignés comme actifs non courants ou groupes d'actifs détenus en vue de la vente. Leur cession est considérée comme hautement probable si, à la date de clôture, un plan destiné à les mettre en vente à un prix raisonnable par rapport à leur juste valeur a été engagé afin de trouver un acheteur et finaliser de manière inéluctable leur cession dans un délai maximal d'un an. Les actifs non courants ou groupes d'actifs détenus en vue de la vente sont présentés dans des postes distincts des états financiers. Ils cessent d'être amortis et sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur nette des coûts de la vente. Les actifs non courants ou groupes d'actifs destinés à être fermés et non cédés constituent des actifs non courants destinés à être mis au rebut et non détenus en vue de la vente. Lorsque des actifs non courants faisant l'objet d'une cession ou détenus en vue de la vente ou destinés à être mis au rebut correspondent à une ligne d'activité principale et distincte et doivent être abandonnés dans le cadre d'un plan unique et coordonné, ils sont qualifiés d'activités abandonnées et les flux qui leur sont relatifs font l'objet d'une présentation séparée au compte de résultat et dans l'état des flux de trésorerie.

Évolution du périmètre de consolidation

Solutions pour l'Énergie & Spécialités (ESS). La précédente évolution significative du périmètre de consolidation de la branche Solutions pour l'Énergie & Spécialités correspond à l'acquisition, le 30 octobre 2015, de l'activité PCC (Precipitated Calcium Carbonate) du groupe belge Solvay, leader sur le marché européen des produits fins et ultra-fins de PCC.

Filtration & Additifs de Performance (F&PA). Le 4 janvier 2017, la branche Filtration & Additifs de Performance avait acquis le groupe danois Damolin spécialisé notamment dans les absorbants d'hydrocarbures et de produits chimiques.

Matériaux Céramiques (CM). Le 17 avril 2018, Imerys a communiqué publiquement qu'une réflexion stratégique sur l'avenir de son activité Toiture avait été engagée. Le Groupe a conclu que l'activité Toiture constituait un groupe destiné à être cédé le 17 mai 2018, lorsque les critères suivants ont été remplis : capacité pour le Groupe à céder l'activité immédiatement dans son état actuel et identification d'un acheteur potentiel en vue de réaliser la cession sous un délai d'un an. Les amortissements ont cessé d'être comptabilisés à cette date. L'activité Toiture étant une ligne d'activité majeure, elle a été classée en activité abandonnée au 30 juin 2018. Le 11 octobre 2018, l'activité a été cédée au fonds d'investissement Lone Star Funds, dégageant un résultat de cession de 756,3 millions d'euros avant impôts sur le résultat comptabilisé en résultat net des activités abandonnées ([Compte de résultat consolidé](#)). Au 31 décembre 2018, les contributions de l'activité cédée ont été identifiées dans des postes distincts du [Compte de résultat consolidé](#) et de l'[État des flux de trésorerie consolidés](#).

Minéraux de Haute Résistance (HRM). Le 18 juillet 2017, la branche Minéraux de Haute Résistance avait acquis le groupe français Kerneos, leader mondial des liants de haute performance à base d'aluminate de calcium ([note 16](#)).

Périmètre de consolidation 2018

Le tableau suivant présente les principales entités consolidées en 2018. Les pourcentages d'intérêt sont identiques aux pourcentages de contrôle, sauf indication contraire. Le Groupe ne détient aucune entité structurée non consolidée.

Pays Entités	Branches	% d'intérêt	Entités	Branches	% d'intérêt
France					
Calderys France SAS U	ESS	100,00	Imerys Refractory Minerals International Sales SAS U	HRM	100,00
Damolin Etrechy SAS U	F&PA	100,00	Imerys SA	Holding	Mère
Imerys Aluminates SA	HRM	100,00	Imerys Services SAS U	Holding	100,00
Imerys Ceramics France SAS	CM	99,99	Imerys Tableware France SAS	CM	100,00
Imerys Filtration France SAS U	F&PA	100,00	Imerys Talc Luzenac France SAS U	F&PA	100,00
Imerys Fused Minerals Beyreide SAS U	HRM	100,00	Imerys TC SAS U	CM	100,00
Imerys Metalcasting France Sarl	F&PA	100,00	Mircal SA	Holding	100,00
Imerys PCC France SAS	ESS	100,00	Mircal Europe SAS	Holding	100,00
Imerys Refractory Minerals Clérac SAS U	HRM	100,00	Profimo SAS	CM	85,00 ⁽¹⁾
Imerys Refractory Minerals Glomel SAS	HRM	100,00			
Europe					
Allemagne					
Calderys Deutschland GmbH	ESS	100,00	Imerys Fused Minerals Zschornowitz GmbH	HRM	100,00
Imerys Aluminates GmbH	HRM	100,00	Imerys Metalcasting Germany GmbH	F&PA	100,00
Imerys Fused Minerals Laufenburg GmbH	HRM	100,00	Imerys Minerals GmbH	ESS	99,99 ⁽¹⁾
Imerys Fused Minerals Murg GmbH	HRM	100,00	Imerys Tableware Deutschland GmbH	CM	100,00
Imerys Fused Minerals Teutschenthal GmbH	HRM	100,00			
Autriche					
Imerys Carbonates Austria GmbH	ESS	100,00	Imerys Talc Austria GmbH	F&PA	100,00
Imerys Fused Minerals Villach GmbH	HRM	100,00			
Belgique					
Imerys Graphite & Carbon Belgium SA	ESS	100,00	Imerys Minéraux Belgique SA	ESS/CM	100,00
Imerys Kaolin Belgium SA	CM	100,00	Imerys Talc Belgium NVC	F&PA	100,00
Danemark					
Imerys Industrial Minerals Denmark A/S	F&PA	100,00			
Espagne					
Imerys Diatomita Alicante SA	F&PA	100,00	Imerys Perlita Barcelona SA	F&PA	100,00
Finlande					
Calderys Finland OY	ESS	100,00	Imerys Minerals OY	CM	100,00
Grèce					
Elmin Bauxites SA	F&PA	100,00	Imerys Industrial Minerals Greece SA	F&PA	100,00
Hongrie					
Imerys Kiln Furniture Hungary KFT	CM	100,00			
Italie					
Calderys Italia Srl	ESS	100,00	Imerys Minerali SpA	ESS/CM	100,00
Imerys Aluminates Italia Srl	HRM	100,00	Imerys Talc Italy SpA	F&PA	99,66
Imerys Bentonite Italy SpA	F&PA	100,00	QS Abrasivi Marengo Srl	HRM	51,00
Imerys Fused Minerals Domodossola SpA	HRM	100,00			
Luxembourg					
Imerys Minerals International Sales SA	F&PA	100,00			
Pays-Bas					
Calderys The Netherlands BV	ESS	100,00			
Royaume-Uni					
Imerplast UK Ltd	F&PA	100,00	Imerys Minerals Ltd	ESS/CM/HRM/Holding	100,00
Imerys Aluminates Ltd	HRM	100,00	Imerys PCC UK Ltd	ESS	100,00
Imerys Fused Minerals Hull Ltd	HRM	100,00	Imerys UK Ltd	Holding	100,00
Russie					
OOO Calderys	ESS	100,00	LLC Imerys Aluminates	HRM	100,00
Slovénie					
Imerys Fused Minerals Ruse doo	HRM	100,00			
Suède					
Calderys Nordic AB	ESS	100,00	Peramin AB	HRM	100,00
Imerys Mineral AB	ESS/CM	100,00			
Suisse					
Imerys Graphite & Carbon Switzerland SA	ESS	100,00			
Ukraine					
Vatutinsky Kombinat Vognetryviv PSC	HRM	89,34			

(1) Pourcentage de contrôle : 100,00 %.

Pays Entités	Branches	% d'intérêt	Entités	Branches	% d'intérêt
États-Unis					
Americarb Inc	ESS	100,00	Imerys Refractory Minerals USA Inc	HRM	100,00
Calderys USA Inc	ESS	100,00	Imerys Steelcasting USA Inc	F&PA	100,00
Imerys Carbonates USA Inc	ESS	100,00	Imerys Talc America Inc	F&PA	100,00
Imerys Clays Inc	CM/Holding	100,00	Imerys Talc Vermont Inc	F&PA	100,00
Imerys Filtration Minerals Inc	F&PA	100,00	Imerys USA Inc	Holding	100,00
Imerys Fused Minerals Greeneville Inc	HRM	100,00	Imerys Wollastonite USA LLC	F&PA	100,00
Imerys Fused Minerals Niagara Falls Inc	HRM	100,00	Kentucky-Tennessee Clay Company Corp	CM	100,00
Imerys Minerals USA Inc	F&PA	100,00	Kerneos Inc	HRM	100,00
Imerys Perlite USA Inc	F&PA	100,00	Pyramax Ceramics Southeast LLC	ESS	100,00
Reste Du Monde					
Afrique du Sud					
Calderys South Africa Pty Ltd	ESS	79,86 ⁽¹⁾	Imerys Refractory Minerals South Africa Pty Ltd	HRM	79,86 ⁽¹⁾
Australie					
Imerys Talc Australia Pty Ltd	F&PA	100,00			
Bahreïn					
Imerys Al Zayani Fused Minerals Co WLL	HRM	70,00			
Brésil					
Imerys Do Brasil Comercio De Extracao de Minerios Ltda	ESS/F&PA	100,00	Micron-Ita Industria e Comercio de Minerais Ltda	ESS	100,00
Imerys Fused Minerals Salto Ltda	HRM	100,00	Pará Pigmentos SA	CM	100,00
Imerys Itatex Solucoes Minerais Ltda	F&PA	100,00			
Imerys Rio Capim Caulim SA	CM	100,00			
Canada					
Imerys Canada LP	CM	100,00	Imerys Mica Suzorite Inc	F&PA	100,00
Imerys Graphite & Carbon Canada Inc	ESS	100,00	Imerys Talc Canada Inc	F&PA	100,00
Chili					
Imerys Minerales Chile SpA	F&PA	100,00			
Chine					
Calderys China Co Ltd	ESS	100,00	Kerneos China Aluminate Technologies Co Ltd	HRM	100,00
Guiyang Jianai Special Aluminates Co Ltd	HRM	100,00	Linjiang Imerys Diatomite Co Ltd	F&PA	100,00
Imerys Fused Minerals Yingkou Co Ltd	HRM	100,00	S&B Bentonite Chaoyang Co Ltd	F&PA	50,00
Imerys Shanghai Investment Management Co Ltd	ESS/F&PA/CM/ HRM/Holding	100,00	Zhengzhou Jianai Special Aluminates Co Ltd	HRM	90,00
Imerys Zhejiang Zirconia Co Ltd	HRM	99,00			
Corée du Sud					
Imerys Minerals Korea Ltd	F&PA	100,00			
Inde					
Calderys India Refractories Ltd	ESS	100,00	Imerys Minerals India Private Ltd	ESS	100,00
Imerys Ceramics India Private Ltd	CM	100,00	Imerys Newquest India Private Ltd	ESS	74,00
Indonésie					
PT ECC Corp	ESS	51,00	PT Indoporlen Corp	ESS	70,00
Japon					
Calderys Japan Co Ltd	ESS	100,00	Imerys Specialities Japan Co Ltd	F&PA	100,00
Imerys High Resistance Minerals Japan KK	HRM	100,00	Niigata GCC Co Ltd	ESS	60,00
Imerys Minerals Japan KK	ESS/CM	100,00			
Malaisie					
Imerys Minerals Malaysia SDN BHD	ESS	100,00			
Mexique					
Imerys Diatomita Mexico SA de CV	F&PA	100,00	Minera Roca Rodando S de RL de CV	F&PA	100,00
K-T Clay de Mexico SA de CV	CM	100,00			
Singapour					
Imerys Aluminates Asia Pacific Pte Ltd	HRM	100,00	Imerys Asia Pacific Pte Ltd	ESS	100,00
Taiwan					
Calderys Taiwan Co Ltd	ESS	100,00			
Thaïlande					
MRD ECC Co Ltd	CM	68,89			

(1) Pourcentage de contrôle : 100,00 %.

NOTE 26 CONVERSION DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

Méthode comptable

Les états financiers consolidés d'Imerys sont présentés en euro. Les monnaies fonctionnelles des principales entités consolidées (*note 25*) correspondent aux monnaies locales. L'incidence cumulée de la conversion des états financiers des activités à l'étranger est comptabilisée en capitaux propres dans la réserve de conversion. Les actifs et passifs des activités à l'étranger sont convertis au taux de clôture et leurs produits et charges au taux moyen de l'exercice. Les actifs et passifs non monétaires issus de transactions en monnaies étrangères sont évalués au taux du jour ou au taux moyen du mois de la transaction. À l'exception des instruments financiers dérivés, les actifs et passifs monétaires

issus de transactions en monnaies étrangères sont évalués au taux de clôture. Les différences de change correspondantes sont comptabilisées en autres produits et charges financiers (*note 12*) à l'exception de celles générées par les actifs et passifs monétaires des investissements nets dans des activités à l'étranger et par leurs couvertures qui sont comptabilisées en capitaux propres dans la réserve de conversion (*note 24.5 - Risque de conversion des états financiers*). Lors de la cession d'une activité à l'étranger, l'incidence cumulée de la conversion de ses états financiers et couvertures est comptabilisée en autres produits et charges opérationnels avec le résultat de cession de l'activité (*note 10*).

Taux de change

Le tableau suivant présente les taux de change utilisés pour la conversion des états financiers des principales entités consolidées au 31 décembre 2018 (*note 25*).

(1 € =)	Monnaies étrangères	2018		2017	
		Clôture	Moyen	Clôture	Moyen
Afrique du Sud	ZAR	16,4594	15,6180	14,8054	15,0492
Australie	AUD	1,6220	1,5798	1,5346	1,4732
Bahreïn	BHD	0,4323	0,4455	0,4527	0,4263
Brésil	BRL	4,4366	4,3092	3,9673	3,6071
Canada	CAD	1,5605	1,5294	1,5039	1,4647
Chili	CLP (100)	7,9551	7,5682	7,3783	7,3268
Chine	CNY	7,8611	7,8033	7,8365	7,6225
Corée du Sud	KRW (100)	12,8067	12,9888	12,8493	12,7693
Danemark	DKK	7,4673	7,4532	7,4449	7,4386
États-Unis	USD	1,1450	1,1810	1,1993	1,1297
Hongrie	HUF (100)	3,2098	3,1888	3,1033	3,0919
Inde	INR	79,9122	80,7041	76,6680	73,5441
Indonésie	IDR (100)	165,0000	168,0413	162,3912	151,1795
Japon	JPY (100)	1,2585	1,3040	1,3501	1,2671
Malaisie	MYR	4,7433	4,7623	4,8698	4,8533
Mexique	MXN	22,4921	22,7017	23,6612	21,3298
Royaume-Uni	GBP	0,8945	0,8847	0,8872	0,8767
Russie	RUB	79,7153	74,0465	69,3920	65,9379
Singapour	SGD	1,5591	1,5927	1,6024	1,5588
Suède	SEK	10,2548	10,2582	9,8438	9,6351
Suisse	CHF	1,1269	1,1550	1,1702	1,1117
Taiwan	TWD	34,9674	35,6010	35,5340	34,3654
Thaïlande	THB	37,0520	38,1648	39,1210	38,2958
Ukraine	UAH	31,7750	32,0999	33,6798	30,0459

Réserve de conversion

Le tableau suivant présente les montants avant impôts sur le résultat comptabilisés en capitaux propres dans la réserve de conversion au titre de la conversion des états financiers des entités dans les principales monnaies étrangères. Ce tableau distingue sur des lignes de détails les mouvements liés aux couvertures d'investissements nets dans des activités à l'étranger (*note 24.5 - Risque de conversion des états financiers*).

(en millions d'euros)	BRL	GBP	INR	SGD	TRY	USD	Autres monnaies étrangères	Total
Solde au 1^{er} janvier 2017	(161,3)	(58,7)	(59,8)	121,9	(31,8)	35,8	(61,1)	(215,0)
dont réserve de couverture d'investissement net	2,1	(27,0)	(0,7)	(2,3)	(6,2)	(141,5)	(25,4)	(201,0)
■ couvertures poursuivies	2,1	(27,0)	(0,7)	(2,3)	(6,2)	(141,5)	(25,4)	(201,0)
Comptabilisation en capitaux propres	(55,7)	(18,9)	(3,4)	(24,9)	(5,6)	(100,2)	(29,7)	(238,4)
dont réserve de couverture d'investissement net	(0,4)	(0,9)	-	0,1	(0,1)	35,2	0,1	34,0
Reclassement en résultat	-	(0,3)	-	-	-	-	-	(0,3)
Solde au 31 décembre 2017	(217,0)	(77,9)	(63,2)	97,0	(37,4)	(64,4)	(90,8)	(453,7)
dont réserve de couverture d'investissement net	1,7	(27,9)	(0,7)	(2,2)	(6,3)	(106,3)	(25,3)	(167,0)
■ couvertures poursuivies	1,7	(27,9)	(0,7)	(2,2)	(6,3)	(106,3)	(25,3)	(167,0)
Comptabilisation en capitaux propres	(44,6)	(3,8)	(8,7)	13,1	(6,3)	19,3	(10,6)	(41,6)
dont réserve de couverture d'investissement net	(2,2)	(0,1)	(0,1)	(0,6)	(0,1)	(22,0)	0,7	(24,4)
Reclassement en résultat	0,7	-	-	-	-	(0,2)	1,5	2,0
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	1,3	1,3
Solde au 31 décembre 2018	(260,9)	(81,7)	(71,9)	110,1	(43,7)	(45,3)	(98,6)	(492,0)
dont réserve de couverture d'investissement net	(0,5)	(28,0)	(0,8)	(2,8)	(6,4)	(128,3)	(24,6)	(191,4)
■ couvertures poursuivies	(0,5)	(28,0)	(0,8)	(2,8)	(6,4)	(128,3)	(24,6)	(191,4)

NOTE 27 PARTIES LIÉES

Parties liées externes à Imerys

Imerys a pour parties liées le groupe canadien Power et le groupe belge Frère-CNP. Ces groupes constituent pour Imerys les ultimes têtes de groupe. Au travers de leur coentreprise Parjointco, ils exercent un contrôle conjoint sur le groupe suisse Pargesa qui contrôle Imerys au travers d'une participation directe dans le groupe belge GBL. Pargesa et GBL sont à ce titre des parties liées d'Imerys. Aucun contrat ne lie Imerys et ses parties liées externes.

Dirigeants d'Imerys

Les dirigeants constituant des parties liées au 31 décembre 2018 sont les 14 membres du Conseil d'Administration, y compris le Directeur Général (17 membres au 31 décembre 2017) et les 10 membres du Comité Exécutif, y compris le Directeur Général (10 membres au 31 décembre 2017). Le 21 décembre 2017, Imerys avait conclu avec Blue Crest Holding SA, détenteur de 6,37 % des droits de vote d'Imerys, un avenant au contrat d'acquisition du groupe S&B. Imerys et Blue Crest Holding SA ayant un administrateur commun, cet avenant avait été qualifié de transaction entre parties liées.

Les rémunérations et avantages assimilés accordés à ces parties liées sont indiqués dans le tableau ci-après.

(en millions d'euros)	Notes	2018		2017	
		Charge	Dette	Charge	Dette
Avantages à court terme	1	(7,7)	3,2	(7,4)	3,3
Avantages à long terme		-	-	-	-
Jetons de présence	2	(1,0)	0,5	(0,8)	0,4
Avantages postérieurs à l'emploi	3	(1,4)	12,3	(1,5)	11,3
Cotisations aux régimes à cotisations définies		(0,8)	-	(0,8)	-
Indemnités de fin de contrat de travail		-	-	-	-
Paiements en actions	4	(4,6)	-	(4,9)	-
Total		(15,5)	16,0	(15,4)	15,0

Note 1. Avantages à court terme. Ces montants incluent la partie fixe des rémunérations versée au titre de l'exercice et la partie variable due au titre de ce même exercice, mais versée sur l'exercice suivant.

Note 2. Jetons de présence. Ces montants correspondent aux jetons de présence versés aux membres du Conseil d'Administration.

Note 3. Avantages postérieurs à l'emploi. Ces montants correspondent principalement aux régimes à prestations définies postérieures à l'emploi prévus pour les principaux cadres dirigeants des sociétés françaises du Groupe qui remplissent les conditions d'éligibilité requises. Ces montants sont comptabilisés pour les bénéficiaires constituant des parties liées, parmi lesquels certains des principaux cadres dirigeants mentionnés ci-dessus (un en 2017 et 2018). Le montant maximum de la rente viagère pouvant être versé aux bénéficiaires de ces régimes à compter de la liquidation de leurs droits à la retraite est calculé pour leur garantir une rente viagère :

- d'un montant brut annuel total (après prise en compte des pensions issues des régimes de retraite obligatoires et complémentaires) de 60,0 % de leur salaire de référence, ce salaire de référence étant limité à 30 fois le plafond annuel de la Sécurité Sociale française au 31 décembre 2018 (30 fois au 31 décembre 2017) ;
- sous réserve d'un plafond de versement égal à 25,0 % dudit salaire de référence des 12 derniers mois civils précédant la radiation des effectifs du Groupe.

Note 4. Paiements en actions. Ce montant correspond à la charge comptabilisée au titre des options de souscription d'actions Imerys et des actions gratuites attribuées aux parties liées.

Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi au profit des membres du personnel d'Imerys

Les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi au profit des membres du personnel d'Imerys constituent des parties liées. Le montant des cotisations à des fonds externes comptabilisé en charges en 2018 s'élève à 17,5 millions d'euros (21,1 millions d'euros en 2017), dont principalement 1,5 million d'euros à Imerys UK Pension Fund Trustees Ltd., Royaume-Uni (6,9 millions d'euros en 2017) et 5,6 millions d'euros à Comerica, États-Unis (5,8 millions d'euros en 2017).

FCPE Imerys Actions

Le FCPE Imerys Actions est géré par BNP Paribas Asset Management SAS. Sa gestion est contrôlée par un Conseil de Surveillance de 8 membres composé à parité égale de représentants de porteurs de parts et de représentants d'Imerys. Imerys exerçant, avec la communauté des porteurs de parts, un contrôle conjoint sur le FCPE Imerys Actions, le FCPE Imerys Actions constitue une partie liée. Les montants comptabilisés en 2017 et 2018 au titre du FCPE Imerys Actions sont non significatifs.

NOTE 28 ENGAGEMENTS

À la connaissance d'Imerys, en dehors des contrats conclus (i) dans le cadre de la marche normale des affaires, y compris ceux relatifs aux droits d'exploiter les réserves et ressources minières, (ii) au titre d'opérations d'acquisition ou de cession d'actifs ou de sociétés déjà réalisées ou annoncées, (iii) ou encore au titre des financements mentionnés dans le présent Document de Référence, il n'existe aucun autre contrat important qui ait été signé par les sociétés du Groupe dans les deux années précédant la date du présent Document de Référence, qui soit encore en vigueur à cette date, et qui contiendrait des dispositions conférant une obligation ou un engagement susceptibles d'avoir une incidence significative

sur l'activité, la situation financière ou les flux de trésorerie du Groupe. En revanche, dans le cadre de ses activités, Imerys est tenu vis-à-vis des tiers à des obligations, souvent subordonnées à des conditions ou événements ultérieurs, qui ne remplissent pas (ou partiellement) les critères de comptabilisation de passifs, mais pourront avoir une incidence sur sa situation financière future. La partie non comptabilisée de l'obligation est désignée ci-après par le terme d'engagement. Recensés conformément aux normes comptables en vigueur, les engagements significatifs du Groupe, donnés et reçus, sont présentés ci-après.

Engagements donnés

(en millions d'euros)	Notes	2018	2017
Location simple	1	240,3	250,1
Réhabilitation des sites	2	58,0	45,2
Engagements liés aux activités opérationnelles	3	241,2	236,8
Engagements liés à la trésorerie	4	146,4	63,1
Autres engagements	5	126,6	30,5
Total		812,5	625,7

Note 1. Location simple. Les engagements de location simple correspondent à des engagements de paiement de loyers futurs dans le cadre de contrats de location de biens immobiliers, de biens d'équipement, de wagons, de camions et de véhicules, dans lesquels Imerys est preneur. La valeur non actualisée de ces engagements s'élève à 240,3 millions d'euros, dont 44,9 millions d'euros pour 2019, 120,8 millions d'euros pour la période 2020 à 2023 et 74,6 millions d'euros au-delà.

Note 2. Réhabilitation des sites. Ces montants correspondent aux cautions et garanties obtenues auprès d'établissements financiers conformément aux exigences légales, diminuées des provisions comptabilisées (note 23.2). Ces cautions et garanties sont généralement souscrites au profit d'agences gouvernementales afin de sécuriser la capacité financière d'Imerys à faire face à ses obligations environnementales.

Note 3. Engagements liés aux activités opérationnelles. Ces engagements correspondent à des engagements d'achat ferme pris par Imerys dans le cadre de contrats d'achat de biens, de services, d'énergie et de transport. Ces engagements comprennent notamment deux engagements d'achat de

prestations de services dont l'objectif est de garantir la logistique du Groupe jusqu'en 2022 (contrats d'affrètement maritime souscrit auprès d'une entité sous influence notable, dont les principales caractéristiques sont décrites en note 9 et contrat de stockage et manutention souscrit auprès d'un tiers) pour un montant total de 97,4 millions d'euros au 31 décembre 2018 (122,8 millions d'euros au 31 décembre 2017). Les engagements au titre de la fourniture d'énergie (électricité et gaz essentiellement) s'élèvent à 64,5 millions d'euros au 31 décembre 2018 (51,0 millions d'euros au 31 décembre 2017).

Note 4. Engagements liés à la trésorerie. Ces engagements correspondent aux lettres de crédit ainsi qu'aux cautions, garanties, hypothèques et nantissements obtenus par Imerys auprès d'établissements financiers afin de garantir des besoins de trésorerie opérationnelle en faveur de ses clients.

Note 5. Autres engagements. Cette rubrique regroupe l'ensemble des engagements donnés non mentionnés ci-dessus, parmi lesquels les garanties de passifs et les clauses de révision de prix données par le Groupe lors de cessions d'activités.

Engagements reçus

(en millions d'euros)	Notes	2018	2017
Location simple	1	17,3	19,8
Engagements liés aux activités opérationnelles	2	51,1	45,3
Engagements liés à la trésorerie	3	0,2	0,1
Ressources financières disponibles	4	1 330,0	1 330,0
Autres engagements	5	75,4	149,0
Total		1 474,0	1 544,2

Note 1. Location simple. Les engagements de location simple correspondent à des engagements de paiement de loyers futurs dans le cadre de contrats de location dans lesquels Imerys est bailleur.

Note 2. Engagements liés aux activités opérationnelles. Ces engagements correspondent à des engagements d'achat ferme pris par des clients en faveur d'Imerys dans le cadre de contrats de vente de biens et de prestations de service.

Note 3. Engagements liés à la trésorerie. Ces engagements correspondent aux lettres de crédit ainsi qu'aux cautions, garanties, hypothèques et nantissements obtenus par certains fournisseurs auprès de leurs établissements financiers afin de garantir leurs besoins de trésorerie opérationnelle en faveur d'Imerys.

Note 4. Ressources financières disponibles. Ces engagements correspondent au montant des ressources financières disponibles, après remboursement des financements issus des ressources non confirmées (Note 24.5 - Risque de liquidité du marché).

Note 5. Autres engagements. Cette rubrique regroupe l'ensemble des engagements reçus non mentionnés ci-dessus, dont 63,5 millions d'euros au 31 décembre 2018 (63,8 millions d'euros au 31 décembre 2017) au titre de garanties de passifs et clauses de révision de prix en faveur du Groupe lors d'acquisitions d'activités.

NOTE 29 HONORAIRES D'AUDIT

Depuis de nombreuses années, le Groupe a attribué en priorité aux cabinets d'audit ERNST & YOUNG et Autres et Deloitte & Associés, Commissaires aux comptes de la société Imerys, l'audit de ses entités sur des périmètres équilibrés. Toutefois, pour des raisons

pratiques ou historiques, d'autres réseaux d'audit interviennent à la marge. Le tableau suivant présente les honoraires d'audit des états financiers, ainsi que la répartition par cabinets.

Exercices	2018	2017
Honoraires d'audit des états financiers (en millions d'euros)	8,1	7,4
Répartition des honoraires		
ERNST & YOUNG et Autres	49 %	54 %
Deloitte & Associés	43 %	40 %
Autres cabinets	8 %	6 %

Le tableau suivant présente la répartition des honoraires d'ERNST & YOUNG et Autres (EY) et Deloitte & Associés (DA) par types de prestations. Le contenu de la ligne "Services autres que la certification" correspond à des éléments définis par des textes légaux et réglementaires français, ainsi qu'à des prestations commandées par les entités. En 2018, ils correspondent à des prestations rendues par les commissaires aux comptes d'Imerys SA à l'occasion de la cession d'une activité pour un montant de

0,1 million d'euros, des prestations rendues dans le cadre de procédures convenues pour un montant de 0,1 million d'euros et des prestations de vérification d'informations sociales, environnementales et sociétales consolidées. Ils comprennent par ailleurs des services fournis par leur réseau à des entités consolidées et notamment divers services fiscaux pour un montant de 0,4 million d'euros ainsi que des prestations rendues dans le cadre de procédures convenues et l'émission de diverses attestations.

	2018				2017			
	EY		DA		EY		DA	
	(M€)	(%)	(M€)	(%)	(M€)	(%)	(M€)	(%)
Certification des états financiers individuels et consolidés	4,0	85,1 %	3,5	87,5 %	4,0	90,9 %	2,9	63,0 %
Imerys SA	0,7		0,7		0,6		0,6	
Entités consolidées	3,3		2,8		3,4		2,3	
Services autres que la certification	0,7	14,9 %	0,5	12,5 %	0,4	9,1 %	1,7	37,0 %
Imerys SA	0,1		0,3		0,0		1,6	
Entités consolidées	0,6		0,2		0,4		0,1	
Total	4,7	100,0 %	4,0	100,0 %	4,4	100,0 %	4,6	100,0 %

NOTE 30 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Méthode comptable

Les événements survenant entre la date de clôture et l'autorisation de leur publication par le Conseil d'Administration ne donnent lieu à ajustement que s'ils révèlent, précisent ou confirment des situations existant à la date de clôture.

Événements postérieurs à la date de clôture

Les états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2018 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 13 février 2019. Lors de sa réunion du 4 février 2019, le Conseil d'Administration a recommandé de se préparer à la possible décision de trois entités de l'activité Additifs de Performance Amérique du Nord de la branche Filtration & Additifs de Performance (F&PA), dont les activités sont affectées par des litiges opérationnels relatifs à des allégations de préjudices personnels liés à l'usage, en Amérique du Nord, du talc contenu dans certains produits, de demander à brève échéance la protection de la procédure du Chapitre 11 de la loi sur les faillites des États-Unis, afin de bénéficier de conditions adéquates à la recherche d'une solution à leurs litiges. Au 31 décembre 2018, le complément de provision

constitué pour faire face à l'évolution de ces litiges opérationnels s'élève à environ 250,0 millions d'euros (note 23.2). Lors de sa réunion du 13 février 2019, le Conseil d'Administration a décidé de soutenir la décision prise ce même jour par ces trois entités nord-américaines de se placer, avec effet immédiat, sous cette protection judiciaire. Selon les dispositions du Chapitre 11 de la loi sur les faillites des États-Unis, le Groupe demeure juridiquement propriétaire des titres composant l'intégralité du capital des trois entités nord-américaines concernées, mais leurs actifs sont gelés et elles sont placées sous la juridiction de la Cour fédérale de l'État du Delaware (États-Unis), qui supervisera la confirmation et l'exécution d'un plan de réorganisation de leurs activités que ces entités demanderont à négocier avec les représentants des plaignants actuels et futurs. Ce processus suspend également tous les contentieux actuels et futurs visant ces entités en lien avec des ventes passées de talc aux États-Unis. Compte tenu de la prise de contrôle de ces trois entités par le tribunal au bénéfice de leurs créanciers au 13 février 2019, les actifs et passifs des trois entités sont déconsolidés des états financiers du Groupe à compter de cette date. Aucun autre événement significatif n'est à reporter entre la date de clôture et celle du Conseil d'Administration.

6.2 ÉTATS FINANCIERS SOCIAUX

6.2.1 ÉTATS FINANCIERS

■ COMPTE DE RÉSULTAT

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2018	2017
Produits d'exploitation		73 515	55 722
Prestations de services		68 605	51 615
Autres produits et reprises de provisions		4 910	4 107
Charges d'exploitation		(159 928)	(140 982)
Achats et services extérieurs		(90 978)	(79 245)
Impôts et taxes		(1 299)	(1 304)
Charges de personnel		(51 872)	(54 848)
Amortissements, dépréciations et provisions		(14 101)	(3 707)
Autres charges		(1 678)	(1 878)
Résultat d'exploitation	10	(86 413)	(85 260)
Résultat financier	11	171 369	411 250
Produits des participations		198 641	465 228
Charges financières nettes		(41 805)	(58 052)
Dotations et reprises de dépréciations et provisions		28 046	(31 985)
Gains et pertes de change		(13 513)	36 059
Résultat courant		84 956	325 990
Résultat exceptionnel	12	(38 280)	(3 841)
Produits exceptionnels		729 345	58 597
Charges exceptionnelles		(767 625)	(62 438)
Impôts sur les bénéfices	13	26 226	51 282
Résultat net		72 902	373 431

■ **BILAN**

(en milliers d'euros)	Notes	2018	2017
Immobilisations incorporelles nettes		22 108	10 025
Immobilisations incorporelles	14	35 531	21 708
Amortissements cumulés	14	(13 423)	(11 683)
Immobilisations corporelles nettes		6 773	7 565
Immobilisations corporelles	14	11 430	11 046
Amortissements cumulés	14	(4 657)	(3 481)
Participations nettes		4 517 447	4 069 328
Participations	15	4 520 450	4 072 331
Dépréciations	15	(3 003)	(3 003)
Créances rattachées à des participations directes et autres filiales - valeur nette	16	1 217 697	2 185 207
Créances rattachées à des participations directes et autres filiales		1 217 723	2 185 265
Dépréciations		(26)	(58)
Autres immobilisations financières	17	17 357	27 206
Autres immobilisations financières		18 283	27 206
Dépréciations		(926)	-
Actif immobilisé		5 781 382	6 299 331
Autres créances	16	68 689	67 318
Valeurs mobilières de placement	18	160 090	18 707
Trésorerie et équivalents de trésorerie		348 013	100 636
Actif circulant		576 792	186 661
Comptes de régularisation	16	34 342	45 189
Actif		6 392 516	6 531 181
Capital social		158 971	159 209
Primes d'émission, de fusion, d'apport		520 412	529 149
Réserves		959 939	959 939
Report à nouveau		396 663	187 807
Résultat net de l'exercice		72 902	373 431
Capitaux propres	19	2 108 887	2 209 535
Provisions pour risques et charges	20	56 656	96 722
Dettes financières	21	4 111 370	4 109 513
Dettes diverses	21	83 919	60 235
Dettes		4 195 289	4 169 748
Comptes de régularisation	21	31 684	55 176
Capitaux propres et passifs		6 392 516	6 531 181

6.2.2 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS SOCIAUX

PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES	265	NOTES SUR LE BILAN	270
Note 1 Immobilisations incorporelles et corporelles	265	Note 14 Variations des immobilisations incorporelles et corporelles	270
Note 2 Immobilisations financières	265	Note 15 Variations du poste titres de participation	270
Note 3 Créances et dettes en monnaies étrangères	265	Note 16 Créances et comptes de régularisation	270
Note 4 Valeurs mobilières de placement	265	Note 17 Autres immobilisations financières	270
Note 5 Provisions	266	Note 18 Valeurs mobilières de placement	271
Note 6 Dettes financières	266	Note 19 Variation des capitaux propres	271
Note 7 Instruments dérivés	266	Note 20 Dépréciations et provisions	273
Note 8 Intégration fiscale	267	Note 21 Dettes et comptes de régularisation	275
Note 9 Transferts de charges	268	Note 22 Produits à recevoir et charges à payer	276
NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT	268	AUTRES INFORMATIONS	276
Note 10 Résultat d'exploitation	268	Note 23 Engagements hors bilan	276
Note 11 Résultat financier	268	Note 24 Éléments relevant de plusieurs postes du bilan (valeur nette)	277
Note 12 Résultat exceptionnel	269	Note 25 Principaux actionnaires	278
Note 13 Impôts sur les bénéfices	269	Note 26 Effectif moyen 2018	278
		Note 27 Rémunérations allouées aux membres des organes sociaux	278
		Note 28 Événements postérieurs à la date de clôture	278
		Note 29 Affectation du résultat	278
		Note 30 Tableau de renseignements concernant les filiales et participations	279

■ PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Imerys SA présente ses comptes annuels selon les principes et méthodes comptables définis par le plan comptable général tel que présenté par le règlement n° 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables du 5 juin 2014 et complété des règlements subséquents. Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité d'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des

exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode normalement retenue est l'évaluation aux coûts historiques des éléments inscrits en comptabilité. Les états financiers sociaux sont présentés avec une période comparative au titre de l'exercice N-1. L'information comparative au titre de l'exercice N-2 est incorporée par référence aux états financiers inclus dans le document de référence de l'exercice N-2 ([section 9.4 du chapitre 9 du Document de Référence](#)).

NOTE 1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition. Les logiciels sont amortis sur 3 ans selon le mode linéaire.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont valorisées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

Les amortissements pratiqués sont représentatifs de l'amortissement économique ; en conséquence, il n'a pas été constaté d'amortissement dérogatoire au passif du bilan.

Les modes et les durées d'amortissement sont les suivants :

- matériel et outillage : mode linéaire, sur 10 ans ;
- installations et mobilier de bureau : mode linéaire, de 5 à 10 ans ;
- matériel de bureau : mode linéaire, sur 5 ans ;
- matériel informatique : mode linéaire, de 3 à 5 ans.

NOTE 2 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les immobilisations financières sont enregistrées au coût d'acquisition, hors frais accessoires. Les titres et autres immobilisations financières sont estimés à leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité s'apprécie sur la base de la valeur des capitaux propres à la clôture de l'exercice des entités concernées, de leur niveau de rentabilité et de leurs prévisions d'activité. Lorsque cette valeur est supérieure à la valeur comptable enregistrée au bilan, cette dernière n'est pas modifiée. Dans le cas contraire, une provision

pour dépréciation des titres est enregistrée. Les titres et autres immobilisations financières en monnaies étrangères ne sont pas réestimés au cours de clôture. Les pertes latentes générées par les fluctuations des monnaies étrangères dans lesquelles sont libellés les titres détenus de façon durable n'ont pas vocation à se réaliser. En conséquence, les pertes de change latentes ne constituent pas un critère suffisant pour justifier de manière systématique une provision pour dépréciation.

NOTE 3 CRÉANCES ET DETTES EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les créances et dettes en monnaies étrangères sont converties au cours de clôture.

NOTE 4 VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Leur valeur d'usage est déterminée au cours moyen du dernier mois de l'exercice pour les titres cotés, au dernier prix de rachat connu pour les SICAV et à la dernière valeur liquidative pour les parts de fonds communs de placement. Les moins-values potentielles font l'objet d'une provision pour dépréciation, les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

NOTE 5 PROVISIONS

Provisions pour risques

Les provisions pour risques couvrent des risques identifiés. Elles sont déterminées de la manière suivante :

- les provisions pour risques de gestion comprennent notamment les litiges en cours liés aux activités courantes ;
- les provisions pour restructurations concernent des plans de réorganisation officiellement décidés et engagés avant la clôture de l'exercice ;
- les provisions pour risques relatifs à l'évolution financière de certaines participations sont déterminées en fonction des derniers éléments financiers disponibles et des perspectives d'évolution ;
- les provisions pour risques relatifs aux attributions d'actions gratuites sont déterminées en fonction de leur maturité, sur la base du cours d'entrée des actions à la date de leur affectation au plan ou, lorsque les actions ne sont pas acquises à la clôture, au cours de l'action Imerys à cette date, conformément à la recommandation CNC 2008-17. Le calcul des provisions pour risques relatifs aux attributions d'actions gratuites tient compte

de l'appréciation de l'atteinte d'objectifs de performance économique et/ou financière auxquels ces actions sont conditionnées et proportionnées. Les dotations, reprises et charges sur cotisations patronales sont présentées dans les charges de personnel.

Provisions pour charges

Elles comprennent essentiellement :

- les provisions pour remise en état du siège ;
- les provisions pour les régimes complémentaires de retraite et pensions à verser aux anciens salariés ;
- la charge correspondant aux indemnités de départ à la retraite, calculée selon la méthode des unités de crédit projetées. Imerys applique la recommandation ANC 2013-R02 en matière de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraites et avantages similaires. Les écarts actuariels sont comptabilisés selon la méthode du corridor.

NOTE 6 DETTES FINANCIÈRES

Elles comprennent :

- les commissions et frais externes supportés à l'occasion de l'émission d'emprunts qui sont comptabilisés en "Charges à répartir sur plusieurs exercices" et font l'objet d'un étalement linéaire sur la durée de vie des emprunts ;
- les primes de remboursement des obligations qui sont amorties linéairement sur la durée de chaque emprunt obligataire.

NOTE 7 INSTRUMENTS DÉRIVÉS

Principes de gestion

En qualité de société holding du Groupe Imerys, Imerys SA met en œuvre la politique de gestion des risques relatifs aux marchés financiers identifiés au sein du Groupe : risque de change, risque de taux d'intérêt et risque de prix énergétique. Les dérivés souscrits par Imerys SA ont pour finalité exclusive de couvrir des risques économiques auxquels le Groupe est exposé. Les instruments dérivés sont négociés de manière centralisée par le Département Trésorerie du Groupe sur des marchés de gré à gré avec des établissements bancaires de premier rang. Imerys interdit à ses entités de souscrire des instruments dérivés directement à l'extérieur du Groupe.

Méthode comptable

Les instruments dérivés sont comptabilisés conformément au règlement n° 2015-05 du 2 juillet 2015 de l'Autorité des Normes Comptables.

Couverture simple. Un instrument dérivé est qualifié de couverture simple s'il fait l'objet d'une documentation identifiant l'élément couvert, la nature de l'instrument de couverture, la nature du risque couvert, la relation de couverture et la méthode permettant

d'évaluer son efficacité. Cette qualification de couverture simple n'est vérifiée que pour le swap souscrit pour couvrir le risque de taux d'intérêt d'un emprunt en yen. Lors de la souscription, la valeur nominale de l'instrument dérivé est inscrite en engagements hors bilan (*note 23 - Engagements sur risque de taux d'intérêt*). Les coupons d'intérêt réalisés et latents sont comptabilisés en résultat de manière symétrique à l'élément couvert.

Position ouverte isolée. Tout instrument dérivé ne satisfaisant pas aux critères de documentation d'une couverture simple constitue une position ouverte isolée. Cette qualification s'applique en particulier aux instruments dérivés souscrits pour couvrir le risque de change (swaps, forwards et options) et le risque de prix énergétique (swaps et options). Lors de la souscription, la valeur nominale de l'instrument dérivé est inscrite en engagements hors bilan (*note 23 - Engagements sur risque de change / Engagements sur risque de prix énergétique*). Postérieurement à la date de souscription, la juste valeur des instruments dérivés est évaluée de la manière suivante. Pour le risque de change, la valeur des instruments dérivés valorisés au cours de clôture est agrégée avec celle des sous-jacents (prêts et emprunts en monnaies étrangères) dans une position globale de change. Celle-ci est calculée par

devises ou devises fortement corrélées. Les pertes et gains de change latents qui en résultent sont comptabilisés séparément en comptes de régularisation : à l'actif pour les pertes de change latentes (note 16) et au passif pour les gains de change latents (note 21). Les pertes de change latentes sont intégralement

provisionnées (note 20). Pour le risque de prix énergétique, la valeur des instruments dérivés valorisés au prix de clôture est agrégée dans une position globale de matières premières calculée globalement pour toutes les sources d'énergie. Les pertes latentes sont intégralement provisionnées (note 20).

Juste valeur

Le tableau suivant présente les instruments dérivés détenus par Imerys SA à la date de clôture au titre du risque de taux d'intérêt (couverture simple) et des risques de change et de prix énergétique (positions ouvertes isolées).

	2018				
	Dérivés actif		Dérivés passif		Net
	Externes	Internes	Externes	Internes	
(en millions d'euros)					
Risque de change (forwards, swaps, options)	5,3	3,4	5,0	2,8	0,9
Instruments dérivés fermes	5,3	3,2	5,0	2,7	0,8
Instruments dérivés optionnels	-	0,2	-	0,1	0,1
Risque de taux d'intérêt (swaps)	16,3	0,0	0,0	0,0	16,3
Instruments dérivés fermes	16,3	-	-	-	16,3
Instruments dérivés optionnels	-	-	-	-	0,0
Risque de prix énergétique (swaps, options)	2,1	5,0	4,6	1,3	(2,5)
Instruments dérivés fermes	2,1	5,0	4,6	1,3	(2,5)
Instruments dérivés optionnels	-	-	-	-	0,0
Total	23,7	8,4	9,6	4,1	14,7

NOTE 8 INTÉGRATION FISCALE

Depuis 1993, Imerys SA et certaines de ses filiales françaises sont imposées selon l'article 223-A du Code général des impôts relatif à la fiscalité de groupe. Le périmètre de l'intégration fiscale enregistre en 2018 quatre sorties : Damolin Etrechy SAS, Imerys TC, Captelia et La Française des Tuiles et Briques. Il est composé au 31 décembre 2018 des 28 sociétés mentionnées ci-dessous :

■ Ardoise et Jardin	■ Imerys Services
■ Ardoisières d'Angers	■ Imerys Metalcasting France Sarl
■ Calderys France	■ Imerys Tableware France
■ Imertech	■ Imerys Talc Europe SAS
■ Imerys	■ Imerys Talc Luzenac France
■ Imerys Aluminates SA	■ Kerneos Corporate
■ Imerys Ceramics France	■ Kerneos Group
■ Imerys Filtration France	■ Mircal
■ Imerys Fused Minerals Beyrede	■ Mircal Brésil
■ Imerys PCC France	■ Mircal Europe
■ Imerys Refractory Minerals International Sales	■ Parimetal
■ Imerys Minéraux France	■ Parnasse 32
■ Imerys Refractory Minerals Clerac	■ Parnasse 33
■ Imerys Refractory Minerals Glomel	■ Société de Valorisation des Minéraux Industriels

Au sein du groupe fiscal dont Imerys SA est la tête de groupe, les relations sont régies par une convention dont les principes sont résumés ci-dessous :

- les sociétés intégrées fiscalement bénéficient d'une situation identique à celle qui aurait été la leur, en l'absence d'intégration ;
- toutes les charges complémentaires sont enregistrées chez Imerys SA qui bénéficie en contrepartie des économies éventuelles engendrées par ce régime.

NOTE 9 TRANSFERTS DE CHARGES

Les postes "transferts de charges" correspondent principalement à :

- des transferts de charges à des comptes de bilan (frais d'émission des emprunts, frais sur augmentation de capital) ;
- des transferts d'une catégorie de charges à une autre catégorie de charges (charges d'exploitation transférées en charges exceptionnelles ou financières et réciproquement).

■ NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

NOTE 10 RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Les produits d'exploitation s'élèvent à 73,5 millions d'euros (55,7 millions d'euros en 2017), soit une augmentation de 17,8 millions d'euros attribuable à la hausse des refacturations des services rendus par la holding à ses filiales. Les achats et services extérieurs s'élèvent à 90,9 millions d'euros (79,2 millions d'euros en 2017), soit une augmentation de 11,7 millions d'euros

attribuable aux charges soutenues de croissance. Les charges de personnel diminuent de 2,9 millions d'euros, notamment en raison de la réduction des coûts liés aux attributions d'actions de performance à certains salariés du Groupe, compensée par l'enregistrement de coûts liés à un plan de réorganisation décidé et engagé avant la clôture 2018.

NOTE 11 RÉSULTAT FINANCIER

(en milliers d'euros)	2018	2017
Produits financiers	479 337	662 024
Produits des participations ⁽¹⁾	198 641	465 228
Autres produits financiers ⁽¹⁾	37 352	26 191
Reprises de provisions et transferts de charges	37 971	9 176
Gains de change	205 373	161 429
Charges financières	307 968	250 774
Intérêts financiers et charges sur instruments financiers ⁽²⁾	79 157	84 243
Dotations aux amortissements et provisions financiers	9 925	41 161
Pertes de change	218 886	125 370
Résultat financier	171 369	411 250
(1) Dont produits concernant des entreprises liées	211 717	478 529
(2) Dont charges concernant des entreprises liées	21 904	8 505

Les produits des participations s'élèvent à 198,7 millions d'euros, soit une diminution de 266,6 millions d'euros par rapport à 2017. Imerys SA gère le risque de change lié à l'évolution des actifs nets détenus directement et indirectement à l'étranger, ainsi que celui généré par les prêts et avances accordés aux filiales et entreprises liées dans le cadre des conventions de trésorerie, en ajustant les proportions de son endettement libellé en monnaies étrangères. En 2018, Imerys SA a comptabilisé à ce titre une

perte de change net de 13,5 millions d'euros (+ 36,1 millions en 2017). Les dotations et reprises aux provisions financières sont présentées en [note 20](#). Les charges financières nettes incluses dans le poste "Intérêts financiers et charges sur instruments financiers", diminuent suite au remboursement d'une émission obligataire d'un montant de 30 millions de dollars à échéance du 6 août 2018 (coupon annuel de 5,28 %).

NOTE 12 RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

(en milliers d'euros)	2018	2017
Plus et moins-values sur cessions d'actifs	(38 809)	252
Autres produits exceptionnels	-	24
Reprises de provisions et transferts de charges	1 780	7
Dotations aux provisions	(1 227)	(4 059)
Autres charges exceptionnelles	(24)	(65)
Résultat exceptionnel	(38 280)	(3 841)

Les reprises de provision incluent une provision pour risques de gestion de 1,2 million d'euros et une provision pour risques liés au personnel de 0,6 million d'euros. Une provision pour risques de gestion de 1,2 million d'euros a été dotée en 2018. Imerys SA a enregistré en 2018, une moins-value comptable de 33,1 millions d'euros lors de la cession de sa filiale Imerys TC.

NOTE 13 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

(en milliers d'euros)	2018	2017
Impôts sur les plus-values à long terme	-	-
Impôts sur les bénéfices	26 226	51 282
Total	26 226	51 282

Répartition de la charge d'impôts

(en milliers d'euros)	Résultat avant impôts	Impôts	Résultat après impôts
Résultat courant	84 956	-	84 956
Résultat exceptionnel	(38 280)	-	(38 280)
Incidence de l'intégration fiscale	-	26 226	26 226
Total	46 676	26 226	72 902

En application des termes des conventions d'intégration fiscale signées par chacune des sociétés françaises du groupe Imerys, la charge ou le produit d'impôt enregistré dans les comptes d'Imerys SA est constitué par la charge d'impôt d'Imerys SA, calculée comme si elle n'était pas intégrée fiscalement ; et par le montant net des charges et produits complémentaires résultant de l'intégration. À ce titre, Imerys SA a comptabilisé un produit de 26,2 millions d'euros en 2018 (51,3 millions d'euros en 2017).

Imerys SA enregistre à titre individuel un déficit de 71,0 millions d'euros en 2018. Le montant cumulé des déficits reportables propres à Imerys SA s'élève ainsi à 1 263,0 millions d'euros au 31 décembre 2018 (1 192,0 millions d'euros au 31 décembre 2017).

Situation fiscale latente

La situation fiscale latente correspond aux décalages temporels dans le traitement de certains éléments de produits et charges entre règles fiscales et règles comptables. Conformément aux règles comptables françaises, les allègements et accroissements de la charge future d'impôt qui résultent de ces décalages ne sont pas comptabilisés, mais font l'objet de l'information suivante :

(en milliers d'euros)	2018	2017
Impôts différés actif (allègement de la charge future d'impôt)	12 355	35 756
Impôts différés passif (accroissement de la charge future d'impôt)	2 472	12 830

■ NOTES SUR LE BILAN

NOTE 14 VARIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

(en milliers d'euros)	Montant brut 31/12/2017	Acquisitions	Cessions	Montant brut 31/12/2018
Immobilisations incorporelles	21 708	14 266	443	35 531
Immobilisations corporelles	11 046	384	-	11 430
Total immobilisations brutes	32 754	14 650	443	46 961

(en milliers d'euros)	Amortissements 31/12/2017	Dotations	Reprises	Amortissements 31/12/2018
Amortissements des immobilisations incorporelles	11 683	1 840	100	13 423
Amortissements des immobilisations corporelles	3 481	1 176	-	4 657
Total amortissements des immobilisations	15 164	3 016	100	18 080

NOTE 15 VARIATIONS DU POSTE TITRES DE PARTICIPATION

La valeur brute des titres de participation augmente de 448,1 millions d'euros en 2018. La société a souscrit à l'augmentation de capital de sa filiale Mircal SA pour un montant de 1 205,5 millions d'euros et a cédé sa division Toiture au fonds d'investissement Lone Star le 11 octobre pour un montant de 758,4 millions d'euros. Les provisions pour dépréciation des titres s'élèvent à 3,0 millions d'euros au 31 décembre 2018.

NOTE 16 CRÉANCES ET COMPTES DE RÉGULARISATION

(en milliers d'euros)	Montant brut	Échéance à moins d'1 an	Échéance de 1 à 5 ans	Échéance supérieure à 5 ans
Créances rattachées à des participations	1 217 697	613 473	310 722	293 502
Créances rattachées à des participations directes	632 063	316 561	276 463	39 039
Créances rattachées aux autres filiales du Groupe	585 634	296 912	34 259	254 463
Autres créances	68 689	59 899	5 636	3 154
Créances d'exploitation	58 752	58 752	-	-
Prime d'émission des obligations	9 937	1 147	5 636	3 154
Comptes de régularisation	34 342	29 144	3 333	1 865
Charges constatées d'avance ⁽¹⁾	1 910	1 839	71	-
Frais d'émission des emprunts obligataires	6 125	998	3 262	1 865
Écarts de conversion actif ⁽²⁾	26 307	26 307	-	-
Total	1 320 728	702 516	319 691	298 521

(1) Les charges constatées d'avance sont constituées essentiellement des achats de services extérieurs.

(2) Les écarts de conversion proviennent de la réévaluation à la clôture des créances et prêts en devises étrangères, et des écarts d'évaluation sur instruments de trésorerie.

La valeur brute des créances rattachées à des participations diminue de 967,5 millions d'euros. Les créances rattachées à des participations sont régies par des contrats de prêts et des conventions de crédit intra-groupe destinées à optimiser la gestion de trésorerie.

NOTE 17 AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Au 31 décembre 2018, les autres immobilisations financières s'élèvent à 18,3 millions d'euros et sont essentiellement constituées des actions propres en voie d'annulation. Une provision pour dépréciation des actions rachetées dans le cadre d'un contrat de liquidité a été dotée en 2018 pour 0,9 million d'euros.

NOTE 18 VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Valeurs nettes

(en milliers d'euros)	2018	2017
SICAV et Fonds Communs de Placements	81	81
Certificats de dépôt	160 009	-
Actions propres	-	18 626
Total	160 090	18 707

Au 31 décembre 2018, la valeur brute des valeurs mobilières de placement s'élève à 160,1 millions d'euros.

Valorisation des valeurs mobilières de placement au 31 décembre 2018

Nature	Quantité	Prix de revient unitaire moyen (en euros)	Cours d'inventaire décembre 2018 (en euros)
SICAV BNP	1	57 261,81	56 716,53
SICAV SG	1	23 895,95	23 778,48

NOTE 19 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	Capital	Primes	Réserves ⁽¹⁾			Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Total
			légal	réglementées	autres			
Capitaux propres au 01/01/2017 avant affectation du résultat net	159 136	529 772	15 986	273 471	670 482	230 459	105 574	1 984 880
Affectation du résultat 2016	-	-	-	-	-	(42 652)	(105 574)	(148 226)
Mouvements de l'exercice 2017								
Annulation de 400 000 actions de 2 €	(800)	(23 041)	-	-	-	-	-	(23 841)
Souscription de 436 411 actions par exercice d'options	873	22 418	-	-	-	-	-	23 291
Résultat 31/12/2017	-	-	-	-	-	-	373 431	373 431
Capitaux propres au 01/01/2018 avant affectation du résultat net	159 209	529 149	15 986	273 471	670 482	187 807	373 431	2 209 535
Affectation du résultat 2017	-	-	-	-	-	208 856	(373 431)	(164 575)
Mouvements de l'exercice 2018								
Annulation de 235 881 actions de 2 €	(472)	(14 232)	-	-	-	-	-	(14 704)
Souscription de 117 290 actions par exercice d'options	234	5 495	-	-	-	-	-	5 729
Résultat 31/12/2018	-	-	-	-	-	-	72 902	72 902
Capitaux propres au 01/01/2019 avant affectation du résultat net	158 971	520 412	15 986	273 471	670 482	396 663	72 902	2 108 887
Proposition d'affectation du résultat ⁽²⁾	-	-	-	-	-	(97 992)	(72 902)	(170 894)
Capitaux propres au 01/01/2019 avec proposition d'affectation du résultat	158 971	520 412	15 986	273 471	670 482	298 671	0	1 937 993

(1) Les capitaux propres d'Imerys ne comprennent pas d'écarts de réévaluation.

(2) Soumise à l'Assemblée Générale des actionnaires du 10 mai 2019.

Nombre d'actions

	2018	2017
Nombre d'actions en circulation à l'ouverture	79 604 285	79 567 874
Augmentation de capital	117 290	436 411
Réduction de capital	(235 881)	(400 000)
Nombre d'actions en circulation à la clôture	79 485 694	79 604 285

Au titre de l'exercice 2018, les mouvements sur le capital se présentent comme suit :

- Le 13 décembre 2018, le Conseil d'Administration a, dans le cadre des programmes de rachat d'actions autorisés par l'Assemblée Générale du 3 mai 2017, procédé à l'annulation de 235 881 actions autodétenues, acquises sur le marché par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement (pour plus de détails, voir [paragraphe 7.2.4 du chapitre 7 du Document de Référence](#)). Cette annulation d'actions a conduit à une réduction du capital de la Société d'un montant nominal de 471 762 euros.
- Le 7 janvier 2019, le Directeur Général, en vertu des pouvoirs qui lui avaient été conférés par le Conseil d'Administration le 13 décembre 2018, a constaté que le 31 décembre 2018, le capital social avait été augmenté d'un montant nominal de 234 580 euros suite à la levée entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2018 de 117 290 options de souscription d'actions, et de la création, en conséquence, d'un nombre équivalent de nouvelles actions Imerys.

- En conséquence de ces opérations, le capital souscrit et entièrement libéré d'Imerys s'élevait au 31 décembre 2018 à 158 971 388 euros ; il était divisé en 79 485 694 actions de 2 euros de valeur nominale chacune, parmi lesquelles 47 165 575 bénéficiaient, en vertu de l'article 22 des statuts d'Imerys, d'un droit de vote double. Le nombre total des droits de vote théoriques attachés aux actions existantes s'élevait à 126 651 269. Compte tenu des 237 342 actions autodétenues par la Société au 31 décembre 2018 (voir [paragraphe 7.2.4 du chapitre 7 du Document de Référence](#)), le nombre total de droits de vote net attachés aux actions en circulation s'élevait à cette date à 126 413 927. Compte tenu des 283 113 options de souscription d'actions et des 1 001 025 actions gratuites attribuées à certains salariés et dirigeants mandataires sociaux, et non encore exercées ou non encore acquises au 31 décembre 2018, la dilution potentielle maximale du capital de la Société à cette date était de 1,59 % (soit un montant nominal de 161 545 664 euros). Le capital social d'Imerys n'a pas varié depuis cette date. Il est précisé qu'aucune action inscrite au nominatif pur ne fait l'objet d'un nantissement de la part de la Société.

Les informations détaillées relatives au capital social sont données au [paragraphe 7.2.1 du chapitre 7 du Document de Référence](#).

Variation des actions propres

(en milliers d'euros)	2018	2017
Valeur brute des actions propres au 1^{er} janvier	44 360	56 679
Cessions (acquisitions) d'actions propres	4 441	26 799
Transfert d'actions propres (actions gratuites)	(17 295)	(15 277)
Réduction de capital par annulation d'actions propres	(14 704)	(23 841)
Valeur brute des actions propres au 31 décembre ⁽¹⁾	16 802	44 360

(1) Au 31 décembre 2018, les actions propres sont classées en autres immobilisations financières pour 16,8 millions d'euros.

NOTE 20 DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS

	Montant au début de l'exercice	Augmentations			Diminutions ⁽¹⁾			Montant à la fin de l'exercice
(en milliers d'euros)		Exploitation	Financières	Exceptionnelles	Exploitation	Financières	Exceptionnelles	
Dépréciations								
Participations	3 003	-	-	-	-	-	-	3 003
Créances clients	-	-	-	-	-	-	-	0
Créances rattachées à des participations	58	-	-	-	-	(32)	-	26
Titres immobilisés	-	-	926	-	-	-	-	926
Prime d'émission des obligations ⁽²⁾	(409)	-	1 779	-	-	(633)	-	737
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	-	-	-	0
Total actif	2 652	0	2 705	0	0	(665)	0	4 692
Provisions								
Provisions pour risques	89 146	22 690	6 139	1 227	(37 507)	(37 265)	(1 780)	42 650
Risques de gestion	50 374	22 690	13	1 227	(37 507)	-	(1 180)	35 617
Provisions pour pertes de change	37 265	-	6 126	-	-	(37 265)	-	6 126
Risques liés au personnel	690	-	-	-	-	-	(600)	90
Instruments financiers	-	-	-	-	-	-	-	0
Risques sur filiales et participations	817	-	-	-	-	-	-	817
Provisions pour charges	7 577	11 075	79	0	(4 684)	(41)	0	14 006
Remise en état des locaux	1 496	-	-	-	-	-	-	1 496
Avantages futurs du personnel	6 081	11 075	79	-	(4 684)	(41)	-	12 510
Total passif	96 723	33 765	6 218	1 227	(42 191)	(37 306)	(1 780)	56 656
Total général	99 375	33 765	8 923	1 227	(42 191)	(37 971)	(1 780)	61 348

(1) Provisions reprises à concurrence des montants utilisés pour 19 218 milliers d'euros.

(2) Les amortissements sur la prime d'émission des obligations de début d'exercice ont été diminués des primes complètement amorties au 31/12/2017 pour 1 425 milliers d'euros.

Au titre de son activité de société tête de groupe, Imerys SA comptabilise des provisions pour risques de gestion, notamment liées aux attributions futures d'actions gratuites conditionnelles, ainsi que des provisions pour environnement. En 2018, une provision pour risques a été dotée pour un montant de 22,7 millions

d'euros en vue de futures attributions conditionnelles, pour les actions non encore acquises. La provision pour risques dotée en 2017 pour un montant de 37,4 millions d'euros est entièrement reprise en 2018 du fait de l'attribution au cours de l'exercice de 189 710 actions propres et de nouveaux plans attribués en 2018.

Avantages futurs du personnel

Les régimes à prestations définies correspondent pour une part à des indemnités de départ en retraite prévues par la convention collective de la métallurgie et pour une autre part à des régimes de retraite supplémentaires, dont le régime français des dirigeants. La provision pour avantages futurs au personnel est calculée sur la base des hypothèses suivantes :

	Régimes de retraite	Autres avantages à long terme
Taux d'actualisation	0,9 %	1,0 %
Taux de rendement attendu des actifs du régime	1,0 %	-
Taux attendus d'augmentation des salaires	2,5 %	2,5 %
Taux annuels de rotation :		
■ Cadres et non cadres avant 30 ans	20,0 %	20,0 %
■ Cadres et non cadres entre 30 et 40 ans	15,0 %	15,0 %
■ Cadres et non cadres entre 40 et 50 ans	10,0 %	10,0 %
■ Cadres et non cadres entre 50 et 55 ans	5,0 %	5,0 %
■ Cadres et non cadres après 55 ans	-	-

Changements de la valeur actualisée des engagements

	2018			2017		
<i>(en milliers d'euros)</i>	Retraite	Autres	Total	Retraite	Autres	Total
Engagements à l'ouverture	(18 871)	(712)	(19 583)	(20 976)	(880)	(21 856)
Coût financier	(75)	(4)	(79)	(116)	(8)	(124)
Coût des services rendus	(482)	(70)	(552)	(1 235)	(70)	(1 305)
Paiements aux bénéficiaires	4 613	20	4 633	4 962	57	5 019
Réductions et liquidations	31	19	50	-	-	0
Gains et (pertes) actuariels	(4 039)	67	(3 972)	(1 506)	189	(1 317)
Engagements à la clôture ⁽¹⁾	(18 823)	(680)	(19 503)	(18 871)	(712)	(19 583)
Financés par des actifs du régime	(17 475)	-	(17 475)	(17 553)	-	(17 553)
Non financés	(1 348)	(680)	(2 028)	(1 318)	(712)	(2 030)

(1) Dont un engagement de retraite contracté au profit du Président-Directeur Général de 6 478 milliers d'euros en 2017.

Changement de la juste valeur des actifs du régime

	2018			2017		
<i>(en milliers d'euros)</i>	Retraite	Autres	Total	Retraite	Autres	Total
Actifs à l'ouverture	7 327	0	7 327	9 540	0	9 540
Rendement attendu des actifs	41	-	41	75	-	75
Paiements aux bénéficiaires	(4 613)	-	(4 613)	(4 726)	-	(4 726)
Cotisations de l'employeur	4 613	-	4 613	2 480	-	2 480
Gains et (pertes) actuariels	(646)	-	(646)	(42)	-	(42)
Actifs à la clôture	6 722	0	6 722	7 327	0	7 327

Actif / Passif au bilan

(en milliers d'euros)	2018			2017		
	Retraite	Autres	Total	Retraite	Autres	Total
Engagements financés	(17 475)	-	(17 475)	(17 553)	-	(17 553)
Juste valeur des actifs	6 722	-	6 722	7 327	-	7 327
Position financée	(10 753)	0	(10 753)	(10 226)	0	(10 226)
Engagements non financés	(1 348)	(680)	(2 028)	(1 318)	(712)	(2 030)
Coût des services passés non comptabilisés	78	-	78	971	-	971
Écarts actuariels nets non comptabilisés	194	-	194	5 205	-	5 205
Actifs (provisions) au bilan	(11 829)	(680)	(12 509)	(5 368)	(712)	(6 080)
Provisions pour pensions	-	-	0	-	-	0
Provisions pour avantages futurs du personnel	(11 829)	(680)	(12 509)	(5 368)	(712)	(6 080)

Variation des actifs (provisions) au bilan

(en milliers d'euros)	2018			2017		
	Retraite	Autres	Total	Retraite	Autres	Total
Actifs (provisions) à l'ouverture	(5 368)	(712)	(6 080)	(6 211)	(880)	(7 091)
Coût périodique net après réductions / liquidations	(11 106)	(7)	(11 113)	(1 873)	111	(1 762)
Cotisations	4 645	39	4 684	2 716	57	2 773
Actifs (provisions) à la clôture	(11 829)	(680)	(12 509)	(5 368)	(712)	(6 080)

NOTE 21 DETTES ET COMPTES DE RÉGULARISATION

(en milliers d'euros)	Montant	Échéance à moins d'1 an	Échéance de 1 à 5 ans	Échéance supérieure à 5 ans
Dettes financières	4 111 370	1 695 942	526 482	1 888 946
Autres dettes	83 919	83 919	-	-
Produits constatés d'avance	0	-	-	-
Écarts de conversion passif	31 684	31 684	-	-
Total	4 226 973	1 811 545	526 482	1 888 946

Les diverses facilités de crédit bancaire bilatérales ne comportent aucune garantie personnelle ou sûreté réelle au bénéfice des banques prêteuses. La répartition des dettes financières par monnaies étrangères est la suivante :

(en milliers d'euros)	Montant
EUR	3 009 880
USD	703 929
GBP	126 398
JPY	57 517
Autres monnaies étrangères	213 646
Total	4 111 370

L'analyse des dettes financières par nature et par échéance est la suivante :

(en milliers d'euros)	Montant	Échéance à moins d'1 an	Échéance de 1 à 5 ans	Échéance supérieure à 5 ans
Emprunts obligataires	1 982 104	-	526 482	1 455 622
Billets de trésorerie	120 000	120 000	-	-
Emprunts bancaires	0	-	-	-
Emprunts filiales	433 765	441	-	433 324
Comptes courants financiers Groupe	1 556 789	1 556 789	-	-
Découverts bancaires et intérêts courus	18 712	18 712	-	-
Total	4 111 370	1 695 942	526 482	1 888 946

Des tirages sur les lignes bilatérales confirmées, non utilisées et disponibles peuvent se substituer aux dettes à moins d'un an si nécessaire. Le montant des lignes bilatérales confirmées et disponibles au 31 décembre 2018 est présenté en [note 23](#).

NOTE 22 PRODUITS À RECEVOIR ET CHARGES À PAYER

(en milliers d'euros)	Produits à recevoir	Charges à payer
Exploitation	-	27 269
Financier	830 ⁽¹⁾	1 500
Total	830	28 769

(1) Les produits à recevoir sont constitués essentiellement d'intérêts courus sur instruments financiers.

AUTRES INFORMATIONS

NOTE 23 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Avals, cautions, garanties

Au 31 décembre 2018, le montant des lignes bilatérales multi-monnaies confirmées, non-utilisées et disponibles au profit d'Imerys, à échéance 2019 à 2023, s'élève à 1 330,0 millions d'euros.

Les montants des engagements reçus et donnés pour les avals, cautions et garanties au profit des participations (détention directe), des autres filiales (détention indirecte) ou autres bénéficiaires sont présentés dans les tableaux ci-dessous :

Engagements donnés

(en milliers d'euros)	Participations	Autres entreprises liées	Autres	Total
Avals, cautions, garanties	100 437	168 388	158 995	427 820

Engagements reçus

(en milliers d'euros)	Participations	Autres entreprises liées	Autres	Total
Avals, cautions, garanties	-	-	41 800	41 800

Engagements sur risque de change

Au 31 décembre 2018, les engagements nets en matière d'achats et ventes à terme contre euros sont répartis par monnaies étrangères de la manière suivante :

	(en milliers de monnaies étrangères)		(en milliers d'euros)	
	Achats à terme	Ventes à terme	Achats à terme	Ventes à terme
AUD	36 067	5 308	22 236	3 272
CAD	19 579	9 331	12 546	5 979
CHF	7 902	137 450	7 012	121 971
CNY	54 640	-	6 951	-
CZK	-	13 326	-	518
DKK	-	312 228	-	41 813
GBP	124 128	39 701	138 763	44 382
HUF	286 000	360 683	891	1 124
JPY	3 905 982	1 032 210	31 037	8 203
MXN	1 277 114	168 843	56 780	7 507
NOK	102	-	10	-
NZD	5 396	-	3 163	-
PLN	2 362	-	549	-
SEK	79 164	-	7 720	-
SGD	216 897	20 860	139 117	13 379
THB	-	383 252	-	10 344
TRY	37 292	38 917	6 155	6 423
USD	314 000	690 567	274 236	603 115
ZAR	9 400	1 461 468	571	88 792
Total			707 737	956 822

Ces transactions ont été conclues en vue de couvrir le risque de change généré par des financements et placements intra-groupe en monnaies étrangères. Elles incluent également des positions nettes entre les dérivés internes et externes sur des opérations prises dans le cadre de la gestion du risque de change du Groupe.

Engagements sur risque de taux d'intérêt

Dans le cadre de la gestion du risque de taux d'intérêt, Imerys SA détient, au 31 décembre 2018, un swap de taux dont le montant nominal s'élève à 7 000,0 millions de yens.

Engagements sur risque de prix énergétique

Le tableau ci-dessous résume les positions prises au 31 décembre 2018 en couverture du risque de prix énergétique :

	Montants notionnels nets en MWh	Échéances
Position sous-jacente	5 716 890	< 24 mois
Opérations de gestion	1 022 556	< 24 mois

NOTE 24 ÉLÉMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN (VALEUR NETTE)

(en milliers d'euros)	Total	Dont entreprises liées ⁽¹⁾
Titres de participations	4 517 447	4 517 265
Créances rattachées à des participations directes et autres filiales	1 217 697	1 215 114
Autres immobilisations financières	18 283	-
Créances d'exploitation	58 752	39 635
Dettes financières	4 111 370	1 990 770
Autres dettes	83 919	36 074

(1) Les entreprises liées sont les sociétés consolidées par intégration globale dans un même ensemble.

NOTE 25 PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

	Nombre d'actions	% d'intérêt	% des droits de vote ⁽¹⁾
Belgian Securities BV ⁽²⁾	42 851 473	53,91 %	67,67 %
Blue Crest Holding SA	3 866 275	4,86 %	6,02 %
Salariés du Groupe	500 648	0,63 %	0,70 %
Auto-détention	237 342	0,30 %	0,19 %
Public	32 029 956	40,30 %	25,42 %
Total au 31 décembre 2018	79 485 694	100,00 %	100,00 %

(1) Total des droits de vote théoriques : 126 651 269.

(2) Filiale à 100 % de la société Groupe Bruxelles Lambert.

Les comptes consolidés d'Imerys sont inclus dans le périmètre de consolidation du groupe belge GBL.

NOTE 26 EFFECTIF MOYEN 2018

	ETAM	Cadres	Total
Temps complet	13	201	214
Temps partiel	1	3	4
Total des membres du personnel de l'entité	14	204	218

NOTE 27 RÉMUNÉRATIONS ALLOUÉES AUX MEMBRES DES ORGANES SOCIAUX

(en milliers d'euros)	2018	2017
Conseil d'Administration ⁽¹⁾	1 046	825
Direction Générale	2 152	1 818
Total	3 198	2 643

(1) Jetons de présence.

Le montant global des engagements de retraite contractés au profit de membres du Conseil d'Administration et de la Direction Générale est présenté dans la [note 20](#).

NOTE 28 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Les états financiers sociaux annuels au 31 décembre 2018 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 13 février 2019.

NOTE 29 AFFECTATION DU RÉSULTAT

Proposition d'affectation du résultat en application des dispositions de l'article L. 232-7 du Code de commerce ⁽¹⁾.

(en euros)	
Résultat de l'exercice	72 901 776,86
Dotation à la réserve légale pour la porter à 10 % du capital social	-
Report à nouveau	396 662 784,93
Bénéfice distribuable	469 564 561,79
Dividende de 2,15 euros à chacune des 79 485 694 actions existantes au 1 ^{er} janvier 2019	(170 894 242,10)
Report à nouveau	298 670 319,69

(1) Qui sera proposée à l'Assemblée Générale des actionnaires du 10 mai 2019.

NOTE 30 TABLEAU DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS

(en milliers d'unités locales)

	Pays	Numéro de SIREN	Capital	Capitaux propres que capital	autres que capital	Nombre de titres détenus par Imerys	Nature des titres
Filiales (au moins 50 % du capital détenu par Imerys)							
Mircal	France	333 160 620	1 352 038	1 765 461		90 135 848	actions de 15 EUR
Imerys USA	États-Unis	-	594 700	620 349		1 000	actions de 1 USD
Imerys Services	France	320 750 730	371	637		24 700	actions de 15 EUR
Mircal Europe	France	444 384 234	56 365	555 967		56 365 195	actions de 1 EUR
S&B Minerals Finance	Luxembourg	-	121 505	212 394		12 150 505 599	actions de 0,01 EUR
Imertech	France	509 434 296	5 037	(486)		503 700	actions de 10 EUR
Imerys (SHANGHAI) Investment Management Company Limited	Chine	-	14 404	60 458		1	action de 14 404 000 CNY

(en milliers d'euros)

	% d'intérêt détenu par Imerys	Valeur brute comptable des titres détenus	Valeur nette comptable des titres détenus	Prêts et avances consentis par Imerys et non remboursés	Emprunts contractés par Imerys et non remboursés	Cautions, avals donnés par Imerys	Dividendes encaissés par Imerys en 2018	Chiffre d'affaires 2018	Bénéfice ou perte nette de l'exercice 2018
Filiales (au moins 50 % du capital détenu par Imerys)									
Mircal	100,00	2 511 060	2 511 060	-	130 509	-	70 379	-	577 849
Imerys USA	100,00	721 734	721 734	321 223	209 425	100 437	-	-	13 927
Imerys Services	100,00	1 043	1 043	-	200	-	-	20 127	(9)
Mircal Europe	100,00	565 483	565 483	310 021	-	-	65 384	-	29 041
S&B Minerals Finance	100,00	711 319	711 319	-	57 672	-	-	-	877
Imertech	100,00	5 037	5 037	-	88	-	-	-	(457)
Imerys (SHANGHAI) Investment Management Company Limited	100,00	1 359	1 359	-	-	-	-	-	1 564

Participations

10 à 50 % du capital détenu par Imerys	-	-	-	-	-	-	-	-	-
--	---	---	---	---	---	---	---	---	---

Diverses participations

Entités françaises non significatives ⁽¹⁾	3 415	412	819	519	-	-	-	-	-
Total	4 520 450	4 517 447	632 063	398 413	100 437	135 763	20 127	622 792	

(1) Incluant les sociétés Parnasse 32 et Parnasse 33 détenues à 100,00 % par Imerys SA.

6



7

INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ ET LE CAPITAL

7.1 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT IMERYS 282

7.2 RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL SOCIAL 285

7.2.1 Montant du capital social	285
7.2.2 Évolution du capital social au cours des cinq derniers exercices	286
7.2.3 Autorisations financières	287
7.2.4 Rachat d'actions	290
7.2.5 Actionnariat salarié	291

7.3 ACTIONNARIAT 291

7.3.1 Répartition du capital social et des droits de vote au cours des trois derniers exercices	291
7.3.2 Franchissements de seuil	291
7.3.3 Contrôle de la société et pacte d'actionnaires	292
7.3.4 Identification des actionnaires au porteur	292
7.3.5 Structure de l'actionnariat du Groupe	293

7.4 ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE 294

7.5 MARCHÉ DES TITRES IMERYS 294

7.5.1 Cours extrêmes de 2014 à 2018	295
7.5.2 Transactions depuis janvier 2017	295

7.6 DIVIDENDES 296

7.7 RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES 296

7.8 ORGANISATION MÈRE/FILIALES 297

Les informations présentées ci-après comprennent, en application des dispositions des articles L. 225-37 et L. 225-37-4 du Code de commerce, les informations relatives aux autorisations financières en cours (*voir paragraphe 7.2.3 du présent chapitre*) ainsi que les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique (*voir section 7.4 du présent chapitre*) qui font partie intégrante du Rapport sur le Gouvernement d'Entreprise visé à la *section 2.2 du chapitre 2 du Document de Référence*.

7.1 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT IMERYS

■ DÉNOMINATION SOCIALE

Imerys.

■ SIÈGE SOCIAL

43, quai de Grenelle, 75015 Paris (France).
Téléphone : + 33 (0) 1 49 55 63 00.

■ DATE DE CONSTITUTION ET DURÉE

Imerys a été constitué le 22 avril 1880.

La durée de la Société a été prorogée par l'Assemblée Générale Mixte du 3 mai 2017 jusqu'au 3 mai 2116 (article 5 des statuts).

■ IMMATRICULATION

La Société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 562 008 151. Son code NAF est le 7010Z.

■ FORME JURIDIQUE ET LÉGISLATION APPLICABLE

Imerys est une société anonyme à Conseil d'Administration, soumise à la législation française.

■ HISTORIQUE – DATES CLÉS

Le Groupe puise ses origines dans les métiers de la mine et de la métallurgie. À sa création, le cœur de son activité reposait sur l'extraction et la transformation de métaux non ferreux. Les différentes acquisitions permettront au Groupe de se désengager de la métallurgie des non ferreux pour se concentrer sur les minéraux industriels.

Au début des années 1970, le Groupe, fédéré sous le nom d'Imetal, procède au rachat de la société Huguenot Fenal (France) faisant ainsi son entrée sur le marché de la tuile en terre cuite, puis à celui de Copperweld (États-Unis), société spécialisée dans la production d'acier et la transformation des métaux.

En 1985, l'acquisition de Damrec (France) représente le premier investissement significatif dans les minéraux réfractaires et céramiques. Le Groupe se structure ensuite en trois pôles d'activités, regroupant les Matériaux de Construction, les Minéraux Industriels et la Transformation des Métaux. Cette réorganisation s'inscrit dans le cadre du désengagement futur du Groupe de la métallurgie des non-ferreux.

À partir de 1990, l'accent est mis sur le développement des minéraux industriels ⁽¹⁾ : le Groupe prend position dans le secteur du kaolin (Dry Branch Kaolin Company, États-Unis), du carbonate de calcium (Georgia Marble, États-Unis), des minéraux réfractaires (C-E Minerals, États-Unis), des réfractaires monolithiques (Plibrico, Luxembourg), des argiles (Ceratera, France), des pâtes céramiques (KPCL, France), du graphite (Stratmin Graphite, Canada et Timcal, Suisse) et des céramiques techniques (Imerys Kiln Furniture, France). Grâce à sa filiale Timcal (Amérique du Nord, Europe, Asie), acquise en 1994, Imerys devient leader mondial des applications techniques du graphite de haute performance.

En 1999, le Groupe devient l'un des leaders mondiaux ⁽²⁾ du secteur des pigments blancs avec l'acquisition d'English China Clays Plc (ECC, Royaume-Uni), spécialiste des minéraux industriels. Puis, le Groupe renforce ses ressources en kaolin avec l'acquisition de Rio Capim Caulim S.A. (Brésil) tout en poursuivant l'élargissement de sa base industrielle dans les minéraux réfractaires grâce au rachat de Transtech et Napco (États-Unis) et de Rhino Minerals (Afrique du Sud). Avec l'acquisition d'ECC et, corrélativement, la cession de Copperweld et de l'activité Chimie de spécialités d'ECC (Calgon, États-Unis), le Groupe se concentre sur la valorisation des minéraux industriels. Afin de traduire cette évolution, Imetal change de nom et devient Imerys.

Depuis lors, Imerys ne cesse de poursuivre son développement en élargissant continuellement sa gamme de produits, en étendant son maillage géographique sur des zones à forte croissance et en pénétrant de nouveaux marchés.

De 2000 à 2002, de nouveaux minéraux intègrent le portefeuille du Groupe : l'halloysite (New Zealand China Clays, Nouvelle-Zélande), des argiles et du feldspath (K-T Clay aux États-Unis et au Mexique). Imerys étend ses ressources de carbonate en Amérique du Sud (Quimbarra, Brésil), en Asie (Honaik, Malaisie) et en France (activités carbonates d'AGS-BMP). Le Groupe prend également le contrôle du premier producteur mondial de corindons (alumine et bauxite fondues) : Treibacher Schleifmittel (Autriche), suivi par d'autres acquisitions dans ce domaine en République tchèque, en Allemagne, au Brésil et en Chine. L'acquisition de MRD-ECC (Thaïlande), producteur local de kaolin, permet au Groupe d'accroître sa présence en Asie pour les applications destinées principalement à l'industrie du sanitaire.

Au début 2005, l'acquisition de Lafarge Réfractaires Monolithiques permet au Groupe de devenir le leader européen des réfractaires monolithiques. La fusion avec le groupe Plibrico acquis quelques années auparavant donne naissance à un nouvel ensemble : Calderys. En juillet, Imerys acquiert le groupe World Minerals (États-Unis), leader mondial des Minéraux pour Filtration, apportant

(1) Minéraux industriels : roches ou minéraux non métalliques et non combustibles, extraits et transformés à des fins industrielles.

(2) Dans l'ensemble du Document de Référence, les positions concurrentielles communiquées correspondent à des évaluations faites par Imerys sur la base de ses connaissances du marché ou d'informations issues de publications professionnelles, telles que Roskill ou Industrial Minerals.

au Groupe de nouveaux minéraux : diatomite et perlite. L'année 2005 s'achève par l'acquisition de Denain Anzin Minéraux qui apporte au Groupe des gisements de feldspath, du mica, du quartz et du kaolin en Europe.

De 2006 à 2008, le Groupe poursuit son développement. Il acquiert ainsi les spécialistes des argiles calcinées, AGS (France) et Vatutinsky (Ukraine), d'importantes réserves de marbre blanc de haute qualité en Malaisie, en Chine, au Vietnam et en Europe et plusieurs carrières de feldspath à travers le monde : Jumbo Mining (Inde), The Feldspar Corporation (États-Unis) ainsi qu'en Turquie. L'acquisition de ACE, leader indien des réfractaires monolithiques, confère à Calderys une nouvelle dimension, renforcée par celles de B&B (Afrique du Sud) et Svenska SilikaVerken AB (Suède). Imerys ajoute à son portefeuille le zircon fondu, minéral destiné aux marchés des réfractaires, des céramiques techniques et de l'automobile ; grâce aux acquisitions successives d'UCM Group Plc (Royaume-Uni) et d'Astron China, le Groupe devient le leader mondial sur ce marché. Les activités de perlite sont également renforcées en Amérique du Sud, avec l'acquisition de Perfiltra (Argentine). Les acquisitions de Kings Mountain Minerals, Inc. (Caroline du Nord, États-Unis) et Suzorite Mining, Inc. (Québec, Canada) complètent le portefeuille de minéraux du Groupe avec un mica de haute qualité.

En 2010, l'acquisition de Pará Pigmentos S.A. accroît les ressources de kaolin du Groupe au Brésil.

En 2011, Imerys acquiert le groupe Talc de Luzenac et devient le leader mondial de la transformation du talc. L'unité de fabrication de proppants céramiques, utilisés comme agents de soutènement de la roche pour l'exploitation de gaz non conventionnels est inaugurée à Andersonville (Géorgie, États-Unis). Le Groupe s'associe également avec le groupe norvégien Norsk Mineral AS pour constituer la joint-venture The Quartz Corp. SAS, permettant ainsi d'accompagner la demande croissante de quartz de haute pureté destiné aux segments des semi-conducteurs et de l'industrie photovoltaïque. La même année, le Groupe étend la capacité de production de son usine de carbonates de calcium en Malaisie, et, pour répondre à la demande de son principal client, celle de son usine de Miyagi au Japon, reconstruite après le tsunami.

En 2012, le Groupe renforce ses activités au Brésil avec l'acquisition de la société Itatex, élargissant son offre de produits destinés aux marchés des peintures, des polymères et des caoutchoucs et d'un gisement de bauxite réfractaire auprès du groupe Vale.

En 2013, plusieurs acquisitions sont réalisées dans les différentes activités du Groupe : PyraMax Ceramics, LLC. (États-Unis) et son usine de fabrication de proppants céramiques, Goonvean (Royaume-Uni) et ses réserves de kaolin en Cornouailles, et Ceraminas (Thailand) Co. Ltd, producteur local de feldspath. La capacité de l'usine de noir de carbone de Willebroek (Belgique) est également doublée pour répondre à la forte augmentation des besoins dans les segments de l'énergie mobile. La construction du site de production de chaux à Doréopolis (Brésil) est achevée et l'usine mise en production. Les sociétés Arefcon B.V. (Pays-Bas), Indoporlen (Indonésie) et Tokai (Japon) intègrent le périmètre de l'activité Réfractaires Monolithiques du Groupe. La cession de l'activité Imerys Structure (briques de murs et de cloisons, et conduits de fumée) au groupe Bouyer-Leroux (France) est finalisée.

En 2014, l'acquisition de Termorak (Finlande) permet au Groupe de se renforcer dans la conception et l'installation de matériaux réfractaires pour les secteurs de la pétrochimie et des industries thermiques. Le Groupe étend également sa couverture géographique de carbonate de calcium naturel avec l'intégration de Kinta Powdertec Sdn Bhd (Malaisie). Un centre de R&D appliquée est ouvert au Japon pour accompagner les clients locaux des activités graphite et noir de carbone du Groupe. L'usine de production d'alumine fondue à Bahreïn, dont la construction avait été initiée en 2012, est mise en production. Cette nouvelle installation résulte d'une joint-venture avec le groupe Al Zayani Investments et constitue la première implantation industrielle d'Imerys au Moyen-Orient, élargissant ainsi son empreinte géographique. Parallèlement, le Groupe cède quatre usines de carbonate de calcium pour papier en Europe et aux États-Unis ainsi qu'une unité de production en Tunisie et le site des Ardoisières d'Angers (France) est définitivement fermé.

En 2015, Imerys acquiert le groupe S&B, leader mondial des fondants pour la coulée continue de l'acier, de la wollastonite, des solutions à base de perlite, et leader européen de la bentonite. Le Groupe procède également à l'acquisition de la division Carbonate de Calcium Précipité (France, Autriche, Allemagne et Royaume-Uni) du groupe Solvay, leader européen du PCC fin et ultra fin, utilisé comme additif fonctionnel dans les applications de spécialités (polymers, peintures, hygiène, santé et beauté), et du groupe Matisco Développement (France), société spécialisée dans la fabrication de profilés métalliques.

En 2016, Imerys franchit une nouvelle étape dans sa stratégie de développement avec la signature d'un accord portant sur l'acquisition du groupe Kerneos, leader mondial des liants de haute performance à base d'aluminates de calcium. Le Groupe acquiert également auprès du groupe Alteo une activité d'alumines de spécialités (France, Allemagne), et a complété son positionnement géographique pour les réfractaires monolithiques, d'une part en se portant acquéreur du site industriel de production SPAR (États-Unis), et d'autre part en développant son offre de services grâce à l'acquisition de Fagersta Eldfasta (Suède).

En 2017, Imerys finalise l'acquisition du groupe Kerneos initiée en 2016. 2017 est une année marquante dans le déploiement de la stratégie d'Imerys. Le Groupe réalise également plusieurs acquisitions complémentaires qui lui permettent d'élargir son offre de spécialités et de continuer à développer sa présence dans des pays tels que le Brésil, l'Inde et la Chine.

En 2018, Imerys cède sa division Toiture au fonds de private equity, Lonestar.

Les opérations menées en 2018 font l'objet d'une présentation détaillée aux [paragraphes 1.4.2 du chapitre 1 et 2.1.1 du chapitre 2 du Document de Référence](#). L'année 2018 s'est clôturée sur le lancement d'un plan de transformation de l'organisation du Groupe qui repose désormais sur deux segments et cinq domaines d'activité. Le plan de transformation et la nouvelle organisation du Groupe mise en place à compter du 1^{er} décembre 2018 sont détaillés au [paragraphe 1.3.1 du chapitre 1 du Document de Référence](#).

■ OBJET SOCIAL (ARTICLE 3 DES STATUTS)

Imerys est la société de tête d'un groupe industriel et commercial, leader mondial des spécialités minérales pour l'industrie.

Aux termes de l'article 3 des statuts, "La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- la recherche, l'acquisition, l'amodiation, l'aliénation et l'exploitation de toutes mines et carrières, de quelque nature que ce soit ;
- le traitement, la transformation et le commerce de tous minerais, métaux, matériaux organiques et non organiques et substances minérales, ainsi que de leurs sous-produits et alliages ;
- la fabrication de tous produits ouvrés dans lesquels des minerais, métaux, matériaux organiques et non organiques et substances minérales, sont employés ;
- l'achat, l'obtention, l'exploitation, la concession, la vente, la cession totale ou partielle, temporaire ou définitive de tous brevets, certificats ou licences se rapportant aux objets ci-dessus ;
- la création, l'acquisition, la vente, la concession de tous immeubles et usines, de tous moyens de transports et de toutes sources d'énergie ;
- la participation en tous pays dans toutes entreprises et opérations minières, de carrières, commerciales, industrielles et maritimes de nature à favoriser ou développer les propres industries et commerces de la Société, par voie de création de sociétés nouvelles, alliances, sociétés en participation ou autrement ; et, généralement, toutes opérations minières, de carrières, commerciales, industrielles, maritimes, immobilières, mobilières et financières se rattachant directement ou indirectement en totalité ou en partie, à l'un des objets ci-dessus spécifiés ou à tous autres objets similaires ou connexes."

■ EXERCICE SOCIAL (ARTICLE 28 DES STATUTS)

L'exercice social, d'une durée de douze mois, commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

■ CONSEIL D'ADMINISTRATION (ARTICLES 12 ET 13 DES STATUTS)

La Société est administrée par un Conseil d'Administration de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sauf dérogations prévues par la loi.

Les Administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, qui peut les révoquer à tout moment. La durée des fonctions des Administrateurs est de trois années. Conformément aux dispositions légales, le nombre des administrateurs ayant dépassé l'âge de 70 ans ne peut être supérieur au tiers des administrateurs en fonction. Dans le cas où cette limitation serait dépassée, l'administrateur le plus âgé sera réputé démissionnaire d'office. Le Conseil d'Administration comprend en outre un Administrateur représentant les salariés désigné par le Comité d'Entreprise Européen. Lorsque le nombre des Administrateurs nommés par l'Assemblée Générale dépasse 12, un deuxième Administrateur représentant les salariés est désigné par le Comité de Groupe France.

Enfin, Le Conseil d'Administration peut nommer, parmi ou en dehors des actionnaires, et pour une durée de trois ans, des censeurs dont le nombre ne peut être supérieur à deux.

- Pour plus d'informations concernant les pouvoirs, la composition et le fonctionnement du Conseil d'Administration, voir [section 3.1 du chapitre 3 du Document de Référence](#).

■ ASSEMBLÉES GÉNÉRALES (ARTICLES 21 ET 22 DES STATUTS)

Convocations

Les Assemblées Générales sont convoquées dans les conditions prévues par la législation en vigueur et se tiennent, soit au siège social, soit en tout autre endroit précisé dans l'avis de convocation.

Conditions d'admission

Tout actionnaire a le droit de participer aux Assemblées Générales – personnellement, par mandataire ou par correspondance – sur simple justification de son identité et de la propriété de ses titres, sous la forme, soit d'une inscription nominative, soit de la transmission d'une attestation de participation justifiant l'inscription en compte des actions détenues au porteur. Les formalités d'inscription ou de transmission doivent être accomplies au plus tard le deuxième jour ouvré précédant la tenue de l'Assemblée. Tout actionnaire peut également, sur décision du Conseil d'Administration communiquée dans l'avis de convocation, participer aux Assemblées et prendre part au vote par télétransmission et/ou tout autre moyen de télécommunication dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

Conditions d'exercice du droit de vote

L'ensemble des documents, prévus par les articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce, y inclus un formulaire de vote par correspondance ou de procuration, est adressé aux actionnaires à leur demande. Ce formulaire ne peut être valablement pris en compte que s'il est complété conformément à la législation en vigueur et retourné au siège social ou à l'adresse indiquée sur la convocation de l'Assemblée. Tout actionnaire peut, en outre, sur décision du Conseil d'Administration communiquée dans l'avis de convocation, obtenir et retourner le formulaire de vote par correspondance ou de procuration, par télétransmission ou tout autre moyen de télécommunication, dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

Droit de vote double

Les actions inscrites en compte nominatif, au nom du même actionnaire depuis deux ans au moins, bénéficient d'un droit de vote double. Ce droit de vote double prévu par l'article 22 des statuts, vise à récompenser la fidélité des actionnaires de la Société. Le droit de vote double est également accordé aux actions nouvelles attribuées gratuitement aux actionnaires dans le cadre d'une augmentation de capital en raison d'actions anciennes pour lesquelles ils bénéficient déjà de ce droit. Le droit de vote double cesse de plein droit lorsque l'action est convertie au porteur ou transférée, hormis les cas de transfert en garantie, en usufruit ou par succession ou donation familiale. Le droit de vote double peut enfin être supprimé par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire sur autorisation préalable de l'Assemblée Spéciale des titulaires de ce droit.

Limitation des droits de vote

Néant.

■ RÉPARTITION DES BÉNÉFICES (ARTICLE 30 DES STATUTS)

Le résultat de chaque exercice est déterminé conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur :

- sur le bénéfice net de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ;
- le bénéfice de l'exercice, diminué comme il vient d'être dit et augmenté du report bénéficiaire, sous déduction des sommes reportées à nouveau par l'Assemblée Générale ou portées par elle à un ou plusieurs fonds de réserve, est réparti aux actions sans distinction ;
- l'Assemblée Générale peut accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

■ TITRES AU PORTEUR IDENTIFIABLES (ARTICLE 9 DES STATUTS)

La Société est autorisée à demander à Euroclear France, dans les conditions prévues par la législation en vigueur, les renseignements nécessaires à l'identification des titulaires de titres au porteur conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses Assemblées ainsi que la quantité d'actions ou de valeurs mobilières détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont ces titres peuvent être frappés.

■ DÉCLARATION DE FRANCHISSEMENT DE SEUIL

Les statuts d'Imerys ne contiennent aucune clause imposant une obligation de déclaration de franchissement de seuil autre que celle résultant de la loi.

Tout actionnaire, agissant seul ou de concert, venant à franchir, à la hausse ou à la baisse, l'un des seuils de détention du capital de la Société et/ou des droits de vote prévus par la législation en vigueur, devra se conformer aux dispositions des articles L. 233-7 et suivants du Code de commerce et, notamment, en informer la Société (ou, le cas échéant, toute personne qu'elle aura désignée à cet effet) ainsi que l'Autorité des marchés financiers (AMF) au plus tard le quatrième jour de négociation suivant le franchissement de seuil concerné conformément aux dispositions de l'article 223-14 du règlement général de l'AMF. En cas de non-respect de cette obligation, les dispositions prévues par l'article L. 233-14 du Code de commerce s'appliqueront.

■ DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Les statuts, procès-verbaux d'Assemblées Générales, comptes sociaux et consolidés, Rapports des Commissaires aux comptes, ainsi que tous les documents mis à la disposition des actionnaires, peuvent être consultés au siège social ou sur le site Internet de la Société (www.imerys.com – rubrique Media Center – Information Réglementée et Publications).

7.2 RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL SOCIAL

7.2.1 MONTANT DU CAPITAL SOCIAL

Le 13 décembre 2018, le Conseil d'Administration a, dans le cadre des programmes de rachat d'actions autorisés par l'Assemblée Générale des Actionnaires, et conformément à l'autorisation qui lui avait été donnée par l'Assemblée Générale du 3 mai 2017, procédé à l'annulation de 235 881 actions auto-détenues, acquises sur le marché par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement (pour plus de détails, [voir paragraphe 7.2.4 du présent chapitre](#)). Cette annulation d'actions a conduit à une réduction du capital de la Société d'un montant nominal de 471 762 euros.

Le 7 janvier 2019, le Directeur Général, en vertu des pouvoirs qui lui avaient été conférés par le Conseil d'Administration le 13 décembre 2018, a constaté que le 31 décembre 2018, le capital social avait été augmenté d'un montant nominal de 234 580 euros suite à la levée entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2018 de 117 290 options de souscription d'actions, et de la création, en conséquence, d'un nombre équivalent de nouvelles actions Imerys.

En conséquence de ces opérations, le capital souscrit et entièrement libéré d'Imerys s'élevait au 31 décembre 2018 à 158 971 388 euros ; il était divisé en 79 485 694 actions de 2 euros de valeur nominale chacune, parmi lesquelles 47 165 575 bénéficiaient, en vertu de l'article 22 des statuts d'Imerys, d'un droit de vote double. Le nombre total des droits de vote théoriques attachés aux actions existantes s'élevait à 126 651 269. Compte tenu des 237 342 actions auto-détenues par la Société au 31 décembre 2018 ([voir paragraphe 7.2.4 du présent chapitre](#)), le nombre total de droits de vote net attachés aux actions en circulation s'élevait à cette date à 126 413 927.

Compte tenu des 283 113 options de souscription d'actions et des 1 001 025 actions gratuites attribuées à certains salariés et dirigeants mandataires sociaux, et non encore exercées ou non encore acquises au 31 décembre 2018, la dilution potentielle maximale du capital de la Société à cette date était de 1,59 % (soit un montant nominal de 161 545 664 euros). Le capital social d'Imerys n'a pas varié depuis cette date.

Il est précisé qu'aucune action inscrite au nominatif pur ne fait l'objet d'un nantissement de la part de la Société.

7.2.2 ÉVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

L'évolution du nombre d'actions et du capital social de la Société au cours des cinq derniers exercices a été la suivante :

Année	Opérations	Montant nominal des variations de capital (en euros)	Prime d'émission/ Prime d'apport (en euros)	Nombre de titres créés	Nominal des titres (en euros)	Montants successifs du capital de la Société (en euros)	Nombre de titres constituant le capital
2014	Annulation d'actions	(1 836 630)	(54 236 971)	(918 315)	2	150 639 898	75 319 949
	Levées d'options de souscription d'actions	1 131 284	26 244 140	565 642	2	151 771 182	75 885 591*
2015	Levées d'options de souscription d'actions	626 748	15 747 996	313 374	2	152 397 930	76 198 965
	Augmentation de capital en rémunération d'un apport de titres	7 456 616	206 943 483	3 728 308	2	159 854 546	79 927 273
	Annulation d'actions	(2 000 000)	(60 381 827)	(1 000 000)	2	157 854 546	78 927 273
	Levées d'options de souscription d'actions	1 290 436	34 552 929	645 218	2	159 144 982	79 572 491*
2016	Annulation d'actions	(600 000)	(16 046 322)	(300 000)	2	158 544 982	79 272 491
	Levées d'options de souscription d'actions	590 766	15 582 577	295 383	2	159 135 748	79 567 874*
2017	Annulation d'actions	(800 000)	(23 841 188)	(400 000)	2	158 335 748	79 167 874
	Levées d'options de souscription d'actions	872 822	22 418 675	436 411	2	159 208 570	79 604 285*
2018	Annulation d'actions	(471 762)	14 232 373	(235 881)	2	158 736 808	79 368 404
	Levées d'options de souscription d'actions	234 580	5 495 695	117 290	2	158 971 388	79 485 694*

* Au 31 décembre.

7.2.3 AUTORISATIONS FINANCIÈRES

En application des dispositions des articles L. 225-37 et L. 225-37-2 du Code de commerce, les autorisations et délégations de compétence consenties au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale des actionnaires, en vigueur à la date du présent Document de Référence et présentées dans le tableau ci-après, font partie intégrante du rapport sur le Gouvernement d'Entreprise visé à la [section 2.2 du chapitre 2 du Document de Référence](#).

■ TABLEAU RÉSUMÉ DES AUTORISATIONS FINANCIÈRES ET DÉLÉGATIONS DE COMPÉTENCE EXISTANTES

Nature des autorisations	Échéance et durée de l'autorisation	Montant nominal maximum autorisé	Utilisation en 2018
Émission de titres de capital			
Émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec maintien du DPS ^{(1) (2)} (AGM 3 mai 2017, 13 ^e résolution)	2 juillet 2019 (26 mois)	Capital : 75 M€ Titres de créance : 1 Md€	Néant
Émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du DPS, et, le cas échéant, octroi d'un délai de priorité par le Conseil d'Administration ⁽³⁾ (AGM 3 mai 2017, 14 ^e résolution)	2 juillet 2019 (26 mois)	Capital : 15 M€ Titres de créance : 1 Md€	Néant
Émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, par placement privé au profit d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs et suppression du DPS ⁽⁴⁾ (AGM 3 mai 2017, 15 ^e résolution)	2 juillet 2019 (26 mois)	10 % du capital au jour de l'émission, le montant émis s'imputant sur le plafond de la 14 ^e résolution de l'AGM du 3 mai 2017	Néant
Augmentation du nombre de titres à émettre en cas de demande excédentaire dans le cadre d'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec maintien ou suppression du DPS ⁽⁵⁾ (AGM 3 mai 2017, 16 ^e résolution)	2 juillet 2019 (26 mois)	10 % du capital au jour de l'émission, le montant émis s'imputant sur le sous-plafond des 13 ^e , 14 ^e et 15 ^e résolutions de l'AGM du 3 mai 2017	Néant
Autorisation à l'effet de fixer le prix d'émission des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, en cas de suppression du DPS ⁽⁶⁾ (AGM 3 mai 2017, 17 ^e résolution)	2 juillet 2019 (26 mois)	10 % du capital par an, le montant émis s'imputant sur le sous-plafond des 14 ^e et 15 ^e résolutions de l'AGM du 3 mai 2017	Néant
Émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en vue de rémunérer des apports en nature constitués de titres en capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du DPS ⁽⁷⁾ (AGM 3 mai 2017, 18 ^e résolution)	2 juillet 2019 (26 mois)	10 % du capital par an, le montant émis s'imputant sur le sous-plafond de la 14 ^e résolution de l'AGM du 3 mai 2017	Néant
Augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes d'émission ou d'apport ⁽⁸⁾ (AGM 3 mai 2017, 19 ^e résolution)	2 juillet 2019 (26 mois)	75 M€, le montant émis s'imputant sur le plafond de la 13 ^e résolution de l'AGM du 3 mai 2017	Néant
Plafond global des augmentations de capital avec maintien ou suppression du DPS (AGM 3 mai 2017, 20 ^e résolution)	2 juillet 2019 (26 mois)	Capital : 75 M€ Titres de créance : 1 Md€	Néant

(1) DPS : droit préférentiel de souscription des actionnaires.

(2) En application des articles L. 225-129 et s. et L. 228-91 et s. du Code de commerce.

(3) En application des articles L. 225-129 et s., L. 225-135 et s., L. 225-136 et L. 228-91 et s. du Code de commerce.

(4) En application des articles L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136, L. 228-91 et s. du Code de commerce et L. 411-2 du Code monétaire et financier.

(5) En application de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce.

(6) En application des articles L. 225-129-2 et L. 225-136-1^{er} alinéa 2 du Code de commerce.

(7) En application des articles L. 225-147 et L. 228-91 et s. du Code de commerce.

(8) En application des articles L. 225-129, L. 225-129-2 et s. et L. 225-130 du Code de commerce.

Nature des autorisations	Échéance et durée de l'autorisation	Montant nominal maximum autorisé	Utilisation en 2018
Rachat et annulation d'actions			
Achat par la Société de ses propres actions ⁽⁹⁾ (AGM 4 mai 2018, 13 ^e résolution)	3 novembre 2019 (18 mois)	5 % des actions existantes au 1 ^{er} janvier 2018	870 537 actions acquises ⁽¹⁰⁾
Réduction du capital social par annulation d'actions auto-détenues (AGM 3 mai 2017, 22 ^e résolution)	2 mai 2019 (24 mois)	10 % du capital par période de 24 mois	635 881 actions annulées
Émissions réservées aux salariés et dirigeants			
Émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérents d'un Plan d'Épargne Entreprise de la Société ou de son Groupe ⁽¹¹⁾ (AGM 3 mai 2017, 21 ^e résolution)	2 juillet 2019 (26 mois)	1,6 M€	Néant
Octroi d'option de souscription ou d'achat d'actions Imerys à des salariés et mandataires sociaux de la Société, ou à certaines catégories d'entre eux ⁽¹²⁾ (AGM 3 mai 2017, 23 ^e résolution)	2 juillet 2020 (38 mois)		Néant ⁽¹³⁾
Attribution gratuite d'actions Imerys à des salariés et mandataires sociaux de la Société, ou à certaines catégories d'entre eux ⁽¹⁴⁾ (AGM 4 mai 2018, 14 ^e résolution)	3 juillet 2020 (26 mois en raison de l'alignement de la durée de cette autorisation avec celle portant sur l'octroi d'options de souscription ou d'achat d'actions approuvée par l'AGM du 3 mai 2017, 23 ^e résolution)	Plafond commun : 3 % du capital au jour de l'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions gratuites Sous-plafond d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions ou d'actions gratuites en faveur des dirigeants mandataires sociaux : 0,5 % du capital au jour de l'attribution	295 200 actions gratuites conditionnelles ont été attribuées en 2018 soit 0,37 % du capital ⁽¹⁵⁾

(9) En application des articles L. 225-209 et s. du Code de commerce, 241-1 à 241-7 du Règlement général de l'AMF et du règlement (UE) du Parlement Européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché.

(10) Pour plus de détails concernant les opérations réalisées dans le cadre du programme de rachat d'actions de la Société, voir [paragraphe 7.2.4 du présent chapitre](#).

(11) En application des articles L. 225-129 et s. et L. 225-138-1 du Code de commerce et L. 3332-1 et s. du Code du travail.

(12) En application des articles L. 225-177 et s. du Code de commerce.

(13) Pour plus de détails concernant les attributions d'options de souscription d'actions au cours d'exercices antérieurs voir [paragraphe 3.4.1 du chapitre 3 du Document de Référence](#).

(14) En application des articles L. 225-197-1 et s. du Code de commerce.

(15) Pour plus de détails concernant les attributions d'actions gratuites conditionnelles, voir [paragraphe 3.4.2 du chapitre 3 du Document de Référence](#).

Le tableau ci-après présente les autorisations financières soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Mixte du 10 mai 2019.

- Pour plus de détails, voir paragraphes 8.1.6, 8.1.7, 8.1.8 et section 8.4 du chapitre 8 du Document de Référence.

■ TABLEAU RÉSUMÉ DES AUTORISATIONS FINANCIÈRES DONT LE RENOUVELLEMENT EST PROPOSÉ À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 10 MAI 2019

Nature des autorisations	Échéance et durée de l'autorisation	Montant nominal maximum
Émission de titres de capital		
Émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec maintien du DPS ^{(1) (2)} (AGM 10 mai 2019, 13 ^e résolution)	9 juillet 2021 (26 mois)	Capital : 75 M€ (soit environ 47,2 % du capital) Titres de créance : 1 Md€
Émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du DPS, et, le cas échéant, octroi d'un délai de priorité par le Conseil d'Administration ⁽³⁾ (AGM 10 mai 2019, 14 ^e résolution)	9 juillet 2021 (26 mois)	Capital : 15 M€ (soit environ 9,4 % du capital) Titres de créance : 1 Md€
Émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, par placement privé au profit d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs et suppression du DPS ⁽⁴⁾ (AGM 10 mai 2019, 15 ^e résolution)	9 juillet 2021 (26 mois)	10 % du capital au jour de l'émission, le montant émis s'imputant sur le plafond de la 14 ^e résolution de l'AGM du 10 mai 2019
Augmentation du nombre de titres à émettre en cas de demande excédentaire dans le cadre d'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec maintien ou suppression du DPS ⁽⁵⁾ (AGM 10 mai 2019, 16 ^e résolution)	9 juillet 2021 (26 mois)	10 % du capital au jour de l'émission, le montant émis s'imputant sur le sous-plafond des 13 ^e , 14 ^e et 15 ^e résolutions de l'AGM du 10 mai 2019
Autorisation à l'effet de fixer le prix d'émission des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, en cas de suppression du DPS ⁽⁶⁾ (AGM 10 mai 2019, 17 ^e résolution)	9 juillet 2021 (26 mois)	10 % du capital par an, le montant émis s'imputant sur le sous-plafond de la 14 ^e résolution de l'AGM du 10 mai 2019
Émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en vue de rémunérer des apports en nature constitués de titres en capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du DPS ⁽⁷⁾ (AGM 10 mai 2019, 18 ^e résolution)	9 juillet 2021 (26 mois)	10 % du capital par an, le montant émis s'imputant sur le sous-plafond de la 14 ^e résolution de l'AGM du 10 mai 2019
Augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes d'émission ou d'apport ⁽⁸⁾ (AGM 10 mai 2019, 19 ^e résolution)	9 juillet 2021 (26 mois)	75 M€, le montant émis s'imputant sur le plafond de la 13 ^e résolution de l'AGM du 10 mai 2019
Plafond global des augmentations de capital avec maintien ou suppression du DPS (AGM 10 mai 2019, 20 ^e résolution)	9 juillet 2021 (26 mois)	Capital : 75 M€ Titres de créance : 1 Md€
Rachats et annulations d'actions		
Achat par la Société de ses propres actions ⁽⁹⁾ (AGM 10 mai 2019, 12 ^e résolution)	9 novembre 2020 (18 mois)	10 % des actions existantes au 1 ^{er} janvier 2019 (soit 7 948 569 actions)
Réduction du capital social par annulation d'actions auto-détenues (AGM 10 mai 2019, 22 ^e résolution)	9 mai 2021 (24 mois)	
Émissions réservées aux salariés et dirigeants		
Émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérents d'un Plan ⁽¹⁰⁾ d'Épargne Entreprise de la Société ou de son Groupe (AGM 10 mai 2019, 21 ^e résolution)	9 juillet 2021 (26 mois)	1,6 M€

(1) DPS : droit préférentiel de souscription des actionnaires.

(2) En application des articles L. 225-129 et s. et L. 228-91 et s. du Code de commerce.

(3) En application des articles L. 225-129 et s., L. 225-135 et s., L. 225-136 et L. 228-91 et s. du Code de commerce.

(4) En application des articles L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136, L. 228-91 et s. du Code de commerce et L. 411-2 du Code monétaire et financier.

(5) En application de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce.

(6) En application des articles L. 225-129-2 et L. 225-136-1^o alinéa 2 du Code de commerce.

(7) En application des articles L. 225-147 et L. 228-91 et s. du Code de commerce.

(8) En application des articles L. 225-129, L. 225-129-2 et s. et L. 225-130 du Code de commerce.

(9) En application des articles L. 225-209 et s. du Code de commerce et 241-1 à 241-7 du Règlement général de l'AMF.

(10) En application des articles L. 225-129 et s. et L. 225-138-1 du Code de commerce et L. 3332-1 et s. du Code du travail.

■ AUTRES TITRES

La décision d'émettre des obligations ordinaires relevant de la compétence du Conseil d'Administration, ce dernier a, le 4 mai 2018, conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce, délégué au Directeur Général tous pouvoirs aux fins d'arrêter les modalités et de réaliser de telles émissions, notamment dans le cadre du programme Euro Medium Term Note ("EMTN") de la Société, dans un délai d'un an et dans la limite d'un montant nominal maximum annuel de 1,5 milliard d'euros et d'un montant nominal maximum par opération de 350 millions d'euros.

Il n'a pas été fait usage de cette autorisation au cours de l'exercice 2018.

7.2.4 RACHAT D'ACTIONS

■ CADRE JURIDIQUE DES PROGRAMMES DE RACHAT D'ACTIONS MIS EN ŒUVRE EN 2018

L'Assemblée Générale Mixte du 4 mai 2018 a renouvelé au profit du Conseil d'Administration pour une période de 18 mois, soit jusqu'au 3 novembre 2019, l'autorisation précédemment consentie par l'Assemblée Générale Mixte du 3 mai 2017. Cette autorisation permet à la Société, conformément aux articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, de racheter ses propres actions dans la limite de 5 % du nombre d'actions émises et en circulation au 1^{er} janvier 2018, soit 3 980 214 actions et dans la limite d'un montant global d'investissement de 378 millions d'euros. Cette même Assemblée a par ailleurs décidé que le nombre d'actions susceptibles d'être détenues par la Société, directement ou indirectement, à quelque moment que ce soit, ne pourrait dépasser 5 % des actions composant le capital. Enfin, le prix maximum d'achat a été fixé à 95 euros par action.

En application de l'article L. 225-209 alinéa 3 du Code de commerce, le Conseil d'Administration a délégué le 4 mai 2018 au Directeur Général tous pouvoirs aux fins de procéder à l'achat des actions de la Société, aux conditions et dans les limites fixées par l'Assemblée Générale.

■ OPÉRATIONS RÉALISÉES EN 2018 ⁽¹⁾

En application des dispositions de l'article L. 225-211 du Code de commerce, les opérations réalisées en 2018 dans le cadre des programmes de rachat d'actions de la Société en vigueur au cours de l'exercice sont décrites ci-après.

Opérations réalisées du 1^{er} janvier au 3 mai 2018 au titre du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée Générale Mixte du 3 mai 2017

Dans le cadre du contrat de liquidité conforme à la Charte de déontologie de l'AMAFI (Association française des marchés financiers) approuvée par décision de l'Autorité des marchés financiers du 21 mars 2011, conclu par la Société avec Rothschild & Cie Banque le 16 février 2017 (le "Contrat de Liquidité") :

- 378 633 actions ont été rachetées sur le marché à un cours moyen pondéré de 80,69 euros ; et
- 373 633 actions ont été vendues sur le marché à un cours moyen pondéré de 81,00 euros.

Par ailleurs, 19 875 actions affectées initialement à l'objectif de transfert ultérieur au titre du complément de prix des actions S&B et 2 948 actions initialement affectées à l'objectif d'attribution d'actions gratuites conditionnelles à certains salariés et mandataires

sociaux ont été réaffectées respectivement les 26 février et 30 avril 2018 à l'objectif d'annulation ultérieure.

Opérations réalisées du 4 mai au 31 décembre 2018 dans le cadre du programme de rachat d'actions en vigueur, autorisé par l'Assemblée Générale Mixte du 4 mai 2018

Dans le cadre du Contrat de Liquidité :

- 491 904 actions ont été rachetées sur le marché à un cours moyen pondéré de 65,61 euros ; et
- 416 904 actions ont été vendues sur le marché à un cours moyen pondéré de 67,47 euros.

Par ailleurs, la Société a renouvelé, le 7 juin 2018, le mandat d'acquisition de titres conclu initialement le 1^{er} juin 2016 (et renouvelé pour la première fois le 1^{er} juin 2017) avec un prestataire de services d'investissement ("PSI"), conformément aux dispositions du règlement européen n° 2273/2003, des articles 241-1 et suivants et 631-5 et suivants du Règlement général de l'AMF et de la Position de l'AMF relative à la mise en œuvre du régime de rachat d'actions.

Il est précisé qu'aucune opération d'achat ou de vente d'actions n'a été réalisée dans le cadre de ce mandat d'acquisition en 2018.

La conclusion de ce mandat ainsi que celle du Contrat de Liquidité ont fait l'objet de publications sur le site Internet de la Société les 16 février 2017 et 8 juin 2018.

Nombre d'actions auto-détenues au 31 décembre 2018

Compte tenu :

- du solde des actions auto-détenues au 1^{er} janvier 2018, soit 632 227 ;
- de la livraison, au cours de l'exercice, de 49 294 actions dans le cadre du troisième et dernier complément de prix d'acquisition du groupe S&B, et de 189 710 actions aux bénéficiaires d'actions gratuites conditionnelles définitivement acquises (pour plus de détails, voir [paragraphe 3.4.2 du chapitre 3 du Document de Référence](#)) ;
- des 870 537 actions acquises et des 790 537 actions vendues dans le cadre du Contrat de Liquidité ;
- et de l'annulation de 235 881 actions décidée par le Conseil d'Administration lors de sa séance du 13 décembre 2018 ;
- le solde des actions auto-détenues par la Société à la clôture de l'exercice, s'élevait à 237 342. Ces actions, d'une valeur nominale de 2 euros, acquises à un prix moyen pondéré de 70,75 euros, représentaient 0,30 % du capital social au 31 décembre 2018.

(1) Tous les cours et montants sont exprimés hors frais et commissions.

Il est précisé que :

- les opérations effectuées en 2018 par la Société dans le cadre de ses programmes de rachat d'actions ont été réalisées au comptant et sans qu'aucune position ouverte à l'achat ou à la vente n'ait été prise ;
- la Société n'utilise pas de produits dérivés dans le cadre de ses programmes de rachat d'actions ;
- les rachats d'actions ayant été exclusivement réalisés en 2018 dans le cadre du Contrat de Liquidité, la Société n'a enregistré aucun frais de négociation, ni acquitté de taxe sur les transactions financières au cours de l'exercice ;
- la Société a conclu le 14 février 2019 un nouveau contrat de liquidité afin de se conformer, en particulier, à la décision AMF n° 2018-01 du 2 juillet 2018 applicable depuis le 1^{er} janvier 2019.

RENOUVELLEMENT DU PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

L'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Mixte du 4 mai 2018 expirant le 3 novembre 2019, il sera proposé à l'Assemblée Générale Mixte du 10 mai 2019 de la renouveler en faveur du Conseil d'Administration, pour une nouvelle période de 18 mois, soit jusqu'au 9 novembre 2020 (*voir paragraphe 8.1.6 et section 8.4 du chapitre 8 du Document de Référence*).

Le descriptif de ce nouveau programme, établi conformément aux dispositions des articles 241-1 à 242-6 du Règlement général de l'AMF, sera adressé à l'AMF et disponible sur le site Internet de la Société (www.imerys.com – rubrique Média Center – Information Réglementée). Une copie de ce descriptif pourra également être obtenue, sur simple demande, au siège de la Société.

7.2.5 ACTIONNARIAT SALARIÉ

Au 31 décembre 2018, les salariés du Groupe détenaient, notamment dans le cadre des opérations d'actionnariat salarié mises en place par la Société, 0,63 % du capital et 0,70 % des droits de vote de la Société.

7.3 ACTIONNARIAT

7.3.1 RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL ET DES DROITS DE VOTE AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

L'évolution de la répartition du capital social et des droits de vote au cours des trois derniers exercices a été la suivante :

	Au 31 décembre 2016				Au 31 décembre 2017				Au 31 décembre 2018			
	Nombre d'actions détenues	% du capital social	Droits de vote attachés ⁽¹⁾	% des droits de vote ⁽²⁾	Nombre d'actions détenues	% du capital social	Droits de vote attachés ⁽¹⁾	% des droits de vote ⁽²⁾	Nombre d'actions détenues	% du capital social	Droits de vote attachés ⁽¹⁾	% des droits de vote ⁽²⁾
Belgian Securities BV	42 851 473	53,86	85 602 946	69,67	42 851 473	53,83	85 702 946	67,47	42 851 473	53,91	85 702 946	67,67
Blue Crest Holding SA	4 122 150	5,18	4 122 150	3,35	4 116 981	5,17	8 089 765	6,37	3 866 275	4,86	7 628 425	6,02
Salariés du Groupe	390 457	0,49	686 619	0,56	604 757	0,76	1 068 091	0,84	500 648	0,63	881 303	0,70
Auto-détention	932 821	1,17	932 821 ⁽³⁾	0,76	632 227	0,79	632 227 ⁽³⁾	0,50	237 342	0,30	237 342 ⁽³⁾	0,18
Public	31 270 973	39,30	31 530 689	25,66	31 398 847	39,44	31 526 945	24,82	32 029 956	40,30	32 201 253	25,43
Total	79 567 874	100	122 875 225	100	79 604 285	100	127 019 974	100	79 485 694	100	126 651 269	100

(1) Conformément à l'article 22 des statuts, les actions inscrites au nominatif depuis plus de deux ans bénéficient d'un droit de vote double.

(2) Les pourcentages sont calculés sur la base du nombre de droits de vote théoriques existant au 31 décembre de chaque année.

(3) Il s'agit de droits de vote théoriques, les actions autodétenues ne bénéficiant pas du droit de vote en Assemblée Générale.

7.3.2 FRANCHISSEMENTS DE SEUIL

Aucune déclaration de franchissement de seuil n'a été portée à la connaissance de la Société au cours de l'exercice 2018 et jusqu'à la date du présent Document de Référence.

À la connaissance d'Imerys, aucun actionnaire autre que ceux mentionnés au *paragraphe 7.3.1 du présent chapitre* ne détient, directement ou indirectement, à la date du présent Document de Référence, plus de 5 % du capital et des droits de vote de la Société.

7.3.3 CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ ET PACTE D'ACTIONNAIRES

■ CONTRÔLE

En raison du nombre de droits de vote détenus par la société Belgian Securities BV, contrôlée directement par la société Groupe Bruxelles Lambert et indirectement par la société Pargesa Holding SA (pour plus de détails, *voir l'organigramme présenté au paragraphe 7.3.5 du présent chapitre*), le concert Pargesa-GBL exerce un contrôle de droit sur la Société. Cette dernière estime néanmoins qu'il n'y a pas de risque que ce contrôle soit exercé de manière abusive. En effet, la Société et son Conseil d'Administration ont toujours veillé avec une grande attention au respect des intérêts de l'ensemble des actionnaires et se sont toujours appliqués à se conformer aux meilleures règles et pratiques de Gouvernance en la matière comme en atteste, notamment, le nombre d'Administrateurs indépendants au sein du Conseil d'Administration, du Comité d'Audit, du Comité des Nominations et du Comité des Rémunérations (pour plus d'informations concernant la composition du Conseil d'Administration et de ses Comités, *voir paragraphe 3.1.2 du chapitre 3 du Document de Référence*).

■ PACTE D'ACTIONNAIRES

Le 5 novembre 2014, les sociétés Groupe Bruxelles Lambert, Belgian Securities BV, Blue Crest Holding S.A. et S&B Minerals S.A. ont conclu un pacte d'actionnaires au titre de leur participation, directe ou indirecte, dans le capital de la Société. Ce pacte, soumis au droit luxembourgeois, d'une durée de sept ans renouvelable et entré en vigueur le 26 février 2015, prévoit notamment :

- un engagement de conservation d'une durée de trois ans ⁽¹⁾ des 3 728 308 actions créées en rémunération de l'apport de titres réalisé par S&B Minerals S.A. au profit d'Imerys et détenus depuis le 26 février 2015 par Blue Crest Holding SA (ainsi que les actions Imerys que cette dernière a reçu à titre de complément de prix en vertu du contrat d'acquisition en date du 5 novembre 2014) ;
- un droit de sortie conjointe consenti pour une durée de trois ans par Groupe Bruxelles Lambert à Blue Crest Holding SA, en cas de transfert d'actions Imerys par Groupe Bruxelles Lambert à un tiers ayant pour effet de réduire la participation de Groupe Bruxelles Lambert à moins de 40 % du capital d'Imerys ;

- un droit de première offre au bénéfice de Groupe Bruxelles Lambert, Blue Crest Holding SA s'étant engagée, après expiration de son engagement de conservation, à conférer à Groupe Bruxelles Lambert un droit de première offre sur les actions Imerys que Blue Crest Holding SA souhaiterait, le cas échéant, céder ;
- un droit de représentation de Blue Crest Holding SA au sein du Conseil d'Administration et du Comité Stratégique de la Société, tant que Blue Crest Holding SA détiendra au moins 3 % des actions Imerys.

Ce pacte d'actionnaires prévoit également qu'il pourrait être résilié par anticipation en cas de survenance d'un des événements suivants :

- dans le cas où Blue Crest Holding SA viendrait à détenir, directement ou indirectement, un nombre d'actions Imerys inférieur à 50 % des 3 728 308 actions créées en rémunération de l'apport de titres réalisé le 26 février 2015 ;
- en cas de résiliation par Groupe Bruxelles Lambert, ce qu'elle serait autorisée à faire si les actionnaires actuels de Blue Crest Holding SA cessaient de contrôler Blue Crest Holding SA ou cessaient de détenir, directement ou indirectement, 100 % du capital de Blue Crest Holding SA ;
- si la participation, directe ou indirecte, de Groupe Bruxelles Lambert devenait inférieure à 40 % du capital d'Imerys.

Il est précisé que ce pacte d'actionnaires n'est pas constitutif d'un concert au sens de l'article L. 233-10 du Code de commerce. Il a été communiqué à l'AMF et à la Société le 5 mars 2015 (Décision et Information de l'AMF n° 215C0360 du 27 mars 2015 disponible sur le site internet de l'AMF, www.amf-france.org).

À la date du présent Document de Référence, il n'a été fait part à la Société d'aucun autre pacte entre ses actionnaires ni d'aucun accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle.

7.3.4 IDENTIFICATION DES ACTIONNAIRES AU PORTEUR

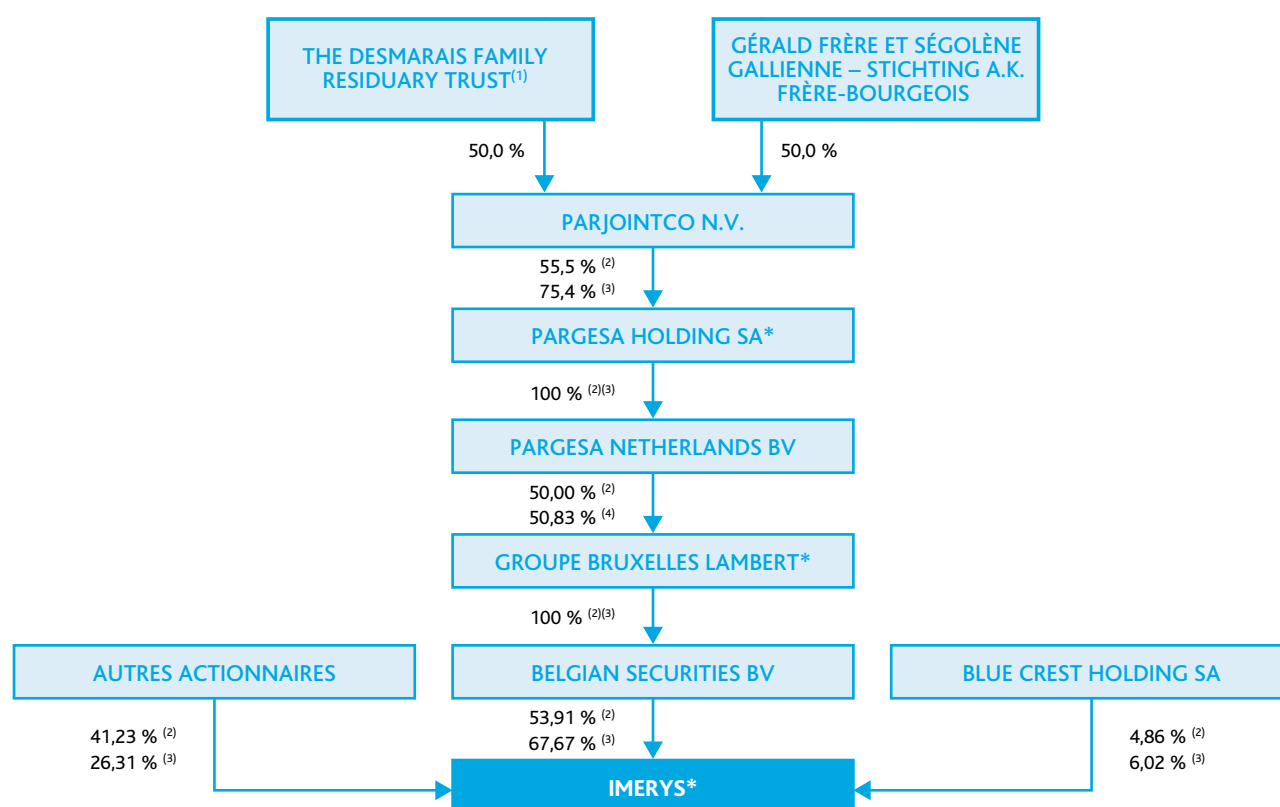
Imerys a demandé à la société Euroclear France de procéder à une enquête de Titres au Porteur Identifiables sur son capital auprès des intermédiaires financiers dont le seuil de conservation d'actions était supérieur à 30 000. Hors actionnaire de contrôle (Belgian

Securities BV), cette enquête a permis d'identifier 3 431 actionnaires détenant chacun plus de 200 titres et représentant 38,7 % du capital social au 31 décembre 2018 (dont 381 investisseurs institutionnels détenant 35,79 % du capital social).

(1) Ladite durée de trois ans ayant expiré le 26 février 2018.

7.3.5 STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT DU GROUPE

L'organigramme faisant apparaître les rattachements actionnariaux d'Imerys en capital et en droits de vote existant au 31 décembre 2018 est le suivant :



* Société cotée.

(1) À savoir Paul Desmarais Jr. et André Desmarais.

(2) Participation en capital.

(3) Participation en droits de vote.

(4) Compte tenu des droits de vote suspendus des actions détenues en auto-contrôle.

Parjointco est une société de droit néerlandais, dont le siège social est situé à Veerkade 5, 3016 DE-Rotterdam (Pays-Bas). Elle est détenue à parité et contrôlée conjointement par The Desmarais Family Residuary Trust détenu par la famille Desmarais (Canada) et par Stichting A.K. Frère Bourgeois, contrôlé par la famille Frère (Belgique).

Pargesa Holding SA est une société de droit suisse dont le siège social est situé 11, Grand-Rue, CH-1204 Genève (Suisse). Pargesa Netherlands BV est une société de droit néerlandais, dont le siège social est situé à Herengracht 483, 1017 BT Amsterdam (Pays-Bas).

Groupe Bruxelles Lambert est une société de droit belge, dont le siège social est situé Avenue Marnix 24, 1000 Bruxelles (Belgique). Belgian Securities BV est une société de droit néerlandais, dont le siège social est situé à Herengracht 555, 1017 BW Amsterdam (Pays-Bas).

Le rattachement direct d'Imerys à l'ensemble Pargesa-GBL résulte de la fusion-absorption de Parfinance par la Société, réalisée le 30 juin 1998. Parfinance était alors, et depuis déjà plusieurs années, l'actionnaire de contrôle de la Société.

Blue Crest Holding SA est une société de droit luxembourgeois dont le siège social est situé 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg (Luxembourg). Elle est détenue et contrôlée par la famille Kyriacopoulos (Grèce).

7.4 ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE

Les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique sur les titres de la Société présentés ci-après font partie intégrante du rapport sur le Gouvernement d'Entreprise visé à la [section 2.2 du chapitre 2 du Document de Référence](#). Il est précisé qu'aucun dispositif spécifique n'a été mis en place par la Société.

Structure du capital – participations directes ou indirectes dans le capital – accords entre actionnaires

Les informations concernant l'actionnariat de la Société (structure du capital, franchissements de seuil et contrôle de la Société) figurent à la [section 7.3 du présent chapitre](#).

Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou clauses de conventions portées à la connaissance de la Société

[Voir paragraphe 7.3.3 du présent chapitre](#).

Détenteurs de titres comportant des droits de contrôle spéciaux

Les statuts de la Société prévoient que les actions détenues sous la forme nominative, par le même actionnaire, depuis deux ans au moins, bénéficient d'un droit de vote double ([voir section 7.1 du présent chapitre](#)).

Mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel

Néant.

Accords entre actionnaires dont la Société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote

[Voir paragraphe 7.3.3 du présent chapitre](#).

Règles spécifiques applicables à la nomination et au remplacement des Administrateurs et à la modification des statuts

Néant.

Pouvoirs du Conseil d'Administration, notamment en matière d'émission ou de rachat d'actions

Les conditions et modalités du rachat par la Société de ses propres actions figurent aux [paragrophes 7.2.3 et 7.2.4 du présent chapitre](#).

Il est précisé que la possibilité pour le Conseil d'Administration de procéder à des rachats d'actions ou de faire usage des délégations de compétence qui lui sont conférées en périodes d'offre publique visant les titres de la Société a été exclue par les Assemblées Générales Mixtes des 3 mai 2017 et 4 mai 2018 lors du renouvellement des autorisations financières et délégations de compétence qui arrivaient à échéance.

Accords susceptibles d'être modifiés ou rompus en cas de changement de contrôle de la Société

Parmi les principaux contrats de financement de la Société ([voir note 24.5 aux états financiers consolidés](#)), certains d'entre eux contiennent une clause prévoyant, sous certaines conditions, leur remboursement anticipé en cas de changement de contrôle, ce remboursement anticipé restant néanmoins à l'initiative de la Société.

Les accords de *joint-venture* conclus par les filiales de la Société prévoient généralement une clause de sortie en cas de changement de contrôle desdites filiales.

Accords prévoyant des indemnités à verser à des membres du Conseil d'Administration ou des salariés s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle ni sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique

Les conditions et modalités de versement des indemnités susceptibles d'être dues aux membres de la Direction Générale en cas de cessation de leurs fonctions sont détaillées au [paragraphe 3.3.2 du chapitre 3 du Document de Référence](#).

7.5 MARCHÉ DES TITRES IMERYS

L'action Imerys est cotée à Euronext Paris et est éligible au Service à Règlement Différé (SRD) (code ISIN FR 0000120859-Mnemo NK). Imerys fait partie de l'indice CAC MD (Mid-60) au sein du SBF 120 représentant les 120 valeurs les plus importantes cotées à Paris (en termes de capitalisation boursière, de flottant et de capitaux échangés), ainsi que de l'indice CAC Matériaux de Base. L'action Imerys est également intégrée dans l'indice européen "Dow Jones Euro Stoxx", indice de référence global de la zone euro. Au sein du SBF 120 et du Dow Jones Euro Stoxx 600, l'action Imerys fait partie, depuis le 2 novembre 2009, du secteur général des

mines ("1 775 Activités minières générales" selon la classification ICB) et le titre est également présent dans plus de 60 indices internationaux.

Le Groupe reste par ailleurs attentif aux notations des agences d'analyse extra-financière ([voir section 5.2 du chapitre 5 du Document de Référence](#)).

Aucun titre d'une filiale d'Imerys n'est admis aux négociations d'une bourse de valeurs.

7.5.1 COURS EXTRÊMES DE 2014 À 2018

Année	Cours le plus haut* (en euros)	Cours le plus bas* (en euros)	Dernier cours de clôture de l'année (en euros)
2014	68,10	50,45	61,01
2015	73,93	56,85	64,42
2016	72,24	50,38	72,07
2017	81,54	71,40	78,54
2018	87,45	41,04	41,98

* Cours constatés en cours de séance (sources : Bloomberg et Euronext).

7.5.2 TRANSACTIONS DEPUIS JANVIER 2017

	Cours le plus haut* <i>(en euros)</i>	Cours le plus bas* <i>(en euros)</i>	Volume total des transactions mensuelles		Moyenne par séance de bourse		
			En nombre de titres	En capitaux <i>(en millions d'euros)</i>	En nombre de titres	En capitaux <i>(en millions d'euros)</i>	En nombre de transactions
2017							
Janvier	77,30	71,40	1 720 370	127,03	78 199	5,77	1 420
Février	78,66	72,66	1 887 300	142,43	94 365	7,12	1 776
Mars	80,11	73,65	2 201 228	167,03	95 706	7,26	1 635
Avril	81,54	76,70	1 697 489	134,30	94 305	7,46	1 835
Mai	79,43	75,43	2 015 028	156,19	91 592	7,10	1 712
Juin	79,44	75,46	2 337 091	181,38	106 231	8,24	1 551
Juillet	81,48	72,52	2 257 272	174,71	107 489	8,32	2 036
Août	74,62	71,75	1 629 444	119,79	70 845	5,21	1 492
Septembre	78,10	73,15	1 713 352	129,65	81 588	6,17	1 455
Octobre	79,63	75,47	1 587 711	122,07	72 169	5,55	1 413
Novembre	80,96	74,54	1 587 674	123,37	72 167	5,61	1 433
Décembre	79,81	75,60	1 251 465	97,54	65 867	5,13	1 177
Total 2017			21 885 424	1 675,51			
2018							
Janvier	86,85	78,05	1 736 353	144,40	78 925	6,56	1 073
Février	87,80	77,55	1 865 177	154,53	93 259	7,73	1 282
Mars	84,00	77,50	1 825 129	146,69	86 911	6,99	1 122
Avril	81,65	75,05	2 005 247	157,26	100 262	7,86	1 249
Mai	77,40	71,00	2 433 704	180,66	110 623	8,21	1 374
Juin	75,00	64,85	2 707 496	190,00	128 928	9,05	1 385
Juillet	69,95	64,45	2 227 391	149,29	101 245	6,79	1 084
Août	65,95	61,70	2 092 422	132,85	90 975	5,78	1 006
Septembre	65,30	58,55	2 244 191	138,22	112 210	6,91	1 039
Octobre	63,80	52,10	2 502 720	144,14	108 814	6,27	1 073
Novembre	57,40	47,20	2 552 616	130,31	116 028	5,92	1 319
Décembre	49,54	39,72	2 751 137	121,65	144 797	6,40	1 461
Total 2018			26 943 583	1 790,0			

* Cours constatés en cours de séance (Sources : Bloomberg et Euronext).

7.6 DIVIDENDES

La politique d'Imerys en matière de distribution de dividendes est fonction du résultat courant net consolidé dégagé au cours de l'exercice considéré.

En application des dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

	Exercice 2017	Exercice 2016	Exercice 2015
Résultat courant net par action	5,11 €	4,60 €	4,31 €
Dividende net par action	2,075 €	1,87 €	1,75 €
Dividende brut par action	2,075 €	1,87 €	1,75 €
Nombre d'actions ayant perçu le dividende	79 313 151	79 265 238	78 557 578
Distribution nette totale	164,6 M€	148,2 M€	137,5 M€

Imerys ne procède généralement pas à la distribution d'acompte sur dividende. Les dividendes sont versés annuellement après la tenue de l'Assemblée appelée à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice écoulé.

Le délai de prescription des dividendes non réclamés est de cinq ans à compter de la date de leur mise en paiement. Les sommes non réclamées sont versées à l'État français dans les 20 premiers jours de janvier de chaque année suivant celle de la prescription.

7.7 RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES

Imerys porte une attention particulière à ses actionnaires en veillant à les informer régulièrement de l'évolution de ses activités, de sa stratégie, de ses investissements, de ses résultats et de ses perspectives. Cette volonté se traduit par la mise à disposition et la diffusion de différents outils de communication associant les actionnaires à la vie du Groupe :

- le site Internet www.imerys.com permet de suivre en temps réel l'évolution du Groupe, le cours de l'action ; sa rubrique dédiée aux actionnaires individuels donne accès au "Guide de l'actionnaire Imerys" ;
- une Lettre aux actionnaires publiée plusieurs fois par an présente l'actualité du Groupe, ses résultats et perspectives ;
- le Rapport d'Activité Annuel ;
- le Document de Référence incluant le Rapport Financier Annuel est complété par un rapport financier semestriel ;
- le Rapport Développement Durable ;
- une ligne téléphonique et une adresse e-mail dédiées.

Édités en français et en anglais, les documents sont adressés à chaque actionnaire nominatif ainsi qu'aux actionnaires au porteur ayant souhaité les recevoir régulièrement.

L'information de la communauté financière et des actionnaires individuels sur la marche du Groupe est également réalisée par le biais d'annonces financières publiées dans la presse (supports papier et Internet), à chaque échéance de résultats et à l'occasion de la convocation des actionnaires à l'Assemblée Générale annuelle.

Imerys, par l'intermédiaire de CACEIS Corporate Trust assurant son service-titres, met à la disposition des actionnaires ayant choisi d'inscrire leurs titres au nominatif pur, un outil sécurisé de gestion de leur portefeuille d'actions via le site Internet sécurisé www.nomi.olisnet.com. Ce site leur donne notamment accès aux caractéristiques et cours de leurs valeurs en portefeuille, aux derniers mouvements et à la disponibilité de leurs actions et aux droits de vote qui y sont attachés. L'ensemble de la documentation concernant l'Assemblée Générale annuelle de la Société est disponible sur ce site, qui permet également le vote en ligne préalablement à l'Assemblée.

Imerys entretient des contacts réguliers, ouverts et transparents avec l'ensemble de la communauté financière, institutionnelle et socialement responsable au cours de rendez-vous individuels, conférences sectorielles et entretiens téléphoniques. Près de 400 investisseurs actions, obligataires et développement durable ont été rencontrés tout au long de l'année 2018 par la Direction Générale et l'équipe Relations Investisseurs aux États-Unis, en France et au Royaume-Uni, mais également en Allemagne, en Belgique, en Italie et en Suisse. Les "road shows" dans les places financières de second rang se sont poursuivis et diversifiés en 2018, afin d'élargir et de diversifier la base actionnariale d'Imerys dans des pays tels que la Finlande et l'Espagne.

La Communication Financière est rattachée à la Direction Financière du Groupe :

- Téléphone : + 33 (0) 1 49 55 64 01
- Télécopie : + 33 (0) 1 49 55 63 16
- e-mail : finance@imerys.com

Le service des titres d'Imerys est assuré par la banque :

- CACEIS Corporate Trust
14, rue Rouget-de-Lisle
92862 Issy-les-Moulineaux Cedex 9
 - Téléphone : + 33 (0) 1 57 78 34 44
 - Télécopie : + 33 (0) 1 49 08 05 80
 - e-mail : ct-contact@caceis.com

CACEIS Corporate Trust est plus particulièrement à la disposition des actionnaires nominatifs pour ce qui concerne la gestion de leurs actions Imerys.

7.8 ORGANISATION MÈRE/FILIALES

Au 31 décembre 2018, le Groupe était composé de 355 entités juridiques réparties dans 58 pays (la liste des principales entités consolidées du Groupe est présentée à la [note 25 aux états financiers consolidés](#)) ; jusqu'au 1^{er} décembre 2018, l'organisation opérationnelle du Groupe reposait sur quatre branches d'activités. La nouvelle organisation du Groupe mise en place à compter de cette date fait l'objet d'une présentation détaillée au [paragraphe 1.3.1 du chapitre 1 du Document de Référence](#).

Imerys est la société holding du Groupe ; à ce titre, elle n'exerce pas, directement, d'activité industrielle ou commerciale. Les actifs de la Société sont principalement constitués des titres de participation qu'elle détient directement dans certaines filiales du Groupe. Pour plus d'informations concernant les filiales détenues directement par la Société, [voir la note 30 aux états financiers sociaux](#).

Imerys ainsi que certains de ses holdings locaux (Belgique, Brésil, Chine, États-Unis, Royaume-Uni, Singapour) mettent à la disposition de l'ensemble des filiales du Groupe une assistance générale ainsi qu'une expertise, en particulier dans les domaines suivants :

- Achats ;
- Assurances ;
- Audit ;
- Communication ;
- Comptabilité & Contrôle de Gestion ;
- Environnement, Hygiène & Sécurité ;
- Fiscalité ;

- Technologies de l'information ;
- Innovation, Recherche & Développement ;
- Juridique ;
- Propriété Intellectuelle ;
- Ressources Humaines ;
- Stratégie ;
- Trésorerie.

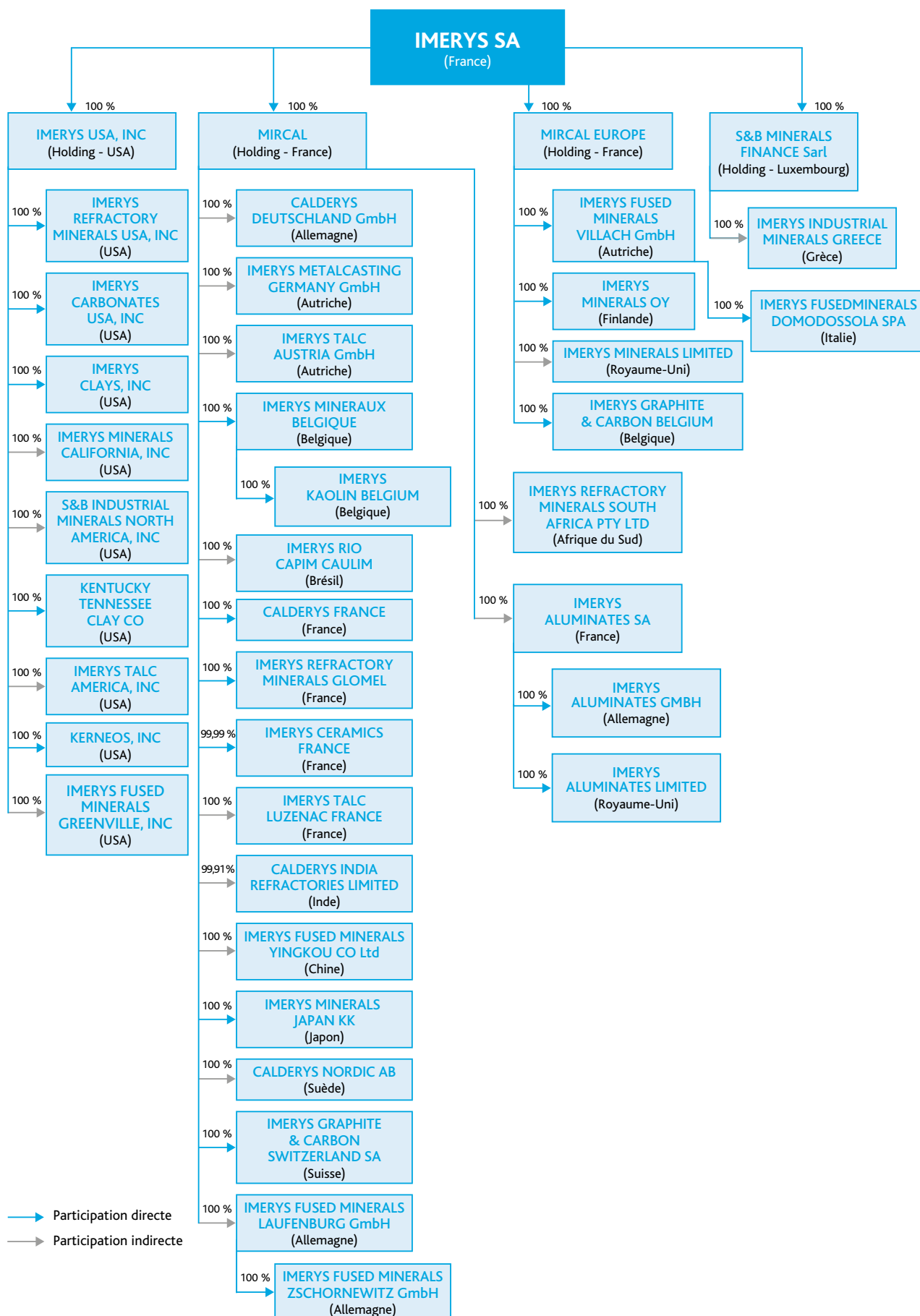
Ces prestations de services comprennent notamment : l'assistance et le conseil en réponse à des demandes ponctuelles des filiales ainsi que des études et analyses plus générales, ou encore des recommandations ou propositions d'actions à titre de prévention.

La rémunération de ces services est déterminée sur la base des coûts engagés dans ce cadre par Imerys et ses holdings locaux et répartis entre les filiales bénéficiaires des prestations, soit au prorata de leur chiffre d'affaires rapporté au chiffre d'affaires global de leur activité opérationnelle d'appartenance, soit au prorata des effectifs. En outre, les coûts externes engagés spécifiquement pour le compte d'une filiale ainsi que les coûts des salariés détachés dans une filiale sont affectés distinctement à ladite filiale. La Société a facturé au cours de l'exercice 2018, au titre des services rendus directement à ses filiales, un montant global net de 62,6 millions d'euros. Imerys est également la société tête de groupe de l'intégration fiscale des sociétés françaises du Groupe dont le capital social est détenu à plus de 95 % par Imerys ([voir note 8 aux états financiers sociaux](#)).

7 INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ ET LE CAPITAL

ORGANISATION MÈRE/FILIALES

L'organigramme simplifié présenté ci-après fait apparaître les principales filiales opérationnelles du Groupe dont le chiffre d'affaires brut était, au 31 décembre 2018, supérieur à 50 millions d'euros.



8

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 10 MAI 2019

8.1 PRÉSENTATION DES RÉSOLUTIONS PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

300

8.1.1 Exercice 2018 – Comptes annuels et affectation du résultat	300
8.1.2 Conventions et engagements réglementés	300
8.1.3 Principes et critères de détermination des éléments de rémunération des dirigeants mandataires sociaux	302
8.1.4 Éléments de rémunération due ou attribuée en 2018 aux dirigeants mandataires sociaux	302
8.1.5 Composition du Conseil d'Administration	307
8.1.6 Programme de rachat d'actions et annulation des actions autodétenues	307
8.1.7 Autorisations financières	308
8.1.8 Augmentations de capital réservées aux adhérents à un plan d'épargne entreprise de la Société ou du Groupe	310
8.1.9 Modification statutaire	310
8.1.10 Pouvoirs	310

8.2 RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

311

8.2.1 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et/ou de diverses valeurs mobilières avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription	311
8.2.2 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de la Société ou de son Groupe	313
8.2.3 Rapport des Commissaires aux comptes sur la réduction du capital	314

8.3 ORDRE DU JOUR

315

Partie ordinaire	315
Partie extraordinaire	315

8.4 PROJETS DE RÉOLUTION

316

Partie ordinaire	316
Partie extraordinaire	319

8.1 PRÉSENTATION DES RÉSOLUTIONS PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les résolutions arrêtées par le Conseil d'Administration lors de sa séance du 13 février 2019 et qu'il vous est proposé d'adopter, relèvent pour les résolutions 1 à 12, 19 et 24 de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire, et pour les résolutions 13 à 18 et 20 à 23 de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

En application des dispositions des articles L. 225-37, L. 225-37-2 et L. 225-100 du Code de commerce, les [paragraphe 8.1.3](#), [8.1.4 et la section 8.4 du présent chapitre](#) font partie intégrante du rapport sur le Gouvernement d'Entreprise visé à la [section 2.2 du chapitre 2 du Document de Référence](#).

8.1.1 EXERCICE 2018 – COMPTES ANNUELS ET AFFECTATION DU RÉSULTAT

(Trois résolutions relevant de la partie ordinaire de l'Assemblée Générale)

Nous soumettons en premier lieu à votre approbation les comptes annuels de la Société (**première résolution**) ainsi que les comptes consolidés du Groupe (**deuxième résolution**) pour l'exercice 2018.

La présentation de ces comptes, l'exposé de la situation financière, de l'activité et des résultats du Groupe et de la Société au cours de l'exercice écoulé, ainsi que les diverses informations prescrites par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, figurent aux [chapitres 2 et 6 du Document de Référence](#).

Vous êtes ensuite appelés à statuer sur l'affectation du résultat de la Société pour l'exercice 2018 (**troisième résolution**). Le résultat net de la Société de cet exercice s'élève à 72 901 776,86 euros, auquel s'ajoute le montant du report à nouveau figurant au bilan de 396 662 784,94 euros, formant ainsi un total distribuable de 469 564 561,80 euros. Le Conseil d'Administration vous propose de verser un dividende de 2,15 euros par action, soit une hausse de 3,6 % par rapport à celui versé en 2018 au titre de l'exercice précédent.

Il est précisé que le montant total du dividende distribué serait ajusté en fonction du nombre d'actions émises depuis le 1^{er} janvier 2019 à la suite de levées d'options de souscription d'actions, ayant droit au dividende de l'exercice 2018 à la date de paiement de ce dividende. Le montant affecté au report à nouveau serait en conséquence arrêté sur la base du montant total du dividende effectivement mis en paiement. Par ailleurs, si la Société était appelée à détenir certaines de ses propres actions au jour de la mise en paiement du dividende, les sommes correspondant aux dividendes qui n'auraient pas été distribuées de ce fait, seraient affectées au report à nouveau.

Le dividende serait mis en paiement à compter du 22 mai 2019.

En application des dispositions de l'article 243 *bis* du Code général des impôts, la totalité du dividende proposé au titre de l'exercice 2018 sera éligible à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, prévu à l'article 158-3-2° du Code général des impôts, sous réserve que le contribuable ait exercé l'option pour l'imposition des dividendes au barème de l'impôt sur le revenu, prévue à l'article 200-A-2 dudit Code.

Les dividendes versés au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice clos le :	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Dividende net par action	2,075 €*	1,87 €*	1,75 €*
Nombre d'actions ayant perçu le dividende	79 313 151	79 265 238	78 557 578
Distribution nette totale	164,6 M€	148,2 M€	137,5 M€

* Montant éligible à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, prévu à l'article 158-3-2° du Code général des impôts.

8.1.2 CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

(Deux résolutions relevant de la partie ordinaire de l'Assemblée Générale)

En application des dispositions de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous vous demandons de bien vouloir statuer sur le rapport spécial des Commissaires aux comptes portant sur les conventions et engagements réglementés visés aux articles L. 225-38

et suivants du Code de commerce reproduit au [paragraphe 2.3.3 du chapitre 2 du Document de Référence](#) et soumettons à votre approbation les engagements pris et les conventions conclues au cours de l'exercice 2018 et dont il est fait état dans ledit rapport.

8.1.2.1 ENGAGEMENTS PRIS EN FAVEUR DE CONRAD KEIJZER EN 2018

En application des dispositions de l'article L. 225-42-1 du Code de commerce, vous êtes appelés à vous prononcer sur les engagements pris par la Société en faveur de Conrad Keijzer en sa qualité de Directeur Général Délégué nommé le 8 mars 2018 puis de Directeur Général de la Société à compter du 4 mai 2018, et autorisés par le Conseil d'Administration, sur les recommandations du Comité des Rémunérations, lors de sa séance du 8 mars 2018 (**quatrième résolution**) :

Indemnité de départ

Le contrat de mandataire social de Conrad Keijzer prévoit le versement par la Société d'une éventuelle indemnité de rupture en cas de départ contraint lié à un changement de contrôle ou à un changement de stratégie ou à un désaccord majeur sur ceux-ci. Aucune indemnité ne serait due en cas de départ volontaire de Conrad Keijzer, s'il avait la possibilité de faire valoir à brève échéance ses droits à la retraite ou en cas de faute grave ou lourde de sa part.

Le montant maximum de cette indemnité serait calculé sur la base de deux années de rémunération (fixe et variable) en cas d'une durée de mandat supérieure à deux années. Le versement de cette indemnité serait soumis, et proportionné, à une condition de performance appréciée sur la base de la moyenne arithmétique des pourcentages de réalisation des seuls critères quantitatifs des trois derniers exercices, tels que fixés pour la détermination de la rémunération variable au titre de chacun de ces exercices, comme suit :

- si le pourcentage moyen (calculé sur les 3 derniers exercices concernés) d'atteinte de ces objectifs était inférieur à 40 %, aucune indemnité ne serait due ;
- si ce pourcentage était supérieur à 80 %, l'indemnité maximale serait due.

8.1.2.2 ENGAGEMENTS PRIS EN FAVEUR DE GILLES MICHEL EN 2018

En application des dispositions de l'article L. 225-46 du Code de commerce, vous êtes appelés à vous prononcer sur la rémunération exceptionnelle accordée par la Société à Gilles Michel, en sa qualité de Président du Conseil d'Administration, telle qu'autorisée par le Conseil d'Administration lors de sa séance du 4 mai 2018 (**cinquième résolution**).

Afin d'assurer la bonne transition au sein de la Direction Générale du Groupe, le Conseil d'Administration a, sur les recommandations du Comité des Rémunérations, confié à Gilles Michel, en sa qualité de Président du Conseil d'Administration, une mission particulière d'accompagnement de Conrad Keijzer, nommé Directeur Général le 4 mai 2018. Cette mission, d'un montant maximum fixé à 150 000 euros et dont la qualité de réalisation devait être appréciée sur la base de critères qualitatifs et mesurée par des consultants indépendants spécialisés, constitue un engagement réglementé que nous soumettons donc à votre approbation en application de l'article L. 225-46 du Code de commerce (pour plus de détail, [voir paragraphes 3.1.2 et 3.3.2.2 du chapitre 3 du Document de Référence](#)). Le montant final de cette mission a été arrêté par le Conseil d'Administration lors de séance du 13 février 2019 à un montant de 150 000 euros ; son versement

Clause de non-concurrence

Conrad Keijzer est tenu à une obligation de non-concurrence d'une durée de deux ans à compter de la date de cessation de ses fonctions de Directeur Général, sans contrepartie autre que son éventuelle indemnité de départ.

Régime supplémentaire de retraite

Conrad Keijzer est bénéficiaire du régime de retraite supplémentaire à cotisations définies mis en place par la Société à compter du 1^{er} octobre 2009 qui prévoit une cotisation de 8 % de la rémunération des salariés éligibles, plafonnée à 8 PASS, et est alimenté conjointement par le bénéficiaire à hauteur de 3 % et par la Société à hauteur de 5 %.

Garantie sociale

Enfin, Conrad Keijzer bénéficie de la garantie sociale des chefs et dirigeants d'entreprise (GSC).

En dehors de ces dispositions, la Société n'a pris aucun autre engagement visé à l'article L. 225-42-1 du Code de commerce au bénéfice de Conrad Keijzer à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ses fonctions de Directeur Général Délégué, puis de Directeur Général.

est conditionné à l'approbation de la présente Assemblée Générale ([voir paragraphe 8.1.4 et section 8.4 du présent chapitre](#)).

Nous vous informons par ailleurs que, lors de sa séance du 13 février 2019, le Conseil d'Administration a, conformément aux dispositions légales, réexaminé l'ensemble des autres conventions et engagements réglementés autorisés et conclus par la Société au cours d'exercices antérieurs et qui s'étaient poursuivis en 2018.

Le Conseil d'Administration a ainsi constaté que les engagements pris au bénéfice de Gilles Michel, à raison de son mandat de Président-Directeur Général s'étaient poursuivis jusqu'au 4 mai 2018, date de cessation de ses fonctions de Directeur Général, étant précisé que l'engagement pris par la Société au titre du régime de retraite supplémentaire à prestations définies au bénéfice de Gilles Michel perdurait au 31 décembre 2018 en attente de la complète liquidation de ses droits (ce régime est décrit au [paragraphe 3.3.2 du chapitre 3 du Document de Référence](#)).

L'ensemble des conventions et engagements réglementés conclus par la Société fait l'objet d'une présentation détaillée dans le Rapport spécial des Commissaires aux comptes reproduit au [paragraphe 2.3.3 du chapitre 2](#) ainsi qu'au [paragraphe 3.3.2 du chapitre 3 du Document de Référence](#).

8.1.3 PRINCIPES ET CRITÈRES DE DÉTERMINATION DES ÉLÉMENTS DE RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX

(Une résolution relevant de la partie ordinaire de l'Assemblée Générale)

En application des dispositions de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, vous êtes appelés à approuver les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux dirigeants mandataires sociaux (**sixième résolution**). Ces éléments pour 2019 comprennent ceux retenus en 2018 complétés de l'éventuelle mise à disposition

d'un logement de fonction à tout dirigeant mandataire social, telle que décidée par le Conseil d'Administration lors de sa séance du 13 février 2019, sur proposition du Comité des Rémunérations.

La politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2019 fait l'objet d'une présentation détaillée au [paragraphe 3.3.2.1 du chapitre 3 du Document de Référence](#).

8.1.4 ÉLÉMENTS DE RÉMUNÉRATION DUE OU ATTRIBUÉE EN 2018 AUX DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX

(Deux résolutions relevant de la partie ordinaire de l'Assemblée Générale)

En application des dispositions de l'article L. 225-100 du Code de commerce, vous êtes appelés à statuer sur les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 aux dirigeants mandataires sociaux.

Les éléments présentés ci-après, conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-3, font partie intégrante du rapport sur le Gouvernement d'Entreprise visé à la [section 2 du chapitre 2 du Document de Référence](#). Il est précisé que le versement des éléments de rémunération variables ou exceptionnels dus aux dirigeants mandataires sociaux au titre de l'exercice 2018 est conditionné à votre approbation.

8.1.4.1 ÉLÉMENTS DE RÉMUNÉRATION VERSÉS OU ATTRIBUÉS AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018 À CONRAD KEIJZER, DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ DU 8 MARS AU 4 MAI 2018, PUIS DIRECTEUR GÉNÉRAL À COMPTER DE CETTE DATE (SEPTIÈME RÉOLUTION)

Éléments de rémunération	Montants ou valorisation comptable	Présentation
Rémunération fixe	Annuelle : 700 000 € Prorata temporis : 570 076 €	Rémunération fixe brute annuelle arrêtée par le Conseil d'Administration le 8 mars 2018.
Rémunération variable annuelle	500 347 € attribués en 2019 au titre de l'exercice 2018	<p>Le Conseil d'Administration a apprécié, lors de sa réunion du 13 février 2019, et sur les recommandations du Comité des Rémunérations, l'atteinte par Conrad Keijzer des critères quantitatifs et qualitatifs qui lui avaient été fixés pour 2018 en vue de déterminer le montant de sa rémunération variable au titre de cet exercice. Les critères quantitatifs retenus pour 2018 étaient liés à l'atteinte d'un objectif de résultat courant net, de cash-flow libre opérationnel et de retour sur capitaux employés du Groupe, à hauteur, respectivement, de 50 %, 30 % et 20 %.</p> <p>Les critères qualitatifs étaient assis sur la réalisation d'objectifs liés à la qualité d'exécution de la stratégie du Groupe, la poursuite de sa croissance, la mise en œuvre de certains programmes de gestion des talents et au succès de son intégration en tant que Directeur Général.</p> <p>Le montant résultant de la mesure de l'atteinte des critères quantitatifs a été calculé sur une assiette de référence égale à 100 % de la rémunération annuelle fixe et affecté d'un coefficient compris entre 0,8 et 1,2 en fonction de la réalisation des critères qualitatifs, étant précisé que le pourcentage global d'atteinte des critères quantitatifs pouvait être augmenté ou diminué de 3 % en fonction de la réalisation d'un objectif spécifique lié à la sécurité au travail, commun à tous les cadres dirigeants du Groupe.</p> <p>La rémunération variable totale pouvant être attribuée est plafonnée à 132 % de la rémunération fixe annuelle.</p> <p>Le montant de la rémunération variable de Conrad Keijzer au titre de l'exercice 2018 s'élève en conséquence à 500 347 euros, correspondant à un pourcentage de 87,8 % de sa rémunération fixe versée en 2018. Cette somme résulte de l'atteinte à 71,6 % des critères quantitatifs et à 95,8 % des critères qualitatifs, après déduction des 3 % liés à la sécurité au travail.</p> <p>Ce montant sera versé à Conrad Keijzer, sous réserve de l'approbation de la 7^e résolution soumise au vote de l'Assemblée Générale du 10 mai 2019. Pour plus d'informations, voir paragraphe 3.3.2.2 du chapitre 3 du Document de Référence.</p>
Prime d'impatriation	321 127 €	Conrad Keijzer bénéficie d'une prime d'impatriation annuelle, égale à 30 % de sa rémunération fixe et variable versée au titre de chaque exercice considéré. A titre d'acompte, Conrad Keijzer a perçu 342 047 € en 2018 qui sera régularisé lors du versement de la rémunération variable annuelle.
Rémunération variable pluriannuelle en numéraire	N/A	Le Directeur Général n'a perçu aucune rémunération variable pluriannuelle.

Éléments de rémunération	Montants ou valorisation comptable	Présentation
Rémunération exceptionnelle	N/A	Le Directeur Général n'a perçu aucune rémunération exceptionnelle.
Options de souscription d'actions, actions de performance ou tout autre élément de rémunération de long terme	Options : N/A	Aucune option de souscription d'actions n'a été attribuée par la Société en 2018 à son Directeur Général.
	Actions de performance 1 671 300 € (valorisation comptable)	<p>Le Conseil d'Administration lors de sa séance du 4 mai 2018 a, sur les recommandations du Comité des Rémunérations, décidé d'attribuer à Conrad Keijzer, dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 4 mai 2018 (14^e résolution), 30 000 actions de performance Imerys, représentant 0,04 % du capital social à cette date.</p> <p>Ces actions sont conditionnées à l'atteinte des mêmes objectifs de performance économique que ceux prévus dans le cadre du plan général d'actions de performance 2018 destiné aux cadres dirigeants du Groupe. Ces objectifs (pondérés sur une base 50/50) sont liés à la progression du Résultat Courant Net (RCN) par action et du Retour sur Capitaux Employés (RCE) du Groupe au cours de la période 2018-2020.</p> <p>Pour plus d'informations, voir paragraphe 3.4.2 du chapitre 3 du Document de Référence.</p>
Jetons de présence	N/A	Le Directeur Général ne perçoit pas de jetons de présence.
Avantages de toute nature	46 012 € (valorisation comptable)	Les avantages en nature dont a bénéficié le Directeur Général en 2018 comprennent la mise à disposition d'un logement de fonction à compter du 1 ^{er} septembre 2018, d'une voiture de fonction avec chauffeur ainsi que les cotisations au régime Garantie Sociale des chefs et dirigeants d'entreprise.
Indemnité de prise de fonction	N/A	Conrad Keijzer n'a perçu aucune indemnité de prise de fonction à l'occasion de sa nomination en qualité de Directeur Général Délégué le 8 mars 2018 puis de Directeur Général le 4 mai 2018.
Indemnité de départ	0 €	<p>Une indemnité de rupture serait due à Conrad Keijzer en cas de départ contraint lié à un changement de contrôle ou à un changement de stratégie ou à un désaccord majeur sur ceux-ci. Aucune indemnité ne lui serait due en cas de départ volontaire, s'il avait la possibilité de faire valoir à brève échéance ses droits à la retraite ou en cas de faute grave ou lourde de sa part.</p> <p>Le montant maximum de cette indemnité serait calculé sur la base de deux années de rémunération (fixe et variable) en cas d'une durée de mandat supérieure à deux années. Le versement de cette indemnité serait soumis, et proportionné, à une condition de performance appréciée sur la base de la moyenne arithmétique des pourcentages de réalisation des seuls critères quantitatifs des trois derniers exercices, tels que fixés pour la détermination de la rémunération variable au titre de chacun des exercices, comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ si le pourcentage moyen (calculé sur les 3 derniers exercices concernés) d'atteinte de ces objectifs était inférieur à 40 %, aucune indemnité ne serait due ; ■ si ce pourcentage était supérieur à 80 %, l'indemnité maximale serait due. <p>Pour plus d'informations, voir paragraphe 3.3.2.1 du chapitre 3 du Document de Référence.</p>
Indemnité de non-concurrence	N/A	Conrad Keijzer est tenu à une obligation de non-concurrence d'une durée de deux ans à compter de la date de cessation de ses fonctions de Directeur Général, sans contrepartie autre que son éventuelle indemnité de départ.
Régime de retraite supplémentaire	0 €	<p>Conrad Keijzer est bénéficiaire du régime de retraite supplémentaire à cotisations définies mis en place par la Société à compter du 1^{er} octobre 2009 qui prévoit une cotisation de 8 % de la rémunération des salariés éligibles, plafonnée à 8 PASS, et est alimenté conjointement par le bénéficiaire à hauteur de 3 % et par la Société à hauteur de 5 %.</p> <p>Pour plus d'informations, voir paragraphe 3.3.2.1 du chapitre 3 du Document de Référence.</p>

8.1.4.2 ÉLÉMENTS DE RÉMUNÉRATION VERSÉS OU ATTRIBUÉS AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018 À GILLES MICHEL, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL JUSQU'AU 4 MAI 2018, PUIS PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À COMPTER DE CETTE DATE (HUITIÈME RÉOLUTION)

Éléments de rémunération	Montants ou valorisation comptable	Présentation
Rémunération fixe	Annuelle : 800 000 € Prorata temporis : 278 261 €	Rémunération fixe brute annuelle arrêtée par le Conseil d'Administration le 8 mars 2018, inchangée depuis 2010, applicable jusqu'au 4 mai 2018.
Rémunération variable annuelle	246 635 € attribués en 2019 au titre de l'exercice 2018	<p>Le Conseil d'Administration a apprécié, lors de sa réunion du 13 février 2019, et sur les recommandations du Comité des Rémunérations, l'atteinte par Gilles Michel, au titre de ses fonctions de Président-Directeur Général jusqu'au 4 mai 2018, des critères quantitatifs et qualitatifs qui lui avaient été fixés pour 2018 en vue de déterminer le montant de sa rémunération variable au titre de cet exercice. Les critères quantitatifs retenus pour 2018 étaient liés à l'atteinte d'un objectif de résultat courant net, de cash-flow libre opérationnel et de retour sur capitaux employés du Groupe, à hauteur, respectivement, de 50 %, 30 % et 20 %.</p> <p>Les critères qualitatifs étaient assis sur la réalisation d'objectifs liés à la qualité d'exécution de la stratégie du Groupe, la poursuite de sa croissance, et la mise en œuvre de certains programmes de gestion des talents.</p> <p>Le montant résultant de la mesure de l'atteinte des critères quantitatifs a été calculé sur une assiette de référence égale à 100 % de la rémunération annuelle fixe et affecté d'un coefficient compris entre 0,8 et 1,2 en fonction de la réalisation des critères qualitatifs, étant précisé que le pourcentage global d'atteinte des critères quantitatifs pouvait être augmenté ou diminué de 3 % en fonction de la réalisation d'un objectif spécifique lié à la sécurité au travail, commun à tous les cadres dirigeants du Groupe.</p> <p>La rémunération variable totale pouvant être attribuée est plafonnée à 132 % de la rémunération fixe annuelle.</p> <p>Le montant de la rémunération variable de Gilles Michel au titre de l'exercice 2018 s'élève en conséquence à 246 635 euros, correspondant à un pourcentage de 88,6 % de sa rémunération fixe versée en 2018. Cette somme résulte de l'atteinte à 71,6 % des critères quantitatifs et à 100 % des critères qualitatifs, après déduction des 3 % liés à la sécurité au travail.</p> <p>Ce montant sera versé à Gilles Michel, sous réserve de l'approbation de la 8^e résolution soumise au vote de l'Assemblée Générale du 10 mai 2019.</p> <p>Pour plus d'informations, voir paragraphe 3.3.2.2 du chapitre 3 du Document de Référence.</p>
Rémunération variable pluriannuelle en numéraire	N/A	Gilles Michel n'a perçu aucune rémunération variable pluriannuelle.
Rémunération exceptionnelle	150 000 €	<p>Le Conseil d'Administration a apprécié, lors de sa réunion du 13 février 2019, la qualité de réalisation de la mission particulière d'accompagnement de Conrad Keijzer qui avait été confiée à Gilles Michel par le Conseil d'Administration le 4 mai 2018.</p> <p>Sur les recommandations du Comité des Rémunérations, le Conseil d'Administration a décidé de verser à Gilles Michel un montant de 150 000 euros.</p> <p>Ce montant sera versé à Gilles Michel, sous réserve de l'approbation des 5^e et 8^e résolutions soumises au vote de l'Assemblée Générale du 10 mai 2019.</p> <p>Pour plus d'informations, voir paragraphe 3.3.2.2 du chapitre 3 du Document de Référence et paragraphe 8.1.2.2 du présent chapitre.</p>

Éléments de rémunération	Montants ou valorisation comptable	Présentation
Options de souscription d'actions, actions de performance ou tout autre élément de rémunération de long terme	Options : N/A	Aucune option de souscription d'actions n'a été attribuée par la Société en 2018 à Gilles Michel.
	Actions de performance : N/A	Aucune action de performance n'a été attribuée à Gilles Michel en 2018. Eu égard aux actions de performance précédemment attribuées à Gilles Michel et dont les conditions d'acquisition ne sont pas encore remplies à date, la condition de présence de Gilles Michel au sein du Groupe prévue par les règlements des plans d'attributions dont il était bénéficiaire, a été levée, à titre dérogatoire, à compter du 4 mai 2018. L'ensemble des autres termes et conditions, notamment relatifs à la performance et à la période d'acquisition, des plans concernés ont été maintenus. Pour plus d'informations, voir paragraphe 3.4.2 du chapitre 3 du Document de Référence .
Jetons de présence	65 514 € net (93 591 € brut) (Prorata temporis)	Conformément au barème révisé des jetons de présence du Conseil et de ses Comités, arrêté par le Conseil d'Administration le 4 mai 2018, Gilles Michel perçoit depuis cette date, en sa qualité de Président du Conseil d'Administration, un montant annuel fixe de 100 000 euros, augmenté des jetons de présence attribués aux autres Administrateurs pour leur participation aux séances du Conseil et du Comité Stratégique dont il est membre. Pour plus d'informations, voir paragraphe 3.3.1 du chapitre 3 du Document de Référence .
Avantages de toute nature	6 315 € (valorisation comptable)	Les avantages en nature dont a bénéficié Gilles Michel jusqu'au 4 mai 2018 comprenaient la mise à disposition d'une voiture de fonction avec chauffeur ainsi que les cotisations au régime Garantie Sociale des chefs et dirigeants d'entreprise.
Indemnité de départ	N/A	Aucune indemnité de fin de contrat n'est due à Gilles Michel.
Indemnité de non-concurrence	N/A	Gilles Michel n'est pas soumis à une clause de non-concurrence
Régime de retraite supplémentaire	11,45 M€	Gilles Michel demeure éligible en 2018 au régime de retraite supplémentaire à prestations définies mis en place par la Société jusqu'à la complète perception des droits dont il bénéficie et qu'il a fait valoir à compter du 1 ^{er} juin 2018.

8.1.5 COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

(Trois résolutions relevant de la partie ordinaire de l'Assemblée Générale)

Viennent à échéance à l'issue de la présente Assemblée les mandats d'Administrateur d'Odile Desforbes, de Lucile Ribot et de Ian Gallienne.

Lors de sa séance du 13 février 2019, après examen et avis rendu par le Comité des Nominations, le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale du 10 mai 2019 de renouveler pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée, en 2022, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021, les mandats d'Administrateurs d'Odile Desforbes, de Lucile Ribot et Ian Gallienne (**neuvième à onzième résolutions**).

Nous vous informons que les informations et renseignements professionnels concernant les Administrateurs dont il est proposé de renouveler le mandat figurent au [paragraphe 3.1.3 du chapitre 3 du Document de Référence](#).

Conformément aux principes retenus par la Société quant à la qualification d'indépendance de ses Administrateurs, et après examen individuel de leur situation personnelle, le Conseil d'Administration, sur proposition du Comité des Nominations, a reconnu cette qualité à Odile Desforbes et Lucile Ribot, mais ne l'a pas reconnue à Ian Gallienne (pour plus de détails, [voir paragraphe 3.1.2 du chapitre 3 du Document de Référence](#)).

En conséquence, à l'issue de l'Assemblée Générale du 10 mai 2019, et sous réserve de l'approbation des propositions ci-avant, le Conseil d'Administration sera composé des 14 membres suivants :

Année de fin de mandat	Nom	Membre indépendant
2020	Aldo Cardoso	Oui
	Paul Desmarais III	Non
	Marion Guillou	Oui
	Colin Hall	Non
	Martina Merz	Oui
	Éliane Augelet-Petit, Administrateur représentant les salariés	N/A
	Éric d'Ortona, Administrateur représentant les salariés	N/A
2021	Conrad Keijzer	Non
	Ulysses Kyriacopoulos	Non
	Gilles Michel	Non
	Marie-Françoise Walbaum	Oui
2022	Odile Desforbes	Oui
	Ian Gallienne	Non
	Lucile Ribot	Oui

8.1.6 PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS ET ANNULATION DES ACTIONS AUTODÉTENUES

(Deux résolutions, l'une relevant de la partie ordinaire de l'Assemblée Générale et l'autre relevant de la partie extraordinaire de l'Assemblée Générale)

Programme de rachat d'actions

L'autorisation de racheter des actions de la Société, donnée au Conseil d'Administration pour une durée de dix-huit mois par l'Assemblée Générale Mixte du 4 mai 2018, expirera le 3 novembre 2019 ; il vous est donc proposé de la renouveler dès à présent conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, des articles 241-1 à 241-7 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers ("AMF") et du règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement Européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché (**douzième résolution**).

✓ Pour plus d'informations concernant la mise en œuvre par la Société de ses programmes de rachat d'actions en 2018, [voir paragraphe 7.2.4 du chapitre 7 du Document de Référence](#).

Cette autorisation permettrait au Conseil d'Administration de racheter un nombre maximum d'actions de la Société représentant 10 % du nombre d'actions en circulation au 1^{er} janvier 2019 (soit 7 948 569 actions), en vue principalement :

- de procéder à leur annulation ultérieure par réduction du capital de la Société, sous réserve de l'approbation de la vingt-deuxième résolution qu'il vous est proposé d'adopter ;
- d'assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et/ou de plans d'attribution d'actions gratuites ainsi que toutes allocations d'actions au titre de plans d'actionnariat mis en place par la Société (ou plans assimilés) ou au titre de la participation à ses résultats, à des salariés, anciens salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées en application des articles L. 225-180 et L. 233-16 du Code de commerce, dans le cadre des régimes légaux en vigueur ou de plans *ad hoc* mis en place par la Société ;

- de remettre ou échanger les actions achetées à l'occasion, notamment, de l'exercice de droits ou de l'émission de titres ou de valeurs mobilières donnant droit par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions ;
- d'animer le marché par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant au nom et pour le compte de la Société dans le cadre, notamment, d'un contrat de liquidité conforme à une Charte de Déontologie reconnue par l'AMF ;
- et, plus généralement, d'opérer dans tout autre but autorisé ou qui viendrait à être autorisé par la loi, et/ou mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'AMF.

Le nombre d'actions susceptible d'être détenu, directement ou indirectement, à quelque moment que ce soit, ne pourrait dépasser 10 % des actions composant le capital de la Société. Enfin, le prix maximum d'achat serait de 85 euros par action, représentant ainsi un montant d'investissement maximum de 675,6 millions d'euros.

Les acquisitions pourraient être effectuées par tous moyens, y compris par transfert de blocs ou l'utilisation de produits dérivés et à tous moments à l'exclusion des périodes d'offre publique visant les titres de la Société.

Le descriptif de ce nouveau programme, établi conformément aux dispositions des articles 241-1 à 242-7 du Règlement général de l'AMF, sera disponible sur le site Internet de la Société (www.imerys.com – rubrique Média Center – Information Réglementée) préalablement à la tenue de l'Assemblée Générale du 10 mai 2019 et pourra également être obtenu, sur simple demande, au siège de la Société.

Annulation d'actions autodétenues

Il vous est également proposé au titre de la **vingt-deuxième résolution** de renouveler l'autorisation donnée au Conseil d'Administration d'annuler tout ou partie des actions auto-détenues par la Société au titre de ses programmes de rachat d'actions, dans la limite de 10 % de son capital par période de 24 mois, en procédant à une réduction corrélative de son capital social et en imputant la différence entre la valeur d'achat des titres annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles.

8.1.7 AUTORISATIONS FINANCIÈRES

(Huit résolutions, une relevant de la partie ordinaire de l'Assemblée Générale, les sept autres relevant de la partie extraordinaire de l'Assemblée Générale)

Le Conseil d'Administration dispose d'un ensemble d'autorisations financières, renouvelées en dernier lieu par l'Assemblée Générale Mixte du 3 mai 2017, lui permettant d'augmenter les capitaux propres de la Société au moyen de l'émission d'actions ou de toutes valeurs mobilières représentatives de créances ou donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions de la Société, avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription, ou encore par incorporation de réserves, primes, bénéfices ou autres (le tableau synthétique des délégations et autorisations financières en vigueur à ce jour figure au [paragraphe 7.2.3 du chapitre 7 du Document de Référence](#)).

Comme par le passé, ces autorisations financières ont été conçues pour donner au Conseil d'Administration la plus grande latitude et la plus grande flexibilité afin de décider des modalités d'émission les plus favorables et appropriées au développement de la Société et de son Groupe et les plus adaptées à l'évolution du marché et au contexte financier du moment.

Ces délégations et autorisations arriveront à échéance le 2 juillet 2019. Il vous est donc proposé de les renouveler selon des conditions similaires telles que présentées ci-après (le tableau récapitulatif des délégations et autorisations financières dont le renouvellement vous est proposé figure au [paragraphe 7.2.3 du chapitre 7 du Document de Référence](#)). Ces nouvelles délégations et autorisations seraient accordées pour une durée de 26 mois et se substitueraient à celles précédemment données par l'Assemblée Générale Mixte du 3 mai 2017, qui seraient ainsi privées d'effet.

Enfin, nous vous informons que, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, le Conseil d'Administration ne pourrait faire usage de ces délégations ou autorisations en cas de dépôt

d'une offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

Émissions d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription

La **treizième résolution** vise le renouvellement de la délégation de compétence conférée au Conseil d'Administration en vue d'émettre des actions ordinaires ou toutes autres valeurs mobilières avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires. Le Conseil d'Administration vous propose de maintenir le plafond des augmentations de capital pouvant être ainsi réalisées à 75 millions d'euros (soit environ 47 % du capital social au 31 décembre 2018). Le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être émises en vertu de cette délégation ne pourrait être supérieur à 1 milliard d'euros étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputerait sur le plafond global d'émission de titres d'emprunt fixé dans la vingtième résolution.

Émissions d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription

Le renouvellement de la délégation de compétence conférée au Conseil d'Administration en vue d'émettre des actions ordinaires ou toutes autres valeurs mobilières avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans le cadre d'une offre au public, est prévu à la **quatorzième résolution**. La possibilité de procéder à de telles émissions permettrait à votre Société, d'une part, de solliciter un plus grand nombre

d'investisseurs, tant sur le marché français que sur le marché international, et, d'autre part, de faciliter la réalisation des émissions en raison notamment de la réduction de leur délai de mise en œuvre. Il est précisé qu'une priorité de souscription pourrait être conférée aux actionnaires par le Conseil d'Administration pendant un délai et selon des modalités qu'il fixerait conformément à la réglementation en vigueur.

Le Conseil d'Administration vous propose de maintenir le plafond des augmentations de capital pouvant être ainsi réalisées à 15 millions (soit environ 9,4 % du capital social au 31 décembre 2018), étant précisé que ce montant constituerait un sous-plafond sur lequel s'imputerait l'ensemble des émissions qui seraient réalisées avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être émises en vertu de cette délégation ne pourrait, quant à lui, être supérieur à 1 milliard d'euros, ce montant devant s'imputer sur le plafond global d'émission de titres d'emprunt fixé dans la vingtième résolution.

Le prix de souscription des actions susceptibles d'être émises en vertu de cette délégation serait fixé par le Conseil d'Administration conformément aux dispositions des articles L. 225-136 1° et R. 225-119 du Code de commerce et serait au moins égal à la moyenne pondérée des cours de l'action Imerys des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %.

La **quatorzième résolution** prévoit enfin que des actions ordinaires ou des valeurs mobilières donnant accès au capital pourraient être émises à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés à la Société dans le cadre d'une offre publique d'échange de titres répondant aux conditions fixées par l'article L. 225-148 du Code de commerce.

Augmentations de capital dans le cadre d'une offre par placement privé

Il vous est proposé au titre de la **quinzième résolution** de renouveler la délégation conférée au Conseil en vue de procéder à des augmentations de capital, par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, par placement privé. Ces augmentations de capital seraient réalisées avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs tels que définis à l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, permettant ainsi à la Société de bénéficier d'une souplesse et d'une rapidité d'accès au marché. Le Conseil d'Administration vous propose que le plafond global des augmentations de capital pouvant être réalisées en vertu de cette délégation soit fixé à 10 % du capital social au jour de l'émission, ce montant devant s'imputer sur le montant nominal global de 15 millions d'euros prévu pour les augmentations de capital susceptibles d'être réalisées avec suppression du droit préférentiel de souscription. Enfin, le prix de souscription des actions susceptibles d'être émises en vertu de cette délégation serait fixé conformément aux dispositions de l'article R. 225-119 du Code de commerce ; il devrait donc être au moins égal à la moyenne pondérée des cours de l'action Imerys des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %. Cette délégation permettrait de proposer la souscription de titres de la Société, en particulier à des partenaires financiers, en réduisant les délais de mise en œuvre et en permettant ainsi un accès plus rapide au marché.

Augmentation du nombre de titres à émettre en cas de demande excédentaire

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce, la délégation de compétence prévue à la **seizième résolution** permettrait au Conseil d'Administration, s'il constatait une demande excédentaire de souscription dans le cadre d'une émission décidée en vertu des treizième, quatorzième et quinzième résolutions, d'augmenter le nombre de titres à émettre, dans les conditions et délais prévus par la réglementation en vigueur et dans la limite des plafonds prévus par les résolutions précitées. En vertu des dispositions de l'article R. 225-118 du Code de commerce, les conditions et délais actuellement applicables seraient les suivants : augmentation du nombre de titres dans les trente jours de la clôture de la souscription, dans la limite de 15 % de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale.

Fixation du prix d'émission

Il vous est en outre proposé au titre de la **dix-septième résolution** de renouveler l'autorisation donnée au Conseil d'Administration, en cas d'émissions d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société sans droit préférentiel de souscription, de déroger, dans la limite annuelle de 10 % du capital de la Société, aux conditions de fixation du prix d'émission de ces actions et valeurs mobilières, et de fixer ce prix :

- s'agissant du prix d'émission des actions ordinaires, à un montant qui serait au moins égal au cours de clôture de l'action Imerys à la dernière séance de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminué d'une décote maximale de 10 % ; et
- s'agissant du prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital, à un montant tel que la somme perçue immédiatement par la Société majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission des actions visé ci-avant.

Cette faculté, prévue par les dispositions de l'article L. 225-136, 1° al. 2 du Code de commerce, permettrait ainsi de procéder à des augmentations de capital en cas de tendance baissière du cours de l'action Imerys, ce que les quatorzième et quinzième résolutions ne permettraient pas.

Augmentations de capital en vue de rémunérer des apports en nature constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières

Vous êtes également appelés dans le cadre de la **dix-huitième résolution** à reconduire la délégation de pouvoirs conférée au Conseil d'Administration en vue de procéder à une ou plusieurs augmentations de capital en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société en dehors d'une offre publique d'échange et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital d'une autre société, dans la limite de 10 % du capital de la Société, et sur présentation d'un rapport émis par un ou plusieurs commissaire(s) aux apports.

Augmentations de capital par incorporation de primes, réserves ou autres

La **dix-neuvième résolution** prévoit de nouveau la possibilité d'augmenter le capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou toute autre somme dont la capitalisation serait admise, dans la limite du montant nominal global prévu par la treizième résolution, soit 75 millions d'euros. Une telle augmentation de capital se traduirait par la création et l'attribution gratuite d'actions et/ou par l'élévation du nominal des actions existantes.

Plafonds des émissions

Le plafond global des augmentations de capital de la Société pouvant résulter de l'utilisation des délégations et autorisations conférées par les treizième, quatorzième, quinzième, seizième, dix-huitième et dix-neuvième résolutions serait fixé à 75 millions d'euros, soit environ 47 % du capital au 31 décembre 2018

(**vingtième résolution**). Il est par ailleurs rappelé que les montants d'augmentations de capital pouvant être réalisées avec suppression du droit préférentiel de souscription en vertu des quatorzième, quinzième, seizième et dix-huitième résolutions s'imputeraient sur le plafond spécifique fixé à la quatorzième résolution, soit 15 millions d'euros, représentant environ 9,4 % capital au 31 décembre 2018. À ces limites s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre du fait d'ajustements à opérer afin de préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières, ou d'autres titres donnant accès au capital, qui existeraient à la date de réalisation de l'émission considérée.

Le montant nominal maximal des titres d'emprunt susceptibles d'être émis en vertu des autorisations relatives à l'émission de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital social, conférées par les treizième, quatorzième, quinzième, seizième et dix-huitième résolutions, serait, quant à lui, maintenu à 1 milliard d'euros.

8.1.8 AUGMENTATIONS DE CAPITAL RÉSERVÉES AUX ADHÉRENTS À UN PLAN D'ÉPARGNE ENTREPRISE DE LA SOCIÉTÉ OU DU GROUPE

(Une résolution relevant de la partie extraordinaire de l'Assemblée Générale)

La présente Assemblée Générale étant appelée à se prononcer sur le renouvellement de délégations et autorisations financières en faveur du Conseil d'Administration pouvant conduire à une ou plusieurs augmentations de capital de la Société, il vous est proposé dans le cadre de la **vingt-et-unième résolution** de renouveler, pour une nouvelle période de vingt-six mois, la

délégation de compétence conférée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale du 3 mai 2017, à l'effet de procéder à des augmentations de capital réservées aux salariés et/ou mandataires sociaux adhérant à un plan d'épargne entreprise de la Société ou du Groupe. Sous réserve de votre approbation, cette délégation se substituerait à la précédente qui serait ainsi privée d'effet.

8.1.9 MODIFICATION STATUTAIRE

(Une résolution relevant de la partie extraordinaire de l'Assemblée Générale)

En vertu des dispositions statutaires actuelles, l'Assemblée Générale nomme les Commissaires aux comptes de la société, titulaires **et suppléants**, conformément à la loi.

Les nouvelles dispositions de l'article L. 823-1, al. 2 du Code de commerce introduites par la loi Sapin II du 9 décembre 2016 prévoit désormais que la désignation d'un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants n'est requise que si le titulaire désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle. Afin de

pouvoir faire application de ces nouvelles dispositions, nous vous proposons, dans le cadre de la **vingt-troisième résolution** de simplifier la rédaction du premier alinéa de l'article 20 des statuts relatif aux commissaires aux comptes suppléants comme suit :

"L'Assemblée Générale nomme les Commissaires aux comptes, conformément à la loi".

Le reste de l'article 20 des statuts demeurerait inchangé.

8.1.10 POUVOIRS

(Une résolution relevant de la partie ordinaire de l'Assemblée Générale)

La **vingt-quatrième et dernière résolution** a pour objet de conférer, comme habituellement, les pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des formalités légales consécutives à la présente Assemblée.

8.2 RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

DELOITTE & ASSOCIÉS

6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

S.A. au capital de 1 723 040 €
572 028 041 R.C.S. Nanterre
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres

Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense Cedex

S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles

8.2.1 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'ÉMISSION D' ACTIONS ET/OU DE DIVERSES VALEURS MOBILIÈRES AVEC MAINTIEN ET/OU SUPPRESSION DU DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION

Assemblée Générale Mixte du 10 mai 2019

Treizième, quatorzième, quinzième, seizième, dix-septième et dix-huitième résolutions

À l'Assemblée Générale de la société Imerys,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre Société (la "Société") et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur les propositions de délégation au Conseil d'Administration de différentes émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières, opérations sur lesquelles vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre Conseil d'Administration vous propose, sur la base de son rapport :

- de lui déléguer, pour une durée de vingt-six mois à compter du jour de la présente Assemblée, la compétence pour décider des opérations suivantes et fixer les conditions définitives de ces émissions et vous propose, le cas échéant, de supprimer votre droit préférentiel de souscription :
 - émission avec maintien du droit préférentiel de souscription (treizième résolution), d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières de la Société, représentatives ou non de titres de créance, donnant accès à des actions ordinaires à émettre de la Société, ou, conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, de toute société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital de la Société ou dont celle-ci possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital,
 - émission avec suppression du droit préférentiel de souscription, par voie d'offres au public (quatorzième résolution), d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières de la Société, représentatives ou non de titres de créance, donnant accès à des actions ordinaires, existantes ou à émettre de la Société, ou, conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, de toute société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital de la Société ou dont celle-ci possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, étant précisé que ces titres pourront être émis à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés à la Société dans le cadre d'une offre publique d'échange sur des titres répondant aux conditions fixées par l'article L. 225-148 du Code de commerce,
 - émission avec suppression du droit préférentiel de souscription, par voie d'offres visées au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier (quinzième résolution), d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières de la Société, représentatives ou non de titres de créance, donnant accès à des actions ordinaires à émettre de la Société ;
- de l'autoriser, par la dix-septième résolution et dans le cadre de la mise en œuvre de la délégation visée aux quatorzième et quinzième résolutions, à fixer le prix d'émission dans la limite légale annuelle de 10 % du capital social tel qu'existant à la fin du mois précédant le jour de l'émission ;
- de lui déléguer, pour une durée de vingt-six mois à compter du jour de la présente Assemblée, les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder à l'émission d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières, représentatives ou non de titres de créances, donnant accès à des actions ordinaires, existantes ou à émettre, de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital (dix-huitième résolution), dans la limite de 10 % du capital de la Société, tel qu'existant à la date d'utilisation de la présente délégation.

Le montant nominal global des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, ne pourra, selon la vingtième résolution, excéder 75 000 000 euros au titre des treizième, quatorzième, quinzième, seizième, dix-huitième et dix-neuvième résolutions, étant précisé que le montant nominal total des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, ne pourra excéder :

- 75 000 000 euros au titre de la treizième résolution ;
- 15 000 000 euros au titre de la quatorzième résolution, ce plafond constituant un sous-plafond applicable à l'ensemble des émissions pouvant être réalisées en vertu des quatorzième, quinzième, dix-septième et dix-huitième résolutions ; et
- 10 % du capital de la Société au jour de l'émission, au titre de chacune des quinzième et dix-huitième résolutions.

Le montant nominal global des titres de créance susceptibles d'être émis ne pourra, selon la vingtième résolution, excéder 1 000 000 000 euros au titre des treizième, quatorzième, quinzième, seizième et dix-huitième résolutions, étant précisé que ce montant constitue le plafond pour chacune des treizième, quatorzième et quinzième résolutions.

Ces plafonds tiennent compte du nombre supplémentaire de titres à créer dans le cadre de la mise en œuvre des délégations visées aux treizième, quatorzième et quinzième résolutions, dans les conditions prévues à l'article L. 225-135-1 du Code de commerce, si vous adoptez la seizième résolution.

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant ces opérations, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'Administration relatif à ces opérations et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions des émissions qui seraient décidées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'Administration au titre des quatorzième, quinzième et dix-septième résolutions.

Par ailleurs, ce rapport ne précisant pas les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre dans le cadre de la mise en œuvre des treizième et dix-huitième résolutions, nous ne pouvons donner notre avis sur le choix des éléments de calcul de ce prix d'émission.

Les conditions définitives dans lesquelles les émissions seraient réalisées n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite dans les quatorzième et quinzième résolutions.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de ces délégations par votre Conseil d'Administration, en cas d'émissions de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital, en cas d'émissions de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre et en cas d'émission d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription.

À Paris-La Défense, le 19 mars 2019

Les Commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS

Frédéric GOURD

ERNST & YOUNG et Autres

Sébastien HUET

8.2.2 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'ÉMISSION D' ACTIONS ORDINAIRES ET/OU DE VALEURS MOBILIÈRES DONNANT ACCÈS AU CAPITAL, RÉSERVÉES AUX ADHÉRENTS À UN PLAN D'ÉPARGNE D'ENTREPRISE DE LA SOCIÉTÉ OU DE SON GROUPE

DELOITTE & ASSOCIÉS
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

S.A. au capital de 1 723 040 €
572 028 041 R.C.S. Nanterre
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense Cedex

S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles

Assemblée Générale Mixte du 10 mai 2019

Vingt-et-unième résolution

À l'Assemblée Générale de la société Imerys,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre Société (la "Société") et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Conseil d'Administration de la compétence de décider une émission d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe de la Société et/ou des sociétés ou groupements, français ou étrangers, qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce et de l'article L. 3344-1 du Code du travail, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Le montant nominal des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, ne pourra excéder 1 600 000 euros.

Cette émission est soumise à votre approbation en application des dispositions des articles L. 225-129-6 du Code de commerce et L. 3332-18 et suivants du Code du travail.

Votre Conseil d'Administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, pour une durée de vingt-six mois à compter du jour de la présente Assemblée, la compétence pour décider une émission et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux actions et/ou valeurs mobilières à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'Administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'émission qui serait décidée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'Administration.

Les conditions définitives dans lesquelles l'émission serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Conseil d'Administration, en cas d'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre.

À Paris-La Défense, le 19 mars 2019

Les Commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS
Frédéric GOURD

ERNST & YOUNG et Autres
Sébastien HUET

8.2.3 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA RÉDUCTION DU CAPITAL

DELOITTE & ASSOCIÉS

6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

S.A. au capital de €1.723.040
572 028 041 R.C.S. Nanterre
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres

Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense Cedex

S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles

Assemblée Générale Mixte du 10 mai 2019

Vingt-deuxième résolution

À l'Assemblée Générale de la société Imerys,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre Société et en exécution de la mission prévue à l'article L. 225-209 du Code de commerce en cas de réduction du capital par annulation d'actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Votre Conseil d'Administration vous propose de lui déléguer, pour une période de vingt-six mois à compter du jour de la présente Assemblée, tous pouvoirs pour annuler, dans la limite de 10 % de son capital, par période de vingt-quatre mois, les actions achetées au titre de la mise en œuvre d'une autorisation d'achat par votre Société de ses propres actions dans le cadre des dispositions de l'article précité.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences conduisent à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, qui n'est pas de nature à porter atteinte à l'égalité des actionnaires, sont régulières.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction de capital envisagée.

À Paris-La Défense, le 19 mars 2019

Les Commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS

Frédéric GOURD

ERNST & YOUNG et Autres

Sébastien HUET

8.3 ORDRE DU JOUR

PARTIE ORDINAIRE

1. Approbation de la gestion et des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2018 ;
2. approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018 ;
3. affectation du résultat et détermination du dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 ;
4. rapport spécial des Commissaires aux comptes visé à l'article L. 225-40 du Code de commerce et approbation, en application de l'article L. 225-42-1 du Code de commerce, des engagements pris par la Société en faveur de Monsieur Conrad Keijzer au cours de l'exercice 2018 ;
5. rapport spécial des Commissaires aux comptes visé à l'article L. 225-40 du Code de commerce et approbation, en application de l'article L. 225-46 du Code de commerce, de la rémunération exceptionnelle allouée à Monsieur Gilles Michel au cours de l'exercice 2018 ;
6. approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux dirigeants mandataires sociaux ;
7. approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018, à Monsieur Conrad Keijzer, en sa qualité de Directeur Général Délégué, puis Directeur Général de la Société ;
8. approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018, à Monsieur Gilles Michel, en sa qualité de Président-Directeur Général puis Président du Conseil d'Administration ;
9. renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Odile Desforges ;
10. renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Ian Gallienne ;
11. renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Lucile Ribot ;
12. achat par la Société de ses propres actions.

PARTIE EXTRAORDINAIRE

13. Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription ;
14. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cadre d'une offre au public ;
15. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cadre d'une offre par placement privé visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier ;
16. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres en cas d'augmentation de capital avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription ;
17. autorisation donnée au Conseil d'Administration à l'effet de fixer le prix d'émission des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, en cas de suppression du droit préférentiel de souscription, dans la limite de 10 % du capital par an ;
18. délégation de pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social en vue de rémunérer des apports en nature constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme au capital, dans la limite de 10 % du capital par an ;
19. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices, primes de fusion, d'apport ou autres ;
20. limitation globale du montant nominal des augmentations de capital et des émissions de titres d'emprunt pouvant résulter des délégations et autorisations qui précèdent ;
21. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de la Société ou de son Groupe, avec suppression du droit préférentiel de souscription ;
22. autorisation donnée au Conseil d'Administration de réduire le capital social par annulation d'actions auto-détenues ;
23. modification de l'article 20 des statuts relatifs aux Commissaires aux comptes ;
24. pouvoirs.

8.4 PROJETS DE RÉSOLUTION

PARTIE ORDINAIRE

■ PREMIÈRE RÉSOLUTION

Approbation de la gestion et des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2018

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport des Commissaires aux comptes relatifs aux comptes annuels de la Société de l'exercice clos le 31 décembre 2018, approuve lesdits comptes tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces Rapports.

■ TROISIÈME RÉSOLUTION

Affectation du résultat et détermination du dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'Administration :

■ constate que le bénéfice de la Société pour l'exercice écoulé s'élève à :	72 901 776,86 euros
■ auquel s'ajoute le report à nouveau d'un montant de :	396 662 784,94 euros
■ formant ainsi un total distribuable de :	469 564 561,80 euros
■ décide de verser, au titre de l'exercice 2018, un dividende de 2,15 euros à chacune des 79 485 694 actions composant le capital social au 31 décembre 2018, représentant une distribution de :	(170 894 242,10) euros
■ et affecte le solde au report à nouveau qui s'élève désormais à :	298 670 319,70 euros

L'Assemblée Générale décide que le montant total du dividende versé sera ajusté en fonction du nombre d'actions émises depuis le 1^{er} janvier 2019 à la suite de levées d'options de souscription d'actions ayant droit au dividende de l'exercice 2018 à la date de paiement de ce dividende. Le montant affecté au report à nouveau sera déterminé sur la base du montant total du dividende effectivement mis en paiement. Par ailleurs, dans l'hypothèse où, lors de la mise en paiement, la Société détiendrait certaines de ses propres actions, le montant du dividende correspondant à ces actions ne sera pas versé et sera affecté au report à nouveau.

■ DEUXIÈME RÉSOLUTION

Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport des Commissaires aux comptes relatifs aux comptes consolidés du Groupe de l'exercice clos le 31 décembre 2018, approuve lesdits comptes tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces Rapports.

L'Assemblée Générale décide que le dividende sera mis en paiement à compter du 22 mai 2019.

Conformément aux dispositions de l'article 243 *bis* du Code général des impôts, il est précisé que le dividende ouvre droit pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158-3-2° du Code général des impôts, sous réserve que ces personnes aient exercé l'option pour l'imposition des dividendes au barème de l'impôt sur le revenu, prévue à l'article 200-A-2 dudit Code.

L'Assemblée Générale prend acte que le montant des dividendes par action mis en paiement au titre des trois exercices précédents a été le suivant :

Exercice clos le :	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Dividende net par action	2,075 €*	1,87 €*	1,75 €*
Nombre d'actions ayant perçu le dividende	79 313 151	79 265 238	78 557 578
Distribution nette totale	164,6 M€	148,2 M€	137,5 M€

* Montant éligible à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, prévu à l'article 158-3-2° du Code général des impôts.

■ QUATRIÈME RÉSOLUTION

Rapport spécial des Commissaires aux comptes visé à l'article L. 225-40 du Code de commerce et approbation, en application de l'article L. 225-42-1 du Code de commerce, des engagements pris par la Société en faveur de Monsieur Conrad Keijzer au cours de l'exercice 2018

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'Administration et statuant sur le Rapport spécial des Commissaires aux comptes établi en application des dispositions de l'article L. 225-40 du Code de commerce, approuve conformément aux dispositions de l'article L. 225-42-1 dudit Code, l'ensemble des engagements pris par la Société au bénéfice de Monsieur Conrad Keijzer, Directeur Général Délégué puis Directeur Général et Administrateur de la Société, tels qu'autorisés par le Conseil d'Administration en sa séance du 8 mars 2018.

■ CINQUIÈME RÉSOLUTION

Rapport spécial des Commissaires aux comptes visé à l'article L. 225-40 du Code de commerce et approbation, en application de l'article L. 225-46 du Code de commerce, de la rémunération exceptionnelle allouée à Monsieur Gilles Michel au cours de l'exercice 2018

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'Administration et statuant sur le Rapport spécial des Commissaires aux comptes établi en application des dispositions de l'article L. 225-40 du Code de commerce, approuve conformément aux dispositions de l'article L. 225-46 dudit Code, la rémunération exceptionnelle allouée par la Société à Monsieur Gilles Michel, Président du Conseil d'Administration, telle qu'autorisée par le Conseil d'Administration en sa séance du 4 mai 2018.

■ SIXIÈME RÉSOLUTION

Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux dirigeants mandataires sociaux

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du Rapport sur le Gouvernement d'Entreprise prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-2 dudit Code, les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature présentés dans le rapport précité et attribuables à tout dirigeant mandataire social de la Société.

■ SEPTIÈME RÉSOLUTION

Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018, à Monsieur Conrad Keijzer, en sa qualité de Directeur Général Délégué, puis Directeur Général de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du Rapport sur le Gouvernement d'Entreprise prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce approuve, en application des dispositions des articles L. 225-37-2 et L. 225-100 dudit Code, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 à Monsieur Conrad Keijzer en raison de son mandat de Directeur Général Délégué exercé du 8 mars 2018 au 4 mai 2018 et de Directeur Général exercé à compter de cette date, tels que reportés dans la présentation des résolutions par le Conseil d'Administration figurant au chapitre 8 du Document de Référence 2018 de la Société et faisant partie intégrante du rapport sur le Gouvernement d'Entreprise prévu à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

■ HUITIÈME RÉSOLUTION

Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018, à Monsieur Gilles Michel, en sa qualité de Président-Directeur Général puis Président du Conseil d'Administration

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du Rapport sur le Gouvernement d'Entreprise prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce approuve, en application des dispositions des articles L. 225-37-2 et L. 225-100 dudit Code, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 à Monsieur Gilles Michel, en raison de son mandat de Président-Directeur Général exercé jusqu'au 4 mai 2018 puis de Président du Conseil d'Administration exercé à compter de cette date, tels que reportés dans la présentation des résolutions par le Conseil d'Administration figurant au chapitre 8 du Document de Référence 2018 de la Société et faisant partie intégrante du rapport sur le Gouvernement d'Entreprise prévu à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

■ NEUVIÈME RÉSOLUTION

Renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Odile Desforges

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de Madame Odile Desforges vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2022, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2021.

■ DIXIÈME RÉSOLUTION

Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Ian Gallienne

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de Monsieur Ian Gallienne vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2022, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2021.

■ ONZIÈME RÉSOLUTION

Renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Lucile Ribot

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de Madame Lucile Ribot vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2022, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2021.

■ DOUZIÈME RÉSOLUTION

Achat par la Société de ses propres actions

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'Administration, en application des dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, des articles 241-1 à 241-7 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (l'"AMF") et du règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement Européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché :

- 1) autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à procéder à l'achat des actions de la Société en vue :
 - de procéder à leur annulation ultérieure par réduction du capital de la Société, sous réserve de l'approbation de la vingt-deuxième résolution soumise au vote de la présente Assemblée Générale,
 - d'assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et/ou de plans d'attribution d'actions gratuites ainsi que toutes allocations d'actions au titre de plans d'actionnariat mis en place par la Société (ou plans assimilés) ou au titre de la participation à ses résultats, à des salariés, anciens salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées en application des articles L. 225-180 et L. 233-16 du Code de commerce, dans le cadre des régimes légaux en vigueur ou de plans ad hoc mis en place par la Société,

- de remettre ou échanger les actions achetées à l'occasion, notamment, de l'exercice de droits ou de l'émission de titres ou de valeurs mobilières donnant droit par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions,
- d'animer le marché par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant au nom et pour le compte de la Société dans le cadre, notamment, d'un contrat de liquidité conforme à une Charte de Déontologie reconnue par l'AMF,
- et, plus généralement, d'opérer dans tout autre but autorisé ou qui viendrait à être autorisé par la loi, et/ou mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'AMF.

L'acquisition, la cession, le transfert et l'échange des actions pourront être effectués à tous moments, à l'exclusion des périodes d'offre publique sur le capital de la Société, dans le respect de la réglementation en vigueur, sur le marché ou de gré à gré, par tous moyens, y compris par transfert de blocs, par l'utilisation ou l'exercice de tout instrument financier et produit dérivé ;

- 2) fixe les limites suivantes à l'utilisation de la présente autorisation par le Conseil d'Administration :
 - le nombre maximum d'actions pouvant être acquises ne pourra excéder 10 % du nombre total d'actions émises et en circulation au 1^{er} janvier 2019, soit 7 948 569 actions,
 - le nombre d'actions que la Société détiendra, directement ou indirectement, à quelque moment que ce soit, ne pourra dépasser 10 % des actions composant le capital de la Société,
 - le prix maximum d'achat des actions ne pourra être supérieur à 85 euros,
 - le montant maximal susceptible d'être ainsi consacré par la Société à ces acquisitions ne pourra être supérieur à 675,6 millions d'euros ;
- 3) décide que, en cas de modification du nominal des actions, d'augmentation de capital par incorporation de réserves et d'attribution gratuite d'actions ainsi qu'en cas, soit d'une division, soit d'un regroupement des titres, le montant maximal consacré à ces acquisitions et le nombre maximal de titres à acquérir indiqués ci-dessus seront ajustés en conséquence par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération ;
- 4) fixe à dix-huit mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de validité de la présente autorisation, qui prive ainsi d'effet, pour la partie non utilisée, toute autorisation antérieure accordée au Conseil d'Administration relative à l'acquisition par la Société de ses propres actions ;
- 5) confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre cette autorisation et, notamment, pour passer tous ordres de Bourse, signer tous actes d'achat, de cession, d'échange ou de transfert, conclure tous accords, effectuer toutes déclarations auprès de l'AMF et de tout autre organisme, procéder aux ajustements prévus ci-dessus, remplir toutes formalités et, en général, faire le nécessaire.

PARTIE EXTRAORDINAIRE

TREIZIÈME RÉSOLUTION

Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, sur le marché français et/ou sur le marché international, en euros ou en toute autre devise, par l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières de la Société, représentatives ou non de titres de créance, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à dates fixes, à des actions ordinaires à émettre de la Société, ou, conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, de toute société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, que ce soit par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, ces valeurs mobilières pouvant être également libellées en monnaies étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies ;
- 2) décide de limiter ainsi qu'il suit le montant des émissions autorisées en cas d'usage par le Conseil d'Administration de la présente délégation de compétence :
 - le montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises, directement ou sur présentation de valeurs mobilières, en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 75 millions d'euros, soit, à titre indicatif, environ 47 % du capital de la Société au 31 décembre 2018, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'augmentation de capital fixé au paragraphe 1 de la vingtième résolution, et qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
 - le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société ne pourra être supérieur à 1 milliard d'euros ou la contre-valeur de ce montant à la date de la décision d'émission, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'émission de titres d'emprunt fixé au paragraphe 2 de la vingtième résolution ;

- 3) en cas d'usage de la présente délégation de compétence :
 - décide que la ou les émissions seront réservées par préférence aux actionnaires qui pourront souscrire à titre irréductible,
 - confère au Conseil d'Administration la faculté d'instituer un droit de souscription à titre réductible,
 - décide, conformément aux dispositions de l'article L. 225-134 du Code de commerce, que si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission telle que définie ci-dessus, le Conseil d'Administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il estimera opportun, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :
 - limiter l'émission au montant de ces souscriptions, sous la condition que celui-ci atteigne au moins les trois-quarts de l'émission considérée,
 - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits,
 - offrir au public tout ou partie des titres non souscrits ;
- 4) constate que la présente délégation emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation pourront donner droit ;
- 5) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour :
 - fixer les conditions de la ou des émissions, et notamment les formes et caractéristiques des valeurs mobilières à créer, arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts,
 - imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
 - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
 - déléguer lui-même au Directeur Général, ou avec son accord, à un ou plusieurs directeurs généraux délégués, les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital ainsi que celui d'y surseoir dans les limites et selon les modalités que le Conseil d'Administration pourra préalablement fixer,
 - et, plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- 6) décide que le Conseil d'Administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;
- 7) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

■ QUATORZIÈME RÉSOLUTION

Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cadre d'une offre au public

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136, et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, sur le marché français et/ou sur le marché international, en euros ou en toute autre devise, par voie d'offre au public d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières de la Société, représentatives ou non de titres de créance, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à dates fixes, à des actions ordinaires à émettre de la Société ou, conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, de toute société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, que ce soit par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, ces valeurs mobilières pouvant être également libellées en monnaies étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies ;
- 2) décide de limiter ainsi qu'il suit le montant des émissions autorisées en cas d'usage par le Conseil d'Administration de la présente délégation de compétence :
 - le montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises, directement ou sur présentation de valeurs mobilières, en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 15 millions d'euros, soit, à titre indicatif, environ 9,4 % du capital de la Société au 31 décembre 2018, étant précisé que ce montant constitue un sous-plafond applicable à l'ensemble des émissions pouvant être réalisées avec suppression du droit préférentiel de souscription et que le montant nominal des émissions réalisées dans le cadre de la présente délégation s'imputera sur le plafond global d'augmentation de capital fixé au paragraphe 1 de la vingtième résolution et qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
 - le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société ne pourra être supérieur à 1 milliard d'euros ou la contre-valeur de ce montant à la date de la décision d'émission, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'émission de titres d'emprunt fixé au paragraphe 2 de la vingtième résolution ;
- 3) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres faisant l'objet de la présente résolution en laissant toutefois au Conseil d'Administration, conformément aux dispositions de l'article L. 225-135 du Code de commerce, la faculté de conférer aux actionnaires, pendant un délai et selon les modalités qu'il fixera et pour tout ou partie d'une émission effectuée, une priorité de souscription ne donnant pas lieu à la création de droits négociables, qui devra s'exercer proportionnellement au nombre des actions possédées par chaque actionnaire ;
- 4) constate que la présente délégation emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation pourront donner droit ;
- 5) décide que :
 - le prix d'émission des actions ordinaires émises en vertu de la présente délégation, sera fixé par le Conseil d'Administration conformément aux dispositions des articles L. 225-136 1° et R. 225-119 du Code de commerce et devra être au moins égal à la moyenne pondérée des cours de l'action Imerys des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %,
 - le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société sera tel que la somme perçue immédiatement, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement, soit, pour chaque action ordinaire de la Société émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix minimum défini à l'alinéa précédent après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance ;
- 6) décide que le Conseil d'Administration pourra, dans la limite du montant global d'émission autorisé au paragraphe 2) ci-dessus, émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions existantes ou à émettre de la Société, à l'effet de rémunérer des titres apportés à la Société dans le cadre d'une offre publique d'échange dans les limites et sous les conditions prévues par l'article L. 225-148 du Code de commerce ;
- 7) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour :
 - fixer les conditions de la ou des émissions, et notamment les formes et caractéristiques des valeurs mobilières à créer, arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts,
 - en cas d'émission de titres appelés à rémunérer des titres apportés dans le cadre d'une offre publique d'échange : arrêter le nombre et les caractéristiques des titres apportés en échange ; fixer les conditions d'émission, la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèce à verser ; déterminer les modalités de l'émission,
 - imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes y afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
 - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,

- déléguer lui-même au Directeur Général, ou avec son accord, à un ou plusieurs directeurs généraux délégués, les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital ainsi que celui d'y surseoir dans les limites et selon les modalités que le Conseil d'Administration pourra préalablement fixer, et
 - plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- 8) décide que le Conseil d'Administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;
- 9) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

■ QUINZIÈME RÉSOLUTION

Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cadre d'une offre par placement privé visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136, et L. 228-91 et suivants du Code de commerce, et de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois et dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, dans le cadre d'une offre par placement privé visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, réalisée en France et/ou à l'étranger, portant sur des actions ordinaires et/ou toutes autres valeurs mobilières de la Société, représentatives ou non de titres de créance, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à dates fixes, à des actions ordinaires à émettre de la Société, que ce soit par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, les valeurs mobilières ainsi émises pouvant être également libellées en monnaies étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies ;
- 2) décide de limiter ainsi qu'il suit le montant des émissions autorisées en cas d'usage par le Conseil d'Administration de la présente délégation de compétence :
- le montant nominal global des actions susceptibles d'être émises, directement ou sur présentation de valeurs mobilières, en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 10 % du capital de la Société au jour de l'émission, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond spécifique d'augmentation de capital visé au paragraphe 2 de la quatorzième résolution ci-dessus, et qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver,

conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,

- le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société ne pourra être supérieur à 1 milliard d'euros ou la contre-valeur de ce montant à la date de la décision d'émission, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'émission de titres d'emprunt fixé au paragraphe 2 de la vingtième résolution ;
- 3) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres faisant l'objet de la présente résolution ;
- 4) constate que la présente délégation emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation pourront donner droit ;
- 5) décide que :
- le prix d'émission des actions ordinaires émises en vertu de la présente délégation, sera fixé par le Conseil d'Administration conformément aux dispositions des articles L. 225-136 1° et R. 225-119 du Code de commerce et devra être au moins égal à la moyenne pondérée des cours de l'action Imerys des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %,
 - le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société sera tel que la somme perçue immédiatement, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement, soit, pour chaque action ordinaire de la Société émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix minimum défini à l'alinéa précédent après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance ;
- 6) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour :
- fixer les conditions de la ou des émissions, et notamment les formes et caractéristiques des valeurs mobilières à créer, arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts,
 - imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes y afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
 - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
 - déléguer lui-même au Directeur Général, ou avec son accord, à un ou plusieurs directeurs généraux délégués, les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital ainsi que celui d'y surseoir dans les limites et selon les modalités que le Conseil d'Administration pourra préalablement fixer, et
 - plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;

- 7) décide que le Conseil d'Administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;
- 8) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

■ SEIZIÈME RÉSOLUTION

Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres en cas d'augmentation de capital avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre pour chacune des émissions décidées en vertu des treizième, quatorzième et quinzième résolutions de la présente assemblée, dans le délai et la limite du pourcentage de l'émission initiale prévus par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de l'émission (à ce jour, dans les trente jours de la clôture de la souscription et dans la limite de 15 % de l'émission initiale), étant entendu que le prix d'émission sera le même que celui retenu pour l'émission initiale ;
- 2) décide que le montant nominal des émissions décidées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond spécifique d'augmentation de capital applicable à l'émission initiale fixé par les treizième, quatorzième et quinzième résolutions de la présente assemblée, selon le cas, et sur le plafond global d'augmentation de capital visé à la vingtième résolution de la présente Assemblée ;
- 3) décide que le Conseil d'Administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;
- 4) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

■ DIX-SEPTIÈME RÉSOLUTION

Autorisation donnée au Conseil d'Administration à l'effet de fixer le prix d'émission des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, en cas de suppression du droit préférentiel de souscription, dans la limite de 10 % du capital par an

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2 et L. 225-136, 1°, alinéa 2, du Code de commerce :

- 1) autorise le Conseil d'Administration, en cas d'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital sans droit préférentiel de souscription, dans les conditions prévues par les quatorzième et quinzième résolutions, et dans la limite annuelle de 10 % du capital de la Société tel qu'existant à la fin du mois précédant le jour de l'émission, à déroger aux conditions de fixation du prix et fixer le prix d'émission des actions ordinaires ou des valeurs mobilières donnant accès au capital à un montant qui sera au moins égal :
 - s'agissant du prix d'émission des actions ordinaires, au cours de clôture de l'action Imerys sur le marché Euronext Paris le jour de négociation précédant la date de fixation du prix d'émission, éventuellement diminué d'une décote maximale de 10 %, et
 - s'agissant du prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital, au montant tel que la somme perçue immédiatement par la Société majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission visé au paragraphe précédent ;
- 2) précise, en tant que de besoin, que le montant nominal des émissions réalisées dans le cadre de la présente autorisation s'imputera sur le plafond spécifique d'augmentation de capital visé au paragraphe 2 de la quatorzième résolution ci-dessus ;
- 3) décide que le Conseil d'Administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée, faire usage de la présente autorisation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;
- 4) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente autorisation qui prive d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet.

■ DIX-HUITIÈME RÉSOLUTION

Délégation de pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social en vue de rémunérer des apports en nature constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital, dans la limite de 10 % du capital par an

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-147 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder, sur le rapport d'un ou plusieurs commissaire(s) aux apports, dans la limite de 10 % du capital de la Société, tel qu'existant à la date d'utilisation de la présente délégation, à l'émission d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières, représentatives ou non de titres de créance, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à dates fixes, à des actions ordinaires, existantes ou à émettre, de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables ;
- 2) décide que le montant nominal des émissions réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond spécifique d'augmentation de capital visé au paragraphe 2 de la quatorzième résolution ; à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital ;
- 3) constate, en tant que de besoin, que la présente délégation emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société qui seront émises en vertu de la présente délégation au profit des porteurs de titres ou de valeurs mobilières objets des apports en nature ;
- 4) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour statuer sur l'évaluation des apports et le rapport du ou des commissaires aux apports, arrêter les modalités et conditions des opérations autorisées et notamment l'évaluation des apports et, le cas échéant, l'octroi d'avantages particuliers, fixer le nombre de titres à émettre en rémunération des apports ainsi que leurs caractéristiques, procéder, le cas échéant, à toute imputation sur la ou les primes d'apport, constater la réalisation des augmentations de capital en résultant, procéder à la modification corrélative des statuts, accomplir toutes formalités, procéder à toutes déclarations et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des opérations ainsi autorisées ;
- 5) décide que le Conseil d'Administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée, faire usage de la présente délégation de pouvoirs à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;
- 6) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

■ DIX-NEUVIÈME RÉSOLUTION

Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices, primes de fusion, d'apport ou autres

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2 et L. 225-130 du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, par incorporation au capital de tout ou partie des réserves, bénéfices, primes de fusion, d'apport ou autres sommes dont l'incorporation au capital serait admise, sous forme d'attribution gratuite d'actions ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés ;
- 2) décide que le montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra pas être supérieur au plafond spécifique d'augmentation de capital visé au paragraphe 2 de la treizième résolution ci-dessus, étant précisé qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital ;
- 3) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour :
 - fixer les conditions de la ou des émissions, notamment arrêter le montant et la nature des réserves ou primes à incorporer au capital, fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre ou le montant par lequel le nominal des actions composant le capital social sera augmenté, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ou celle à laquelle l'élévation du nominal portera effet, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts,
 - imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
 - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
 - décider, le cas échéant, que les droits formant rompus ne seront ni négociables ni cessibles et que les actions correspondantes seront vendues, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits dans le délai et les conditions fixés par la réglementation en vigueur,
 - déléguer lui-même au Directeur Général, ou avec son accord, à un ou plusieurs directeurs généraux délégués, les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital ainsi que celui d'y surseoir dans les limites et selon les modalités que le Conseil d'Administration pourra préalablement fixer, et
 - plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;

- 4) décide que le Conseil d'Administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;
- 5) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

■ VINGTIÈME RÉSOLUTION

Limitation globale du montant nominal des augmentations de capital et des émissions de titres d'emprunt pouvant résulter des délégations et autorisations qui précèdent

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de fixer :

- 1) à 75 millions d'euros le montant nominal maximum des augmentations de capital, immédiates et/ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu des délégations et autorisations conférées par les treizième, quatorzième, quinzième, seizième, dix-huitième et dix-neuvième résolutions de la présente Assemblée, étant précisé qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital ;
- 2) à 1 milliard d'euros, ou la contre-valeur de ce montant à la date de la décision d'émission, le montant nominal maximum des titres d'emprunt susceptibles d'être émis en vertu des délégations et autorisations relatives à l'émission de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital social conférées par les treizième, quatorzième, quinzième, seizième et dix-huitième résolutions de la présente Assemblée.

■ VINGT ET UNIÈME RÉSOLUTION

Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de la Société ou de son Groupe, avec suppression du droit préférentiel de souscription

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, dans le cadre des dispositions des articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail relatifs à l'épargne salariale, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2 à L. 225-129-6 et de l'article L. 225-138-1 du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, par l'émission d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe de la Société et/ou des sociétés ou groupements, français ou étrangers, qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce et de l'article L. 3344-1 du Code du travail, et qui

remplissent, en outre, les autres conditions éventuellement imposées par le Conseil d'Administration ;

- 2) décide que le montant nominal des augmentations du capital social susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 1,6 million d'euros, soit, à titre indicatif, environ 1 % du capital de la Société au 31 décembre 2018, étant précisé que ce plafond est autonome et distinct du plafond global d'augmentation de capital fixé par la vingtième résolution de la présente Assemblée et qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital ;
- 3) décide que le prix de souscription des actions émises en vertu de la présente délégation ne pourra être inférieur à la moyenne des derniers cours cotés lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'Administration fixant la date d'ouverture des souscriptions, diminuée, le cas échéant, de la décote maximale prévue par la loi au jour de la décision du Conseil d'Administration ;
- 4) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres à émettre au profit des bénéficiaires mentionnés ci-dessus ;
- 5) confère tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, au Conseil d'Administration pour mettre en œuvre la présente délégation et, notamment, à l'effet de :
 - déterminer les sociétés dont les salariés et mandataires pourront bénéficier de l'offre de souscription aux émissions objet de la présente délégation,
 - fixer les conditions, notamment d'ancienneté, que devront remplir les bénéficiaires de ces offres de souscription,
 - fixer les conditions de la ou des émissions, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts,
 - fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, le prix, la date de jouissance des titres émis, les modalités de libération des actions,
 - décider si les souscriptions pourront être réalisées directement et/ou indirectement par l'intermédiaire de fonds communs de placement,
 - fixer les modalités et conditions d'adhésion aux plans d'épargne d'entreprise ou de groupe, en établir le règlement ou, en cas de plans préexistants, en modifier le règlement si nécessaire,
 - imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
 - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
 - et, plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- 6) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

■ VINGT-DEUXIÈME RÉSOLUTION

Autorisation donnée au Conseil d'Administration de réduire le capital social par annulation d'actions auto-détenues

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce :

- 1) autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à annuler, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des actions de la Société détenues par celle-ci dans la limite de 10 % du capital par périodes de vingt-quatre mois, et à réduire corrélativement le capital social en imputant la différence entre la valeur d'achat des titres annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles ;
- 2) confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet d'arrêter le montant définitif de la réduction de capital dans les limites prévues par la loi et par la présente résolution, en fixer les modalités, constater sa réalisation, imputer la différence entre le prix d'achat des actions et leur valeur nominale sur les postes de primes et de réserves disponibles de son choix, accomplir tous actes, formalités ou déclarations en vue de rendre définitives les réductions de capital réalisées en vertu de la présente autorisation et modifier en conséquence les statuts ;
- 3) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente autorisation qui prive d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet.

■ VINGT-TROISIÈME RÉSOLUTION

Modification de l'article 20 des statuts relatifs aux Commissaires aux comptes

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier le premier alinéa de l'**article 20** des statuts à l'effet de supprimer la référence aux commissaires aux comptes suppléants et de le rédiger désormais comme suit :

"Article 20 *COMMISSAIRES AUX COMPTES*


L'Assemblée Générale nomme les Commissaires aux comptes, conformément à la loi".

L'Assemblée Générale prend acte que le reste de l'article 20 des statuts demeure inchangé.

■ VINGT-QUATRIÈME RÉSOLUTION

Pouvoirs

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur de copie ou d'extrait du procès-verbal de la présente Assemblée, pour accomplir toutes les formalités de dépôt ou de publicité.



9 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

9.1 RESPONSABLE DU DOCUMENT
DE RÉFÉRENCE 328

9.2 ATTESTATION DU
RESPONSABLE DU DOCUMENT
DE RÉFÉRENCE 328

9.3 COMMISSAIRES
AUX COMPTES 329

9.4 INFORMATIONS
INCLUSES PAR RÉFÉRENCE
DANS LE DOCUMENT
DE RÉFÉRENCE 329

9.5 RESPONSABLE DE
L'INFORMATION FINANCIÈRE 329

9.6 TABLE DE CONCORDANCE 330

9.7 TABLE DE RÉCONCILIATION
AVEC LE RAPPORT
FINANCIER ANNUEL 334

9.1 RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

Conrad KEIJZER, Directeur Général

9.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Document de Référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le Rapport de Gestion figurant en pages 42 à 53 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans le présent Document de Référence ainsi qu'à la lecture d'ensemble de ce Document.

Paris, le 20 mars 2019

Conrad Keijzer
Directeur Général

9.3 COMMISSAIRES AUX COMPTES

■ COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

Deloitte & Associés

représenté par Frédéric Gourd
6, place de la Pyramide, 92908 Paris La Défense
nommé pour la première fois
par l'Assemblée Générale Mixte du 5 mai 2003
et renouvelé pour la dernière fois
par l'Assemblée Générale Mixte du 4 mai 2016

Ernst & Young et Autres

représenté par Sébastien Huet
1/2, place des Saisons, 92400 Courbevoie – Paris La Défense 1
nommé pour la première fois
par l'Assemblée Générale Mixte du 29 avril 2010
en remplacement d'Ernst & Young Audit et renouvelé
par l'Assemblée Générale Mixte du 4 mai 2016

Deloitte & Associés et Ernst & Young et Autres sont membres de la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de Versailles.

■ COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLÉANTS

BEAS

195, avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine-Cedex
appartenant au réseau Deloitte
nommé pour la première fois
par l'Assemblée Générale Mixte du 5 mai 2003
et pour la dernière fois
par l'Assemblée Générale Mixte du 4 mai 2016

Auditex

1/2, place des Saisons 92400 Courbevoie – Paris La Défense 1
appartenant au réseau Ernst & Young
nommé pour la première fois
par l'Assemblée Générale Mixte du 29 avril 2010
en remplacement de M. Jean-Marc Montserrat et renouvelé
par l'Assemblée Générale Mixte du 4 mai 2016

9.4 INFORMATIONS INCLUSES PAR RÉFÉRENCE DANS LE DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

En application de l'article 28 du Règlement CE n° 809/2004 du 29 avril 2004, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent Document de Référence :

- au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017, les comptes consolidés, les comptes annuels, les Rapports des Commissaires aux comptes y afférents ainsi que leur Rapport spécial sur les conventions et engagements réglementés et le Rapport de Gestion figurant respectivement aux pages 160 à 238, 239 à 256, 50 à 58, 59 à 61 et 38 à 49 du Document de Référence 2017 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2018 sous le n° D. 18-0150 ;

- au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016, les comptes consolidés, les comptes annuels, les Rapports des Commissaires aux comptes y afférents ainsi que leur Rapport spécial sur les conventions et engagements réglementés et le Rapport de Gestion figurant respectivement aux pages 152 à 226, 227 à 244, 45 à 48, 49 à 50 et 34 à 44 du Document de Référence 2016 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 21 mars 2017 sous le n° D. 17-0190.

Les informations desdits Documents de Référence non incluses dans le présent Document sont, soit sans objet pour les investisseurs, soit mentionnées dans une autre partie du Document de Référence.

9.5 RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Olivier Pirotte, Directeur Financier Groupe

9.6 TABLE DE CONCORDANCE

Afin de faciliter la lecture du présent Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers, le tableau thématique ci-dessous permet d'identifier les principales informations requises par l'Autorité des marchés financiers dans le cadre de ses règlements et instructions d'application.

Informations prévues à l'Annexe I du Règlement (CE) n° 809/2004 du 29 avril 2004		Références	Pages
■ 1	Personnes responsables	Chapitre 9	
1.1	Personnes responsables des informations contenues dans le document d'enregistrement	9	328
1.2	Déclaration des personnes responsables du document d'enregistrement	9	328
■ 2	Contrôleurs légaux des comptes	Chapitre 9	
2.1	Nom et adresse des Contrôleurs légaux des comptes	9	329
2.2	Contrôleurs légaux ayant démissionné, ayant été écartés ou n'ayant pas été redésignés durant la période couverte	n.a.	
■ 3	Informations financières sélectionnées	Chapitre 9	
3.1	Informations financières historiques sélectionnées	9	329
3.2	Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	n.a.	
■ 4	Facteurs de risque	Chapitre 4	120-127
■ 5	Informations concernant la Société	Chapitres 2 ; 6 ; 7	
5.1	Histoire et évolution de la Société	7	
5.1.1	Raison sociale et nom commercial de la Société	7	282
5.1.2	Lieu et numéro d'enregistrement de la Société	7	282
5.1.3	Date de constitution et durée de vie de la Société	7	282
5.1.4	Siège social et forme juridique, législation régissant les activités de la Société	7	282
5.1.5	Événements importants dans le développement de l'activité de la Société	2	42-43 ; 46-48
5.2	Investissements	1 ; 2 ; 6	
5.2.1	Principaux investissements réalisés par la Société durant chaque exercice de la période couverte par les informations financières historiques jusqu'à la date du document d'enregistrement	1 ; 2 ; 6	20 ; 42 ; 46-48 ; 95 ; 212-213 ; 254
5.2.2	Principaux investissements de la Société qui sont en cours	1	20
5.2.3	Principaux investissements que compte réaliser la Société	n.a.	
■ 6	Aperçu des activités	Chapitres 1 ; 2 ; 4	
6.1	Principales activités	1 ; 2	
6.1.1	Nature des opérations effectuées par la Société et ses principales activités	1 ; 2	9 ; 17-19 ; 22-35
6.1.2	Nouveau produit ou service important lancé sur le marché	1	19-20
6.2	Principaux marchés	1	9-11
6.3	Événements exceptionnels ayant influencé les renseignements fournis conformément aux points 6.1 et 6.2	n.a.	
6.4	Dépendance éventuelle de la Société à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux, ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	1 ; 4	21 ; 125-126
6.5	Éléments fondateurs de toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	1	5 ; 17-19 ; 23 ; 27 ; 30 ; 33

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

TABLE DE CONCORDANCE

Informations prévues à l'Annexe I du Règlement (CE) n° 809/2004 du 29 avril 2004		Références	Pages
■ 7	Organigramme	Chapitres 6 ; 7	
7.1	Description du Groupe et de la place occupée par la Société	7	293
7.2	Liste des filiales importantes de la Société	6 ; 7	255-256 ; 298
■ 8	Propriétés immobilières, usines et équipements	Chapitres 4 ; 5 ; 6	
8.1	Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées	6	216-217
8.2	Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	4 ; 5	122-123 ; 152-157
■ 9	Examen de la situation financière et du résultat	Chapitres 1 ; 2 ; 4 ; 6	
9.1	Situation financière de la Société, évolution et résultat des opérations	6	180-186
9.2	Résultat d'exploitation	1 ; 2 ; 6	6 ; 42-45 ; 49 ; 180-181 ; 268
9.2.1	Facteurs importants influant sensiblement sur le revenu d'exploitation	1 ; 4	21 ; 120-127
9.2.2	Raisons des changements importants du chiffre d'affaires net ou des produits nets	2	42-48
9.2.3	Stratégie et facteurs externes	1	20-21
■ 10	Trésorerie et capitaux	Chapitres 1 ; 2 ; 4 ; 6 ; 7	
10.1	Information sur les capitaux de la Société	2 ; 6 ; 7	51 ; 183 ; 225 ; 271-272 ; 285-291
10.2	Source, montant et description des flux de trésorerie	2 ; 6	46 ; 184-185
10.3	Conditions d'emprunt et structure financière	1 ; 2 ; 6	7 ; 46 ; 236-253
10.4	Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux	6	250-251
10.5	Informations concernant les sources de financement attendues nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2.3 et 8.1	1 ; 2 ; 6	7 ; 46 ; 202 ; 236-253 ; 275
■ 11	Recherche et développement, brevets et licences	Chapitre 1	20
■ 12	Information sur les tendances	Chapitre 2	
12.1	Principales tendances ayant affecté la production, les ventes, les stocks, les coûts et les prix de vente	2	42-48
12.2	Tendances raisonnablement susceptibles d'influer sur les perspectives de la Société, au moins pour l'exercice en cours	2	48
■ 13	Prévision ou estimation du bénéfice	n.a.	
13.1	Déclaration énonçant les principales hypothèses sur lesquelles la Société a fondé sa prévision ou son estimation	n.a.	
13.2	Rapport élaboré par des comptables ou des contrôleurs légaux indépendants	n.a.	
13.3	Prévision ou estimation du bénéfice élaborée sur une base comparable aux informations financières historiques	n.a.	
13.4	Déclaration indiquant si la prévision du bénéfice est, ou non, encore valable à la date du document d'enregistrement et, le cas échéant, expliquant pourquoi elle ne l'est plus	n.a.	
■ 14	Organes d'administration et de direction	Chapitres 1 ; 3 ; 6 ; 8	
14.1	Nom, adresse professionnelle, fonction et principales activités, exercées en dehors de la Société des membres des organes d'administration et de direction ; nature d'éventuels liens familiaux ; information sur leur expertise en matière de gestion ; condamnations, faillites, mises sous séquestre ou liquidation, incriminations et/ou sanction publique ; empêchement	1 ; 3	12 ; 15 ; 76-91 ; 75
14.2	Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration et de direction, ainsi que tout accord conclu	3 ; 6 ; 7 ; 8	75 ; 258 ; 292 ; 301

Informations prévues à l'Annexe I du Règlement (CE) n° 809/2004 du 29 avril 2004		Références	Pages
■ 15	Rémunération et avantages	Chapitres 3 ; 6 ; 8	
15.1	Montant de la rémunération versée et avantages en nature	3 ; 6 ; 8	104-116 ; 258 ; 302-306
15.2	Montant total des sommes provisionnées ou constatées aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	3 ; 6 ; 8	109 ; 111-112 ; 303-306
■ 16	Fonctionnement des organes d'administration et de direction	Chapitre 3	
16.1	Date d'expiration des mandats actuels et période durant laquelle la personne est restée en fonction	3	71
16.2	Contrats de service liant les membres des organes d'administration et de direction à la Société ou à l'une de ses filiales	3	75
16.3	Comité d'Audit et Comité des Rémunérations de l'émetteur	3	96-99
16.4	Déclaration indiquant que la Société se conforme au régime de Gouvernement d'Entreprise en vigueur	3	68
■ 17	Salariés	Chapitres 1 ; 3 ; 5 ; 6 ; 7	
17.1	Nombre de salariés	1 ; 5	4-5 ; 146
17.2	Participations et stock-options ; Indication des mêmes informations en ce qui concerne les dirigeants sociaux	3 ; 7	71 ; 113-114 ; 291
17.3	Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de la Société	6	259
■ 18	Principaux actionnaires	Chapitre 7	
18.1	Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	7	291 ; 293
18.2	Droits de vote différents	7	284
18.3	Détention ou contrôle, direct ou indirect, de la Société	7	291-293
18.4	Accord, connu de la Société, dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de son contrôle	7	268
■ 19	Opérations avec des apparentés	Chapitre 6	
■ 20	Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur	Chapitres 1 ; 2 ; 4 ; 6 ; 7 ; 8 ; 9	
20.1	Informations financières historiques	1 ; 9	4-8 ; 329
20.2	Informations financières pro forma	1	48-49
20.3	États financiers annuels (comptes sociaux et comptes consolidés)	6	180-279
20.4	Vérification des informations financières historiques annuelles	2 ; 9	55-63 ; 329
20.4.1	Déclaration attestant que les informations financières historiques ont été vérifiées	9	328
20.4.2	Autres informations contenues dans le Document de Référence vérifiées par les contrôleurs légaux	2	64-66
20.4.3	Lorsque des informations financières figurant dans le Document de Référence ne sont pas tirées des états financiers vérifiés de l'émetteur, en indiquer la source et préciser qu'elles n'ont pas été vérifiées	n.a.	
20.5	Date des dernières informations financières vérifiées	2 ; 9	55-63 ; 329
20.6	Informations financières intermédiaires et autres	n.a.	
20.7	Politique de distribution des dividendes	7	296
20.7.1	Dividende par action	1 ; 2 ; 6 ; 7 ; 8	6 ; 49 ; 51 ; 278 ; 296 ; 300 ; 316
20.8	Procédures judiciaires et d'arbitrage	2 ; 4 ; 6	43 ; 125 ; 234-235 ; 261
20.9	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	2	42-43

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

TABLE DE CONCORDANCE

Informations prévues à l'Annexe I du Règlement (CE) n° 809/2004 du 29 avril 2004		Références	Pages
■ 21	Informations complémentaires	Chapitres 3 ; 6 ; 7	
21.1	Capital social	6 ; 7	225 ; 278 ; 285-286 ; 291
21.1.1	Montant du capital souscrit, nombre d'actions autorisées, nombre d'actions émises et totalement libérées, ou non, valeur nominale par action et rapprochement du nombre d'actions en circulation à la date d'ouverture et à la date de clôture de l'exercice	7	225 ; 272 ; 278 ; 285-289 ; 291
21.1.2	Actions non représentatives du capital	n.a.	
21.1.3	Nombre, valeur comptable et valeur nominale des actions détenues par la Société, ou par ses filiales	6 ; 7	272 ; 290-291
21.1.4	Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription	n.a.	
21.1.5	Droits d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit mais non libéré	n.a.	
21.1.6	Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord prévoyant de le placer sous option	n.a.	
21.1.7	Historique du capital	7	286
21.2	Acte constitutif et statuts	7	284-285
21.2.1	Objet social	7	284
21.2.2	Membres des organes d'administration et de direction	1 ; 3	12 ; 71 ; 103
21.2.3	Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions	7	284-285
21.2.4	Actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires	n.a.	
21.2.5	Assemblées Générales : convocation et conditions d'admission	7	284
21.2.6	Changement de contrôle	7	294
21.2.7	Franchissement de seuil	7	291
21.2.8	Conditions régissant les modifications du capital	7	287-289
■ 22	Contrats importants	Chapitre 1	17-21
■ 23	Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	Chapitre 5	
23.1	Informations concernant les personnes ayant établi une déclaration ou un rapport	5	173-175
23.2	Attestation confirmant que les informations ont été fidèlement reproduites et qu'aucun fait n'a été omis qui rendrait les informations reproduites inexacts ou trompeuses	5	173-175
■ 24	Documents accessibles au public	Chapitre 7	285
■ 25	Informations sur les participations	Chapitres 6 ; 7	254-256 ; 279 ; 298

9.7 TABLE DE RÉCONCILIATION AVEC LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Le présent Document de Référence intègre tous les éléments du Rapport Financier Annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier ainsi qu'à l'article 222-3 du règlement général de l'AMF. Le tableau ci-après présente les références aux extraits du Document de Référence correspondant aux différents éléments constitutifs du Rapport Financier Annuel.

Rubriques	Pages
Comptes annuels de la Société	262-279
Comptes consolidés du Groupe	180-261
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	60-63
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	55-59
Rapport de Gestion du Conseil d'Administration	42-53
Attestation du Responsable du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration	328
Honoraires des Commissaires aux comptes	260-261
Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'Entreprise	54 ; 68-117

■ CONTACT IMERYS

Communication Financière

Par téléphone au + 33 (0)1 49 55 66 55

Par télécopie au + 33 (0)1 49 55 63 98

Par e-mail à : actionnaires@imerys.com

Par courrier : Imerys

Communication Financière

43 quai de Grenelle

75015 Paris

43 quai de Grenelle, F - 75015 Paris
Téléphone : + 33 (0)1 49 55 63 00

www.imerys.com
in / f / t / y

TRANSFORM TO PERFORM
Transformer pour valoriser

Imerys - Société anonyme
au capital social de 158 971 388 euros
RCS Paris 562 008 151

